

Les stratégies argumentatives dans les débats parlementaires suisses sur le suffrage féminin (1945-1971)

Thèse de doctorat présentée devant la Faculté des Lettres de
l'Université de Fribourg, en Suisse

Approuvée par la Faculté des Lettres sur proposition des professeurs

Irène Herrmann et Fenneke Reysoo.

Fribourg, le 16 mars 2012.

Le Doyen Prof. Marc-Henry Soulet

Boucherin, Nadine (Macolin)

REMERCIEMENTS

Ma gratitude s'adresse prioritairement à Irène Herrmann qui m'a encouragée, soutenue et judicieusement conseillée durant tout le processus de réalisation de ma thèse. Je tiens encore à exprimer toute ma gratitude à Chantal Greder et à Valentine Renaud, et tout particulièrement à Sacha Keller, qui, par leur soutien, leurs conseils, leurs encouragements et leur présence, m'ont donné la force d'aller au bout de ce travail. Finalement, ce projet de thèse n'aurait jamais vu le jour sans le soutien inconditionnel et la confiance de ma famille. Merci Barbara, Eduardo et Julie. Je dédie cette étude à mon père.

Table des matières

1	Introduction	1
1.1	Prolégomènes	1
1.2	Etat de la question	4
1.3	La problématique	9
1.4	Les hypothèses	10
1.5	Cadre théorique et méthodologique	11
1.5.1	L'interdisciplinarité	11
1.5.2	Les relations sociales entre les sexes	12
1.5.2.1	Les masculinités	15
1.5.3	Le discours	18
1.5.3.1	Le discours parlementaire	22
1.5.3.2	Les stratégies de légitimation	23
1.5.3.3	L'émotion argumentée	24
1.6	Contextualisation	28
1.6.1	Les principaux événements du combat des femmes pour l'obtention des droits politiques	28
1.6.2	Le contexte suisse	33
1.6.2.1	La situation économique	34
1.6.2.2	La structure politique	36
1.6.2.3	Le développement de la société et des comportements	38
1.7	Le corpus de sources	40
1.7.1	Choix des sources	40
1.7.2	Description des sources	43
1.8	Processus d'analyse	44
2	Les valeurs fondamentales.....	49
2.1	La démocratie	49
2.1.1	La justice	50
2.1.1.1	Les opposants	51
2.1.2.2	Les partisans	53

2.1.2	La dignité.....	57
2.1.3	La liberté.....	60
2.1.4	L'égalité et l'équité.....	61
2.1.4.1	Universalisme et différencialisme	61
2.1.4.2	Entre abstraction et réalité.....	63
2.1.4.3	Le nivellement...par le bas	66
2.1.4.4	Les femmes victimes	68
2.1.4.5	Le perfectionnement de la démocratie	69
2.1.4.6	Impact du suffrage féminin sur la démocratie.....	70
2.1.4.7	La concurrence entre les sexes	74
2.1.4.8	Le suffrage féminin et l'abstentionnisme masculin	75
2.2	Le sentiment religieux	76
2.2.1	Les références bibliques	77
3	Les femmes dans la société	82
3.1	Les exemples et le regard de l'étranger	82
3.1.1	La Suisse est incomparable.....	83
3.1.2	Les améliorations escomptées avec l'introduction du suffrage féminin	86
3.1.3	La fierté d'être Suisse	88
3.1.4	Les relations internationales	89
3.2	Tirer les conséquences de l'évolution.....	93
3.3	L'Etat providence	94
3.4	Le droit.....	96
3.4.1	Le droit naturel	96
3.4.2	L'interprétation de la Constitution	97
3.5	La visibilité des femmes dans la société	98
3.5.1	Les femmes et le travail rémunéré.....	99
3.5.2	Les femmes et l'éducation.....	104
3.5.3	Mêmes devoirs, mêmes droits	105
3.6	Les femmes et la guerre	107
3.6.1	L'engagement des femmes	108
3.6.2	Le service civil.....	109
3.6.3	La récompense	110

3.7	Le changement de génération	112
3.8	L'évolution de l'opinion	114
3.8.1	Chez les parlementaires	114
3.8.2	Chez les citoyens	115
4	Les femmes, otages du système politique helvétique ?.....	118
4.1	L'histoire et les traditions	119
4.1.1	L'exclusion tacite	121
4.2	La Landsgemeinde	124
4.2.1	Pression de la Confédération et vigueur ancestrale	124
4.2.2	Prototype de la Confédération et des rôles sexués	126
4.2.3	Et les autres cantons	127
4.3	Le fédéralisme.....	130
4.3.1	« De bas en haut »	131
4.3.2	Adaptation émotionnelle et psychologique	133
4.3.3	Les naturalisations	133
4.4	La démocratie référendaire ou le « Sonderfall » suisse	138
4.5	Les jeux et stratégies politiques	139
4.5.1	La prééminence des partis	139
4.5.2	L'embrigadement dans les partis.....	142
4.5.3	La mauvaise opinion de l'activité politique	147
4.5.4	La surpolitisation de la société	151
4.5.5	Les femmes votent comme les hommes	157
4.5.6	L'illusion de l'apport des femmes en politique.....	160
4.5.7	La succession des votations et des élections	164
4.5.8	La complexité des objets mis en votation.....	166
4.5.9	Le manque d'expérience et l'immaturité des femmes.....	167
4.6	La situation juridique exemplaire des femmes suisses	169
4.7	Les femmes ont une influence sans suffrage féminin.....	174
4.8	Les femmes d'origine étrangère.....	179

5	Tout évolue, sauf « la femme » ou les femmes otages de l'opinion	181
5.1	La nature	182
5.1.1	Les débats de 1945	189
5.1.1.1	La nature selon Gina Ferro-Lombroso	189
5.1.2	Les débats de 1951	194
5.1.2.1	Le Dr. Eugen Bircher (AG/UDC)	197
5.1.3	Les débats de 1957 et 1958.....	201
5.1.4	Les débats de 1966	205
5.1.5	Les débats de 1970	206
5.2	Les caractères des femmes.....	206
5.2.1	Les débats de 1945	207
5.2.1.1	L'objectivité	207
5.2.1.2	La raison.....	208
5.2.1.3	L'intelligence	209
5.2.1.4	Le sentiment	209
5.2.2	Les débats de 1951	211
5.2.3	Les débats de 1957 et 1958.....	216
5.2.4	Les débats de 1966	221
5.2.5	Les débats de 1970	222
5.3	La répartition sexuée des lieux et des tâches	223
5.3.1	Les débats de 1945	226
5.3.2	Les débats de 1951	228
5.3.3	Les débats de 1957 et 1958.....	231
5.4	Le suffrage féminin, un danger pour la famille	234
5.5	La nature féminine menacée	238
5.6	La place privilégiée des femmes.....	249
5.7	Le sondage	257
5.7.1	Les femmes ne veulent pas le droit de vote.....	260
5.8	Les scissions féminines.....	264
5.8.1	Femmes des campagnes, femmes des villes	265
5.8.2	Femmes mariées, femmes célibataires	267

6	Les hommes et les émotions-arguments	269
6.1	Les émotions et le sentimentalisme	271
6.2	La capacité de jugement des hommes.....	275
6.3	Les indécatesses masculines	278
6.4	L'hilarité et la gaieté	280
6.5	L'hilarité aux dépens des femmes.....	280
6.6	L'hilarité aux dépens des parlementaires et des hommes en général	282
6.7	Les peurs	284
6.8	La perte de privilèges et de supériorité	285
6.9	La confusion des sexes	287
7	Les arguments.....	293
7.1	Buts, portée et pertinence des arguments.....	293
7.2	La récurrence argumentative.....	295
7.3	La lassitude et l'exaspération.....	296
7.4	Les arguments prétextes.....	297
7.5	Le « hors sujet ».....	300
7.6	Les changements d'opinion	301
7.7	L'hypocrisie attribuée	302
8	Conclusion.....	306
9	Sources.....	318
9.1	Archives fédérales suisses (AFS)	318
9.2	Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale (BSOAF)	320
9.3	Feuille fédérale	321
9.4	Gosteli-Stiftung.....	321
9.5	Périodiques.....	322
10	Bibliographie.....	323
11	Annexe.....	336
11.1	Abréviations des partis.....	336

1 Introduction

1.1 Prolégomènes

Voilà quarante ans que les citoyens helvétiques ont accordé aux femmes les droits civiques. Le sujet ne fait plus débat ; c'est un fait accompli. Or, le problème demeure le même : un regard et un esprit curieux du fonctionnement de l'être humain, dans un temps et un espace donnés, ne cessent de se demander comment un tel délai a été possible. Presqu'un siècle de revendications et un demi-siècle d'impulsions parlementaires ont été nécessaires pour aboutir à l'accomplissement de l'égalité civique entre femmes et hommes. La profondeur vertigineuse de ce laps de temps est également due au fait que la Suisse accorde le suffrage universel dès 1848. En fait, pour François Walter, il s'agit d'une illusion d'optique, car ce « nouveau système permet surtout une meilleure intégration des valeurs de la société bourgeoise¹ », dont l'une des caractéristiques constitutives est la séparation stricte des sphères et des rôles sexués². Ainsi, bourgeoisie et démocratie helvétiques forment une structure particulièrement solide et complexe dans laquelle les revendications en faveur du suffrage féminin tentent de se donner une légitimité particulièrement difficile à obtenir. Plusieurs stratégies ont été élaborées au fil du temps ; nombreuses d'entre elles ont échoué ou ont été écartées. D'abord, en 1951, le Conseil fédéral a décidé d'écarter définitivement l'option de l'interprétation de la Constitution³. Une solution rapide au problème est devenue impossible ; cette caractéristique produit ainsi des débats sur 25 ans, qui traitent toujours du même sujet⁴. Ensuite, la nécessité décrétée de soumettre le suffrage féminin à la perspicacité des citoyens induit des débats parlementaires qui révèlent la position, non seulement, de chaque conseiller, en tant qu'individu, mais aussi des partis, auxquels ils appartiennent, dans une perspective électoraliste. Une vision et une analyse diachroniques des schémas de pensée dans les débats parlementaires de 1945 à 1971 permettent d'inscrire l'histoire

¹ François Walter, *Histoire de la Suisse. La création de la Suisse moderne (1830-1930)*, tome 4, Neuchâtel 2010, p. 112.

² Selon François Walter, la bourgeoisie « repose sur le sens de la hiérarchie familiale, une morale du travail, une morale sexuelle, des règles d'hygiène ; des conventions rythment la vie quotidienne, l'habillement, l'habitat, la manière de se tenir à table et en société. Cette culture joue un rôle majeur dans le processus de socialisation ou, si l'on préfère, dans le formatage des rapports sociaux autour des valeurs dites « bourgeoises » » (*Ibid.*, pp. 111 et 112).

³ « Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la procédure à suivre pour instituer le suffrage féminin (Du 2 février 1951) », in : *Feuille fédérale*, n° 6, vol. I, 8 février 1951, pp. 357-366.

⁴ La mise en équation de la durée et du thème récurrent produit, selon Kari Palonen, une surenchère d'arguments. « From the rhetorical point of view we can rather claim that the longer we debate, the more time we will have to construct different and opposite points of view » (Kari Palonen, *The Politics of Limited Times*, Baden-Baden 2008, p. 143).

du suffrage féminin au niveau fédéral dans une histoire de la pensée et de sa permanence. Quant à l'outillage argumentatif, qui est défini comme statique et permanent par la majorité des analyses, il est à replacer dans la relation de locuteur et d'allocutaire, et dans l'atmosphère hautement émotionnelle qui caractérisent ces débats. Notre propos est double. Il s'agit, d'abord, de mettre en évidence l'émotivité contenue dans la présentation des arguments. Une prise en considération accrue de l'émotivité est plus que jamais d'actualité⁵. Comme le relève Marietta Meier, « les émotions auraient pris une importance sociale dans la modernité finissante, parce qu'aucune orientation normative générale obligatoire ne subsisterait⁶ ». A partir de cette prémisse, sciences naturelles et sciences humaines et sociales s'emparent des impulsions heuristiques qu'offre une nouvelle compréhension et appréhension des émotions. Notre étude s'inscrit ainsi dans une large mouvance novatrice d'analyse des émotions dans toutes les situations de l'existence. Il s'agit, ensuite, de découvrir s'il existe un lien entre les émotions argumentées et le concept de légitimité. Autrement dit, une émotion personnelle peut-elle détenir une légitimité ? Nous retenons, pour notre analyse, la définition selon laquelle est légitime une idée « conforme à l'équité, à la justice, au droit naturel » et, par extension, « qui est justifiée par le bon droit, la raison, le bon sens⁷ ». La légitimité caractérise également quelque chose qui semble compréhensible et normal, et qu'une majorité d'individus en reconnaisse le bien-fondé⁸. Enfin, il s'agit de mettre en évidence le lien entre cette émotivité et le ressenti complexe de la masculinité, relation qui tend à renforcer et cimenter le statisme face à une modification profonde des relations entre les sexes, redoutée avec

⁵ Deux centres, en Suisse, se consacrent à l'analyse des émotions : le pôle de recherche national, « Affective Sciences », du Fonds national suisse, et le Collegium Helveticum, cogéré par l'EPFZ et l'Université de Zurich. Par ailleurs, le thème de l'émotion suscite de nombreuses analyses et projets de recherche. Ute Frevert, directrice du Centre pour l'histoire des émotions, de l'Institut Max Planck, à Berlin, mène deux projets : « Emotional Citizens : Love, Loyalty, and Trust in Politics » et « Honour and Shame : An Emotional History of Power ». Elle a également écrit de nombreux articles sur le sujet. Ute Frevert et Anne Schmidt, « Geschichte, Emotionen und die Macht der Bilder », in : *Geschichte und Gesellschaft*, 37, 2011, pp. 5-25 ; Ute Frevert et Tania Singer, « Empathie und ihre Blockaden : Über soziale Emotionen », in : Tobias Bonhoeffer et Peter Gruss (éd.), *Zukunft Gehirn : Neue Erkenntnisse, neue Herausforderungen. Ein Report der Max-Planck-Gesellschaft*, München 2011, pp. 121-146 ; Ute Frevert, « Gefühlsvolle Männlichkeiten : Eine historische Skizze », in : Manuel Borutta et Nina Verheyen (éd.), *Die Präsenz der Gefühle : Männlichkeit und Emotion in der Moderne*, Bielefeld 2010, pp. 305-330.

⁶ Marietta Meier, « La pragmatique des émotions aux 19^e et 20^e siècles. Introduction », in : *Traverse*, 2007/2, pp. 11-14, ici p. 11.

⁷ Article « légitime », *Le Robert. Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, tome 4^{ème}, Paris 1970, p. 68. Il existe également la légitimité traditionnelle qui est issue de la longévité et de la pérennité d'une idée ou d'une famille, la légitimité juridique, basée sur le droit, et la légitimité charismatique, attribuée à un dieu, à un héros, etc.

⁸ Dans cet ordre d'idées, Pierre Béguin lie la légitimité du suffrage féminin à la place que les femmes ont prise dans la société. « Et, comme leur revendication est juste, comme elle est légitimée par la place qu'elles ont prise dans la vie sociale et économique, comme les hommes n'ont pas su ou pas voulu leur réserver le rôle qu'ils invoquent pour leur refuser l'égalité civique, on ferait mieux de proclamer dès maintenant celle-ci » (*Gazette de Lausanne*, 3-4 janvier 1959, p. 1).

l'instauration du suffrage féminin. Les débats parlementaires, mais aussi ceux issus de la presse, permettent d'appréhender de façon exemplaire les contours des représentations sexuées et l'incorporation de schémas inconscients qui structurent les pensées et les opinions. Il s'agit de mettre en évidence la constitution et l'incorporation de ces schémas de pensée, hérités des philosophes et des médecins-philosophes de la fin du XVIII^e siècle et cimentés, par les médecins⁹, tout au long du XIX^e siècle¹⁰. Il semblerait bien que, en 1959, les parlementaires aient succombé à la raison d'Etat, mais que le peuple n'ait pas suivi. Et malgré l'acceptation du suffrage féminin en 1971, les émotions, que suscite l'autre sexe, et les représentations de la féminité et de la masculinité, inconscientes, et pourtant instrumentalisées, jouissent d'une adaptation incessante et surprenante. Enfin, les débats parlementaires sur le suffrage féminin démontrent le spectre des stratégies argumentatives qui assujettissent le suffrage féminin, non seulement à des vues personnelles, mais aussi à des thèmes connexes. Le suffrage féminin n'est souvent plus le sujet, mais le réceptacle de perceptions individuelles et contingentes. Comme nous le verrons dans les débats, il existe une forte tension entre la description de la réalité socioéconomique helvétique et les attachements affectifs à une situation passée, à des représentations et à des attributions sexuées dont les conclusions tendent à nier le développement. Cette tension se retrouve dans l'affirmation de convictions intimes, de sentiments et d'idéologies, confrontée à une modification lente mais irrémédiable de la situation concrète des femmes dans la société. Ces tensions démontrent les véritables causes du délai helvétique, soit le délai de l'adaptation de l'individu à des structures externes à lui-même dont il ne maîtrise ni la spatialité ni la temporalité.

⁹ Dans son article, Rudolf Braun met bien en évidence les liens étroits qui se tissent entre les médecins patentés et la bourgeoisie, ainsi que leur impact sur la formation et l'appréhension de nouveaux concepts. « Wenn seit dem 18. Jahrhundert (« Entzauberung der Welt ») naturwissenschaftliche und biologische Deutungsmuster des menschlichen Lebens und Zusammenlebens sich gesamtgesellschaftlich durchzusetzen beginnen, so haben die Schulmediziner, ihre Organisationen und Publikationsorgane daran einen wesentlichen Anteil. Das gleiche gilt für biologistisch-naturwissenschaftlich fundierte Normensetzungen im menschlichen und zwischenmenschlichen Leben Verhalten. Erwähnt seien lediglich biologistische Geschlechtsrollencharakteren, Hygienisierung des Lebens und Zusammenlebens, Normensetzungen von den Nahrungsgewohnheiten, dem Arbeits- und Freiheitsverhalten bis zur Körperpflege und zwischenmenschlichen Intimbeziehungen » (« Zur Professionalisierung des Ärztestandes in der Schweiz », in : Werner Conze et Jürgen Kocka (éd.), *Bildungsbürgertum im 19. Jahrhundert*, Stuttgart 1985, pp. 332-357, ici p. 356).

¹⁰ Nous nous limiterons à remonter à ces siècles tout en étant consciente qu'il s'agit d'une aporie de vouloir déterminer quand et où commence réellement le début de ce déterminisme sexué.

1.2 Etat de la question

Un certain nombre d'études sur le suffrage féminin a été réalisé. Il s'agit principalement de rétrospectives chronologiques de l'accession des femmes au droit de vote et d'éligibilité. Dans cette perspective, il s'agit davantage d'un genre de chronique vivante de la lutte des femmes, à travers les diverses et nombreuses activités des associations féminines et féministes ainsi qu'à travers le portrait de certaines femmes ayant eu une influence prépondérante dans l'avancement de la cause féminine. Ces ouvrages ont pour objectif d'honorer la mémoire de ces femmes actives et d'empêcher que leurs luttes ne tombent dans l'oubli. Ces rétrospectives ont été souvent écrites par des femmes qui elles-mêmes étaient actives en faveur de l'émancipation politique des femmes.

La première étude scientifique, selon les termes de Susanna Woodlitz, est l'ouvrage rédigé par Elisabeth Neumayer, *Schweiz und Frauenstimmrecht*¹¹. Elisabeth Neumayer remarque que d'un point de vue théorique, on ne peut reprocher à la Suisse son inconséquence puisque une démocratie poussée dans toutes ses conséquences est impossible¹². L'inconséquence réside, en revanche, dans la pratique dans la mesure où la moitié des citoyens helvétiques ne possède pas les droits civiques. D'autant plus que la Suisse ressent une grande fierté à l'égard de ses droits populaires. A partir de cette constatation, Elisabeth Neumayer tente de répondre à la question suivante : une Constitution doit-elle être élaborée sur la base de conséquences logiques ou sur la base d'opportunités pratiques ? Le but de la Constitution d'un pays dépend des buts que poursuit cet Etat. Et la réponse à cette question est inscrite dans l'article 2 de la Constitution helvétique¹³. Par conséquent, l'opportunité de toute modification de la Constitution doit être argumentée par rapport à cet article et un Etat doit prendre les mesures appropriées selon l'optimisation des opportunités. Elisabeth Neumayer demande finalement si, du point de vue de l'opportunité, le suffrage féminin doit être introduit et tente d'expliquer pourquoi, sans vouloir le justifier, il ne l'a

¹¹ Elisabeth Neumayer, *Schweiz und Frauenstimmrecht*, Mannheim 1932.

¹² Elisabeth Neumayer se réfère ici à l'ouvrage *Du Contrat social* de Jean-Jacques Rousseau, *ibid.*, note 3, p. 106. Il estime que : « A prendre le terme dans la rigueur de l'acceptation, il n'a jamais existé de véritable démocratie et il n'en existera jamais. Il est contre l'ordre naturel que le grand nombre gouverne et que le petit soit gouverné » (Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social*, Garnier, Paris 1962, p. 280).

¹³ « Art. 2 But

¹ La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays.

² Elle favorise la prospérité commune, le développement durable, la cohésion interne et la diversité culturelle du pays.

³ Elle veille à garantir une égalité des chances aussi grande que possible.

⁴ Elle s'engage en faveur de la conservation durable des ressources naturelles et en faveur d'un ordre international juste et pacifique » (*Constitution fédérale*, état au 1^{er} janvier 2011).

pas encore été en Suisse¹⁴. Un premier indice est l'ancienneté et l'habitude des droits masculins¹⁵. Ensuite, la prospérité économique et le conservatisme, qui est un trait marquant du caractère populaire suisse, sont autant de freins à l'introduction du suffrage féminin¹⁶. Une certaine homogénéité des conventions partagées par toute la population désarme également les velléités de revendication politique. Cette sécurité, ce bien-être, cette stabilité maintiennent femmes et hommes à leur place et n'exigent pas de modifications¹⁷. La position enviable des femmes dans le droit civil (Code civil 1912) et leur activité dans les questions sociales concèdent aux femmes une grande influence que le suffrage féminin n'augmentera pas. Un nouvel indice est la surcharge de travail des femmes : avec leurs activités d'épouse et de mère, les femmes scrupuleuses n'auraient pas le temps de s'adonner à l'exercice des droits civiques sans négliger leurs tâches traditionnelles. Toutes ces raisons expliquent, selon Elisabeth Neumayer, le délai helvétique en matière de suffrage féminin.

Descendante de féministes actives, Susanna Woodtli écrit en 1975 *Du féminisme à l'égalité politique*¹⁸. Elle y décrit un siècle de lutte des femmes pour obtenir les droits politiques dans l'ordre chronologique des événements, des premières associations féministes à l'accession des femmes au suffrage féminin. Comme elle l'exprime elle-même : « Ce livre est consacré à cet effort incessant. Il fallait bien une fois le raconter, d'autant plus que nos livres d'histoire ne font que l'effleurer¹⁹ ». Il s'agit donc bien ici d'un panégyrique en l'honneur de la mémoire des femmes qui sombrerait dans l'oubli si l'histoire ne la maintenait pas vivante. Le pouls palpitant du militantisme de Susanna Woodtli affleure dans de nombreuses pages de son ouvrage. Elle y brosse ainsi le portrait de femmes énergiques qui promeuvent et dirigent les mouvements féminins, prennent des initiatives auprès du Parlement et de la population, encouragent et suscitent de nouvelles adhésions en faveur de leur objectif, enfin ressuscitent l'enthousiasme moribond à la suite des fréquents échecs. Elle décrit la genèse des organisations féministes et

¹⁴ Elisabeth Neumayer, *Schweiz und Frauenstimmrecht*, Mannheim 1932, *op. cit.*, p. 12.

¹⁵ « Es ist daher nicht unberechtigt zu vermuten, dass das Alter der schweizerischen Demokratie, mit seinem Jahrhunderte dauernde gewohnheitsmässigen Männerrecht hinderlich sei für die Einführung des Frauenstimmrechtes » et « Die Jahrhunderte alten, gewohnheitsmässigen Männerrechte ergeben eine psychologische **Erklärung** für das Fehlen des Frauenstimmrechts in der Schweiz » (*Ibid.*, pp. 63 et 68).

¹⁶ *Ibid.*, p. 70.

¹⁷ « Diese Ruhe, dieser Konservatismus, diese Bescheidenheit wirkt sich in einer in allen Schichten mit wenigen Ausnahmen festzustellenden patriarchalischen Lebensauffassung und Lebensführung aus. « Unser Volk hat noch viel Gesundheit in sich, dass das Frauenstimmrecht als etwas Unschweizerisches bezeichnet werden darf ». [...] » (Vortrag von Dr. M. Oehmer, Luzern, « Unsere Stellungnahme » [des Schweizerischen Katholischen Frauenbundes], cité par Elisabeth Neumayer, *ibid.*, p. 72).

¹⁸ Susanna Woodtli, *Du féminisme à l'égalité politique. Un siècle de lutte en Suisse, 1868-1971*, Lausanne 1977.

¹⁹ *Ibid.*, « Introduction », p. 13.

leurs activités. Il s'agit en quelque sorte d'une histoire triomphale et téléologique de l'émancipation politique des femmes. Il est intéressant de relever pour notre propos que Susanna Woodtli retranscrit et commente une grande partie des débats au Conseil national du 12 décembre 1945. « Si nous choisissons cette séance comme exemple parmi les multiples débats sur le suffrage féminin qui vont se succéder au cours des années, c'est parce qu'après l'intervalle de la guerre, les choses y sont encore dites avec une savoureuse et verte fraîcheur. Les opinions s'affrontent vigoureusement, les opposants ne se retranchent pas encore derrière des arguments sophistiqués à l'extrême pour mieux dissimuler leur motif véritable et souvent inavoué : ils ne veulent pas renoncer à un de leurs privilèges d'hommes²⁰ ». La liberté avec laquelle les arguments sont présentés est, effectivement, plaisante. Les débats des années 1950, cependant, nous paraissent encore plus emblématiques du combat des hommes dans le but de maintenir leurs privilèges.

En 1990, paraît en français l'ouvrage de Lotti Ruckstuhl qui décrit la longue marche des femmes vers l'égalité politique²¹. Elle présente une esquisse chronologique des événements qui jalonnent la revendication du suffrage féminin aux niveaux fédéral et cantonal. Chaque période est placée sous l'égide d'une figure emblématique dans la lutte en faveur du suffrage féminin.

Beatrix Mesmer publie en 1988 son ouvrage intitulé *Ausgeklammert – Eingeklammert. Frauen und Frauenorganisationen in der Schweiz des 19. Jahrhunderts*²². Afin d'échapper à l'étroitesse de la description de l'exclusion des femmes dans un Etat dominé par les hommes, Beatrix Mesmer décrit comment la répartition des tâches entre les sexes et le modèle dualiste de la société ont été utilisés dans la construction de la Suisse moderne. Appuyée sur les contours de la société et les valeurs bourgeoises du XIX^e siècle, elle raconte la socialisation des cercles féminins qui trouvent leur aboutissement dans le développement des sociétés féminines. Parallèlement, elle montre les débuts et les activités des associations féminines en faveur des droits politiques. Cet ouvrage brosse une esquisse du « monde bourgeois » du XIX^e siècle et des tensions qui résultent de la multiplication des revendications féminines.

Deux analyses s'apparentent à la présente étude, d'une part, dans la formulation de la problématique et, d'autre part, dans le choix d'une partie des sources.

²⁰ *Ibid.*, p. 92.

²¹ Lotti Ruckstuhl, *Vers la majorité politique. Histoire du suffrage féminin en Suisse*, traduit de l'édition allemande (1986) par Catherine Bécour, Bonstetten 1990.

²² Beatrix Mesmer, *Ausgeklammert – Eingeklammert. Frauen und Frauenorganisationen in der Schweiz des 19. Jahrhunderts*, Basel 1988.

Dans son article, Brigitte Studer poursuit le but de démontrer, à l'appui des débats parlementaires précédant les votations de 1959 et 1971, la permanence du dualisme sexué qui influence les notions de citoyenneté, d'entité familiale et, *in fine*, de la féminité et de la masculinité. Elle attribue au « retard suisse » trois causes principales : les structures institutionnelles et culturelles, la conjoncture et les « représentations collectives qui, si elles ne sont pas particulières à la Suisse, restent inchangées plus longtemps que dans d'autres pays en raison de la stabilité fournie par les deux premiers éléments²³ ». Finalement, le suffrage féminin ne passe la rampe, à son avis, qu'à partir du moment où femmes et hommes ne sont plus assimilés à une sphère particulière et exclusive, et lorsque les droits civiques ne sont plus considérés de façon concurrentielle avec le rôle domestique des femmes²⁴. Brigitte Studer met, de plus, en évidence la pérennité de la nature des arguments avant les élections de 1959 et 1971, malgré un apparent changement du contexte conjoncturel helvétique²⁵. Comme elle le remarque, l'octroi du suffrage féminin se réalise dans la perpétuation de la « vision différentialiste²⁶ » des rapports de sexes. Dans la mesure où les droits civiques semblent devenir conciliables avec les devoirs domestiques des femmes, celles-ci obtiennent le droit de vote²⁷.

²³ « « L'Etat c'est l'homme » : politique, citoyenneté et genre dans le débat autour du suffrage féminin après 1945 », in : *Revue suisse d'histoire*, 46 (1996), pp. 357-382, ici p. 361. Brigitte Studer avance l'hypothèse selon laquelle les Suisses pourraient être plus conservateurs que les autres. Elle met, cependant, en garde que ce n'est pas une explication en soi et qu'il faudrait d'abord déterminer les facteurs du conservatisme des citoyens helvétiques, *ibid.* En 1970, Peter Frey considère, quant à lui, ce que l'on appelle le conservatisme helvétique « comme l'une des causes principales » du refus du suffrage féminin. En mélangeant et amalgamant un ensemble de critères, qui nécessiteraient de plus amples analyses, il le définit comme suit : « Le conservatisme de la masse populaire résulte d'une limitation de ses horizons, du manque d'imagination, de l'ignorance, de la peur de voir sa situation sociale devenir plus mauvaise en cas de changements » (*L'opinion publique et les élites face au suffrage féminin en Suisse*, Genève 1970, pp. 200 et 202).

²⁴ Brigitte Studer parle d'« une pression pour une radicale ouverture démocratique de la fin des années 1960 » (« L'Etat c'est l'homme », *loc. cit.*, p. 382). Si l'ouverture démocratique se limite alors au suffrage féminin, revendiqué depuis une centaine d'années et débattu depuis une cinquantaine d'années, la radicalité nous semble bien limitée. D'autant, comme le remarque l'auteure elle-même, que les droits civiques auraient perdu en prestige considérant la piètre participation des électeurs aux scrutins, *ibid.*, p. 379.

²⁵ Les aléas de la conjoncture jouent très certainement un rôle dans les sentiments de sécurité ou, au contraire, d'insécurité, qui pourraient influencer des prises de décisions à tendance plus conservatrice ou plus libérale. Quant à savoir si le changement de relations effectif entre les sexes représente l'impulsion ultime à l'acceptation du suffrage féminin en 1971, il s'agit d'émettre un doute. Le rapprochement entre les sexes dans la mouvance des années 1970 existe indéniablement. Mais il ne modifie pas fondamentalement les représentations et les attributions.

²⁶ « L'Etat c'est l'homme », *loc. cit.*, p. 382.

²⁷ Cela n'implique cependant pas nécessairement un profond changement des attributions. D'ailleurs, l'afflux des femmes à des activités rémunérées au début du XX^e siècle, bien qu'il représente tout autant une péjoration de la vie familiale et une dénaturalisation des femmes, n'a pas empêché son développement au gré des mouvements de la conjoncture. La nécessité faisait loi. Autrement formulé, si la conjoncture helvétique avait été différente, les femmes suisses auraient-elles obtenu les droits civiques plus promptement ? C'est en regard de la réponse équivoque à cette question qu'une autre voix d'explication peut être avancée.

Yvonne Voegeli limite également son étude à la période entre 1945 et 1971 dont la problématique principale est l'analyse des raisons pour lesquelles la Suisse a tardé si longtemps à introduire le suffrage féminin, en comparaison internationale²⁸. Elle estime que la raison accommodante, souvent avancée comme excuse, de la particularité du système politique helvétique, rejette sur les seuls citoyens la cause du délai, sans pour autant apporter une explication suffisante et convaincante²⁹. C'est dans cette optique qu'Yvonne Voegeli analyse les débats parlementaires et les positions des associations des femmes pour compléter et réajuster la réponse au plus près de la vérité. En conclusion, elle attribue l'existence de la « discrimination » des femmes suisses, en matière politique, d'une part, à l'idéologie de la répartition sexuée des caractères et des rôles, développée au XVIII^e siècle, fortifiée avec l'industrialisation, et intériorisée par les femmes elles-mêmes³⁰. Mais, elle estime, d'autre part, que la différence de la situation économique de la Suisse, comparée aux pays européens, est la raison qui détermine l'absence de suffrage féminin à partir de 1945. A partir des années 1960, de nombreux facteurs inhibants disparaissent : « l'économie est toujours plus dépendante du travail féminin, la Suisse s'intègre toujours davantage à l'ordre européen et la constatation que malgré l'accroissement des richesses, la qualité de vie ne s'est pas améliorée, ce qui entraîne des doutes concernant les objectifs sociaux et des tensions sociales³¹ ». Ainsi, selon Yvonne Voegeli, ces différentes « nouvelles » circonstances auraient plaidé en faveur de l'instauration du suffrage féminin, dans l'idée que l'intégration politique des femmes aurait un effet stabilisateur en ces temps incertains³².

²⁸ Yvonne Voegeli, *Zwischen Hausrat und Rathaus Auseinandersetzungen um die politische Gleichberechtigung der Frauen in der Schweiz 1945-1971*, Zurich 1997.

²⁹ Il va sans dire qu'avant la décision prise au Parlement de soumettre le texte au peuple, ni l'un ni l'autre n'étaient disposés à accorder les droits civiques aux femmes. Néanmoins, les féministes, les parlementaires et tous ceux qui empoignent la question de près ou de loin auraient pu s'épargner du temps et de l'énergie si le peuple et les cantons avaient accepté le suffrage féminin lors de la première votation en 1959. Il ne s'agit en aucun cas de rejeter la faute sur le peuple, simplement de prendre en considération l'écart existant entre les citoyens et leurs représentants dès 1959, et en comprendre les raisons, *ibid.*, pp. 674 et 675.

³⁰ *Ibid.*, p. 669. Le développement de l'idéal de la famille bourgeoise semble également être un facteur déterminant.

³¹ *Ibid.*, pp. 670 et 671. Interprété par nous.

³² « Mit der politischen Eingliederung der Frauen konnte zudem ein stabilisierendes Element gerade in unsicherer Zeit gewonnen werden » (*Ibid.*, p. 671). Il semble surprenant que les esprits aient changé à ce point pour en venir à considérer et à attendre de l'intégration politique des femmes un effet social stabilisateur. Cet aspect de la question ne nous est pas apparu dans les débats parlementaires, encore moins l'idée selon laquelle l'octroi du suffrage féminin agirait comme un lénifiant et un oreiller commode dans le but de sauvegarder la suprématie masculine par ailleurs. Yvonne Voegeli, *ibid.* et Brigitte Studer, « L'Etat c'est l'homme », *loc. cit.*, p. 382.

Finalement, l'acceptation du suffrage féminin en 1971 est, à ses yeux, l'expression d'une volonté de changement³³.

1.3 La problématique

Toutes ces analyses évoquent une panoplie de raisons qui ont contribué à imposer un tel délai helvétique. Il est cependant un aspect primordial qui n'y figure pas ou de façon incomplète et secondaire, et que nous proposons d'analyser : la présence de la forte émotivité dans les discours et son impact. Les analyses mettent en évidence l'importance des représentations de la féminité et de la masculinité dans les débats sur le suffrage féminin et la nécessité d'une renégociation de celles-ci. Elles ne franchissent cependant pas le pas suivant qui consiste à retrouver et suivre les traces de l'émotivité dans les discours, à comprendre son origine, les façons de l'exprimer, son impact. Nous pensons qu'il existe un lien intime et complexe entre les émotions et les représentations de la féminité et de la masculinité. Et cette interdépendance provient du ressenti diffus de la nécessité de modifier ces représentations au moment de l'instauration du suffrage féminin. Au fil du temps et des débats parlementaires, le concept de l'émotion évolue : non pas l'origine de son développement, mais les contours de sa destination.

Cette nouvelle approche nous engage donc à poser une première question générale à laquelle toutes les analyses antérieures ont également donné une explication.

1. Pourquoi a-t-il fallu tant de temps pour accorder aux femmes suisses le droit de vote ?
Quelles sont les raisons, explicites et implicites, pour justifier le délai suisse ?

Ensuite, les analyses effectuées sur cette question relèvent toutes la permanence et la répétition des arguments utilisés contre ou en faveur du suffrage féminin. Cette constatation suscite un deuxième groupe de questions auxquelles nous donnons une explication différente.

2. Comment est-il possible de répéter sans cesse les mêmes arguments, concernant le même thème, pendant 25 ans ? Et, comment expliquer, qu'en dépit de cette répétition statique, le suffrage féminin s'impose malgré tout ?

³³ En considération des développements ultérieurs de la relation sociale entre les sexes, il est pertinent de se demander quel était ce changement tellement désiré, car, en fin de compte, bien que la situation se soit quelque peu dénouée et les relations de sexes développées dans le sens d'une plus grande équité, en tout cas formelle, il est permis de mettre en doute une véritable transformation généralisée des représentations sexuées réciproques.

Finalement, en énumérant systématiquement les arguments utilisés de part et d'autre de l'échiquier politique, les analyses existantes n'ont relevé qu'accessoirement une des caractéristiques déterminantes des débats parlementaires, mais aussi publics : l'étalage de l'émotion. Reconnaisant l'importance de l'émotion dans les discours et les différents ressorts qu'elle influence, le dernier groupe de questions est le suivant :

3. Quel est le but attribué à un argument ? Pourquoi les débats sont-ils pétris d'émotions ?
Insérée dans les stratégies argumentatives, comment l'émotion agit-elle ? Et quel est l'impact de l'émotion dans les discours ?

1.4 Les hypothèses

Premièrement, la structure politique helvétique, les aléas de la conjoncture économique et la stabilité historique de la Suisse ont été avancés comme des éléments essentiels à ce long délai³⁴. Les représentations de la féminité et de la masculinité ont aussi été mentionnées, mais de façon contingente et incomplète. Or, elles détiennent une importance déterminante dans l'explication du délai suisse. Plus particulièrement, le ressenti de la masculinité est ébranlé, agressé et menacé par la revendication du suffrage féminin. Cette déstabilisation implique nécessairement une renégociation des rapports entre les femmes et les hommes, et met en branle une redéfinition essentielle des représentations de la féminité et de la masculinité. Ces craintes s'expriment, de façon implicite, à travers l'appel à l'émotion dans les discours parlementaires³⁵.

Deuxièmement, la répétition et la pérennité des arguments sont indéniables. Or, cette constatation soulève deux problèmes, l'un méthodologique, l'autre analytique. Si, comme le suggère Michel Foucault, tout énoncé est unique « dans l'étroitesse et la singularité de son événement³⁶ », il existe indéniablement des paramètres qui l'inscrivent dans un moment, en un

³⁴ Peter Frey, auteur d'une thèse sur le suffrage féminin en Suisse, avant l'instauration de celui-ci, estime que ce sont les « données historiques qui ont abouti à une démocratie d'un type spécial, qui accorde des droits particulièrement étendus aux citoyens », qui sont les principaux obstacles à l'introduction du suffrage féminin en Suisse (*L'opinion publique et les élites face au suffrage féminin en Suisse, op. cit.*, Genève 1970, p. 21).

³⁵ Une hypothèse, qui soutient notre thèse, avance l'idée selon laquelle une équité formelle entre les sexes n'entraîne pas une égalité tangible et concrète. L'appel au traitement égal entre femmes et hommes, inscrit dans la loi, n'implique pas son application automatique. Par conséquent, il est fort à parier que les représentations de la féminité et de la masculinité, ainsi que leurs attributions réciproques, ne s'alignent pas à une imposition formelle et abstraite. Seule l'expérience, basée sur une réalisation concrète et vécue d'un nouveau rapport entre les sexes, permettrait peu à peu de prendre conscience et de modifier les schémas inconscients et profondément ancrés. Encore faudrait-il que la volonté soit présente.

³⁶ Comme l'explique Michel Foucault, tout énoncé est un « événement étrange » parce qu'il est « lié d'un côté à un geste d'écriture ou à l'articulation d'une parole, mais que d'un autre côté il s'ouvre à lui-même une existence rémanente dans le champ d'une mémoire, ou dans la matérialité des manuscrits, des livres, et de n'importe quelle

lieu dit. Par ailleurs, en admettant cette pérennité et cette répétition, elles n'expliquent pas le passage de l'absence du suffrage féminin à son instauration. Bien plus que l'exposé de ces arguments, leur réception détient une importance fondamentale. Par conséquent, leur impact fluctue dans un espace sensitif et cognitif qui évolue et qui modèle leur réception selon un sentiment de légitimité et d'illégitimité. La réception, analysée ici, est celle qui existe entre conseillers au sein du Parlement. Il n'en demeure pas moins que la nature du discours politique cherche à susciter une réception qui corresponde à des buts personnels ou partisans implicites, parfois explicites. Il est ainsi une caisse de résonance des attentes et des émotions supposées exister dans le public. Ainsi, par extension, les modifications de réception auprès des parlementaires peuvent être interprétées comme le reflet de celles existant dans le public.

Troisièmement, l'émotion qui existe dans les débats sur le suffrage féminin s'explique, principalement, par l'implication personnelle et affective de chaque individu dans sa relation avec les représentations de la féminité et de la masculinité. Par conséquent, la question du suffrage féminin est intimement liée à ces représentations et implique (objectivement ou non) une modification des relations sociales entre les sexes. Insérée dans les stratégies argumentatives, l'émotion agit comme un facteur de statisme et d'incompréhension. D'une part, un argument prenant sa source dans le registre émotionnel est irréfutable (un ressenti ne peut être combattu par des arguments rationnels) ; d'autre part, le positionnement dans différents registres discursifs produit une incompréhension réciproque. Nous formulons ainsi l'hypothèse que ce n'est pas le ressenti, qui provoque l'émotion, qui évolue, mais la réception de cette émotion. Le développement de la rhétorique émotionnelle est un indicateur déterminant dans la perception du basculement d'un argument de la légitimité à l'illégitimité.

1.5 Cadre théorique et méthodologique

1.5.1 L'interdisciplinarité

Les relations et les représentations de la féminité et de la masculinité sont le lieu privilégié de la convergence des analyses de différentes disciplines. A partir de prédicats, d'hypothèses, de problématiques et d'objectifs variés, influencés par des réalités et des nécessités spatiotemporelles différentes, ces disciplines ont déconstruit pour reconstruire à nouveau, des

forme d'enregistrements ; ensuite parce qu'il est unique comme tout événement, mais qu'il est offert à la répétition, à la transformation, à la réactivation ; enfin parce qu'il est lié non seulement à des situations qui le provoquent, et à des conséquences qu'il incite, mais en même temps, et selon une modalité toute différente, à des énoncés qui le précèdent et qui le suivent » (*L'archéologie du savoir*, Paris 1969, pp. 40 et 41).

compréhensions et des représentations de la féminité et de la masculinité, ainsi que de leur relation. L'étude des relations entre femmes et hommes tirent sa complexité et sa pertinence de la prise en considération des résultats de ces différentes analyses, de façon diachronique et synchronique. De nombreuses analyses socio-anthropologiques des années 1960 et 1970 mettent en évidence l'existence de réalités très diverses de la compréhension de la féminité et de la masculinité selon les sociétés et les cultures³⁷. Cette réalité permet d'imaginer, puis d'analyser, le caractère volontariste, artificiel et, partant, idéologique de la répartition des sphères sexuées et de la domination des hommes sur les femmes dans les sociétés occidentales contemporaines. Nous prenons en considération certaines théories sociologiques et discursives, dans une perspective historique, pour donner une nouvelle explication au délai helvétique. Le choix des sources implique la prise en considération des particularités politiques propres au système référendaire helvétique. Leur analyse permet de déterminer dans quelle mesure elles facilitent ou entravent l'entrée en vigueur du suffrage féminin.

1.5.2 Les relations sociales entre les sexes

Les analyses des relations sociales entre les sexes ont profité de nouvelles perspectives analytiques grâce à la rupture épistémologique postmoderniste qui permet de faire voler en éclat des dyades conçues comme évidentes et atemporelles³⁸. Selon Michèle Barrett, cette nouvelle méthode implique, principalement, quatre modifications importantes. Elle réalise une critique, d'abord, de l'universalisme théorique, qui prétend construire une théorie générale qui engloberait tous les aspects d'un fait social (libéralisme, marxisme, etc.); ensuite, le poststructuralisme critique la doctrine du rationalisme et le concept de l'être humain cartésien dont les prémisses se basent sur « le modèle téléologique du sujet rationnel, centré sur lui-même (sous-entendu l'homme blanc moderne)³⁹ », où le corps et l'âme sont désunis; puis, il suppose que les débats sur le genre doivent prendre en compte les concepts qui en découlent (comme la raison, l'individu

³⁷ « In den einen Gesellschaften gelten Frauen als wild und stark, in den anderen als sanft und passiv ; in den einen besorgen sie die körperlich anspruchsvollen Arbeiten, in den anderen werden ihnen die leichten Arbeiten zugewiesen » (Bettina Heintz, « Die Auflösung der Geschlechterdifferenz. Entwicklungstendenzen in der Theorie der Geschlechter », in : Elisabeth Bühler, Heidi Meyer, Dagmar Reichert, Andrea Scheller (éd.), *Ortssuche. Zur Geographie der Geschlechterdifferenz*, Zurich 1994, pp. 17-48, ici, p. 19).

³⁸ Ce tournant a été fortement influencé par la « lecture déconstructiviste » de Jacques Derrida, la psychanalyse de Jacques Lacan et les études de Michel Foucault sur la réalité des corps et le pouvoir des discours que les féministes ont reprises à leur compte dans leurs études sur « la sexualité, la subjectivité et les discours » (Michèle Barrett, « Words and Things : Materialism and Method in Contemporary Feminist Analysis », in : Michèle Barrett et Anne Phillips (éd.), *Destabilizing Theory. Contemporary Feminist Debates*, Cambridge 1998, p. 215). Interprété par nous.

³⁹ *Ibid.*, pp. 207 et 208.

autonome, l'indépendance, etc.); enfin, il suggère une critique du matérialisme dans la mesure où c'est le langage qui construit la réalité dont découlent les représentations. Ce nouveau relais heuristique permet l'analyse de l'impensable, car inné et naturel, en fait naturalisé par le biais de constructions et d'adaptions selon des repères spatiotemporels. Bettina Heintz élargit le spectre en mettant en évidence que l'existence de deux sexes est le résultat d'attributions et de mises en scènes. Dans les relations interindividuelles, chacun des deux sexes joue un rôle en fonction des attributions qu'une réalité spatiotemporelle attend de lui⁴⁰. La méthode de la déconstruction donne la possibilité d'historiciser et de socialiser des évidences, de démontrer ses contingences et, par conséquent, la possibilité de réaliser de nouveaux équilibres, dans notre cas, sexués.

L'invention et l'introduction du concept de genre, dans les années 1970, aux Etats-Unis, a permis de réaliser une distinction sociologique et intellectuelle entre ce qui a été déterminé comme le sexe biologique et le sexe social⁴¹. Il s'agit d'une rupture sémantique qui a permis une nouvelle façon d'appréhender les divisions, les attributions et les assignations sexuelles entre femmes et hommes et d'en proposer, notamment, une nouvelle compréhension historique⁴². Dans les années 1980, certaines chercheuses féministes anglo-saxonnes ont mis en évidence l'existence d'objectifs volontaristes des sciences dites dures dans le marquage de la naturalité des sexes⁴³. Comme le cite Nicole Edelman, « la science peut devenir « un dispositif qui produit et invente un

⁴⁰ Bettina Heintz, « Die Auflösung der Geschlechterdifferenz », *loc. cit.*, p. 34. Ou encore, comme le dit si joliment Barbara Duden : « Das Geschlecht liegt im Auge des Betrachters » (*Geschichte unter der Haut*, Stuttgart 1987, p. 138).

⁴¹ Ann Oakley propose ce nouveau concept afin de dépasser les assignations biologiques déterministes, *Sex, Gender and Society*, London 1972.

⁴² C'est bien l'objectif programmatique principal Joan W. Scott dans la diffusion du concept de « gender » comme « catégorie utile » : « The word denoted the rejection of the biological determinism implicit in the use of such terms as « sex » or « sexual difference ». [...] Our goal is to understand the significance of the *sexes*, of gender groups in the historical past » (« Gender : A Useful Category of Historical Analysis », in : *American Historical Review*, vol. 91, n° 5, décembre 1986, pp. 1053-1075, ici p. 1054). Claudia Honegger et Caroline Arni mettent aussi en évidence le paradoxe inhérent à la pensée féministe : « Dass nämlich der Proteste gegen den Ausschluss der Frauen aus der Gesellschaft und Politik nicht zu formulieren ist ohne Rekurs auf die Geschlechterdifferenz und auf die « Frauen » - ein Rekurs, der genau die Differenz schafft, die eigentlich zu überwinden wäre » (« Vorwort », in : Claudia Honegger et Caroline Arni (éd.), *Gender – die Tücken einer Kategorie*, Zurich 2001, pp. 1-10, ici p. 9). Cet irréductible paradoxe donne naissance à la théorisation du féminisme différencialiste qui privilégie la différence.

⁴³ Ruth Bleier met en garde contre les assertions du déterminisme biologique, qui assurent que « la génétique, les hormones et l'évolution déterminent la nature humaine », et qui obtiennent une forte audience auprès du public. « Science and Gender », in : Sneja Gunew (éd.), *A Reader in Feminist Knowledge*, Londres/New York 1992, pp. 249-256, ici p. 255. Evelyn Fox Keller relève que la critique des sciences d'un point de vue féministe tire son origine de la mise en évidence de l'historicisation des recherches scientifiques. En effet, « the development of scientific knowledge has been shaped by its particular social and politic context » (« Feminism and Science », in : Evelyn Fox Keller et Helen E. Longino (éd.), *Feminism and Science*, Oxford 2001, pp. 28-40, ici p. 31).

ordre et non un dispositif qui dévoile l'ordre caché de la nature »⁴⁴ ». Pour les féministes, « il s'agissait alors de dire que les différences « naturelles » entre les sexes, telle que la différence biologique, avaient aussi une histoire⁴⁵ ». En d'autres mots lapidaires : « Feminist objectivity means quite situated knowledges⁴⁶ ». Leur présupposé consistait à affirmer que le genre précédait le sexe qui prend le contre-pied de la primauté chronologique et logique, mais théoriquement insoutenable, du sexe sur le genre. C'est ce que met en évidence Christine Delphy⁴⁷. Reconnaisant une subordination sociale du sexe féminin, elle en cherche les raisons. « Le sexe est socialement pertinent car un groupe social prétend avoir un statut hiérarchique sur l'autre. En ce sens le sexe est également construit, car il est pertinent pour la construction de différences en hiérarchies sociales⁴⁸ ». A la fin des années 1990, Joan W. Scott modifie son opinion préalable et estime que le concept de genre n'est désormais plus pertinent, car il ne permet pas l'appréhension et l'analyse du corps sexué. Elle plaide en faveur du concept français de la « différence des sexes » qui permet une analyse épistémologique de la sociobiologie et de la psychologie évolutionniste⁴⁹.

Dans cette étude, nous mettrons en évidence les différents aspects de la féminité et de la masculinité, les représentations, les conceptions et les attributions de rôles sociaux qui se rattachent à ces concepts⁵⁰. Quelque concept que nous utilisions, un corps demeure

⁴⁴ Dominique Pestre cité par Nicole Edelman, « Culture, croyances et médecine (XIX^e-XX^e siècle) », in : *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 2002, 25, mis en ligne le 19 juin 2004, pp. 1-9, ici p. 2.

⁴⁵ Delphine Gardey et Ilana Löwy, « Introduction : Pour en finir avec la nature », in : Delphine Gardey et Ilana Löwy (dir.), *L'invention du naturel*, p. 17. De nombreuses analyses se sont penchées sur cet aspect. Pour les XVIII^e et XIX^e siècles, et les rapports entre femmes et médecins, voir notamment, Claudia Honegger, *Die Ordnung der Geschlechter Die Wissenschaften vom Menschen und das Weib (1750-1850)*, Frankfurt a/M, New York 1992 ; Yvonne Knibiehler, « Le discours médical sur la femme : Constantes et ruptures », in : *Romantisme*, 13-14 (1976) pp. 41-55 ; Yvonne Knibiehler, « Les médecins et la « nature féminine » au temps du Code civil », in : *Annales E. S. C.*, juillet-août 1976, pp. 824-845 ; Yvonne Knibiehler et Catherine Fouquet, *La femme et les médecins*, Paris 1983 ; Emily Martin, « The Egg and the Sperm : How Science has constructed a Romance based on Stereotypical Male-Female Roles », in : *Signs*, 16 :3, (1991 : Spring), pp. 485-501. Pour une critique des sciences contemporaines, voir notamment, Ruth Bleier, *Science and Gender : A Critique of biology and its Theories of Women*, New York 1994 ; Cynthia Kraus, « La bicatégorisation par sexe à l'« épreuve de la science », in : Delphine Gardey et Ilana Löwy (dir.), *L'invention du naturel*, op. cit., pp. 187-213.

⁴⁶ Donna Haraway cité par Sandra Harding, « Rethinking Standpoint Epistemology : What Is « Strong Objectivity » ? », in : Evelyn Fox Keller et Helen E. Longino (éd.), *Science and Feminism*, op. cit., pp. 235-248, ici p. 235.

⁴⁷ Christine Delphy, « Penser le genre : quels problèmes ? », in : Marie-Claude Hurtig, Michèle Kail et Hélène Rouch (éd.), *Sexe et genre. De la hiérarchie entre les sexes*, Paris 2002, pp. 89-101.

⁴⁸ Lorena Parini, *Le Système de genre. Introduction aux concepts et théories*, Zurich 2006, p. 27.

⁴⁹ « Millenial Fantasies. The Future of « Gender » in the 21st Century », in : Claudia Honegger et Caroline Arni (éd.), *Gender – die Tücken einer Kategorie*, loc. cit.

⁵⁰ Selon Moira Gatens : « Rather, I would suggest that « masculinity » and « femininity » correspond at the level of an imaginary body to « male » and « female » at the level of biology. It bears repetition that this statement does not imply a fixed essence to « masculine » and « feminine » but rather an historical specificity » (Moira Gatens, « A

inévitablement sexué. De plus, l'existence même « de la catégorisation par sexes suppose, à la fois, l'accomplissement du genre et la production sociale de la matérialité du sexe⁵¹ ». En fin de compte, il est essentiel et primordial d'appliquer un processus méthodologique « anti-essentialiste et anti-réductionniste : rejet de la naturalisation des catégories en termes de biologie et de corps, ou alors en termes de rôles sociaux et de structures⁵² ».

1.5.2.1 Les masculinités⁵³

Mettre en évidence les différents outils argumentaires et analyser les stratégies argumentatives sous l'aspect de la relation sociale entre les sexes impliquent la prise en considération des représentations des masculinités⁵⁴. Pendant longtemps oubliées, les masculinités font pourtant partie intégrante des *gender studies* dans la mesure où les représentations, les réalités vécues et l'imaginaire s'établissent prioritairement à partir des relations entre les femmes et les hommes. Il s'agit ainsi bien d'une histoire de relation entre les sexes, ce que les études féministes, à leur début, ont pu voiler dans la nécessité première de remettre au jour l'existence des femmes dans la perception et la narration androcentriques de l'histoire. La prise en considération des différents aspects des études sur les masculinités rend possible une compréhension plus profonde des tensions entre les revendications féministes et le statisme des positions masculines. Dans notre cas particulier, ces études permettent également d'analyser la tension qui existe dans la nécessité ou la contrainte de remettre aux femmes une partie de ce qui constitue fondamentalement l'homme. Cette tension devient d'autant plus grande quand, comme dans notre recherche, les hommes doivent remettre aux femmes cette partie d'eux-

critique of the Sex/Gender distinction », in : Sneja Gunew, *A Reader in Feminist Knowledge*, London/New York 1991, pp. 139-157, ici p. 153). Elle estime que la distinction sexe/genre, d'une part, tend à neutraliser les différences sexuelles et, d'autre part, poursuit un but d'occultation de ces différences en faveur d'autres concepts (classe, discours, pouvoir, etc.), voir p. 154.

⁵¹ Fabienne Malbois et Magdalena Rosende, « Peut-on être une chirurgienne sans être une femme ? Peut-on être une agricultrice sans être un agriculteur ? », in : *Swiss Journal of Sociology*, 31 (3), 2005, pp. 507-522, ici p. 512.

⁵² Lorena Parini, *Le système de genre*, op. cit., p. 33. Par ailleurs, selon Eric Fassin, le concept « sexe » demeure plus polysémique qu'il ne l'est en anglais, « Dans des genres différents : le féminisme au miroir transatlantique », in : *Esprit*, n°11, novembre 1993, pp. 99-112. Nous privilégions l'expression « sexe » à celui de « genre ».

⁵³ Bien qu'il semblât, suite à maintes coercitions physiques et psychiques qu'il n'existât qu'un seul schéma de la masculinité, les masculinités sont multiples, ce qui apparaît comme une véritable tautologie. Selon les mêmes prémisses théoriques des « études genre », qui a mis en évidence la multiplicité des expériences féminines, les « men's studies » adoptent également le pluriel dans le même souci du respect des différences. Michael Meuser, *Geschlecht und Männlichkeit. Soziologische Theorie und kulturelle Deutungsmuster*, Wiesbaden 2006, p. 120.

⁵⁴ Du point de vue politique, Judith Butler estime, d'une part, que la représentation est un concept opératif dans le processus de visibilisation et de légitimation du sujet, et, d'autre part, la représentation est une fonction normative de la langue qui met en évidence ou, au contraire, déforme (dénature) des catégories, comme les femmes ou les hommes, *Das Unbehagen der Geschlechter*, Frankfurt a/M. 1991, p. 16.

mêmes, de leur plein gré. Dans son analyse des débats parlementaires anglais sur l'octroi de droits plus étendus aux femmes mariées, entre 1868 et 1881, Ben Griffin met en évidence l'importance de la prise en considération de la masculinité⁵⁵. Par l'analogie du thème et de la nature des sources analysées, la remarque de Ben Griffin conforte notre choix théorique.

Le processus d'historicisation de la relation entre les sexes montre également la puissance de l'incorporation des représentations et des schémas de la féminité et de la masculinité, incorporation d'autant plus puissante que les injonctions sont tacites. Selon les propos de Serge Moscovici, « les représentations sont à la fois générées et acquises⁵⁶ », affirmation qui permet de démanteler l'aspect statique et irréductibles de celles-ci. Bien que les expériences personnelles ne confirment pas toujours cette constatation, les sociétés occidentales sont régies selon un système patriarcal⁵⁷ et sexiste⁵⁸, dans lequel le sexe masculin domine le sexe féminin⁵⁹. Il est bien entendu que cette affirmation se rapporte aux structures économiques, politiques, sociales et symboliques, et ne qualifie pas le sentiment général des hommes en particulier, ni les relations que femmes et hommes peuvent entretenir. Il s'agit d'un système qui influence inévitablement l'existence des femmes et des hommes dans une société en un temps donné, mais ne détermine pas, de façon contraignante, les relations interpersonnelles entre femmes et hommes. La grande multiplicité de ces relations rend la reconnaissance et la critique du système d'autant plus difficile qu'il est intériorisé. « La force particulière de la sociodécée masculine lui vient de ce qu'elle cumule et condense deux opérations : elle légitime une relation de domination en l'inscrivant dans une nature biologique qui est elle-même une construction sociale naturalisée⁶⁰ ».

Le recours aux analyses et études des anthropologues et ethnologues sur des populations vivant sous d'autres cieux facilite l'analyse et la déconstruction de la représentation de l'homme

⁵⁵ Ben Griffin : « men's attitudes towards masculinity were also a vital factor in conditioning their response to demands for women's rights » (« Class, Gender and Liberalism in Parliament, 1868-1882: the Case of the Married Women's Property Acts », in : *The Historical Journal*, 46, I (2003), pp. 59-87, ici p. 61.

⁵⁶ Serge Moscovici, « Des représentations collectives aux représentations sociales : éléments pour une histoire », in : Denise Jodelet (dir.), *Les représentations sociales*, Paris 1989, pp. 79-103, ici p. 82.

⁵⁷ « [...] lorsqu'on parle de patriarcat (ou de subordination des femmes etc.), on fait référence à un cadre social, composé de représentations et de pratiques, non pas à un comportement déterministe de domination ou de soumission » (Lorena Parini, *Le système de genre*, op. cit., p. 37).

⁵⁸ « Pour qu'il y ait sexisme il faut qu'il y ait des discours sur la différence des sexes (basée sur des différences anatomiques, biologiques, morales, psychologiques, sociales et autres) qui attribue aux sexes des valeurs différentes engendrant des pratiques inégalitaires en adéquation avec ces discours » (*Ibid.*, pp. 35 et 36).

⁵⁹ Dans son ouvrage, *La domination masculine*, Pierre Bourdieu met en évidence et analyse les schémas idéologiques et symboliques, et les processus qui mènent à la domination du féminin par le masculin.

⁶⁰ Pierre Bourdieu, *La domination masculine*, Paris 2002, p. 40.

blanc occidental⁶¹. C'est à travers son étude sur la société kabyle en Algérie que Pierre Bourdieu a développé son concept d'« habitus », qui nous semble pertinent pour la compréhension de la construction et de la longévité des représentations et des expressions des relations sexuées⁶². « Histoire incorporée, faite nature, et par là oubliée en tant que telle, l'habitus est la présence agissante de tout le passé dont il est le produit : partant, il est ce qui confère aux pratiques leur *indépendance relative* par rapport aux déterminations extérieures du présent immédiat. Cette autonomie est celle du passé agi et agissant qui, fonctionnant comme capital accumulé, produit de l'histoire à partir de l'histoire et assure ainsi la permanence dans le changement [...]»⁶³. La répétition incessante des mêmes arguments, dans les débats sur le suffrage féminin, mais qui n'en est pas une, selon les critères de Michel Foucault⁶⁴, reproduit cette idée et ce ressenti de permanence réconfortante dans un monde en mutation. Selon Michael Meuser, « der geschlechtliche Habitus ist verkörperte und naturalisierte Praxis par excellence⁶⁵ ». Dans les représentations concernant les sexes, nature et culture sont confondues, brouillant les pistes de la construction historique. « Eine Naturalisierung von sozialer Praxis und von historisch gewordenen Verhältnissen ist nirgendwo leichter zu bewerkstelligen als dort, wo der Rekurs auf ein körperliches Substrat möglich ist⁶⁶ ». Par conséquent, les schémas des représentations de la féminité et de la masculinité, d'une part, peuvent s'appuyer sur une réalité naturelle (la différence des sexes), et, d'autre part, sur une socialisation sexuée, si bien intériorisée qu'elle en devient anhistorique⁶⁷. Michael Meuser estime que la masculinité (« der männliche Habitus ») s'exprime de différentes façons : dans une perspective homosociale, sous toutes les formes de la compétitivité ; et dans une dimension hétérosociale, « in einer Verantwortlichkeit für Wohl und Wehe der Familie (Mann als Ernährer und Oberhaupt der Familie), in Formen prosozialen

⁶¹ Françoise Thébaud confirme cette nouvelle approche historique « fortement marquée par une ethnologie et une anthropologie en plein renouvellement théorique, devenue parfois anthropologie historique » (*Ecrire l'histoire des femmes*, Paris 1998, p. 42).

⁶² Pour le sociologue Michael Meuser la détermination sexuée va au-delà de la reconnaissance physique et génétique d'une personne. « Die soziale Existenz eines Geschlechts ist an einen spezifischen Habitus gebunden, der bestimmte Praxen generiert und andere verhindert ». Et l'habitus est à la base de la production du sexué : « In Habitus hat es ein Geschlecht (« opus operatum »), indem es ein Geschlecht « tut » (« modis operandi »). Insofern als dieses Tun nicht voluntaristisch beliebig ist, sondern im Rahmen des Habitus geschieht, ist Geschlecht – obwohl dem Individuum als Merkmal zugeschrieben – keine individuelle Eigenschaft » (*Geschlecht und Männlichkeit*, op. cit., p. 117).

⁶³ Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, p. 94.

⁶⁴ *L'archéologie du savoir*, Paris 1969, pp. 40 et 41, op. cit.

⁶⁵ Michael Meuser, *Geschlecht und Männlichkeit*, op. cit., p. 118.

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ L'invisibilité historique des femmes provient aussi, selon Barbara Duden, du rattachement du corps à la nature, par conséquent, à son invisibilisation sociale. « In jener Grenzziehung zwischen « Natur » und « Geschichte » gehört der Körper auf die Seite der « Natur », der « Biologie », der in ihren Abläufen letztlich « unsozialen Materie » (*Geschichte unter der Haut*, op. cit., p. 10).

Handelns (Beschützer), aber auch in physischer Gewalt gegen Frauen⁶⁸ ». En 1923, Mathilde Vaerting publie un ouvrage critique sur la psychologie des femmes et des hommes dans lequel elle met en exergue la non-conscience effective de la domination masculine. Cette précision implique deux étapes douloureuses et consécutives : la prise de conscience et l'abolition de la domination d'un sexe sur l'autre⁶⁹. La déconstruction de ces schémas de pensée permet donc leur historicisation, l'explosion des différentes dyades qui insinuent, toutes, l'existence irréductible d'un déterminisme féminin face à un évolutionnisme masculin, ce qui signifie, finalement, la mise en évidence d'une construction volontariste en fonction d'objectifs sociétaux. Ces études démontrent, d'abord, que les représentations de la féminité et de la masculinité, ainsi que les structures des relations entre femmes et hommes sont le fruit de constructions longues et laborieuses⁷⁰, et sont l'objet d'une intériorisation⁷¹; ensuite, que d'autres formes de relations entre femmes et hommes, et de représentations, existent.

1.5.3 Le discours

L'analyse de discours suscite, dans les années 1960, de nouvelles définitions qui tendent à déterminer clairement les tenants et les aboutissants de l'analyse de discours. Dominique Maingueneau se distancie des « techniques auxiliaires » des sciences sociales qui analysent principalement le contenu, pour ancrer l'analyse de discours dans une « véritable discipline d'analyse de discours⁷² ». Celle-ci est culturellement enracinée dans une tradition qui résulte de la rencontre « d'une pratique scolaire et d'une conjoncture intellectuelle⁷³ ». Hans Erich Bödeker relève, lui aussi, une forte modification de l'analyse de discours dans les années 1960 due, principalement, au développement de l'intérêt pour « les mots », notamment, de l'analyse

⁶⁸ Michael Meuser, *Geschlecht und Männlichkeit*, op. cit., p. 125.

⁶⁹ Elle estime notamment que : « Es wäre aber durchaus verfehlt, wie es so häufig geschieht, aus diesem Grunde Vorwürfe gegen das Geschlecht des Mannes zu erheben. Der Mann als Masse kann sich in der Tat von seiner Vorherrschaftssuggestion nicht frei machen. Das ist kein männlicher, sondern ein menschlicher Fehler. [...] Wer herrscht, sei er Mann oder Weib, unterliegt den Wirkungen der Herrschaftssubjektivität » (*Neubegründung der Psychologie von Mann und Weib* II. Band : *Wahrheit und Irrtum der Geschlechterpsychologie*, Karlsruhe i. B. 1923, p. 2).

⁷⁰ « La masculinisation du corps masculin et la féminisation du corps féminin, tâches immenses et en un sens interminables qui, sans doute plus que jamais aujourd'hui, exigent presque toujours une dépense considérable de temps et d'efforts, déterminent une somatisation de la relation de domination, ainsi naturalisée » (Pierre Bourdieu, *La domination masculine*, op. cit., p. 81).

⁷¹ Barbara Duden démontre bien les différentes étapes de la transformation et de l'adaptation des femmes aux exigences de la société bourgeoise. L'une d'elle est ce qu'elle nomme « die Verinnerlichung » (« Das schöne Eigentum ». Zur Herausbildung des bürgerlichen Frauenbildes an der Wende vom 18. zum 19. Jahrhundert », in : *Kursbuch*, 47, März 1977, pp. 125-140, ici p. 134).

⁷² Dominique Maingueneau, *L'analyse du discours*, Paris 1991, p. 9.

⁷³ *Ibid.*

historique. « Zu den Konsequenzen, die die verschiedenen akademischen Kulturen der westlichen Welt zogen, gehörten Forderungen nach einer theoretischen Erneuerung der Ideengeschichte durch eine Kontextualisierung der untersuchten Texte⁷⁴ ». L'analyse de discours se conjugue selon trois principales cultures, allemande, française et anglo-américaine, qui se sont développées de façon autonome. En Allemagne, la sémantique historique s'est principalement déployée dans le sens d'une histoire des concepts sous la houlette de Reinhart Koselleck. Il part de l'idée selon laquelle « les transformations des réalités sociales sont reproduites sémantiquement dans certains concepts-modèles de la réalité sociopolitique⁷⁵ ». Par la suite, Rolf Reichardt développe l'analyse de concepts à des champs sémantiques plus vastes. En France, malgré l'impulsion des Annales, l'analyse historique du discours demeure secondaire jusque dans les années 1960. Au début des années 1970, Régine Robin réalise une synthèse des méthodes linguistiques et historiques dans de nouveaux champs analytiques. C'est principalement sous la houlette de Michel Pêcheux que les liens entre l'histoire et la linguistique se renforcent dans le sens d'une analyse de champs conceptuels et de relations de significations⁷⁶. L'analyse de discours anglo-américaine est fortement influencée par les travaux de John Pocock et Quentin Skinner. Représentants du « linguistic turn », ils insistent sur la nécessité de la contextualisation historique des théories politiques⁷⁷. Quentin Skinner considère les textes politiques comme des performances qui sous-entendent des intentions tant du texte que de l'auteur et du locuteur. John Pocock s'intéresse principalement aux formes langagières pérennes dans lesquelles les individus conceptualisent et tentent de comprendre leur situation politique⁷⁸. Dans son article consacré aux liens existants entre histoire et discours, Jacques Guilhaumou met en évidence ce courant anglo-américain, principalement représenté par Quentin Skinner, qui s'intéresse aux concepts « pris dans l'action politique ». Dans cette perspective, la prise en considération du contexte est déterminante. Il existe un mouvement d'action-réaction fort entre le contexte et les locuteurs. Ainsi, ils sont soumis à des règles contextuelles, et, parallèlement, « ils investissent le contexte dans leur mouvement argumentatif par des actes de langage : ils disent donc quelque chose au sens

⁷⁴ Hans Erich Bödeker, « Ausprägungen der historischen Semantik in den historischen Kulturwissenschaften », in : Hans Erich Bödeker (éd.), *Begriffsgeschichte, Diskursgeschichte, Metapherngeschichte*, Göttingen 2002, pp. 9-27, ici p. 10.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 12.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 17.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 19.

⁷⁸ *Ibid.*, pp. 20 et 21.

performatif du dire, ils sont agissants⁷⁹ », et même doublement. D'une part, en faisant un usage argumentatif des différents concepts et, d'autre part, en y imprimant une couleur personnelle selon les objectifs à atteindre⁸⁰.

Le discours est un lieu de pouvoir dans la mesure où le contenant, l'« extérieur », et le contenu, l'« intérieur », donnent au locuteur une double légitimité. D'une part, l'espace, le lieu du discours, revêt le locuteur des honneurs y afférents. D'autre part, la consistance du dit, à l'opposé du non-dit, exerce une influence sur les allocutaires. Ce pouvoir est d'autant plus important que le droit de discourir n'est pas octroyé à tout le monde. Michel Foucault relève à ce propos que « dans nos société (et dans beaucoup d'autres sans doute) la propriété du discours, entendue à la fois comme droit de parler, compétence à comprendre, accès licite et immédiat au corpus des énoncés déjà formulés, capacité enfin à investir ce discours dans des décisions, des institutions ou des pratiques – est réservée en fait (parfois même sur le mode réglementaire) à un groupe déterminé d'individus⁸¹ ». Cette double légitimité peut, néanmoins, être troublée par la perception d'illégitimité ressentie par l'allocutaire aux propos que le locuteur tient, selon des variables spatiotemporelles. Comme l'explique Alan Sheridan : « Le discours transmet, produit et renforce le pouvoir ; en même temps, il le mine, l'expose, et peut même le bloquer. De même, une absence de discours crée à la fois un lieu de pouvoir et de résistance à celui-ci⁸² ». Néanmoins, et malgré l'exposition du locuteur, le dit détient une puissance de résonance que les silences assourdissants peuvent aussi parfois transmettre, mais qui disparaissent dans les discours politiques⁸³. Reinhart Koselleck décrit la puissance du discours. « Wer von einer Ansprache überwältigt wird, der erfährt das nicht nur sprachlich, sondern am ganzen Leib ; und wer durch eine Tat zum

⁷⁹ Jacques Guilhaumou, « De l'histoire des concepts à l'histoire des usages conceptuels », *Genèses*, 38 (2000), pp. 105-118, ici p. 110.

⁸⁰ Marc Deleplace attribue lui aussi une importance prépondérante au « régime d'historicité », soit au contexte historique. Un second aspect intéressant, relevé par Marc Deleplace, est l'attention portée à la « réflexivité des acteurs » dont l'analyse propose de démontrer que « l'acte de langage est inscrit dans une conscience linguistique partagée » (« Apprentissages conceptuels et analyse du discours en histoire dans une perspective interdisciplinaire », in : *Actes du 9^e colloque de l'AIRDF*, Québec, 26 au 28 août 2004, pp. 1-15, ici p. 8).

⁸¹ Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, op. cit., Paris 1969, p. 90.

⁸² Alan Sheridan, *Discours, sexualité et pouvoir. Initiation à Michel Foucault*, traduction et présentation par Philip Miller, Liège 1980, p. 214.

⁸³ Le titre de l'ouvrage de Judith Butler, *Le pouvoir des mots*, dit assez cette puissance qui est la plupart du temps couplée à un lieu de pouvoir. Elle affirme, par ailleurs, que les sujets sont constitués par les discours dans la mesure où il donne une consistance à ce sujet. « Doch gerade weil die Subjekte diesen Strukturen [des Machtregimes] unterworfen sind, die sie regulieren, werden sie auch in Übereinstimmung mit den Anforderungen dieser Strukturen gebildet, definiert und reproduziert » (*Das Unbehagen der Geschlechter*, Frankfurt a/M 1991, p. 16). Kari Palonen cite Philip C. Cambray (*The Game of Politics. A Study of the Principles of British Political Strategy*, Londres 1932, p. 5) qui laisse à croire qu'un parlementaire qui ne s'exprime pas viole les règles du jeu, *The Politics of Limited Times*, Baden-Baden 2008, op. cit., p. 199.

Verstummen gebracht wird, wem es « die Sprache verschlägt », der erfährt um so mehr seine Verwiesenheit auf Sprache, um sich wieder bewegen zu können⁸⁴ ». Dominique Maingueneau, représentant de « l'école française de l'analyse de discours », définit quatre principaux éléments qu'il estime constitutif de l'analyse de discours⁸⁵. Le premier élément, à la suite de Michel Foucault⁸⁶, est le lieu de l'expression qui est le point de départ historique, social et culturel commun d'une série d'expressions analogues. C'est le lieu du parlé légitime, soit le lieu de pouvoir, du moins le lieu d'une certaine institutionnalisation. Ce lieu est aussi l'endroit où un sujet doit se trouver, lorsque, dans le cadre d'un discours, le locuteur veut dire quelque chose qui soit entendu et doit être considéré comme vrai/réel. Deuxièmement, il est question de l'inscription, c'est-à-dire de la répétition antérieure d'expressions analogues. Par la répétition et l'uniformité de l'expression, les expressions reliées les unes aux autres génèrent des règles discursives selon lesquelles les expressions dans le champ du discours sont toujours générées, répétées et constamment légèrement modifiées. Troisièmement, aspect qui est prépondérant dans notre propos, l'analyse de discours s'interroge sur les frontières du dicible. Il est question de frontières et d'interdits de ce qui peut être dit ou non. Comme le définit Dominique Maingueneau : « L'énonciation ne se développe pas sur la ligne d'une intention fermée sur son propre vouloir, elle est de part en part traversée par la menace du glissement dans ce *qu'il ne faut pas dire*, dans ce *qu'il ne faut surtout pas dire*, dont la présence à la fois envahissante et invisible double constamment l'énonciation légitime dès qu'elle surgit⁸⁷ ». Dans ce contexte, les « symboles collectifs⁸⁸ » jouent un rôle essentiel. Il s'agit des éléments discursifs qui, à un certain moment, apparaissent dans beaucoup de discours et qui facilitent la compréhension et rendent le dit évident. Enfin, en considération des ces trois éléments, il s'agit de répertorier et d'organiser les expressions essentielles : tel mot s'emploie à tel moment. Nous serons attentive à ces éléments dans l'analyse de nos sources.

⁸⁴ Reinhart Koselleck, *Begriffsgeschichten*, Frankfurt a/M. 2006, p. 17.

⁸⁵ Dominique Maingueneau, *L'analyse du discours*, op. cit., Paris 1991.

⁸⁶ *L'archéologie du savoir*, Paris 1969.

⁸⁷ Dominique Maingueneau, *L'analyse du discours*, op. cit., p. 20.

⁸⁸ Philipp Sarasin emprunte cette expression à Jürgen Linke et W. Wülfing (éd.), *Bewegung und Stillstand in Metaphern und Mythen. Fallstudien zum Verhältnis von elementarem Wissen und Literatur im 19. Jahrhundert*, Stuttgart 1984. Philipp Sarasin, « Subjekte, Diskurs, Körper. Überlegungen zu einer diskursanalytischen Kulturgeschichte », in : Wolfgang Hardtwig et Hans-Ulrich Wehler (éd.), *Kulturgeschichte Heute*, Göttingen 1996, pp. 131-164, ici p. 144.

1.5.3.1 Le discours parlementaire

Kari Palonen met en évidence les spécificités du discours parlementaire, qui nous intéresse ici. Selon lui, il représente le type idéal de la rhétorique délibérative⁸⁹. Trois principaux éléments caractérisent la rhétorique délibérative dans les parlements : 1) l'examen des alternatives⁹⁰ *pro* et *contra* du sujet mis en discussion ; 2) la possibilité d'être persuadé par les arguments adverses ; 3) et la possibilité de persuader ses adversaires⁹¹. Il semble évident que la condition *sine qua non* de la discussion (ou de la confrontation) est l'existence et l'exposition des arguments opposés. Par conséquent, « the construction of the arguments for and against is built into the very core of the parliamentary procedure⁹² ». Les deux dernières caractéristiques, cependant, soulèvent des questions lors de la confrontation de la théorie à la réalité. Bien que la volonté et le désir de chacun est de rallier le plus de personnes à sa cause, les remarques désabusées et l'opinion que les parlementaires, entendus ici, ont de l'efficacité des arguments à influencer, voire à persuader, compromet fortement la théorie. Kari Palonen relève qu'une autre caractéristique de la rhétorique parlementaire est l'impossibilité de savoir à l'avance ce que les autres parlementaires diront⁹³. Le cas suisse semble quelque peu différent. Les règles parlementaires suisses prévoient la préparation des discours⁹⁴ qui se réalise sur une documentation à disposition des locuteurs, notamment les protocoles des séances précédentes. Par conséquent, l'effet de surprise semble quelque peu émoussé et la spontanéité absente. Finalement, le Parlement est le lieu particulier du temps politique qui se différencie de toute autre appréciation de temps, et qui implique un « mode politique de penser et de juger⁹⁵ ». Le temps des représentants politiques est caractérisé par sa rareté⁹⁶. Alors que les prémisses nécessaires à la « rhétorique politique du parlé » se retrouvent dans la plupart des systèmes parlementaires, Kari

⁸⁹ Kari Palonen a défini quatre types rhétoriques : 1) La rhétorique délibérative qui est basée sur la discussion et la délibération, telles qu'elles peuvent se développer dans les assemblées. Elle est dirigée vers l'avenir. 2) La rhétorique forensique qui est spécifique aux tribunaux et qui est basée sur l'acte d'accusation et de défense. Elle se réfère au passé. 3) La rhétorique épideictique, dont l'ultime expression est le referendum, l'expression de louanges ou de réprimandes. Elle se développe dans le présent. 4) La rhétorique diplomatique dont la spécificité est la négociation et la recherche de compromis, « *Objektivität* » als *faïres Spiel*, Baden-Baden 2010, p. 39. Interprété par nous.

⁹⁰ Kari Palonen estime qu'une rhétorique parlementaire n'est viable que s'il existe des alternatives, *ibid.*, p. 47.

⁹¹ « Das Parlament ist eine Institution, für deren Wirksamkeit der Streit und die damit verbundenen Chancen zum Wechsel der Standpunkte das entscheidende prozedurale Prinzip bilden » (*Ibid.*, p. 46).

⁹² Kari Palonen, *The Politics of Limited Times*, Baden-Baden 2008, *op. cit.*, p. 200.

⁹³ *Ibid.*, p. 185.

⁹⁴ Cette citation peut être appliquée au cas suisse. « The denunciation of interruptions (*Zwischenrufe*) is another indication that the German parliament is not one that enjoys spontaneous discussions, [...] » (*Ibid.*, p. 195).

⁹⁵ *Ibid.*, p. 204. Kari Palonen énumère : « The time for deliberation on a question, the time of the interrelationship between the items included in the parliamentary procedure, and the times of a session period and the parliamentary terms between parliamentary elections » (*Ibid.*, p. 201).

⁹⁶ *Ibid.*, p. 18.

Palonen relève que le cas helvétique est spécifique dans la mesure où la nécessité d'aboutir à un consensus réduit la portée et l'importance de la controverse⁹⁷. Cette constatation explique probablement le regard désabusé que les parlementaires helvétiques portent sur la véritable portée des arguments.

1.5.3.2 Les stratégies de légitimation

Cet aspect de l'analyse de discours, développé par Quentin Skinner, est pertinent pour notre propos. En effet, dans le jeu de l'exposition des arguments *pro* et *contra*, il s'agit bien de trouver le moyen de rendre une opinion légitime et de convaincre le plus grand nombre. Par conséquent, la question suivante est posée : Comment légitimer un concept que la majorité des individus, dans un contexte spatiotemporel donné, juge illégitime et inapproprié ? Quentin Skinner suggère deux stratégies grâce auxquelles un individu peut tenter de renverser la situation, c'est-à-dire de rendre un concept considéré comme illégitime, approprié et légitime. La première méthode consiste en une manipulation du potentiel rhétorique d'un ensemble de concepts préexistants⁹⁸. L'objectif poursuivi est de susciter le besoin de reconsidérer le sentiment de désagrément ou d'indifférence qu'un concept provoque généralement auprès de la majorité. Il y a deux moyens d'y parvenir : soit en inventant de nouveaux concepts favorables à la position défendue, soit en variant l'éventail rhétorique en y incluant des concepts généralement considérés comme négatifs afin de les rendre inopérants et inoffensifs⁹⁹. La seconde méthode, plus simple et plus significative comme outil de légitimation, selon Quentin Skinner, poursuit le but de réévaluer les critères d'attribution et d'application de concepts favorables préexistants. L'objectif de cette stratégie consiste à démontrer que, malgré les apparences, des concepts, qui sont communément admis comme positifs, sont aussi appropriés à décrire des agissements considérés comme inappropriés. La prise en considération de cette stratégie est pertinente dans le cas du suffrage féminin dans la mesure où de nombreux arguments, présentés par les partisans, provoquent la remise en question que Quentin Skinner formule comme suit. « The point of this strategy is to challenge his ideological opponents to reconsider whether they may not be making an empirical mistake (and may thus be socially insensitive) in failing to see that the ordinary

⁹⁷ « The Swiss-type of all-party coalition governments, which value consensus rather than controversy, appears to be a kind of borderline case of the rhetorical model of parliamentarism in which the element of persuasion and the decisive power of numbers are reduced » (*Ibid.*, p. 141).

⁹⁸ Quentin Skinner, « Some Problems in the Analysis of Political Thought and Action », in : *Political Theory*, vol. 2, n° 3 (Aug. 1974), pp. 277-303, ici p. 296.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 297.

criteria for applying an existing range of favorable evaluative-descriptive terms may be present in the very actions they have been condemning as illegitimate¹⁰⁰ ». Cette prise de conscience devrait acculer les individus, opposés à une nouveauté, à résoudre leurs contradictions et à étendre, peu à peu, leurs critères de légitimation dans le sens proposé par les partisans. Nous verrons la façon dont les partisans du suffrage féminin tentent de suggérer cette remise en question en insistant sur l'inadéquation existante et croissante entre la position idéologique des opposants et la réalité sociale. Nous verrons, ensuite, si, ce que Quentin Skinner appelle, les « favorable evaluative-descriptive terms » existent effectivement dans des agissements et des comportements que les opposants considèrent comme illégitimes dans une situation donnée.

1.5.3.3 L'émotion argumentée

Dans l'interrelation, élément essentiel et primordial de la discussion, en différé dans le cas des débats, l'atmosphère réceptive influence de façon prépondérante la forme et le contenu du discours du locuteur. Ainsi, bien que les arguments puissent paraître répétitifs et pérennes¹⁰¹, l'ambiance récalcitrante, qui s'établit au fil des ans et des débats, influencent la structure argumentative de deux façons principales. Soit elle impose le silence, soit elle provoque une envergure vindicative et extrême qui annonce le déplacement du seuil de tolérance de l'acceptable et du dicible. Certains discours atteignent une accumulation de ce qui est ressenti comme indicible. Cela ne signifie pas encore l'agonie d'un schéma de pensée, mais une modification de ses lignes de démarcation et le déplacement du seuil de tolérance. Selon Raymond Boudon, l'allocutaire s'assure de la validité de ses jugements de valeur et de ses sentiments dans la mesure où ils peuvent « être défendus par des argumentaires acceptables¹⁰² ». Et cet argumentaire acceptable apparaît comme fondé à partir du moment où « un individu quelconque devrait normalement [en] reconnaître la solidité¹⁰³ ». Les structures cognitives ne se perpétuent pas indemnes. Elles sont l'objet d'adaptation et d'aménagement selon la personnalité du locuteur, selon des particularités spatiotemporelles et la nature des allocutaires. Mais aussi et

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 298.

¹⁰¹ Comme le remarque Raphaël Micheli, les représentations discursives « n'émergent pas du discours d'un orateur particulier, mais se sédimentent au contraire à travers les discours d'un groupe d'orateurs défendant la même position à une époque donnée » ; par ailleurs, « elles présentent un degré de figement très élevé, que ce soit au niveau thématique, stylistique ou compositionnel. Elles donnent ainsi des résultats très redondants à une époque donnée » (*L'émotion argumentée. L'abolition de la peine de mort dans le débat parlementaire français*, Paris 2010, p. 168).

¹⁰² Raymond Boudon, « La logique des sentiments moraux », in : *L'Année sociologique*, 1994, n° 44, pp. 19-51, ici p. 24.

¹⁰³ *Ibid.*

surtout, les stratégies argumentatives utilisées dans les débats sur le suffrage féminin sont essentiellement caractérisées par l'expression de l'émotivité des personnes réunies autour d'un même sujet. Nous nous distançons de la définition de l'argumentation, proposée par Peter Frey, selon laquelle : « Les arguments ne sont souvent que des moyens élégants de justifier a posteriori une décision prise d'instinct¹⁰⁴ ». Cette appréciation insinue que les individus, de façon générale, n'ont pas fait un effort d'abstraction, et n'ont réalisé ni analyse ni réflexion approfondies et désintéressées. Une telle allégation généralisée est intenable, même si elle soutient favorablement la thèse de la pérennité des schémas de pensée et de la prééminence de tous les éléments émotifs (instinctifs) pour expliquer le délai helvétique. Cela reviendrait à considérer tous les arguments comme des prétextes consistant à maintenir un état de fait à convenance. Une analyse sérieuse est impensable et injustifiable sur de telles prémisses. D'autant plus que le ressenti individuel ne peut être dénigré ni dévalorisé ; au contraire, il est à considérer, quel qu'il soit, comme vrai, constitutif et déterminant. Le critère d'analyse est dès lors la compréhension, soit la déconstruction de la constitution des différents ressentis et de leur évolution. Historiquement, Norbert Elias reconnaît une modification de la façon dont les individus vivent et gèrent leurs émotions. En effet, selon lui, d'exprimées et d'ouvertes, les émotions deviennent cachées et contrôlées¹⁰⁵. Il situe l'apprentissage et l'application de cette nouvelle stratégie émotive dans les grandes cours absolutistes où le contrôle de soi est la condition *sine qua non* pour gravir les échelons et obtenir du pouvoir, en termes de faveur du roi. C'était alors la seule façon de survivre à la cour. « « L'auto-surveillance » et l'observation méticuleuse des autres font partie des conditions élémentaires du maintien de la position sociale¹⁰⁶ ». Norbert Elias réalise une distinction intéressante entre le contrôle, existant à l'époque des cours absolutistes, et celui survenant dans la bourgeoisie. Ainsi, les individus gravitant dans les cours ont conscience qu'ils se font « violence pour des raisons sociales ; [...] ; les autocontraintes devenues habitudes n'ont pas encore atteint

¹⁰⁴ *L'opinion publique...*, op. cit., p. 59. Il attribue ce processus à la population en général, et pas à des politiciens en particulier.

¹⁰⁵ « Pour s'imposer, il faut cultiver d'autres qualités que celles qui assurent la victoire dans les passes d'armes : la réflexion, la prévision à long terme, la maîtrise de soi, la régulation rigoureuse de son émotivité, la connaissance du cœur humain et du champ social » (Norbert Elias, *La dynamique de l'Occident*, Paris 1975, p. 236). Dans *La civilisation des mœurs*, Norbert Elias suit le cheminement du raffinement des normes de la « civilité » entre le Moyen Âge et les époques ultérieures. Il montre bien le déplacement de seuil de tolérance dans l'expression des émotions qu'il attribue aux transformations des « formes de vie » qui se succèdent, *La civilisation des mœurs*, Paris 1973, p. 449.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 240. « La faveur, l'influence, le poids, tout ce qui fait partie de ce jeu compliqué et dangereux, dont les règles excluent l'emploi de la violence physique et les éclats passionnels qui compromettraient l'existence sociale de ceux qui s'aviserait de s'y laisser aller, exigent de la part du courtisan l'habitude de la prévision, une connaissance parfaite des autres et de leur position à la cour, de leur cote dans l'opinion publique » (*Ibid.*, p. 237).

ce degré d'automatisme qui englobe *toutes les relations humaines*¹⁰⁷ ». Cette observation conforte le concept d'habitus développé par Pierre Bourdieu et Michael Meuser. Au fil du temps, Norbert Elias identifie une modification de la perception des interrelations humaines. « L'idée que l'homme se fait de l'homme se diversifie, elle se débarrasse des émotions du moment, elle prend une tournure « psychologique ». On peut parler de « psychologisation »¹⁰⁸ ». Cette « tournure psychologique » de Norbert Elias prend un nouvel essor contemporain avec la psychologisation des émotions. Les études et les analyses des processus émotionnels et des expressions des émotions font florès. Alors que Norbert Elias montre bien la mise en place de l'autocontrainte individuelle et le bannissement de la démonstration de tout type d'émotions, nous assistons aujourd'hui à une réhabilitation de l'émotion. De pulsions incontrôlées, placées sous le signe de la non-civilité, l'émotion devient intelligence et raffinement. Elle devient une arme supplémentaire dans la panoplie des artifices des relations humaines. Daniela Saxer remarque que de « nombreuses théories neurobiologiques et psychologiques défendent un concept physiologique des émotions »¹⁰⁹. « Auf der andern Seite unterstreichen kulturanthropologische, soziologische und historische Ansätze den kontextabhängigen, situativen Charakter von Emotionen, die von Sprache, sozialen Strukturen wie Macht- und Statusverteilung und kulturellen Normen abhängig seien »¹¹⁰. Finalement, elle met en évidence la reconnaissance, aujourd'hui, par les sciences naturelle et sociale, de la multiplicité des émotions, et de l'obsolescence de la dichotomie sentiment/raison. Patrick R. Miller définit l'émotion comme « une réponse mentale et physique à une stimulation extérieure identifiée et jugée importante dans la poursuite d'un objectif par un individu ou un groupe »¹¹¹. L'émotion est constituée, selon lui, de cinq processus : « an appraisal that stimulus has potential consequences for one's goals, physiological change in preparation for action, changes in cognitive activity that aid adaptation, an action tendency, and the conscious experience of an emotion called « feeling »¹¹² ».

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 238.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 238.

¹⁰⁹ Selon Daniela Saxer, ces théories aboutissent à une typologie étroite des émotions, entre émotions « primaires », comme la peur, et émotions « secondaires », telle que la gratitude. (« Mit Gefühl handeln. Ansätze der Emotionsgeschichte », in : *Traverse* 2007/2, pp. 15-29, ici p. 16). Interprété par nous.

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ Patrick R. Miller, « The Emotional Citizen : Emotion as a Function of Political Sophistication », in : *Political Psychology*, vol. 32, n° 4 2011, pp. 575-600, ici p. 577. Interprété par nous.

¹¹² *Ibid.*

Dans la réalité des débats, Rafaël Micheli suggère que « les émotions échappent à l'emprise du débat : si elles trouvent à s'y exprimer, elles n'en constituent pas moins le noyau intangible ou, pour ainsi dire, le *facteur d'inertie*. Les dispositions affectives des uns et des autres apparaissent si profondément ancrées qu'elles ne semblent pas pouvoir – ni même devoir – se discuter¹¹³ ». Et pourtant, la prise en considération de l'existence, du caractère fondamentalement protéiforme et variable de l'émotion dans les débats jette une lumière neuve sur le développement et l'usage de l'outillage argumentatif, et, *in fine*, apporte une autre explication au délai suisse. L'émotion non seulement renforce la portée des arguments, mais ceux-ci apparaissent, selon l'expression de Rafaël Micheli, comme « *incarnés* ¹¹⁴ » par l'expression de l'émotion. Contrairement à l'idée largement répandue selon laquelle l'émotion est incontrôlée et provoque des réactions de repli et de fuite, elle est fondée sur des croyances et des jugements. Par conséquent, l'émotion est argumentable et argumentée selon un ensemble de raisons qui font sens pour le locuteur. Si, par exemple, le locuteur « ressent un sentiment d'indignation, c'est dans la mesure où ce sentiment lui apparaît comme fondé sur des raisons qui font sens pour lui, qu'il pourrait formuler et dont il pourrait potentiellement communiquer la validité à autrui¹¹⁵ ». Rafaël Micheli utilise indifféremment et de façon interchangeable les concepts d'émotion et de sentiment, tout comme Marietta Meier¹¹⁶. Selon les définitions du dictionnaire médical, l'émotion « est une réaction élémentaire intense et brève », qui serait plus du ressort de l'instinct et de l'impulsion. Dans la mesure où l'émotion surgit de façon souvent impromptue et inattendue, elle est difficilement maîtrisable. Le sentiment, en revanche, est le résultat de « réactions plus durables, diffuses et élaborées¹¹⁷ ». Par conséquent, ce concept renferme un ensemble de valeurs personnelles et intimes, résultant d'expériences physiques et psychiques, incorporées de façon consciente ou non. Ainsi, une émotion intellectualisée et incarnée avec le temps peut devenir un sentiment. Patrick R. Miller établit un lien intéressant entre l'émotion et le sentiment, l'émotion devenant sentiment après la conscientisation de l'expérience. Bien que les définitions apparaissent claires entre émotions et sentiments, elles sont toujours reliées et brouillent toute évidence conceptuelle. Dans les sources analysées, émotions et sentiments sont clairement

¹¹³ Rafaël Micheli, *L'émotion argumentée*, op. cit., p. 11.

¹¹⁴ Selon les paroles de Rafaël Micheli, « les arguments *pro* et *contra* [...] sont renforcés et, pourrait-on dire, *incarnés* par des appels à l'émotion » (*Ibid.*, p. 12).

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 158.

¹¹⁶ Marietta Meier, « La pragmatique des émotions aux 19^e et 20^e siècles. Introduction », loc. cit.

¹¹⁷ Article « émotion », in : André Domart et Jacques Bourneuf (dir.), *Petit Larousse de la médecine*, Paris 1976, p. 291.

répartis entre opposants et partisans. Il s'agit, bien sûr, d'une attribution et d'une appropriation, en ce sens que ce sont les partisans du suffrage féminin qui attribuent l'émotion aux opposants et s'approprient le sentiment. L'objectif est clair : l'attribution du sentiment leur permet de ravalier les arguments des opposants à un « simple ressenti du ventre », alors que leurs nobles sentiments proviennent d'une « élaboration de la tête ». Nous nous en tiendrons aux concepts utilisés, attribués et appropriés dans les débats, en analysant les émotions selon les paradigmes proposés par Rafaël Micheli, c'est-à-dire comme une arme argumentative pertinente et légitime. Et nous maintiendrons également le concept de sentiment que s'auto-attribuent les partisans du suffrage féminin. D'autant plus que selon Patrick R. Miller, « high political sophisticates are more likely to experience emotion in response to political stimuli and [...] high sophisticates are more susceptible to the behavioral biases that emotion induces¹¹⁸ ». Il semblerait donc que l'émotion soit une caractéristique marquée auprès des individus soucieux du raffinement politique et versés, par intérêt, dans les affaires politiques. Les discours parlementaires ont ceci de particulier qu'ils sont le résultat d'émotion et de réflexions d'hommes uniquement, à l'exception des rares fois où ils citent des femmes. Par conséquent, tout ce qu'ils disent sur les femmes et, souvent, au nom des femmes, peut être considéré comme des attributions d'hommes aux femmes. L'expression des émotions et des sentiments masculins ne marque que plus puissamment l'aspect biaisé des discussions en ce sens que les hommes assignent souvent aux femmes leurs propres opinions, pensées et représentations.

1.6 Contextualisation

Nous proposons, d'abord, un bref survol historique des principaux événements qui ont jalonné les revendications des droits politiques des femmes suisses. Nous développons, ensuite, le contexte historique de la Suisse, pendant la période prise en considération, en trois volets : la conjoncture économique, la situation politique et le développement de la société.

1.6.1 Les principaux événements du combat des femmes pour l'obtention des droits politiques

En 1868, l'Association internationale des Femmes (AIF), fondée à Genève par Marie Goegg-Pouchoulin (1826-1899), mais dont l'envergure dépasse les frontières, revendique,

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 576. A contrecourant des idées reçues et communément admises, Patrick R. Miller soutient que « les individus, considérés comme de « bons » citoyens, dans la mesure où ils sont bien informés des sujets politiques et où ils s'engagent volontiers dans les affaires politiques, agissent de façon plus émotive en politique et apparaissent plus influencés par les émotions dans leurs comportements » (*Ibid.*). Interprété par nous.

notamment, l'égalité civique entre femmes et hommes. En Suisse, les revendications publiques de l'égalité politique entre femmes et hommes remontent aux années 1880, date à laquelle disparaît l'AIF. Comme première impulsion individuelle, en 1887, Meta von Salis-Marschlins (1855-1929) demande les mêmes droits civiques pour les femmes dans un article paru dans le *Zürcher Post*¹¹⁹. Les féministes suisses sont en étroite relation avec les mouvements militants des autres pays. En 1904, le premier congrès de l'Alliance internationale pour le suffrage féminin (AISF) se tient à Berlin. L'AISF propose le regroupement des forces en faveur du suffrage féminin, qu'il soit partiel ou intégral. Cependant, au début du XX^e siècle, les femmes suisses ne sont pas encore en mesure de fonder une association nationale pour le suffrage féminin, en raison des dissensions entre les différents groupes. Ils parviennent, finalement, à un consensus et se regroupent dans l'Association suisse pour le suffrage féminin (ASSF), créée en 1909. En 1912, le parti socialiste se prononce en faveur de l'égalité civique entre femmes et hommes. La déclaration de la Première guerre mondiale provoque un frein dans les revendications féministes. Les femmes s'intègrent rapidement dans le mouvement patriotique qui soude le pays. Au sortir de la guerre, les féministes reprennent un nouveau souffle, d'autant plus que certains pays introduisent le suffrage féminin. Lors de la grève générale de 1918, le Comité d'Olten remet neuf revendications au Conseil fédéral, dont la deuxième est l'introduction du suffrage féminin. Cette constellation particulière provoque le dépôt de deux motions au Conseil national en décembre 1918 : celle d'Emile Göttisheim (BS/PLR) et celle de Hermann Greulich (ZH/PSS). Au même moment naît la Ligue vaudoise féministe antisuffragiste pour les réformes sociales et disparaît peu après. Ces mouvements sont peu organisés. Ils apparaissent lorsque le danger surgit et se dissolvent dès que la question du suffrage féminin perd de son acuité¹²⁰. Sibylle Hardmeier met en évidence la mouvance des stratégies argumentatives des féministes : dans les années 1890, les arguments d'ordre religieux et social sont prioritaires ; au début du XX^e siècle, avec la fondation de l'ASSF, les arguments basés sur le droit naturel et les prémisses libérales (liberté, autonomie et justice) prennent le relais. Les arguments égalitaires et dualistes sont avancés de façon simultanée, bien que les seconds soient surreprésentés¹²¹.

¹¹⁹ « Le long chemin menant au droit de vote et d'éligibilité des femmes » in : *Evénements de l'histoire des femmes et de l'égalité des sexes en Suisse de 1848 à 1998*, Publication de la Commission fédérale pour les questions féminines, Berne 1998, *op. cit.*, Partie 1, 2.1, p. 3.

¹²⁰ *Ibid.*, p. 5.

¹²¹ Sibylle Hardmeier, « Die Vereine in der Deutschschweiz und die Gründung des schweizerischen Verbandes », in : *Le combat pour les droits égaux*, *op. cit.*, p. 75.

Les défaites féministes dans plusieurs villes¹²², lors de scrutins entre 1919 et 1921, entraînent des modifications tactiques : d'une part, l'aspect dualiste et complémentaire, basé sur la répartition sexuée des rôles, devient à nouveau l'argument principal, au détriment de l'égalité naturelle des femmes et des hommes ; d'autre part, les suffragistes tentent de promouvoir le suffrage féminin grâce à une interprétation de la Constitution. Cette voie est, cependant, rejetée, tant par le Conseil fédéral que par le Tribunal fédéral¹²³. En 1929, l'ASSF dépose une pétition pour le suffrage féminin à l'Assemblée fédérale. Il s'agit d'une grande victoire propagandiste puisqu'elle récolte quelque 25 000 signatures, mais ne provoque aucun résultat politique. L'enthousiasme des féministes faiblit pour deux raisons : d'une part, elles prennent conscience de leur faiblesse en termes de pression efficace sur les instances politiques ; d'autre part, la récession des années 1930 et la montée des fronts d'extrême-droite promeuvent le retour en force d'une vision traditionnaliste figée des rôles sexués dans la société. Par conséquent, la stratégie argumentative se modifie à nouveau : « le suffrage n'est plus exigé comme un droit légitime des femmes, mais comme l'élargissement de l'assise démocratique de l'Etat et comme récompense d'une citoyenne consciente de ses responsabilités¹²⁴ ». A la fin de la Seconde guerre mondiale, tout semble à nouveau possible. Cependant, les votes réalisés dans les cantons aboutissent tous à un refus net de l'égalité politique entre femmes et hommes. En 1945 est créé le Comité d'action pour le suffrage féminin qui soutient activement le postulat de Hans Oprecht (ZH/PSS). Cette même année, différents groupements contre le suffrage féminin s'unissent en un Cercle suisse des femmes contre le droit de vote des femmes¹²⁵. Alors qu'en 1949 et 1950, Peter von Roten (VS/PDC)

¹²² Il s'agit des villes de Neuchâtel, Bâle, St-Gall, Genève et Zurich. Lors de la campagne sur la votation du suffrage féminin dans le canton de Neuchâtel, le comité cantonal contre le suffrage féminin réaffirme la stricte distinction des rôles entre les sexes. Selon Sibylle Hardmeier : « Unter Rückgriff auf antifeministische und pseudowissenschaftliche Theorien von Otto Weininger oder Gina Lombroso entwickelten sie rhetorische Figuren, welche die Sinnverkehrung der « natürlichen » Geschlechterrollen und die Gefährdung der Weiblichkeit oder Familie in allen Schattierungen ausmalten » (« 1918 bis 1921 – Enttäuschte Erwartungen », in : *Le combat pour les droits égaux*, op. cit., p. 119).

¹²³ En 1923 et 1928, l'avocat genevois, Léonard Jenni, demande l'introduction du suffrage féminin par l'interprétation de la Constitution, mais échoue à deux reprises, « Le long chemin menant au droit de vote et d'éligibilité des femmes » in : *Evénements de l'histoire des femmes...*, op. cit., Partie 1, 2.1, p. 6. Le Conseil fédéral se base sur la tradition historique et sur la volonté du législateur de 1848 pour repousser la plainte de Léonard Jenni, « Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil fédéral suisse », vendredi, 18 mai 1928, Droit de vote des femmes. [Jenni], AFS, E 1 (-), vol. 115, n° 660, Beschwerde Dr. L. Jenni, Genf betr. Frauenstimmrecht.

¹²⁴ « Le long chemin menant au droit de vote et d'éligibilité des femmes » in : *Evénements de l'histoire des femmes...*, op. cit., Partie 1, 2.1, p. 6.

¹²⁵ « Un des slogans de notre époque consiste à prétendre que les temps nouveaux ont créé une femme nouvelle. Mais ni la femme, ni ses tâches biologiques ne se sont modifiées ni ne changeront jamais. [...] Ce qu'il faut à notre pays, ce ne sont pas des femmes faisant de la politique, mais des mères physiquement et spirituellement [leibliche und geistige Mütter], qui contribuent à surmonter les sentiments de haine et de méfiance » (AFS, E 1070, 1969/10, Frauenstimmrecht, 1950-1951, vol. 48, G-05996, Schweizer Frauenkreis gegen das Frauenstimmrecht, pp. resp. 3 et 6). Interprété par nous.

exerce des pressions de deux types pour faire avancer la cause du suffrage féminin¹²⁶, en 1950, l'ASSF dépose une requête au Conseil fédéral proposant l'instauration du suffrage féminin par la voie de l'interprétation de la Constitution¹²⁷. En 1951, le Conseil fédéral remet un rapport dans lequel il arrête la seule façon institutionnellement acceptable d'instaurer le suffrage féminin : la révision de la Constitution, avec la consultation des citoyens et des cantons à la clé. La prévision de la votation sur la protection civile, en mars 1957, provoque des remous. Sous l'égide des associations féminines, une vaste protestation nationale s'organise dont le but est de refuser de nouveaux devoirs sans l'obtention de nouveaux droits¹²⁸. Alors qu'en 1958, les chambres fédérales décident de soumettre le suffrage féminin aux citoyens, le Comité des femmes contre l'institution du suffrage féminin illimité naît. La situation générale semble défavorable à l'acceptation du suffrage féminin, d'abord, parce que la majorité des votations, ayant eu lieu dans les communes et les cantons, s'est soldée par des échecs¹²⁹ ; ensuite, parce que les partis politiques ne sont pas unanimement en faveur du suffrage féminin¹³⁰. Celui-ci est refusé par 66.9% des électeurs, contre 33.1% d'hommes favorables, avec une participation de 66.7%. Lors de cette votation, le canton de Vaud accorde aux femmes le suffrage féminin ; les cantons de Neuchâtel et de Genève suivent peu après¹³¹. Ce résultat helvétique négatif agit comme un

¹²⁶ Le 21 décembre 1949, il pose un postulat au Conseil national dont la teneur est la suivante : « Le conseil fédéral est invité à présenter aux Chambres un rapport sur les moyens les plus appropriés pour étendre aux femmes suisses l'exercice des droits politiques (24 cosignataires) » ; et le 26 avril 1951, il pose une motion au Conseil national dans laquelle il demande : « Le Conseil fédéral est invité à soumettre aux Chambres un projet pour réviser la loi du 17 juin 1874 concernant les votations populaires sur les lois et arrêtés fédéraux aux fins d'accorder les droits politiques aux femmes » (*Résumé des délibérations de l'Assemblée fédérale*, Berne 1920).

¹²⁷ Beatrix Mesmer précise que, selon une lettre de Peter von Roten à la présidente de l'ASSF, « les discussions théoriques concernant le suffrage féminin n'intéressaient plus personne ; seule la façon de l'introduire sans une consultation masculine était le centre de discussion » (« Verfassungsrevision oder Interpretationsweg ? », in : *Le combat pour les droits égaux*, op. cit., p. 91). Interprété par nous.

¹²⁸ Le projet de cette loi prévoyait une obligation de participation des femmes à la protection civile. En prévision de cette votation, 1414 Romandes demandent leur inscription au registre électoral de leur commune, menaçant de remonter jusqu'au Tribunal fédéral en cas de refus. Celui-ci rejette effectivement leur plainte ; Werner Stocker, qui fait partie de la minorité des juges fédéraux favorables à la plainte, conseille les associations féminines et les communes qui désirent donner la possibilité aux femmes de s'exprimer sur le projet de la protection civile. C'est dans ce contexte que la commune d'Unterbäch (VS) est la première à offrir aux femmes la possibilité de participer au scrutin, même si leurs voix ne sont pas comptées. Cette commune fut appelée le « Rütli des femmes suisses » (*Ibid.*, p. 94).

¹²⁹ Bâle-Ville autorise ses communes à introduire le suffrage féminin dans les affaires bourgeoises, ce dont ont profité les communes de Bâle-Ville et de Riehen, « Le long chemin menant au droit de vote et d'éligibilité des femmes » in : *Evénements de l'histoire des femmes...*, op. cit., Partie 1, 2.1, p. 10.

¹³⁰ Le PSS, l'AdI. et le PdT recommandent le oui ; le PDC et le PLR donnent la liberté de vote, alors que le PAB recommande le non.

¹³¹ Le canton de Vaud accepte le suffrage féminin par 32 929 oui contre 31 254 non ; le canton de Neuchâtel par 13 938 oui contre 12 775 non ; et le canton de Genève par 17 761 oui contre 11 846 non, « Message du Conseil fédéral l'Assemblée fédérale sur le résultat de la votation populaire du 1^{er} février 1959 concernant l'institution du suffrage

véritable choc auprès de nombreuses femmes. Leur abatement est cependant de courte durée. En effet, dès le début des années 1960, la question de l'adhésion de la Suisse au Conseil de l'Europe remet le suffrage féminin à l'ordre du jour. Malgré une opposition farouche des associations féminines, la Suisse y adhère en 1963¹³². Les discussions reprennent avec force au moment de la ratification de la Convention européenne des droits de l'homme (4 novembre 1950). Celle-ci stipule la sauvegarde des libertés fondamentales des êtres humains et l'absence de toute discrimination¹³³. L'inégalité civique entre femmes et hommes représentant une discrimination basée sur le sexe, la ratification ne pourrait se réaliser qu'en émettant une réserve concernant cet aspect. En effet, le 9 décembre 1968, le Conseil fédéral et le Parlement prévoient la ratification de la Convention des droits de l'homme avec une réserve concernant le suffrage féminin¹³⁴. Les associations féminines se voient contraintes de réagir rapidement et vigoureusement ; elles sont soutenues par les événements des années 1968, pendant lesquelles de jeunes femmes entrent dans le mouvement de revendication. Le 1^{er} mars 1969, a lieu la « marche sur Berne », véritable démonstration de masse, au cours de laquelle 5000 personnes se réunissent sur la Place

féminin en matière fédérale », AFS, E 1070, 1974/32 Volksabstimmung vom 1. Februar 1959 (Frauenstimmrecht). Erwahrung, 1959, Bd. 40, G-07792.

¹³² Selon Margrith Bigler-Eggenberger, ces femmes sont surprises de la facilité avec laquelle les responsables politiques y adhèrent sans prendre en considération l'absence de suffrage féminin, et elles craignent que cette adhésion repousse *sine die* les revendications concernant le suffrage féminin, « Stimmrecht – ein Menschenrecht : Zur Diskussion um das Frauenstimm- und Wahlrecht in den 1960er Jahren », in : *Le combat pour les droits égaux*, op. cit., p. 147.

¹³³ Dans son rapport, « Le travail des femmes dans un monde en évolution », publié par le BIT en 1968, le Conseil économique et social de l'ONU relève les inégalités encore existantes en femmes et hommes dans le monde du travail. « Il existe toujours une nette division du travail selon le sexe et une tendance marquée à engager les travailleurs en se basant sur le sexe plutôt que sur les capacités, les aptitudes féminines continuant à faire l'objet de préjugés sans fondement. [...] Dressant le bilan des progrès accomplis depuis dix ans, le rapport ne peut que constater que les problèmes sont demeurés les mêmes : la discrimination qui commence au berceau et poursuit la femme toute sa vie ; [...] Il semble, dit le rapport, que dans une société à dominance masculine le travail féminin soit réputé à priori de moindre valeur que celui des hommes. [...] En bref, les femmes ne doivent pas être pénalisées parce qu'elles sont mères et le seul facteur biologique ne saurait expliquer la discrimination dont font l'objet les travailleuses » (AFS, E 4110 B, 1982/53, vol. 2, ONU, Conseil économique et social, L'année de la femme, 1968-1976, pp. 1 et 2).

¹³⁴ *Ibid.*, p. 149. La Commission de la condition de la femme de l'ONU estime que l'inertie des femmes elles-mêmes représente un obstacle important à leur pleine égalité avec les hommes. « On a cité l'apathie des femmes comme l'un des principaux obstacles, apathie qui provient souvent d'une conception séculaire des rôles respectifs de l'homme et de la femme dans la société. [...] On a considéré qu'un autre obstacle à l'application des principes de la Déclaration était la répugnance des hommes à admettre et à encourager le nouveau rôle des femmes » (AFS, E 4110 B, 1982/53, vol. 2, Commission de la condition de la femme. Rapport sur la 22^e session, 27 janvier – 12 février 1969. Conseil économique et social, documents officiels : 44^e session, ONU, p. 22). Le Département politique fédéral recommande, quant à lui, une modification de la conscience de soi. « Das stereotype Bild der Schweizerfrau muss, soweit es veraltet ist, durch ein modernes Leitbild ersetzt werden. Dazu sind wissenschaftliche Methoden nötig. Diese Zielsetzung liegt im gesamtschweizerischen Interesse und ist somit auch ein Anliegen des Bundes » (« An den Bundesrat. Soziologische Untersuchung über die Stellung der Schweizerfrau : Finanzierung und Mitarbeit des Bundes », AFS, E 4001 (D), 1973/125, vol. 72, Besserstellung der Schweizerfrau, 62/3. Département politique fédéral. Bern, le 21 février 1969, p. 4).

fédérale¹³⁵. Alors que le Conseil national accepte à une courte majorité la ratification de la Convention des droits de l'homme avec réserve, le Conseil des Etats, quant à lui, bloque l'adhésion. Le Conseil fédéral est contraint de reprendre la discussion sur le suffrage féminin. Le 9 décembre 1969, il publie son Message sur l'institution du suffrage féminin. En 1970, le Parlement accepte le projet de révision constitutionnelle qui est soumis aux citoyens le 7 février 1971. Le droit de vote et d'éligibilité des femmes en matière fédérale est accepté par 65.7% des votants, contre 34.3%, avec une participation de 57.7%¹³⁶. Entre 1970 et 1972, 17 cantons introduisent le suffrage féminin. En 1989, le canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures l'accepte. En revanche, le canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures est contraint par le Tribunal fédéral, le 26 novembre 1990, d'accorder le suffrage illimité aux femmes, par la voie de l'interprétation de la Constitution cantonale.

1.6.2 Le contexte suisse

La rétrospective historique se limite à une contextualisation économique, politique et sociale entre 1945 et 1971. Ces quelques années sont, évidemment, insérées dans une perspective plus vaste de l'histoire suisse, et de nombreux éléments antérieurs ont influencé et dessiné les contours de ce laps de temps défini artificiellement. Nous nous y tenons, cependant, pour deux raisons : d'une part, nous sommes confrontée à l'aporie de déterminer à quand remonter, que prendre pertinemment en considération et où s'arrêter dans l'essor des influences que la revendication du suffrage féminin a pu imprimer à l'ensemble des éléments sociaux. D'autre part, prenant en considération le corpus de sources qui s'insère et délimite, lui, de façon précise le sujet, nous considérons ce découpage comme pertinent. De plus, il semblerait que cette période s'insérât assez clairement dans un « laps de temps qui va du milieu des années 1930 au milieu des années 1970 » et qui peut être considérée comme une « époque particulière, placée sous le signe du néo-corporatisme », dans la mesure où l'économie y imprime une influence prépondérante¹³⁷. Bien que ces trois aspects soient présentés séparément, il est indéniable qu'ils sont intimement liés et évoluent l'un par rapport à l'autre.

¹³⁵ La résolution stipule l'entière égalité civique entre femmes et hommes aux niveaux cantonal et fédéral et, par conséquent, la signature de la Convention européenne des droits de l'homme sans réserve, Yvonne Voegeli, « Der Marsch nach Bern », in : *Le combat pour les droits égaux*, op. cit., p. 162.

¹³⁶ Les cantons et demi-cantons d'AR, AI, GL, OW, SZ, SG, TG et UR refusent le suffrage féminin.

¹³⁷ Peter Gilg et Peter Hablützel, « Une course accélérée vers l'avenir, 1945-... », in : *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne 1986, p. 903. « Par néo-corporatisme, la science politique actuelle [années 1980] désigne un système de société capitaliste hautement développé, que dominent de grandes associations professionnelles ou d'intérêts (d'où le rappel des anciennes corporations) » (*Ibid.*, p. 901).

L'analyse de l'histoire récente, pour passionnante qu'elle soit, peut poser quelques problèmes épistémologiques. En effet, bien que les événements soient révolus et non vécus, il n'en demeure pas moins qu'ils imprègnent encore fortement le présent de l'écriture de l'histoire. Les hypothèses et les thèses avancées peuvent être plus aisément corroborées, confortées et justifiées dans la mesure où la suite de l'histoire est connue. Cet avant et cet après enserrant l'objet d'étude dans un ensemble cohérent qui permet de mieux l'appréhender et de le comprendre plus entièrement. L'analyse de l'histoire récente ne permet pas cet exercice et prouve combien il est rassurant de connaître la fin d'une certaine histoire, afin d'avoir l'illusion d'y apporter un aboutissement. Une histoire sans fin s'avère souvent déstabilisante et insatisfaisante¹³⁸.

1.6.2.1 La situation économique

Cette période se caractérise par une certaine homogénéité, c'est-à-dire qu'elle n'a pas souffert de rupture conjoncturelle abrupte qui pourrait infléchir la situation de façon importante¹³⁹. Contrairement aux pays profondément éprouvés par la Seconde guerre mondiale, les structures suisses sont demeurées relativement intactes. François Walter relève que l'image de la Suisse est perçue négativement à l'étranger dans la mesure où sa neutralité est perçue comme une « attitude opportuniste¹⁴⁰ » qui lui a permis de poursuivre ses activités économiques. Après la guerre, la grande liberté octroyée à l'économie privée, libérée des entraves étatiques sous

¹³⁸ Une critique de « l'objectivité scientifique », en général, n'a pas sa place dans ce travail. On peut, cependant, mettre honnêtement en doute son existence, notamment en considération des analyses épistémologiques des sciences dites dures. Voir à ce propos l'étude de Pascal Picq qui démontre que l'analyse récente de ces disciplines n'échappe pas à une certaine idéologie, en l'occurrence, à celle de la domination masculine, « L'éternel féminin en paléontologie et en préhistoire », in : Catherine Vidal (dir.), *Féminin-Masculin. Mythes et idéologies*, Paris 2006, pp. 95-110. Ou encore celle de Catherine Vidal qui estime, notamment, que « les sciences du cerveau n'échappent pas aux idéologies » (Catherine Vidal, « Cerveau, sexe et idéologie », in : *ibid.*, pp. 49-57, ici p. 56). Finalement, l'histoire récente des femmes est hantée par la mise en évidence du « subjectivisme scientifique » dans la fabrication des sexes ou, comme expose si bien le titre de l'ouvrage de Delphine Gardey et Ilana Löwy, *L'invention du naturel. Les sciences et la fabrication du féminin et du masculin*, Paris 2000, *op. cit.* Les précautions prises par Kennedy Duncan sont aussi une preuve de l'implication immédiate de l'auteur-e d'une analyse scientifique. Il insiste à plusieurs reprises, dans son livre, sur sa condition « d'homme blanc, bourgeois et hétérosexuel », dans le but de refuser « l'invisibilisation » de l'identité des dominants » et de « n'avoir pour projet que la défense d'intérêts supposés « universels » » (*Sexy dressing. Violences sexuelles et érotisation de la domination*, traduit de l'anglais (1993), Paris 2008, p. 23).

¹³⁹ « La forte croissance de l'économie suisse durant les années 1945 à 1973 ne se déroule pas linéairement, mais cycliquement, [...]. Cependant, les fluctuations conjoncturelles sont moins apparentes qu'auparavant, les phases dépressionnaires se limitant à de courtes périodes de stagnation qui entraînent rarement un recul réel du produit national brut » (Peter Gilg et Peter Hablützel, *op. cit.*, p. 784).

¹⁴⁰ François Walter, *Histoire de la Suisse. Certitudes et incertitudes du temps présent (de 1930 à nos jours)*, tome 5, Neuchâtel 2010, p. 70.

l'influence du néo-libéralisme¹⁴¹, et l'accumulation du capital permettent à la Suisse de vivre une importante croissance économique. L'absence de matières premières, l'espace de commerce intérieur réduit et l'absence de débouché maritime, notamment, pressent le pays à développer les relations économiques avec les autres pays, tout en profitant de l'expansion de la mondialisation du commerce. Ces réalités physiques font néanmoins ressentir de façon d'autant plus forte la dépendance du petit pays envers ses partenaires commerciaux et la nécessité accrue de l'intégration dans un espace économique. Les petites dépressions cycliques ressenties par l'économie helvétique ont toujours été résolues par la demande étrangère. Le développement exponentiel du secteur secondaire, principalement au détriment du secteur primaire qui a fondu de moitié, n'a été rendu possible que par une immigration massive. Cette caractéristique promeut aussi le développement structurel (logements, routes, écoles, hôpitaux) dans les grandes agglomérations qui accroît davantage encore les différences entre villes et campagnes, d'autant plus que la migration intérieure accentue ce phénomène. Au début des années 1960 débute une période d'inflation que les responsables de la politique économique tentent de réfréner par diverses actions de politique volontariste¹⁴².

Cette récession a entraîné un recul de l'intégration professionnelle des femmes¹⁴³. Malgré un léger fléchissement de la conjoncture, une nouvelle reprise s'annonce dès 1968. Cependant, les mesures étatiques n'ont pas été suffisantes et entraînent d'autres problèmes qui affectent l'économie dans son ensemble. La volonté de promouvoir le développement économique sans restrictions ni contraintes a repoussé les investissements de rationalisation dont l'absence se fait

¹⁴¹ Cette croissance économique foudroyante est aussi due à l'application du modèle néo-capitaliste dans lequel l'économie privée doit pouvoir se développer le plus librement possible tout en intégrant le « système de la sécurité sociale » (*Ibid.*). Ainsi, syndicalistes et socialistes ne se sont pas fondamentalement opposés à cette nouvelle idéologie.

¹⁴² Notamment le soutien au secteur primaire grâce au protectionnisme de l'Etat, *ibid.*, p. 783.

¹⁴³

Année	Femmes professionnellement actives / 100 femmes		Femmes / 100 employés
	15-64 ans	Total	
1910	46.9	31.7	33.9
1920	44.6	31.6	33.9
1930	40.1	29	31.5
1941	35.5	25.9	28.6
1950	37.1	26.2	29.7
1960	39.6	27.4	30.1
1970	35.1	26.6	28

Tableau extrait d'Yvonne Voegeli, *Zwischen Hausrat und Rathaus*, op. cit., p. 39.

d'autant plus sentir pendant la crise¹⁴⁴. De plus, la modicité des charges fiscales, qui promeut l'économie privée, ne permet pas de faire face à la nécessité de réalisations et de modernisations publiques. Enfin, dès 1974, l'économie mondiale sombre dans une récession généralisée qui, peu de temps après, est considérée comme « la plus grande crise de l'après-guerre¹⁴⁵ ». De manière générale, la structure de la société est fortement influencée et modelée par le développement économique de la Suisse d'après-guerre. Toutes les couches de la population profitent d'un accroissement du bien-être matériel et entrent dans ce qui est communément appelé la société de consommation. Etat, population et économie sont étroitement unis et liés dans la survie et le bien-être de la société. Les associations économiques et les travailleuses et travailleurs sont associés au consensus national en obtenant, les premiers, la garantie d'assurances sociales, les seconds, des prestations et des facilités étatiques. Cette triangulation fonctionne tant que la conjoncture économique permet une telle redistribution des biens matériels et de tels avantages, mais surtout, tant que l'Etat dispose des moyens pécuniaires nécessaires.

1.6.2.2 La structure politique

La structure helvétique est spécifique, par rapport aux autres Etats démocratiques, par l'existence du fédéralisme et des droits populaires étendus. Cependant, la politique démocratique moderne est dominée par des groupes de pression ou d'intérêts qui, grâce aux possibilités accrues d'intervention et de blocage, influencent, de façon prépondérante, les décisions politiques, et supplantent, parfois, la volonté populaire. Ainsi, les choix politiques émanent de négociations avec les associations les plus puissantes, notamment les groupes d'intérêts économiques qui assurent le bien-être du pays avec l'offre d'emploi et l'augmentation du pouvoir d'achat. La prise en considération croissante des groupes d'intérêts dans les processus de négociation et d'élaboration de la politique provoque, selon Peter Gilg et Peter Hablützel, la création d'un gouvernement de concordance¹⁴⁶ qui, de ses négociations à partir de 1943¹⁴⁷, aboutit, en 1959, à la création de la formule magique (2 radicaux, 2 conservateurs chrétiens-sociaux, 2 socialistes et 1 PAB). La création de ce gouvernement de concordance se réalise au détriment de positions idéologiques et politiques polarisées, et induit la poursuite d'une politique partant du centre. Cette

¹⁴⁴ La politique économique libérale soutient l'économie au détriment du budget de l'Etat. Cela implique, d'une part, le report de développements structurels (routes, écoles, énergies, etc.) et, d'autre part, cette stratégie rend l'Etat incapable de pallier aux effets négatifs d'une crise économique future.

¹⁴⁵ Peter Gilg et Peter Hablützel, « Une course accélérée vers l'avenir, 1945-... », *op. cit.*, p. 794.

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 862.

¹⁴⁷ C'est à cette date que le Parti socialiste obtient son premier siège gouvernemental.

tendance produit, cependant, un malaise qui voit émerger, dès les élections fédérales de 1967, des groupes politiques qui poursuivent des buts restreints et précis (surpopulation étrangère ou mouvement progressiste des années 1968, par exemple). La dilution des différentes positions idéologiques des partis dans la nécessité du consensus semble provoquer, en retour, la perplexité du citoyen. D'une part, il ne parvient plus à se rattacher de façon claire à un parti et, d'autre part, la complexité des sujets, soumis à son jugement, le désarçonne. Mais, probablement aussi, la prépondérance des groupes d'intérêts dans les décisions politiques lui donne l'impression de ne disposer que de peu de pouvoir pour infléchir une trajectoire. Ainsi, sa participation aux scrutins a chuté, ce qui ne signifie cependant pas son désintérêt pour la politique¹⁴⁸. Face aux transformations rapides des situations sociales et économiques dès 1945, l'Etat est confronté à de nouveaux défis qui l'obligent à développer son appareil administratif et à promouvoir une planification gouvernementale¹⁴⁹. Les premières tentatives d'innovations voient le jour dans les années 1960, mais encourent toujours des échecs en raison des disparités partisans¹⁵⁰. Ce n'est que dans le courant des années 1970 que le gouvernement parvient à mettre sur pieds les grandes lignes gouvernementales. De par la nature physiologique de la Suisse et les besoins de l'économie, la politique helvétique se voit contrainte de réaliser un effort important dans ses relations internationales. Cette nécessité va à l'encontre des sentiments profonds de la majorité de la population suisse pour qui, isolationnisme, neutralité et indépendance sont des critères essentiels de l'identité nationale. Les négociations de l'Etat sont confrontées à surmonter cette contradiction entre « réalité internationale et identité nationale¹⁵¹ ». La crise mondiale qui débute en 1974 surprend et trouve l'Etat dépourvu de moyens pour réduire ses effets néfastes, étant donné son manque de prévision et de planification étatiques, dues à la haute conjoncture.

¹⁴⁸ Les citoyens forment à leur tour des groupes d'intérêts pour modeler selon leur vœu certains choix politiques et pallier à l'impuissance des voix individuelles. Telles semblent être le but du développement des « Bürgerinitiative » (Peter Gilg et Peter Hablützel, « Une course accélérée vers l'avenir, 1945-... », *op. cit.*, p. 873).

¹⁴⁹ L'Etat est sommé de développer les infrastructures, de gérer les tensions sociales, provoquées par l'immigration massive des années 1960, et de gérer les effets de la variation de la conjoncture, avec en corollaire les aléas de l'inflation et de la récession. Pour relever ces défis, il doit trouver de nouvelles solutions pour se donner les moyens financiers d'y faire face.

¹⁵⁰ « De toute façon, dans le cadre de la démocratie de concordance et référendaire, la planification gouvernementale court constamment le risque d'être mise en échec par l'opposition d'organisations professionnelles puissante et par le jeu du veto populaire » (Peter Gilg et Peter Hablützel, *op. cit.*, p. 874).

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 890.

1.6.2.3 Le développement de la société et des comportements

A l'issue de la guerre de 1945, les circonstances internationales ont permis à la population suisse d'entrevoir et de restaurer un état de fait antérieur. Les menaces directes des totalitarismes s'étant en grande partie dissolues¹⁵², les Suisses espèrent et agissent en faveur d'un retour à la « normale ». Ce qui peut être interprété comme l'expression d'un conservatisme certain est néanmoins accompagné d'une ouverture et d'une meilleure prédisposition des différentes couches de la population les unes envers les autres, reliquats de la solidarité éprouvée pendant la guerre. Cette guerre semble également avoir conforté l'identité de repli et d'autarcie, déjà sous-jacente dans l'esprit helvétique, résumée par l'expression une « mentalité de hérisson¹⁵³ ». Ainsi, l'expérience belliqueuse renforce et accentue les prédispositions au repli d'un petit pays, entouré de grandes nations et dépendant économiquement de celles-ci. Les gens sont d'autant plus susceptibles et peu résistants à toute pression de l'extérieur qu'elle résulte d'une nécessité d'adaptation aux circonstances internationales. Au cours des années 1950 et 1960, avec la haute conjoncture, la population dispose de toujours davantage de ressources qui lui permet d'entrer de plein pied dans la société de consommation. L'accroissement du bien-être, généralisé à toutes les couches de la population¹⁵⁴, dissipe certains problèmes sociaux (comme ceux ressentis par les minorités) et provoque une attitude défensive contre les éléments perturbateurs (comme l'afflux importants des étrangers dans les années 1960). Les pressentiments pessimistes concernant l'économie, l'explosion de la société de consommation et, probablement, la perte de certains repères traditionnels, permettent de pressentir l'existence d'un certain « malaise helvétique¹⁵⁵ ». Le concours de ces différentes circonstances éveille une réaction auprès de la jeune génération intellectuelle helvétique, influencée par les événements internationaux de ce qui est désormais appelé Mai 1968. Ce mouvement est considéré avec scepticisme et malveillance par une majorité de la population dans la mesure où les manifestants remettent en cause et critiquent les acquis de l'économie libérale qu'ils considèrent comme une perte de sens existentiel et une soumission aliénante à l'accroissement du gain. Les manifestations sont réprimées par les autorités et les

¹⁵² Il s'agit des menaces proférées ou insinuées durant la guerre. La grande majorité des Suisses éprouve une véritable répulsion à l'égard de l'idéologie et des activités communistes. L'anticommunisme atteint son apogée en 1956 lorsque l'insurrection hongroise contre la suprématie communiste est écrasée par l'URSS.

¹⁵³ Peter Gilg et Peter Hablützel, « Une course accélérée vers l'avenir, 1945-... », *op. cit.*, p. 836.

¹⁵⁴ Comme illustration, Thomas Maissen relève qu'en 1921, une famille d'ouvrier dépensait 61% de son revenu pour l'alimentation et l'habillement ; en 1983, il n'en dépensait plus que 23,5%, Thomas Maissen, *Geschichte der Schweiz*, Baden 2010, p. 287.

¹⁵⁵ Selon l'expression de Max Imboden, cité par Peter Gilg et Peter Hablützel, « Une course accélérée vers l'avenir, 1945-... », *op. cit.*, p. 840.

institutions établies rejettent, dans un premier temps, les améliorations suggérées. Il semblerait que les mouvements de Mai 1968 aient rompu le consensus national. Le malaise ressenti par ces jeunes remet en cause ce qui a permis à la grande majorité de s'élever dans un bien-être considéré comme matérialiste, au détriment de l'aspect spirituel et idéologique. Ces manifestations sont ressenties comme une attaque, et une grande incompréhension accompagne les revendications de changements qui, pourtant, se révèlent nécessaires. Elles agissent comme une rupture désagréable de l'illusion routinière et sécurisante du bien-être matérialiste dans laquelle se complaît la grande majorité de la population, et comme un avertissement prémonitoire des réformes nécessaires. Le mouvement de libération des femmes (MLF) se développe dans cette mouvance. Peter Gilg et Peter Hablützel estiment que les manifestations du MLF tendent à radicaliser les revendications des jeunes femmes tout en modifiant les représentations des femmes auprès des jeunes hommes. Néanmoins, ils pensent que « la répartition traditionnelle des rôles sexuels n'avait pas été abolie par le mouvement de mai 68, où les hommes exerçaient comme ailleurs les fonctions dominantes¹⁵⁶ ». Bien qu'il existe une impulsion donnée par les manifestations des jeunes en faveur de réformes politiques et sociales, celle-ci perd de son acuité avec la récession des années 1974-1975. Les tendances conservatrices se renforcent sous la menace de la conjoncture défavorable qui fait émerger des craintes pour l'avenir. Comme corollaire, une tendance de repli se dessine dès le milieu des années 1980. « La jeune génération se replie sur la sphère privée, sur une consommation souvent égoïste, étrangère à tout idéal et à toute solidarité. Elle doute de la possibilité de changer les structures sociales et ne veut pas penser à l'avenir. D'où un net déclin de l'intérêt porté à la politique¹⁵⁷ ». Constatation bien pessimiste, mais qui relève l'existence d'un individualisme croissant, d'un sentiment d'impuissance démoralisatrice à infléchir une destinée commune et, par conséquent, d'un repli identitaire, personnel et nationaliste, d'autant plus fort que l'espace d'échanges réels ne cessent de croître.

¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 845.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 847.

1.7 Le corpus de sources

1.7.1 Choix des sources

Le choix des sources a été effectué dans une perspective thématique et générique. Les débats au niveau fédéral, au Conseil national et au Conseil des Etats, ainsi que les débats préliminaires dans les Commissions parlementaires, constituent le corpus de sources principal de ce travail. Les débats aux niveaux communal et cantonal¹⁵⁸, ainsi que les débats survenus dans la presse¹⁵⁹, dans les réunions d'associations diverses et les analyses publiques contemporaines publiées, sont utilisés de façon à illustrer et à mettre en perspective les débats parlementaires. Ce choix est basé sur les considérations suivantes. D'abord, le problème de l'introduction du suffrage féminin, ayant eu lieu dans les débats communaux et cantonaux, est morcelé en diverses thématiques (suffrage féminin limité, dans les affaires ecclésiastiques, scolaires ou sociales) qui produisent des débats hétéroclites et décousus¹⁶⁰. Ensuite, les spécificités cantonales, structures historiques et administratives qui détiennent une large autonomie et des cultures propres, rendent difficile la justification du choix d'analyse et de comparaison de l'un des cantons par rapport à l'autre, pour la problématique que nous avons choisie. Enfin, toutes les tentatives entreprises au niveau cantonal ont abouti à des échecs. La voie de « bas en haut » n'a pas fonctionné dans ce cas. Nous voulions, par conséquent, analyser la voie qui aboutit finalement à la réussite et qui est celle de « haut en bas ». Nous nous référons, cependant, à certains débats cantonaux pour mettre en perspective des thématiques abordées dans les débats parlementaires fédéraux. Par conséquent, ce ne sont presque que des voix d'hommes politiques qui ont été entendues et analysées, qui ne représentent que des hommes¹⁶¹, les femmes n'ayant pas eu la possibilité, jusqu'aux élections de 1971, de choisir leurs représentant-e-s. Même si la voix des femmes est inaudible, les femmes sont, néanmoins, présentes et même si ce n'est que symboliquement, elles le sont de façon extrêmement puissante, puisqu'elles sont, non seulement, le sujet de toutes ces discussions, mais elles balisent et influencent de façon prépondérante tout l'imaginaire masculin qui s'exprime

¹⁵⁸ Pour comprendre l'ampleur des débats et des initiatives concernant le suffrage féminin dans les communes et les cantons, voir le tableau synoptique chez Lotti Ruckstuhl, *Vers la majorité politique*, op. cit. et chez Peter Frey pour les votations cantonales, *L'opinion publique et les élites face au suffrage féminin*, op. cit., p. 26.

¹⁵⁹ Nous avons réuni une riche documentation des débats dans la presse qui pourra faire l'objet d'une étude similaire ultérieure.

¹⁶⁰ Pour un aperçu, voir le dossier *Événements de l'histoire des femmes et de l'égalité des sexes en Suisse de 1848 à 1998*, op. cit., Partie I, 2.2., édité par la Commission fédérale pour les questions féminines, « Droits politiques partiels des femmes dans les cantons et les communes ».

¹⁶¹ Dès les années 1960, les cantons de Neuchâtel, Vaud et Genève font l'expérience de la participation féminine active, tant dans les scrutins que dans les parlements communaux et cantonaux.

dans les débats. Ainsi, la prégnance de l'élément féminin se reconnaît dans la nécessité que ressentent les parlementaires à organiser des discours et à affûter leur argumentation, non seulement à propos du sujet débattu, le suffrage féminin, mais surtout à propos des représentations de la féminité et de la masculinité, et de tout un imaginaire qui, en fin de compte, semblent bien souvent hors sujet. Ce choix androcentrique serait certainement déploré par les féministes de la première heure pour qui l'historicisation des femmes représente un élément essentiel des *gender studies*. Cependant, notre choix et la définition de la problématique nous mènent à une étude des éléments constitutifs de la masculinité indéniablement en relation avec ceux de la féminité. Ils sont indissociables puisqu'ils forment leur identité respective l'une par rapport à l'autre, ou plutôt l'une par opposition à l'autre. De nombreuses études et rétrospectives ont été effectuées sur l'histoire proprement des femmes, dans tous les domaines¹⁶².

Le choix thématique est à mettre en lien avec le choix générique, c'est-à-dire une forme spécifique et normée de débattre d'un thème particulier. Les discours, pris en considération, se rejoignent tous dans la particularité de se soumettre à certaines règles rhétoriques¹⁶³, d'avoir lieu dans un cadre institutionnel, d'être l'objet de publication et, dans le meilleur des cas, de diffusion auprès du public. Par conséquent, le but n'est pas l'analyse de la multiplicité des discours concernant le suffrage féminin, mais l'analyse de ce sujet particulier dans l'enceinte parlementaire nationale, et plus précisément, la mise en évidence de l'aspect fortement émotif de ces discours particuliers. Ce choix a l'avantage de proposer une grande homogénéité des sources, qui permet une analyse plus pertinente et exhaustive, et assure d'aboutir plus sûrement à une nouvelle explication englobante du délai helvétique dans la mesure où ce n'est que la voie du « haut » qui a permis aux femmes d'obtenir le droit de vote intégral.

Nous avons analysé et pris en considération la majorité des arguments énoncés. La profondeur philosophique, juridique et éthique, n'ont, cependant, pas toujours pu être mis en évidence¹⁶⁴. Bien que tous les arguments aient été soumis à l'analyse, une distorsion se retrouve dans le développement et l'amplitude avec lesquels certains d'entre eux ont été pris en

¹⁶² Pour une idée de la multiplicité des études déjà effectués sur les femmes en Suisse, voir les bibliographies, notamment, d'Yvonne Voegeli, *Zwischen Hausrat und Rathaus. Auseinandersetzungen um die politische Gleichberechtigung der Frauen in der Schweiz 1945-1971*, Zurich 1997, *op. cit.*, de Beatrix Mesmer, *Staatsbürgerinnen ohne Stimmrecht. Die Politik der schweizerischen Frauenverbände 1914-1971*, Zurich 2007 et de Regina Wecker, *Frauen in der Schweiz. Von den Problemen einer Mehrheit. Materialien zur Geschichte und Politik der Schweiz*, Zug 1983.

¹⁶³ Elles sont principalement définies par le lieu (le Parlement), le thème (le suffrage féminin) et le temps imparti.

¹⁶⁴ Chaque discours en particulier pourrait être l'objet d'une analyse et d'un article en soi, tant ils sont riches en informations et mettent en lumière des spécificités personnelles de l'auteur.

considération. Les arguments auxquels peuvent être attribués une charge émotive marquée ont été l'objet d'une attention plus soutenue. Il s'agit, par exemple, des arguments usant de la nature des femmes, pour en conclure des caractères sexuellement déterminés qui situent les femmes dans la société. A l'origine, nous avons voulu assigner une part plus importante aux discours médicaux sur les femmes. La lecture des sources nous a démontré que la matière n'était pas assez conséquente pour centrer la recherche sur cet aspect. Ainsi, les références aux médecins « des femmes » sont rares ; en revanche, nous avons pris en considération leur influence indirecte, que nous considérons comme majeure. Les arguments, en revanche, qui traitent de valeurs abstraites, communément admises, sont, certes, déconstruits, mais moins pertinents dans la mesure où ils engagent plus des sentiments que des émotions proprement dites. Nous avons, cependant, consacré tant d'attention à l'expression des émotions qu'à celle des sentiments. L'« intérieur » et l'« extérieur », la « tête » et le « ventre » forment bien un tout, mais parfois incohérent, dont la difficulté est de mettre en évidence les relations. Cette distorsion tient au choix de la problématique et des hypothèses heuristiques. Il existe donc bien une unité thématique, générique et problématique, mais la profondeur d'analyse privilégie certains arguments au détriment d'autres.

Les arguments échangés, dans les discours parlementaires, comptent un certain nombre de particularités. D'abord, imbriqués dans une structure rhétorique, ils sont soumis à des normes et à des règles propres à l'arène politique. La construction même du discours, préparé en vue des débats, suggère la rationalisation et, par conséquent, la pleine conscience des aspects émotifs et sentimentaux qui s'y développent. Il s'agit, en l'occurrence, d'un choix conscient et volontariste. Il est néanmoins imaginable que le locuteur n'ait pas toujours conscience de l'origine émotive ou sentimentale de ses arguments. Dans le contexte de cette étude, il nous sera cependant difficile de différencier ce qui est du ressort inconscient de l'affect, de l'émotion qui est sciemment utilisée. Cette distinction est cependant réalisée par les parlementaires, mais constitue une stratégie argumentative. Ensuite, les locuteurs étant les représentants d'une population et partageant les mêmes valeurs fondamentales que celle-ci, les arguments exposés par les parlementaires relaient des perceptions et des idées largement répandues parmi les électeurs¹⁶⁵. Les parlementaires sont ainsi parfois déchirés entre leurs intérêts politiques et leurs intérêts personnels, quoique dans le

¹⁶⁵ La nécessité de représenter et d'exposer les idées et représentations de ses électeurs est évidente dans la mesure où ceux-ci détiennent la possibilité de soutenir ou, au contraire, de pénaliser leurs représentants s'ils ne se sentent pas « représentés ». Cette apparence idéologique est confirmée par les articles de presse et les lettres de lectrices et de lecteurs.

meilleur des cas, ceux-ci se complètent, mais aussi entre les nécessités politiques, les pressions sociales, les émotions et l'opinion des électeurs. Un glissement surgit ainsi parfois lorsque tous ces éléments ne peuvent plus être conciliés, comme ce fut le cas lors de la votation de 1959¹⁶⁶. Mais considérer les débats parlementaires comme la résultante de toutes les opinions et représentations présentes dans un environnement spatiotemporel particulier, c'est oublier les travaux préparatoires en aval, les pressions et les stratégies personnelles et partisans.

Dans l'énumération et l'analyse des différentes stratégies argumentatives, notre étude poursuit le but de mettre en évidence les expressions émotives, tout en sachant qu'elles sont, en partie du moins, volontaires, de les insérer dans un tissu spatiotemporel en évolution et de démontrer que, au-delà d'une prise de conscience et d'une expression volontaristes de ces émotions, elles expriment en même temps la puissante intégration du locuteur dans le sujet en question. En ce sens, le suffrage féminin semble remettre en cause un ensemble de représentations, une organisation et des projections dans lesquelles le locuteur est entièrement et individuellement partie prenante.

1.7.2 Description des sources

Le corpus de sources, qui constitue l'élément principal de l'analyse, se compose des débats parlementaires entre 1945 et 1970, qui sont publiés dans le *Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale (BSOAF)*¹⁶⁷. Les débats de 1950 et de 1966 ne sont pas publiés. Les premières impulsions en faveur du suffrage féminin se situent en 1919. A l'époque, elles ont été prises en considération sans susciter de débats. Nous privilégions l'énumération chronologique, et non institutionnel, étant donné que les résultats des discussions passent d'une Chambre à l'autre, parfois plusieurs fois. Les protocoles des Commissions du Conseil national et du Conseil des Etats, concernant le sujet étudié et la période prise en considération, permettent un premier aperçu des thèmes et de la façon dont ils sont abordés. Chaque débat parlementaire est introduit par le discours des rapporteurs de la Commission qui infléchit la tournure des discussions et suggère les thèmes qui seront débattus dans les débats ultérieurs. Les références citées par les parlementaires dans leurs discours mettent en évidence l'environnement culturel et intellectuel qui a modelé l'opinion du locuteur et introduit, dans un second temps, la question de

¹⁶⁶ Maurice Péquignot (BE/PLR) remarque : « [...], et il n'est pas besoin de remonter très loin dans le temps pour trouver des exemples frappants qui montrent que le souverain fait parfois peu de cas des propositions même unanimes qui viennent de ce Palais » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 276).

¹⁶⁷ Les débats entre 1891 et 1995 sont désormais accessibles en ligne (publication en 2011).

la légitimité de la source utilisée. Ainsi, les références utilisées pour soutenir et légitimer une opinion sont analysées et font l'objet de recherches plus poussées. Il s'agit principalement d'ouvrage concernant la nature des femmes (Paul Julius Möbius, Gina Ferrero-Lombroso, Alfred Labhardt), mais aussi de biographie et d'autobiographie. Nous avons effectué des recherches exhaustives dans les Archives fédérales suisses concernant le suffrage féminin qui nous permettent de documenter abondamment le sujet. Un répertoire d'articles, notamment de la presse étrangère, nous donne une perspective intéressante de la vision de la Suisse de l'étranger. Par ailleurs, les documents, conservés à la Gosteli-Stiftung, nous ont également permis de circonscrire au plus près notre sujet. Nous avons dépouillé de nombreux périodiques, dans la période qui nous concerne, mais aussi spécifiquement aux moments des deux votations fédérales de 1959 et 1971. Les articles de journalistes et les lettres de lectrices et de lecteurs, nous permettent de « sentir le pouls » de la population à propos du suffrage féminin entre 1945 et 1971.

1.8 Processus d'analyse

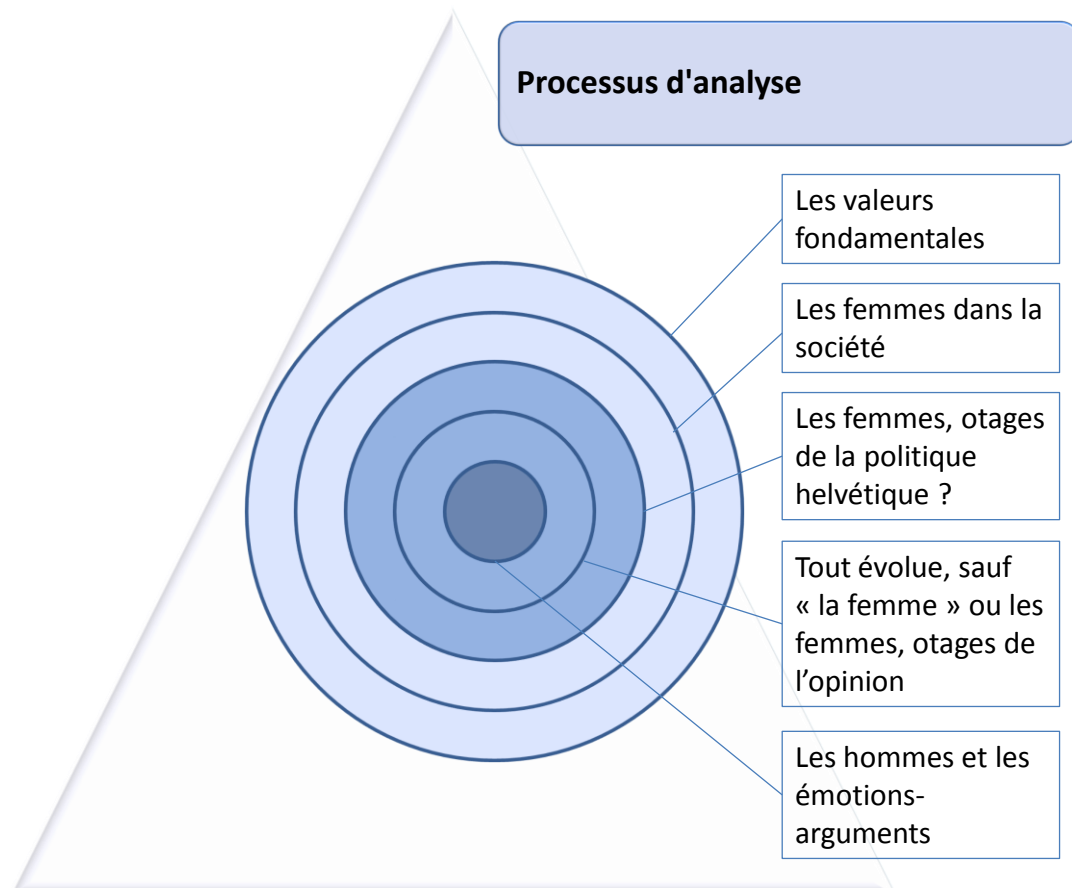
La richesse du matériel heuristique à disposition, la question posée, les choix théoriques et méthodologiques, enfin le souci de rendre le plus précisément compte des nuances idéologiques, personnelles et rhétoriques des parlementaires nous conduit à réaliser des choix pragmatiques de réalisation.

Nous avons, d'abord, opté pour un développement thématique et historique. Cela signifie, en premier lieu, que le découpage des débats par thèmes démembrant un discours. Ainsi, la mise en évidence des thèmes se réalise au détriment de l'harmonie d'un discours où, souvent, une multitude de thèmes sont présentés et analysés. Nous voulions remédier à ce désagrément irrespectueux de l'unité par des citations extensives des discours parlementaires. En outre, ces citations, non seulement, redonnent la richesse rhétorique, idéologique et émotionnelle des discours, mais permettent également de s'imprégner d'une atmosphère particulière. En second lieu, ce démembrement thématique permet une meilleure appréhension diachronique des arguments avancés. Il s'agit, en effet, de suivre le développement historique d'un argument d'un discours à l'autre, d'en percevoir les nuances, les changements ou la disparition, d'en comprendre la pertinence ou, au contraire, l'impertinence grâce à la relation entre rhétorique et émotions, perceptibles dans l'arène parlementaire. Notre choix de démonstration des développements thématiques et historiques intègre les conseillers des deux chambres dans une unité

parlementaire. Leurs arguments ne sont, ainsi, pas analysés les uns par rapport aux autres, mais se complètent, estimant que les conseillers, au-delà de leurs opinions personnelles, prennent déjà eux-mêmes position par rapport à leurs collègues de l'autre chambre. Le Parlement forme une unité institutionnelle qui doit aboutir à un consensus pour aller de l'avant. Par conséquent, le jeu ne consiste pas, forcément, à ralentir le processus décisionnel ou à renier les décisions de l'autre Chambre, mais d'aborder tous les aspects d'une question afin de parvenir à un accord acceptable pour la majorité. De plus, les arguments présentés de part et d'autre ne divergent pas fondamentalement. Une unité thématique et historique s'y retrouve également, même si les deux Chambres ne parviennent pas toujours à la conciliation. Tous les thèmes abordés sont sujets à débat. Cette réalité paraît évidente pour les opinions ou émotions qui ressortissent de prédispositions et de visions personnelles. Elle l'est cependant moins concernant les aspects qui obtiennent un large consensus culturel, sur lesquels reposent les choix politiques et sociétaux. Les diverses opinions sont abordées et analysées dans l'optique des relations sociales entre les sexes, et des représentations de la féminité et de la masculinité. Nous sommes consciente que de nombreux aspects (démocratie, égalité, liberté, dignité, Etat providence, etc.) auraient pu être développés et approfondis du point de vue philosophique, politique, historique, juridique, et ainsi de suite. La diversité et la complexité, que chaque thème recèle, nous ont motivée à rester le plus près des discours parlementaires. Nous avons néanmoins opté pour une analyse plus pointue et poussée des aspects directement liés aux représentations de la féminité et de la masculinité et à l'émotivité (les parties 5 et 6).

Ensuite, la répartition des arguments par thèmes nous a fait percevoir une structure émotive. Etant donnée la spécificité du discours, construit selon des normes et des règles strictes de la rhétorique discursive politique, dans le but d'être déclamé dans un endroit particulier, ayant pour but d'atteindre des objectifs précis, l'appel à l'émotion est volontaire et/ou attribuée. Parfois, cependant, les expressions émotionnelles sont spontanées, par exemple à travers les fréquents accès d'hilarité exprimés par les allocutaires, par les appels et les prises à parti lors des débats. Bien que les discours des intervenants soient préparés au préalable, les uns se succédant aux autres, ils réagissent parfois de façon spontanée à un ou plusieurs discours précédents, sur un ou plusieurs thèmes particuliers. Là aussi, la spontanéité prime, malgré un comportement et une tenue dignes de représentants de la nation. Ainsi, l'émotion peut être suggérée par le locuteur, en ce sens qu'il appelle les allocutaires à ressentir les mêmes émotions et tente de les justifier et de démontrer pourquoi ses collègues devraient les partager. Il peut, aussi, être attribué par les

allocutaires au(x) locuteur(s) précédent(s). A partir de cette prémisse, nous avons perçu et construit une structure en cercles concentriques qui se compose de cinq niveaux émotionnels différents.



Ces cinq niveaux se composent de différents thèmes qui établissent une unité. De façon schématique, un cheminement se réalise de l'« extérieur » vers l'« intérieur », des valeurs les plus abstraites aux circonstances existentielles les plus concrètes, des « elles » au « nous », expression euphémistique du « moi ». Parallèlement, plus les thèmes argumentatifs se rapprochent du centre, plus l'émotion est perceptible. La stratégie qui consiste à attribuer l'émotion, utilisée par les partisans du suffrage féminin, poursuit le but de rendre le ressenti de cette émotion caduc, anachronique et suranné. De façon générale, les partisans du suffrage féminin usent de cette stratégie de l'attribution de l'émotion et du sentimentalisme aux

opposants¹⁶⁸. Bien que tous les parlementaires appartiennent à une même culture, dans son acceptation élargie, et partagent fondamentalement les mêmes valeurs, de plus étant tous représentants du sexe masculin, les points d'achoppement se trouvent dans la nuance et, finalement, dans les particularités personnelles, dans les sensibilités, probablement aussi, dans les stratégies électorales, de chaque individu. La grande homogénéité culturelle des parlementaires, les appartenances partisans exceptées, donne, cependant, plus de prise à la perception et à l'analyse des opinions personnelles et des expressions affectives.

Cette étude démontre, d'abord, la forte présence de l'émotion et du sentiment dans les stratégies argumentatives des parlementaires. Elle suit le processus d'attribution et d'utilisation de l'une et de l'autre selon un axe *pro* et *contra* le suffrage féminin. Elle démontre, ensuite, que les transformations et la disparition de l'affect dans l'argumentaire discursif résultent de la perte progressive de légitimité de l'expression et de l'usage, principalement, de l'émotion, pour s'opposer au suffrage féminin. Finalement, le processus d'illégitimation aboutit grâce à l'ambiance récalcitrante des allocutaires. Les émotions et les ressentis refoulés, tus, car indicibles, ne signifient cependant pas la disparition des représentations de la féminité et de la masculinité qui perdurent en dépit de modifications formelles. Cet ensemble d'éléments constitue, pour nous, une explication déterminante, du délai helvétique concernant la question du suffrage féminin en Suisse.

1) *Introduction.*

2) *Les valeurs fondamentales.* La partie 2 se compose, des thèmes argumentatifs, d'une part, qui développent les valeurs fondamentales de la démocratie (justice, égalité, liberté) et de la dignité de l'être humain (ontologique, religieuse, politique), et, d'autre part, du développement souhaité de la démocratie. Ces arguments sont utilisés par les partisans du suffrage féminin et ressortissent du sentiment.

3) *Les femmes dans la société.* La partie 3 aborde, d'une part, la façon dont les politiciens traitent les expériences faites à l'étranger et comment ils assument le regard des pays voisins et, d'autre part, l'évolution de la situation des femmes dans la société helvétique.

¹⁶⁸ Charles Primborgne (GE/PDC) remarque de façon exemplaire : « Ils [les arguments de base : justice, égalité de traitement et démocratie] attestent que l'aspect sentimental du problème est beaucoup moins le fait des partisans que des adversaires du suffrage féminin. On peut même dire que le sentiment a de moins en moins à faire dans l'argumentation en faveur de ce droit, alors qu'il reste facilement discernable dans une partie de l'argumentation qui prétend s'y opposer » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 259). Et Jean-Pierre Dubois (NE/PdT) : « [...], les arguments et les objections qu'on oppose à l'introduction du suffrage féminin se caractérisent par leur extraordinaire inconsistance, leur absence de fondement sur le plan de la raison » (*BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 450).

Ces thèmes argumentatifs sont également utilisés par les partisans du suffrage féminin. La pression du regard de l'étranger suscite de vives réactions émotives qui relèvent de l'honneur, de la fierté, de l'indépendance et d'une certaine supériorité helvétique.

- 4) *Les femmes otages du système politique helvétique ?* La partie 4 aborde les principales raisons politiques, structurelles et historiques qui expliqueraient les freins et les résistances à l'introduction du suffrage féminin. Ces arguments sont utilisés par les opposants au suffrage féminin. L'histoire suisse et la structure politique déclenchent des joutes à haute contenance émotive.
- 5) *Tout évolue, sauf la femme.* La partie 5 aborde les différences naturelles attribuées à la féminité. Ces arguments sont avancés par les opposants au suffrage féminin pour en démontrer la permanence, l'inaltérabilité et leur inadéquation avec le suffrage féminin. Ils sont chargés d'une forte émotion dans la mesure où ils constituent véritablement le nœud de la confrontation de l'Un à l'Autre. L'introduction du suffrage féminin signifierait, parallèlement, une redéfinition des représentations de la féminité et de la masculinité, ainsi que des rapports sexuels.
- 6) *Les hommes et les arguments-émotions.* La partie 6 aborde les expressions émotives et sentimentales que les parlementaires s'attribuent réciproquement et s'auto-attribuent.
- 7) *Les arguments.* Cette dernière partie montre comment les parlementaires abordent les arguments, quels buts ils leur assignent et comment ils les utilisent.
- 8) *Conclusion.* La dernière partie répond aux questions posées dans la problématique, vérifie les hypothèses et démontre la nouvelle perspective pour expliquer le délai suisse dans la question du suffrage féminin.

2 Les valeurs fondamentales

Cette partie traite d'aspects profondément intégrés et ressentis : il s'agit des valeurs de la démocratie et du sentiment religieux. Ils ont ceci en commun que leurs prémisses fondamentales sont partagées par la majorité des parlementaires dans la mesure où elles sont un terreau essentiel de la culture incorporée, vécue et partagée. Nous pouvons parler d'un sentiment tant démocratique que religieux puisque les locuteurs eux-mêmes abordent ces concepts principalement par le biais de l'affect. Evidemment, partisans et opposants du suffrage féminin divergent sur les conclusions qu'ils tirent de ce ressenti, mais ils baignent dans une même culture et partagent, néanmoins, ces valeurs fondamentales.

2.1 La démocratie

Bien que ces arguments réitératifs soient réfutés par quelques opposants, ils représentent néanmoins l'élément déterminant de la persuasion en faveur du suffrage féminin¹. Lovés dans les grands courants et débats philosophiques, ils démontrent particulièrement bien le chemin parcouru dans la politique et auprès du public par les revendications féminines. Il ne s'agit pas, ici, de démontrer la légitimité ou l'illégitimité de ces grands courants de pensée puisqu'il y a, fondamentalement, unanimité. Comme l'explique Reinhart Koselleck, un minimum de consensus sur la signification des mots utilisés est nécessaire pour comprendre l'argument de son partenaire de débat. « Eine bereits existierende Semantik ist in anderen Worten notwendig, um eine einzigartige Mitteilung oder einen einzigartigen Sprechakt an andere zu übermitteln. [...] Wiederholung konstituiert die « longue durée » der Sprache² ». Ainsi, tous les parlementaires partagent un champ sémantique identique concernant, notamment, les concepts évoqués ici. D'une part, ils reconnaissent et défendent les valeurs fondamentales de la démocratie et, d'autre part, les religions catholique et protestante sont reconnues et respectées en Suisse, à l'époque qui nous intéresse³. Il s'agit, au contraire, d'un problème de « marge » philosophique et spirituel, qui

¹ Charles Primborgne (GE/PDC), rapporteur de la majorité et partisan du suffrage féminin, affirme : « Une saine information, quant à notre sujet, ne saurait nous permettre de passer à côté de ce domaine premier qui a trait à la justice, à l'égalité de traitement et à la démocratie. C'est là que reposent les arguments de base » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 259).

² Reinhart Koselleck, « Hinweise auf die temporalen Strukturen begriffsgeschichtlichen Wandels », in : Hans Erich Bödeker (éd.), *Begriffsgeschichte, Diskursgeschichte, Metapherngeschichte*, Göttingen 2002, pp. 31-47, ici p. 40.

³ Dans son analyse des débats parlementaires genevois sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1907, Irène Herrmann met en évidence que partisans et opposants utilisent des concepts identiques pour défendre des positions opposées. Elle attribue cette possibilité à la « popularité » et à la « porosité » de certains concepts, dans son cas celui de la « *nationalité genevoise* », soit à une « imprécision sémantique ». « A l'extrême limite, chacun peut l'interpréter à sa façon et remplir ce signifiant du contenu affectif qui lui semble le plus approprié » (« Changement conceptuel et

ne remet pas en cause les fondements, mais propose une nouvelle interprétation et un nouveau regard sur les droits politiques féminin. Le but est d'intégrer le suffrage féminin dans le sentiment et les représentations de ces valeurs fondamentales.

2.1.1 La justice

La justice se réfère au droit légal. En allemand, le terme « Angemessenheit » n'apparaît jamais dans les textes ; les auteurs utilisent toujours l'expression « Gerechtigkeit ». Malgré les définitions des deux termes proposées ci-dessus, les francophones ne font pas de distinction franche entre les deux expressions. Ils les utilisent de façon interchangeable.

Le principe de justice est abondamment utilisé par les parlementaires. A l'instar des articles de presse, c'est un argument privilégié des partisans du suffrage féminin, bien que les opposants s'efforcent de démontrer l'injustice de cette justice. Entre sentiment, conviction et raison, l'affrontement entre opposants et partisans met en évidence la distinction entre justice particulariste et justice universelle, et pose la question des modalités selon lesquelles un sentiment et une conviction se modifient. Au-delà de l'idée abstraite de justice, qui finalement est cimentée par des expériences concrètes, le sentiment et ses attributs prennent une place importante dans les débats. Comme si cette justice ne s'argumentait pas, mais se ressentait. Il s'agit bien du processus de rationalisation des émotions, en les investissant du pouvoir à argumenter.

Alors que le principe de justice n'ait pas été mentionné lors des premiers débats en 1945, le conseiller fédéral Eduard von Steiger (BE/UDC), à la suite de l'Association suisse pour le suffrage féminin, s'y réfère pour démontrer son scepticisme. A son avis, il n'est pas pertinent de parler de justice ou d'injustice concernant le suffrage féminin tant que l'opinion des femmes à ce sujet n'est pas connue. « Die Ungerechtigkeit beginnt erst dann, wenn ich etwas, das man mit Fug und Recht von mir verlangen kann, nicht gebe, und dann müssten wir darüber im klaren sein, ob bei einer Befragung der 1,4 Millionen Schweizerfrauen die Mehrheit dieser Frauen das Stimmrecht wünscht⁴ ». Par conséquent, l'acceptation du postulat Oprecht (ZH/PSS) par le Conseil fédéral n'est pas motivée par un principe de justice envers les femmes, mais par gratitude et loyauté⁵. Cette rhétorique du représentant de la plus haute instance politique helvétique est à

continuité rhétorique. La séparation de l'Eglise et de l'Etat à travers le débat parlementaire genevois », in : Michel Grandjean et Sarah Scholl (éd.), *L'Etat sans confession*, Genève 2010, pp. 53-63, ici p. 59).

⁴ BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 724.

⁵ *Ibid.*, p. 738.

mettre en lien avec la situation d'après-guerre. Elle représente bien l'opinion de la majorité, tiraillée entre un improbable remerciement et un besoin de stabilité. Dès les années 1950, cependant, les trois conseillers fédéraux responsables de la question abandonnent cette rhétorique et privilégient la justice civique entre femmes et hommes comme ultime argument déterminant.

2.1.1.1 Les opposants

En 1951, Peter von Roten (VS/PDC) demande le suffrage féminin en argumentant que c'est une question de la plus haute légitimité. Karl Wick (LU/PDC), en réponse à Peter von Roten (VS/PDC), estime que le suffrage féminin ne l'est pas. Au contraire, « die Entwicklung der Frauenrechte hat sich in der Schweiz auf einer gesunden, normalen Basis vollzogen, in vollem Respekt vor der menschlichen Würde der Frau und den Forderungen der höheren Legitimität⁶ ». L'insertion économique, sociale et politique des femmes est réalisée, selon lui, dans le respect des potentialités féminines. Nulle nécessité d'aller au-delà. En 1958, il refuse la rhétorique des partisans selon laquelle la démocratie serait incomplète, donc injuste, sans suffrage féminin. Il s'étonne que personne, pendant des décennies, n'ait ressenti l'existence du suffrage masculin uniquement comme une injustice. S'appuyant sur un rapport de femmes opposées au suffrage féminin, il rappelle que la revendication de l'égalité des sexes n'est ni un acte exigé par la justice ni un besoin inconditionnel. Mais l'argument décisif est le suivant : « Die Einführung des Frauenstimmrechtes wäre vielmehr ein Unrecht denjenigen Frauen gegenüber, welche wegen ihrer Pflichterfüllung als Mutter und Hausfrau faktisch gar nicht in der Lage sind, das Stimmrecht auszuüben, während die andern über diese Frauen, die doch viel mehr Verantwortung tragen, ein Übergewicht hätten⁷ ». Il y a double glissement, déplacement du problème et confusion de la pensée : la notion d'injustice n'est plus opératoire entre femmes et hommes, mais entre les femmes elles-mêmes. La justice entre les deux sexes est éludée et remplacée par l'injustice bien plus grave et inacceptable à l'intérieur d'un même sexe. A mesure que le sentiment de justice s'équilibre toujours davantage entre les deux sexes, l'argument de la justice, compris au sein d'un même sexe, est judicieux, dans la mesure où les femmes sont souvent considérées comme un ensemble homogène. Par conséquent, il serait extrêmement fâcheux de déséquilibrer la justice en vigueur, d'instaurer une justice qui par effet de chaîne introduit une nouvelle injustice. Enfin, il introduit un classement entre femmes, celles qui sont très occupées par leurs tâches de mères et

⁶ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 519.

⁷ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 271.

de femmes au foyer et qui ne trouvent pas le temps de voter, et celles (oisives ?) qui n'ont ni enfants ni foyer (entendez ni mari ni enfants) et qui ont tout loisir de se rendre aux urnes. Celles-ci prendraient un avantage immérité sur celles-là, puisque, dans l'opinion généralement partagée, les premières représentent davantage les caractères proprement féminins et seraient supplantées par les secondes. Par association d'idées ici, alors que par ailleurs cet argument est largement utilisé, cette scission féminine préfigure également le danger de prévalence civique des citadines sur les contadines. C'est ce que remarque Werner Meister (BE/UDC) qui craint la création d'un fossé entre villes et campagnes. Et pour éviter ce déséquilibre ou le développement de cet écart, ce sont les femmes, dans leur homogénéité et avec leur sens de la concorde, qui doivent se passer du suffrage féminin. Femmes otages ou alibi, toujours est-il que l'agrarien Werner Meister (BE/UDC) est très sensible aux problèmes afférents à la campagne. Il remarque également que dans l'abstraction, le suffrage féminin est bel et bien un droit, mais que dans la réalité, il s'agit avant tout d'un devoir qui entraîne de nouvelles charges pour les femmes⁸. Dans la même session, Karl Hackhofer (ZH/PDC) rappelle que le droit ne réalise pas une égalité absolue entre femmes et hommes. Et que ces inégalités juridiques représentent une exigence de la justice. Par conséquent, et selon son opinion, l'absence de suffrage féminin peut également être considérée comme une injustice acceptable et même nécessaire⁹. Lors des débats de 1966, les parlementaires disposent d'un certain nombre d'expériences réalisées dans les cantons. Gotthard Odermatt (NW/PDC) estime que le temps du suffrage féminin n'est pas encore venu étant donné le peu de représentantes dans les instances politiques cantonales, à l'instar des pays étrangers. Il avance que l'égalité politique des sexes devrait être concomitante à l'élaboration de représentations plus égalitaires de la féminité et de la masculinité¹⁰. Ainsi, selon lui, abstraction et réalité devraient se développer de façon simultanée, ce qui, en définitive, est très rarement le cas. Au moment des derniers débats en 1970, deux parlementaires s'érigent encore contre le suffrage féminin. Puisque l'absence de suffrage féminin est ressentie désormais comme une injustice par la majorité des parlementaires, il estime que ce ne sont pas les hommes qui doivent se rendre aux urnes, mais bien les femmes, pour savoir ce qu'elles en pensent¹¹. Cette proposition de James Schwarzenbach (ZH/DS) intervient encore après la discussion des articles de la nouvelle loi sur le suffrage féminin. De nombreux parlementaires estiment que cette dernière tentative de consultation des

⁸ *Ibid.*, p. 281.

⁹ *Ibid.*, pp. 283 et 284.

¹⁰ *BSOAF*, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 264.

¹¹ *BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 457.

femmes ne dissimule, finalement, qu'une dernière embûche à l'introduction du suffrage féminin et à son retardement à une date ultérieure indéfinie. D'autant que la question de la consultation est depuis longtemps discutée et abandonnée. Une opposition franche au suffrage féminin ne semble plus de bon aloi et est tout au plus considérée avec commisération. Malgré son opposition acharnée, Hans Nänny (AR/PLR) reconnaît la pertinence du critère de justice avancé par les partisans du suffrage féminin. « Schliesslich bin ich einsichtig genug zu erkennen, dass überall dort, wo es um die Verwirklichung eines Rechtes geht, das im Rahmen der Gerechtigkeit geboten ist, Tradition und Formen zurückzutreten haben, auch auf die Gefahr hin, dass unsere Demokratie damit ein kostbares Gut ärmer wird¹² ».

L'opinion dominante en 1970 ne permet plus ce genre d'opinion d'arrière-garde. Par conséquent, il apparaît ici que le principe de justice est fondamentalement dépendant d'une situation sociale donnée et d'une pensée généralement admise. Un déplacement du seuil de tolérance est aussi perceptible et, au-delà de la stratégie politique, le sentiment de justice prend de nouvelles dimensions. Un argument, si pertinent soit-il, paraît impuissant à modifier une opinion profondément ancrée ; seule la ténacité dans le temps et la répétition fastidieuse de la question lassent et provoquent le désir d'une solution définitive. Lors des votes finaux, soit les parlementaires récalcitrants se résignent, soit ils s'abstiennent¹³.

2.1.2.2 Les partisans

L'un des arguments prédominants des partisans, établi selon le principe de justice, est l'injustice de la sujétion des femmes aux mêmes lois que les hommes sans pour autant pouvoir donner leur avis les concernant. Ils reprennent à leur compte les propos du professeur en droit Werner Kägi selon lesquels ce n'est que l'égalité politique entre femmes et hommes qui réalise un droit vraiment démocratique et juste. Par conséquent, les partisans relèvent l'injustice qui existe entre les droits que détiennent les femmes et les devoirs qui leur sont imposés. « Nous comprenons parfaitement que nombre de femmes célibataires, veuves ou divorcées, surtout celles de ces dernières qui ont à supporter de lourdes charges de famille, ressentent comme une injustice

¹² BSOAF, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 272.

¹³ Hans Nänny admet : « Diese Resignation wird bei mir noch verstärkt durch das Fehlen jeglicher Lust, als reaktionärer Exponent in einem diskriminierenden Abstimmungskampfe zu gelten, wo Gegnerschaft heute schon beinahe als ehrenrührig gilt » (*Ibid.*, p. 272).

de ne pouvoir voter les lois et les décrets qui dans plus d'un domaine régissent leur existence¹⁴ ». Cet argument apparaît fréquemment dans les séances ultérieures¹⁵. Dans le même ordre d'idées, Leo Lejeune (BL/PSS) estime qu'un grand nombre de citoyens, dont lui-même, ne pouvaient en toute bonne conscience astreindre les femmes au service civil¹⁶ en l'absence de ce qui lui apparaît comme son corrélat, le suffrage féminin. « Man mag das als logisch oder nicht logisch ansehen, aber ich mache darauf aufmerksam, dass eben das Gefühl der Gerechtigkeit, welches auch die Beteiligung der Frau an der politischen Willensbildung erfordert, wenn sie schon obligatorischen Zivildienst leisten muss, eben verletzt wurde¹⁷ ». Il met bien en évidence le processus de justification de ce qui devrait être ressenti et pourquoi : un sentiment peut être blessé par le non-respect de valeurs fondamentalement admises à travers l'expérience de situations concrètes. Les partisans, qui aiment à se reconnaître du côté de la raison et du raisonnable, reprochent généralement aux opposants leurs réactions intuitives et impulsives dans leur refus catégorique du suffrage féminin. Cette sensibilité face au traitement juridique inégal d'égaux en devoirs heurte le sentiment de justice d'un autre parlementaire, Walo von Greyerz (BE/PLR), qui, de façon surprenante, suggère un retournement de situation. « Der bekannten gefühlsmässigen Ablehnung gegenüber lassen sich mit einiger Vorstellungskraft auch Gefühlsmomente nennen, die für das Frauenstimmrecht sprechen, vor allem das Gerechtigkeitsgefühl¹⁸ ». La reconnaissance du suffrage féminin n'est plus uniquement l'apanage de la raison, mais ose désormais aussi aborder le champ sémantique attribué à l'adversaire. Il semblerait que la justice fût avant tout le résultat d'un sentiment basé sur certaines prémisses incorporées. Le suffrage féminin paraît se situer sur une frontière dont les limites fluctuent au gré des représentations et de leurs transformations. Ernst Vaterlaus (ZH/PLR) précise d'ailleurs : « Gerechtigkeit ist nicht ein rein empirischer oder rationaler Begriff. Sie wurzelt in unserer Verantwortung für ewige Werte und meldet sich in uns durch das Gewissen, jener heiligen Unruhe, die uns vor

¹⁴ Armand Droz (FR/PLR), *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 513. Dans la même séance, Alois Grendelmeier (ZH/AdI.) abonde en ce sens, *ibid.*, p. 533. Au Conseil des Etats, Albert-Edouard Picot (GE/PLS) relève le même argument, *BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 373.

¹⁵ Ernst Vaterlaus (ZH/PLR), *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 388 ; Walther Bringolf (SH/PC), *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 256 ; Werner Vogt (SO/PSS), *BSOAF*, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 266 ; Jean-Jacques Cevey (VD/PLR), *BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 444.

¹⁶ L'objet a été rejeté par 389 633 contre 361 028 voix, « Arrêté fédéral relatif au résultat de la votation populaire du 3 mars 1957 concernant l'insertion dans la constitution d'un article 22 bis sur la protection civile (Du 1^{er} juillet 1957) », in : *Feuille fédérale*, vol. II, du 11 juillet 1957, pp. 173 et 174.

¹⁷ *BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 287.

¹⁸ *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 276.

Selbstgerechtigkeit und Erstarrung bewahrt¹⁹ ». Par ailleurs, le caractère juste du suffrage féminin apparaît pour certains partisans comme une évidence qu'il est difficile d'argumenter²⁰. Harald Huber (SG/PSS) coupe court en exprimant son exaspération. « Es geht bei allen diesen Dingen um ein Kernproblem, nicht um die hundert Detailargumente pro und kontra, sondern schlicht und einfach um ein Postulat der Gerechtigkeit²¹ ». Il semblerait qu'à force de débats et d'efforts démonstratifs, les partisans soient à court d'arguments décisifs. En existe-t-il d'ailleurs ? Et un sentiment se laisse-t-il infléchir par des arguments issus de la raison ? A moins que leur refus d'argumenter ne trahisse un autre sentiment, celui de supériorité, qu'ils démontrent par leur maintien à l'écart des débats d'idées. Ainsi, selon Jean Bourgknecht (FR/PDC) : « D'une part, l'introduction du suffrage féminin paraît répondre à un postulat de simple justice. Il ne faut pas chercher beaucoup plus loin l'argumentation déterminante²² ». Alors que, plus loin, il prédit le résultat négatif de la votation de 1959. Inutile de vouloir convaincre ? Charles Primborgne (GE/PDC), pour sa part, défend ardemment le suffrage féminin au nom de la justice. Il s'agit, en effet, d'un acte de simple justice au nom des principes qu'il a énumérés²³. A l'évidence, l'appareil argumentatif déployé par les partisans n'ébranle pas fondamentalement l'opinion des opposants. Tout au plus assied-il plus profondément leur propre conviction en l'étayant d'arguments issus de la raison. Alors qu'Alberto Verda (TI/PDC) renvoie chacun à sa propre conscience²⁴, et que Ferruccio Bolla (TI/PLR) appelle chacun à faire un examen de conscience « nécessaire et salubre²⁵ », René Felber (NE/PSS) ne craint aucune « crise de conscience²⁶ », les dés étant jetés en 1970. Même si le principe de justice est difficile à argumenter en soi, il fait partie d'un ensemble de valeurs qui anime les citoyens suisses, dont l'appréciation est toutefois susceptible de modifications dans le temps. Elles se suffisent à elles-mêmes et résonnent en chacun de ceux qui sont censés partager ces valeurs en Suisse.

¹⁹ BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 392.

²⁰ Pour René Felber (NE/PSS), ce qui guide et détermine chacun des parlementaires, « c'est d'abord une recherche de l'équité, de la justice et de l'évidence » (BSOAF, Conseil national, 23 juin 1970, p. 448).

²¹ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 525.

²² BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 401.

²³ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 262.

²⁴ *Ibid.*, p. 274.

²⁵ BSOAF, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 266.

²⁶ BSOAF, Conseil national, 23 juin 1970, p. 448.

Ainsi, de nombreux parlementaires s'en réfèrent à la trilogie justice, égalité de traitement²⁷ et démocratie²⁸, agrémenté parfois de liberté²⁹, ou encore de courtoisie et de bienséance³⁰. Pour Hans-Peter Tschudi (BS/PSS), l'instauration du suffrage féminin est un acte de justice participant au perfectionnement de la démocratie³¹. Perdurer dans cet anachronisme helvétique³² aboutit, pour certains, à discriminer les femmes. Cette perception est nouvelle et l'expression forte ; jamais auparavant les parlementaires n'avaient osé ainsi stigmatiser l'absence de droits civiques des femmes. Il s'agit de la reconnaissance explicite d'une avanie politique imposée aux femmes. L'appel de Harald Huber (SG/PSS) en 1951 est éloquent : « Diskriminieren Sie die Frauen nicht länger als Menschen mindern Rechtes³³ ». Dix-neuf ans plus tard, Ulrich Götsch (ZH/PSS) démontre la nécessité d'abolir cette discrimination politique³⁴. Dans la perception particulariste de la justice, cependant, Karl Hackhofer (ZH/PDC) estime qu'il est insoutenable de parler de discrimination à partir du moment où le droit applique des traitements inégaux selon les sexes de façon absolument justifiée³⁵. La différenciation sexuée face aux droits civiques n'en est qu'une de plus.

Pour les opposants, l'exigence de justice civique entre femmes et hommes provoquerait de nouvelles injustices, cette fois entre les femmes elles-mêmes. L'ouverture de l'horizon existentiel des femmes s'est réalisée de façon juste, c'est-à-dire selon leur nature et leurs capacités. Les opposants réfutent, par conséquent, l'idée de l'inachèvement démocratique et de la discrimination féminine que l'absence de suffrage féminin véhiculerait. Dans la mesure où le droit, lui-même, permît et exigeât des traitements différenciés selon les sexes, les opposants intègrent le suffrage féminin parmi ces « injustices » utiles et nécessaires. Se référant, eux aussi, au droit, les partisans relèvent, au contraire, l'injustice que crée l'équation « mêmes devoirs »,

²⁷ Cette expression a une longue et piquante histoire cantonale. En effet, le *Journal de Genève* rappelle que les Bernoises détenaient le droit de vote depuis 1833, à condition qu'elles paient des impôts. « Cette prérogative a subi des érosions successives, jusqu'à sa totale suppression en 1887... au nom de l'égalité de traitement entre Suisses, proclamée à l'article 4, alinéa 1 de la Constitution fédérale ! » (Anne-Marie Ley, *Journal de Genève*, 7 février 1991, p. 12).

²⁸ Ernst Vaterlaus (ZH/PLR), *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 392 ; Charles Primborgne (GE/PDC) et Karl Hackhofer (ZH/PDC), *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, resp. p. 259 et p. 281 ; Alfred Borel, *BSOAF*, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 259.

²⁹ Alois Grendelmeier (ZH/AdI.), *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 272.

³⁰ Ulrich Götsch (ZH/PSS), *BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 443.

³¹ *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 398.

³² Pour René Felber (NE/PSS), l'absence de suffrage féminin en Suisse, en 1970, représente un véritable anachronisme, *BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 448.

³³ *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 525.

³⁴ *BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 443.

³⁵ *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 285.

« droits différenciés ». Alors qu'ils se situent eux-mêmes préférablement sur le terrain de la raison, les partisans recourent allègrement au sentiment dans les débats sur la justice : la justice est un sentiment qu'il est difficile d'argumenter ; et le suffrage féminin est un acte de simple justice. En fin de compte, il s'agit de réaliser un examen de conscience pour déterminer si oui ou non l'absence de suffrage féminin est juste ou injuste. L'exposé des différentes façons d'utiliser le principe de justice démontre son importance dans les débats parlementaires. Plus le temps avance, moins les femmes sont confinées dans une justice partielle et essentialiste dans laquelle les maintenaient les mœurs prédominantes et le droit. Le particularisme féminin cède le pas à l'universalisme humain ; en vertu de ce passage, les femmes et les partisans du suffrage féminin obtiennent gain de cause. Les débats concernant la justice, en effet, se déploient principalement dans les années 1950. Par la suite, les parlementaires ne recourent plus à cet argument. De façon imperceptible, le sentiment de justice s'élargit à la participation concrète des femmes à l'élaboration de cette même justice. Elles n'y sont plus représentées en creux, mais intègrent les organes décisionnels. Comme l'a si bien dit Harald Huber (SG/PSS), il s'agit de résoudre un problème fondamental au nom de la justice ; tous les arguments pour et contre ne représentent que des détails, des vtilles rhétoriques. Quant au passage en soi, il est tributaire de l'écoulement du temps qui voit la modification de l'appréciation de l'être féminin, accompagnée d'un rejet croissant de l'intégration des femmes dans cette injustice démocratique. L'absence de suffrage féminin passe d'une injustice démocratique logique, nécessaire et légitime à un requis de la démocratie helvétique. La légitimité du concept subit un déplacement sémantique qui le place finalement à l'opposé de sa situation initiale.

2.1.2 La dignité

La majorité des arguments issus de la presse considèrent le suffrage féminin comme un parachèvement du principe de dignité humaine, selon lequel l'être humain doit être considéré comme une fin en soi³⁶. D'une part, le suffrage féminin assied la dignité ontologique des femmes,

³⁶ Par exemple, la *Gazette de Lausanne* parle de la « dignité de citoyenne » (*Gazette de Lausanne*, « Suffrage féminin » par Pierre Béguin, n° 1, 3-4 janvier 1959, p. 1). Pour Anne-Marie Burger, l'accession aux droits civiques signifie « entrer dans un monde où elles [les femmes] seront haussées à une nouvelle dignité » (*Journal de Genève*, « Si l'homme refuse à sa moitié le droit de vote, ce n'est pas pour les motifs qu'il affiche... », 5 mars 1960, p. 12). Dans l'*Appenzeller Zeitung*, le pasteur J. Zolliker considère, désormais, l'absence du suffrage féminin comme une « Herabwürdigung und Geringschätzung » des femmes (*Appenzeller Zeitung*, « Warum ich nicht mehr « Nein » stimmen kann », par J. Zolliker, de Rehetobel, n° 27, 3 février 1971, p. 6).

et, d'autre part, il complète celle-ci en lui accordant une dignité politique³⁷. Certains auteurs lui accordent donc une finalité métaphysique alors que d'autres, la majorité, le considèrent comme un perfectionnement d'une des composantes essentielles de la philosophie politique à l'origine de la démocratie. Le suffrage féminin, simple mécanisme démocratique pour certains³⁸, relève, pour d'autres, des attributions ontologiques des êtres humains.

Les arguments issus des débats parlementaires mettent clairement en évidence la différence entre dignité essentialiste et universaliste. Les opposants se placent résolument du côté de l'acceptation essentialiste. Un membre de la Commission constituante du canton du Tessin, Cattaneo, estime que l'introduction des femmes en politique porterait préjudice à la dignité des femmes³⁹. Dans le même ordre d'idées, Karl Wick (LU/PDC) estime que le suffrage féminin dépouille les femmes de leur dignité. « Die Frau müsste durch das Herabsteigen in die politische Arena von ihrer eigentlichen Aufgabe als Frau und Mutter abgelenkt werden, und sie würde – ich sage das, auch wenn darüber gespöttelt wird – ihrer eigentlichen fraulichen Würde entkleidet⁴⁰ ». Par conséquent, les rôles d'épouses et de mères déterminent le sexe féminin qui acquiert toute sa dignité par l'entremise de ces rôles⁴¹. Hors de cette sphère féminine, les femmes perdent leur dignité et leur intégrité féminine dans la conception dualiste de Karl Wick (LU/PDC). Dans le même débat, Leo Lejeune (BL/PSS) explicite la pensée des opposants en y apportant une précision. Il estime que la capacité à prendre des responsabilités en politique est précisément ce qui détermine la dignité humaine. « Ich glaube, dass wir uns in diesem Punkte ganz bestimmt einigen könnten und dass deshalb auch nicht richtig ist, einfach zu sagen, die Würde der Frau könne – im Unterschied zur Würde des Mannes – nur dadurch erhalten und geschützt werden,

³⁷ Geneviève Fraisse définit également ces deux types de dignité : dignité de l'être humain et dignité de l'exercice d'une fonction, *Muse de la raison*, *op. cit.*, p. 263.

³⁸ Telle est l'opinion de Karl Wick (LU/PDC) : « Aber es handelt sich beim Frauenstimmrecht ja nicht, wie Herr von Roten behauptet, um ein solches Naturrecht, um ein Postulat höherer Legitimität, es handelt sich um ein blosses politisches Entwicklungsprinzip, um eine Zweckmässigkeitsfrage, über die man in guten Treuen verschiedener Auffassung sein kann » (BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 519).

³⁹ AFS, E 1, vol. 115, *Il Dove*, 2 août 1921, s. p. Cattaneo propose un droit de vote limité, au niveau communal, et l'éligibilité des femmes.

⁴⁰ BSOAF, Karl Wick (LU/PDC), Conseil national, 19 mars 1958, p. 270.

⁴¹ Dans le même ordre d'idées, Fabienne Malbois et Magdalena Rosende soutiennent que « ce n'est pas parce qu'elles sont des femmes que ce sont les femmes qui effectuent les tâches domestiques ; au contraire, elles sont des femmes parce qu'elles réalisent les tâches domestiques », « Peut-on être chirurgienne dans être une femme ? Peut-on être une agricultrice sans être un agriculteur ? » (« Peut-on être chirurgienne sans être une femme ? Peut-on être une agricultrice sans être un agriculteur ? », in : *Swiss Journal of Sociology*, 31 (3) 2005, pp. 509 et 510). Regula Argast rappelle que l'insertion des femmes dans le foyer et la famille est la principale justification de l'exclusion des femmes de l'activité politique, Regula Argast, *Staatsbürgerschaft und Nation*, Göttingen 2007, p. 87.

dass man sie von der Politik fern hält⁴² ». Ici, les femmes forment un groupe ontologique distinct de celui des hommes ; la définition de leur dignité et les valeurs qui l'établissent sont différentes de celles des hommes. Cette acceptation repose sur la philosophie de Fichte ; il estime que « la femme affirme (et garde) sa dignité d'être humain en devenant un moyen (celui de satisfaire l'homme), en cessant d'être sa propre fin, ce qu'elle fait en toute liberté⁴³ ». Selon Geneviève Fraisse, la femme ne saurait reconnaître son instinct sexuel ; elle en perdrait sa dignité. Par conséquent, « cette dignité de la raison impose à la femme de devenir moyen, ce qui est le « moyen de sa propre fin »⁴⁴ ». Finalement, la dépendance de la femme l'empêche d'être citoyenne et la contraint à déléguer à l'homme sa représentation. Non seulement la dignité des femmes et celle des hommes sont distinctes, déterminée par les caractéristiques sexuées, mais les hommes ont aussi le devoir de protéger la dignité des femmes, menacée par la pratique politique. Ainsi, les femmes ne jouissent pas d'une dignité intrinsèque, composante élémentaire de leur humanité. Leur dignité est définie par leur sexe et à la merci des hommes qui disposent du pouvoir de la leur reconnaître ou de la leur refuser.

Le président de la Confédération, Eduard von Steiger (BE/UDC), refuse, quant à lui, le débat concernant la dignité. « Das Stimmrecht ist nicht eine Frage der Würde. Die Schweizerfrauen haben einen solchen Einfluss auf das öffentliche Leben, seien sie verheiratet oder nicht, und sie haben durch ein undefinierbares geistiges Miterleben auf allen Gebieten schon heute eine derartige Rolle gespielt, dass es vollständig falsch wäre, hier den Ausdruck Würde zu gebrauchen⁴⁵ ». Etonnant tour de passe-passe. Sortie de la guerre, la Suisse reconnaît l'engagement des femmes pour le bien du pays, donc son dévouement pour la patrie au même titre que les hommes. Ce don, cependant, n'induit pas le suffrage féminin, pure pratique politique.

Le concept de dignité met bien évidence les différentes acceptations et représentations, essentialiste et universaliste. Les premières relient la dignité au sexe, alors que la seconde la relie à l'humain. Une confusion de la répartition des tâches entre les sexes a pour conséquence d'effacer la dignité des femmes. Ainsi, la dignité des femmes est intimement liée à son sexe et aux représentations qui en découlent. Par ailleurs, les hommes se reconnaissent comme les défenseurs de la dignité féminine et, indirectement, de la leur. Ce thème apparaît dans le premier

⁴² BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, pp. 287 et 288.

⁴³ Geneviève Fraisse, *Les femmes et leur histoire*, Paris 2010, p. 71.

⁴⁴ J. G. Fichte, *Fondement du droit naturel selon les principes de la doctrine de la science, 1796-1797*, cité par Geneviève Fraisse, *ibid.*

⁴⁵ BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 724.

débat en 1945, mais pour en démontrer son caractère non argumentable. Il est utilisé dans les débats des années 1950, de façon très parcimonieuse. La dignité est probablement un concept trop proche et trop intégré de la définition chrétienne de l'être humain, qu'il soit femme ou homme, et trop délicat à essentialiser. Les hommes pourraient aussi en pâtir.

2.1.3 La liberté

Ce thème est parcimonieusement utilisé par les partisans à partir des années 1950. Les plaidoyers abordant la liberté s'appuie sur les expertises des juristes Max Huber et Werner Kägi selon lesquelles l'absence du suffrage féminin contrevient à la liberté d'expression et à l'état de droit. Tel est le cas d'Alois Grendelmeier (ZH/AdI.), partisan du suffrage féminin. « Zum Schlusse verstösst der heutige Zustand, wie wir ihn in der Schweiz haben, auch gegen das Prinzip der Freiheit. Nach Max Huber ist nur frei, wer an Gesetzen, denen er unterstellt ist, mitwirken kann. Wenn also der heutige Zustand im Widerspruch zum freiheitlichen Prinzip steht, so liegt darin ein weiterer Widerspruch zum Grundsatz einer freiheitlichen Schweiz. Wir dürfen in diesem Zusammenhange nicht von der freiheitlichen Schweiz sprechen, solange die Korrektur nicht vorgenommen worden ist⁴⁶ ». Edgar Woog (ZH/PdT) abonde en ce sens en affirmant que l'exclusion des femmes du droit du vote jure avec l'acceptation helvétique des concepts de liberté, de démocratie et de justice⁴⁷. Lors de la défense de sa motion, Max Arnold (ZH/PSS) précise encore en 1970 que dans la question du suffrage féminin, il ne s'agit pas de l'interprétation d'une disposition matérielle de la Constitution, mais bien d'une question concernant les droits de l'homme et les libertés fondamentales⁴⁸. Il privilégie le caractère universel de la liberté humaine contre l'aspect particulier des femmes. L'hymne à la liberté est également entonnée par Gustave-Laurent Roulin (FR/PDC) qui voit dans les droits civiques le moyen le plus efficace « pour garantir la liberté de la personne humaine ». D'ailleurs, le concept de liberté rejoint celui de dignité dans les prérogatives et les prémisses qu'il implique. « La vraie société sera d'autant plus digne de l'homme qu'elle donnera à la liberté toutes ses chances. Rien n'est neutre en ce domaine et être libre pleinement, c'est avoir le pouvoir et le courage de se déterminer soi-même, de faire des choix et d'assumer ses responsabilités⁴⁹ ».

⁴⁶ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, pp. 533 et 534.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 535.

⁴⁸ BSOAF, Conseil national, 22 juin 1970, p. 432.

⁴⁹ BSOAF, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 275.

A l'issue de la votation de 1971, la présidente de l'Association des paysannes vaudoises, Madame Détraz, reconnaît le même lien entre responsabilité et liberté. Représentante d'un milieu encore fortement imprégné par la tradition, Madame Détraz évoque les qualités de mères, de ces femmes vaudoises, capables de prendre leurs responsabilités lorsque la patrie l'exige, principalement pendant la guerre. « Nous avons été heureuses qu'on le reconnaisse et qu'on nous accorde la liberté de nous exprimer⁵⁰ ». Il est remarquable qu'en 1971, encore, le lien entre reconnaissance et suffrage féminin soit évoqué. Ainsi, selon elle, le souvenir de la guerre et l'engagement des femmes en faveur de la patrie appelle en retour le suffrage féminin. Cette compréhension paraît humiliante à Max Arnold (ZH/PSS) lors de la défense de sa motion en 1970. Un journaliste du *Journal de Genève* relève à ce propos : « Il [Max Arnold] veut que les femmes soient en quelque sorte réhabilitées, et non qu'on leur octroie une égalité, alors qu'elles font partie à part entière de la grande maison nationale⁵¹ ».

2.1.4 L'égalité et l'équité

« Gleichberechtigung ist nur ein anderer, euphemistischer
Ausdruck für Gleichschaltung⁵² »

2.1.4.1 Universalisme et différencialisme

La déconstruction de ces deux concepts est essentielle dans la compréhension des opinions des parlementaires dans la mesure où certains d'entre eux usent des prédicats du différencialisme ontologique pour justifier un universalisme inégal. C'est en 1988 que Joan Scott a mis en évidence l'erreur épistémologique qui consiste à considérer la différence comme l'opposé de l'égalité, alors que ce binôme, égalité/différence, semblait pertinent pour penser l'égalité politique⁵³. Ces deux concepts ont provoqué de nombreuses analyses et discussions parmi les féministes concernant l'ontologie de l'être humain dont les conclusions influencent de façon déterminante les opinions et les prises de position dans le processus de participation à l'activité politique. Symboliquement, Joan Scott estime que « le suffrage féminin signifie la

⁵⁰ *Gazette de Lausanne*, « suffrage féminin : 3 femmes nous parlent. Nous sommes Suissesses, pas seulement Vaudoises... », 30 et 31 janvier 1971, n° 24, p. 21.

⁵¹ *Journal de Genève*, « Le Conseil national écarte la voie de l'interprétation », par J.-S. E., 23 juin 1970, p. 8.

⁵² Karl Wick (LU/PDC), *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 265.

⁵³ « Deconstructing Equality-versus-Difference: or, the Uses of Poststructuralist Theory of Feminism », in : *Feminist Studies*, vol. 14, n° 1, Spring (1988), pp. 33-50.

dissolution de toutes les différences⁵⁴ ». Les féministes universalistes posent la fondamentale identité ontologique entre femmes et hommes. Toutes les différences, qui semblent exister entre les femmes et les hommes, sont construites et ont des origines sociohistoriques. En revanche, pour les féministes différencialistes, les distinctions entre femmes et hommes sont ontologiques. Qu'elles proviennent de la biologie ou des expériences sociohistoriques, elles sont fondamentales et déterminent l'existence sexuée⁵⁵. Or, les transpositions théoriques et pratiques de ces deux concepts en politique aboutissent à des contradictions irréductibles et ne permettent pas d'approcher le but escompté : l'égalité politique. Selon Lorena Parini, l'erreur consiste à utiliser une « dichotomie ontologique [égalité/différence] pour penser un problème politique⁵⁶ ». En effet, les concepts de ressemblance et de différence ontologiques ne sont pas pertinents pour la réflexion politique dans la mesure où l'universalisme politique est censé intégrer la différence. Autrement dit, la différence est une partie intégrante de l'universalisme politique⁵⁷. Comme le rappelle Françoise Collin, le concept d'égalité, développé au XVIII^e siècle, est attribué à des individus abstraits. L'égalité du XX^e siècle, doit ancrer celle-ci sur des individus concrets et différents. « Mais cette égalité [entre femmes et hommes] doit être entendue comme égalité de droits non comme égalisation des identités, [...]. Et doit faire place au jeu des différences individuelles ou collectives sans pour autant les pré-définir. L'espace démocratique est hétérogène et générateur⁵⁸ ». Selon Carole Pateman, il existe un paradoxe irréductible à l'origine de la définition politique des femmes : « Elles ont été incluses et exclues de la sphère politique pour les mêmes raisons⁵⁹ ». Quant à l'équité, elle se réfère au droit naturel de chaque être

⁵⁴ Joan Scott, *Only Paradoxes to offer. French Feminists and the Rights of Man*, Harvard 1998, p. 163. Interprété par nous.

⁵⁵ « Competing feminist visions have taken one side or another of the opposition between the abstract individual (which count women the same as men) and the individual self defined through sexual difference (which insists on their radical unlikeness) » (*Ibid.*, p. 173).

⁵⁶ Lorena Parini, *Le système de genre*, op. cit., p. 101.

⁵⁷ « La confusion conceptuelle entre le niveau politique et ontologique a amené à opposer politiquement les idées d'égalité et de différence alors que ce sont les deux éléments d'un même processus » (*Ibid.*).

⁵⁸ Françoise Collin, « Différence et différend. La question des femmes en philosophie » in : Georges Duby et Michelle Perrot (éd.), *Histoire des femmes. Le XX^e siècle*, Paris 1992, p. 271.

⁵⁹ Interprété par nous. « Unsere Frauenkörper und charakteristischen weiblichen Eigenschaften stellten all das dar, was Staatsbürgerrecht und Gleichheit nicht sind. Die « Staatsbürgerrechte » haben ihre Bedeutung durch den Ausschluss von Frauen gewonnen, das heisst, durch (sexuelle) « Differenz » » (« Gleichheit, Differenz, Unterordnung ». Die Mutterschaftspolitik und die Frauen in ihrer Rolle als Staatsbürgerinnen », in : *Feministische Studien*, 10:1 (1992:Mai), pp. 54-69, ici p. 56).

humain, en fonction de ses caractéristiques propres, indépendamment des conceptions du droit en vigueur dans une société prise en considération⁶⁰.

Ce concept se distend dans son acception, d'une part, philosophique, entre l'abstraction et la réalité, et, d'autre part, juridique, entre la formalité et la matérialité. Ce sont les opposants qui mettent en évidence cette envergure rhétorique.

2.1.4.2 Entre abstraction et réalité

Geneviève Fraisse s'interroge sur la nécessité de recourir à l'abstraction pour résoudre un problème pratique. « Soulignons aussi avec quelle facilité le métaphysique croise le politique dans l'histoire de la représentation de la différence des sexes, comme s'il fallait sans cesse convoquer l'ontologie pour régler une question pratique, comme si on ne voulait pas débattre, en termes politiques, d'une question politique⁶¹ ». Alors que les partisans considèrent le suffrage féminin comme une prérogative élémentaire de la liberté individuelle, le professeur Eduard His s'interroge sur cette question juridique dans un article paru en 1923 dans la *Neue Zürcher Zeitung*. « Das Frauenstimmrecht entspricht äusserlich (formell) der Idee der Gleichheit ; es ist also zu untersuchen, ob es auch materiell gerechtfertigt sei, d. h. ob die politischen, sozialen und kulturellen Verhältnisse es ebenfalls notwendigerweise erfordern⁶² ». Eduard His estime qu'en ce premier tiers du XX^e siècle, les conditions de la société helvétique ne nécessitent pas le suffrage féminin intégral. Il plaide en faveur de la seule éligibilité des femmes. Cette même opinion est illustrée à la fin des années 1950 d'un point de vue philosophique. En 1959, le journaliste Maurice Meylan rappelle que, dans l'abstraction, il n'existe aucune objection recevable contre l'égalité politique entre femmes et hommes. « En revanche, si l'on n'oublie pas que nous vivons non point en Utopie, mais en Suisse, il faut bien tenir compte de nos usages et de nos mœurs⁶³ ». Cette opinion correspond à celle de la majorité de la population à la veille de la première votation. L'apparente inutilité extérieure du suffrage féminin prévaut sur la prérogative universaliste de liberté individuelle. A la veille de la votation de 1971, Jacques-Simon Eggly rappelle la liberté essentielle qui revient aux femmes. « Le chemin, désormais, pour bâtir une

⁶⁰ Selon Réjane Sénac-Slawinski, « l'équité est la notion utilisée pour désigner cette égalité citoyenne qui n'exclut pas les différences mais les intègre » (*L'ordre sexué*, Paris 2007, p. 136).

⁶¹ *Muse de la raison*, op. cit., pp. 260 et 261.

⁶² AFS, E 1, 115, NZZ, 6 février 1923. Une femme au foyer, M. H.-K., prend position sur le suffrage féminin suite à l'article d'Eduard His. Elle se prononce en faveur des droits civiques des femmes au nom de la justice, NZZ « Zum Frauenstimmrecht », von M. H.-K., février 1923.

⁶³ *Gazette de Lausanne*, « Contre le suffrage féminin. Que les femmes commencent à faire leurs classes ! », 28 janvier 1959, n° 22, p. 4.

société qui sache rester humaine, sera gravi par l'homme et la femme côte à côte, comme pour la femme seule, c'est l'affirmation d'une égalité élémentaire, la sérénité d'une dignité reconnue⁶⁴ ».

La majorité des partisans, qui s'exprime dans la presse, parle d'une égalité dont la pertinence n'est plus mise en question. Elle se place au-delà des débats philosophiques pour ne mettre en évidence que la logique de l'égalité civique entre femmes et hommes, et les bénéfices qu'elle en escompte. D'ailleurs, pour Ida Ryter, le refus de l'égalité des femmes repose sur des préjugés coriaces. « Die Abstimmung vom 7. Februar 1971 wird nun zeigen, ob auch bei uns das Vorurteil gegen die Gleichberechtigung aufgehoben wurde⁶⁵ ». La conférence des démocrates-chrétiens romands « estime que le principe d'égalité devant la loi dans un Etat démocratique, la participation de la femme à la vie du pays, sa place dans le monde du travail et les activités sociales et culturelles, ainsi que la situation particulière des femmes seules, militent en faveur du suffrage féminin⁶⁶ ». Quant à l'appel du comité d'action en faveur du suffrage féminin du canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures, il défend résolument l'idée de la nécessité de la participation active des femmes⁶⁷.

Les débats parlementaires traitent abondamment des aspects juridiques et philosophiques de l'égalité. Ce sont principalement les opposants qui recourent à cette abstraction rhétorique. En 1951, Antoine Favre (VS/PDC), propose l'introduction de droits limités pour les femmes. Il estime que la seule éligibilité serait adéquate et appuie son opinion sur l'imprécision de certains concepts juridiques, susceptibles de différentes interprétations. « Si le droit naturel requiert la participation de la femme à la vie publique, il ne postule pas l'égalité politique. Il ne l'exclut évidemment pas non plus⁶⁸ » ! L'étendue de l'interprétation juridique est également utilisée par Hans Nänny (AR/PLR) en 1970 pour confirmer la cohérence de l'exclusion des femmes des droits politiques. « Für mich formuliert Kägi in treffender Weise, dass der Grundsatz der Rechtsgleichheit sei, dass Gleiches und Ungleiches ungleich behandelt werde⁶⁹ ». Dans son expertise, Werner Kägi aborde « la question de savoir quelles différences de fait sont

⁶⁴ *Journal de Genève*, « Une victoire sans bavure », 8 février 1971, p. 6.

⁶⁵ *Appenzeller Zeitung*, « Was man jeder Mutter zutraut... », 1^{er} février 1971, n° 25, p. 3.

⁶⁶ *Gazette de Lausanne*, 26 janvier 1971, n° 20, p. 15.

⁶⁷ *Appenzeller Zeitung*, « Aufruf », 29 janvier 1971, n° 23, p. 3.

⁶⁸ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 527. Sibylle Hardmeier remarque que le développement de la société bourgeoise impose le « fait naturel » au lieu du « droit naturel ». « Anstelle des naturrechtlich sozialen Rechtsbegriffs der Gleichheit setzte sich der anthropologische Begriff der natürlichen Ungleichheit durch » (*Frühe Frauenstimmrechtsbewegung in der Schweiz (1890-1930)*, Zurich 1997, p. 28).

⁶⁹ AFS, E 1070, 1992/87, vol. 32, protocole de la Commission du Conseil des Etats, 21 août 1970.

« essentielles » pour le traitement égal ou inégal des citoyens⁷⁰ ». Il affirme que cette question est soumise à l'interprétation du législateur qui a le devoir d'examiner les « principes de l'organisation juridique et étatique » à chaque changement de génération, et de juger s'ils sont encore adéquats. Werner Kägi se donne ainsi pour tâche de déterminer si la différence sexuelle demeure une différence essentielle qui justifie l'exclusion des femmes du suffrage féminin. Il arrive à la conclusion qu'il subsistera toujours certaines inégalités naturelles entre les femmes et les hommes qui justifient un traitement juridique différent. « Mais, grâce au droit de vote étendu à tous les adultes, la femme, citoyenne active pleinement capable, doit pouvoir à l'avenir, se prononcer, elle aussi, et librement, sur ces inégalités justifiées⁷¹ ». Hans Nänny (AR/PLR) se sent justifié de prendre Werner Kägi à témoin en ce sens que les inégalités de traitement doivent impérativement demeurer présentes dans le droit. Mais il fait complètement abstraction du fait que leur conclusion respective, quant au suffrage féminin, est diamétralement opposée. Hans Nänny (AR/PLR) commet un abus intellectuel en faisant recours à l'expert incontournable qu'est devenu Werner Kägi ; il utilise son autorité et sa renommée tout en soutenant une conclusion contraire à la sienne. En 1957, Karl Wick (LU/PDC) avance des concepts philosophiques pour aboutir à la même exclusion des femmes du droit de vote. « Das Prinzip der Gleichberechtigung bedeutet nicht « Jedem das Gleiche », sondern « Jedem das Seine »⁷² ». L'égalité de droit est à la base même de la démocratie. « Aber da die Natur den Menschen ungleich geschaffen hat, kommen diese natürlichen Unterschiede auch im Rechtsleben zum Ausdruck, denn die Gleichberechtigung von Ungleichen wäre auch wieder unrecht⁷³ ». Il rappelle certains passages des lettres adressées par Cicéron à son fils, publiées sous le titre *De Officiis*, quoique l'expression « à chacun le sien » soit utilisée dans un autre contexte, celui de la propriété foncière⁷⁴. Cette pensée apparaît déjà dans le livre 1. Cicéron démontre les différences de nature qui existent entre les hommes et qui déterminent l'individualité de tout être humain. « Il convient d'avoir égard à tout cela, d'examiner de quoi l'on est capable et de discipliner ses inclinations, non de tenter de faire ce qui n'appartient qu'à d'autres : la manière qui convient le mieux à chacun, c'est celle qui est proprement la sienne. Que chacun donc connaisse ses aptitudes naturelles, qu'il juge sans

⁷⁰ Werner Kägi, *Le droit de la femme suisse à l'égalité politique*. Avis de droit du professeur Werner Kägi, à Zurich, avec une préface du professeur Max Huber, à Zurich, traduction de Bernard Hofstetter, avocat à Genève, 1956, p. 16.

⁷¹ *Ibid.*, p. 66.

⁷² AFS, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil national, 5 novembre 1957, p. 7.

⁷³ BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 727.

⁷⁴ Cicéron, *De Officiis*, livre 2, XXII, traduction de Charles Appuhn, Garnier, Paris 1933.

complaisance ce qu'il peut avoir de bon et ce qu'il a de mauvais ; [...]»⁷⁵. Les conceptions que Karl Wick (LU/PDC) se fait des aptitudes naturelles des femmes et des hommes déterminent nettement leur place et leurs tâches dans la société. Que les femmes revendiquent une égalité qu'il juge disproportionnée les assujettit d'autant plus. « Die Bewegung für die politische Gleichstellung der Frau ist, soweit sie von den Frauen ausgeht, eine Kapitulation vor dem Mann⁷⁶ ». Ainsi les femmes méconnaissent les limites de leur nature et font preuve d'une vanité arrogante. En revendiquant le droit d'agir sur le territoire traditionnellement masculin, elles s'assurent de perdre à tous les coups, leur nature n'étant pas appropriée à se mesurer à celle des hommes. En revanche, si ce sont les hommes qui estiment le moment venu d'étendre le droit des femmes, celui-ci lui semble justifié. Finalement, Karl Wick (LU/PDC) estime que « das Prinzip der Gleichwertigkeit verlangt nur die praktische Anerkennung der andersgearteten Persönlichkeit der Frau. Dies besteht aber schon⁷⁷ ». Karl Wick (LU/PDC) recourt à des considérations philosophiques pour argumenter l'exclusion politique des femmes qu'il voit confirmée et appliquée par le droit.

2.1.4.3 Le nivellement...par le bas

Le principe de l'égalité entraîne avec lui la problématique de l'égalitarisme, du nivellement ou encore de la mise au pas, selon les auteurs, que d'aucuns craignent avec l'instauration du suffrage féminin. Il s'agirait d'une égalité déplacée, inutile ou exagérée, qu'aucun principe ne nécessite ni n'exigent, mais qui, au contraire, instaurerait une perte de repère fondée sur la différence des sexes. Ce sont principalement les opposants qui perçoivent cette menace. En 1923, le professeur Eduard His est le premier à rendre attentif à cet aspect dans un article de presse. « Die Frau scheint aber nicht geeignet zur Ausübung des politischen Stimmrechts, weil sie dadurch notwendigerweise in anderer Richtung psychisch beeinflusst und ausgebildet würde, als wozu sie ihrer Natur nach in unserer Kultur bestimmt ist. Aus diesem Grunde halten wir das Verlangen nach Rechtsgleichheit für materiell als ungerechtfertigt und als ein blosses Begehren nach schematischer Gleichmacherei⁷⁸ ». Cette citation démontre de façon emblématique à quel point l'emprise de la nature des femmes et son rôle social subséquent sont profondément ancrés dans les mœurs helvétiques. De plus, cet égalitarisme a une connotation

⁷⁵ *Ibid.*, livre 1, XXXI.

⁷⁶ AFS, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil national, 5 novembre 1957, p. 7.

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ AFS, E 1, vol. 115, 660, NZZ, 6 février 1923, « Stimmrecht und Wählbarkeit der Frauen ».

fortement négative : il s'agirait d'un acte forcé selon des concepts abstraits qui ne tiennent pas compte des différences. A la fin des années 1950, Karl Wick (LU/PDC) met en garde, à deux reprises, contre l'illusion de l'égalité entre femmes et hommes. Il estime que le principe féminin doit s'exprimer différemment de celui des hommes. Par conséquent, il considère le mouvement pour les droits politiques comme une mise au pas des femmes et non pas comme une revendication de l'égalité de droits⁷⁹. C'est un attrape-nigaud, car les femmes ont finalement tout à y perdre. « Gleichberechtigung ist nur ein anderer, euphemistischer Ausdruck für Gleichschaltung⁸⁰ ». Dans la même séance, Charles Primborgne (GE/PDC) relève cette crainte émise par les opposants. « D'aucuns estiment que par l'octroi du droit de vote on pousse à un nivellement général, voire à une dégradation de la femme. Ils pensent que l'influence indirecte qu'elle peut exercer est bien supérieure⁸¹ ». Il cite le professeur Werner Kägi qui remarque qu'il subsistera toujours des inégalités juridiques entre femmes et hommes. Mais le droit ne sera démocratique qu'à partir du moment où femmes et hommes, en commun, pourront décider de celles-ci. Il en conclut, par conséquent, que « l'égalité politique de la femme n'est pas une revendication dictée par un esprit de nivellement égalitaire⁸² ». En 1951, Kurt Schoch (SH/PLR) remarque que les Suisses ressentent une saine aversion contre ce nivellement. « Ich glaube, dass man die von einem ernstgemeinten Gefühl der Gerechtigkeit geleiteten Bestrebungen mit einem solchen Schlagwort nicht diskriminieren darf. [...] Schliesslich ist doch der Gedanke der Rechtsgleichheit, der in Art. 4 BV verankert ist, nicht der Ausfluss einer öden Gleichmacherei, sondern der Ausfluss eines gesunden schweizerischen Rechtsempfindens⁸³ ». Le sentiment de justice sain et vraiment sincère, balaie l'idée de nivellement qui éclabousse d'opprobre les efforts des partisans. Il est assimilé, ici, à une valeur qui définit l'identité suisse, au même titre que le bon sens ou encore l'équanimité. Il attribue ce sentiment à une nation entière, ultime justification de son bien-fondé. Les sentiments ne sont jamais loin, et Kurt Schoch (SH/PLR) est persuadé que les citoyens suisses sont habités d'une notion de justice saine dont le suffrage féminin ne peut que profiter. En 1970 encore, Ulrich Luder (SO/PLR) rappelle les paroles de Werner Kägi contre

⁷⁹ AFS, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil national, 4 et 5 novembre 1957, p. 7.

⁸⁰ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 265.

⁸¹ *Ibid.*, p. 260.

⁸² *Le droit de la femme suisse à l'égalité politique*, 1956, *op. cit.*, p. 66. Il observe que « partout où l'on revendique l'égalité, il faut examiner très attentivement s'il s'agit de cette véritable égalité qui tend à réaliser la justice ou s'il s'agit de cette fausse égalité qui veut simplement tout niveler, tout aplanir » (*Ibid.*, p. 30).

⁸³ BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 392.

cette idée de nivellement égalitaire⁸⁴. Finalement, deux articles parus dans l'*Appenzeller Zeitung* abordent ce sujet, mais dans une perspective élargie. Le comité d'action en faveur du suffrage féminin du canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures estime que « es geht bei der Einführung des Frauenstimmrechts auf Bundesebene somit nicht so sehr um die Gleichberechtigung oder gar Gleichschaltung von Mann und Frau, sondern viel mehr um die Nutzung heute noch brachliegender positiver Kräfte, um die Weiterführung der in vielen Bereichen bereits verwirklichten und bewährten Partnerschaft und damit um die Ergänzung und Vervollkommnung unserer Demokratie⁸⁵ ». Les réflexions abstraites sur l'égalité et le nivellement ont disparu ; il s'agit désormais de donner concrètement aux femmes la possibilité d'œuvrer de plein droit dans la société. C'est une exigence démocratique dont la démocratie profitera. Le pasteur J. Zollikofer de Rehetobel abonde en ce sens, affirmant que le suffrage féminin est plus qu'un acte de justice ; il est devenu une nécessité. Femmes et hommes doivent désormais partager les droits et les devoirs. Et ce malgré son dégoût pour tout nivellement. « Zudem habe ich heute noch einen Abscheu vor aller Gleichmacherei und Verwischung der besonderen Gaben und Berufungen unter den Menschen⁸⁶ ». Soit que sa perception intime des femmes se soit modifiée, soit qu'il perçoive le besoin d'une plus grande implication des femmes dans la société, le pasteur Zollikofer a changé d'opinion. « Wir sind es ihnen schuldig, sie spüren zu lassen, wie sehr wir sie schätzen und achten ». Le don du suffrage féminin devient une déclaration d'amour, alors que les opposants useraient des mêmes termes pour justifier leur refus !

2.1.4.4 Les femmes victimes

Bien que les partisans du suffrage féminin ne soient pas prolixes sur le thème de l'égalité, Werner Vogt (SO/PSS) définit la double inégalité dont les femmes sont victimes. « Die Schweizerinnen sind Opfer einer doppelten Ungleichheit. Sie sind den Männern des eigenen Landes nicht gleichgestellt, ja, diese verweigern ihnen den Zugang zum öffentlichen Leben ; die Ungleichheit trifft sie aber auch den Ausländerinnen gegenüber, die ihrerseits im Besitz der vollen Bürgerrechte stehen⁸⁷ ». Finalement, en 1970, la grande majorité des parlementaires, mais aussi des citoyens helvétiques, s'aligne sur la conception décrite par Werner Kägi et exprimée par le conseiller fédéral Ludwig von Moos (OW/PDC). « Die Frau ist damit – und das muss hier

⁸⁴ BSOAF, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 273.

⁸⁵ *Appenzeller Zeitung*, « Aufruf », 29 janvier 1971, n° 23, p. 3.

⁸⁶ *Appenzeller Zeitung*, 3 février 1971, n° 27, p. 6.

⁸⁷ BSOAF, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 266.

noch einmal festgehalten werden – einer Rechtsordnung unterworfen, die mitzugestalten sie bisher keine Gelegenheit hatte. Diese rechtliche belangvolle Ungleichheit gilt heute zu beheben⁸⁸».

Le sentiment de nivellement égalitaire à connotation péjorative, que les opposants expriment dans les débats de 1945 et des années 1950, disparaît par la suite. L'idée d'équité, qui doit « corriger l'écart entre le droit positif, fondé sur l'égalité, et la réalité d'« équité naturelle » respectueuse de l'harmonie et des qualités propres à chacun ⁸⁹ », prend le relais. Les parlementaires, cependant, utilisent l'un et l'autre concept de façon indifférenciée.

La quadrilogie justice, dignité, liberté et égalité/équité a suscité le plus de commentaires tout au long des débats parlementaires et publics. Valeurs abstraites censées animer tout esprit attaché aux principes mêmes de la démocratie, elles demeurent néanmoins longtemps impertinentes ou simplement déplacées lorsqu'il s'agit d'appliquer leur plein sens aux femmes. Ces valeurs démocratiques fondamentales sont aussi exprimées selon une rhétorique qui tend à faire dépendre leur envergure abstraite (universelle) à des contingences concrètes. Il existe un décalage du sentiment de justice entre le début des débats et la fin : d'abord, attribuée de façon partielle et partiale, ressentie comme légitime uniquement lorsqu'elle était attribuée aux hommes, le sentiment légitime de justice s'étend aux femmes. Ce sentiment représente la lame de fond qui fait basculer la majorité des citoyens du côté du suffrage féminin au nom de son universalisme qui, désormais, comprend aussi les femmes.

2.1.4.5 Le perfectionnement de la démocratie

Donner son plein sens aux valeurs décrites ci-dessus et les appliquer à tous les êtres humains, sans distinction de sexe, mèneraient à la réalisation des principes démocratiques. Or, la démocratie contient l'inégalité et l'exclusion dans sa lettre même. Selon Geneviève Fraisse, l'égalité universelle, prônée par la démocratie, ne peut être réalisée que dans l'intimité d'un même sexe, de peur d'instaurer une « confusion des sexes », si les femmes y étaient invitées, et de développer une rivalité sexuée. « L'exclusion des femmes à la naissance de la démocratie est une réponse à l'angoisse profonde de l'homme, celle de ne plus trouver en la femme l'autre de lui-même, l'autre qui assure son pouvoir⁹⁰ ». Mais la démocratie contient dans

⁸⁸ BSOAF, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 278.

⁸⁹ Réjane Sénac-Slawinski, *L'ordre sexué*, op. cit., p. 134.

⁹⁰ *Muse de la raison*, op. cit., p. 330. « La rivalité de pouvoir et la règle démocratique apparaissent ainsi comme deux justifications de l'exclusion des femmes de la cité » (*Ibid.*).

son expression même et dans les moyens qu'elle met à disposition des individus, les possibilités de s'exprimer, de revendiquer et de s'individualiser⁹¹. L'entière inclusion des femmes dans la démocratie représente, pour les partisans du suffrage féminin, un perfectionnement et un développement sain et nécessaire. Comme l'exprime le journaliste Daniel E. Margot, en 1971 : « Si elle veut se perfectionner, toute démocratie doit commencer par se plier à ses propres règles. C'est aussi le sort de la plus vieille démocratie du monde⁹² ». Ainsi, pour les partisans, l'instauration du suffrage féminin est considérée comme un acte de justice et d'égalité conforme à l'idée démocratique. Elle complète donc logiquement la démocratie helvétique.

2.1.4.6 Impact du suffrage féminin sur la démocratie

Le vocabulaire utilisé renvoie à différents champs sémantiques ; les partisans parlent de consolidation ou de renforcement (Ausbau) de la démocratie, de perfectionnement (Vervollkommnung) ou encore de développement (Entwicklung). Certains adversaires, quant à eux, n'hésitent pas à parler de suppression (Abbau) de la démocratie en cas d'acceptation du suffrage féminin. L'étendue de l'appréciation personnelle est cependant vaste : de simple postulat des valeurs démocratiques, en passant par la consolidation jusqu'au perfectionnement de la démocratie, l'instauration du suffrage féminin apparaît comme une pierre angulaire de la compréhension de la démocratie du XX^e siècle.

En 1945, à la fin des débats concernant sa motion, Hans Oprecht (ZH/PSS) reproche à Karl Wick (LU/PDC) sa vision surannée de la démocratie qui ne correspond à plus aucune réalité. A l'encontre des forces conservatrices, il rappelle : « Aber die Demokratie hat sich im vergangenen Jahrhundert auch entwickelt. Ich bin der Meinung, unsere Demokratie muss sich weiterentwickeln, speziell nach diesem zweiten Weltkrieg. Daher wird die Demokratie nicht mehr so aussehen, wie sie früher ausgeschaut hat, auch wenn Herr Wick dagegen ist⁹³ ». Lors des débats suivants, deux parlementaires observent l'existence d'une démocratie tronquée puisque la moitié de la population est exclue du pouvoir de décision⁹⁴. Harald Huber (SG/PSS) le rappelle

⁹¹ Geneviève Fraisse estime : « La démocratie est un régime politique, en son principe premier, plus hostile aux femmes que la féodalité ou le libéralisme, mais par son processus même de développement, le mieux en mesure de rendre possible la circulation libre des femmes dans l'espace social, et l'accès égal aux activités et fonctions réservées jusqu'alors aux hommes » (*Ibid.*, pp. 336 et 337).

⁹² *Gazette de Lausanne*, « Votation sur le suffrage féminin – II. Comparaison n'est pas raison », par Daniel E. Margot, 28 janvier 1971, p. 1.

⁹³ *BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 737.

⁹⁴ Il s'agit d'Henri Perret (NE/PSS) et d'Ernst Reinhard (BE/PSS), *BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, resp. pp. 731 et 733.

en 1951 et André Muret (VD/PdT) en 1958⁹⁵. Il n'est peut-être pas anodin de relever qu'Henri Perret (NE/PSS), Ernst Reinhard (BE/PSS) et Harald Huber (SG/PSS) appartiennent au Parti socialiste, alors que le Vaudois André Muret parle au nom du Parti du travail. Ce dernier, d'ailleurs, ne mâche pas ses mots. « Obliger les femmes à payer des impôts sans leur donner le droit de vote, ce n'est pas autre chose qu'une trahison de la démocratie dans un pays où le citoyen a le droit de décider lui-même du régime fiscal⁹⁶ ». Ces affirmations sont cependant osées et peu sont les parlementaires qui les soutiennent. En effet, le conseiller fédéral Ludwig von Moos (OW/PDC) estime que le suffrage féminin représente une consolidation de la démocratie, mais que la démocratie helvétique a des racines bien plus anciennes et plus profondes⁹⁷. Ainsi, sans excès d'humeur, Albert-Edouard Picot (GE/PLS) pense que le suffrage féminin est « un postulat normal de la démocratie du XX^e siècle », et Kurt Schoch (SH/PLR) ajoute laconiquement, qu'aujourd'hui, tout n'est pas en ordre, entendez que la démocratie helvétique souffre d'une lacune⁹⁸. Ces pensées modérées démontrent un sentiment d'inachevé auquel il faut remédier. A la fin des années 1950, les rapporteurs, au Conseil des Etats, Ernst Vaterlaus (ZH/PLR), et au Conseil national, Walther Bringolf (SH/PC), rappellent tous deux les propos de Werner Kägi qui estime que le suffrage féminin est la réalisation complète des valeurs et de l'idée démocratiques⁹⁹. Le suffrage féminin apparaît ici comme la réalisation logique des valeurs fondamentales de la démocratie ; il s'agit, par conséquent, d'un perfectionnement de la démocratie, de la concrétisation la plus complète possible de la pensée démocratique. Il ne suffit plus de se targuer de vivre dans la démocratie la plus étendue, encore faut-il « élever la

⁹⁵ Harald Huber (SG/PSS) explique : « Solange über die Hälfte unserer erwachsenen Schweizer vom Stimm- und Wahlrecht ausgeschlossen sind, haben wir keine Gleichheit und keine volle Demokratie » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 525). Et André Muret (VD/PdT) : « C'est ensuite parce que le suffrage féminin permettra d'élever le niveau d'une démocratie qui n'est encore que partielle et incomplète. Parler de suffrage universel tant qu'il ne s'étend pas aux femmes est un non-sens » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 294).

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ *BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 452.

⁹⁸ *BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, resp. pp. 373 et 392. Kurt Schoch (SH/PLR) ajoute : « Der Gedanke, dass in bezug auf die politische Stellung der Frau in unserer Demokratie heute nicht alles in Ordnung ist, ist nicht etwa nur lebendig bei den ausgesprochenen Vertreterinnen des Frauenstimmrechtes, sondern in weiten Kreisen auch der Männer » (*Ibid.*). Kurt von Arx (ZH/PDC) estime en 1970 : « Die Einführung des Frauenstimm- und Wahlrechts ist eine logische Verwirklichung von Werten, die unserer Bundesverfassung innewohnen » (*BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 449).

⁹⁹ Tous deux citent le même passage du professeur Kägi. « Die politische Gleichberechtigung der Schweizer Frau und damit der Übergang zum Erwachsenenstimmrecht ergibt sich als Gebot der folgerichtigen Verwirklichung der grundlegenden Werte und Ideen unserer schweizerischen Verfassungsordnung, [und] als Forderung nach reinerer Verwirklichung des demokratischen Gedankens durch Anerkennung des Mitbestimmungsrechtes der Frau » (Resp. *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 392 et *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 256).

démocratie au rang qu'elle mérite¹⁰⁰ », soit agir en faveur de la pérennité de cette démocratie choyée. La respecter, c'est aussi se préoccuper de son adéquation avec les réalités conjoncturelles et pratiques. « L'introduzione del voto alle donne in materia federale costituisce un perfezionamento, se non la realizzazione completa o almeno pratica della nostra idea democratica¹⁰¹ ». Donc, réalisation pratique, mais aussi renforcement de la démocratie comme le suggère Adelrich Jacob Schuler (ZH/PDC). Il se reconnaît partisan du suffrage féminin : « Weil ich eine Verbreitung der Basis unserer Demokratie nicht nur als wünschbar, sondern auf lange Sicht als notwendig erachte¹⁰² ». Sentirait-il la démocratie helvétique chancelante ou en perte de légitimité ? Quoi qu'il en soit, il considère l'intégration civique des femmes essentielle à la consolidation et à la légitimité de la démocratie pour le futur¹⁰³. Nombreux sont les parlementaires, d'ailleurs, qui se rallient à l'idée du suffrage féminin dans cette optique : la participation politique active des femmes ne sera pas superflue pour relever les défis qui se présenteront à la Confédération à l'avenir¹⁰⁴. Consolidation face à l'extérieur, peut-être, investissement à l'intérieur, certainement. Les femmes demeurent les éducatrices des futurs citoyens ; les maintenir éloignées de la pratique démocratique en devient un non-sens¹⁰⁵. Autre aspect pratique à ne pas négliger : « Die Vergrösserung des Rekrutierungsfeldes und die Verschärfung des Wettbewerbes bei der Besetzung politischer Ämter ist eine dringende Notwendigkeit¹⁰⁶ ».

¹⁰⁰ Henri Perret (NE/PSS), *BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 730.

¹⁰¹ Alberto Verda (TI/PDC), *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 274.

¹⁰² *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 290.

¹⁰³ Telle est également l'opinion d'Ulrich Götsch (ZH/PSS) : « Die Sicherung der politischen Rechte der Frau, ihrer Autonomie und ihre Personswürde ist zugleich Sicherung unserer demokratischen Zukunft » (*BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 443). Et Kurt von Arx (ZH/PDC) : « Je umfassender diese Berechtigung der Mitsprache und Mitbestimmung ist, desto besser ist die Demokratie verwirklicht » (*BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 449). Les femmes suscitaient un sentiment de stabilité et de pérennité qu'elles pourraient transposer dans la démocratie. Telle est une des suppositions avancées par Yvonne Voegeli pour expliquer l'instauration du suffrage féminin, *Zwischen Hausrat und Rathaus Auseinandersetzungen um die politische Gleichberechtigung der Frauen in der Schweiz 1945-1971*, Zurich 1997, *op. cit.*, p. 671.

¹⁰⁴ Ulrich Götsch (ZH/PSS) affirme : « Allein die volle Mitarbeit der Frauen kann uns jene zusätzliche Begabungen und auch Impulse bringen, deren unsere Demokratie bedarf, wenn sie in ihrer heutigen anspruchsvollen Ausprägung erhalten bleiben soll » (*BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 443).

¹⁰⁵ Selon Adelrich Jacob Schuler (ZH/PDC) : « Ich glaube, dass wir gerade mit der Zuerkennung der politischen Rechte an die Frauen der staatsbürgerlichen Erziehung unserer Jugend einen Dienst erweisen könnten, [...] » (*BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 291). Et Ulrich Götsch (ZH/PSS) : « Da aber nach wie vor den Müttern die entscheidende Erziehungsfunktion zukommt, ist es verhängnisvoll, sie von der demokratischen Mitbestimmung im Staat auszuschliessen » (*BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 443).

¹⁰⁶ *Ibid.* Ulrich Luder (SO/PLR) fait la même observation : « Oft wird auch übersehen, dass bereits in zahlreichen Gemeinden unseres Landes in vermehrtem Masse Ämter nicht mehr besetzt werden können, beispielsweise das Amt eines Gemeindeschreibers ; [...] » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 273). Déjà Armand Droz (FR/PLR) appelle cette ouverture de ses vœux, *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 513.

Outre les difficultés croissantes à trouver des candidats pour les postes administratifs, le vivier politique souffre également de désertion¹⁰⁷.

On le voit, d'abord timidement, puis toujours davantage assumée, l'intégration active des femmes à la vie politique s'impose comme un postulat de la légitimité, du perfectionnement, du respect des valeurs démocratiques et de l'approfondissement de la compréhension extensive de la démocratie¹⁰⁸.

Certains opposants, cependant, voient dans cette même intégration la dégradation, la détérioration, voire la pure et simple élimination de la démocratie. Il s'agit, d'une part, de la vision de deux représentants de cantons à Landsgemeinde et, d'autre par de Karl Wick (LU/PDC). Malgré la délicatesse du projet fédéral, qui respecte l'autonomie et l'indépendance cantonales, les représentants des cantons à Landsgemeinde ressentent la menace diffuse de dissolution et de disparition de la démocratie directe dans son expression ultime et sublime, légataire et exemple historiques. Heinrich Heer (GL/Dém.) rappelle l'origine centenaire de la tradition glaronnaise. L'instauration volontariste du suffrage féminin produirait, non seulement, une rupture du développement harmonieux, logique et organique de la démocratie, mais aussi la disparition de ce vestige historique amoureusement conservé. « Das Frauenstimm- und Wahlrecht würde für unsere heutige direkte Demokratie nicht einen Ausbau, sondern einen Abbau demokratischer Rechte mit sich bringen¹⁰⁹ ». La Landsgemeinde, supplante ici tant l'union confédérale, dans son esprit fédéraliste, que l'expression juste des valeurs démocratiques étendue à toutes les citoyennes et à tous les citoyens du pays. En 1970, encore, Hans Nänny (AR/PLR), sans s'opposer au suffrage féminin, s'abstient pour les mêmes raisons¹¹⁰.

Le Lucernois Karl Wick (PDC) a de tout temps été opposé au suffrage féminin (il a siégé 32 ans au Conseil national) ; son refus acharné provient de réflexions plus complexes. Le suffrage féminin apparaît souvent comme le bouc-émissaire d'une personnalité profondément traditionnaliste, fédéraliste et réactionnaire. Harald Huber (SG/PSS) contre la vision de Karl

¹⁰⁷ Ferruccio Bolla (TI/PLR) demande : « [...], sommes-nous si riches en hommes politiques pour renoncer à une répartition judicieuse de notre travail ? » (*BSOAF*, 23 septembre 1970, p. 267). Emil Wipfli (UR/PDC) remarque déjà en 1957 : « Abgesehen von den grossen Verdiensten, die sich die Frauen während der letzten beiden Kriege erworben haben, ist auch zu bedenken, dass wir die Frauen heute in der öffentlichen Verwaltung brauchen » (*AFS*, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil des Etats, 8-10 juillet 1957, p. 15).

¹⁰⁸ « Die Forderung nach Autonomie der Person und der Gruppe, nach Mitbestimmungs- und Mitspracherechten auf allen Stufen haben die Entwicklung eines vertieften Demokratieverständnisses gefördert » (*Ibid.*).

¹⁰⁹ *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 402.

¹¹⁰ Il dit se résigner face à l'acceptation certaine du suffrage féminin, tout en reconnaissant la pertinence de la majorité des arguments qui plaident en sa faveur, *BSOAF*, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, pp. 271 et 272.

Wick : « Die Einführung des Frauenstimmrechtes wäre nicht eine Verflachung der Demokratie, wie Herr Wick gesagt hat, sondern wir würden wertvollen Kräften den Eintritt in das öffentliche Leben erst ermöglichen¹¹¹ ». « Verflachung », mais aussi, « Verarmung des Staates », « Verabsolutierung der Demokratie », « Übertreibung », enfin, le suffrage féminin entraînerait une « nivellierende Demokratie¹¹² ». Il estime qu'il faut mettre des limites à la démocratie¹¹³ ; toute exagération la menace de destruction¹¹⁴. Par ailleurs, la société ne s'épuise pas dans l'Etat¹¹⁵. Il est essentiel de maintenir une puissance concurrentielle hors de l'Etat qui puisse l'équilibrer. Il attribue aux femmes ce devoir. « Der Ausschluss der Frau vom Stimmrecht ist eine wohltätige Korrektur gegenüber einer vollen Politisierung unseres Landes¹¹⁶ ». Finalement, le suffrage féminin ne constitue, à ses yeux, qu'une sur-démocratisation¹¹⁷ dangereuse, pour la nature féminine, et inutile, pour l'Etat. « Der Ausbau der Demokratie geht in diesem Fall auf Kosten der Frau¹¹⁸ ». Il ne s'agit donc plus d'un perfectionnement, mais de la destruction d'une entité équilibrante pour la nation, et, par voie de conséquence, de la nature féminine.

2.1.4.7 La concurrence entre les sexes

A l'exemple de Fridolin Störi, en 1929, certaines personnes considèrent la concurrence féminine, tant économique que politique, comme déloyale. Par conséquent, il est nécessaire, selon ce point de vue, de maintenir les femmes éloignées de toute possibilité d'entrer en concurrence avec les hommes¹¹⁹. Il est piquant de constater les convictions diamétralement

¹¹¹ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 525.

¹¹² « Eine völlige Gleichschaltung von Mann und Frau in Form einer alles nivellierenden Demokratie wäre eine Verarmung unseres Staates » et « Das Frauenstimmrecht ist wohl eine Konsequenz einer fortschreitender Verabsolutierung der Demokratie » (BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 520).

¹¹³ « Auch die Demokratie muss ihre Grenzen haben, genau wie der Staat » (BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 264).

¹¹⁴ Il cite Alexis de Tocqueville : « Alle politischen Systeme gehen an ihren Übertreibung zugrunde » ; le suffrage féminin mène également « zu einer ungesunden Aufblähung des Staates, [...] » (*Ibid.*).

¹¹⁵ « [...], die Gesellschaft erschöpft sich nicht im Staat » (*Ibid.*).

¹¹⁶ *Ibid.*

¹¹⁷ Le suffrage féminin est aussi « eine uferlose Expansion der Demokratie », *ibid.* En 1945, il écrivait : « Man kann einen Staat auch zutode demokratisieren » (BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 728).

¹¹⁸ AFS, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole des délibérations de la Commission du Conseil national chargée d'examiner le Message du CF concernant l'institution du suffrage féminin en matière fédérale, 4 et 5 novembre 1957. En 1958, il précise encore : « Volle Gleichberechtigung der Frau mit dem Manne heisst nur rechtliche Festlegung des vollen politischen und wirtschaftlichen Konkurrenzkampfes zwischen Mann und Frau, heisst nur, den ewig anhängigen Prozess der Geschlechter auf Kosten der Frau zu erhöhter Spannung führen » (BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 265).

¹¹⁹ « Oder spricht es etwas für die Frauen, wenn Tausende von Männern-Stimmberechtigten mit 35 Jahren in offiziellen Verwaltungen und privaten Betrieben eben wegen obiger weiblicher Schmutz-Konkurrenz als zu alt, weil militärpflichtig als nicht erwünscht, betrachtet werden ? » (AFS, E 1070, 1000/34, vol. 70, Petition Fridolin Störi, Fridolin Störi-Frattini, in Basel, vom 16. Juli 1929, Petition gegen das Frauenstimmrecht, p. 2).

opposées concernant la concurrence entre femmes et hommes : alors qu'Ulrich Götsch (ZH/PSS) l'appelle de ses vœux en insistant sur sa nécessité, Karl Wick (LU/PDC) la repousse farouchement alléguant la disparité des forces, la suprématie évidente et inévitable des hommes sur les femmes, et, par conséquence, l'anéantissement de « la femme ». Les représentations induisant les convictions et les réflexions de l'une et de l'autre reposent sur des bases tout aussi opposées qui produisent un tel écartèlement idéologique. Les réflexions de Karl Wick (LU/PDC) donnent lieu, par ailleurs, à des digressions extensives qui exposent ses convictions en matière politique, économique et sexuelle.

Pour la majorité des parlementaires, le suffrage féminin représente, en fin de compte, l'aboutissement, le développement et le perfectionnement de l'idée et des valeurs démocratiques. Non seulement il permettrait d'approcher, si ce n'est de réaliser, l'idéal démocratique, mais également de corriger certaines déviations frisant l'absurdité dans la pratique, comme l'éducation démocratique de la progéniture, la concurrence professionnelle, ou encore l'abstentionnisme croissant.

2.1.4.8 Le suffrage féminin et l'abstentionnisme masculin

Le suffrage féminin donne lieu à de nombreuses digressions concernant la démocratie directe helvétique, notamment au sujet du suffrage universel, entendez le suffrage masculin. De nombreux parlementaires se plaignent de l'intérêt médiocre que les citoyens semblent porter aux affaires de l'Etat qui se traduit par un taux d'abstention aux votations, parfois, alarmant. Telle est la constatation de Harald Huber (SG/PSS), en 1951 : « Es gibt Männer, die sich leider Gottes um das politische Leben der Schweiz keinen Pfifferling kümmern und bei den Urnengängen durch Abwesenheit glänzen¹²⁰ ». Dans ces conditions, quel crédit attribué à la volonté populaire ? Certains voient dans le suffrage féminin une impulsion favorable au retournement de la situation, comme Jean Bourgknecht (FR/PDC), en 1957. « On peut espérer que la participation du corps électoral féminin sera pour l'électeur masculin un stimulant qui le ramènera aux urnes¹²¹ ». Et

¹²⁰ *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 523. E. Jakob Kägi (ZH/PSS) rappelle que parfois moins de 50% des électeurs prend part aux votations. Et Ernst Reinhard (BE/PSS) : « [...] ich könnte Wahlen im Kanton Bern nennen, bei denen ein Regierungsrat mit 15% der Stimmberechtigten gewählt worden ist, könnte Gemeindeabstimmungen in Bern nennen, bei denen 7% der Wähler an die Urne gegangen sind » (*BSOAF*, 12 décembre 1945, resp. pp. 732 et 733).

¹²¹ *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 401. Le conseiller fédéral Markus Feldmann (BE/UDC) explique : « Man kann sich auch auf der andern Seite sehr wohl vorstellen, dass mit der politischen Gleichberechtigung der Frau unser politisches Leben auch einen frischen Impuls erhalten könnte » (*BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 300).

Carl Miville (BS/PSS) de suggérer malicieusement, en 1945 : « Aber sicher ist, dass die Stimmfaulheit überwunden wird, denn gerade die Gegner des Frauenstimmrechtes werden sich wieder an die Urne bemühen ; wir hätten dann nicht so beschämende Abstimmungsergebnisse festzustellen, wie das in den letzten Jahren oft der Fall war¹²² ». En 1958, Rudolf Gnägi (BE/UDC) estime, au contraire, qu'avec l'instauration du suffrage féminin, la participation diminuerait. « Eine Auswirkung scheint mir auf Grund der Botschaft sicher zu sein, nämlich die, dass die Stimmbeteiligung mit der Einführung des Frauenstimmrechtes noch geringer werden wird¹²³ ». Serait-ce le résultat de la perte de prestige d'un droit auparavant détenu exclusivement par des citoyens privilégiés¹²⁴ ? Ou les citoyens se déchargeraient-ils d'autant plus de leurs responsabilités à mesure que les femmes obtiennent le droit de s'investir davantage ? Ce dernier aspect est mis en exergue par deux parlementaires qui regrettent vivement l'abstentionnisme masculin sans préjuger des effets du suffrage féminin¹²⁵. En 1970, René Felber (NE/PSS), se référant à la faible participation féminine lors des votations communales et cantonales, clôt cet aspect du débat de façon plaisante. « Ce n'est pas au moment où nous nous préoccupons tous du phénomène général de l'abstentionnisme que nous pouvons retenir une telle objection. Le phénomène, en effet, n'est pas strictement féminin, ce qui tend à prouver, si besoin est, que les femmes sont en tout les égales des hommes, même dans les fautes civiques¹²⁶ ».

2.2 Le sentiment religieux

A côté des valeurs démocratiques analysées ci-dessus, le sentiment religieux est également un aspect qui balise le champ sémantique de l'affect et du ressenti personnel. Ce sont des convictions qui enfoncent leurs racines dans une culture communément partagée et dont les fondements obtiennent le consensus général. Là aussi, cependant, certaines interprétations

¹²² BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 736.

¹²³ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 268 et AFS, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil national, 4 novembre 1957, p. 12.

¹²⁴ Ulrich Beck et Elisabeth Beck-Gernsheim mettent en évidence la présence inversement proportionnelle des femmes dans un champ à connotation hautement valorisée : « Je zentraler ein Bereich für die Gesellschaft (definiert) ist, je mächtiger eine Gruppe, desto weniger sind Frauen vertreten ; und umgekehrt [...] » (*Das ganz normale Chaos der Liebe*, Frankfurt a/M. 1990, cité par Regina Wecker, Brigitte Studer, Gaby Sutter, *Die « schutzbedürftige » Frau. Zur Konstruktion von Geschlecht durch Mutterschaftsversicherung, Nachtarbeitsverbot und Sonderschutzgesetzgebung*, Zürich 2001, p. 17).

¹²⁵ Adelrich Jacob Schuler (ZH/PDC) : « Aber es geht doch bei der Stimmbeteiligung nicht um ein statistisches Problem, sondern wir bedauern die schlechte Beteiligung deshalb, weil dadurch ein Teil der Aktivbürger sich der Verantwortung entzieht und ein immer kleinerer Teil für die politischen Entscheidungen verantwortlich zeichnet » (BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 291). Et Jean-Jacques Cevey (VD/PLR) exprime son dépit face à l'irresponsabilité civique des hommes : « [...], heureux de pouvoir ainsi se laver les mains à propos de tout ce qui pourrait engager un tant soit peu leur responsabilité, [...] » (BSOAF, Conseil national, 23 juin 1970, p. 444).

¹²⁶ BSOAF, Conseil national, 23 juin 1970, p. 448.

particulières peuvent aboutir à des positions opposées. Contrairement aux valeurs démocratiques, qui ont un effet agissant principalement dans le champ politique, le sentiment religieux relève, à l'époque qui nous intéresse, de la sphère privée.

2.2.1 Les références bibliques

La pratique et l'opinion des instances religieuses réformées et catholiques sont mentionnées dans la mesure où elles instaurent l'égalité des sexes au sein de l'église. Selon certaines votations, les représentants ecclésiastiques se montrent ouverts à une participation active des femmes, contrairement aux citoyens qui renâclent¹²⁷. Etonnant, puisque l'église semble le lieu privilégié où les femmes peuvent mettre en œuvre leurs aptitudes particulières pour le bien de la communauté. Cette obstination dans le refus symbolise probablement la perte du premier bastion masculin. Les opposants au suffrage féminin pourraient se référer aux préceptes de l'apôtre Paul pour justifier la situation des femmes dans la société. Le Message du Conseil fédéral y fait référence et reconnaît qu'ils sont utilisés par les opposants¹²⁸. Rares sont cependant ces citations. Ses préceptes apparaissent probablement trop sexistes et quelque peu désuets. Les partisans, quant à eux, rappellent le principe fondamental de l'enseignement biblique, soit celui de l'égale dignité entre femmes et hommes dans la pensée chrétienne¹²⁹.

Toutes les références bibliques des partisans, issues des débats parlementaires, aboutissent soit à la reconnaissance de l'égalité foncière entre femmes et hommes, qui est une affirmation

¹²⁷ De nombreuses votations au sein des paroisses démontrent le refus des paroissiens à attribuer aux femmes une responsabilité et une activité dirigeante accrues au sein des églises. Lotti Ruckstuhl énumère toutes les votations ayant eu lieu dans les cantons, notamment celles concernant le droit de vote et d'éligibilité en matière religieuse, *Vers la majorité politique*, 1990, *op. cit.*, pp. 303-315.

¹²⁸ « Les arguments d'ordre religieux que l'on avance pour défendre ou combattre l'idée du suffrage féminin méritent une attention particulière. Les adversaires du suffrage féminin invoquent surtout la parole bien connue de l'apôtre Paul: « Comme dans toutes les Eglises des saints, que les femmes se taisent dans vos assemblées ; il ne leur est pas permis d'y parler, mais elles doivent être soumises, comme aussi la loi le dit. Si elles désirent s'instruire sur quelque chose, que chacune d'elles interroge son mari à la maison ; car il n'est pas convenable pour une femme de parler dans l'Eglise » (1 Corinthiens 14: 34 à 35) » (« Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur l'institution du suffrage féminin en matière fédérale », in : *Feuille fédérale*, n° 1, 10, 3 juillet 1957, pp. 693-825, ici p. 775.

¹²⁹ « La Bible souligne d'abord l'entière dignité humaine de la femme, qui n'est jamais décrite comme un être inférieur. Au contraire, la femme a été donnée à l'homme pour être une aide « semblable à lui ». On peut à juste titre parler d'égalité devant Dieu : égalité dans la création, égalité dans les fautes et dans sa condamnation, égalité enfin dans le salut offert en Christ à toute femme comme à tout homme » (*Gazette de Lausanne*, « Suffrage féminin : la Bible éclaire-t-elle notre choix ? », par J.-D. Robert, 31 janvier et 1^{er} février 1959, n°25, p. 1). Jean-Jacques Cevey (VD/PLR) rappelle encore en 1970 qu'opposants et partisans invoquent des textes bibliques pour argumenter leurs positions réciproques antagonistes, *BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 446.

chrétienne¹³⁰, soit à la réfutation des préceptes de saint Paul. La tutelle des prêtres sur les femmes, idées largement répandue, n'est pas abordée dans les débats parlementaires¹³¹.

L'exhortation du pape Pie XII aux organisations féminines italiennes en 1945¹³² a retenu l'attention tant de la Ligue des femmes catholiques que de Hans Oprecht. Bien que le discours de Pie XII insiste sur l'importance de l'engagement des femmes dans la famille et dans les relations sociales, il indique, cependant, que la meilleure façon de mener à bien cette mission est la participation active à la vie politique. Ce message encourage les femmes catholiques suisses à consacrer deux brochures¹³³ à cette question. L'une paraît en 1946, mais la seconde n'obtient pas l'aval du protecteur de la Ligue, l'évêque Franziskus von Streng, ce qui entraîne la démission de Hilde Vèrène Borsinger, rédactrice de la revue *Die Schweizerin*. Ces circonstances font penser qu'un malentendu et un profond désaccord existent encore entre les représentantes de la Ligue des femmes catholiques et certaines personnes de la hiérarchie catholique concernant la question du suffrage féminin. Lors de la défense de son postulat, en 1945, Hans Oprecht (ZH/PSS) clôt son discours en rappelant l'appel du pape aux femmes dont le devoir est de s'engager aux côtés des hommes pour le bien de la communauté¹³⁴. Paradoxe piquant, les citoyens zurichois, canton d'origine de Hans Oprecht, refusèrent longtemps aux femmes le droit de s'engager activement dans l'église réformée, alors que l'église catholique, plus conservatrice, franchit un pas supplémentaire par l'entremise de son représentant spirituel supérieur. Et spécificité toute helvétique, Ernst Bärtschi (BE/PLR) détaille fièrement les possibilités offertes aux femmes par son canton d'origine, Berne, de s'engager dans la vie politique de la communauté et dans l'église. « Es ist überraum zu bedauern, dass dieser Weg nicht allgemein begangen wird¹³⁵ ». Même s'il est majoritairement reconnu qu'« en tant que personne humaine, la femme est certainement l'égale de l'homme », et ceci grâce au christianisme, la distance entre une participation active dans

¹³⁰ BSOAF, Antoine Favre (VS/PDC), Conseil national, 13 juin 1951, p. 527.

¹³¹ Cet aspect est rapporté par un journal tessinois, *Il Dovere*, à propos des débats sur la Constituante du Tessin en 1921, AFS, E 1, vol. 115, Commissione de la Costituente, seduta del 1^{er} Agosto 1921, *Il Dovere*, « Il diritto di voto alle donne », 2 août 1921. Geneviève Fraisse remarque : « L'image fréquente est celle de l'opposition entre l'homme nouveau, laïc et républicain, et la femme ignorante, pètrie de religiosité ; à qui l'homme refuse l'égalité démocratique (le droit de vote notamment) par peur de son conservatisme intellectuel et moral » (*Muse de la raison*, op. cit., p. 334).

¹³² *Acta apotolica sedie*, vol. XXXVII, 1945, cité dans le Message du Conseil fédéral aux Chambres fédérales..., 3 juillet 1957, p. 776.

¹³³ La première brochure, *Wollen wir Frauen das Frauenstimmrecht ?*, expose les raisons qui s'opposent au suffrage féminin, alors que la seconde aurait dû aborder, de façon extensive, le discours de Pie XII, Lotti Ruckstuhl, *Vers la majorité politique*, op. cit., pp. 58 et 59.

¹³⁴ BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 723.

¹³⁵ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 537.

l'église et le suffrage féminin peut paraître grande. Il s'agit pourtant du même chemin à franchir, l'acceptation de laisser agir l'autre sexe de façon différente. Deux défis que Jean Gressot (BE/PDC) explicite dans un esprit différentialiste. « En vertu du principe d'égalité, il faut reconnaître à la femme les mêmes droits qu'à l'homme, mais en vertu du principe de différenciation, la femme exercera ses droits de manière différente de l'homme¹³⁶ ». Alors qu'il estime que la dignité de la femme est attestée par l'église, la différence qui subsiste entre femmes et hommes l'est par la médecine. Ame contre corps ? Indice intéressant, il cite encore le père Sertillanges, grand écrivain catholique français : « Si nous voulons un jour vaincre la dureté de la vie qui opprime tant de nos frères et cette misère sociale, il ne sera pas inutile d'associer dans la recherche des mesures à prendre, à l'homme qui fournira le regard, la femme qui fournira l'instinct ». L'œil, miroir de l'âme et regard sur l'intelligence, et l'instinct, réaction impulsive irraisonnée. « Il n'est pas sûr », a dit quelqu'un, « qu'il y ait une case de moins dans son intelligence ; mais il est certain que la femme a une fibre de plus dans son cœur. Là où l'homme passe sans s'émouvoir, elle éprouve, elle, de grands frémissements que l'Evangile attribue au Sauveur en face des souffrances humaines »¹³⁷ ». Cette citation, que Jean Gressot (BE/PDC) reprend à son compte, distingue la raison, attribuée à l'homme, de l'instinct et du sentiment, plutôt féminins, dont l'exemple est donné par la vie du Christ et ses souffrances. Les femmes sont ainsi plus proches des préceptes religieux et de leur mise en application. Femmes sous la tutelle des prêtres ou messagères de la bonne parole dans la rugosité de la politique ? Tout dépend du point de vue. Egalité, oui, pour Jean Gressot (BE/PDC), mais complémentaire dont l'application entraînera des différences. Cet aspect n'est plus mentionné dans la suite des débats. Au contraire, Leo Lejeune (BL/PSS) raille les craintes ménagères de certains hommes. « Ferner darf ich feststellen, dass wir Männer nicht ein einziges Mittagessen zu spät erhalten haben, weil die Frauen nun in Kirchen Politik machen¹³⁸ ». Willy Sauser (ZH/PEV) reconnaît que certains peuvent s'opposer au suffrage féminin en toute bonne foi en vertu des paroles de saint Paul. Dans une politique laïcisée, cependant, les convictions religieuses n'ont pas leur place. « Es ist wohl hier nicht der richtige Ort, sich mit solchen Anschauungen theologisch auseinanderzusetzen¹³⁹ ». Quant à Carlos Grosjean (NE/PLR), il porte un regard sévère sur saint Paul tout en s'abandonnant

¹³⁶ Toutes les citations de Jean Gressot (BE/PDC) sont issues de *BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 735.

¹³⁷ *Ibid.*

¹³⁸ *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 286.

¹³⁹ *Ibid.*, p. 277.

à l'humour. « Le Moyen Age, tout inspiré d'une morale issue de saint Paul, ne va pas corriger cette injustice, car saint Paul, il faut le dire, est misogyne et ses éthiques rigoureuses dédiées à l'homme. Le théologien se posera gravement la question de savoir si la femme a une âme, je dois dire que, personnellement, je n'ai pas encore résolu ce problème ! Il faudrait donc un quarteron de Plutarque ou un dizain de Brantômes [sic] pour tirer la femme de son état d'infériorité¹⁴⁰ ». Ce maintien séculaire dans un état d'infériorité, en se référant aux préceptes religieux, trahit sans doute une certaine crainte des hommes de se voir supplanter par les femmes. Paul Aebischer (BE/PEV) s'y réfère tout en ironisant. « Sie sehen, dass das früher an die Wand gemalte Schreckgespenst der Suffragette schon ganz verblasst ist und die Angst, die Frauen könnten in ihrer Mehrheit (in der Stadt Bern sind von 108 000 Stimmberechtigten 62 000 Frauen und nur 46 000 Männer) den Männern einmal das Stimm- und Wahlrecht entziehen, unbegründet ist, sonst könnten wir ja dann Zuflucht nehmen zu der Römer Konvention der Menschenrechte¹⁴¹ ». La suprématie quantitative des femmes accompagne l'autre grande crainte que définit Leo Lejeune (BL/PSS). « Ich stelle so fest, dass man in der evangelisch-reformierten Kirche seit langen Jahren Erfahrungen gesammelt hat. Die Frauen nehmen mindestens so aktiv am kirchlich-politischen Leben teil, sie sind aber dadurch keine « kirchlichen Mann-Weiber » geworden¹⁴² ». Il aborde, dans ce champ sémantique, la problématique de la confusion des sexes dont la crainte est exprimée par les parlementaires en relation avec la thématique de la nature.

Comme le reconnaît Willy Sauser (ZH/PEV), l'émancipation des femmes ne pouvait se concrétiser que dans la culture chrétienne¹⁴³. Même si certaines références bibliques servent la cause des opposants, le message chrétien assure aux femmes l'égale dignité et une complémentarité susceptibles de se développer au fil du temps. Le thème de la religion et des Ecritures Saintes est utilisé tant par les opposants que les partisans. L'adaptation de ce message au présent et l'intégration progressive des femmes dans les églises leur ouvrent la voie d'une intégration plus complète. La nature féminine est, cependant, fortement associée à la culture religieuse, selon l'adage « les femmes font les mœurs¹⁴⁴ ». Ce thème permet de façon privilégiée de se représenter une intégration des femmes dans certaines sphères, jusque-là réservées aux

¹⁴⁰ BSOAF, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 276.

¹⁴¹ BSOAF, Conseil national, 23 juin 1970, pp. 446 et 447.

¹⁴² BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 286.

¹⁴³ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 277.

¹⁴⁴ Geneviève Fraisse estime que ce mécanisme de répartition des mœurs et des lois entre femmes et hommes demeurent vivace : « les femmes semblent toujours être responsables des mœurs tandis que les hommes continuent à faire les lois » (*Muse de la raison, op. cit.*, p. 337). Cette distinction semblait être une condition de l'intégration des femmes dans la démocratie.

hommes, au nom de la dignité, tout en assurant fermement une complémentarité sexuée, au nom des différences « naturelles » entre femmes et hommes. Les arguments afférents à cette thématique abordent des aspects qui seront développés ultérieurement avec plus d'envergure : la crainte de la suprématie quantitative féminine et celle de la confusion des sexes. Finalement, ce thème argumentatif disparaît à la fin des années 1950 ; il semble inapproprié à légitimer ou, au contraire, à contrecarrer l'exclusion des femmes des droits politiques.

Les valeurs fondamentales, issues d'une culture partagée par tous les parlementaires, suscitent des émotions divergentes lorsque celles-ci sont pensées au féminin. Bien que caractérisées de fondamentales, et donc applicables à tout être humain, leur analyse dans les discours permet de déceler l'aspect émotif qui remet en cause leur validité si elles devaient être réellement concédées aux femmes. Pour certains parlementaires, le particularisme supprime l'universalisme et démontre de façon éclatante l'emprise de l'émotion sur des valeurs dites fondamentales et imprescriptibles.

Simultanément, un autre argument fait couler beaucoup d'encre. Il s'agit de l'exemple donné et du regard porté par l'étranger. D'une part, il semble se rapprocher de la quadrilogie susmentionnée (justice/équité, dignité, liberté et égalité) dans la mesure où ces pays étrangers ont su reconnaître chez les femmes et appliquer de façon conséquente ces valeurs fondamentales. D'autre part, cependant, ces exemples concrets ne sont le plus souvent mentionnés que pour en relever, justement, leur impertinence. Il en ressort néanmoins un certain malaise. Gêne non assumée s'exprimant comme une mauvaise conscience qui prétend expliquer l'absence de suffrage féminin en Suisse par l'impossible comparaison entre la Suisse et les autres ? Ou sentiment de supériorité et de perfection qui se gausse de l'étranger, mais démontre, malgré tout, inlassablement, les raisons des distinctions irréductibles ? Il s'agit, dans tous les cas, d'une reconnaissance implicite de l'application d'une égalité foncière entre femmes et hommes que les Helvètes n'ont pas voulue à leur tour au nom d'une différence, du « Sonderfall » suisse. Même si cet argument amplement débattu se révèle la plupart du temps non judicieux, il est toujours là, comme une antienne entêtante.

3 Les femmes dans la société

Les arguments issus de cette thématique représentent un baromètre particulièrement intéressant de l'avancement de l'idée du suffrage féminin dans les esprits. Cette partie aborde l'exemple de l'étranger en matière de suffrage féminin et l'accroissement de la visibilité des femmes dans la société helvétique. Ces deux aspects sont utilisés par les partisans pour défendre l'instauration du suffrage féminin. De plus, ils exercent une pression implicite et décisive en faveur de celui-ci.

3.1 Les exemples et le regard de l'étranger

Dans l'ensemble, les expériences récoltées à l'étranger sont favorables au suffrage féminin. Tout au moins, aucun fait rédhibitoire ne peut alimenter le scepticisme helvétique. Même si certains auteurs reprochent aux femmes de ne pas en faire assez, de ne pas modifier le cours de la politique, cette constatation ne joue pas en défaveur du suffrage féminin. Au contraire, si les femmes avaient effectivement marqué la politique, les adversaires disposeraient d'un argument de poids contre le suffrage féminin si l'influence eût été négative. Ces deux aspects sont utilisés tant par les opposants que par les partisans avec des conséquences contradictoires. Lorsque les partisans affirment qu'avec l'introduction du suffrage féminin, rien ne changera, les opposants leur démontrent alors son inutilité. Si, au contraire, les premiers espèrent des changements, les seconds leur répondent que ce ne sont que des illusions. Et, fondamentalement, ils ne désirent pas de modifications. Il n'est pas étonnant que les regards helvétiques lorgnent vers l'étranger ; les premiers acquis civiques des femmes se réalisent d'abord hors des frontières helvétiques¹.

1

Pays	Les femmes au Parlement		Capacité politique	Capacité civile (femmes mariées)
	Année d'élection	% femmes		
Finlande	1991	38.5	1906	1919
Norvège	1989	35.7	1913	1888
Suède	1991	33.8	1921	1920
Danemark	1990	33	1915	1925
Pays-Bas	1989	25.3	1919	1956
Islande	1991	23.8	1915	1923
Autriche	1990	21.8	1918	1811
Allemagne (fédérale)	1987	15.3	1919	1896
Allemagne réunifiée (1990)		20.5		
Espagne	1989	14.6	1931	1975

3.1.1 La Suisse est incomparable

Bien que les arguments traitant de regard et des expériences de l'étranger soient abondamment traités, ils apparaissent comme des arguments en creux. En effet, la majorité des parlementaires réfute la possibilité même d'une comparaison pertinente entre la Suisse et les pays étrangers en matière de suffrage féminin. Et tant opposants et que partisans s'accordent sur l'impossibilité d'une quelconque analogie. Claude Jannoud, journaliste au *Figaro*, considère ce point de vue comme un prétexte pour ne pas avouer d'autres raisons. « Naturellement cette argumentation est peu convaincante dans la mesure où elle suppose que les femmes ont des capacités moindres que les hommes² ». Mais pour le conseiller fédéral Markus Feldmann (BE/UDC) la comparaison est impossible : « Die Schweiz als stark Referendumsdemokratie mit allen Vorzügen, aber auch allen Erschwerungen, ist ein Sonderfall auch in der Frage des Frauenstimm- und Wahlrechtes³ ». Cette thématique préoccupe néanmoins les parlementaires dans la mesure où ils paraissent souvent vouloir justifier la position helvétique. Quoi qu'il en soit, la Suisse est incomparable pour plusieurs raisons. D'abord, certains parlementaires mettent en exergue la façon dont le suffrage féminin fut instauré dans les autres pays et comme il doit l'être en Suisse. Carlos Grosjean (NE/PLR) l'explique de façon piquante, en 1970. « Mais il n'en demeure pas moins que dans l'histoire universelle, il y a peu de peuples qui, par le suffrage – par le suffrage masculin – auront donné à la femme cette égalité de traitement. On m'objectera peut-être que de nombreux pays avant le nôtre ont donné à la femme le droit d'éligibilité et le droit de vote. En réalité, je rappellerai que c'est par l'intermédiaire des parlements, c'est-à-dire une oligarchie, que les femmes ont acquis ces droits dans les pays qui nous entourent. Aurait-on vu les Français dans leur majorité masculine, les Italiens, les Slaves et les citoyens des pays

Suisse	1987	14	1971	1912
Luxembourg	1989	13.3	1919	1972
Canada	1988	13.2	1920	Fin 19 ^e /déb. 20 ^e
Italie	1987	12.8	1945	1919
Belgique	1991	9.4	1948	1958
Irlande	1989	7.8	1918	1957
Portugal	1987	7.6	1976	1976
Etats-Unis	1990	6.4	1920	Fin 19 ^e /déb. 20 ^e
Royaume-Uni	1987	6.3	1928	1882
France	1988	5.7	1944	1938
Grèce	1990	5.3	1952	Pas d'incapacité

« Union interparlementaire », tableau exposé par Mariette Sineau, « Droit et démocratie », in : Georges Duby et Michelle Perrot (éd.), *Histoire des femmes. Le XX^e siècle*, Paris 1992, pp. 471-497, *op. cit.*, p. 474.

² *AFS*, E 4001 (D), 1973/125, vol. 72, neue Vorlage, Frauenstimmrecht. Ausländische Pressekommentare, « Aux urnes citoyennes », *Le Figaro*, 15 février 1971.

³ *BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 299.

germaniques, abandonner leurs prérogatives de mâles si l'on s'était adressé aux masses électorales ?⁴ ». Cette décision, que d'aucuns qualifient d'autoritaire, a été rendu possible par les bouleversements causés par les guerres mondiales. En 1957, Heinrich Heer (GL/Dém.) remarque cette différence tout aussi fondamentale entre la Suisse et les pays profondément perturbés. « Eine ganze Reihe derjenigen Länder, die nach dem Ersten oder Zweiten Weltkrieg das Frauenstimm- und Wahlrecht eingeführt haben, sahen ihr bisherigen staatliches Leben auf den Kopf gestellt ; jahrhundertlange Tradition wurde brüsk unterbrochen. Uns Schweizern ist das grosse Glück widerfahren, auf dem Wege organischer Entwicklung weitergehen zu dürfen, [...] »⁵. Cette affirmation confirme les explications de certaines historien-nes qui voient dans l'îlot neutre helvétique, relativement épargné par les guerres, une des explications au délai suisse concernant le suffrage féminin⁶. Cet argument apparaît avec constance dans les débats entre 1957 et 1970. Il semble, effectivement, évident que le travail de conviction de la majorité des citoyens actifs a rendu l'acceptation du suffrage féminin plus ardu et plus long. Ensuite, un autre argument qui réfute la comparaison est la situation juridique des femmes suisses. Comparée à celle de leurs consœurs étrangères, les parlementaires la considèrent tout aussi bonne, si ce n'est meilleure⁷. La justification en devient douteuse lorsque certains paraissent vouloir se donner bonne conscience, comme Fridolin Stucki (GL/Dém.), en 1966. « Bei der Forderung auf Ausdehnung des uneingeschränkten Stimm- und Wahlrechts auf die Frauen geht es doch auch um Äusserlichkeiten ; [...]. Das schweizerische Bürgerrecht ist also auch ohne Stimmrecht für Frauen noch sehr attraktiv⁸ ». L'emploi de cet argument donne parfois la désagréable impression que les droits civils des femmes suisses seraient une compensation à l'absence de suffrage

⁴ BSOAF, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 275. D'autres parlementaires se réfèrent aussi à cette particularité helvétique : Heinrich Heer (GL/Dém.), Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 402; Walther Bringolf (SH/PC), Charles Primborgne (GE/PDC) et Max Albert Rohr (AG/PDC), Conseil national, resp. pp. 255, 258 et 271 ; Kurt von Arx (ZH/PDC), Conseil national, 23 juin 1970, p. 449 ; Augustin Lusser (ZG/PDC) et le conseiller fédéral, Ludwig von Moos (OW/UDC), Conseil des Etats, 23 septembre 1970, resp. pp. 278 et 273.

⁵ BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 403. Gottlieb Duttweiler (ZH/AdI.), plaidant en faveur du suffrage féminin, attend des femmes enthousiasme et vigueur : « Das halte ich für entscheidend in den Zeiten, in denen wir leben, denn wir Eidgenossen, die wir vom Krieg verschont geblieben sind, sind auch enorm verflacht » (BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 730).

⁶ Voir notamment Brigitte Studer, « « L'Etat c'est l'homme » : politique, citoyenneté et genre dans le débat autour du suffrage féminin après 1945 », in : *Revue suisse d'histoire*, 46 (1996), pp. 357-382, loc. cit.

⁷ BSOAF, Karl Wick (LU/PDC), Conseil national, 13 juin 1951, p. 519; Willy Sauser (ZH/PEV) et Werner Meister (BE/UDC), BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, resp. pp. 277 et 281 ; Jacques Chamorel (VD/PLS), BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 295 ; Kurt von Arx (ZH/PDC), Conseil national, 23 juin 1970, p. 449 ; Albin Heimann (ZH/AdI.), BSOAF, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 277. Jean-Pierre Dubois (NE/PdT) tempère cependant cette autosatisfaction en remarquant : « Nous devons constater, après 11 ans, que nous n'avons guère avancé en Suisse en ce qui concerne les droits civils de la femme » (BSOAF, Conseil national, 23 juin 1970, p. 451).

⁸ BSOAF, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 262.

féminin ou alors que les femmes n'auraient pas besoin de suffrage féminin pour défendre leurs droits. D'ailleurs, Ferruccio Bolla (TI/PLR) reprend l'argument de certains de la supériorité sociale et juridique des femmes suisses pour la battre en brèche⁹. Finalement, le dernier argument qui n'accepte ni comparaison ni opposition est le système civique helvétique lui-même. En effet, il est incomparable aux systèmes étrangers qui se limitent, la plupart du temps, à l'éligibilité et à l'élection¹⁰. En 1958, Karl Wick (LU/PDC) témoigne d'une pointe de mépris pour le système civique en vigueur à l'étranger. « [...] ; alle andern Ländern, welche das *sogenannte* Frauenstimmrecht besitzen, besitzen *nur* ein Wahlrecht, sowohl für die Männer als auch für die Frauen. [...] Sie haben zur innen- und aussenpolitischen Gestaltung des Landes nichts mehr zu sagen. Diese Gestaltung liegt ausschliesslich in den Händen des von ihnen gewählten Parlamentes. Wenn in der Schweiz *nur* um die Einführung eines solchen Wahlrechtes der Frauen handeln würde, hätten wir es wahrscheinlich schon längst¹¹ ». Affirmation pour le moins hasardeuse et audacieuse pour cet adversaire impénitent du suffrage féminin. D'ailleurs, Max Kistler (LU/PSS) ne manque pas de lui répondre dans la même séance. « Ich möchte all die Herren einladen, sich in ihren Kantonen in Zukunft heftig dafür einzusetzen, dass dort den Frauen wenigstens das Wahlrecht gegeben wird. Die Frauen, die nach vermehrten politischen Rechten trachten, werden schon darüber sehr froh sein und werden sie unterstützen¹² ».

Malgré l'impossibilité de réaliser de comparaisons pertinentes, les parlementaires n'hésitent pas à tirer certaines conclusions du suffrage féminin à l'étranger. Les plus modérés estiment que l'entrée des femmes dans les arcanes politiques ne change pas la donne. D'une part les femmes votent comme les hommes¹³, ce qui a pour première conséquence qu'elles élisent principalement des hommes¹⁴ et, comme conséquence suivante immédiate, qu'elles sont peu

⁹ « Mais, de cette prétendue supériorité sociale de la femme suisse à l'égard de la plupart des femmes étrangères, une seule déduction me paraît logique : la supériorité en question ne fait que souligner plus amèrement l'infériorité politique de la femme suisse, l'injustice de cette dégradation dont trop de femmes suisses ont souffert et souffrent, [...] (BSOAF, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 266).

¹⁰ BSOAF, Armand Droz (FR/PLR), Conseil national, 13 juin 1951, pp. 513 et 514 ; Max Albert Rohr (AG/PDC), Conseil national, 19 mars 1958, pp. 270 et 271 ; Ludwig von Moos (OW/PDC), Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 279.

¹¹ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 263. C'est nous qui mettons en évidence.

¹² *Ibid.*, p. 280.

¹³ Albert-Edouard Picot (GE/PLS) estime : « La femme n'a pas exercé une influence révolutionnaire sur les votations et les élections ; elle a voté en général dans le même sens que les personnes masculines de son milieu, son intervention n'a amené aucune perturbation importante et a eu l'avantage d'initier de plus larges couches de la population aux grands problèmes de la vie publique » (BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 373). Harald Huber (SG/PSS) l'affirme également, BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 525.

¹⁴ Ainsi Joseph Piller (VS/PDC) demande : « Quels ont été les résultats du suffrage féminin ? Notre honorable rapporteur [Albert-Edouard Picot] a dû reconnaître qu'ils sont quelconques, qu'au fond, rien n'a changé. Les

représentées dans les parlements¹⁵, et que, ultime conséquence, l'activité politique reste principalement entre les mains des hommes¹⁶. Constatation importante et rassurante face à la crainte d'une invasion féminine. « Wir kennen auch die Erfahrungen des Auslandes insoweit, als wir wissen, dass die Frauen in den Parlamenten nicht in grossem Prozentsatz vertreten sind, so dass wir nicht zu fürchten haben, dass mit einem Schlag die Hälfte dieses Saales weiblich würde¹⁷ ». Rassurante, d'une part, oui, mais, d'autre part, pouvant simplement annuler la nécessité idéologique du suffrage féminin. En effet, dans la mesure où les femmes n'apportent rien de neuf, certains parlementaires en induisent son inutilité.

3.1.2 Les améliorations escomptées avec l'introduction du suffrage féminin

Pour contrecarrer, néanmoins, cette interprétation, les partisans du suffrage féminin relèvent les améliorations politiques et démocratiques déduits des pays étrangers et escomptées en Suisse avec l'instauration du suffrage féminin. Dans la défense de son postulat, Hans Oprecht (ZH/PSS) estime : « Damit wiederhohle ich in aller Form meine Überzeugung : die politische Betätigung kann die Frau nicht schlechter machen als den Mann. Ich glaube, die Politik kann durch die Mitwirkung der Frau nur gewinnen. Die jüngsten Erfahrungen im Ausland beweisen das meines Erachtens in jeder Beziehung¹⁸ ». Par ailleurs, les femmes se révèlent tout aussi capables que les hommes de réaliser des choix politiques judicieux, de prendre des responsabilités¹⁹, donc de s'impliquer plus largement dans les affaires publiques. En 1945, alors que Hans Oprecht (ZH/PSS) estime que le général de Gaulle a été élu grâce aux femmes, Eduard von Steiger (BE/UDC), tout en relevant les bonnes expériences faites dans les pays scandinaves,

femmes, qui ont la majorité dans le corps électoral, envoient surtout des hommes pour les représenter dans les parlements. Le nombre des femmes parlementaires va constamment en diminuant » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 389).

¹⁵ Karl Hackhofer (ZH/PDC) remarque : « In allen andern Staaten mit sogenannten Frauenstimmrecht ist die politische Willensbildung nach wie vor Sache der Männer, nämlich deswegen, weil dort, wo die politische Willensbildung sich vollzieht, nämlich in den Parlamenten, die Frauen überall eine zahlmässig sehr bescheidene Minderheit bilden » (*BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 285).

¹⁶ *BSOAF*, Ernst Vaterlaus (ZH/PLR), Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 389. Entre 1971 et 1991, les élues au niveau fédéral passent de 5% à 17, 5%. Lorena Parini compte trois freins principaux à l'accession des femmes à l'activité politique : d'abord, la division sexuée du travail assigne encore les femmes à la sphère privée, ce qui ne favorise pas leur participation politique ; ensuite, « la culture politique dominante très compétitive et conflictuelle peut décourager les femmes » ; enfin, l'obtention tardive par les femmes suisses des droits civiques n'a pas encore développé son plein effet. Peut-être faut-il attendre la génération suivante pour percevoir un changement » (*Le système de genre*, pp. 62 et 63).

¹⁷ *BSOAF*, Walo von Greyerz (BE/PLR), Conseil national, 19 mars 1958, p. 276.

¹⁸ *BSOAF*, Conseil national, 6 décembre 1945, p. 723. Selon Henri Perret (NE/PSS) : « Cela s'est tellement généralisé que le droit de vote de la femme est devenu une nécessité indiscutable pour les peuples qui veulent élever la démocratie au rang qu'elle mérite » (*Ibid.*, p. 730).

¹⁹ *BSOAF*, Ernst Vaterlaus (ZH/PLR), Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 389.

insinue bien autre chose. « Und wenn Herr Nationalrat Oprecht die Wahl des französischen Staatschefs de Gaulle nennt, so liessen sich vielleicht andere Beispiele zitieren, bei welchen der Einfluss nicht immer gleich günstig war²⁰ ». Difficile de ne pas songer à la malheureuse élection du dictateur allemand dont le succès fut souvent attribué aux femmes, sans doute en relation avec leur soi-disant extrémisme²¹. D'ailleurs, en 1951, Harald Huber (SG/PSS) vide cette croyance élégamment et joyeusement de sa substance. « Wenn man behauptet, sie würden gerne sendungsbewusste Volksbeglucker wählen – sie hätten in Deutschland Hitler gewählt und würden in der Schweiz Duttweiler wählen – hängt diese Behauptung in der Luft. (Heiterkeit). In Deutschland sind Wahlen mit getrennter Auszählungen der Männer- und Frauenstimmen durchgeführt worden, und diese haben gezeigt, dass die Frauen immer die gemässigten Parteien bevorzugten²² ». Il n'en demeure pas moins que les conjectures concernant la sensibilité politique des femmes favorisent les élans d'opportunisme et les craintes partisans. Mais il est des craintes encore plus intimes que les partisans tentent de désarmer avec l'exemple de l'étranger : l'abandon du foyer et des tâches familiales. Aborder ce sujet produit un déplacement des discussions de la sphère publique à la sphère privée, de l'extérieur vers l'intérieur. Le foyer et la famille sont une expérience que tous vivent et qui, par conséquent, les touchent directement et intimement. La supposition et l'image du foyer abandonné par les femmes provoquent une émotion négative qui touche tous les conseillers dans leur espace privé. L'émotion obtient un tour raisonné à partir du moment où cette émotion négative est argumentée. Ce processus est illustré par la citation de Jean Bourgknecht (FR/PDC), en 1957. « Les expériences faites dans d'autres pays, dont l'exemple n'est pas à lui seul déterminant d'ailleurs, ont au surplus prouvé que l'unité de la famille ne paraissait pas compromise par le suffrage féminin. D'ailleurs, n'enregistrons-nous pas, en matière de divorce, de tristes records, quand bien même la femme suisse ne vote pas ?²³ ». Finalement, pour Alfred Borel (GE/PLR) l'argument de la comparaison avec l'étranger « n'est valable que dans la mesure où il est utilisé en vue de démontrer l'évolution des mœurs quant au

²⁰ BSOAF, Conseil national, 6 décembre 1945, p. 724.

²¹ Ernst Flükiger (SG/PLR) reproche à son collègue Alfred Clausen (VS/PDC) un rapprochement inopportun. « Allerdings hat er manchmal etwas zu grosse Kanonen auffahren lassen. Wenn sogar der Geist Hitlers zitiert worden ist, ist das doch etwas viel behauptet », BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 387.

²² BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 525.

²³ BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 401. Telle est aussi l'opinion du conseiller fédéral Eduard von Steiger (BE/UDC), BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 725 et de Jean Gressot (BE/PDC), BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 290.

rôle de la femme dans la vie publique et dans le cadre de la civilisation, à laquelle nous appartenons²⁴ ».

3.1.3 La fierté d'être Suisse

Nombreux sont les parlementaires à clamer leur fierté d'être Suisse malgré l'absence de suffrage féminin. Albert Malche (GE/PLR) observe, en 1951 : « Nous sommes fiers à bon droit de notre petit pays mais nous avons conscience de tout ce qui devrait être amélioré²⁵ ». Pas tous les parlementaires, cependant, ne font preuve d'une telle humilité. En 1958, Max Albert Rohr (AG/PDC), fier de son appartenance à la Suisse, plébiscite son particularisme. « Wir haben auch noch in anderen Dingen eine Ausnahmestellung und empfinden keine Gelüste, diese Ausnahmestellung aufzugeben. Man soll nur das Gute nachahmen und die Hände von andern Dingen lassen, die weder als nötig noch als nützlich empfunden werden²⁶ ». Mais la mise en relation entre chauvinisme et suffrage féminin, n'est pas du goût de tout le monde. En 1951, Edgar Woog (ZH/PdT) ne mâche pas ses mots à l'égard de ce qu'il nomme une stagnation. « Man empfindet es nicht als beschämend, dass unser Land bald als allerletzte der Welt sein wird, das den Frauen die politischen Rechte vorenthält, und man versucht noch diese lamentable Tatsache durch geschichtliche Abhandlungen, staatsrechtliche Doktrinen und philosophische Betrachtungen zu beschönigen²⁷ ». En 1958, la description d'Alois Grendelmeier (ZH/AdI.) n'est pas moins révélatrice du malaise. « Mit bezug auf die politische Gleichstellung der Geschlechter aber ist die Eidgenossenschaft im Mittelalter steckengeblieben²⁸ ». Cette marque de fierté nationale apparaît la plupart du temps en réaction défensive à l'égard de l'énumération humiliante des pays n'ayant pas encore le suffrage féminin²⁹. La meilleure parade est alors de rappeler la situation juridique enviable des femmes suisses, mais aussi, « aber wir wollen froh sein, dass bei

²⁴ Il poursuit : « Par contre, faire comprendre que nous participons à la vie des peuples civilisés et, que nous le voulions ou non, la civilisation à laquelle nous appartenons évolue dans tous les domaines qu'elle embrasse, alors seulement et à titre d'exemple, nous pouvons citer les droits acquis par les femmes dans le monde entier sur le plan politique, comme l'étranger peut, à titre d'exemple, évoquer comme signe de la marche de notre civilisation commune tel ou tel aspect de notre législation » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 260).

²⁵ *BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 390.

²⁶ *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 271.

²⁷ *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 535.

²⁸ Il poursuit : « Die Schweiz klammert sich noch immer an die Verhältnisse des 19. Jahrhunderts und ist dadurch in einen fatalen Widerspruch zu ihren eigenen Grundsätzen der Gleichheit, Gerechtigkeit und Freiheit geraten, [...] » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 272).

²⁹ En 1958, les pays suivant ne connaissent pas le suffrage féminin : l'Afghanistan, l'Iran, l'Irak, le Liechtenstein, la Lybie, le Paraguay, Saint Marin et la Transjordanie. En Arabie saoudite et au Yémen, le suffrage masculin n'existe pas.

uns die Frauen noch freier und geachteter leben als vielerorts im Ausland mit dem Stimmrecht³⁰». Cela apparaît comme une auto-justification et une façon de se donner bonne conscience à bon compte. Il semblerait parfois que le regard des hommes sur les femmes ressemblât au regard de l'étranger sur la Suisse : deux mondes différents qui doivent vivre et communiquer...sans pour autant se comprendre³¹ ! Ce refus de la honte s'associe encore à une marque d'indépendance qui refuse d'imiter les autres et de se laisser impressionner ou se mettre sous pression³². Ce sentiment est encore exprimé en 1970 par James Schwarzenbach dont la loyauté est, par ailleurs, mise en doute par ses collègues. « Ich war vor zwei Jahren noch ein grundsätzlicher Gegner des Frauenstimmrechtes. Ich war es vor allem noch im nachfolgenden Jahr darum, weil ich gesehen habe, dass der Gesinnungswandel in unserem Parlament nicht so sehr aus innereidgenössischen Motiven, also aus der Besinnung heraus gekommen ist, sondern unter dem Druck über unser mögliches Image im Ausland, über die Meinung im Ausland, und vor allem sogar über die absolut irrtümliche Meinung, die Exklusivität des Männerstimmrechts stehe im Gegensatz zu den Menschenrechten, [...]»³³. Il n'est pas sûr que James Schwarzenbach connût effectivement les réels motifs des changements de conviction intime, il n'en demeure pas moins qu'il rappelle un problème soulevé par certains parlementaires : les relations internationales.

3.1.4 Les relations internationales

En 1958, même si Rudolf Gnägi (BE/UDC) réfute toute comparaison avec l'étranger, il reconnaît l'interdépendance croissante de la Suisse avec les pays étrangers³⁴. Le « Sonderfall » helvétique, évoqué par le conseiller fédéral Ludwig von Moos (OW/PDC) lors de la même session, n'apparaît plus comme un blanc-seing. Et, en 1966, Werner Vogt (SO/PSS) de rappeler les interventions de deux conseillers fédéraux, Max Petitpierre (NE/PLR) et Friedrich Wahlen (ZH/UDC), favorables au suffrage féminin, qui ont mis en garde contre un isolement helvétique

³⁰ BSOAF, Werner Meister (BE/UDC), Conseil national, 19 mars 1958, p. 281. Même réflexion chez Jacques Chamorel (VD/PLS), Conseil national, 20 mars 1958, p. 295.

³¹ Gottlieb Duttweiler (ZH/AdI.) reconnaît, en revanche, une certaine mauvaise conscience : « Gleichzeitig habe ich ein schlechtes Gewissen, wenn wir gewissen Weltentwicklungen überhaupt nicht folgen » (BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 391).

³² Werner Vogt (SO/PSS), BSOAF, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 265.

³³ BSOAF, Conseil national, 23 juin 1970, p. 456. A l'aube du scrutin de 1971, un journaliste de la *Kölnische Rundschau* estime que : « Die Argumente, die man hörte, waren erstaunlich ähnlich jenen, mit denen Schwarzenbach sein Prozedere begründete : sie stammten samt und sonders aus Emotionen und Komplexen » (AFS, E 4001 (D), 1973/125, vol. 72, neue Vorlage, Presse, Pressestimmen vor der Abstimmung, *Kölnische Rundschau*, 26 juin 1970).

³⁴ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 268.

dangereux³⁵. Il cite, à la même occasion, les paroles du directeur du secrétariat des Suisses résidant à l'étranger : « Leider muss ich sagen, dass die Schweiz im Ausland an internationalen Prestige eingebüsst hat³⁶ ». En effet, les commentaires de la presse étrangère deviennent de moins en moins indulgents, à l'exemple du journaliste du journal *Die Welt*, à l'issue de la votation négative de 1959. « Wir wollen dabei von einem groben bäuerlichen Egoismus absehen, aus dem die Frage entstand : Ja, wer soll denn kochen und das Vieh füttern, während wir Männer wählen gehen ? Das Frauenstimmrecht wurde abgelehnt aus Gefühlen, die tief im Unbewusstsein wurzeln und sich als männliche Minderwertigkeitskomplexe, Angstzustände vor einer gefürchteten Überlegenheit der Frau, Verärgerung über den Kampf der Frauenvereine gegen den Alkoholismus und für die und die Vorverlegung der Polizeistunden in den Wirtschaften, ferner schlechte Eheerfahrungen und ähnliches erweisen³⁷ ». W. Gyssling énumère certains aspects mis en évidence par les parlementaires eux-mêmes dans les débats. La presse étrangère explique le refus helvétique, en 1959, principalement, par l'existence d'un sentiment défavorable envers le suffrage féminin³⁸ et de motivations inconscientes³⁹. La raison ne pouvant saisir ce refus, les explications sont recherchées dans l'inconscient et l'émotion. En ce sens, le regard étranger s'apparente à la stratégie des partisans du suffrage féminin. En définitive, il s'agit de cette même incompréhension étrangère, croissante envers la Suisse, déjà relevée par Alfred Borel (GE/PLR), concernant le refus d'un développement des mœurs et de la démocratie. Il semble que les parlementaires reconnaissent la disposition compréhensive de nombreux Etats pour le cas particulier helvétique⁴⁰, mais ressentent malgré tout une pression, un regard interrogateur, et probablement de moins en moins indulgent, qui parfois appellent une explication. En 1951, Karl

³⁵ « Die beiden Aussenminister haben, der eine in der Presse, der andere im Parlament und im Fernsehen, auf eine zunehmende und durchaus ernst zu nehmende Gefahr der Isolierung unseres Landes aufmerksam gemacht. Die Schweiz steht mit Lichtenstein in Europa, ja fast in der ganzen Welt, als einziges Land da, in dem das Frauenstimmrecht nicht anerkannt ist » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 266).

³⁶ Werner Vogt (SO/PSS) ajoute : « In seinen weiteren Darlegungen unterstrich er die von allen Rednern geäußerte Meinung, das fehlende Frauenstimmrecht in der Schweiz koste der Schweiz viel Goodwill » (*Ibid.*).

³⁷ *AFS*, E 4001 (D), 1973/125, vol. 70, Pressecommentare, Département politique fédéral, information et presse, W. Gyssling, *Die Welt*, 3 février 1958, p. 6.

³⁸ Selon René Gérard, « l'opposition est avant tout sentimentale, et le Suisse allemand, qui n'admet pas dans sa famille l'égalité des conjoints, n'est pas prêt à la reconnaître aux femmes et aux hommes sur le terrain politique » (*AFS*, E 4001 (D), 1973/125, vol. 70, Pressecommentare, Département politique fédéral, information et presse, *La libre Belgique*, 4 février 1959, p. 2).

³⁹ A la veille du scrutin de 1959, un journaliste libanais reproduit une enquête menée par *Die Tat* auprès de plusieurs psychologues et psychanalystes pour tenter de comprendre quelles sont les motivations inconscientes du citoyen suisse pour refuser le suffrage féminin, *AFS*, E 4001 (D), 1973/125, vol. 70, Pressecommentare, Département politique fédéral, information et presse, *L'Orient*, 2 février 1959, pp. 15 et 16.

⁴⁰ Urs Dietschi (SO/PLR) donne un exemple de la compréhension de l'étranger, en l'occurrence de l'Allemagne, *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 529.

Wick (LU/PDC) écarte ces doutes avec aplomb. Se référant à une encyclopédie de la politique, publiée en Allemagne, il affirme : « Sie sehen, dass man im Auslande die besondere Situation der Schweizer Frau, die das allgemeine politische Wahl- und Stimmrecht noch nicht besitzt, durchaus positiv zu würdigen weiss, [...] »⁴¹. Les propos de Karl Wick mettent en opposition, comme cela arrive souvent, la situation effective des femmes suisses, qui ne semble pas si mauvaise, aux valeurs abstraites de la démocratie, qui, en l'occurrence, sont bafouées. Quoique cet acte soit plus imaginaire que réel, François Perréard (GE/PLR) imagine, en 1957, la situation inconfortable dans laquelle se trouve le défenseur des traditions historiques helvétiques face à des interlocuteurs ébahis. « Il nous est difficile de faire comprendre que cet état de fait repose sur des questions historiques, et est résultat d'une conception selon laquelle l'homme assure la défense du pays tandis que la femme assume le maintien du foyer »⁴². Augustin Lusser (ZG/PDC) s'est plié avec témérité et succès à ce devoir de justification au Conseil de l'Europe⁴³. Celle-ci trahit néanmoins une ambiguïté et une contradiction desquelles les parlementaires ne paraissent pas toujours conscients : à l'abri des frontières helvétiques, les parlementaires répugnent à expliquer, voire à se justifier, ressentant cet acte comme une humiliation pour l'autonomie et l'indépendance nationales. Une fois franchies les frontières, l'étonnement et la curiosité exigent une explication qu'il s'avère parfois très difficile à formuler. Le repli orgueilleux et dédaigneux, qui semblent prévaloir à l'intérieur, s'évanouit à l'extérieur, et relativise fortement certaines convictions. Ces expériences somment également la Suisse à évoluer davantage en harmonie avec les institutions internationales qu'elle ne peut continuer à ignorer. Cette problématique débute dès 1945, avec la Charte des Nations Unies.

En 1945, Henri Perret (NE/PSS) se réfère à la Charte des Nations Unies dont plusieurs articles stipulent l'égalité entre femmes et hommes, notamment. « Nous pensons que si la Suisse voulait entrer dans la Société des Nations Unies, elle serait obligée tout d'abord d'accorder le droit de vote aux femmes »⁴⁴. Plusieurs parlementaires s'y réfèrent encore par la suite⁴⁵. En 1966

⁴¹ Cette encyclopédie se réfère aussi à la situation civile enviable des femmes suisses et reconnaît que les femmes elles-mêmes sont attachées aux traditions et ne demandent, pour l'instant, pas le droit de vote, *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 510.

⁴² *AFS*, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil des Etats, 8 juillet 1957, p. 7.

⁴³ *BSOAF*, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 273.

⁴⁴ *BSOAF*, Conseil national, 6 décembre 1945, p. 730. Il cite les articles 1, 4 et 8 de la Charte.

⁴⁵ Charles Primborgne (GE/PDC), *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 258 ; Werner Vogt (SO/PSS), *BSOAF*, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 265. Alois Grendelmeier (ZH/AdI) explique : « Ich gebe dabei zu, dass wir nicht Mitglied sind, aber ich glaube, deren Urteil dürfte gleichwohl einen moralischen Wert haben » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 272).

encore, le conseiller fédéral Ludwig von Moos (OW/PDC) balaie cet argument en garantissant l'indépendance helvétique⁴⁶. C'était sans compter le tollé que provoquent les débats en 1969 concernant l'adhésion de la Suisse à l'ONU avec une réserve de taille : le suffrage féminin. Parler de pression serait une tautologie. Néanmoins, Ludwig von Moos ne perd pas son aplomb. « Der Bundesrat hat seinerzeit im Zusammenhang mit dem Bericht über die Konvention betreffend die Menschenrechte die Auffassung vertreten – eine Auffassung, die vermutlich von Ihnen allen geteilt wird – das Problem des Frauenstimmrechts sei unabhängig von dieser Konvention zu lösen⁴⁷ ». Dernière affirmation de l'indépendance helvétique quelque peu dérisoire alors que tous les pronostics sont largement positifs.

En définitive, les expériences étrangères en matière de suffrage féminin, bien que mentionnées, ne paraissent ni déterminantes ni concluantes dans les débats. A défaut, elles rassurent dans la mesure où les affaires publiques demeurent entre les mains des hommes. Le regard des pays étrangers traduit un étonnement qui semble habituel. En effet, le « Sonderfall » helvétique est intégré et la Suisse ne fera jamais comme les autres, et si elle le fait, c'est toujours de façon temporellement décalée. Quant aux pressions, elles restent diplomatiques, c'est-à-dire d'une correction sans défaut. Les politiciens suisses se sont, cependant, soumis à la raison d'Etat⁴⁸ en 1959, mais les citoyens ne les ont pas suivis. Les possibles pressions psychologiques venant de l'extérieur n'ont pas été ressenties ou volontairement ignorées pendant un certain temps. En fin de compte, il semblerait bien que les acteurs se soient entis en trop grand décalage avec les mœurs et la société qui évoluent. C'est finalement un sentiment intime d'inadéquation

⁴⁶ « Es scheint uns, die Einführung des Frauenstimmrechts sollte in unserem Lande vollständig in eigener Kompetenz und in eigener Beurteilung der Sachlage und der Argumente und ohne Seitenblick auf die Menschenrechtskonvention des Europarats behandelt werden » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 268).

⁴⁷ *BSOAF*, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 278.

⁴⁸ En 1957, les paroles de Markus Feldmann (BE/UDC) à ce propos sont éloquentes. « Der Bundespräsident [Hans Streuli] warf die Frage auf, ob der gegenwärtige Zeitpunkt zur Veröffentlichung der Vorlage geeignet sei. Er äusserte gegen dieses Vorhaben Bedenken. Ich vertrat folgenden Standpunkt: Der Bundesrat ist in seinen Entschlüssen heute nicht mehr vollständig frei. Er ist vor eine bestimmte politische Situation gestellt. Diese politische Situation beruht auf zwei Faktoren : Die Abstimmung von Volk und Stände über den Zivilschutz einerseits, die damit in Verbindung stehende Aktivierung der Bewegung für das Frauenstimmrecht andererseits » (*Tagebuch 1956-1958*, Band XIII/5, Basel 2001, Samstag, den 16. Februar 1957. Persönliche Aufzeichnungen, p. 276). Il met déjà en exergue en 1926 l'importance de la prise en considération de la réalité dans les choix politiques, tout en égratignant Eduard von Steiger (BE/UDC). « Was von Steiger gestern abend [sic] wieder gelogen hat, geht auf keine Kuhhaut mehr. Seine Politik reduziert sich auf eine Advokatenkniffelei konservativer Observanz. Mich betrachtet er mehr oder weniger mitleidig als einen « Theoretiker » ; das mag bis zu einem gewissen Grade stimmen, aber meine Theorien fliessen aus einer Praxis, über die von Steiger trotz seines Grossratsmandates eben nicht verfügt. Ich muss immerhin aufpassen, dass ich mich nicht zum « Staatsanwalt » oder zum politischen Schulmeisterchen der Bürgerpartei entwickle », (Markus Feldmann, *Tagebuch 1923-1939*, Band XIII/1, Basel 2001, Samstag, den 6. November 1926, p. 93).

entre les faits et les lois qui forcent à une modification urgente. Le regard extérieur, cependant, détient également une influence déterminante dans la mesure où l'intégration helvétique dans les institutions internationales dépend aussi de l'instauration du suffrage féminin. En 1971, les convictions des citoyens suisses étaient désormais en désaccord avec une tradition surannée. C'est tout autant la raison d'Etat que le développement culturel, qui a subi une influence puissante venant de l'étranger, qui a convaincu les Suisses à accorder aux femmes les droits civiques.

3.2 Tirer les conséquences de l'évolution

En définitive, si aucun argument n'apparaît comme déterminant et irréfutable, le décalage, ressenti et exprimé par les parlementaires, s'exprime par l'écoulement du temps et les modifications qu'il entraîne. Les expressions des partisans « *verkennen die Zeichen der Zeit* », mais aussi « *mit der Zeit Schritt halten* », « les idées ont évolué dans le temps », « l'évolution des temps », « *der Einfluss modernerer Lebensformen* »⁴⁹, sont des formes vagues et indéfinies qui se réfèrent aux changements de mœurs, d'habitudes, de représentations, d'idéaux, qui se cristallisent sur le passage d'une génération à l'autre⁵⁰. L'inadéquation entre les réalités sociale, économique, politique des femmes et le droit en vigueur au moment des débats est exclusivement mise en exergue par les partisans du suffrage féminin. Les opposants n'utilisent pas cet argument, si ce n'est pour regretter le temps qui passe⁵¹. Les partisans ont dès lors beau jeu de les qualifier de conservateurs, et de leur reprocher de défendre un idéal sociopolitique désuet, en voie de disparition⁵². La marche du temps, ou la perception de celle-ci selon les sensibilités, est mise en

⁴⁹ Resp. Harald Huber (SG/PSS), *AFS*, E 1070, 1969/10, vol. 48, G-05996, protocole de la Commission du Conseil national, 15 mars 1951 ; Walther Bringolf (SH/PC), *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, pp. 254 et 255 ; Jean Gressot (BE/PDC), *BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 288 ; Erwin Akeret (ZH/UDC), *BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 451.

⁵⁰ Albert Malche (GE/PLR) : « Je suis un vieil homme [il a 75 ans au moment des débats !], messieurs, et j'ai quelque peine à me faire à cette idée qu'il y aura un jour des conseillères d'Etat et des conseillères fédérales. Mais disons-nous bien que chaque siècle a l'optique de son temps et que ce qui me paraît, à moi, difficilement concevable, apparaîtra tout à fait naturel au siècle suivant. Ne nous achoppons pas à ces difficultés qui proviennent surtout de ce qu'elles bousculent nos habitudes et peut-être nos préjugés » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 390).

⁵¹ A contrario, Adelrich Jacob Schuler (ZH/PDC) affirme : « Ich bedaure keineswegs, dass die Zeit vorwärts schreitet; ich finde im Gegenteil, dass es unsere Pflicht ist, diesem Umstand Rechnung zu tragen » (*BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 291).

⁵² Kurt Schoch (SH/PLR) reproche à Alfred Clausen de citer Johann Caspar Bluntschli « *der immerhin vor etwa hundert Jahren lebte ; seither sind die Verhältnisse etwas anders geworden* » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 393). Tout comme Walther Bringolf (SH/PC) relève le romantisme de Karl Wick (LU/PDC) qui cite Schiller, Goethe et Heine pour définir la place et les tâches des femmes dans la société. « Denken Sie doch ein bisschen daran, dass mit der Romantik allein das Bild der Realität unserer Zeit nicht erfasst wird » (*BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 296).

évidence de différentes façons : dans le passage à un Etat providence et à travers le droit. L'évolution est également perceptible, et abondamment documentée, dans les modifications sociales, professionnelles et éducatives des femmes, ainsi que la perception des changements survenus chez les femmes elles-mêmes, ou leur adaptation aux nouvelles circonstances de la vie. En corollaire apparaît l'évolution des hommes qui accorderont, *in fine*, les droits civiques aux femmes. Enfin, les implications, sous ses diverses formes, des femmes pendant les deux guerres mondiales retiennent l'attention des parlementaires. Elles induisent la problématique de la récompense due aux femmes sous forme de suffrage féminin. Toutes ces transformations perçues sont souvent exprimées de façon enchaînée par les parlementaires. Elles sont liées, parfois concomitantes, l'une entraîne parfois une autre ou plusieurs autres.

3.3 L'Etat providence

Les parlementaires se réfèrent au développement, ou au contraire, à la stagnation, de l'Etat. Certains d'entre eux mettent en évidence le passage de la Suisse à un Etat providence, qui implique, notamment, une immixtion toujours plus importante de l'Etat dans la vie privée des gens. Si regrettable que puisse paraître cette intrusion pour les plus fédéralistes et traditionnalistes, elle a néanmoins soulagé les femmes d'un certain nombre de tâches familiales et extra-familiales qui leur incombaient auparavant⁵³. Cette réalité induit plusieurs conséquences : d'abord, les femmes disposent de plus de temps, nécessaire ou superflu, pour s'investir hors de leur foyer ; ensuite, les femmes désirent garder une possibilité de surveillance sur leurs tâches reprises par l'Etat ; enfin, et par conséquent, elles exigent toujours davantage un pouvoir d'intervention efficace pour exprimer leur opinion. Dès 1945, Karl Wick (LU/PDC) a très bien reconnu ce processus : « Je mehr der Staat ins private Leben eingreift, um so mehr wird auch die Frau von ihm erfasst, um so mehr wird sie deshalb versuchen, auch auf den Staat einzuwirken⁵⁴ ». Albert Oeri (BS/PLS), partisan du suffrage féminin, ajoute, de façon surprenante : « Der Staat hat sich geändert, nicht die Frauen haben sich geändert, und darum ist das Frauenstimmrecht eine Forderung der Zeit geworden⁵⁵ ». Affirmation étonnante dans la mesure où les partisans mettent justement en évidence une évolution survenue auprès des femmes elles-mêmes, que ce soit d'un

⁵³ Kurt Schoch (SH/PLR), *BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 380 ; Ernst Vaterlaus (ZH/PLR), *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 389 ; Jean Gressot (BE/PDC) et Adelrich Jacob Schuler (ZH/PDC), *BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, resp. pp. 289 et 290.

⁵⁴ *BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 727.

⁵⁵ Observons le doute d'Albert Oeri (BS/PLS) : « Unser Staat ist ein Wohlfahrtsstaat geworden, oder er hat doch die Präntion, ein solcher zu sein » (*BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 735).

point de vue éducatif, professionnel ou économique, pour justifier et démontrer la nécessité de cette évolution politique. En 1958, Charles Primborgne (GE/PDC) reconnaît, lui aussi, « l'évolution intervenue depuis la fondation de l'Etat fédératif » en se demandant s'il n'est pas injuste d'empêcher les femmes de « participer à la formation de la volonté de l'Etat⁵⁶ ». L'évolution des idées politiques est perceptible de façon exemplaire grâce au rappel de l'exclusion des femmes « du droit de vote par la volonté des hommes, seuls auteurs des actes qui nous régissent. Que cela corresponde à un sens des choses qui a subi une profonde évolution, nous en tombons d'accord. Il n'en reste pas moins vrai qu'historiquement cette éviction d'une partie de notre peuple a été intentionnelle⁵⁷ ». Et Jean Gressot (BE/PDC) de demander naïvement : « Ce jugement n'est-il pas, en tout état de cause, susceptible de révision, soit que cette appréciation d'alors apparaisse aujourd'hui comme discutable, soit que l'évolution des peuples ait donné à la femme la maturité civique voulue ?⁵⁸ ». Cette question faussement puérile aboutit néanmoins à la reconnaissance d'un état du droit qui entérine les convictions d'une époque. Qu'il soit difficile de remettre en question et de modifier une création hautement glorifiée, et parfois magnifiée, nous le reconnaissons. Il est néanmoins « surprenant que précisément la Suisse, où la démocratie existe depuis le plus longtemps à l'état le plus prononcé, soit à peu près le seul Etat européen à ignorer le suffrage féminin⁵⁹ ». Mais voilà, justement, comme l'exclusion des femmes a été intentionnelle et implicite, à l'époque, il faut, aujourd'hui, une décision du législateur qui infléchisse les lois existantes dans le sens de l'évolution des idées⁶⁰. Et il s'agit bien d'une décision volontariste qui, pour beaucoup, dévie du développement organique souhaité⁶¹. Bien que partisan de l'insertion progressive des femmes en politique, Urs Dietschi (SO/PLR) rejette, en 1951, toute extorsion. « Jedes Forcieren der Entwicklung führt zu einem um so grösserem Rückfall, [...] »⁶².

⁵⁶ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 259.

⁵⁷ Charles Primborgne (GE/PDC), *ibid.*, p. 262.

⁵⁸ Il apporte l'explication courante selon laquelle le législateur de l'époque « a pu juger, lors de l'introduction du suffrage universel, les femmes inaptes à l'exercice du droit de vote » (BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 288).

⁵⁹ Charles Primborgne (GE/PDC), BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 259.

⁶⁰ Selon Geneviève Fraisse : « L'exclusion est implicite, manière d'être au *principe* de la démocratie sans être un élément de son *système* ». L'important, dit-elle, est de « séparer, partager, exclure : l'essentiel est de maintenir la distinction entre l'homme et la femme, leur différence » (*Muse de la raison, op. cit.*, resp. pp. 332 et 333).

⁶¹ Erwin Akeret (ZH/UDC) regrette, en 1970, encore : « Unsere Fraktion [BGB] hätte es ursprünglich begrüsst, wenn die Einführung des Frauenstimmrechts noch etwas organischer erfolgt wäre, damit sich die Frauen an das politischen Leben und die politischen Spielregeln hätten gewöhnen können » (BSOAF, Conseil national, 23 juin 1970, p. 451).

⁶² BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 529.

De plus, en 1970, il semble y avoir urgence⁶³ de se mettre en règle avec l'évolution des idées et de la réalité, même si la promptitude de cette évolution paraît en surprendre plus d'un⁶⁴. Cette subite précipitation laisse perplexe face aux innombrables débats et impulsions en faveur du suffrage féminin depuis de nombreuses années. La perplexité des plus modérés cède la place à l'impatience des partisans inconditionnels qui suggèrent un autre moyen d'instaurer le suffrage féminin : l'interprétation.

3.4 Le droit

L'écart entre les « circonstances de fait » et l'état des lois, entériné par les électeurs, produit des réactions déterminées. En 1951, Edgar Woog (ZH/PdT) exprime violemment son dépit en reconnaissant le conservatisme, pire le retard politique des électeurs lors des tentatives malheureuses d'instauration du suffrage féminin au niveau cantonal. « Natürlich ist diese dem Schweizer nicht angeboren, sie ist das Resultat unserer gesellschaftlichen Entwicklung seit dem Beginn des 20. Jahrhunderts⁶⁵ ». D'où, semble-t-il, le difficile et long travail de reconnaissance, d'acceptation et d'intégration de la nouvelle situation des femmes dans la société avant de pouvoir opérer toute modification constitutionnelle.

3.4.1 Le droit naturel

Pour Karl Wick (LU/PDC), il existe des influences immédiates entre le droit naturel, l'histoire et l'être humain, dans la mesure où ce sont des émanations de la nature humaine. Il reproche aux partisans du suffrage féminin leur vision partielle, et par conséquent abusive et faussée, du droit naturel. Les réflexions historiques concernant le droit naturel poursuivent moins le but de maintenir et de pérenniser un état de fait que de promouvoir son développement pour l'actualiser et le rendre compatible avec la réalité⁶⁶. Les titres juridiques, cependant, ne

⁶³ Ferruccio Bolla (TI/PLR) rappelle que toute une série d'initiatives pour instaurer le suffrage féminin au niveau cantonal sont à l'étude, « comme s'il était urgent de ne pas être les derniers à participer à une évolution dont on a finalement mesuré l'ampleur et le fondement » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 267).

⁶⁴ Erwin Akeret (ZH/UDC) : « Heute, da die Entwicklung rascher voranschreitet als vorausgesehen, sind wir [BGB] der Auffassung, dass der Schritt nun getan werden soll, damit das Malaise über die sogenannte « Männerherrschaft » verschwindet und die Frauen schon auf die nächsten eidgenössischen Wahlen in den vollen Genuss ihrer politischen Rechte kommen » (*BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 451).

⁶⁵ « Wenn der Bundesrat in seinem Bericht vom 2. Februar die stattgefundenen kantonalen Abstimmungen rekapituliert, um damit zu beweisen, dass die Mehrheit der Stimmberechtigten gegen das Frauenstimmrecht sei, so betrachten wir dies nicht als einen Beweis gegen das Recht der Frau auf politische Gleichberechtigung, sondern als einen Beweis gegen die Mehrheit der Stimmberechtigten, als einen Beweis ihrer politischen Rückständigkeit » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, pp. 434 et 435).

⁶⁶ Selon Armand Droz (FR/PLR), le droit naturel ne regarde pas que vers l'avant, mais aussi vers l'arrière. « Le droit naturel, pris ici dans son sens politique et non philosophique, n'est que la somme des revendications posées par la

descendent pas du droit naturel, mais se basent sur les besoins concrets d'ordre et de sécurité d'une communauté donnée. Il est ainsi indéniable que l'exclusion implicite des femmes de l'article 4 de la Constitution poursuivait le but de restaurer et de maintenir l'ordre de l'Etat au moment de sa création. Karl Wick (LU/PDC) en conclut que la réflexion sur le droit naturel aboutit tout autant à des arguments contre le suffrage féminin⁶⁷.

3.4.2 L'interprétation de la Constitution

Une autre réaction contre cet écart est la proposition d'éviter la force conservatrice de la population grâce à l'interprétation de la Constitution. Cette position est défendue par l'ancien juge fédéral Werner Stocker qui donne des exemples d'interprétation⁶⁸. Dans ceux-ci, elle n'est contraire ni à la tradition ni à la Constitution, mais en accord avec les idées et les perceptions de l'époque. « Die Privilegierung des Mannes und die Rechtslosigkeit der Frau könnten heute nur noch gestützt auf « Vorurteile und veraltete Ansichten » verteidigt werden ; die Einschränkung der Rechte der Frau ist darum, als im Widerspruch zu Wortlaut und Sinn der Verfassung stehen, aufzuheben⁶⁹ ». Tel est également le sentiment de Kurt Schoch (SH/PLR) lorsqu'il cite, en 1951, le docteur en droit Zaccaria Giacometti et le conseiller fédéral Giuseppe Motta. Zaccaria Giacometti estime que la Constitution est l'expression des opinions et des représentations d'un peuple. Celles-ci sont soumises à l'évolution qui peut survenir rapidement. La résultante de ces forces est la modification du sens de certains articles constitutionnels. Kurt Schoch applique par analogie au suffrage féminin une réflexion de Giuseppe Motta concernant une autre loi. Elle légitime l'« évolution des faits » pour justifier une modification législative. Et Kurt Schoch de conclure : « Die « circonstances de fait » haben sich auf bezug der Stellung der Frau im

société ou des classes de la société à l'endroit des pouvoirs légaux » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 515). Ceci pour justifier la modification constitutionnelle au détriment de l'interprétation proposée par Peter von Roten (*VS/PDC*).

⁶⁷ *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 511. Tel est également l'opinion d'Albert-Edouard Picot (*GE/PLS*) : « Et le seul silence formel de la Constitution nous permet-il d'en appeler ainsi au droit naturel, [...] ? Nous ne le croyons pas » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 374). L'exclusion implicite des femmes, les coutumes et le maintien de cet état de fait dans un long laps de temps interdisent toute interprétation.

⁶⁸ A la question de savoir si les femmes ont le droit d'exercer la profession d'avocate, le Tribunal fédéral a émis une décision négative en 1887, puis positive en 1923, changement correspondant au développement de la société. Il cite aussi le cas Léonard Jenni, de Genève, docteur en droit, qui a adressé une plainte à l'Assemblée fédérale suisse en faveur d'une « interprétation logique, rationnelle, systématique, bref : scientifique, de l'ordre juridique fédéral, [...] » (*AFS*, E 4110 (A), 1000/1813, vol. 39, 1928, p. 3).

⁶⁹ *ASF*, E 1070, 1992/87, vol. 32, G-10476, Konzeption des verstorbenen Bundesrichter Dr. Werner Stocker. Zur rechtlichen Stellung der Frau, Abschrift aus dem « Neuen Bund », Juni 1950, p. 8. Max Arnold (*ZH/PSS*) cite le même passage en 1970, *BSOAF*, Conseil national, 22 juin 1970, p. 433.

öffentlichen Leben während der letzten fünfzig Jahre ganz gewaltig geändert⁷⁰ ». Ces parlementaires, et les experts qu'ils citent, reconnaissent donc la possibilité d'une interprétation de la Constitution en accord avec l'évolution survenue, reconnue et martelée sans cesse. Or, le Conseil fédéral, soutenu par une majorité de parlementaires, rejette catégoriquement cette solution⁷¹. Il est loisible de supputer une mauvaise volonté politique en regard de l'usage d'arrêtés urgents décrétés par le Conseil fédéral à diverses occasions. Il ne s'agissait pas, alors, d'un problème social et politique urgent, qu'il fallait résoudre. Mais en un très court laps de temps, moins d'une dizaine d'années, il l'est devenu.

Ces aspects, principalement procéduraux, qui se situent au-delà des femmes elles-mêmes, véritables sujets des débats, apparaissent dérisoires face à l'ampleur que prennent les descriptions des modifications sociales qui touchent les femmes de façon immédiate. A l'analyse des ces arguments, abondamment documentés, l'instauration du suffrage féminin n'est plus un acte de justice ou d'équité, un perfectionnement de la démocratie, ou une simple mesure administrative qui comblerait une lacune juridique⁷². Non ; le suffrage féminin semble directement lié et dépendant de la représentation de la nature des femmes, de son adaptation et de sa modification dans une société en mutation⁷³. D'où la tension psychologique entre l'inaltérable et l'altérable, l'intégration de l'évident et l'inévitable démantèlement du préjugé naturel immanent, érodé par l'incessante et irrésistible évolution de la société.

3.5 La visibilité des femmes dans la société

Les partisans du suffrage féminin mettent en évidence le changement perceptible de la place des femmes dans la société. En 1945, Hans Oprecht (ZH/PSS) explique : « Ich will unterlassen, auszuführen, welche veränderte Stellung die Frau in der Gesellschaft, in beruflicher,

⁷⁰ BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 380.

⁷¹ Le Conseil fédéral et le Tribunal fédéral s'en tiennent à « une interprétation « historique », selon laquelle, dans les dispositions constitutionnelles traitant du suffrage, il fallait entendre par le mot « Suisse » les hommes seulement ». Exemple intéressant du passage de la légitimité à l'illégitimité, le Tribunal fédéral contraint le canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures d'instituer le suffrage féminin « grâce à une nouvelle interprétation de la Constitution fédérale » (« Le long chemin au droit de vote et d'éligibilité des femmes » in : *Événements de l'histoire des femmes...*, op. cit., p. 2). Pendant plus d'un siècle, il semblait légitime d'exclure les femmes du droit de vote au nom de la Constitution ; puis, la légitimité change de camp : il est devenu légitime d'interpréter la Constitution au nom du suffrage féminin !

⁷² Hans-Peter Tschudi (BS/PSS) rappelle à ce propos : « Für die Schweiz ist die Zuerkennung der politischen Rechte an die Hälfte der Bevölkerung wohl das wichtigste verfassungsrechtliche Problem, das wir überhaupt noch zu lösen haben » (BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 399). Un peu avant, il affirme qu'il s'agit d'un problème de politique d'état (« staatspolitisches Problem »).

⁷³ Même si Adelrich Jacob Schuler (ZH/PDC) rejette cette argumentation. « Wenn man gegen eine direkte Beteiligung der Frauen an der politischen Willensbildung im Stadium der Staatswerdung mit Recht der Einwand erheben kann, dass die Natur der Frau gegen eine solche Beteiligung spreche, so spielt dieser Einwand im heutigen Stadium nicht mehr » (BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 290).

wirtschaftlicher und sozialer Hinsicht heute gegenüber früher, gegenüber nur vor 20 Jahren, einnimmt⁷⁴ ». Albert-Edouard Picot (GE/PLS) remarque, en 1951, que « depuis un siècle environ, une évolution s'est produite, qui fait participer de plus en plus la femme à la vie sociale et économique », et Jean Bourgknecht (FR/PDC), en 1957, « le rôle de la femme est de nos jours différent de celui qu'il était il y a encore quelques décennies⁷⁵ ». En 1958, pour Alberto Verda (TI/PDC), les femmes sont entrées dans la vie moderne par nécessité, et par conséquent, selon Adelrich Jacob Schuler (ZH/PDC) : « das althergebrachte Ideal der Vorstellung von der im Hause waltenden Frau stimmt nicht mehr⁷⁶ ». Cette constatation est périodiquement répétée jusqu'en 1970⁷⁷. La femme, gardienne du foyer, n'existe plus, vive les femmes actives hors de la sphère privée. Bien qu'il ait été reconnu que de nombreuses femmes ont toujours été actives socialement, et parfois professionnellement, hors de leur foyer, la grande différence est, malgré tout, le développement de l'emploi féminin rétribué.

3.5.1 Les femmes et le travail rémunéré

Simone de Beauvoir affirme, dans son langage radical, que les femmes obtiendront leur autonomie et leur affranchissement à partir du moment où elles pourvoiront à leur indépendance économique⁷⁸. En 1958, Charles Primborgne (GE/PDC) aboutit à une réflexion similaire concernant le suffrage féminin. « On constate que lorsque les circonstances contraignent les femmes à exercer une activité rémunérée, indépendante, en dehors de leur ménage, en fabrique, dans le commerce ou l'industrie, le vote des femmes commença à prendre pieds. Dans la mesure, écrit le Conseil fédéral, où elle assumait la tâche de pourvoir à l'entretien de la famille, la femme revendique le droit de dire son mot dans les questions intéressant la famille et l'Etat. Une condition essentielle de son égalité politique se trouva ainsi réalisée⁷⁹ ». Emancipation économique et personnelle, mais aussi, dans le cas présent, émancipation politique et

⁷⁴ BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 722.

⁷⁵ Resp. BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 373 et Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 401.

⁷⁶ Resp. BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 274 et Conseil national, 20 mars 1958, p. 290.

⁷⁷ Harald Huber (SG/PSS), BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 522 ; Ernst Flükiger (SG/PLR), BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 387 ; Werner Vogt (SO/PSS), BSOAF, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 266, René Felber (NE/PSS) et Kurt von Arx (ZH/PDC), BSOAF, Conseil national, 23 juin 1970, resp. pp. 448 et 449.

⁷⁸ « Le code français ne range plus l'obéissance au nombre des devoirs de l'épouse et chaque citoyenne est devenue une électrice ; ces libertés civiques demeurent abstraites quand elles ne s'accompagnent pas d'une autonomie économique ; la femme entretenue – épouse ou courtisane – n'est pas affranchie du mâle parce qu'elle a dans ses mains un bulletin de vote ; si les mœurs lui imposent moins de contraintes qu'autrefois, ces licences négatives n'ont pas modifié profondément sa situation ; elle reste enfermée dans sa condition de vassale » (*Le deuxième sexe II, op. cit.*, p. 587).

⁷⁹ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 258.

idéologique. L'immersion professionnelle des femmes accentua probablement leur sentiment d'exclusion politique et d'inégalité de traitement juridique par rapport aux hommes⁸⁰. Le lien « essentiel », cependant, qu'établit le Conseil fédéral entre travail rémunéré et droit politique semble spécieux. Il apparaît comme une excuse et comme une raison irrésistible et extérieure qui contraint à l'institution du suffrage féminin en dépit des femmes elles-mêmes. Encore une fois, le suffrage féminin n'est pas un droit inhérent à la personne féminine, mais une conséquence à la transformation de la société. L'insertion professionnelle des femmes et le besoin de l'économie de main-d'œuvre féminine sont avancés par les partisans comme arguments en faveur du suffrage féminin. Les opposants, ne les nient pas, mais les tempèrent, tout en regrettant le mésusage des forces et des facultés féminines. L'évolution des femmes dans l'économie est présentée sous deux aspects principaux : d'une part, l'insertion économique des femmes, contrainte ou volontaire⁸¹, induit les mêmes devoirs pour femmes et hommes exerçant une activité professionnelle, tout en forçant le respect ; d'autre part, cette insertion apparaît comme une nécessité économique⁸².

Lors du premier débat au Conseil national, au sortir de la guerre, Henri Perret (NE/PSS) présente de façon cocasse une réalité qui, dans les faits, l'est bien moins. « Il y a quelques années, j'ai eu l'occasion de donner une conférence dans le Jura bernois. C'était une période de chômage. Le président me déclara qu'il avait fait le ménage, le vice-président la lessive, parce que les femmes étaient occupées à l'usine, la main-d'œuvre féminine étant meilleur marché. Un ouvrier, qui subissait le même sort, m'a déclaré en riant que si cela était possible, on les obligerait encore à faire les enfants !⁸³ ». Mobilisation masculine et conjoncture post-belliqueuse démontrent avec acuité la place que les femmes ont prise dans l'économie. Il s'agit bien, en l'occurrence, d'un remplacement exceptionnel des hommes, mais aussi, et surtout, d'un abus généralisé du travail

⁸⁰ Selon Harald Huber (SG/PSS) : « 600 000 berufstätige Frauen haben wir heute in der Schweiz, das bringt Pflichten mit sich ; Pflichten in der Arbeit, Pflichten bei den Steuern, und darum sollte das auch die entsprechenden Rechte mit sich bringen » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 523).

⁸¹ Hans Oprecht (ZH/PSS) reconnaît une certaine contrainte dans l'insertion professionnelle des femmes. « Die Frau muss immer mehr, ob sie es will oder nicht, berufstätig sein » (*BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 722). Karl Wick (LU/PDC) reconnaît les mêmes circonstances : « Sie [die Gründe der Bewegung für die Einführung des Frauenstimmrechtes] liegen in den wirtschaftlichen Entwicklungstendenzen, die nicht kantonale, sondern gesamtschweizerische Tendenzen sind. In diesen Tendenzen sind nun auch die Frauen eigentlich zwangsläufig miteinbezogen » (*Ibid.*, p. 727).

⁸² Eric Choisy (GE/PLS) : « Or il existe en Suisse un million de femmes mariées sans enfants, célibataires, veuves et divorcées tandis que nous souffrons d'une sérieuse pénurie de main-d'œuvre et que le professeur Kneschaurek et son équipe annoncent une aggravation de cette situation » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 272).

⁸³ *BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 731.

avantageux des femmes⁸⁴. Malgré le déni pécuniaire, le travail féminin est reconnu de diverses façons. D'abord, la somme de travail. « Die Frau hat dabei bewiesen, dass sie im Berufe mindestens so viel leisten imstande ist wie der Mann⁸⁵ ». Mais aussi et avant tout la qualité du travail effectué et la disponibilité féminine. En 1951, Albert Malche (GE/PLR) leur reconnaît des « qualités de caractère et d'intelligence⁸⁶ », quant à Franz-Xaver Leu (LU/PDC), en 1970, il énumère de façon affectée les prédispositions toute féminines avec lesquelles elles réalisent leur travail. « Auch ich bin für die Einführung des Frauenstimmrechtes, [...] ganz speziell aus der Achtung vor jenen hunderttausenden von Frauen, Müttern und Töchtern, die mit ihrer Verantwortung, ihrer Zuverlässigkeit und Hingabe – hohe Eigenschaften, die den Frauen besonders eigen sind – in Haus und Hof, Büro und Schule, in Heimen und Spitälern überall täglich ihre Arbeit aufnehmen und still ihre Pflicht erfüllen⁸⁷ ». Finalement, l'économie, mais aussi le pays en tant que tel, semblent désormais tributaires de la main-d'œuvre féminine. « Heute sind rund 600 000 Frauen ausser Haus beschäftigt, sie stehen unabdingbar mit unserer Wirtschaft in Verbindung. Die Lasten, welche den Männern auferlegt werden, tragen auch die Frauen. Der Lastausgleich ist vollzogen⁸⁸ ». Et Gustave-Laurent Roulin (FR/PDC) de rappeler, en 1970, encore, que les femmes « jouent un rôle irremplaçable dans l'économie⁸⁹ ». En 1958, Jean Gressot (BE/PDC) fait allusion à une contrainte morale qui obligerait les femmes, au-delà des nécessités pécuniaires et du libre choix, à s'investir professionnellement. « Plus que par le passé, les temps actuels obligent l'ensemble des citoyens valides et en âge de le faire à concourir par leur travail à la prospérité générale⁹⁰ ». L'exposé long et chiffré de certains parlementaires sur les conditions de l'engagement professionnel des femmes poursuit deux buts principaux : démontrer, d'abord, le partage des tâches entre femmes et hommes dans le domaine économique, qui appellerait, logiquement, l'égalité politique ; réduire, ensuite, le mot d'ordre des adversaires à néant. En effet, l'expression « die Frau gehört ins Haus » en devient désuète et anachronique, et

⁸⁴ Harald Huber (SG/PSS) remarque : « Tausende von Frauen sind in der Schweiz erwerbstätig in allen Stellungen ; in der Landwirtschaft, in der Industrie, in den Gewerben, in den Büros, sie haben die schlechtest bezahlte und oft die härteste Arbeit zu leisten [...] » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, pp. 522 et 523).

⁸⁵ Hans Oprecht (ZH/PSS), *BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 722.

⁸⁶ *BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 390.

⁸⁷ *BSOAF*, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 276.

⁸⁸ Alois Grendelemeier (ZH/AdI.), *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 533. Il rappelle ces chiffres, revus à la hausse, en 1958, *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 272.

⁸⁹ *BSOAF*, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 274. Walther Bringolf (SH/PC) et Kurt von Arx (ZH/PDC) utilisent l'expression « längst unentbehrlich » pour qualifier le travail des femmes, *BSOAF*, resp. Conseil national, 19 mars 1958, p. 256, et Conseil national, 23 juin 1970, p. 449.

⁹⁰ *BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 289.

aboutit à des scénarios fantasques que les partisans se plaisent à imaginer. En 1958, André Muret (VD/PdT) rappelle qu'une moitié des femmes majeures exerce une activité professionnelle. « Et pourtant, si on écoutait les adversaires du suffrage féminin, il faudrait logiquement renvoyer au plus vite ces 850 000 femmes à leur foyer. Ils savent eux-mêmes que c'est matériellement impossible⁹¹ ». Walther Bringolf (SH/PC) et Alois Grendelmeier (ZH/AdI.) en profitent pour égratigner certains défauts masculins. Le premier, en 1958, avant d'énumérer l'insertion économique des femmes, suppose la chose suivante. « Die Zeit, die man etwa mit dem simplen Schlagwort « die Frau gehört ins Haus » an die Bequemlichkeit der Männer und gleichzeitig an ihr Gefühl der Überlegenheit gegenüber der Frauen appellierte, dürfte doch beinahe überall vorbei sein⁹² ». Probablement pas encore, en considération des résultats de la votation de l'année suivante. Et les raisons de ce refus se situent, principalement, dans la perception de la nature féminine. La réponse outrée d'Alois Grendelmeier à l'exposé passablement dégradant du Dr. Eugen Bircher (AG/UDC) sur les femmes en est une démonstration éloquente. « Wenn die angeblichen ärztlichen, physiologischen, anthropologischen Gründen ernst zu nehmen wären, dann müssten Sie sich sofort dafür einsetzen, dass die 600 000 Frauen aus anthropologischen und physiologischen Gründen aus den Fabriken, den Spitälern, aus den Büros, vom Felde und Acker herausgenommen werden. [...] Was geschähe wenn diese 600 000 Frauen, bei den Ärzten als Empfangsfräulein, in den Spitälern als Schwestern und als Ärztinnen arbeiten, als Arbeiterinnen in den Fabriken, als Angestellte in Läden, Büros usw. ihren Dienst tun, zurückzogen würden ? Herr Kollege Bircher, was würde geschehen ? Unsere Wirtschaft würde offenbar gar nicht existieren können⁹³ ». Alois Grendelmeier rappelle aussi que ce sont les hommes, principaux pourvoyeurs d'emplois, qui ont attiré les femmes dans le travail rémunéré. Il n'est plus temps de faire marche arrière, au contraire, « [wir] müssen nun den veränderten Verhältnissen Rechnung tragen⁹⁴ ». En effet, il faut aller de l'avant, ne pas se lamenter sur une évolution irréversible. Car changement des tâches féminines, il y eut indéniablement⁹⁵. L'emploi rémunéré et l'intégration

⁹¹ BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 292. Alois Grendelmeier (ZH/AdI.) : « Ich glaube, es würde zur Katastrophe werden, wenn alle diese 800 000 Frauen nach dem Schlagwort « Die Frau gehört ins Haus » handeln und die Arbeit in den Fabriken, auf dem Lande und in den Spitälern niederlegen würden » (BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 272).

⁹² BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 256.

⁹³ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 533

⁹⁴ AFS, E 1070, 1969/10, vol. 48, G-05996, protocole de la Commission du Conseil national, 15 mars 1951, p. 22.

⁹⁵ Selon Albert-Edouard Picot (GE/PLS) : « Ensuite, la femme autrefois était entièrement consacrée à sa tâche d'épouse et de mère, comme confinée à son foyer. Depuis un siècle environ, une évolution s'est produite, qui fait participer de plus en plus la femme à la vie sociale et économique. Cette évolution semble justifier une modification des points de vue originaires de la vie publique suisse » (BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 373).

économique des femmes hors de leur foyer sont notamment facilités par l'instauration progressive de l'Etat providence⁹⁶. Par conséquent, si les structures et la conjoncture facilitent l'insertion des femmes dans la vie rémunérée, il n'existe qu'une parade : la remise en question des chiffres avancés et le regret de cette évolution, pimentés des dangers encourus par les femmes. En 1958, Karl Hackhofer (ZH/PDC) démontre, en effet, que le travail féminin a considérablement et progressivement décru depuis 1888⁹⁷. Karl Wick (LU/PDC), quant à lui, regrette, en 1951, les effets de l'industrialisation sur le travail féminin. « Es gibt eine Verindustrialisierung der Wirtschaft und damit wurde die Heranziehung der Frau in die Wirtschaft bewirkt⁹⁸ ». L'opinion tranchée et conservatrice de Karl Wick fait planer deux niveaux de concurrence insoluble, principalement au détriment des femmes : concurrence intérieure à la nature féminine, entre maternité et travail ; concurrence extérieure, entre femmes et hommes, sur le lieu de travail, mais qui est susceptible de se transposer dans les foyers. Démocrate chrétien soucieux du maintien des répartitions traditionnelles des tâches sexuées, il s'érige contre l'empiètement abusif de l'Etat dans les sphères sociale et privée, et prône la pérennisation de l'exclusion féminine des droits politiques comme contre-pouvoir⁹⁹. Il représente très certainement le symbole d'un combat perdu d'avance, mais dont les arguments demeurent vivaces chez un très grand nombre de ses concitoyens, femmes et hommes confondus. Face à ce regret, la réalité des femmes travailleuses, compétentes et, pour certaines, très qualifiées, suscitent une réaction pénible d'iniquité. Gustave-Laurent Roulin (FR/PDC) estime, à ce propos : « N'est-il pas paradoxal qu'une femme médecin, pharmacienne, juriste, professeur, institutrice, infirmière, assistante sociale, chef de service ou d'atelier, employée ou ouvrière ne jouisse pas aujourd'hui du droit de vote et d'éligibilité, alors que l'homme, remplissant les mêmes fonctions

⁹⁶ Ernst Vaterlaus (ZH/PLR) estime : « Diese Erscheinung erklärt sich aus der Entwicklung des Staates zum Wohlfahrts- und Sozialstaat. Der Staat hat mehr und mehr Aufgaben übernommen, die früher der Familie zukamen ». Il poursuit : « Die Weisung sagt uns, die Familie sei heute – abgesehen von der Bauernfamilie – meist nur noch Erziehungs-, Kultur-, Erwerbs- und Konsumgemeinschaft und nicht mehr Produktionsgemeinschaft » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 389).

⁹⁷ Le Message du Conseil fédéral démontre « dass nicht nur der Anteil der in den Fabriken beschäftigten Frauen seit 1888 ständig zurückgegangen ist, und zwar von 46% im Jahre 1888 auf 32% im Jahre 1954, sondern dass auch die Zahl der berufstätige Frauen überhaupt heute prozentual geringer ist als etwa in den Jahren 1888 oder 1920 » (*BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 283).

⁹⁸ Il poursuit : « In der Schweiz sind mehr als ein Drittel der Frauen in der Wirtschaft tätig. In der Fabrikstätigkeit ist der Prozentsatz der Frauen vielleicht noch höher. Es entstehen dadurch schwere Konflikte zwischen Mutterschaft und Beruf. Das bedeutet eine innere Verarmung des Frauenlebens. Die Frau steht in Konkurrenzierung zum Manne, der Mann in Konkurrenzierung zur Frau in der Wirtschaft. Soweit nun Politik am Staat und an der Wirtschaft mitgestaltet, ist die Frau wenigstens auf dem politischen Felde von dieser Mitgestaltung ausgeschlossen » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 520).

⁹⁹ Il parle de « Verabsolutierung der Demokratie » (*Ibid.*).

dans la société possède pleinement les droits civiques ?¹⁰⁰ ». Paradoxe, en effet, injustifiable et incompréhensible, d'autant que Charles Primborgne (GE/PDC) estime que la marche forcée de l'insertion économique des femmes depuis des décennies provoque un changement d'une tout autre envergure que le suffrage féminin. « Nous estimons que cette place des femmes dans l'industrie, le commerce, l'agriculture, en dépit d'une organisation professionnelle soucieuse de progresser, est beaucoup plus lourde de conséquences que l'exercice des droits civiques¹⁰¹ ». Cela semble évident, mais c'est sans compter la mise en péril du bien-être des hommes et de leur sentiment de supériorité envers les femmes. Impuissants face à ces développements structurels et conjoncturels qui les dépassent, l'exclusion des femmes de l'égalité politique peut apparaître comme le dernier rempart à leur sentiment de dépossession.

3.5.2 Les femmes et l'éducation

Pendant longtemps, l'éducation était différenciée selon les sexes¹⁰². Dorénavant, à l'instar des transformations sur le marché du travail, « das Monopol der Bildung ist ebenfalls nicht mehr Sache der Männer¹⁰³ ». Les femmes elles-mêmes doutent parfois de leurs aptitudes à se positionner à l'égale des hommes en matière politique, et proposent des cours d'éducation civique. Dès les années 1950, cependant, filles et garçons fréquentent les mêmes classes et les mêmes leçons. La mixité scolaire correspond au développement d'une égalité formative et informative, et induit une profonde modification des opinions des jeunes gens, les unes envers les autres, qui aboutira de façon exemplaire au « changement de génération ». Ernst Flükiger (SG/PLR) remarque, en 1951, que les femmes ont désormais accès aux universités qui forment des médecins, des avocates, et même des pasteures ; « und diesen Berufen, die auch eine Elite darstellen, müssen wir kraft unserer Rechtsverhältnisse dann das Recht, zu stimmen und zu wählen, versagen. Ich glaube, das ist etwas, gegen das, wenn man so sagen darf, ein primitives Rechtsempfinden sich sträuben muss¹⁰⁴ ». Certains parlementaires remarquent, par ailleurs, que

¹⁰⁰ BSOAF, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 274.

¹⁰¹ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 261.

¹⁰² Selon Corinne et Martine Chaponnière, l'éducation différenciée des femmes et des hommes se basent sur « le rôle de la femme et la nature féminine », « quels que soient les arguments moraux, psychologiques, sociologiques et économiques invoquées » (*La Mixité des hommes et des femmes*, op. cit., Gollion 2006, op. cit., p. 78).

¹⁰³ Harald Huber (SG/PSS), BSOAF, Conseil national, 12 juin 1951, p. 523.

¹⁰⁴ BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 387. Armand Droz (FR/PLR), partisan du suffrage féminin, relève les arguments des opposants : « On a fait état dans quelques milieux du manque de formation civique de la femme dans sa généralité et on a mis en doute que sa connaissance des problèmes politiques, économiques et sociaux soit actuellement suffisante pour lui permettre de participer objectivement, dans un proche avenir, aux consultations populaires cantonales et fédérales » (BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 513).

le niveau d'instruction moyen des femmes est élevé et supérieur à ce qu'il a pu être autrefois¹⁰⁵. L'ouverture et la diversification des intérêts de l'espace intellectuel, tant des femmes que des hommes, sont également promues et facilitées par le développement des « mass media »¹⁰⁶. L'expansion éducative et professionnelle dans laquelle les femmes sont désormais incluses rend leur exclusion politique d'autant plus inacceptable. Alois Grendelmeier (ZH/AdI.) exprime cet avis en 1958. « Wir dürfen die Frauen, die durch die gleichen Schulen gegangen und durch die gleiche Erziehung, wie wir sie selbst hatten, in unserer Wirtschaft so unentbehrlich geworden sind, in staatspolitischer Beziehung nicht ungleich behandeln, jedenfalls nicht so wie vor einem Jahrhundert¹⁰⁷ ».

3.5.3 Mêmes devoirs, mêmes droits

Ainsi, les femmes disposant de la même éducation, partageant la même existence et les mêmes expériences professionnelles que les hommes sont assujetties aux mêmes devoirs, sans pour autant disposer des mêmes droits pour influencer les diverses lois qui les régissent. « Comment d'ailleurs soutenir aujourd'hui en toute équité que l'employée n'a rien à dire au sujet des conditions de travail, que les questions de prix et d'approvisionnement ne concernent pas la ménagère, que la mère de famille ne doit pas se mêler des affaires de l'école ?¹⁰⁸ ». Il va sans dire que la ménagère et la mère de famille consciencieuses ont de tout temps eu un intérêt pour les questions qui les concernent directement, tout en imaginant qu'elles en avaient déjà pour toutes les autres. L'intégration croissante des femmes dans la vie économique du pays apparaît comme un argument incontournable puisqu'il outrepassa la sphère privée, invisible¹⁰⁹. Dans la logique de la nouvelle répartition des tâches, Jean Gressot (BE/PDC) établit un lien immédiat entre devoirs et droits, en ce sens qu'une personne s'engageant davantage doit obtenir davantage de droits. Il estime ainsi, en 1958 : « Reconnaissez avec moi, en toute logique, que si les droits correspondent à une participation de plus en plus accentuée de l'individu aux charges et aux responsabilités de la société civile, on peut et on doit tirer de cette constatation des raisons justifiant actuellement le droit de vote des femmes¹¹⁰ ». Il en appelle à l'esprit logique de ses collègues, tout en décrivant

¹⁰⁵ Ernst Vaterlaus ((ZH/PLR) et Charles Primborgne (GE/PDC), *BSOAF*, resp. Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 390 et Conseil national, 19 mars 1958, p. 258.

¹⁰⁶ Telle est l'opinion de Jean-Jacques Cevey (VD/PLR), *BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 444.

¹⁰⁷ *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 272.

¹⁰⁸ Jean-Jacques Cevey (VD/PLR), *BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 444.

¹⁰⁹ Ainsi, selon Armand Droz (FR/PLR) : « A cette situation nouvelle, à ces devoirs accrus, devrait logiquement correspondre l'octroi de droits nouveaux » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 513).

¹¹⁰ *BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 289.

ce qui est censé être juste et bon de penser. Il expose les raisons concrètes pour lesquelles il est raisonnable de penser de la façon dont il le propose. De plus, la participation accrue à la « société civile », appelle, selon lui, à une participation accrue à l'activité politique, alors qu'auparavant, les deux sphères étaient distinctes, même si les femmes ont de tout temps été actives dans la société. Il y a ainsi un glissement de sens et de ce qui est bon de penser, en direction d'une reconnaissance du « tout politique » et une tentative de rendre ce glissement logique et sensé. Il s'agit encore une fois d'une argumentation fallacieuse, quoique pour la bonne cause, puisqu'elle soumet le suffrage féminin, droit imprescriptible, à une condition extérieure¹¹¹. Charles Primborgne (GE/PDC) relève, en 1958, les exigences de la démocratie helvétique en réduisant le lien de cause à conséquence. « L'égalité de traitement, l'un des fondements de notre Etat, n'exige-t-elle pas que les femmes, qui depuis longtemps ont presque les mêmes obligations que les hommes, reçoivent également les mêmes droits ? [...] L'évolution de notre Etat politique, où l'économie et le social jouent un rôle de plus en plus important, fait que l'existence des uns et des autres est soumise aux mêmes exigences¹¹² ». Les femmes ont de tout temps été soumises à des obligations et à des exigences. Celles-ci, néanmoins, sont d'un nouveau type, générées par le travail rémunéré dans la sphère publique auparavant occupée par les hommes uniquement. Sans pour autant abandonner leurs anciennes charges, les femmes balisent un nouvel espace. Dans ce processus, deux parlementaires introduisent le concept de contrainte. En définitive, les femmes n'ont plus le choix et doivent assumer leurs responsabilités tant dans la sphère privée que publique. Selon Adelrich Jacob Schuler (ZH/PDC) : « Man braucht kein Gleichberechtigungsfanatiker zu sein, um festzustellen, dass man einerseits der Frau immer mehr Aufgaben und Pflichten überbunden und überbinden musste, dass aber andererseits ihre politischen Rechte seit über hundert Jahren praktisch dieselben geblieben sind¹¹³ ». Il tente de susciter un sentiment d'injustice et d'illogisme en mettant cette contradiction en évidence, alors que quelques

¹¹¹ Carl Miville (BS/PSS) reconnaît ce paralogisme : « Ich glaube, auch dieses halbe Zugeständnis an die werktätige und arbeitende Frau ist nicht richtig und nicht haltbar, denn wir haben ja beim Manne nie darauf gesehen, ob er werktätig ist, in welcher Weise er sich im Wirtschaftsleben betätigt. Wir haben nie daran gedacht, in der bürgerlichen Demokratie denjenigen, der sein Leben lang nichts getan hat, der keine Leistungen aufweist, der nur konsumiert, das Stimmrecht abzusprechen » (*BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 737).

¹¹² *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, pp. 259 et 260.

¹¹³ *BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 290. Kurt Schoch (SH/PLR) fait la même constatation : « Man findet es offenbar in Ordnung, dass täglich Hunderttausende von Frauen strenger Erwerbsarbeit nachgehen müssen, dass sie Arbeiten verrichten und verrichten müssen, die früher von Männern geleistet wurde, dass sie ihre Steuern, wie die Männer, bezahlen, dass in schweren Zeiten Appelle an sie gerichtet werden – [...] – dass man in schönen Reden die wertvolle Mitarbeit der Frau in allen Tonarten lobt, aber dann diesen Frauen nach wie vor die Mitwirkung bei der staatlichen Willensbildung versagt » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 392).

années plus tôt, le problème ne se posait pas en ces termes ; d'ailleurs, ce n'était même pas un problème.

La trilogie travail rémunéré, même éducation et mêmes devoirs/mêmes droits rend visible les modifications sociales auxquelles les femmes ont été confrontées. Alors que le travail rémunéré des femmes est une réalité ancienne, la prise de conscience et la problématisation de l'éducation et de l'égalité sexuée devant les devoirs et les droits sont plus récentes. Ce sont les partisans qui mettent ces concepts en évidence afin d'en faire découler logiquement le suffrage féminin.

3.6 Les femmes et la guerre

Les deux guerres mondiales, épisodes exceptionnels et dramatiques, participent de façon intense à la visibilité des femmes. Elles ont remplacé les hommes mobilisés et se sont spontanément engagées dans le service civil d'aide. Prétendre que les années de guerre favorisa la reconnaissance civique des femmes est osé. Certes, les parlementaires reconnaissent de concert l'engagement désintéressé des femmes. Certains en induisent la problématique de la récompense, la reconnaissance masculine envers l'engagement des femmes ne suivra pas sous la forme du suffrage féminin. Le gouvernement refuse de l'instaurer de façon volontariste et « autoritaire », propose une mise en consultation en 1959, seulement, et les citoyens suisses ne l'accorderont qu'en 1971, soit 26 ans plus tard. La neutralité helvétique a épargné le pays des ravages de la guerre et lui a permis de restaurer et poursuivre un état précédent la guerre. Georges Moeckli (BE/PSS) l'a parfaitement exposé en 1951. « Disons aussi que notre indifférence, voire notre opposition à l'égard d'une revendication parfaitement légitime et justifiée doit être attribuée à notre avis, pour une bonne part, au fait que nous n'avons subi que les remous des deux grands cataclysmes de 1914 à 1918 et de 1939 à 1945. [...] Chez nous, passée la grande frayeur d'être entraînés dans la tourmente, nos habitudes psychologiques de calme, de lente continuité, de stabilité, de sécurité, avec leurs avantages indéniables ont repris fortement le dessus et se sont traduites par le retour – [...] – aux formes et aux usages précédents de la démocratie avec ses lenteurs mais aussi sa sagesse proverbiale¹¹⁴ ». Les guerres mondiales, en soi, ne favorisent pas l'instauration du suffrage féminin ; elles forcent, cependant, la prise en considération de la présence incontournable des femmes dans tous les domaines de la société.

¹¹⁴ BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 382.

3.6.1 L'engagement des femmes

Armand Droz (FR/PLR) le reconnaît, en 1951 : « Il est indéniable que les deux guerres mondiales ont apporté dans la vie publique des citoyens, même ceux dont les pays sont demeurés en dehors des conflits, des modifications importantes qui se sont traduites pour les femmes par des charges accrues et des devoirs nouveaux¹¹⁵ ». Et en 1957, Ernst Vaterlaus (ZH/PLR) aboutit à la même constatation. Il faut en chercher la raison dans l'obligation pour les femmes de remplacer, dans tous les domaines, les hommes mobilisés¹¹⁶. De manière générale, les parlementaires louent l'engagement volontaire et désintéressé des femmes, que ce soit dans l'économie ou dans le service civil. Cet aspect reconnu avec gratitude en induit cependant un autre dont les conséquences peuvent paraître imprévisibles. « Herr Präsident Aeby [FR/PDC] hat in seiner Eröffnungsrede der gegenwärtigen Session am 3. Dezember im Nationalrat auf die Bedeutung der Rolle der Frau in den vergangenen 6 Kriegsjahren hingewiesen. Er hat dabei gezeigt, dass die Frau auch im Militär, wenn ich so sagen darf, ihnen « Mann gestellt hat ». So bleibt uns einzig das Problem zu lösen, der Frau auch die politischen Gleichberechtigung zu geben¹¹⁷ ». Les femmes sont capables de remplacer les hommes dans la plupart des circonstances, et elles le font tout aussi bien, si ce n'est mieux qu'eux. Perspectives alarmantes pour l'invulnérabilité et l'unicité masculines. D'autant plus que les femmes refusent rarement de le faire, comme le reconnaît Ernst Reinhard (BE/PSS), en 1945. « Wir dürfen anerkennen, welche gewaltige Arbeit die Frau zu Stadt und Land geleistet hat und wie froh wir waren, dass die Frau nicht sagte : Das ist Männerarbeit, die tue ich nicht, sondern dass die Frau selbstverständlich als Kameradin an die Seite des Mannes getreten ist und härteste Arbeit geleistet hat¹¹⁸ ». Les femmes sont disponibles, prêtes à s'engager sans compter pour une cause qui leur paraît juste malgré (ou justement à cause de ?) l'éloignement des tâches attendues d'elles dans leurs occupations coutumières. En 1951, Harald Huber (SG/PSS) martèle que grâce à l'engagement des femmes, l'activité économique s'est maintenue à un haut niveau, et il prédit que, dorénavant, les femmes seront davantage présentes dans tous les aspects de la vie¹¹⁹. Que les femmes soient sous-payées

¹¹⁵ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 513.

¹¹⁶ BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 390.

¹¹⁷ Hans Oprecht (ZH/PSS), BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 722. Le conseiller fédéral Ludwig von Moos (OW/PDC) utilise cette expression en 1970, BSOAF, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 279.

¹¹⁸ BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 734.

¹¹⁹ « Denken Sie an die Kriegsjahren zurück, wo es die Frauen gewesen sind, die durchgehalten haben, wo ohne die aktive Mitarbeit der Frau wahrscheinlich das ganze Getriebe in der Schweiz zwar vielleicht nicht stillgestanden, aber doch ganz wesentlich gebremst worden wäre. Die Männer waren im Dienst, die Frauen zu Hause. Aber die Frauen waren auch nicht nur zu Hause, sie haben sogar militärisch ihre Pflicht erfüllt in allen möglichen Bezirken, und wir

ou non, qualifiées ou non, Luc Capdevila et ses collègues estiment que « les guerres ont été l'occasion du développement du salariat et d'un recul du bénévolat féminin¹²⁰ ». Bien que cette nouvelle situation extraordinaire ait été ressentie comme temporaire, elle « ancrerait dans les habitudes l'idée de l'interchangeabilité des hommes et des femmes au travail¹²¹ ». Par conséquent, ils remarquent qu'il peut survenir un « brouillage identitaire », « proche de l'inversion » lorsqu'une femme peut remplacer un homme, quel que soit d'ailleurs le type de substitution¹²².

3.6.2 Le service civil

Cet engagement ne se limite pas à l'activité économique, mais déborde sur un autre domaine, celui-là masculin par excellence : l'activité militaire, comme le remarque Alois Grendelmeier (ZH/AdI.). « Selbst in militärischen Dingen ist dies der Fall. Im Mobilmachungs- und Kriegsfall werden, wie wir erfahren haben, die Frauen ebenfalls zum Dienst herangezogen und im Kriege selber wird es keine Unterscheidung geben, wenn es ans Sterben geht. Die Bomben machen keinen Unterschied¹²³ ». Le service actif ou le service d'aide des femmes agissent comme des euphémismes, rhétorique toute féminisée, quand certains parlementaires s'expriment en termes à connotation très masculine. Le conseiller fédéral Markus Feldmann (BE/UDC) cite le conseiller fédéral Giuseppe Motta (TI/PLR) qui parle, en 1939, d'« organisation militaire » et Heinrich Heer (GL/Dém.) de « service militaire des femmes¹²⁴ ». La guerre, même maintenue à distance, comme en Suisse, concerne et cause de la souffrance à toute la population, sans exception. Les femmes sont désormais incluses dans le système guerrier ; elles y participent, malgré elles, et, là aussi, partagent toujours davantage les mêmes aléas que les hommes. Cette absorption contraignante anéantit du même coup la relation historique entre la

sehen voraus, dass das in Zukunft viel mehr der Fall sein wird » (BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 523). Erich Ullmann (TG/UDC) relève encore en 1970 l'important engagement économique des femmes pendant la guerre, BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1970, p. 400.

¹²⁰ Luc Capdevila, François Rouquet, Fabrice Virgili, Danièle Voldman, *Sexes, genre et guerres (France, 1914-1945)*, Payot 2010, *op. cit.*, p. 230.

¹²¹ *Ibid.*

¹²² *Ibid.*, p. 214. Bien que l'expérience française ait été très différente de l'expérience helvétique, il est intéressant de suivre le développement de ce concept de brouillage identitaire par les auteurs. En effet, ils mettent en parallèle la découverte et l'apprentissage par les blessés et les mutilés de guerre de leur faiblesse biologique et physique, caractéristique auparavant seulement attribuée aux femmes.

¹²³ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 533.

¹²⁴ BSOAF, resp. Conseil national, 20 mars 1958, p. 301 et Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 403.

capacité à porter les armes et les droits politiques¹²⁵. Harald Huber (SG/PSS) estime, en 1951, que cet argument, brandi par certains opposants, perd de son impact dans la mesure où il est possible que, tôt ou tard, l'obligation du service militaire pourrait être élargie aux femmes¹²⁶. Le conseiller fédéral Ludwig von Moos (OW/PDC) s'y réfère encore en 1970. « Nun müssen wir allerdings sagen, dass in dieser Beziehung heute keine rechtliche, kein zwingende Bindung mehr besteht, und den vielen Frauen, die schon oft, beispielsweise während des vergangenen Weltkrieges, aber auch in anderen Fällen, ihren Mann gestellt hat, soll nicht heute mit dem Hinweis auf die Wehrfähigkeit das politische Recht vorenthalten werden¹²⁷ ». La femme guerrière, cependant, heurte encore passablement les sensibilités comme étant une réalité contre-nature. Heinrich Heer (GL/Dém.) exprime son malaise en donnant l'exemple de la Russie qui prépare ses femmes aux activités militaires au front. « Das ist eine krasse Missachtung der Sendung der Frau, die dazu da ist, Leben zu schenken und nicht solches zu vernichten¹²⁸ ». En revanche, l'activité des femmes au sein du service civil, tel qu'il a été instauré en Suisse, est saluée par tous les parlementaires, et surtout par Ernst Vaterlaus (ZH/PLR) qui était à la tête d'environ 25 000 femmes pendant trois ans et demie¹²⁹.

3.6.3 La récompense

La reconnaissance unanime de l'engagement exemplaire des femmes pendant les deux guerres introduit la problématique de la reconnaissance. Faut-il récompenser les femmes ou ont-

¹²⁵ Charles Primborgne (GE/PDC) estime : « La dépendance que d'aucuns, au sein de notre population, croient discerner entre les droits civiques et le service militaire n'est juridiquement pas fondé. Il n'existe aucun lien entre les deux choses » (BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 260). Il le rappelle encore plus loin : « le service militaire, n'étant pas un devoir politique, n'est pas lié au droit de vote » (BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, pp. 303 et 304). Le Message explicite quant à lui : « Il est exact que la plupart des cantons ont supprimé, déjà avant 1848, le lien juridique entre le service militaire et l'exercice des droits politiques et ce lien n'a jamais existé dans l'Etat fédératif ; [...] » (*Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur l'institution du suffrage féminin en matière fédérale* (Du 22 février 1957), p. 768). Ernst Vaterlaus (ZH/PLR) reconnaît que ce lien ait pu exister par le passé, mais est devenu sans objet à l'époque des débats, BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 391. Bien que le lien entre service militaire/capacité de porter les armes et droit de vote soit largement répandu dans la population, il ne constitue qu'un argument très modérément utilisé par les parlementaires contre le suffrage féminin, étant donné que ce lien n'est pas explicitement établi dans la législation.

¹²⁶ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 523.

¹²⁷ BSOAF, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 279.

¹²⁸ « Was ich als eine Verletzung fraulicher Würde empfinde, ist die Ausbildung und der Einbezug der Frau zum eigentlichen Frontdienst, [...] » (BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 403). L. Capdevila et ses collègues remarquent que l'engagement des femmes dans les tumultes guerriers était ressenti comme scandaleux. « En sortant du rôle que l'on attendait d'elles en temps de guerre, elles paraissaient également refuser la sexualité conjugale, seule autorisée » (*Sexes, genre et guerres, op. cit.*, p. 292).

¹²⁹ « Frauen in leitender Stellung der FHD haben für unsere Armee und für unser Land ganz Hervorragendes geleistet. Ebenso wertvoll und notwendig war die Mitarbeit der Frauen im zivilen Hilfsdienst. [...] Schliesslich müssen wir all der Frauen gedenken, die während der Abwesenheit des Gatten im Aktivdienst für Familie und Geschäft sich einsetzen mussten » (BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 390).

elles simplement fait leur devoir ? Et si oui, comment les remercier ? La première question soulève déjà quelques remous dès 1945. « Herr Bundespräsident von Steiger hat erklärt, die Frau habe in der Kriegszeit nur ihre Pflicht getan. Nein, Herr Bundespräsident, sie hat mehr als nur ihre Pflicht getan¹³⁰ ». Les femmes ont réalisé davantage dans la mesure où elles ont pris des responsabilités qui incombait normalement aux hommes tout en continuant à assumer leurs activités antérieures. Début du double, voire du triple emploi. Elles ont, en quelque sorte, outrepassé leur domaine d'activités traditionnelles. Et cependant, la nation n'en attendait pas moins d'elles¹³¹. Mais la façon dont les femmes elles-mêmes considèrent leur engagement est sujette à des interprétations opposées. En 1945, Ernst Reinhard suggère que les femmes veulent être récompensées par le suffrage féminin. « [...], wir haben eine Frauenpetition vor uns, die in grosser Noblesse verschweigt, was die Frauen während des Krieges geleistet haben, die nach dem Zeugnis des Herrn Bundespräsidenten nicht jetzt den Wechsel präsentieren und erklären : So viel haben wir gearbeitet und so wollen wir belohnt werden¹³² ». A contrario, le conseiller fédéral Eduard von Steiger (BE/UDC) remercie les représentantes de l'ASSF, « dass sie bei der Darstellung der Verhältnisse mit keinem Wort darauf angespielt haben, was das Schweizervolk den Frauen während des Weltkrieges zu verdanken hat, und dass wir hier diese Frage unabhängig von dieser Dankesschuld ruhig diskutieren dürfen¹³³ ». A la question de savoir si les femmes ont mérité le suffrage féminin en regard de leur engagement pendant les guerres, certains parlementaires répondent par l'affirmative¹³⁴. L'idée de la dette de reconnaissance est encore puissante en 1945 puisque le conseiller fédéral Eduard von Steiger (BE/UDC) affirme que, si un rapport est demandé, « so geschieht das nicht nur aus Dankesschuld, sondern auch aus einem Gefühl der Loyalität¹³⁵ ». Il répète une fois encore ces sentiments à la fin de son discours. Il n'est pas anodin que la question du suffrage féminin soit discutée au Parlement au sortir de la guerre. Les partisans estimaient probablement que ce sentiment de loyauté et cette dette de

¹³⁰ E. Jakob Kägi (ZH/PSS), *BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 731.

¹³¹ C'est également l'opinion de Heinrich Heer (GL/Dém.). « Ich meine dabei [Militärdienst der Frau] nicht die so überaus verdienstvolle Tätigkeit des FHD, dessen Aufgabe es ist, dienstpflichtige Männer für militärische Zwecke im engern Sinne frei zu machen, und vor allem auch sozial tätig zu sein » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 403).

¹³² *BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 734. Cette pétition est intitulée « Zur Orientierung über das Frauenstimmrecht, herausgegeben vom Schweizerischen Verband für Frauenstimmrecht », 1945, *AFS*, E 4001 (C), 1000/783, vol. 133.

¹³³ *BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 738.

¹³⁴ Erich Ullmann (TG/UDC) et Emil Wipfli (UR/PDC), *AFS*, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil des Etats, 8 juillet 1957, resp. 9 et 15 ; Erich Ullmann (TG/UDC), *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 400.

¹³⁵ *BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 738.

reconnaissance auraient pu être propices à l'avancement de leur cause. Quoique le postulat de Hans Oprecht (ZH/PSS) ait effectivement été adopté par le Conseil national¹³⁶, la résolution du problème stagne à nouveau pendant un certain nombre d'années. Et les débats des années 1950 démontrent encore (ou à nouveau) de puissantes résistances. Ce sentiment de dette pouvait effectivement être très présent en 1945, mais elle s'atténue rapidement par la suite, avec le rétablissement d'une situation sociale et personnelle normalisée.

Finalement, si l'accroissement de la visibilité des femmes dans la société et l'économie, et leur engagement pendant les guerres n'ont pas réussi à surmonter les obstacles contre le suffrage féminin, seul un changement de génération peut le faire.

3.7 Le changement de génération

Il fallut bien le passage d'une, si ce n'est de deux générations pour voir la cause du suffrage féminin aboutir. Certains parlementaires sont bien conscients de ce tournant générationnel et de la montée d'un nouveau style relationnel entre les sexes. Adelrich Jacob Schuler (ZH/PDC) estime, en 1958 : « Per saldo aber halte ich dafür, dass die Gründe für das Frauenstimmrecht eindeutig überwiegen. Das hängt nicht nur mit meinem Jahrgang zusammen, obwohl nicht ganz zu übersehen ist, dass die Stellungnahme zum Problem des Frauenstimmrechtes ein Stück weit ein Generationsproblem darstellt¹³⁷ ». Lors des mêmes débats, Walther Bringolf (SH/PC) remarque, non seulement, la différence d'apparence et d'idées des jeunes, contemporains aux débats, et ceux de la génération antérieure, mais aussi, le marquage net distinguant les jeunes gens et les adultes dans la même réalité spatiotemporelle. De plus, les différences entre jeunes femmes et jeunes hommes s'effacent également. « Keine Rede von einer Verderbnis, die Jugend ist durch die Zeit und die Entwicklung anders geworden¹³⁸ ». Le sentiment et le regard de cette jeune génération sur l'ancienne sont marqués, selon Ferruccio Bolla (TI/PLR), par une sensation de statisme helvétique rendue possible par la « suffisance » et le « contentement de soi ». Et c'est justement cette « jeunesse studieuse qui est prête à partager le sentiment [avec les pays étrangers] que le Suisse, à l'abri des Alpes et de la neutralité, soit peu

¹³⁶ Le postulat est accepté par 104 voix contre 32, *BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 738.

¹³⁷ *BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 290.

¹³⁸ « Wenn heute in einer Familie, deren Vater und Mutter ehrenwerte Bürger sind und die Tradition hochhalten, die Tochter in Hosen und mit einem Rossschwänzli antritt, dann erschrickt niemand mehr in der Familie, während man vielleicht früher erschrocken wäre ; und wenn sie mit einem Klämmerlisack herumläuft, findet es man das durchaus in Ordnung. Man sagt sich höchstens, das hätten wir in unserer Jugend wahrscheinlich nicht getan ; aber die Zeiten haben sich geändert » (*BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 297).

réceptif aux grands courants d'idées qui soufflent dans le monde¹³⁹ ». Ce statisme, résultat de la prudence et de la méfiance qui tirent leurs racines profondément, bascule avec le changement générationnel. En 1957, Paul Haefelin, 68 ans au moment de son discours, exprime de façon exemplaire le passage d'un certain type de relation des hommes avec l'image idéalisée de la femme. « Ich weiss, dass die meisten meiner Altersgenossen diese Einstellung teilen, weiss aber auch, dass bei der jüngeren Generation nicht zuletzt wegen veränderten Erziehungs- und Sozialverhältnissen dieses Gefühl der Verehrung des andern Geschlechtes immer mehr einer eigentlichen Kameradschaft Platz macht, die es dann auch leichter zulässt, diesem Kameraden gelegentlich etwas Unangenehmes zu sagen oder ihn den Unbillen [sic] des aktiven politischen Lebens auszusetzen¹⁴⁰ ». Dans le but de contrer les résistances de quelques-uns, le recours à l'idée d'une nouvelle génération montante peut apparaître comme un appel à un sentiment désintéressé, face aux opinions personnelles et égoïstes, dont l'adéquation avec la réalité n'est plus pertinente. Tel est l'appel de Ferruccio Bolla (TI/PLR), en 1957, qui, se référant préalablement à la Landsgemeinde de Nidwald, demande à chacun de prendre position en regard de la nouvelle génération. « Elle devait se prononcer sur la proposition du Conseil d'Etat de rendre le suffrage féminin obligatoire en matière scolaire, religieuse et sociale, et facultatif en matière politique. Onze jeunes citoyens ont proposé une contreproposition prévoyant l'octroi du droit de vote et d'éligibilité généralisé aux femmes sur le plan communal. La Landsgemeinde a suivi la proposition de la jeunesse. Cette jeunesse, pour qui la participation de la femme à la vie publique représente quelque chose de naturel, qu'il est souhaitable de réaliser même contre la routine ou la prudence des « vieux », n'est certainement pas un phénomène limité à Nidwald ; c'est une réalité que nous tous, parents de fils et de filles modernes, constatons. Entre garçons et jeunes filles, un état d'égalité de rapports sans arrière-pensées s'établit, une communauté partageant le même souci d'être¹⁴¹ ». La reconnaissance de l'égalité par la jeune génération n'annule cependant pas l'existence d'une majorité d'hommes de l'ancienne. Le total des jeunes votants ne fait certainement pas le poids contre les plus anciens. Or, le retournement opéré par les votants entre 1959 et 1971 est éloquent¹⁴². Il va de soi que davantage de jeunes votent en faveur

¹³⁹ BSOAF, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 266.

¹⁴⁰ BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 395.

¹⁴¹ BSOAF, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 267.

¹⁴² Hans Nänny (AR/PLR), opposant jusqu'à la dernière heure, remarque : « Ich gebe zu, dass sich seit 1959 die Auffassungen über die politische Gleichstellung von Mann und Frau ganz allgemein, besonders aber auch in Kreisen der damaligen Gegner, merklich gewandelt haben » (BSOAF, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 271).

du suffrage féminin en 1971 ; mais leurs voix ne suffirent pas. Une évolution s'est par conséquent réalisée auprès d'une grande majorité de citoyens dans la force de l'âge.

3.8 L'évolution de l'opinion

3.8.1 Chez les parlementaires

Les parlementaires remarquent l'évolution de l'opinion parmi eux-mêmes. La formulation de cette transformation n'apparaît que lors des derniers débats, comme si les esprits s'étaient depuis rassérénés, comme si, effectivement, le suffrage féminin ne représentait alors plus le dernier rempart à l'écroulement de la nation. Ainsi, Kurt von Arx (ZH/PDC) estime, en 1970 : « Es sind erst 12 Jahre her, da im schweizerischen Parlament aus ehrlicher Besorgnis um das Wohl des Vaterlandes noch der Ruf erscholl : « Gott behüte uns vor den Folgen einer Ausweitung der Demokratie in der vorgeschlagenen Richtung ». Es ist ein Beweis des raschen Flusses der Zeit, wenn uns allen heute ein solcher Ausruf nicht mehr einfühlbar erscheint¹⁴³ ». Et comme si les discussions concernant le suffrage féminin avaient perdu leur acuité passionnelle pour se convertir en une simple et logique extension de la démocratie. Kurt Bächtold (SH/PLR) fait la constatation suivante : « Bei der letzten Diskussion über das Frauenstimmrecht war ich erstaunt über die Änderung, den Stimmungsumschwung, der in der letzten 12 Jahren bei den Männern stattgefunden hat. Es handelt sich um eine sachliche Diskussion im Nationalrat und meiner Meinung nach eindeutig um eine Wendung zum Bessern¹⁴⁴ ». Ces deux citations, bien qu'elles émanent de deux partisans du suffrage féminin, mettent encore en évidence le véritable ressenti de l'aspect hautement passionnel des débats. Et cette effervescence émotionnelle disparaît au moment où les dés sont jetés au niveau parlementaire. Les passions sont exprimées lorsque l'issue est encore ouverte ; une fois que la partie semble perdue, elles sont enfouies et tues. Même si les partisans ont toujours considéré l'expression des émotions comme illégitimes, dorénavant, les adversaires aussi les considèrent comme telles. Par conséquent, elles sont ressenties comme légitimes tant que l'environnement ambiant est susceptible de les recevoir et d'y adhérer. L'exposé des émotions exige donc un minimum d'empathie. Ainsi, malgré la rationalisation des passions en un discours, les passions demeurent fortement attachées à la subjectivité des individus et les expose, malgré tout, à une certaine nudité personnelle.

¹⁴³ *BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 449.

¹⁴⁴ *AFS*, E 1070, 1992/87, vol. 32, G-10476, protocole de la Commission du Conseil des Etats, 21 août 1970, p. 3. Ferruccio Bolla remarque cette même évolution au Conseil des Etats, *BSOAF*, 23 septembre 1970, p. 266.

3.8.2 Chez les citoyens

L'évaluation de l'évolution de l'opinion parmi les citoyens est cependant la préoccupation principale des parlementaires. Car, en fin de compte, ce sont bien les citoyens qui ont le dernier mot. Gottlieb Duttweiler (ZH/AdI.) exprime son hésitation : « [...] ; was wir zu entscheiden haben bei der Abstimmung über die Motion, ist ja das, ob das Volk selber ja oder nein sagen solle. Sehr wichtig ist auch, dass entschieden wird über eine gewisse geistige Einstellung ; da mangelt es irgendwie¹⁴⁵ ». Bien sûr, ils doivent montrer la voie, proposer des innovations, avoir un esprit parfois visionnaire afin de prévoir et de mieux adapter l'outil politique à la société. Mais, en tant qu'élus et représentants, ils sont aussi tributaires de la volonté des citoyens. Le chemin entre ces deux attentes est parfois étroit et semé d'embûches. Ernst Vaterlaus ((ZH/PLR) et Charles Primborgne (GE/PDC) estiment que, si le Parlement propose l'instauration du suffrage féminin en matière fédérale, c'est parce que cette cause a gagné du terrain aux niveaux communal et cantonal¹⁴⁶. La majorité des parlementaires prévoit, néanmoins, le rejet du suffrage féminin en 1959. En 1958, Jean Gressot (BE/PDC) ose une comparaison de l'évolution entre femmes et hommes. « Il faut reconnaître que la femme n'est plus aujourd'hui cette éternelle mineure qu'elle fut pendant des siècles. C'est que, Dieu merci, les idées ont évolué dans le temps et que la femme a évolué dans les idées, et il me semble que la femme ait évolué dans ces idées beaucoup plus rapidement que l'homme¹⁴⁷ ». Il s'agit de la mise en perspective de l'évolution des opinions et des attentes que les uns et les autres ont envers l'autre sexe. « Es sei aber auch festgestellt, dass die Frau selbst gegenüber früheren Zeiten anders geworden ist¹⁴⁸ ». La modulation des réalités sociales induit inmanquablement une adaptation, et partant, un changement de comportement tant des femmes que des hommes. Cette logique élémentaire se heurte cependant aux convictions intimes, aux désirs et, finalement, aux représentations personnelles des relations entre les sexes. Même si d'aucuns estiment que la réalité s'impose envers et malgré tout, elle tarde à empiéter sur les représentations, à modifier les opinions si aucune contrainte extérieure ne l'exige et si les prédispositions intimes ne s'avèrent pas disposées à l'accepter. Charles Primborgne (GE/PDC) résume bien l'ampleur des divergences. « Sur l'idée que nous nous

¹⁴⁵ Il poursuit : « Das fühlen wir – ja ich möchte so weit gehen, zu sagen, dass vielleicht die vielen Scheidungen von dieser Einstellung gegenüber der Frau, einer Einstellung die echt schweizerisch ist, herrühren. Wir wissen das nicht, aber es kann sein » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 391).

¹⁴⁶ *BSOAF*, resp. Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 389, et Conseil national, 19 mars 1958, p. 258.

¹⁴⁷ *BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 288.

¹⁴⁸ Ernst Vaterlaus (ZH/PLR), *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 389. Albert Oeri (BS/PLS) dit, cependant, que la femme n'a absolument pas changé ! *BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 735.

faisons de la situation de la femme dans la société contemporaine, nous divergeons, et le débat auquel nous avons assisté n'a certainement pas beaucoup modifié nos convictions réciproques. Les uns la voient par trop reine du foyer, les autres par trop reine des usines. Un fait est certain, c'est que sa condition s'est profondément modifiée¹⁴⁹ ». D'une part, il présente deux situations tranchées qui ne se retrouvent pas telles quelles dans la société ; les femmes ne sont jamais que l'une ou l'autre, elles ceignent, la plupart du temps, plusieurs couronnes à la fois. D'autre part, une question se pose : la modification de la condition des femmes implique-t-elle obligatoirement une transformation des femmes en tant que telles ? La réponse paraît logique, par trop élémentaire. C'est probablement aussi la raison pour laquelle les forces conservatrices, réfractaires au suffrage féminin, chantent les louanges de la nature inaltérable des femmes. L'évocation de la nature, cette valeur sûre, vraie et sincère, apparaît comme le dernier rempart au rapt et à l'engloutissement de la femme, mais aussi de l'homme, par des évolutions irrépressibles. Plus ; la prise en considération de la nature, comme entité fondamentale, invulnérable et immuable, agit comme un baume lénifiant et rassurant contre la versatilité, l'insécurité et la rapidité des transformations extérieures. L'isolement et la pétrification de la représentation de la nature féminine par l'élément dominant se réalisent selon les représentations dichotomiques des sexes : ici, le sexe masculin agissant s'oppose au sexe féminin passif, tout au moins voulu comme tel.

L'exemple de l'étranger, l'évolution tant politique que légale et la présence croissante des femmes dans l'économie et la société, tout semble plaider pour une reconnaissance d'un véritable développement sociétal. Bien que l'évolution de l'opinion semble adhérer à ces transformations, de puissants liens émotifs maintiennent encore certains parlementaires dans une organisation sociale obsolète : il s'agit de l'indépendance et de l'exception helvétiques et du désir tacite de maintenir les valeurs de la société bourgeoise libérale, avec la répartition stricte des droits et des devoirs entre les sexes.

Avant d'entrer en matière sur l'immuabilité naturelle des femmes, dont la perception relève principalement de représentations personnelles, nous restons encore dans un cercle plus éloigné du centre. Les arguments de la thématique, développés dans la partie suivante, peuvent s'appuyer sur des faits et des chiffres largement acceptés. Malgré la mise en évidence de

¹⁴⁹ BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 297.

structures politiques formelles, rendant l'insertion des femmes difficile, certains aspects découlent également de l'émotion et du ressenti personnel.

4 Les femmes, otages du système politique helvétique ?

L'entrée des femmes en politique se heurte à un certain nombre de données structurelles qui caractérisent le système politique helvétique. Les thèmes argumentatifs abordés dans cette partie abordent les différentes méthodes d'introduction du suffrage féminin et les défauts ou les travers de l'activité politique, amplifiés lorsqu'ils sont considérés à l'aune des femmes. Du point de vue de la pratique politique, certains parlementaires évoquent la nécessité, la pertinence et l'utilité d'une telle modification. En effet, pourquoi modifier une chose qui fonctionne bien et provoquer des remous dans la population en évoquant un thème qui fâche et déplaît¹ ? D'autant plus qu'il n'y a aucune urgence². Mauvaise foi ou minimisation volontaire, la dégradation du problème à un niveau trivial et concret préfigure le processus de formation d'opinion personnel. Suite à son affirmation concernant le manque absolu d'urgence, Melchior Hefti (GL/Dém.) ajoute, en 1951 : « Es geht nach meiner Auffassung auch nicht um eine rein politische Angelegenheit, sondern um einen persönlichen Entscheid³ ». Par conséquent, toute réflexion métaphysique et universelle se voit abolie par des considérations purement personnelles. Opinion confirmée par Karl Hackhofer (ZH/PDC), en 1958. « Damit ist auch zugegeben, dass sachlich zwingende Gründe für das politische Frauenstimmrecht nicht vorliegen, sondern dass die Stellungnahme pro oder kontra davon abhängt, wie man dem Problem von seinem Standpunkt aus gegenübertritt⁴ ». Il est piquant de constater que Melchior Hefti et Karl Hackhofer reconnaissent que la formation d'une opinion à propos du suffrage féminin dépend principalement de considérations personnelles, alors que la traditionnelle répartition sexuée des caractères attribue aux femmes l'incapacité de s'extraire de considérations personnelles et rapprochées⁵. Ils s'attribuent indirectement ces caractères féminins dans la prise de position sur le suffrage féminin.

¹ Selon Max Albert Rohr (AG/PDC) : « Man soll nur das Gute nachahmen und die Hände von andern Dingen lassen, die weder als nötig noch als nützlich empfunden werden » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 271).

² Ainsi, Melchior Hefti (GL/Dém.) estime : « Aber im Lande draussen herrscht vollständige Ruhe, und die allerwenigsten Frauen in der Schweiz wissen heute, was da im Ständerat behandelt wird, und regen sich kaum auf, wenn der Entscheid negativ ausfällt. Das mag zeigen, dass die Frage nicht von grosser Dringlichkeit ist » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 382).

³ *Ibid.*

⁴ *BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 283.

⁵ Ces deux opposants mettent bien en évidence que la décision concernant le suffrage féminin relève, en fin de compte, d'une confrontation et de réflexions personnelles, soit du résultat du face à face entre ses propres émotions et les pressions extérieures.

4.1 L'histoire et les traditions

Les considérations historiques et les valeurs issues de la tradition⁶ sont des arguments de prédilection des opposants. Elles démontrent l'ancienneté, et par la même occasion, la stabilité de cet ensemble disparate qui constitue la Suisse, et elles sont à la base de sa constitution : le fédéralisme, la volonté d'être ensemble, une vision téléologique de la nation, un concept de l'harmonie organique dans le développement de la Confédération...et tout cela en l'absence des femmes. En 1945, Josef Schuler (SZ/BV⁷) provoque l'hilarité lorsqu'il rappelle un haut fait historique et symbolique de la fondation de la Suisse. « Anno 1291 sind auf dem Rütli nur Männer gewesen. Da hat man keine Frauen gesehen⁸ ». Felix Moeschlin (ZH/AdI.) lui répond sans se décontenancer. « Auch er ist 1291 nicht dabei gewesen ; dennoch hat er heute das Stimmrecht. Also soll man den Frauen nicht Vorwürfe machen, für die sie nichts können⁹ ». Bien que le temps se soit écoulé depuis lors, le rappel de la création de la nation helvétique fige le passé dans le présent. Et plus il est considéré comme inéluctable et figé, plus il est ardu de réaliser des transformations. Tel est le pouvoir du mythe : la glorification du passé le lisse et le pétrifie dans une vision mythique et téléologique. L'image d'Epinal vide l'histoire de sa substance révolutionnaire, brutale, soumise aux nécessités de l'instantané, dans un anachronisme aveugle. Au-delà de l'aspect profondément émotionnel que suscitent les réminiscences historiques, elles dénotent une forte identification des contemporains aux héros d'antan et accentuent le fossé entre les sexes. En 1945, Karl Wick (LU/PDC) reconnaît dans l'exclusion implicite des femmes de la Constitution le renversement d'une domination. « Diese Selbstverständlichkeit ergab sich aus der geschichtlichen Tatsache der männlich bestimmten Kultur unserer Zeitepoche, im Gegensatz zur vorgeschichtlichen Zeitepoche des Matriarchates¹⁰ ». Relevons la situation temporelle d'une supposée domination féminine dans une préhistoire lointaine, réputée pour son barbarisme et épuisée par celui-ci, supplantée par l'histoire de la domination masculine. La justification de l'état actuel par l'histoire et son maintien en

⁶ Michel Foucault met bien en évidence les spécificités de la tradition : « elle vise à donner un statut temporel singulier à un ensemble de phénomènes à la fois successifs et identiques (ou du moins analogues) ; elle permet de repenser la dispersion de l'histoire dans la forme du même ; elle autorise à réduire la différence propre à tout recommencement, pour remonter sans discontinuer dans l'assignation indéfinie de l'origine ; grâce à elle, on peut isoler les nouveautés sur fond de permanence, et en transférer le mérite à l'originalité, au génie, à la décision propre aux individus » (*L'archéologie du savoir*, op.cit., Paris 1969, pp. 31 et 32).

⁷ BV est l'abréviation du parti cantonal schwyzois « Bauernvereinigung ».

⁸ BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 726.

⁹ *Ibid.*, p. 729.

¹⁰ *Ibid.*, p. 727.

l'honneur des sacrifices consentis par les héros du passé agacent Ernst Reinhard (BE/PSS). En 1951, il en vient à douter de la loyauté et de la pertinence d'un tel étalage historique. « Herr Schuler zitiert in jedem Augenblick die Schweizergeschichte. Wir scheuen uns ein wenig, jeden Augenblick für unsere kleinen egoistischen Interessen den Rütligeist zu zitieren. Wir scheuen uns, in jedem Augenblick den Geist der Stauffacherin zu profanieren¹¹ ». Guillaume Tell, Madame Stauffacher¹² et l'esprit du Grütli représentent le point de départ de cette histoire suisse séculaire dont le poids symbolique pèse encore sur les représentations du mécanisme de l'évolution. Et, en effet, la perception temporelle des événements agit comme une chape de plomb qui semble désormais extrêmement malaisé à moduler et à adapter. L'usage des mythes apparaît finalement comme une excuse et comme la raison principale pour ne pas modifier l'état actuel des choses de façon volontariste. Mais il semblerait aussi que la profondeur historique, la longévité d'un acquis rendît sa manipulation d'autant plus problématique. L'insistance sur le temps écoulé, non sous sa forme dynamique, mais au contraire sous sa forme statique, la vision d'un point éloigné survolant les siècles jusqu'au moment contemporain, rend bien compte de la transformation d'un droit en habitude¹³. Les réminiscences historiques se confondent avec l'idée d'un développement organique, les racines de la nation helvétique s'enfonçant profondément dans l'histoire, dans cette expérience séculaire. Karl Wick (LU/PDC), se référant à un dictionnaire politique, paru en Allemagne, le rappelle, en 1951. « Dieser Grund liege dahin, dass die Schweiz ein organisch gewachsenes Staatsgebilde sei, das immer von den gleichen Grundgedanken der Freiheit, des Masses ausgehend zum heutigen Staate geworden sei. Seine geschichtliche Auffassung, sein Sinn für Mass habe den Schweizer durch die Wirrnisse der Zeit geführt und er wolle die Vergangenheit ins Leben der Gegenwart fortsetzen¹⁴ ». La sagesse, que

¹¹ Il continue : « Wir wollen nicht behaupten, dass wir alle gerade Tellen seien, aber die Tellentat haben wir wenigstens fertig gebracht, der Stauffacherin den Einblick in den Ratssaal zu verwehren. [...], wenn Sie erklären wollen, es habe die Stauffacherin in unserm Saale überhaupt grundsätzlich nichts zu suchen, dann tun Sie mir und uns allen den Gefallen : Räumen Sie morgen die Statue der Stauffacherin weg und ersetzen Sie diese durch die Statue des Herrn Schuler » (*Ibid.*, p. 734).

¹² La Stauffacherin conseille à son mari « le landamman de Schwytz Werner Stauffacher, qui avait reçu des menaces de la part du bailli Gessler pour avoir osé se faire construire une maison en pierre, décida, sur les conseils de sa femme (dont le courage sera plus tard donné en exemple), de se réfugier à Uri et d'y fonder une alliance secrète » (*Dictionnaire historique de la Suisse*, article « mythes fondateurs »).

¹³ Selon Peter von Roten (VS/PDC) : « Ich glaube, als ein sachlicher Betrachter und als ein nicht zu optimistischer Kenner der menschlichen Natur kann man sich über die Resultate von Männerabstimmung gar nicht wundern ; im Gegenteil, es wäre sogar höchst verwunderlich gewesen, wenn eine Kollektivität, in diesem Falle die der privilegierten Schicht der Männer, freiwillig auf ein Vorrecht verzichtet hätte, das sie seit Jahrhunderten besessen hat und zu dessen Stützung sie sich auf ethische, moralische, historische und allerlei andere Erklärungen beruft » (*BSOAF*, Conseil national, 20 décembre 1950, p. 3).

¹⁴ *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 519.

Karl Wick (LU/PDC) croit reconnaître dans la continuation du passé dans le présent, implique une retenue pudique de l'homo helveticus pour la nouveauté. D'autres insinueraient l'existence d'une vision obtuse et bornée. Il n'en demeure pas moins qu'en 1958, pour Karl Wick, la perspective de l'instauration du suffrage féminin représente un pas audacieux. « Bei uns nun den Frauen das Wahlrecht plus das Stimmrecht zu geben, wäre ein sehr riskanter Schritt in ein ganz unbekanntes Gebiet und widerspräche ganz unserer bisherigen politischen Tradition¹⁵ ». Heinrich Heer (GL/Dém.) considère le déroulement de l'écheveau historique, sous sa facette téléologique, comme un développement lent, pondéré, logique qui mène à sa réalisation inhérente. « [...] wie Werner Näf [...] ausführt, unsere Geschichte zu bejahen, die Umbildungen als deren Modifikation betrachten zu können, in der Tradition, wenngleich nicht problemlos und gefahrenfrei, so doch ohne Bruch weiterzuschreiten und das Werdende zum Geworden zu fügen¹⁶ ». Peur de l'inconnu, manque d'expériences, absence de nécessité politique et entorse à la tradition forment un conglomerat d'éléments composites qui dépassent la capacité visionnaire des citoyens suisses. Et Ferruccio Bolla (TI/PLR) de citer, en 1970, la conclusion d'une étude sur la démocratie suisse, qui abonde en ce sens, réalisée par Hans Huber, professeur de droit public à l'Université de Berne. «Die schweizerische Demokratie darf in vielem auch heute noch als Muster altbewährten demokratischen Zusammenlebens als Hort guter Ordnung gelten. Sie kann aber in der Gegenwart nicht mehr allein aus ihren inneren Wurzeln leben. Sie leidet auch an einer gewissen geistigen Enge, Unbeweglichkeit und Abschliessung¹⁷ ». Vision autarcique de repli, vivant des fruits qu'ont légués l'histoire et la tradition, opposée à une nécessité d'ouverture et d'échange que la société contemporaine semble imposer toujours davantage.

4.1.1 L'exclusion tacite

L'omission et l'exclusion tacite des femmes de la Constitution représentent une autre référence historique que les opposants aiment à mentionner. Ainsi, selon Karl Wick (LU/PDC), en 1945 : « Die Erheblichkeit dieses Unterschiedes der Geschlechter galt als so selbstverständlich, dass er gar nicht expressis verbis in der Bundesverfassung aufgenommen wurde, trotzdem ja die Bundesverfassung auf dem Boden der Rechtsgleichheit steht¹⁸ ». Tous les

¹⁵ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 266.

¹⁶ « Vom Sinn der Geschichte », in : *Schweizer Beiträge zur allgemeinen Geschichte*, vol. 13, 1955, cité par Heinrich Heer (GL/Dém.), BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 403.

¹⁷ *Die Demokratie im Wandel der Gesellschaft*, Berlin 1963, p. 112, cité par Ferruccio Bolla (TI/PLR), BSOAF, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 266.

¹⁸ BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 727.

parlementaires reconnaissent l'évidence de cette volonté d'exclusion implicite des femmes selon les représentations alors en vigueur. Elle est principalement mise en évidence pour refuser une quelconque interprétation de la Constitution par respect pour les fondateurs de la Confédération ; mais aussi, pour perpétuer l'idée de la différence irréductible entre les sexes. Tout en se pliant au fait historique, les partisans plaident en faveur de l'évolution des idées et de la situation générale de la société. Pour Peter von Roten (VS/PDC), partisan du suffrage féminin, la démocratie exclusivement masculine a pu être reconnue comme une forme de gouvernement légitime, mais va désormais à l'encontre de sa propre logique. L'évolution de la perception et de la compréhension du fait démocratique jure également, selon lui, avec le pouvoir décisionnel que détient une partie de l'électorat au détriment de l'autre. Lors de la défense de son postulat en 1951, il explique : « Wenn auch eine Männerdemokratie historisch gesehen durchaus eine mögliche Staatsform ist (genau wie die alte Demokratie in Rom oder in Griechenland die Sklaverei kannte und sich trotzdem als Demokratie angesehen hat), so müssen wir uns doch sagen, dass es gegen die innere Logik der Demokratie selbst ist, wenn man das Recht der einen Hälfte, der Frauen, von der Zustimmung der Mehrheit der andern Hälfte abhängig macht; [...]»¹⁹. Il apparaît ici clairement que l'exclusion des femmes des droits politiques, au moment des débats et de la réflexion approfondie concernant cet aspect de la question, ne relève que d'une raison historique et de l'habitude des traditions. Que cette exclusion ait été implicite dans la Constitution, qu'elle n'ait pas provoqué de discussions de fond peut suggérer une simple codification des us et coutumes. Et cette évidence est d'autant plus puissante qu'elle est acceptée et appliquée, sans remise en question ; l'écoulement du temps agit ici comme une justification²⁰. Dans cette perspective, les femmes apparaissent comme un élément oublié, aboli, non réfléchi, situé hors de l'histoire des transformations. Et c'est bien la perpétuation et le maintien des femmes dans ce rôle anhistorique que les opposants tentent de réaliser en dépit de la réflexion essentielle et de la transformation de la société et du rôle des femmes. En 1958, Walo von Greyerz (BE/PLR) y voit un anachronisme flagrant. « Es geht also in der Politik zweifellos auch um dinge der Frauen. Dass diese Dinge nur vom Manne verfochten werden sollen, steht nicht in

¹⁹ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 516.

²⁰ Albert-Edouard Picot (GE/PLS) reconnaît : « Quoique la Constitution ne dise pas expressis verbis que la femme ne vote pas, il n'en reste pas moins qu'elle révèle cette exclusion par la volonté même du législateur et surtout par la façon dont elle est appliquée depuis plus de cent ans. [...] Les lois et coutumes ne faisant voter en Suisse que des personnes de sexe masculin sont fort anciennes. La volonté du législateur de 1848 et 1874 n'est pas douteuse. Cette volonté est confirmée encore par les nombreuses votations cantonales, toutes négatives, [...] » (BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 374).

den Sternen geschrieben, sondern ist gewiss mehr nur eine Sache der Tradition²¹ ». Il ne s'agit que d'une tradition qui fait figure d'explication ou d'excuse qui ne demandent pas à être justifiées. Et pourtant, au moment des débats, Jean Gressot (BE/PDC) attend davantage des ses collègues. « D'un tel refus, les femmes qui aspirent au droit de vote peuvent exiger une justification plus convaincante qu'une simple référence à la tradition et à l'état actuel des choses²² ». Il est néanmoins surprenant que la tradition, et ce que cette expression peut comprendre de références vagues et disparates, parfois imaginaires et chimériques, mais rassurantes, supplante une réalité incontournable²³. Traditions apaisantes, unificatrices, témoins des exploits du passé et des acquis présents stables. Telle est bien la force de cohésion que Fridolin Stucki (GL/Dém.) reconnaît à l'histoire et à la tradition : elles sont la Suisse. D'autant plus que la Suisse est une nation créée grâce à la volonté des individus de vivre ensemble²⁴. L'esprit volontariste était alors bien présent auprès des Helvètes²⁵. L'incessant rappel du passé et la perspective catastrophiste, que Fridolin Stucki perçoit dans ce qu'il considère comme un abus de volontarisme contre l'écoulement harmonieux de l'histoire, aboutissent à la paralysie. Ferruccio Bolla (TI/PDC) estime, en 1970 : « D'ailleurs, quand notre collègue historien se faisait le défenseur si éloquent de la tradition, une interrogation s'insinuait dans mon esprit, une interrogation que je ne saurais mieux exprimer qu'en reprenant les termes utilisés par Daniel-Rops dans le *Monde sans Ame* : « L'Europe, pays de vieilles traditions et malade d'histoire, ne souffre-t-elle pas de cet amour des choses anciennes qui paralyse l'activité des vivants ? »²⁶ ». Réduite à sa plus simple expression, il s'agit d'une lutte entre les défunts et les vivant-e-s, entre le statisme et le dynamisme, entre la vision rassurante du passé et la peur du futur. Telle est également la crainte des représentantes de l'Association suisse pour le suffrage féminin rapportée

²¹ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 275.

²² BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 288.

²³ Selon Adelrich Jacob Schuler (ZH/PDC) : « Das grosse Argument gegen die Einführung des Frauenstimmrechtes wird in der Schweiz zweifelsohne die Tradition sein » (BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 290).

²⁴ Gérard Noiriel reprend les expressions de Paul Ricœur pour définir l'identité nationale : elle est composée de la « mêmété », qui permet à des individus de se sentir unis grâce à l'existence de différences avec d'autres individus, et de l'« ipséité », qui permet l'union d'individus sur la base d'un passé, de traditions, d'une mémoire collective, *A quoi sert « l'identité nationale » ?*, Marseille 2007, pp. 13 et 14.

²⁵ Il explique en 1966 : « Die Schweiz ist kein sogenannten natürlicher Staat, kein Staat, der auf natürlichen Grundlagen, wie gemeinsame Sprache, und Rasse, besteht ; sondern die Schweiz ist eine Willensgemeinschaft, die solange besteht, als der Wille zum Beisammensein vorhanden ist. Dieser Wille beruht nun zu einem schönen Teil auf der gemeinsamen Geschichte, auf der gemeinsamen Tradition. Den bei uns erwachsenen Institutionen kommt deshalb eine grosse Bedeutung zu. Wenn wir diese zerstören, vernichten wir ein Stück Tradition und damit eine Säule, auf der unserer Staatswesen steht. Es geht um Erhaltung oder Verzicht grundsätzlichen eidgenössischen Gedankenguts » (BSOAF, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 262).

²⁶ BSOAF, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 266.

par Jean-Jacques Cevey (VD/PLR) : « le poids de la tradition ne doit pas maintenir la femme suisse en état d'infériorité dans la vie publique », alors que son rôle s'est largement épanoui dans divers d'autres domaines de l'activité humaine²⁷ ».

Les mythes, l'histoire et les traditions maintiennent l'imaginaire de la Suisse dans une vision téléologique. Rompre avec ce système de pensée et de représentations produit des peurs et suscitent les menaces.

4.2 La Landsgemeinde

Intrinsèquement liée à l'histoire et aux coutumes politiques de la Suisse, l'institution de la Landsgemeinde constitue un nœud de résistance puissant contre l'instauration du suffrage féminin. L'imbrication de cette institution avec le subconscient est relevé par le professeur Max Huber qui renvoie à une étude sur la psychologie de la Landsgemeinde réalisée par Jakob Wyrsh, natif de Stans, psychiatre à Berne²⁸. Evidemment, seuls les représentants aux Chambres des cantons à Landsgemeinde brandissent l'avertissement de sa disparition certaine si les femmes obtenaient le droit de vote. Cette rhétorique n'apparaît pas lors du premier débat en 1945. La perception de l'évolution de la société et du développement d'une attitude toujours davantage favorable au suffrage féminin engage les parlementaires à faire usage de cet argument. Plus les débats avancent, plus la référence à cette institution démocratique originelle et essentielle ressortit du sentimentalisme. Dans la mesure où cette caractéristique affective résulte d'une sensibilité mièvre, elle bascule dans l'illégitimité. L'institution de la Landsgemeinde est probablement le symbole politique, mais aussi psychologique, le plus fort de la répartition sexuée des tâches : elle est le symbole de la démocratie masculine affublée des insignes et des privilèges de la distinction. Permettre l'accès de cette arène aux femmes revient au dépouillement de la puissance de l'homme, au nivellement démocratique et au danger de la confusion des sexes.

4.2.1 Pression de la Confédération et vigueur ancestrale

Bien que le Message du Conseil fédéral de 1957 respecte l'autonomie des cantons, tous les représentants des cantons à Landsgemeinde, qui s'expriment, voient dans l'instauration du suffrage féminin la mort proche et certaine de cette institution séculaire²⁹. Le suffrage féminin

²⁷ BSOAF, Conseil national, 23 juin 1970, p. 444.

²⁸ AFS, E 1070, 1969/10, vol. 48, G-05996, « Einige Bemerkungen zum Erwachsenenstimmrecht », publication extraite de « Die Staatsbürgerin », n° 5, 1951.

²⁹ Selon Fridolin Stucki (GL/Dém.) : « Gewiss, direkt nichts, aber wenn das Frauenstimmrecht auf eidgenössischem Boden Wirklichkeit wird, läutet meines Erachtens auch das Totenglöcklein für die Landsgemeinde und mindestens in

signerait ainsi l'arrêt de mort des Landsgemeinde en raison d'une pression inacceptable de la Confédération sur les cantons. Ils reconnaissent ainsi une immixtion illégitime et insidieuse de la Confédération dans l'autonomie des cantons. Il est à croire qu'il s'agit plus du procédé supposé que du résultat supputé qui dérange les parlementaires puisqu'ils reconnaissent, pour la plupart, la pleine et entière capacité d'adaptation des Landsgemeinde aux temps qui s'écoulent, son dynamisme et son esprit novateur. Telle est, du moins, la conviction de Melchior Hefti (GL/Dém.), en 1951. « Unsere Landsgemeinde ist 564 Jahre alt, hat in Sturmperioden, in guten und schlechten Jahren bewiesen, dass sie fortschrittlich ist³⁰ ». Le Glaronais Fridolin Stucki (Dém.) rappelle avec fierté les améliorations et les innovations importantes qui ont été réalisées dans son canton³¹. Joseph Odermatt (NW/PDC) reconnaît aussi le dynamisme de leur Landsgemeinde, « die sich aber auch immer und immer als lebenskräftig und lebensstark erhalten hat³² », en trouvant des solutions pour s'adapter et survivre aux aléas de l'histoire. Tout comme Werner Christen (NW/PDC)³³. Les assurances maintes fois données et répétées par les représentants du Conseil fédéral ne semblent pas rasséréner les parlementaires inquiets. En fin de compte, le conseiller fédéral Markus Feldmann (BE/UDC) reprend l'argument des représentants à Landsgemeinde eux-mêmes pour écarter cette objection³⁴. La conviction de l'existence de cette puissance de vie et d'adaptation provient très probablement de l'ancienneté de cette institution que les parlementaires rappellent avec emphase. Joseph Odermatt (NW/PDC) parle de « altehrwürdigen », de « fast tausendjährigen Institution³⁵ ». Heinrich Heer (GL/Dém.), quant à lui, souligne, preuve à l'appui, qu'elle se réunit annuellement depuis 1387³⁶. Cette vigueur ancestrale, jamais démentie, se situe à la source de la démocratie helvétique. Entre vigueur et crainte de disparition, les opposants se contredisent eux-mêmes et ne parviennent pas à

grösseren Gemeinden auch für die Gemeindeversammlungen ; denn wenn die Frau in eidgenössischen Fragen zur Urne gehen dürfen, kann ihnen das gleiche Recht auf kantonalem oder kommunalem Boden, also in einer kleinen Gemeinschaft, kaum mehr verwehrt werden » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, pp. 261 et 262).

³⁰ *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 526.

³¹ En 1532, la Landsgemeinde de Glaris décrète la tolérance religieuse ; elle crée, au XVI^e siècle, un parc protégé pour le gibier ; elle établit une législation sociale progressiste au XIX^e siècle, avec la première loi sur les fabriques (1864), *BSOAF*, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 261.

³² *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 278.

³³ « Die Landsgemeinde unserer Kantone zeigt sich auf Jahrhunderte zurück als eine würdige, den Wechselfällen der Geschichte angepasste Institution » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 399).

³⁴ « Die Landsgemeinden behandeln kantonale Wahl- und Sachgeschäfte, und wenn die Landsgemeinde auf die Dauer genügend Lebenskraft besitzt, so wird sie sich behaupten, auch wenn in eidgenössischen Angelegenheiten die Schweizerinnen eines Landsgemeindekantons an der Urne mitentscheiden » (*BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 300).

³⁵ *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, pp. 278 et 279.

³⁶ « Nachgewiesenermassen seit dem Jahre 1387 kommt der Glarner alljährlich zur Landsgemeinde zusammen » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 402).

transmettre un message clair. Les relations qu'ils établissent entre Landsgemeinde et suffrage féminin en paraissent d'autant plus douteuses et l'usage argumentatif de cette institution séculaire semble être de l'ordre du prétexte en lieu et place d'un refus par principe.

4.2.2 Prototype de la Confédération et des rôles sexués

La Landsgemeinde est le prototype et la référence explicite de la démocratie directe telle qu'elle existe et telle qu'elle est vécue en Suisse³⁷. Non content de signer l'arrêt de mort des Landsgemeinde, il semblerait même que, par association d'idées, le suffrage féminin mettrait la démocratie helvétique elle-même en danger. De fait, cette démocratie originelle et ancestrale est exclusivement masculine puisqu'elle incarne les Things germaniques, assemblées gouvernementales dans les anciennes sociétés germaniques, auxquelles seuls les hommes libres avaient accès³⁸. La fréquentation de ces assemblées pourvoyait également à l'éducation démocratique des hommes appelés à gouverner³⁹. La longue existence de l'exclusivité masculine au gouvernement, au cœur de la Landsgemeinde, exclue doublement les femmes. L'ancestrale répartition traditionnelle des tâches les tient éloignées du pouvoir de la cité, ce qui porte en même temps préjudice au suivi des activités politiques et à leur éducation civique. En 1951, Christian Meier (GL/PSS) décrit précisément cette impossibilité pratique de mêler les genres et les tâches. « Aber wenn wir die Landsgemeinde beibehalten, werden wir ungleiches Recht schaffen, eine Frau, die Mutter ist, die Kinder zu Hause hat, kann nicht an der Landsgemeinde teilnehmen, deshalb müssen wir, so leid es uns tut, das Männerstimmrecht auch in Zukunft anwenden⁴⁰ ». Impossibilité d'ordre sexué, mais aussi pratique, dans la mesure où l'accroissement des participants rendrait le bon déroulement de l'assemblée illusoire. En raison de tout ce que

³⁷ Melchior Hefti (GL/Dém.) estime : « Mit der Einführung des Frauenstimmrechtes würden diese Landsgemeinden fallen und damit ein Stück kantonaler und schweizerischer Demokratie » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 382).

³⁸ Fridolin Stucki (GL/Dém.) parle de « Männergemeinde », de « Fortsetzung des altgermanischen Tings » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 262).

³⁹ Ainsi, selon Christian Meier (GL/PSS) : « Die Landsgemeinde ist aber für unsere Landsgemeindekantone ein derart wichtiges Erziehungsmittel unserer Bürger, dass wir nicht gerne daran verzichten würden. Sie ist die wirkliche, demokratische Mannerschule. [...] Jeder Bürger lernt hier das Zusammenwirken der Gesellschaft viel besser kennen als anderswo » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 526).

⁴⁰ *Ibid.* Tel est également l'avis de Joseph Odermatt (NW/PDC). Si le suffrage féminin était instauré au niveau fédéral, il suivrait inévitablement dans les cantons, « müssten diese Verfassungsbestimmungen über die Bürgerpflicht zur Teilnahme an der Landsgemeinde direkt als illusorisch betrachtet werden, da es schon aus familiären und häuslichen Gründen einer ganz bedeutenden Zahl von Stimmberechtigten – die Frauen dabei eingerechnet – von vornherein nicht möglich wäre, ihre Bürgerpflicht an der Landsgemeinde zu erfüllen und dort ihr Stimm- und Wahlrecht auszuüben » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 279). Souci déjà exprimé par Werner Christen (NW/PDC), *AFS*, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil des Etats, 8 juillet 1957, p. 13.

représente cette institution citoyenne séculaire, Werner Christen (NW/PDC) affirme, en 1958 : « Wir wollen und können deren Weiterbestand nicht in Fragen stellen⁴¹ ». Pour Joseph Odermatt (NW/PDC), l'injustice civique sexuée en vigueur vaut mieux qu'une injustice implicite qui, si elle était instaurée, toucherait tant les femmes que les hommes puisque les époux ne pourraient pas se rendre ensemble à la Landsgemeinde⁴².

4.2.3 Et les autres cantons

Les éloges dithyrambiques de la Landsgemeinde agacent et vexent certains parlementaires issus des cantons connaissant la démocratie semi-directe. En 1966, Werner Vogt (SO/PSS) met en garde contre une association d'idées péremptoire et fallacieuse. « Er [Fridolin Stucki] hat dargelegt, dass nach seiner Meinung das Stimmrecht unbedingt mit der Landsgemeinde in Verbindung gebracht werden müsse. Uns scheint nun, er sei der Meinung, es gebe nur die Alternative: Landsgemeinde oder Frauenstimmrecht. – Ich warne aus staatspolitischen Gründen davor, einer solchen Überzeugung zu frönen. Es wäre gegenüber uns übrigen Schweizern nicht ganz gerecht, zu sagen, indem wir für das Frauenstimmrecht eingenommen seien, seien wir gegen die Landsgemeinden⁴³ ». Cette opposition dichotomique exclusive contre le suffrage féminin, incarnée par les représentants à Landsgemeinde, est susceptible d'entraîner, à plus grande échelle, un malentendu et des ressentiments entre entités cantonales elles-mêmes. Tout comme les cantons majoritaires à démocratie semi-directe apportent compréhension et délicatesse aux revendications et aux craintes des cantons à Landsgemeinde, il serait souhaitable, du point de vue du respect fédéraliste et de la cohésion nationale, que ces derniers en fassent de même. Il est bien dans les mœurs du consensus et du fédéralisme de montrer la plus haute compréhension envers les minorités. Celles-ci, néanmoins, ne peuvent prétendre à imposer leur point de vue par sentimentalisme. Dès 1959, à la suite de la première votation fédérale sur l'instauration du suffrage féminin, les cantons de Genève, Vaud, Neuchâtel et Bâle-Ville ont introduit le droit de vote des femmes dans leur canton respectif. Werner Vogt (SO/PSS) met dos à dos deux minorités fondamentalement opposées sur le sujet : les cantons à Landsgemeinde et certains cantons romands. Il souhaite, là aussi, la compréhension d'une minorité à l'égard d'une autre afin d'éviter, dans le futur, l'ouverture d'une brèche entre minorités, mais aussi entre entités plus grandes, que ce soit entre Alémanique et Romands, entre monde rural et monde citoyen. La

⁴¹ BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 399.

⁴² BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 279.

⁴³ BSOAF, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 265.

motion d'Henri Schmitt (GE/PLR) est pour lui emblématique. En relançant le débat sur une question amplement débattue et réglée, l'interprétation de la Constitution, elle relève le malaise de cette minorité favorable au suffrage féminin tout en mettant en garde contre les effets d'une incompréhension fondamentale sur le long terme. « Aus diesem Grunde, verstehe ich hundertprozentig die Motion des Herrn Kollega Schmitt aus dem Nationalrat drüben, und da meine ich nun, wir übrigen Eidgenossen, wir müssen auch unsern welschen Confédérés Verständnis entgegenbringen⁴⁴ ». Alors que Werner Vogt (SO/PSS) tente une réflexion sur le juste équilibre entre minorités, en 1966, Eduard Zellweger (ZH/PSS) est outré par l'aspect disproportionné que prend le débat et le respect exagéré que semble exiger l'institution de la Landsgemeinde. Il exprime, d'abord, le sentiment d'une profonde vexation. « Beinahe etwas abschätzig hat Herr Kollege Stucki von der Urnendemokratie gesprochen : Was für ein verächtliches Gebilde, diese Urnendemokratie !⁴⁵ ». Il rappelle, ensuite, que la grande majorité des cantons suisses connaît un système de démocratie semi-directe. « Ja, Herr Stucki, die grosse Mehrheit der Schweiz, der Bund und die meisten Kantone haben die Urnendemokratie. Diese verwahren sich dagegen, weil sie keine Landsgemeinden haben, als Demokraten mindern Ranges angesehen zu werden. Ich bitte sehr, bei dem Kampf gegen die Einführung des Frauenstimmrechtes die andern Schweizer, die « Nur-Urnendemokraten », nicht zu diskriminieren⁴⁶ ». En 1970, Ferruccio Bolla (TI/PLR) en arrive à la même constatation lorsqu'il tente d'expliquer le refus épidermique des Suisses contre le suffrage féminin. La pression supposée et ressentie par les cantons à Landsgemeinde est certes un argument. « [...] ; mais comme il vaudrait seulement pour une partie minime de l'électorat – car les cantons à Landsgemeinde représentent une faible minorité par rapport aux cantons où le vote s'exprime dans le secret des urnes – l'analyste de notre phénomène de refus, de résistance à réaliser l'égalité de l'homme et de la femme en matière de droits politiques se trouverait encore perplexe quant à la signification, sans doute complexe, de cette attitude⁴⁷ ». La susceptibilité irritée d'Eduard Zellweger pose la question de la légitimité d'une opposition formulée par une minorité. Dans les débats très émotionnels sur les Landsgemeinde, il s'agissait bien de résoudre le dilemme de la répulsion irréductible entre Landsgemeinde et suffrage féminin, contre lequel Werner Vogt a mis

⁴⁴ *Ibid.*, p. 265.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 267.

⁴⁶ *Ibid.* Le concept de discrimination reçoit une nouvelle utilisation dans cette circonstance. Dans tous les débats, il est utilisé en relation avec le déni de reconnaissance des femmes en tant que citoyennes actives, au même titre que les hommes.

⁴⁷ BSOAF, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 265.

en garde. Les représentants des cantons à Landsgemeinde ont usé, consciemment ou non, de cette stratégie argumentative insoluble, qui, de part et d'autre, suscite énormément de sentiments contradictoires. Ces oppositions fondamentales sont : démocratie directe contre démocratie semi-directe ; Alémaniques contre Romands ; ruraux contre citadins ; hommes contre femmes.

Que ce soit la résignation face à une modification inéluctable ou un réel sentiment d'acceptation envers le suffrage féminin, les résistances des représentants à Landsgemeinde se relâchent peu à peu. Seul Hans Nänny (AR/PLR) s'abstient de voter lors du dernier débat en 1970. Quoique son refus puisse se comprendre comme le reflet d'une certaine exigüité d'esprit, son dernier discours exprime bien son profond attachement à cette institution. Tout en rappelant les tenants et aboutissants de la Landsgemeinde égrenés dans tous les discours, il expose en même temps ses sentiments démocratiques dont la supposée disparition produirait une forte émotion de crainte et de tristesse. « Es ist die in das Innerste meiner demokratischen Gefühle gehende Sorge um das Weiterbestehen einer staatsbürgerlichen Einrichtung: [...]. Ich weiss, dass wir Ausserrhoder und mit uns auch die Innerrhoder, die Glarner, vielleicht auch die Nidwaldner und Obwaldner bisweilen mitleidig belächelt und bei der Verteidigung der Landsgemeinde eines Ausbruchs von Sentimentalität und des übertriebenen Traditionalismus bezichtigt werden. [...] Dieser Landsgemeinde den Todesstoss zu versetzen – [...] – bedeutet nicht nur die Aufgabe einer Tradition, es bedeutet auch die Aufgabe einer Einrichtung, die sich nachgewiesenermassen über mehr als ein halbes Jahrtausend hinweg bewährt hat bis auf den heutigen Tag. Es bedeutet aber auch – ich sage es im Ernst – die innerliche Verletzung einer allerdings kleinen Schar, aber sicher nicht der schlechtesten Eidgenossen⁴⁸ ». Il tente, parallèlement, d'éveiller auprès de ses collègues des émotions proches de la compassion, du regret et de la crainte, tout en sachant que sa cause est perdue d'avance. Ainsi, tout en étant conscient que ce sentiment n'est plus recevable comme argument, il essaie de susciter, une dernière fois, une émotion forte, tout en demandant aux allocutaires de l'empathie afin de ressentir ses propres émotions. Hans Nänny représente un cas particulier ; dans la grande majorité des cas, une fois ressenti le passage de la légitimité à l'illégitimité, l'argument disparaît de la stratégie. N'étant plus recevable, tant du point de vue de la raison que de celui de l'émotion, il n'est tout simplement plus pertinent. Or, Hans Nänny semble insensible aux conséquences de ce passage, dont il est, pourtant, bien conscient. Ainsi, il pourrait être considéré comme un vieil attardé qui n'a plus aucune prise avec le présent, par

⁴⁸ *Ibid.*, pp. 271 et 272.

conséquent, qui n'est plus susceptible de représenter des citoyens et d'œuvrer pour le bien et l'avenir de la nation.

4.3 Le fédéralisme

Le recours au fédéralisme, clé de voûte du système politique helvétique, est une stratégie argumentative ambivalente. Elle s'oppose à l'introduction du suffrage féminin au niveau fédéral, telle qu'elle est proposée par le Message du Conseil fédéral, alors que celui-ci insiste justement sur le respect de l'indépendance et de l'autonomie des cantons grâce à cette procédure. Or, les opposants relèvent avec insistance ce procédé contre-nature, illogique et inorganique, en opposition avec toutes les traditions politiques helvétiques. Il semble aisé de dissimuler un refus de principe derrière une erreur organisationnelle et structurelle. De ce point de vue, le fédéralisme peut apparaître comme un argument prétexte. Le sentiment attaché aux traditions politiques helvétiques, cependant, démontrent leur puissance à imposer le statisme et mettent en évidence leur charge émotionnelle face à ces transformations intimes d'envergure⁴⁹. Les réflexions concernant le fédéralisme entraînent des considérations historiques, mêlées de traditions et de coutumes ancestrales, sans omettre la puissante valeur symbolique que représente la *Landsgemeinde*.

La défense acharnée de l'institution de la *Landsgemeinde*, le rappel de la constitution historique de la Confédération et des valeurs coutumières du système politique helvétique induisent des réflexions et des arguments issus du fédéralisme. L'autonomie et l'indépendance des cantons dans leur ménage intérieur constituent une particularité de la politique helvétique. Le fédéralisme incite les opposants à défendre avec acharnement la souveraineté et l'indépendance cantonales⁵⁰. Alors que la majorité des parlementaires regrette le chemin proposé comme étant contraire aux coutumes politiques helvétiques, seuls quatre représentants de cantons à

⁴⁹ Henri Schmitt (GE/PLR) estime à ce propos : « Je me garderai également, dans le cadre de cet exposé, de chercher à ridiculiser ceux qui ne partagent pas mon opinion. Je sais qu'ils le font, pour la plupart, d'entière bonne foi, en n'ayant en vue que le bien du pays. Je connais la force et la valeur de nos traditions et il serait bien mal venu de ma part de les tourner en dérision dans l'espoir de rallier à ma thèse les hésitants » (*AFS*, E 1070, 1974/32, vol. 146, Conseil national, 23 juin 1966, p. 3).

⁵⁰ Selon Heinrich Heer (GL/Dém.) : « Gerade ein kleiner Kanton hat begründete Ursache daran festzuhalten, dass die Souveränität der Kantone möglichst erhalten bleibt und dass Artikel 3 der Bundesverfassung, wonach die Kantone souverän sind, soweit ihre Souveränität nicht durch die Bundesverfassung beschränkt ist, nicht immer mehr ausgehöhlt wird, ohne dass höhere Notwendigkeiten es unbedingt erheischen. [...] Nur um Volk und Ständen Gelegenheit zu geben, wieder einmal zu einer fundamentalen Frage Stellung zu nehmen, sollen bewährte föderalistische Grundsätze nicht durchbrochen werden » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 403).

Landsgemeinde croient reconnaître une pression inique « de haut en bas⁵¹ ». Cette réaction instinctive fait apparaître une fragilité, peut-être un complexe, de ces petits cantons par rapport aux autres.

4.3.1 « De bas en haut »

Basé sur un jeu de mots douteux entre « Egalité » et « Egalismus », Karl Wick (LU/PDC) estime, en 1951, que la démocratie helvétique tolère des inégalités tempérées grâce à sa constitution fédérale historique. « Unser Föderalismus ist ein staatsnotwendiges Gegengewicht gegen den Egalismus⁵² ». L'appartenance à l'Etat helvétique, étant tributaire de la citoyenneté cantonale, et le système électoral étant du ressort des cantons, le suffrage féminin est fondamentalement dépendant de la volonté et de la législation cantonales. La proposition volontariste du gouvernement fédéral d'instaurer le suffrage féminin en Suisse, sans pour autant bouleverser le fondement des relations de la Confédération avec les cantons, suscitent néanmoins d'énormes tensions et désaccords quant au procédé. De la pression inique que les plus fédéralistes ressentent face à l'illogisme du mode d'introduction, le fédéralisme exigerait un mouvement en harmonie avec l'histoire et les coutumes politiques du pays, une construction des racines au faîte, des fondements à la voûte, « de bas en haut⁵³ ».

La majorité des parlementaires, adversaires et partisans du suffrage féminin, reconnaît « que les traditions de notre Etat fédératif eussent été à l'honneur, si l'on avait suivi une autre voie. Celle qui montre le développement naturel de nos mœurs politiques en partant de la commune et en passant par le canton⁵⁴ ». Les partisans estiment cependant que ce n'est pas une disposition rigide et insurmontable⁵⁵.

⁵¹ Joseph Odermatt (NW/PDC), *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 278. Fridolin Stucki (GL/Dém.) rappelle : « Unsere Staatsmaxime heisst : Aufbau von unten nach oben. Wir sind kein Obrigkeitsstaat und wollen es auch in Zukunft nicht sein. Alles Bleibende muss bei uns von unten erwachsen » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 262). Quant à Melchior Hefti (GL/Dém.), il remarque avec une naïveté feinte : « Ich habe früher immer geglaubt, die Eidgenossenschaft solle sich nicht in Angelegenheiten der Kantone mischen, wenn sie ihre Aufgabe selber zu erfüllen vermögen. Diese Aufgabe können die Kantone schon lösen, wenn sie wollen. Also müssen wir es den Kantonen zuerst überlassen, ob sie in den Gemeinden oder in ihren Kantonen diese oder jene Art des Frauenstimmrechtes einführen wollen oder nicht. [...] Hier scheint es, dass nun einzelne Kantonsvertreter den umgekehrten Weg einschlagen und dem Bund eine Kompetenz geben wollen, die in die Autonomie der Kantone eingreift und die wir nicht dulden » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, pp. 383 et 384).

⁵² *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 521.

⁵³ Voir l'article de Nadine Boucherin, « De bas en haut – Eglise, école service sociaux », in : *Le combat pour les droits égaux*, Bâle 2009, pp. 80-87.

⁵⁴ Charles Primborgne (GE/PDC), *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 258.

⁵⁵ Selon Max Kistler (LU/PSS) : « Es wurde besonders der Weg kritisiert und gesagt, bei uns in der Schweiz müsse alles von unten herauf kommen. [...] Das ist aber keine Vorschrift, ist kein Grundsatz und kein Dogma, sondern,

Quant aux opposants, ils parlent volontiers de « développement organique⁵⁶ », de « voie adaptée à la nature⁵⁷ » des traditions politiques ou au contraire de « unschweizerischer » ou « nichtschweizerischer Weg⁵⁸ », de procédé lent, « pas à pas⁵⁹ ». Là aussi, cet argument peut être considéré comme un prétexte par certains partisans. En 1958, Alois Grendelmeier (ZH/AdI.) estime que les opposants au suffrage féminin, par principe, ne s'embarrassent pas de rigueur logique ni d'esprit loyal, et qu'ils jouent, de façon opportuniste, sur la question de l'instauration du suffrage féminin de « bas en haut » ou de « haut en bas⁶⁰ ». Dans la même veine, en 1958, Charles Primborgne (GE/PDC), rapporteur de la majorité, cite Gaston Clottu (NE/PLS) comme partisan du suffrage féminin, mais qui n'a pas pu se résoudre à accepter le chemin proposé par le Conseil fédéral⁶¹. Telle est également la situation dans laquelle se trouve Paul Haefelin (SO/PLR) en 1957. C'est la raison pour laquelle il demande aux femmes d'exercer cette vertu extraordinaire qui les caractérise : la patience. « Geduld ist eine hervorragende Tugend der Frau. Wenn sie sie auch in dieser Frage auszuüben weiss, dann wird sie ihr bestimmt einmal Rosen bringen. Heute aber auf diesem Kampf bestehen zu wollen, hiesse Dornen rufen, statt Rosen⁶² ». Il poursuit en suggérant que les hommes répugnent à être mis sous pression ; emprunter un chemin contraire à la nature et à la tradition ne les pousserait que dans leur dernier retranchement. Il utilise un procédé d'attribution aux femmes de caractères qui contient un double effet rédhibitoire : d'une part, les femmes ne peuvent pas prendre position puisqu'elles sont absentes et, d'autre part, ces caractères sont, la plupart du temps, attribués aux femmes par les hommes, pour les hommes, en ce sens qu'ils en appellent à un caractère particulier, au moment opportun.

wenn wir etwas Neues verwirklichen wollen, müssen wir suchen, welches der beste Weg ist » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 279).

⁵⁶ Urs Dietschi (SO/PLR), *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 529 ; Ernst Flükiger (SG/PLR), *BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 386.

⁵⁷ *BSOAF*, Urs Dietschi (SO/PLR), Conseil national, 13 juin 1951, p. 529 ; Ernst Bärtschi (BE/PLR), *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, pp. 536 et 537 ; Charles Primborgne (GE/PDC) se référant au discours de Gaston Clottu (NE/PLS), *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 258 ;

⁵⁸ Paul Haefelin (SO/PLR), *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, pp. 396 et 397 ; Fridolin Stucki (GL/Dém.), *BSOAF*, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 262.

⁵⁹ Hermann Häberlin (ZH/PLR), *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 530.

⁶⁰ « Herr Wick hat ferner wiederum den alten Satz aufgenommen, wir sollten das Frauenstimmrecht von unten nach oben einführen. Wir kennen dieses « Gigampfi-Spiel ». Das eine Mal will man das Frauenstimmrecht aus technischen Gründen in den Gemeinden, bzw. aus Rücksicht auf die Landsgemeinden in den Gemeinden und Kantonen nicht einführen. Das andere Mal sagt man uns, wir sollten das Frauenstimmrecht doch zuerst in der Eidgenossenschaft einführen. Alsdann ruft man uns wieder zu, wir sollten in den Gemeinden und in den Kantonen beginnen. Wer das Frauenstimmrecht nicht will, wird immer dieser Gigampfe operieren » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 273).

⁶¹ *Ibid.*, p. 258.

⁶² *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 398.

4.3.2 Adaptation émotionnelle et psychologique

Urs Dietschi (SO/PLR) demande, lui aussi, de la patience aux femmes, car, selon ses conceptions et ses convictions, il n'existe pas d'autres voies. Il serait même hasardeux de sauter des étapes. Au contraire, le développement harmonieux « de bas en haut » n'a que des avantages, surtout d'ordre psychologique. Il permet aux hommes de s'adapter à une nouvelle représentation de la femme. « Es erlaubt dem Mann, sich allmählich umzustellen auf die Frau als seine politische Gefährtin. Er muss sich daran gewöhnen, sogar in Kleinigkeiten, zum Beispiel nicht sofort schon zu rauchen, wenn eine politische Sitzung in Anwesenheit von Frauen eröffnet ist !⁶³ ». Adaptation des hommes à la présence des femmes dans des situations jusque-là incongrues, mais aussi modification de leurs comportements par l'entremise de la présence des femmes. Ernst Bärtschi (BE/PLR) reconnaît lui aussi de l'impatience auprès des femmes. « Sie haben auch alles Mögliche versucht, ihn [diesen Weg] zu gehen, aber immer wieder sind sie zurückgewiesen worden. Ist es da verwunderlich, dass sie schliesslich die Geduld verloren haben und sich sagten : Geht es nicht so, versuchen wir es einmal von der andern Seite her⁶⁴ ». Il plaide néanmoins pour un développement conforme aux mœurs politiques helvétiques⁶⁵. La patience qu'exige Paul Kunz (BE/PLR) des femmes et des hommes, favorables au suffrage féminin, reflète, en 1957, encore un autre aspect organique des choses. « Zuerst sollte es in den Gemeinden und Kantonen geschehen. Das wäre gewachsenes schweizerisches Recht. Man muss die nötige Geduld aufbringen. Frauen sollten warten, bis die Dinge reifer sind⁶⁶ ». Immaturité psychologique et émotionnelle des hommes, mais aussi probablement immaturité personnelle de certaines femmes, il faut attendre que le fruit mûrisse sur l'arbre. Si l'on cueille le fruit encore vert, autrement dit, si l'on prend les hommes au dépourvu, ce sera au détriment du suffrage féminin lui-même⁶⁷.

4.3.3 Les naturalisations

Le refus des opposants, qu'il soit fondamental ou contingent, se fonde sur un principe de naturalisation de tous les aspects du processus : naturalisation du développement du suffrage

⁶³ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 529.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 537.

⁶⁵ « Heute ist darüber, wie mir scheint, zutreffend ausgeführt worden, dass der naturgemässe, der unserem Staatswesen entsprechende Weg derjenige von der Gemeinde zum Kanton und von da zum Bunde führen sollte, von unten nach oben » (*Ibid.*, p. 536).

⁶⁶ AFS, E 1070, 1969/10, vol. 48, G-05996, protocole de la Commission du Conseil national, 15 mars 1951, p. 21.

⁶⁷ Selon Paul Haefelin (SO/PLR) : « Der Abstimmungskampf würde bestimmt die Leidenschaften neu entfachen, und die Absicht, über den Weg des Bundesgesetzgebung Einfluss zu nehmen auf die Gestaltung in den Kantonen müsste gerade dort, wo die Gemüter bisher noch ruhig waren, einer neuen Gegnerschaft rufen » (BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 398).

féminin, « de bas en haut », entraînant une adaptation naturelle des hommes à la nouvelle donne. Le respect du processus naturel est d'autant plus important que l'être naturel par excellence, la femme, s'extrait de sa propre naturalité, dans laquelle les hommes tentent de la maintenir, pour acquérir cette indépendance individualisante et cette reconnaissance civique. Dynamisme complexe et contradictoire qui entraîne une grande insécurité et beaucoup de craintes. Le procédé reconnu comme naturel entre en contradiction avec la dynamique volontariste donnée au processus du suffrage féminin. Il en vient à incarner une artificialité en entière opposition avec le supposé développement organique de l'Etat helvétique. Par une association de naturalismes, l'argument s'appuyant sur le fédéralisme met en évidence le lien existant entre le chemin organique et les dons naturels attribués aux femmes, comme le suggère le conseiller fédéral Eduard von Steiger (BE/UDC), en 1945. « Das wäre eigentlich die schweizerische Struktur, dass wir vom Boden der Gemeinden nach dem Kanton zu zum eidgenössischen Recht vorstossen würden ; denn es kann gar kein Zweifel darüber bestehen, dass die eigentlichen Fähigkeiten der Frau auf dem Gebiet der Gemeinde, des Armenwesens, des Vormundschaftswesens, überhaupt der Gemeindeverwaltung und auf dem Gebiet kantonaler sozialer Fragen hervorragend wären⁶⁸ ». Non seulement les activités du « bas » correspondent naturellement aux compétences féminines, mais remplissent également les conditions extérieures nécessaires à la bonne insertion des femmes⁶⁹. En 1951, Joseph Piller (FR/PDC), se qualifiant de fédéraliste peiné par la proposition du Conseil fédéral, estime erroné de « déplacer le centre de gravité politique. [...] Les cantons doivent, à mon sens, rester les laboratoires politiques du pays. Si le suffrage féminin correspond vraiment à une exigence de la justice et du droit, il doit se réaliser sans peine dans les cantons⁷⁰ ». Vœu pieux et illusoire, quelque peu déloyal, si l'on considère les nombreuses tentatives refusées dans les cantons. En tirant la conclusion des paroles de Joseph Piller en connaissance de cause, il est aisé d'en déduire que le suffrage féminin n'est une exigence ni de la justice ni du droit ! Pour ces parlementaires, les communes et les cantons sont les lieux privilégiés de l'expérimentation de nouveautés. Si elles s'avèrent favorables, plus rien ne s'oppose à leur introduction au niveau fédéral. En revanche, si elles entraînent des conséquences indésirables, l'étroitesse spatiale dans

⁶⁸ BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 725.

⁶⁹ Selon Ernst Bärtschi (BE/PLR) : « Die Gemeinde ist ja doch die eigentliche Schule des Staatsbürgers. Da sind alle Gegenstände konkret und nahe, da ermisst man ohne weiteres Erfolge und Misserfolge und sieht, wohin es führt, je nach dem man dies oder jenes vorkehrt » (BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 536). Kurt Schoch (SH/PLR) reconnaît également les cantons et les communes comme des « Lehrplätze » pour introduire des nouveautés, BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 394.

⁷⁰ BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 389.

laquelle elles ont été faites, garantit une restauration plus facile et plus rapide. L'imaginaire catastrophiste qui se développe autour de l'instauration du suffrage féminin peut faire sourire, il n'en demeure pas moins qu'il a longtemps prospéré.

La problématique de la progression de l'introduction des femmes dans les affaires politiques est emblématique en soi. Les hommes n'auraient jamais eu besoin de cette attention et de cette préparation progressive pour pénétrer cette nouvelle sphère d'activité. Ils y seraient, par définition, prédisposés. Dans cette logique de réflexion obligatoire, les hommes sont aussi naturalisés, dans la mesure où leurs capacités politiques sont reconnues comme innées. Les cercles concentriques de l'introduction progressive du suffrage féminin comprennent plusieurs niveaux de la répartition sexuée : d'abord la présence consultative des femmes dans les Commissions, sans pouvoir décisionnel, puis développement de leur capacité décisionnelle ; d'abord dans les affaires sociales, scolaires et religieuses, puis dans les préoccupations financières et législatives ; d'abord dans les communes, puis dans les cantons, enfin dans la Confédération⁷¹. « De bas en haut » est un euphémisme pour marquer le passage des préoccupations concrètes, spatialement proche et prétendument inhérentes à la nature des femmes à celles abstraites, éloignées et extérieures aux femmes. Sans vouloir réduire cette logique argumentative exclusivement à la peur de perte de privilèges et de puissance des hommes, elle thématise la représentation de l'incapacité des femmes, sous sa forme de manque d'expériences, d'éducation et d'habitudes politiques. Paradoxalement, deux parlementaires retournent diamétralement la situation en soutenant le contraire. Max Kistler (LU/PSS) demande, en 1958 : « Wo sind in Gemeinden, Kantonen und Bund am meisten Sachfragen zu entscheiden ? Das ist in den Gemeinden der Fall ; denn dort muss oft sogar über das Budget abgestimmt werden, auch zum Beispiel über Strassenbauten, Spitalbauten usw. Viele Kantone haben das obligatorische Gesetzreferendum. Auch dort sind viele Sachfragen zu entscheiden. [...] In der Verfassung sollten allgemeine Grundsätze verankert werden. Das ist dann viel einfacher zu entscheiden⁷² ». Renversement étonnant qui implique, néanmoins pour Max Kistler, une simplification des textes de loi, simplification favorable, si ce n'est nécessaire, tant aux femmes qu'aux hommes. En 1945,

⁷¹ Selon Willy Sauser (ZH/PEV) : « Es wäre ja wohl zweckmässiger und aussichtsreicher, wenn das Mitbestimmungsrecht der Frau zuerst in kirchlichen und in Gemeindeangelegenheiten, dann in den Kantonen und zuletzt im Bund verwirklicht würde » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 277).

⁷² *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 280. Et Maurice Péquignot (BE/PLR) : « Je prétends qu'il est plus facile à une femme de prendre part à la vie civique sur le plan fédéral que sur le plan communal. [...] La multiplicité des problèmes la rend tout au contraire souvent plus compliquée, plus touffue et même parfois plus mesquine » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 277).

Ernst Reinhard (BE/PSS) estime que la législation fédérale a une influence sur les femmes autrement plus importante que celles gouvernant les communes ou les cantons. D'ailleurs, les femmes ont déjà trop patienté pour respecter le système fédéral helvétique à la lettre. D'autant plus que toujours davantage de dispositions législatives concernent directement les femmes, et parfois plus intimement que les hommes⁷³. Un autre moyen de défendre le chemin « de haut en bas » est de mettre en doute la légitimité des cantons à décider de la question. Lors de la défense de sa motion en 1951, Peter von Roten (VS/PDC) ne considère pas l'extension du suffrage universel aux femmes comme une question pratique, mais comme une question éthique du ressort de l'Etat. « Alle ähnlichen Fragen und Entwicklungen sind in der Schweiz nicht auf kantonalen Boden entstanden, sondern waren Entwicklungen, die der ganzen Menschheit gehörten⁷⁴ ». Il prend l'exemple de l'abolition des privilèges opérée par la Révolution française. Ce passage de son discours fait néanmoins planer une menace dans la mesure où le refus d'adhérer à son temps et d'instaurer les modifications qui s'imposent, pourraient entraîner une réaction de révolte brusque et indésirable⁷⁵. En 1970 encore, Max Arnold (ZH/PSS) met lui aussi en doute la légitimité cantonale dans la mesure où il place le suffrage féminin au-delà d'un simple mécanisme civique du ressort des cantons⁷⁶. Dans le même ordre d'idées, bien que Hans-Peter Tschudi (BS/PSS) ne mette pas en cause la légitimité cantonale dans les questions civiques, il considère néanmoins, en 1957, le suffrage féminin comme un problème qui dépasse l'intérêt local⁷⁷. Ainsi, la proposition volontariste du Conseil fédéral est à son sens entièrement justifiée. Face à ces tentatives, plutôt théoriques, Ernst Vaterlaus (ZH/PLR) suggère, en 1957, un argument concret. « Die Erfahrung hat deutlich gezeigt, dass die Einführung des Frauenstimmrechtes auf diesem Wege einfach keine Fortschritte macht. Daher scheint ein Vorstoss auf eidgenössischem Boden als gegeben. Der Bundesrat erwartet von diesem Vorstoss

⁷³ « Das hat sich entschieden mit der Einführung der eidgenössischen Zivilgesetzgebung. Als diese eingeführt wurde, hat sich der Bund so sehr in die Frauenangelegenheiten hineingemischt, dass man nicht mehr sagen konnte, die Frau habe kein Interesse an der Bundesgesetzgebung. Heutzutage, wenn Sie praktisch überschauen, was der Bund treibt, so finden wir eine ganze Masse von Angelegenheiten, die die Frauen vielleicht noch mehr interessieren als die Männer » (BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 735).

⁷⁴ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 518.

⁷⁵ « Auch diese war nicht eine Entwicklung, die in irgendeinem Kanton angefangen hat, sondern es war eine Entwicklung, die urplötzlich mit Macht und Revolution gekommen ist. Warum ? Weil sich die herrschende Schicht in der Schweiz nicht beizeiten dazu herbeigelassen hat, mit der Zeit zu gehen » (*Ibid.*).

⁷⁶ « Die Motion deckt sich mit der Auffassung, wonach Freiheitsrechte und Rechtsgleichheit als Grundprinzipien der freiheitlich-rechtsstaatlichen Ordnung nicht der Autonomie der Kantone überlassen werden können » (BSOAF, Conseil national, 22 juin 1970, p. 434).

⁷⁷ « Wir können nicht dem Entscheid ausweichen und die Kantone wieder vorschieben. Zu beachten ist auch, dass es sich keineswegs um eine mehr lokale Frage handelt, sondern um ein grosses staatspolitisches Problem » (BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 399).

im Gebiete des Bundesrechtes neue Impulse zugunsten des Frauenstimmrechtes, auch in den einzelnen Kantonen⁷⁸ ». Que ce soit le statisme ou le manque d'intérêt cantonal pour le sujet, le suffrage féminin n'a effectivement abouti à aucune issue favorable. L'analyse différée des événements donne raison à Ernst Vaterlaus puisque suite à la première votation de 1959, de nombreux cantons parviennent à faire accepter cette modification. En 1951, Ernst Bärtschi (BE/PLR) reconnaît que les femmes ont tenté d'emprunter le chemin de « bas en haut », mais elles n'ont pas obtenu gain de cause. « Sie haben auch alles Mögliche versucht, ihn zu gehen, aber immer wieder sind sie zurückgewiesen worden⁷⁹ ». Par conséquent, il considère la tentative « de haut en bas » comme logique et justifiée.

Les arguments s'opposant à l'instauration du suffrage féminin de la façon proposée par le Message du Conseil fédéral sont fortement mobilisés jusqu'à la première votation en 1959. Parmi de nombreuses autres raisons, de nature différente, l'impression du procédé irrespectueux envers le fédéralisme a très certainement influencé plus d'un votant contre le suffrage féminin. Lors des débats suivants, deux parlementaires s'opposent encore au suffrage féminin en brandissant cet argument. Fridolin Stucki (GL/Dém.) et Willi Wenk (BS/PSS) mettent en évidence le danger d'autoritarisme⁸⁰ et l'illogisme⁸¹ que fait planer ce mode d'introduction. L'acquiescement silencieux de la grande majorité des parlementaires provient probablement du fait que quelques cantons introduisent le suffrage féminin dans le courant des années 1960. D'une certaine façon, l'instauration « de bas en haut » a effectivement été respecté ; il ne s'agit dès lors plus que d'une question de temps. Les expériences ont été faites et récoltées. Le deuxième souffle au niveau fédéral n'aboutit plus qu'à une ratification des premiers pas entrepris dans les communes et les cantons⁸².

D'illogique et artificiel, en passant par un sentiment fédéraliste blessé et humilié, le suffrage féminin s'impose finalement selon un processus de modification des représentations, en reléguant l'argument du fédéralisme dans l'illégitimité.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 391.

⁷⁹ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 537.

⁸⁰ BSOAF, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 262.

⁸¹ BSOAF, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 270.

⁸² Telle est la constatation d'un journaliste de l'*Appenzeller Zeitung* : « Aus dieser Zusammenstellung geht deutlich hervor, dass die Forderung, das Frauenstimmrecht müsse von unten nach oben wachsen, zu einem beträchtlichen Teil erfüllt ist. Damit entfällt der entscheidende Einwand gegen die frühere Bundesvorlage » (23 janvier 1971, p. 1).

4.4 La démocratie référendaire ou le « Sonderfall » suisse

Le cas particulier helvétique est constitué d'un ensemble de spécificités propres à la Suisse, modelant les citoyennes et les citoyens en conséquence. Sa construction au fil de l'histoire promeut un puissant sentiment d'identification des Suisses aux structures qu'elles et ils ont créées à l'image de leur personnalité. En retour, elles offrent aux Suisses un sentiment de sécurité, de bien-être et de différence dont elles et ils sont fiers et qu'elles et ils sont soucieux de perpétuer. Il est légitime de se demander si le long refus du suffrage féminin n'alimente pas cette jouissance de la spécificité et ce complexe de supériorité des citoyens helvétiques envers l'étranger. Ici aussi, le suffrage féminin deviendrait un alibi dans le but de ne pas imiter l'étranger, de ne pas se soumettre aux pressions extérieures et de démontrer, une fois de plus, que la Suisse est vraiment différente et particulière, qu'elle a ses propres règles, incomparables et contraignantes.

Dans le cas du suffrage féminin, la démocratie référendaire ainsi que l'autonomie des communes et des cantons sont les éléments essentiels à prendre en considération. Le conseiller fédéral Markus Feldmann (BE/UDC) reconnaît, en 1957, un lien direct entre spécificité helvétique et démocratie référendaire. « Die Schweiz ist auch in ihrem inneren Aufbau ein Sonderfall, und der Sonderfall heisst schweizerische Referendumsdemokratie. Man wählt nicht nur, man stimmt ab⁸³ ». Les exigences que la démocratie référendaire fait peser sur les citoyens sont relevées par Ernst Vaterlaus (ZH/PLR) dans la même séance. « Für die Einführung des Frauenstimmrechtes ist es erschwerend, dass die schweizerische Referendumsdemokratie an den Stimmbürger grössere Anforderungen stellt als andere Staaten⁸⁴ ». Il apparaît en filigrane la crainte de l'inexpérience des femmes en politique et, à un niveau plus subtil, de leur déplacement dans une sphère qui ne leur est pas « naturelle ». Alors que le conseiller fédéral Markus Feldmann affirme que la Suisse est aussi un « Sonderfall » dans la question du suffrage féminin⁸⁵, en 1957, Ernst Flükiger (SG/PLR) se démarque en le refusant dans ce contexte particulier. « Ohne mich da in lange Betrachtungen über Pro und Contra zu ergehen, müssen wir doch feststellen (ich glaube es wenigstens), dass es in dieser Angelegenheit nicht auf die Dauer einen « Sonderfall Schweiz » geben wird, etwa wie bei unserer Neutralität, wo das berechtigt ist. [...] Ich

⁸³ BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 404.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 389.

⁸⁵ « Die Schweiz als stark ausgebaute Referendumsdemokratie mit allen Vorzügen, aber auch allen Erschwerungen, ist ein Sonderfall auch in der Frage des Frauenstimm- und Wahlrechtes » (BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 299).

glaube nicht, dass wir, international betrachtet, nur mit der Ausrede : « Bei uns ist es etwas anders », uns von diesem immer fernhalten können. Den Sonderfall Schweiz anerkenne ich in grundsätzlicher Beziehung nicht⁸⁶ ». Il existe donc des particularités helvétiques justifiées et légitimes en opposition à d'autres qui ne semblent pas l'être, selon les circonstances, la question examinée et les personnes qui s'en revendiquent. Ernst Flükiger semble même refuser fondamentalement toute particularité helvétique !

4.5 Les jeux et stratégies politiques

Ces fondements qui structurent et particularisent le système politique helvétique constituent des éléments cadres principalement utilisés par les opposants au suffrage féminin. D'autres arguments concernent l'organisation et l'utilisation de l'acte politique à l'intérieur de ce cadre donné. Ils définissent et réglementent la participation citoyenne à l'action politique. La définition des règles du jeu était exclusivement donnée par les hommes et appliquée par les hommes. Dès lors que les femmes prétendent prendre part au jeu, les détenteurs de ce privilège imaginent comment le jeu pourrait se modifier. La femme étant fondamentalement un autre être, avec d'autres manières et d'autres idées, de nombreuses craintes apparaissent.

4.5.1 La prééminence des partis

L'équilibre des forces partisans est un sujet inquiétant, bien qu'aléatoire, dans la décision d'accorder les droits politiques aux femmes. Les prévisions et les supputations contradictoires se succèdent sans parvenir à convaincre puisque, justement, la prétendue homogénéité féminine n'existe pas. En 1958, Karl Wick (LU/PDC) reconnaît que c'est une question débattue avec fougue dans les cercles masculins⁸⁷. Mais, surtout, cette discussion oiseuse s'écarte de la question fondamentale et agace certains parlementaires, tel Henri Schmitt (GE/PLR), en 1966. « Je m'écarte de ceux dont la position à l'égard du suffrage féminin est fonction de l'option de la femme pour tel ou tel mode de pensée, de son penchant pour telle ou telle conception politique, car c'est là véritablement l'attitude la plus humiliante à l'égard de nos compagnes et la plus contraire au fondement de la démocratie⁸⁸ ». Le soupçon d'opportunisme est accru par la genèse

⁸⁶ BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 387.

⁸⁷ « Wenn man so in privaten Männerkreisen über das Frauenstimmrecht diskutiert, wird sofort die Frage aufgeworfen, welche Partei davon profitieren wird. Mit der Einführung des Frauenstimmrechts entbrennt unter den Parteien nur um so heftiger der Kampf, um mit Hilfe der Frauen die Macht der Männerparteien zu festigen oder zu vermehren » (BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 266).

⁸⁸ Henri Schmitt (GE/PLR), AFS, E 1070, 1974/32, vol. 146, motion du Conseil national, G-09362, 23 juin 1966, p. 4.

concomitante du mouvement socialiste helvétique, en quête de reconnaissance et de puissance, et des premières impulsions parlementaires en faveur du suffrage féminin. Ces dernières n'émanent, cependant, pas uniquement des socialistes⁸⁹. En effet, en 1918, Joseph Anton Scherrer-Füllemann (SG/Dém.) demande une révision totale de la Constitution « dans le but essentiel de développer les droits populaires et d'introduire les principales réformes sociales rendues nécessaires par la crise dont souffrent d'une façon durable des catégories importantes de la population⁹⁰ ». Et Emil Göttisheim (BS/PLR), en 1919, demande au Conseil fédéral de proposer un projet de révision constitutionnelle introduisant le suffrage féminin⁹¹. Ainsi, le soupçon d'opportunisme socialiste peut être temporisé. Il n'en demeure pas moins que ces premières impulsions parlementaires sont mises en relation avec la reconnaissance du parti socialiste et son intégration dans le gouvernement. Dans la présentation de sa motion, en 1945, Hans Oprecht (ZH/PSS) se défend bien de poursuivre des buts favorables à son parti en demandant l'instauration du suffrage féminin. Cette défense d'entrée démontre bien l'existence du rapprochement. Et il doute finalement de la fibre socialiste des femmes⁹². Son scepticisme semble confirmé par Ernst Reinhard (BS/PSS). Lors des mêmes débats, celui-ci rappelle l'accusation de sombre mémoire selon laquelle, grâce aux femmes, Hitler serait arrivé au pouvoir⁹³. D'ailleurs, à l'exemple des pays étrangers, Hans-Peter Tschudi (BS/PSS) rappelle, en 1958, que les femmes votent plutôt pour les partis de droite⁹⁴. Les statistiques semblent donc infirmer les craintes d'un développement de la gauche avec l'entrée des femmes en politique. En 1945, Albert Oeri

⁸⁹ Comme deuxième point de ses revendications, le comité d'Olten avait inscrit le droit de vote et d'éligibilité des femmes. Hermann Greulich (ZH/PSS) dépose une motion, le 4 décembre 1918, demandant l'instauration du suffrage féminin par une révision constitutionnelle. Hans Oprecht (ZH/PSS) dépose une petite question concernant le suffrage féminin en 1935, puis rappelle, dans une motion, le 16 juin 1944, celles d'Emil Göttisheim et d'Hermann Greulich, qui occasionnera le véritable début des débats parlementaires sur le suffrage féminin.

⁹⁰ *Résumé des délibérations de l'Assemblée fédérale*, session d'hiver 1918, Conseil national, motion de M. Scherrer-Füllemann et cosignataires concernant la révision totale de la constitution du 25 mars 1918.

⁹¹ *Résumé des délibérations de l'Assemblée fédérale*, session d'hiver 1919, Conseil national, motion Göttisheim du 5 décembre 1919.

⁹² « Ich bin davon überzeugt, dass durch das Postulat in der Schweiz weder die sozialdemokratische Partei noch die Partei der Arbeit, wie man mancherorts der Meinung ist, deshalb mehr Stimmen erhält. Es geht also nicht um eine parteipolitische Angelegenheit, sondern es geht um eine höchst staatspolitische Frage » (*BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 721). Walther Bringolf (SH/PC) le rappelle une fois encore en 1958. « Als Verehrer von Professor Max Huber füge ich bei, dass seine Erkenntnis, die Erkenntnis eines reichen und reifen Geistes, uns allen sagt, dass die Forderung der politischen Gleichberechtigung der Frau keine Parteisache ist. Sie ist eine Sache der Demokratie, ihrer Entwicklung und ihres Ausbaues zum Rechtsstaat » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 257).

⁹³ « Dabei hat das Zentrum seinerzeit mit aller Energie das Frauenstimmrecht verlangt. Aber wenn man von Seiten des deutschen Zentrums aus beispielsweise erklärt, die Frauen hätten Deutschland in dieses Unglück hineingebracht, indem sie für Hitler stimmten, dann bin ich erschüttert ob der Schamlosigkeit, mit der man seine eigenen Sünden zudeckt » (*BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 733).

⁹⁴ *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 398.

(BS/PLS) donne un autre éclairage, à l'exemple de Bâle-Ville, celui de la dissociation et de l'incompréhension entre représentants et représentés. Il a effectivement l'impression que les dirigeants sociaux-démocrates ont toujours été de fervents défenseurs du suffrage féminin : le lien supposé entre socialisme et féminisme est ici corroboré. Mais, les votants ne suivent pas les recommandations de leurs représentants⁹⁵. La répartition des votes ne suit pas une ligne partisane, mais socio-économique. Ce refus, depuis lors reconnu et débattu, puise ses racines bien en-deçà de la logique des partis. Karl Wick (LU/PDC) reconnaît cette tendance féminine en 1958 encore⁹⁶. Tout semble donc confirmer la préférence des femmes pour les partis de droite plutôt que de gauche, alors que des liens étroits ont été tissés entre socialisme et féminisme. Mais, la base n'ayant jamais suivi les recommandations du sommet, le malaise est perceptible : concernant le suffrage féminin, les préceptes idéologiques, débattus par les leaders et retenus par les opposants, n'ont pas atteint la base qui ressentait l'emploi rémunéré et la puissance politique féminines comme une concurrence et une perte de pouvoir masculin. En 1951, Max Huber propose une explication plus réaliste du glissement politique à gauche qui est escompté. La fibre sociale des femmes, disposées à secourir l'infortuné et l'invalides, notamment, promouvrait l'extension de l'Etat providence au point de mettre en péril les forces économiques du pays. C'est dans ce virage à gauche, avec le développement des charges et des aides sociales au détriment de la croissance économique, que Max Huber reconnaît le principal grief des opposants contre le suffrage féminin⁹⁷. Ce lien inextricable, qui ne s'est pourtant pas confirmé dans les urnes, prend davantage d'ampleur à travers les assurances sans cesse renouvelées des représentants socialistes de leur soutien désintéressé au suffrage féminin, comme Hans Oprecht (ZH/PSS) et Hans-Peter Tschudi (BS/PSS)⁹⁸. De ce point de vue, dans les sources, les opposants font tout autant preuve de loyauté. En effet, se retrouvant plutôt dans les rangs des partis de droite (PDC et PLR), ils ne se plient pas à des stratégies opportunistes pour rendre leur parti plus puissant. Tel semble être le

⁹⁵ « Wir haben zwei Frauenstimmrechts-Abstimmungen im Kanton Basel-Stadt gehabt. Da konnte man unterscheiden zwischen Arbeiterquartieren und Bourgeoisquartieren. Gerade in den Arbeiterquartieren, die sozialdemokratisch beeinflusst sind, war die Mehrheit stärker gegen das Frauenstimmrecht als bei der Einwohnerschaft der Bourgeoisquartiere » (*BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 735).

⁹⁶ *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 266.

⁹⁷ *AFS*, E 1070, 1969/10, vol. 48, G-05996, « Einige Bemerkungen zum Erwachsenenstimmrecht », du Prof. Dr. Max Huber, Separatdruck aus « Die Staatsbürgerin », n° 5, 1951.

⁹⁸ Hans-Peter Tschudi (BS/PSS) estime : « Diese wahlpolitische an sich ungünstige Perspektive veranlasst uns Sozialdemokraten aber nicht, von diesem grundsätzlich als richtig anerkannten Ziel abzugehen. Sie ersehen daraus, dass unsere Zustimmung zum Frauenstimmrecht nicht aus opportunistischen Erwägungen erfolgt. Wenn sie für uns in dieser Frage massgebend wäre, müssten wir auf der Seite der Gegner der Vorlage stehen » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 398).

cas de Karl Wick (LU/PDC). « Auch wenn ich annehmen könnte, dass mit der Einführung des Frauenstimmrechts die Partei, der ich angehöre, an Macht gewinnen würde, so wäre das für mich kein Argument für das Frauenstimmrecht. Gerade die Frauenfrage darf nicht eine Frage der Macht sein, sondern muss eine Frage der Sicherung der fraulichen Eigenart bleiben, die durch die volle politische Gleichberechtigung gefährdet würde⁹⁹ ». Situation absurde où partisans et opposants du suffrage féminin agissent, l'un et l'autre, à l'encontre du développement et de la puissance de leur parti respectif. Hans Oprecht (ZH/PSS) et Walther Bringolf (SH/PC), tout comme Karl Wick (LU/PDC), d'ailleurs, affirment sans ambages que la question du suffrage féminin ne doit pas être traitée selon des préoccupations partisans, mais bien selon des perspectives différentes : pour les deux premiers, il s'agit d'une question de justice ; pour le dernier, en revanche, il s'agit d'une confirmation de l'essence féminine. Ces opinions démontrent bien que la question du suffrage féminin s'étend bien au-delà d'un simple remaniement administratif et partisan, qu'elle ébranle les représentations individuelles de la féminité et de la masculinité, et qu'elle ne saurait se résoudre à des luttes partisans, mais remet en question les relations entre les sexes.

4.5.2 L'embrigadement dans les partis

Bien que les parlementaires paraissent refuser tout opportunisme partisan, il est indéniable que la question de l'appartenance partisane des femmes se pose, comme l'a remarqué Karl Wick (LU/PDC). En dépit de la supposée homogénéité féminine, qui émane de cette féminité essentielle et sur laquelle les opposants aiment à fantasmer, les plus clairvoyants reconnaissent que les femmes s'intégreront tant bien que mal aux partis existants¹⁰⁰. Armand Droz (FR/PLR) estime, en 1951 : « Un apprentissage sera sans doute nécessaire, mais les partis s'en chargeront, car qu'elle le veuille ou non, la femme n'échappera pas à l'emprise des partis politiques et ne pourra, comme certaines se l'imaginent, constituer une force au-dessus des partis politiques. L'exemple de l'étranger est là pour nous en convaincre¹⁰¹ ». Ce parlementaire dément, à sa façon, l'idée rassurante et commode de l'existence d'une homogénéité féminine¹⁰². Il s'agit donc bien

⁹⁹ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 266.

¹⁰⁰ L'appel du « Schweizerischen Frauenkomitees gegen das Frauenstimmrecht » confirme cette optique. Le suffrage féminin met en danger la neutralité féminine dans la mesure où les femmes seraient embrigadées dans les partis existants, *Appenzeller Zeitung*, 26 janvier 1959, p. 7.

¹⁰¹ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 514,

¹⁰² Affirmation opposée à celle de Karl Hackhofer (ZH/PDC) qui considère les femmes unies dans un groupe neutre ! « Die schöne, versöhnende Neutralität der Frauen, [...], wäre schwer gefährdet » (BSOAF, Conseil national, 20 mars

plus, pour certains, d'une redistribution naturelle des forces ; pour d'autres, la mise à disposition d'un nouveau vivier électoral semble promouvoir une lutte acharnée et sans merci entre les partis pour s'attirer les faveurs des femmes. Telle est l'impression de Karl Wick (LU/PDC), en 1958. « Haben wir einmal diese volle Gleichberechtigung, dann geht sofort der Kampf um den Einbezug der Frau in die Männerparteien los¹⁰³ ». Cette image caricature au niveau politique la lutte des hommes pour la possession des femmes. Et c'est bien en ces termes grossiers et peu flatteurs que Karl Wick continue de déconsidérer l'intégration, ou plutôt le rapt, des femmes. Sa représentation de la féminité transparaît clairement à travers ses dires. D'abord, la femme ne reste femme que dans son intérieur ; si elle en est extraite, elle n'est plus femme, mais un être partisan et un objet de spéculation¹⁰⁴. Ensuite, quoi qu'elle fasse, la femme n'a pas droit au chapitre : soit elle est sujet de la politique, soit elle en est l'objet¹⁰⁵. Dans les deux cas, elle demeure muette. Il apparaît clairement que Karl Wick préfère une femme sujette qu'une femme objet ; mais femme sans voix, elle demeure. En 1958, Karl Hackhofer (ZH/PDC) met lui aussi en garde contre la transformation de la femme en partisane. Alors que Karl Wick lui déniait toute possibilité et probabilité d'avoir une voix, Karl Hackhofer craint, lui, que la femme, en tant que telle, ne soit plus entendue. La femme aura bel et bien sa voix, mais elle ne sera que le jouet des partis¹⁰⁶. Quoi qu'il en soit, Karl Wick affirme que l'être sexué est effacé par son appartenance à un parti. « Nicht die Frau als solche kommt zur Geltung, sondern der politische abgestempelte Bürger, sei er nun Mann oder Frau¹⁰⁷ ». Alors même qu'il reconnaît que le glissement atteint également les deux sexes, la logique égalitaire de la démonstration disparaît dès lors qu'il focalise son attention sur la représentation politique des femmes. Car celle-là ne se réalise qu'au détriment de celles-ci¹⁰⁸. Cette qualification réductrice étonne néanmoins venant de la part d'un représentant de citoyens. Mais cette opinion trahit une image de la femme qui perd tout crédit et crédibilité dans

1958, p. 285). Ce que démentent facilement les affiliations des femmes dans les différentes associations qui poursuivent des buts différents et dont les idéologies, les revendications et les actions sont parfois opposées.

¹⁰³ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 266.

¹⁰⁴ « Die Frau hat sozusagen eine grosse vorpolitische Aufgabe zu erfüllen. Im Hause ist die Frau noch nicht Spekulationsobjekt der Parteien und kann so indirekt für die politische Verständigung mehr tun, als auf dem Felde der eigentlichen Politik, auf dem sie nicht als Frau wirken könnte, sondern nur als Parteimensch » (BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 521).

¹⁰⁵ « Die Frauen werden mit dem Stimmrecht nicht Subjekte der Politik, sondern Objekte, mehr noch als bisher » (BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 266).

¹⁰⁶ « Die Frauen kommen nicht als Frauen zu Gehör, sondern als Vertreterinnen jener politischen Richtung, in der sie stehen » (BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 285).

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 265.

¹⁰⁸ « Totale Gleichberechtigung von Mann und Frau auf politischem Gebiet geht auch hier auf Kosten der Frau, die im Falle dieser Gleichberechtigung nicht als Frau in Erscheinung tritt, sondern nur als Parteimensch » (*Ibid.*, p. 264).

un milieu qui est réputé ne pas être le sien. En effet, on peine à imaginer la disparition de l'homme, en tant que tel, derrière l'étiquette partisane ! Peut-être imagine-t-il le désarroi des femmes de pénétrer un milieu créé par et pour les hommes¹⁰⁹. Très certainement craint-il la disparition des femmes, ce qu'il exprime de façon humiliante. « Angesichts der heutigen Situation besteht bei voller politischer Gleichberechtigung für die Frau nur die Gefahr, zu einem Mann zweiter Klasse degradiert zu werden (Heiterkeit)¹¹⁰ ». L'hilarité trahit bien le malaise qui s'empare des parlementaires face à ces assertions. Et bien qu'il reconnaisse que la vie partisane soit nécessaire à toute démocratie, il estime essentiel qu'une partie de la population, les femmes, en l'occurrence, demeure extérieure à la partialité des partis¹¹¹. Sa peur de la « sur-démocratisation » et de l'importance disproportionnée de l'Etat, au détriment de l'espace social, implique le sacrifice civique et politique des femmes. En 1958, lors des mêmes débats, Karl Hackhofer (ZH/PDC) relève encore une réalité, devenue problématique, à savoir que les femmes seront intégrées dans un système qui ne leur est pas initialement favorable¹¹². Il insinue bien l'existence d'une réalité dichotomique, de l'existence d'un espace créé par les hommes, pour les hommes, qui semble plutôt défavorable aux femmes, surtout parce que les hommes semblent récalcitrants à les y intégrer. De façon moins virulente et humiliante que Karl Wick (LU/PDC), il met en évidence une des difficultés que les femmes auront à surmonter au moment d'entrer sur la scène politique, soit l'intégration dans des structures masculines. La revendication du suffrage féminin est aussi une réaction contre le manque de moyen de coercition dont les femmes disposent pour imposer leurs attentes et leurs besoins dans la société en général, plus particulièrement dans un domaine également dominé par les hommes : l'économie. Elles n'en sont donc pas à leurs balbutiements ; elles possèdent déjà une certaine expérience dans l'insertion et le début de partages dans des domaines auparavant réservés aux hommes. La crainte de la

¹⁰⁹ Selon Mariette Sineau, ce sont des « des structures [de pouvoir] conçues par les hommes et pour les hommes qui, en se retrouvant entre eux, n'ont jamais conscience d'exclure mais de travailler au bonheur du genre humain (femmes comprises) » (« Droit et démocratie », in : Georges Duby et Michelle Perrot (éd.), *Histoire des femmes. Le XX^e siècle*, p. 495).

¹¹⁰ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 265. C'est avec une métaphore semblable que les féministes différentialistes décrivent les femmes en considération de ce qu'elles appellent l'échec de la théorie des féministes universalistes. « Pour être les égales des hommes, les femmes ont dû renier leur essence féminine et se faire de pâles décalques de leurs maîtres » (Elisabeth Badinter, *XY. De l'identité masculine*, op. cit., p. 44).

¹¹¹ « So nötig das Parteileben in der Demokratie ist, so nötig ist es auch, dass nicht das ganze Volk nur parteimässig abgestempelt ist. Der Ausschluss der Frau vom Stimmrecht ist eine wohlthätige Korrektur gegenüber einer vollen Politisierung unseres Lebens » (BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 264).

¹¹² « Ich möchte Ihnen nur noch sagen, dass wir der Schweizer Frau nach meiner Meinung mit der Eingliederung in diesen von Männern aufgebauten und von Männern nach wie vor dirigierten Apparat keinen Dienst erweisen » (BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 285).

disparition des femmes, telles que décrites par les parlementaires cités, implique l'attribution d'un trait de caractère proprement féminin et largement répandu. Il s'agit de la représentation des femmes comme êtres sensibles, faibles, émotifs et sans défense face à un monde d'hommes violent et brutal. Mais aussi, et surtout, elle contient l'idée selon laquelle les femmes n'ont pas la force de caractère et ne possèdent pas de personnalité assez marquée pour s'imposer en tant que telles. Elles ne la possèdent que dans leur intérieur. Ce n'est que là qu'elles sont et demeurent réellement femmes. Cette vision est favorisée et défendue par les hommes qui semblent les protéger et les honorer dans leur foyer, alors qu'exposées à l'extérieur, le comportement masculin risque de se transformer à leur égard. Ces caractères féminins impliquent simultanément une autre idée dont les conséquences peuvent se révéler dangereuses en politique : la propension à être influencées. Werner Christen (NW/PDC) estime, en 1957 : « Die Parteien überschwemmen die Haushaltungen nicht nur massenhaft mit Stimmzetteln, sondern sie beeinflussen die Leute auch persönlich. Das ist natürlich keine Abstimmung mehr¹¹³ ». Selon lui, l'issue d'une votation dépend fortement de la façon dont les partis l'ont organisée, soit comment ils ont réussi à influencer les citoyens selon leur mot d'ordre. De ce point de vue, sa critique vise tout autant les femmes que les hommes, en faisant abstraction des préjugés concernant les possibilités de discernement des femmes. Bien que Werner Christen (NW/PDC) reconnaisse le caractère équitable de l'entière égalité des femmes au niveau fédéral, il craint une influence défavorable des femmes¹¹⁴. Probablement doute-t-il des capacités personnelles des femmes à se forger une opinion objective et indépendante, non manipulée par des groupes de pression spécifiques, comme les coopératives et autres associations défendant des intérêts particuliers. Et la participation d'un grand nombre de nouvelles citoyennes sous influence pourrait modifier l'orientation politique décidée par la majorité des hommes. Crainte évidemment illusoire de cette homogénéité féminine en politique ; crainte, aussi de perdre une suprématie politique masculine. Mais aussi aveuglement envers son propre sexe : les hommes sont autant sous influence que les femmes et leur esprit critique inné n'est pas toujours à l'œuvre.

En 1958, un seul partisan du suffrage féminin, Leo Lejeune (BL/PSS), prend la parole dans ce cas de figure. Son discours introduit une notion implicite, qu'il croit avoir reconnue dans la rhétorique des opposants, concernant l'hommage que les hommes rendent aux femmes. Selon cette idée, l'entrée des femmes en politique provoquerait une transformation du comportement

¹¹³ AFS, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil des Etats, 8 juillet 1957, p. 13.

¹¹⁴ « Doch befürchte ich eine gewisse nachteilige Beeinflussung der Frau » (*Ibid.*).

des hommes envers les femmes, en ce sens qu'ils seraient épargnés de leur témoigner des égards. Non seulement les femmes sortiraient des attributions et de l'exercice de leur sexe, mais elles deviendraient également des concurrentes redoutables pour les hommes. D'où la probable disparition des égards envers les femmes. La déchéance féminine est également reconnaissable dans les paroles de Karl Wick (LU/PDC) lorsqu'il considère les femmes partisans comme des hommes de seconde catégorie. Malgré ces dangers et ces craintes, Leo Lejeune prévoit le contraire. « Ich glaube, dass gerade in diesen kurz berührten Beziehungen die Frau noch mehr gewürdigt würde, [...] »¹¹⁵. Hommage, reconnaissance et soutien aux femmes qui pénètrent une nouvelle sphère, inconnue, et dont la bonne intégration sera peut-être aussi dépendante de la prédisposition favorable des hommes à leur égard. Ces positions contraires sont la résultante d'opinions et de dispositions personnelles à chaque homme envers les femmes face à ce défi. Leo Lejeune (BL/PSS) remarque encore qu'il s'efforce de reconnaître l'individu malgré son appartenance à un parti. Il n'y aurait, par conséquent, pas de raison de ne pas procéder de même avec les femmes, de ne pas reconnaître la personnalité de chaque femme dès le moment où elle montrerait son appartenance politique. Quoi qu'il en soit, selon lui, un individu ne disparaît pas derrière l'étiquetage statique et réducteur d'un parti¹¹⁶.

L'exposé des dangers, supposés et imaginés, que signifierait l'accaparement des femmes par les partis et groupes de pression, reflète l'opinion des parlementaires sur l'activité politique. Ces arguments, utilisés principalement contre le suffrage féminin, aboutissent à une critique de la démocratie semi-directe en vigueur. Toutes les objections que les politiciens adressent à ce système émanent de l'expérience, c'est-à-dire du droit de vote exercé par les hommes. Par conséquent, elles s'adressent prioritairement aux hommes et à la façon dont ils utilisent ou non leurs droits, et finalement, à leur aptitude à rester intellectuellement indépendants et autonomes envers les partis, enfin, à leur capacité à se forger une opinion objective et neutre, dépassionnée, sur l'objet qu'ils sont appelés juger. Que ce soit le lieu adéquat et le moment judicieux ou non, les débats sur le suffrage féminin permettent aux parlementaires de formuler leur conception de la politique idéale, puis d'en faire une critique à l'aune des expériences masculines, pour enfin en tenir les femmes éloignées, sous prétexte que des abus sont commis et que les citoyens, en général, ne satisfont que très partiellement à ce que l'on attend d'eux. Certains parlementaires

¹¹⁵ BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 287.

¹¹⁶ « Besonders bei meinen Kollegen von der konservativ-christlich-sozialen Fraktion lohnt sich heute dies Bemühen, weil ich genau weiss, dass die Vertreter dieser Fraktion, die hier gesprochen haben, ja nicht die Meinung der geschlossenen Fraktion vertreten » (*Ibid.*).

formulent ainsi une opinion négative concernant l'exercice des droits et des activités politiques. Jean-Jacques Cevey (VD/PLR) rappelle encore cette objection des opposants en 1970 où ils reconnaissent un danger à inciter les femmes « à se mêler au jeu des politiciens, ce terme étant bien entendu employé dans son sens le plus péjoratif ». Il estime qu'à l'exposé de ces craintes, « la bonne foi n'est pas toujours des plus évidentes¹¹⁷ ». Ce sont les opposants qui dépeignent une telle politique de laquelle il faut absolument protéger les femmes.

4.5.3 La mauvaise opinion de l'activité politique

Dans la défense de son postulat, en 1945, Hans Oprecht (ZH/PSS) met en évidence le lien existant, auprès des adversaires du suffrage féminin, entre leur opinion sur l'activité politique, leur conception de la démocratie et la nécessité consécutive de protéger les femmes de celle-là. En effet, ceux qui estiment que « die Politik verdirbt den Charakter ; die Politik ist eine Hure », sont, à son avis, de piètres démocrates et de mauvais politiciens. « Nur wer im Grunde seiner Seele kein Demokrat ist, kann von der Politik schlecht reden. Es gibt in der Demokratie nichts Schöneres, als im Dienste der Öffentlichkeit politisch zu wirken. Wer also schlecht von der Politik spricht, hat im Grunde auch eine schlechte Meinung von der Demokratie. Die Politik entspringt dem Wesen der Menschen, die sie machen. Schlechte Politik wird eben auch von schlechten Menschen gemacht¹¹⁸ ». Cette louange à la politique et à la démocratie renvoie les hommes à leurs responsabilités dans la politique qu'ils produisent ; elle est intrinsèquement liée à leur personnalité dont émane leur activité politique. Hans Oprecht y reconnaît un prétexte fallacieux et déloyal pour en exclure les femmes, et l'attribue aux opposants¹¹⁹. Il est effectivement probable que la majorité des parlementaires méconnaissent l'être féminin ; ils en conçoivent, dans tous les cas, une opinion selon laquelle la « mauvaise politique » broierait le caractère des femmes. « Darum sage ich jenen, die für den Charakter der Frau Befürchtungen haben, falls sie sich politisch betätigen sollte : Wenn Ihr das Wesen der Frau derart hoch einschätzt, wie Ihr behauptet, dann kann die Politik das Wesen der Frau auch nicht schlecht machen¹²⁰ ». Il semble évident que le jugement hautement favorable des hommes envers les femmes est tributaire de la séparation sexuée des sphères d'activités. Hans Oprecht (ZH/PSS) établit finalement une égalité politique entre femmes et hommes (la première, peut-être) en

¹¹⁷ BSOAF, Conseil national, 23 juin 1970, pp. 444 et 445.

¹¹⁸ BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 723.

¹¹⁹ « Ich behaupte, wer solches dazu benutzt, um die Frau vom Stimmrecht auszuschliessen, der verkennet die Prinzipien unserer Demokratie und das Wesen der Frau » (*Ibid.*).

¹²⁰ *Ibid.*

affirmant être persuadé que l'activité politique ne rendra pas les femmes plus mauvaise que les hommes. Cela signifie-t-il que l'activité politique n'aura pas une emprise plus malheureuse sur les femmes qu'elle ne l'a sur les hommes ? En tant que fervent défenseur du suffrage féminin, cette interprétation pessimiste n'est que le corollaire de la stratégie argumentative. Il est fermement persuadé que « die Politik kann durch die Mitwirkung der Frau nur gewinnen¹²¹ ». Malgré la prévention de Hans Oprecht contre cet argument dès le premier débat sur le suffrage féminin, il se conjugue dans les années suivantes sous diverses formes. Selon Alfred Clausen (VS/PDC), en 1951, la minorité de la Commission du Conseil des Etats refuse le suffrage féminin principalement en raison de sa répugnance à entraîner les femmes dans le borbier politique¹²². D'autres évoquent l'image métaphorique négative de l'entrée dans l'arène politique en parlant d'une descente, d'une déchéance morale¹²³. Cette représentation intellectuelle n'est possible que dans la mesure où l'on considère que l'activité politique mène à la déchéance de caractère et n'est qu'un marais nauséabond, que la situation des femmes est si parfaite et enviable, et que, par conséquent, la changer en deviendrait un crime. Ces interprétations sont probablement présentes à l'esprit de façon simultanée. La première option est valable pour les deux sexes, alors que la seconde serait de l'exclusive responsabilité des hommes, eux qui détiennent le pouvoir de décider de l'avenir politique des femmes. Ils seraient seuls responsables d'arracher les femmes à leur place « privilégiée » dans la société¹²⁴. Privilégiée, parce que respectée des hommes ou parce qu'épargnée des responsabilités politiques, grâce aux hommes ? En 1958, Walther Bringolf (SH/PC), rapporteur de la majorité de la Commission du Conseil national, exprime bien l'apparent malaise que certains hommes pourraient éprouver. « Ich würde auch zu denen gehören, die gar kein oder zum mindesten nur ein begrenztes Verständnis für die Freiheit, für die Zartheit, für die Tiefe der Gemütsveranlagung der Frau besitzen ; im Gegenteil, ich würde also, wenn ich

¹²¹ *Ibid.*

¹²² « Wenn die Minderheit ihrer Kommission sich gegen die Ausdehnung der politischen Rechte auf die Frauen ausspricht, so hauptsächlich aus dem Grund, weil es ihr widerstrebt, die Frau in all den politischen Zank, Streit und Hader verwickelt zu sehen, den das Parteileben unwillkürlich mitbringt » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 375).

¹²³ Notamment Max Albert Rohr (AG/PDC) : « Ich möchte die Frau nicht als Kämpferin in die politische Arena hinabsteigen sehen, [...] » ; Alois Grendelmeier (ZH/AdI.) reprend la rhétorique des opposants pour s'en distancer : « Dann wird auch behauptet, die Frauen müssten davor behütet werden, in die Arena des politischen Kampfes hinunterzusteigen, als wäre diese Arena ein Slums oder eine Schweingrube » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, resp. pp. 271 et 272, et 273). Le conseiller fédéral Markus Feldmann (BE/UDC) relève également la rhétorique des adversaires : « Man warnt uns davor, mit der politischen Gleichberechtigung der Frau mit dem Manne auf eidgenössischem Boden die Frau in den « Staub der politischen Arena herabzuzerren », [...] » (*BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 299).

¹²⁴ Expression utilisée ironiquement par Jean-Jacques Cevey (VD/PLR), *BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 444.

recht verstanden habe, zu denen gehören, die brutal und rücksichtslos die Frau aus ihrer, ich möchte fast sagen traumhaften Stellung in unserem Lande herunterreissen wollen in die Tiefen der Politik, in den Sumpf der eidgenössischen Alltäglichkeit, in all das, das wir Männer täglich und stündlich sozusagen als ein fast etwas übles und schmutziges Handwerk betreiben¹²⁵ ». Le ton persifleur de Walther Bringolf met d'autant plus en doute la loyauté et l'intégrité des parlementaires qui souhaitent maintenir les femmes sur le piédestal protecteur que les hommes leur ont imaginé, délestées de toutes responsabilités et charges politiques. Non contents de mettre en évidence que l'activité politique mène inévitablement à des comportements brutaux, agressifs et grossiers, les opposants au suffrage féminin rappellent que le danger s'avère d'autant plus grand pour les femmes qu'elles sont plus sensibles, et que, par conséquent, elles pourraient avoir des réactions plus violentes¹²⁶. En 1957, Xavier Stöckli (AG/PDC) établit un lien étroit entre la grande sensibilité des femmes et leur propension à se sentir humiliées et blessées dans leur amour-propre, et la corruption de leur caractère si elles entraient dans l'arène politique. D'où l'équation logique de la politique mauvaise et dangereuse pour le caractère sensible des femmes. Cette vulnérabilité est contradictoirement couplée à un état passionné typiquement féminin, cependant très éloignée de la passion politique, passion masculine¹²⁷. Le caractère féminin serait corrompu par la passion politique, et l'activité politique serait mise sous une tension intenable par les passions féminines¹²⁸. La présence des femmes amplifierait les confrontations déjà omniprésentes dans l'arène politique. L'activité politique en deviendrait ingérable et les passions insurmontables. La nécessité de l'exclusion des femmes des droits politiques, le maintien des

¹²⁵ *BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 296.

¹²⁶ « Stellen wir uns die Frau im Wahlkampf vor ! Hüten wir uns, den Charakter der Frau der Gefahr auszusetzen, verdorben zu werden ! [...] Ich möchte kein Urteil abgeben über das zartere Geschlecht, soviel aber sagen, dass die Frau durchschnittlich empfindlicher ist, weit eher sich in ihrer Ehre verletzt fühlt als der Mann. Soll sie nun in den Strudel der Politik hineingezogen werden ? » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 393).

¹²⁷ « Abgesehen davon [die Familie könnte darunter leiden] ist mit der Ausübung des Stimm- und Wahlrechts immer eine gewisse Leidenschaft verbunden, die von der Frau ferngehalten werden sollte. Eine solche Ausdehnung der Demokratie führt uns keiner bessern Zukunft entgegen » (*AFS*, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil des Etats, 8 juillet 1957, p. 11). Et encore : « Diese Leidenschaft auf die Frau auszudehnen, habe ich Hemmungen » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 393).

¹²⁸ « Wenn erst noch die Frauen und Töchter in diesen Wahlkampf hineingezogen werden, kann sich jedermann vorstellen, dass damit die Gegensätze verstärkt werden » (*Ibid.*). Le journaliste P. Muret utilise la même rhétorique en 1957: « Nous sera-t-il permis de demander si la place des femmes, [...], est bien au milieu de ces combats ? Et si elles ne devront pas, pour s'y mouvoir avec succès, faire montre de qualités plutôt masculines et sacrifier les dons irremplaçables qui leur sont propres ? [...] Attendrait-on par hasard de l'égalité des sexes en matière politique un adoucissement ou une amélioration de nos mœurs civiques ? C'est très aimable de le dire, mais il faudrait avoir une belle dose d'illusions pour le penser. Les institutions mauvaises corrompent les hommes ; elles auront aussi raison des femmes qui voudront à leur tour descendre dans l'arène. Car il s'agit bien de descendre, pour ne pas dire déchoir » (*La Nation*, 24 décembre 1958, pp. 1 et 2).

sphères séparées, apparaît comme un contrôle et une gestion de l'activité politique, et fonctionne comme un moyen prophylactique contre l'empiètement de la politique dans tous les aspects de la vie. Il est bien question de la protection des femmes, mais aussi, inversement, de la défense de la politique contre le totalitarisme de l'Etat¹²⁹, de la sur-démocratisation et de la surpolitisation. Il s'avère en revanche difficile de déterminer quels aspects prédominent dans cette stratégie argumentative contre le suffrage féminin : la survie de l'Etat ou la sauvegarde de la femme. Telles sont aussi les préoccupations de Karl Wick (LU/PDC), en 1945¹³⁰. L'intégration politique des femmes est purement et simplement inutile ; il ne s'agirait que d'un sacrifice qui ne sert à rien ni à personne. La seule parade de Leo Lejeune (BL/PSS) semble être l'ironie. « Ich stelle ausserdem fest, dass aus der Schilderung von Herrn Meister sicher hervorgeht, dass es erst durch das Verhalten der Frauen an der von ihm erwähnten Kirchgemeindeversammlung den Männern bewusst wurde, dass die Politik auch in der Kirche nur schmutzig ist. Es war also allerhöchste Zeit, dass ein paar Frauen an dieser Kirchgemeindeversammlung kamen, um das zu sagen¹³¹ ». Une nouvelle interprétation apparaît chez Leo Lejeune : le désagrément éprouvé par les hommes d'être pris en flagrant délit par les femmes qui leur mettraient le nez dans leur propre saleté. Action digne d'une mère envers son enfant qui suscite humiliation, gêne et malaise. D'où peut-être le maintien à l'écart des femmes sous la pression d'un complexe masculin envers leur mère camouflé par le recours à la protection de l'essence féminine.

Cet argument est avancé principalement dans les premiers débats jusqu'au débat déterminant du Conseil national de 1958. Alors, seul Max Albert Rohr (AG/PDC) fait encore référence à la métaphore de la déchéance pour décrire la participation des femmes aux activités politiques. Ensuite, seuls les parlementaires favorables au suffrage féminin abordent cette notion dans le seul but d'en démontrer l'illégitimité.

La mauvaise réputation de l'activité politique, que certains parlementaires avancent pour en exclure les femmes, peut être mise en corrélation avec la notion d'exagération de l'importance de l'action politique dans la société, ressentie comme une intrusion disproportionnée et inutile.

¹²⁹ Kurt Schoch (SH/PLR) remarque : « Wenn es aber darum geht, der Frau etwas von diesen erhabenen Rechten zu geben, spricht man nur von garstiger Politik, Streit und Vermassung, Totalisierung des Staates usw. Ich glaube, dass man hier etwas in Zweckpessimismus macht » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 393).

¹³⁰ « Auch die Gegner des formalen allgemeinen Stimm- und Wahlrechtes wollen den Frauen nicht die ihnen zustehenden Rechte vorenthalten, wollen sie auch nicht von der Mitarbeit an der Demokratie ausschliessen, wohl aber verhüten, dass die der Frau eigenen Persönlichkeitswerte nutzlos für eine Sache geopfert werden, der damit gar nicht gedient ist, nicht der Frau, nicht dem Staat und nicht der Demokratie » (*BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 728).

¹³¹ *BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 286.

En effet, avec le développement de l'Etat providence, les réglementations législatives et les deniers publics envahissent toujours davantage les espaces public et privé, organisant et reprenant à leur charge un grand nombre d'activités qui incombaient auparavant aux femmes. Cette politisation du privé accompagne le processus de développement économique dont le besoin de main-d'œuvre trouve un vivier important auprès des femmes. Cette problématique de politique générale, en étroite relation avec l'économie, trouve, chez certains parlementaires, une solution dans le maintien à l'écart des femmes des droits politiques, en ce sens que les femmes agissent comme un contrepouvoir et un frein à la surpolitisation de la société. Alors que la politique ne dispose que d'un contrôle très réduit dans les développements économiques et ses répercussions sur la société¹³², certains parlementaires espèrent pouvoir freiner, si ce n'est juguler, la surpolitisation de la société au moyen d'un des derniers leviers de commande dont ils disposent : le suffrage féminin.

4.5.4 La surpolitisation de la société

En 1945, 1951 et 1958, Karl Wick (LU/PDC) répète mot pour mot son opinion à ce sujet, avec plus de détails lors des deux derniers débats. Les grandes lignes de ses idées sont le refus de ce qu'il nomme le totalitarisme étatique et, pour le contrecarrer, la nécessité d'un contrepouvoir qu'il attribue aux femmes, dans la mesure où elles demeurent extérieures à la politique. Il reconnaît d'emblée, en 1945, que les femmes sont tout aussi concernées que les hommes par les lois économiques et sociales, quoiqu'elles soient exclues des prises de décision les concernant. Il estime, également, que les besoins et les revendications des femmes doivent être entendues et prises en considération, mais l'instauration du suffrage féminin ne lui semble pas être le bon moyen, car il est incapable de répondre réellement aux attentes formulées. Karl Wick (LU/PDC) établit d'abord une relation directe entre le suffrage féminin, le processus de nivellement de la base de la démocratie moderne et la tendance à rendre la démocratie absolue. Il croit reconnaître cette dernière tendance en Suisse : la démocratie, poussée à son expression ultime, exige le suffrage féminin, et les revendications du suffrage féminin débutent avec le développement de la sur-démocratisation¹³³. Cependant, exiger la perfection, réaliser les valeurs et appliquer

¹³² Karl Wick (LU/PDC) exprime cette opinion en 1958 : « [...] ; etwas vereinfachend ausgedrückt kann man sagen, dass nicht die Politik das Wirtschaftsleben beherrscht, sondern das Wirtschaftsleben die Politik » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 265).

¹³³ *BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 728.

l'idéologie démocratique aboutissent, à son avis, à un nivellement¹³⁴. Le perfectionnement de la démocratie, issu de sa propre dynamique depuis sa mise en vigueur dans les pays d'Europe occidentale, se heurte, d'une part, à la représentation sexuée de la société. Pour Karl Wick (LU/PDC) ce perfectionnement est une exagération. Peut-être ce passage est-il d'autant plus perceptible en Suisse que les institutions helvétiques appliquent une démocratie déjà très exigeante pour ses citoyens. Les craintes concernant les difficultés prévisibles à sa gérance émanent, d'autre part, de la toute-puissance de l'Etat, au détriment de la société, rendue visible par l'absorption croissante de la société par l'Etat. Et ce d'autant plus qu'elle incombe à l'ensemble de la société, soit à des miliciens de la politique qui souvent se révèlent incapables de comprendre les tenants et les aboutissants de la politique, et d'agir en conséquence. L'élargissement aux femmes du droit à participer au processus démocratique en rendrait l'activité encore plus aléatoire. D'où les craintes de nivellement démocratiques ressenties par Karl Wick et la nécessité de maintenir un contrepoids, même illusoire, à la surpuissance politique. Son opinion découle de choix et de convictions politiques, fortement influencée par les valeurs familiales traditionnelles. « Gefördert würde damit nur der fortschreitende Individualisierungs- und damit auch der Kollektivierungsprozess der Gesellschaft¹³⁵ ». Les femmes, affublées de la dignité politique à l'égale des hommes, acquièrent une individualisation qu'elles ne détenaient pas auparavant, considérées la plupart du temps comme un groupe homogène. Parallèlement, le suffrage féminin semble intégrer les femmes dans de nouveaux groupes, au détriment de celui du sexe, qui aurait dû avoir la faculté d'œuvrer comme une contre-puissance.

En 1951, il rappelle sa façon d'envisager le suffrage féminin tel qu'il l'avait formulé en 1945. Il se demande jusqu'à quel point il est désirable de perfectionner la démocratie, car toute institution politique poussée à son ultime expression, peut saper les bases sur lesquelles elle repose¹³⁶. Il rappelle ce point de vue une fois encore en 1958, auquel il ajoute l'expression d'un véritable danger dans la mesure où le suffrage féminin gagne une majorité auprès des

¹³⁴ « Das Problem liegt tiefer als in der blossen Bejahung der nivellierenden Grundlage der modernen Demokratie mit der Forderung des Frauenstimmrechts. Frauenstimmrecht ist wohl die Konsequenz einer fortschreitenden Verabsolutierung der Demokratie und seit die Tendenzen der Verabsolutierung vorhanden sind, existiert auch die Forderung nach dem Frauenstimmrecht » (*Ibid.*).

¹³⁵ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 265.

¹³⁶ « Aber man muss doch überlegen, wie weit eine solche Verabsolutierung wünschenswert sei. Alle politischen Institutionen können an ihrer Übertreibung zugrunde gehen » (BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 520).

parlementaires lors de ce débat¹³⁷. Il est surprenant de constater le refus obstiné d'un perfectionnement, ici d'une institution politique, et de l'application d'une idéologie, la plus respectueuse de l'être humain, sur laquelle repose la Suisse. Le fait que ce refus s'exprime précisément lors de la consultation sur le suffrage féminin est exemplaire dans la mesure où il attribue aux femmes le devoir de maintenir ce contre-pouvoir. La pensée de Karl Wick (LU/PDC) semble absurde d'un point de vue ontologique, mais absolument logique dans l'application concrète de ses représentations de la féminité et de la masculinité. Il attribue aux femmes la tâche de sauver la démocratie d'elle-même, en sacrifiant leurs droits les plus élémentaires qui les mettraient sur un pied d'égalité avec les hommes. Il admet sans ambages, que les femmes doivent participer à cette politique qui est « die Gestaltung des Zusammenlebens im staatlichen Raume¹³⁸ ». Il la différencie, néanmoins, de cette autre politique, qu'il appelle le parlementarisme, qui est la politique dans le sens technique du mot, et qui n'a que très peu d'incidences sur l'organisation de la vie en société. Différenciation spacieuse, peut-être, dans la mesure où seule une participation active et légale au parlementarisme permet à tout individu de s'exprimer démocratiquement. On saisit mal ce qu'il offre aux femmes pour s'exprimer, pour proposer et débattre leurs idées et leurs revendications. A peu près rien, si ce n'est la possibilité de continuer à être représentées par les hommes, de continuer à endurer leur sentiment d'impuissance politique, de continuer à accepter cette distinction juridique basée sur le sexe. Puisque le parlementarisme, auquel les partisans du suffrage féminin aimeraient intégrer les femmes, n'a à peu près aucune influence sur la vie en société, Karl Wick se demande s'il est bien utile d'y intégrer les femmes. D'autant que la roue tourne souvent à vide¹³⁹. Leur intégration s'avèrerait donc inutile pour la démocratie et pour les femmes elles-mêmes. Car, ce n'est pas l'égalité politique qui offrira une plus grande égalité sociale et économique aux femmes¹⁴⁰. Quant aux hommes, selon les points de vue, soit ils gardent leur privilèges, soit ils continuent, eux aussi, à se sacrifier pour la chose publique au nom de la nation. Dans tous les cas, selon les dires de Karl Wick, il y a des sacrifices à faire et à accepter pour le bien et la survie de la démocratie, mais très

¹³⁷ « Eine Übertreibung der Demokratie kann ihr richtiges Funktionieren geradezu verhindern. Wir stehen ja heute schon mitten in der Gefahr drin. Die Gefahr wird durch die Einführung des integralen Frauenstimmrechtes nicht behoben, sondern vergrößert » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 264).

¹³⁸ *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 520.

¹³⁹ « Wir können das doch auch hier konstatieren, wie oft ein ungeheurer Leerlauf hier in unseren parlamentarischen Beratungen sich vollzieht » (*Ibid.*).

¹⁴⁰ « Mit möglicher Gleichberechtigung von Mann und Frau in der Politik wird an den sozialen Verhältnissen so wenig geändert wie mit der möglichen Gleichberechtigung von Mann und Frau im Wirtschaftsleben » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 265).

certainement aussi pour le maintien de la division sexuelle des tâches et des espaces. Son programme est le suivant : il veut préserver la femme en la maintenant éloignée de l'activité politique. « Demokratie ist wichtig, wichtiger aber ist ein angemessener Vollzug der Demokratie und ihre Einschränkung in den naturgegebenen Grenzen. Die Frau sollte sich hüten, einfach zur Mitsprecherin im heutigen politischen Leben zu werden; [...]. [...] Man muss die Sprache der Frauen hören, aber man wird die Frauen nicht verstehen wenn sie die Parlamentssprache des politischen Stimmrechtes reden¹⁴¹ ». La menace à l'encontre des femmes, qui sortiraient de leurs limites naturelles, est à peine voilée et il semble qu'il leur réserve des tâches bien plus hautes et nobles que le simple rôle participatif. Il semble, en outre, évident que les rôles et les devoirs sont inscrits dans des espaces sociaux fortement sexués et infranchissables, au point de ne pas entendre ni comprendre les personnes qui s'expriment en-dehors de ces espaces dans lesquels leur sexe les ancre. L'insertion des femmes dans la société selon leur nature lui tient à cœur puisqu'il le répète en 1958 encore¹⁴². Karl Wick (LU/PDC) reproduit la création d'un complexe artificiel et abstrait à partir de données naturelles et concrètes¹⁴³. Il maintient, de façon exemplaire, l'existence de deux sphères qui se complètent et s'équilibrent, l'une intérieure, sociale et féminine, l'autre extérieure, politique et masculine. Il calque les représentations sociales des deux sexes, leur confirmation historique et leur intégration psychologique, leur pérennité traditionnelle, à une réalité contemporaine qui rend leur justification toujours plus équivoque et difficile. Selon sa construction personnelle, il considère la revendication du suffrage féminin comme une capitulation des femmes face aux hommes. Mais il la considère uniquement comme telle, tant que la revendication émane des femmes¹⁴⁴. Est-ce à dire qu'il reproche aux femmes d'être sorties d'elles-mêmes, de l'espace et du rôle qui leur étaient assignés ? Devaient-elles attendre que la politique vienne à elle, comme l'économie le fit, et non le contraire ? Que les femmes s'éloignent de leur sexe apparaît toujours comme une effronterie et un affront contre

¹⁴¹ *Ibid.*

¹⁴² « Die Frauenfrage ist nicht in erster Linie eine Frage der politischen Gleichberechtigung, sondern der naturgemässen Eingliederung der Frau in die Gesellschaft, und die Gesellschaft erschöpft sich nicht im Staat » et « Nicht möglichste Angleichung an den Mann soll das Ziel der Frauenbewegung sein, sondern möglichste Erfüllung des Grundwesens der Frau im Staat und Gesellschaft » (*Ibid.*, resp. pp. 264 et 265).

¹⁴³ Selon Pierre Bourdieu, « le monde social construit le corps comme réalité sexuée ». Par conséquent, « la différence biologique entre les sexes [...] peut ainsi apparaître comme la justification naturelle de la différence socialement construite entre les *genres*, et en particulier de la division sexuelle du travail » (*La domination masculine*, *op. cit.*, pp. 24 et 25). Il démontre bien, par ailleurs, les attributions spatiales et comportementales selon les sexes. Voir *ibid.*, pp. 32 et ss.

¹⁴⁴ « Die Frauenstimmrecht-Bewegung, soweit sie von den Frauen ausgeht, ist geradezu eine Kapitulation vor dem Manne, das Eingeständnis, dass das äussere politische Leben wichtiger ist als die innere Gestaltung der menschlichen Gesellschaft » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 265).

l'ordre établi, et peut-être est-ce la raison aussi pour laquelle Karl Wick veut y reconnaître une capitulation. Capitulation de la femme qui, en sortant de son rôle, se met volontairement en situation d'infériorité dans un monde d'hommes qu'elle désire intégrer. Mais cette capitulation ressemble aussi à un retour de manivelle brutal, dans la mesure où les femmes refusent désormais et toujours davantage de se cantonner au rôle et à l'espace qui est le leur, sans pouvoir en juger d'elles-mêmes et les choisir selon leur envie. Capitulation donc d'une chimère artificielle, dont les femmes ne sont que les vecteurs, face à une réalité contemporaine qui dément cette construction.

En 1951, le Fribourgeois Joseph Piller (PDC) abonde en ce sens. Il regrette, en effet, l'invasion de la société par le politique et la tendance à l'identification de la société et de l'Etat que la revendication du suffrage féminin ne fait qu'accentuer. Il estime que « cette conception totalitaire est contraire à nos conceptions traditionnelles » et que cette « tendance à l'étatisme [...] n'est qu'un résidu des nécessités de la guerre et de l'après-guerre¹⁴⁵ ». Il crée, lui aussi, un lien malheureux arbitraire entre deux problèmes distincts où les femmes devraient là aussi renoncer à des droits imprescriptibles au nom de la tradition et d'une politique non-interventionniste. Par ailleurs, sa réflexion de fédéraliste convaincu contre un étatisme, qu'il qualifie de totalitaire, s'appuie également sur l'idée que la revendication du suffrage féminin ne ferait qu'accentuer l'étatisme ambiant. Il regrette, ni plus ni moins, le développement de l'Etat providence. « Affirmer que la femme doit participer à la vie politique parce que c'est le moyen le plus efficace de sauvegarder ses intérêts, c'est admettre, ainsi que je l'ai déjà dit, que les intérêts personnels, familiaux, sociaux, religieux, culturels, relèvent tous de l'ordre politique, qu'ils sont donc de nature étatique¹⁴⁶ ». En fait, la voie sur laquelle s'engagent l'Etat et sa politique est fautive : au lieu d'étatiser la société, il faut humaniser l'Etat¹⁴⁷. Il formule le vœu pieux, passablement utopiste, de reconnaître à tout groupement de créer son propre droit afin d'avoir la capacité d'influer sur la société. Ainsi, les femmes n'auraient pas de prétentions politiques puisqu'elles parviendraient à réaliser leurs projets et à résoudre leurs problèmes par d'autres moyens. Une fois cette vision exposée, qu'en reste-t-il ? Le suffrage féminin devient l'otage des mécontentements politiques de tout genre de certains parlementaires. Là encore, comme Karl Wick (LU/PDC), Joseph Piller (FR/PDC) demande aux femmes de corriger le tir, de démontrer

¹⁴⁵ BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, resp. pp. 388 et 389.

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 389.

¹⁴⁷ « L'Etat est un des modes d'expression de la nature sociale de l'homme. Humaniser l'Etat consiste en tout premier lieu à veiller à ce qu'il ne sorte pas de son rôle, afin qu'il puisse le remplir » (*Ibid.*).

que la politique helvétique fait fausse route, de se positionner en contrepouvoir. Il demande à la politique de donner le pouvoir aux femmes d'agir selon leurs vœux, soit de se faire entendre, par d'autres moyens¹⁴⁸ ; alors que la revendication du suffrage féminin, pour obtenir les mêmes résultats, aboutit à une soumission, à une subordination volontaire du monde féminin dans un règne et des règles masculins. Est-il plus aisé d'agir en-dehors des structures existantes ou, au contraire, à l'intérieur de celles-ci¹⁴⁹ ? De plus, l'adresse de Joseph Piller (FR/PDC) aux femmes n'est pas dénuée de goujaterie lorsqu'il déclare qu'« il faut apprendre aussi à ces dames à utiliser judicieusement leurs libertés dans les différents secteurs de la vie sociale¹⁵⁰ ». Ainsi, Joseph Piller s'appuie sur un programme illusoire et utopique pour argumenter son refus du suffrage féminin.

Les discours de Karl Wick et de Joseph Piller relèvent d'un ordre sexué basé sur la stricte répartition des espaces et des rôles. Cette représentation n'a rien d'exceptionnel puisqu'elle est alors largement répandue dans la société. En revanche, ce qui est remarquable, c'est que, non seulement, ils prennent le suffrage féminin en otage de leur mécontentement politique, mais encore qu'ils demandent aux femmes de remédier aux défauts qu'ils ont eux-mêmes provoqués. Dans la mesure où ils n'approuvent pas le développement de l'organisation politique tel qu'ils le vivent, ils imaginent, dans le contexte des discussions sur le suffrage féminin, que les femmes, représentées comme un tout homogène, peuvent et doivent juguler cette surpolitisation de la société. Et c'est aussi la raison pour laquelle l'un et l'autre estiment que les féministes s'égarent en demandant le suffrage féminin. Ils préconisent ainsi la pérennité de l'ordre sexué en vigueur tout en demandant l'élargissement des pouvoirs d'action des femmes, mais dans leur sphère propre. En 1958, Charles Primborgne (GE/PDC), rapporteur de la majorité de la Commission du Conseil national, résume l'essentiel des deux chapitres précédents par ce condensé. « « La place de la femme est à son foyer, il ne faut pas la mêler aux laideurs de la politique ». C'est l'argument massue des adversaires du suffrage féminin ! Il part de l'idée fortement ancrée d'une répartition bien définie entre le travail de l'homme et celui de la femme et il prête à l'exercice des droits civiques on ne sait quoi de péjoratif qui le rend dangereux¹⁵¹ ».

¹⁴⁸ « C'est en s'engageant dans cette voie que la femme, qui a la légitime préoccupation de faire usage de ses droits d'être sociale, parviendra plus sûrement et plus rapidement au but que par le chemin qu'elle tente de suivre jusqu'ici » (*Ibid.*).

¹⁴⁹ Ce débat s'apparente à la distinction des féministes universalistes et essentialistes, à la différence que les une et les autres pensaient leur stratégie au sein de la structure politique existante.

¹⁵⁰ BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 388.

¹⁵¹ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 261.

L'existence et le maintien de la séparation des sphères et la mise en évidence d'un supposé effet négatif de l'exercice politique sur les femmes sont des arguments brandis par les opposants. Alors que la pérennité de l'ordre sexué transpire chez la plupart d'entre eux, les développements politiques et les dangers liés à l'exercice des droits politiques ne sont avancés que par quelques-uns. Soit que la majorité des opposants ait conscience que cette thématique se situe au-delà du suffrage féminin, et que, par conséquent, il s'agit d'un argument hors sujet, voire prétexte, soit qu'elle reconnaisse que cet argument est à double tranchant, c'est-à-dire, si la politique se révèle effectivement dangereuse et malicieuse, c'est bien de la faute de ceux qui la pratiquent, donc des parlementaires en premier lieu. Enfin, il y a fort à parier que la malignité politique n'est ressentie que par un très petit nombre de parlementaires, et qu'il s'agit d'un ressenti purement personnel dont la formulation s'avère épineuse et la réalité très subjective.

Les thématiques argumentatives suivantes rendent compte de l'inutilité pratique de l'instauration du suffrage féminin dans la mesure où il n'est qu'une superposition répétitive, inutile et superflue du suffrage universel, soit parce que la spécificité féminine n'apparaîtra pas, soit parce que les femmes n'en ont pas besoin pour exercer leur influence. Ces projections et déductions faites par certains parlementaires débordent sur des constatations selon lesquelles la démocratie exclusivement masculine a offert aux femmes une situation juridique et légale enviables à tous égards. Ils se demandent, par conséquent, ce que les femmes leur reprochent et se considèrent comme les meilleurs défenseurs des intérêts féminins.

Si les femmes obtenaient le droit de vote, non seulement, la société serait surpolitisée, mais aussi, le politique n'en obtiendrait aucun profit dans la mesure où les femmes votent comme les hommes.

4.5.5 Les femmes votent comme les hommes

Cette rhétorique se révèle très ambiguë puisque, d'une part, elle serait à même de rassurer ceux qui craignent un bouleversement institutionnel avec l'entrée en vigueur du suffrage féminin, mais, d'autre part, conforte les opinions de ceux qui démontrent l'inutilité du suffrage féminin ou le risque de dénaturation et d'inaudibilité des femmes par la et en politique. Cet argument est d'autant plus aléatoire qu'il repose sur des projections fondées sur les expériences faites à l'étranger. Mais justement, la situation helvétique étant incomparable, la contradiction réapparaît de façon frontale et irréductible.

En 1945, Ernst Reinhard (BE/PSS), favorable au suffrage féminin, reconnaît d'emblée que la participation des femmes ne changera pas fondamentalement le cours et le contenu de la politique contemporaine. Il n'en escompte aucune amélioration notoire ni une péjoration, fait remarquable dans la mesure où il admet que les femmes ne sont pas des saintes¹⁵² ! Trois parlementaires favorables au suffrage féminin avancent des arguments censés rassurer quant aux effets du vote féminin, mais qui désarçonnent par leur trivialité et font même douter de leur positionnement favorable. A la lumière des expériences issues de l'étranger, Harald Huber (SG/PSS) estime, en 1951, que le suffrage féminin a fait ses preuves. Triste constatation à la considération de ces preuves : « Die Frauen haben mindestens so gut und nicht viel anders als die Männer gestimmt¹⁵³ ». Quant aux opinions émises par Kurt Schoch (SH/PLR) et Frédéric Fauquex (VD/PLS) sur la participation des citoyennes et des citoyens, elles dénotent une profonde perplexité concernant les capacités de ceux-ci. Ainsi, le premier estime, en 1951 : « Es wäre bei den Frauen sicher so wie bei den Männern, dass – erfreulicherweise – ein relativ nur kleiner Teil wirklich aktiv am politischen Leben teilnähme, und wahrscheinlich würde dieser Teil bei den stimmberechtigten Frauen noch kleiner sein als bei den Männern¹⁵⁴ ». Et le second, en 1957 : « Lorsque les femmes auront le droit de vote, je ne pense pas qu'il y aura quelque chose de changé ou d'amélioré dans l'orientation de notre politique fédérale. La façon dont les hommes font actuellement usage de leur droit de vote est déjà si scandaleuse que cela ne saurait empirer encore¹⁵⁵ ». Aucune illusion n'est possible quant aux espoirs d'amélioration que fait miroiter le suffrage féminin. Que ce soit un argument stratégique ou une opinion personnelle, leurs positions respectives n'augurent pas d'un sentiment positif à l'égard du suffrage universel, femmes et hommes confondus¹⁵⁶. En 1957, l'opinion de Xaver Stöckli (AG/PDC) est encore plus pessimiste, si cela est possible. « Die Erweiterung der Rechte in der Demokratie in dieser

¹⁵² « Ich bin zwar nicht der Meinung, dass mit dem Frauenstimmrecht in wesentlichen Punkten eine Änderung des Charakters unserer Politik eintreten würde, wir wollen uns nicht etwa vormachen, als ob die Frauen Heilige seien, die, wenn sie ins politische Leben eintreten, einen ganz andern Zug hineinbringen können » (*BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 733).

¹⁵³ *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 525.

¹⁵⁴ *BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 393.

¹⁵⁵ *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 400. Harald Huber (SG/PSS) fait une prévision analogue, *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 525.

¹⁵⁶ Les critiques à l'encontre du suffrage universel peuvent être acerbes, comme le relève un journaliste qui pointe du doigt certaines vues antidémocratiques attribuées à Eugen Bircher (AG/UDC) : « Les curieux pourraient, en feuilletant la collection d'un journal argovien, retrouver une série d'articles qu'il y publia voici quinze ans et où il a fait une charge à fond contre le suffrage universel. Est-ce ce mépris du « populaire » qui l'a empêché de quérir les suffrages des électeurs argoviens ? » (*AFS*, J. 1. 106, 1969/42, vol. 4, [Eugen Bircher] Presseauschnitte, *La Suisse*, lundi, 29 décembre 1924, N° 364, p. 1).

Richtung kann uns nicht einer bessern Zukunft entgegenführen¹⁵⁷ ». Il relève l'inutilité du suffrage féminin puisque, comme l'a démontré le Message du Conseil fédéral, 90% des femmes et des hommes vote pareil. Il préconise dès lors une seule et même voix comme voix de la famille¹⁵⁸. Evidemment, la voix est et sera masculine, mais peu importe au fond, puisque c'est la même ! Est-ce vraiment la même, la voix politique serait-elle donc asexuée ? Evidemment pas, la voix politique est masculine par essence et par définition, d'où la crainte de la déssexualisation de la voix des femmes en politique, voire de la sexualisation de la politique, et, au-delà, de la confusion des sexes dans la société. Il réduit finalement la complexité de la problématique à cet épitaphe lapidaire : « Warum kompliziert, wenn es einfach auch geht !¹⁵⁹ ».

La simple constatation, fondamentalement rassurante, confirmée par les expériences étrangères et mise en évidence par les Messages du Conseil fédéral¹⁶⁰, que l'entrée des femmes en politique ne s'accompagnera pas d'un souffle révolutionnaire, incite certains parlementaires à traiter d'illusions les avantages énumérés par les partisans. Encore faut-il différencier les illusions des attentes que certains parlementaires expriment à l'égard des femmes si elles avaient le droit de vote. La différence se révèle souvent infime ; la caractérisation d'illusion, de ce que les parlementaires favorables semblent en attendre, est cependant une forme rhétorique et euphémistique utilisées par les adversaires du suffrage féminin. En effet, pour ceux-ci, le suffrage féminin n'entraîne aucune modification de la relation des forces politiques, dans le meilleur des cas, ou une détérioration de celles-ci et une modification incertaine des relations entre les sexes, dans le pire des cas. Ainsi, mieux vaut s'abstenir que de réaliser un changement inutile ou d'envenimer des relations déjà complexes, mais domptées par l'habitude et le confort. Certains aiment à rappeler que les injustices endurées par les femmes ne se résolvent pas grâce à un bulletin de vote. Leur cercle d'influence se situant à un niveau rhétorique et spatial différent, et

¹⁵⁷ BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 393.

¹⁵⁸ Anne Verjus démontre les origines du vote familial sous l'Ancien Régime. « Nous pensons qu'il n'y a pas de pensée de la femme « en soi », supposée inférieure aux hommes comme pure catégorie « naturelle » (i.e. définie par son appartenance sexuelle) et pour cela exclue de l'humanité, mais une pensée qui englobe les hommes et les femmes dans une relation socio-naturelle dont le sens est dépendant d'une entité supérieure qui, les dépassant, ne serait pas l'humanité mais la famille. C'est-à-dire non pas un ensemble d'individualités interchangeables, mais au contraire une unité hiérarchisée composée d'êtres différents par nature et par destination » (Anne Verjus, *Le cens de la famille. Les femmes et le vote, 1789-1848*, Paris 2002, p. 21). Voir aussi Anne Verjus, « Le suffrage universel, le chef de famille et la question de l'exclusion des femmes en 1848 », in : Alain Corbin, Jacqueline Lalouette, Michèle Riot-Sarcey (sous la direction), *Femmes dans la Cité, 1815-1871*, Grâne 1997, pp. 401-413.

¹⁵⁹ BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 393.

¹⁶⁰ Jean-Pierre Dubois (NE/PdT) rappelle en effet : « Les deux messages insistent également beaucoup sur le fait que la présence des femmes dans les isoloirs ne modifierait pas considérablement les décisions du peuple suisse et en conséquence nos institutions » (BSOAF, Conseil national, 23 juin 1970, p. 450).

les femmes ne formant pas un corps politique homogène, elles ne détiendront jamais le pouvoir de persuasion nécessaire pour imposer la réalisation d'une revendication féminine. Quoi qu'il en soit, l'illusion comporte en soi quelque chose de positif et de novateur, tendus vers l'avenir, un certain idéalisme juvénile¹⁶¹.

4.5.6 L'illusion de l'apport des femmes en politique

Dans toutes ses prises de position, Karl Wick (LU/PDC) refuse aux femmes une voix politique, dans la mesure où la femme ne possède pas le « gène » politique. Ainsi, la femme munie de droits politiques défie sa conception ontologique de la femme ; et, si celle-ci entrait finalement dans ses droits, il semble la situer dans un entre-deux, entre l'homme et la femme, proche d'un humanoïde indéfinissable. Sa réponse aux partisans, qui escomptent de l'entrée des femmes en politique une amélioration des relations, expression très vague, se distingue par une étrange susceptibilité qui trahit une incertitude et une crainte, nuancées d'un sentiment d'humiliation : la contre-attaque est la meilleure des défenses. « [...] ; wenn Sie sagen, dass sie [die Befürworter] mit dem Stimmrecht eine Besserung der Verhältnisse herbeiführen wollen, denn können die Gegner des Frauenstimmrechtes sagen, dass die Frau nicht intelligenter ist als der Mann, und dass es ihr nicht gelingen werde, was dem Mann nicht gelang ¹⁶² ». Reconnaissance des limites et des échecs masculins, d'une part, mais qui, d'autre part, ne pourront en aucun cas être élargis et corrigés par les femmes puisqu'elles ne sont pas meilleures que les hommes. L'espace d'un instant, Karl Wick semble risquer une comparaison basée sur l'égalité des sexes pour en conclure que, les unes comme les autres, ont des limites. Mais, la voix des femmes n'est pas et ne peut pas être politique. Par conséquent, il ne concède aucune place à l'expression des spécificités féminines en politique. Au contraire, selon lui, la femme disparaîtra pour donner naissance à un être monstrueux, un mélange entre la femme et l'homme. « Es ist eine Illusion, zu glauben, dass mit dem Eintritt der Frau in die Politik etwa feinere Manieren ins politische Leben getragen werden. Sie werden sich nur die unfeinen Manieren der Männer aneignen (Heiterkeit) ¹⁶³ ». Expression de l'incapacité des femmes à s'imposer, mais aussi, certainement, refus des hommes à adopter et à laisser émerger de leur for intérieur des

¹⁶¹ Comme l'exprime Ferruccio Bolla (TI/PLR) : « [...] ; mais même cette illusion [des jeunes générations] exprimerait un état d'esprit qui n'est pas vulgaire » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 266).

¹⁶² *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 520.

¹⁶³ *Ibid.* Elisabeth Badinter illustre bien l'angoisse que suscite la perception de la transformation de la femme « douce et passive » en « un homme dans un corps de femme, une virago » (*XY. De l'identité masculine, op.cit.*, resp. pp. 33 et 34, extrait de la citation de Jacques Le Rider, *Le cas Otto Weininger*, p. 67).

comportements qu'ils considèrent comme féminins, et qui leur apparaissent comme incongrus. L'hilarité que suscitent les suggestions oniriques de Karl Wick (LU/PDC) témoigne du malaise et de la gêne ressentis, mais également de l'impuissance et du désarroi. Et pour comble de malheur, Karl Wick croit entrevoir la disparition pure et simple des spécificités féminines¹⁶⁴. Son refus du suffrage féminin apparaît ici comme une réaction préventive en faveur du sauvetage d'une supposée « culture féminine », déjà compromise par l'insertion effective des femmes dans une vie économique, dont les règles et la culture sont à prédominance masculine. La première compromission de la féminité se réalise dans cette absorption. L'entrée des femmes en politique achèverait de réduire la féminité à néant, et par extension, la séparation des sphères, l'attribution des rôles, l'affirmation et la préséance séculaires de l'expression d'une certaine masculinité. En 1951, Walo von Greyerz (BE/PLR) aborde deux concepts thématiques proches de ceux du Lucernois : la nature de la politique et la nécessité d'équilibre. Ce que Karl Wick considère comme une illusion, Walo von Greyerz l'appelle de ses vœux¹⁶⁵. Ils parviennent à des conclusions contraires, car ils partent de prémisses opposées. Karl Wick estime que la nature féminine sera broyée par la culture masculine, Walo von Greyerz escompte, au contraire, une adaptation des agissements masculins grâce à la présence des femmes. D'un côté, la culture masculine accentue sa prédominance, de l'autre, la nature féminine est au centre d'un remodelage. Alors que le premier refuse toute compromission, le second suggère le compromis. Tout comme Karl Wick, Walo von Greyerz reconnaît aux femmes un pouvoir essentiel d'équilibre, mais il le leur attribue tant dans la société qu'en politique¹⁶⁶. En effet, Karl Wick estime, quant à lui, que les femmes ne peuvent accomplir cette tâche qu'exclues du monde des hommes, que grâce à la survivance des deux espaces séparés. Ces processus de transformation, que Walo von Greyerz attribue à la vie politique, se caractérisent par leur aspect négatif : perte de flux vital et de réflexion rafraîchissante, qu'il attribue au maintien de stabilité. « Wir Männer berufen uns zu sehr auf die Stabilität unserer Politik ; diese darf nicht in Starrheit ausarten¹⁶⁷ ». De l'attribution du suffrage féminin, acte masculin audacieux, et de l'exercice politique féminin,

¹⁶⁴ « Die weibliche Kultur wird heute sowieso mehr und mehr von einer einseitigen männlichen Kultur absorbiert, und das wird erst recht der Fall sein bei Einführung des allgemeinen Stimm- und Wahlrechtes » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 520).

¹⁶⁵ « Es schadet gar nichts, wenn wir unsere Politik etwas volkstümlicher und menschlicher gestalten müssen » (*AFS*, E 1070, 1974/32, protocole de la Commission du Conseil national, 4 et 5 novembre 1957, p. 14).

¹⁶⁶ « Die Frau ist ein notwendiges Gegengewicht gegen die Entpersönlichung und Mechanisierung des politischen Lebens » (*Ibid.*).

¹⁶⁷ *Ibid.*

il attend un souffle nouveau et un retour aux sources de la hardiesse helvétique¹⁶⁸. L'attribution des droits civiques considérée comme un acte audacieux est une stratégie argumentative visant à rappeler les temps héroïques, à insuffler l'espace d'un instant le même courage et la même certitude téléologique qui animaient les ancêtres.

En 1958, Karl Wick réalise un lien idéologique entre illusions et idéalisme. L'illusion est de croire que l'activité politique agit favorablement sur la vie en société. Il rappelle, une fois de plus, l'excroissance du politique et son funeste empiètement sur les sphères sociale et privée¹⁶⁹. Quant à l'idéalisme, il réside dans l'espoir d'adaptation du jeu politique à une certaine féminité et d'intégration des valeurs féminines. En effet, comme il l'a déjà asséné à maintes reprises, les femmes seront englouties par la suprématie du monde masculin¹⁷⁰. Aucun compromis ni adaptations ne sont possibles ni imaginables. Karl Wick n'y voit qu'une exagération malsaine de la démocratie, préjudiciable pour tout le monde¹⁷¹. Sa vision pessimiste de l'extension des droits politiques s'accompagne d'une humiliation diffuse à l'encontre des aptitudes des femmes à exercer ces droits, mais aussi, indirectement, d'une menace. Il prédit aux femmes qu'elles disparaîtront en tant que telles, qu'elles ne seront plus considérées comme telles par les hommes, tout en projetant sur elles l'angoisse de la redéfinition et de la réinterprétation de la féminité et de la masculinité.

Ces prévisions négatives ne sont cependant pas partagées par les autres parlementaires. Ils estiment que rien ne changera fondamentalement, tout en espérant sentir, néanmoins, la présence féminine. Ainsi, en 1958, Willy Sauser (ZH/PEV) s'attend à une influence bienfaisante des

¹⁶⁸ « Warum soll übrigens bei uns immer alles gleich bleiben ? Warum sollen wir den Schritt nicht einmal wagen ? Früher war die Schweiz doch ein eigentliches Pionierland. Wir dürfen nicht ein allzu zaghaftes Volk werden » (*Ibid.*).

¹⁶⁹ « Aber abgesehen davon [les femmes sont de moins en moins présentes dans la vie économique] geben die Befürworter der politischen Gleichberechtigung von Mann und Frau sich viel zu grossen Illusionen hin in bezug auf die gesellschaftsbessernde Wirkung der politischen Tätigkeit. Die Frauenstimmrecht-Bewegung kann heute nur deswegen so grosses Interesse erwecken, weil man sich von der Bedeutung der Politik und des politischen Lebens ein ganz falsches Bild macht » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 265).

¹⁷⁰ « Sie wird damit nur weiter in die riesige Maschinerie unserer männlich bestimmten Zivilisation aufgenommen, in der nicht das Feine, sondern das Robuste den Ausschlag gibt. [...] Geben wir uns doch in dieser Beziehung keinen Illusionen hin. Der Idealismus unserer Frauenstimmrecht-Befürworterinnen mag bewunderungswürdig sein. Aber dieser Idealismus wird an der rauhen [sic] Wirklichkeit scheitern. Idealpolitik ist schön, aber Realpolitik ist wichtiger. [...] Die Frauen sollen und müssen an der Gesundung des politischen und sozialen Lebens mitarbeiten, aber sie müssen sich vor der Illusion hüten, als ob ihr politisches Mitbestimmungsrecht an den tatsächlichen Verhältnissen viel ändern würde » (*Ibid.*, pp. 265 et 266).

¹⁷¹ « Es tritt nur eine äussere Ausdehnung der Demokratie ein, nicht aber eine Vertiefung und Gesundung der Demokratie. [...] Mit dem Einbezug der Frau ins volle politische Leben wird nur die Stimmzahl mit zwei multipliziert, aber an den politischen und wirtschaftlichen Verhältnissen wird damit nichts oder nur wenig geändert » (*Ibid.*, p. 266).

femmes dans les affaires qui leur sont traditionnellement proches¹⁷². Quant à Jean-Pierre Dubois (NE/PdT), en 1970, il est convaincu que les femmes sauront faire disparaître les inégalités dont elles souffrent dans le droit civil¹⁷³. Ils leur reconnaissent donc le pouvoir de s'impliquer en faveur tant de la communauté que de leurs droits particuliers. La thématique de l'utilité est sous-jacente à l'idée d'illusion de l'apport des femmes en politique. En effet, dans la discussion extensive sur le suffrage féminin, la question de la pertinence utilitaire est soulevée. Comme l'a exprimé le démocrate-chrétien lucernois, Karl Wick, il s'agit d'une illusion de croire que l'instauration du suffrage féminin sera d'une quelconque utilité à quiconque. Les parlementaires favorables au suffrage féminin rebondissent sur cet utilitarisme pour en démontrer l'aberration, ou pour le moins son injustice. En 1958, Willy Sauser (ZH/PEV) estime qu'il ne s'agit, en l'occurrence, que d'une question de justice. « Man kann aber aus Gerechtigkeitsgründen für eine Neuerung eintreten, ohne dass man sich davon einen in Franken und Rappen auszubehenden Nutzen für unsern Staat oder für eine bestimmte Bevölkerungsgruppe verspricht¹⁷⁴ ». Alois Grendelmeier (ZH/AdI.), quant à lui, propose, lors des mêmes débats, une projection dont l'asymétrie avec le présent est plaisante. « Auch die Frage, ob ein Bedürfnis seitens des Staates vorliege, spielt keine Rolle. Man könnte nach dem Frauenstimmrecht den Staat auch darüber befragen, ob er ein Bedürfnis empfinde, dass alle Männer stimmen¹⁷⁵ ». Finalement, en 1970, Ferruccio Bolla (TI/PLR) croit reconnaître auprès des jeunes hommes une attente, un espoir de partage des responsabilités et des charges publiques avec les femmes qu'ils considèrent comme leurs égales. Mais encore, et là, il s'agit peut-être de sa propre espérance, il leur attribue l'espoir de voir la politique se rafraîchir et se dégourdir avec les femmes¹⁷⁶.

De façon générale, personne n'attend de changements révolutionnaires avec l'entrée des femmes en politique, d'abord, parce que les femmes votent comme les hommes et alimentent les organisations masculines existantes¹⁷⁷, ensuite, parce que la situation juridique des femmes,

¹⁷² *Ibid.*, p. 277.

¹⁷³ BSOAF, Conseil national, 23 juin 1970, p. 450.

¹⁷⁴ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 277.

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 272.

¹⁷⁶ « Il est probable que les jeunes s'attendent aussi – par le désir de confier finalement à leurs compagnes d'étude et de travail le maniement de ce petit grain de puissance publique dont ils jouissent – que l'intervention de la femme dans la vie politique soit en mesure de déconcerter la routine, d'introduire dans les débats et finalement dans les lois une sensibilité nouvelle » (BSOAF, Conseil national, 23 septembre 1970, p. 266).

¹⁷⁷ Willy Sauser (ZH/PEV) rappelle à ce propos : « Eine Illusion aus der Frühzeit der Frauenrechts-Bewegung ist allerdings still beerdigt worden. Vor 30 Jahren vertrat zum Beispiel die Dichterin Maria Waser in einem Vortrag an der Saffa in Bern die damals weit verbreitete Auffassung, die Frauen würden sich nach der Verleihung der politischen Rechte nicht den historischen Parteien der Männer anschliessen, sondern einen vermittelnden und

même si elle s'avère encore lacunaire sous bien des aspects, apparaît comme enviable en comparaison avec d'autres pays, ce qu'aiment à rappeler les parlementaires. De cette constatation émergent deux concepts argumentatifs : d'une part, que les hommes sont les meilleurs défenseurs des femmes, tant qu'elles demeurent éloignées de la participation des institutions politiques, et, d'autre part, que cette préoccupation en faveur de l'élément féminin lui a procuré une législation favorable. Ainsi, au-delà des aspects philosophiques de justice, d'équité et d'indépendance, dont les prémisses sont néanmoins battues en brèche par certains parlementaires, il n'existe pas de raisons pratiques irrécusables à vouloir imposer le suffrage féminin. D'autant plus que les aspects pratiques de l'activité civique helvétique s'avèrent contraignants et exigeants. La succession des votations, qui s'ajoutent aux élections, et la complexité des objets soumis à la perspicacité des citoyens sont des caractéristiques helvétiques reconnus par tous les parlementaires¹⁷⁸ ; mais elles sont aussi converties en arguments et utilisées par les adversaires du suffrage féminin. Certains parlementaires rappellent qu'avant d'être un droit, la préoccupation et l'investissement conscients en matière politique sont un devoir. D'autres remarquent, cependant, que ce droit n'est pas obligatoire, et que, soit dit en passant, beaucoup d'hommes brillent par leur abstentionnisme, soit par désintérêt, soit par paresse. Finalement, le comportement des femmes s'apparentera à celui des hommes, mais ne justifie en aucune manière leur exclusion.

4.5.7 La succession des votations et des élections

Cette particularité du suffrage helvétique est toujours mise en évidence par le biais de la comparaison avec l'étranger¹⁷⁹. Pour contrecarrer la critique selon laquelle une telle justification dissimulerait une mystification ou simplement une mauvaise volonté des citoyens et des politiciens, en 1951, Karl Wick (LU/PDC) apporte un argument défendu par les intéressées elles-mêmes. « Die ablehnenden Frauen nehmen aber die Frage des Frauenstimmrechtes sehr ernst. Sie fühlen eine Überlastung durch die vielen Urnengänge, wodurch sie von ihrer eigentlichen

entgiftenden Einfluss auf das politische Leben ausüben. Nach den Erfahrungen im Ausland, wo die Einführung des Frauenstimmrechtes nirgends zur Begründung einer besondern Frauenpartei geführt hat, glaubt heute kein Mensch mehr, dass unsere Mitbürgerinnen – frei nach Schiller – himmlische Rosen ins politische Leben flechten würden » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 277).

¹⁷⁸ Armand Droz (FR/PLR), rapporteur, rappelle : « Du fait du droit de referendum et d'initiative, le peuple suisse est très souvent appelé aux urnes et, en matière fédérale principalement, invité à trancher des questions fortes complexes » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 514). Karl Wick (LU/PDC) et Max Albert Rohr (AG/PDC) relèvent également cet aspect, *BSOAF*, Conseil national, resp., 13 juin 1951, p. 519 et 19 mars 1958, p. 270.

¹⁷⁹ Selon Melchior Hefti (GL/Dém.) : « Wenn das Frauenstimmrecht in unserem Lande nicht Fuss zu fassen vermochte, so hat das seine triftigen Gründe. Schon der Unterschied, dass es sich im Ausland nur um ein Wahlrecht, bei uns aber um ein an den Bürger viel grössere Anforderungen stellendes Stimmrecht handelt, ist wesentlich » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 382).

Aufgabe im Staat und in der Gesellschaft abgelenkt würden¹⁸⁰ ». Partisan acharné de la répartition sexuée traditionnelle de la société et des tâches, il a beau jeu de relever cette réalité qui s'est confirmée avec les années : même si les femmes recevaient de nouveaux droits et devoirs, elles conserveraient ceux qui leur étaient traditionnellement impartis ; une nouvelle répartition butte contre de nombreux obstacles, ce qui a pour conséquence de convertir toute nouvelle attente envers les femmes comme une charge¹⁸¹. La contradiction réside dans le refus d'une partie des femmes à intégrer un nouveau statut, fondamentalement positif et hautement valorisé dans la mesure où il revêt les valeurs chères à l'idéal démocratique. De façon surprenante, Ernst Bärtschi (BE/PLR) reprend cet argument, en 1951, pour lui donner un sens nouveau et inhabituel. La succession des votations ne représente pas un empêchement ou une charge inutile, comme aiment à le répéter les adversaires au suffrage féminin, mais, au contraire, elle ne fait que souligner plus douloureusement le traitement inégal entre femmes et hommes¹⁸².

Cette caractéristique de la démocratie référendaire helvétique est principalement utilisée comme argument contre le suffrage féminin par les opposants. En effet, dans leur vision du monde sexué, et de celle d'une grande partie des femmes et des hommes, l'activité politique ne représente qu'une charge supplémentaire pour les femmes¹⁸³. Alors qu'il est défini comme droit essentiel pour le citoyen, il devient un lourd devoir pour les femmes. Un droit peut être utilisé selon son bon vouloir, alors qu'un devoir contient un aspect contraignant. De ce point de vue, le refus d'une partie des femmes à se voir imposer un nouveau devoir est compréhensible¹⁸⁴. Ainsi, la caractérisation des droits civiques a, ici, une application différenciée selon les sexes et une certaine portée menaçante dans la mesure où l'insistance sur le devoir est prédominante. En 1951, Harald Huber (SG/PSS) rejette catégoriquement cette perception de charge dans la mesure où il

¹⁸⁰ *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 519.

¹⁸¹ Aujourd'hui, l'investissement des femmes dans les tâches domestiques et familiales n'a pas diminué malgré l'accroissement de leur participation à une activité rémunérée. Il est à souligner, qu'entre 1997 et 2007, les hommes, dans les mêmes circonstances, ont accru leur participation dans le travail domestique et familial, principalement dans l'assistance et le soin des enfants. *Actualités OFS*, « Temps consacré au travail domestique et familial : évolutions de 1997 à 2007 », Neuchâtel, 18.08.2009, notamment p. 19.

¹⁸² « Da macht es nun in der Öffentlichkeit einen gewissen Eindruck, wenn von den Verfechtern des Frauenstimmrechtes bemerkt wird, gerade darin bestehe die Zurücksetzung der Schweizer Frau, dass der Mann so häufig abzustimmen und zu wählen habe, zur Urne gehen könne, während sie dazu das Recht nicht besitze » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 536).

¹⁸³ Comme le dit si joliment Jean Gressot (BE/PDC) : « [...], car si, comme on l'a dit, la chose n'est peut-être pas encore mûre cela ne provient pas d'un état de fait par la charge qu'on mettrait sur les frêles épaules de la femme ou de la mère de famille, car, en somme, si le droit politique est un honneur, c'est aussi une charge – [...] » (*BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 736).

¹⁸⁴ Alois Grendelmeier (ZH/AdI.) dit à ce propos : « Diese unmassgeblichen Frauen, [...], haben das Stimmrecht in vollkommen unrichtiger Weise als blosse Pflicht bezeichnet. Genau so denken alle jene famosen männlichen Staatsbürger, die regelmässig nicht an die Urne gehen » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 533).

s'agit effectivement d'un droit donné aux citoyens qui en font librement l'usage qui leur semblent bon. « Aber niemand wird behaupten, dass die politischen Rechte eine Last seien, niemand wird gezwungen, am politischen Leben teilzunehmen, der das nicht tun will¹⁸⁵ ». Le contenant implique souvent le contenu, et certains parlementaires abordent l'activité civique sous son aspect réflexif, avec, comme point de mire sur les femmes, sa complexité et le manque d'expérience, mais aussi l'immaturité politique des femmes.

4.5.8 La complexité des objets mis en votation

Ce sont les partisans du suffrage féminin qui abordent explicitement ce sujet, donnant l'impression de vouloir réfuter certains préjugés, d'autant plus tenaces qu'ils sont implicites, concernant les capacités intellectuelles des femmes. Ils problématisent une évidence, partagée par la majorité des femmes et des hommes, afin d'en démontrer, principalement, l'obsolescence au milieu du XX^e siècle. En 1951, Armand Droz (FR/PLR) constate, d'une part, que de nombreux problèmes soumis aux citoyens sont complexes, et se forger une opinion à leur propos est ardu ; d'autre part, que la majorité des femmes, ayant été exclues de l'activité civique, n'ont jamais dû ou voulu se forger une opinion, puisque leur avis n'était de toute façon pas requis. Il est, par conséquent, malhonnête de leur reprocher un certain manque d'intérêt, loin d'être partagé par toutes, qui leur a été imposé au nom de la répartition sexuée des tâches, et qui aboutit à un préjugé d'incapacité¹⁸⁶. Bien qu'aucune expérience concrète ne puisse confirmer ce préjugé, Armand Droz relève, au contraire, que de nombreux citoyens se trouvent dans la même situation¹⁸⁷. Plus même ; en 1957, Erich Ullmann (TG/UDC) estime que les capacités en ce domaine sont supérieures chez les femmes. « Da ich in einer kleinen Gemeinde wohne, kenne ich deren Einwohner alle gut. Ich habe nun einmal Männer und Frauen in Gedanken qualifiziert und bin dabei zum Schluss gekommen, dass bedeutend mehr Frauen in der Lage sind, sich über alle jene Fragen auszusprechen, die sich in der Öffentlichkeit stellen¹⁸⁸ ». Il est possible de rétorquer que les problèmes posés au niveau communal n'ont pas la même ampleur ni la même importance

¹⁸⁵ Il poursuit : « Recht und die Möglichkeit zur politischen Tätigkeit sollten aber alle gutbeurteilten mündigen Schweizer haben, Männer wie Frauen » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 523).

¹⁸⁶ « Die Frau ist das Produkt ihrer Umgebung und ihrer Erziehung. Kein Mensch kann von der Frau das verlangen, was die Erziehung ihr vorenthalten hat » (E. Jakob Kägi (ZH/PSS), *BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 732).

¹⁸⁷ « La franchise m'oblige à dire qu'elles se trouvent dans ce domaine en compagnie de nombreux citoyens. Les campagnes qui précèdent les dernières votations fédérales, celle de la monnaie franche pour n'en citer qu'une, prouvent suffisamment que les votants n'étaient pas tous parfaitement orientés sur la portée du problème qui leur était posé » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 514).

¹⁸⁸ *AFS*, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil des Etats, 8 juillet 1957, p. 9.

que ceux discutés aux niveaux cantonal et fédéral. Maurice Péquignot (BE/PLR), cependant, estime, en 1970, plus facile de voter au niveau fédéral qu'aux niveaux cantonal ou communal¹⁸⁹ ! Pour remédier à la complexité de l'activité politique helvétique, Max Kistler (LU/PSS) propose, en 1958, de prendre exemple sur les pères de la patrie en rendant le droit constitutionnel plus clair et plus simple afin d'en faciliter l'accès tant aux femmes qu'aux hommes¹⁹⁰.

Les femmes sont ainsi doublement désavantagées : non seulement, la participation à l'activité politique helvétique demande une grande implication réflexive, mais en plus, les femmes n'ont pas d'expériences politiques, et, partant, souffrent de ce qui est caractérisé comme une immaturité politique.

4.5.9 Le manque d'expérience et l'immaturité des femmes

Là aussi, ce sont les partisans du suffrage féminin qui abordent explicitement cet aspect du problème, probablement pour la même raison que mentionnée ci-dessus. Même si le gouvernement, lors du premier débat, au sortir de la guerre, n'est pas encore prêt pour donner un élan décisif au suffrage féminin, le conseiller fédéral Eduard von Steiger (BE/UDC) propose une mise en consultation comme signe de reconnaissance de la maturité des femmes. Il s'agit encore plus d'une déclaration d'intention que d'une action volontariste en faveur du suffrage féminin¹⁹¹. La prédisposition gouvernementale, présentée ici par le conseiller fédéral, est encore fortement liée à l'engagement des femmes pendant la guerre. Il estime que l'instauration du suffrage féminin ne représente pas une monnaie d'échange contre l'engagement de celles-ci pendant les années de guerre. Il introduit le concept de confiance, confiance réciproque entre les sexes, dans une société bouleversée. Assurance que les citoyens donneront ces nouveaux droits aux femmes contre l'assurance que les femmes resteront de bonnes femmes¹⁹² ! Le désir de résoudre ce problème épineux sur le mode du consensus et de la confiance réciproque est encore très fort. Peu à peu, cependant, cette confiance en la bonne volonté réciproque s'effrite au cours des années et des débats au gré de la transformation et de l'évolution de la société. Pour Harald Huber (SG/PSS), cet argument n'est plus recevable en 1951 et constitue l'expression d'une classe

¹⁸⁹ BSOAF, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 277, note 66.

¹⁹⁰ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 280.

¹⁹¹ « Ich begnüge mich damit, dass wir aus Anerkennung für die Reife und das Verständnis der schweizerischen Frau erklären, dass diese Frage zur Abstimmung gebracht werden sollte » (BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 725).

¹⁹² « Vertrau es mir, ich bin dein treues Weib, und meine Hälfte fordere ich deines Grames » et « Wir möchten es deshalb tun [dieses Postulat prüfen und vorbereiten für eine Partialrevision], um gleichzeitig das Vertrauen auszudrücken, das wir in die schweizerische Frau in dieser Angelegenheit haben » (*Ibid.*).

privilegiée qui s'oppose à tout progrès dans le but implicite de garder ses privilèges. Par ailleurs, il fait dépendre cette impression ou cette auto-persuasion de la fatuité des hommes¹⁹³. Jean Gressot (BE/PDC), en 1958, abonde en ce sens. « [...], nous devons reconnaître qu'à l'heure actuelle les femmes offrent, autant que les hommes et peut-être plus qu'eux, des garanties de maturité civique suffisante¹⁹⁴ ». En 1970, Eric Choisy (GE/PLS), partisan du suffrage féminin dès la première votation et actif dans l'introduction du suffrage féminin dans le canton de Genève, réalise une comparaison historique. « J'ai constaté que les femmes étaient politiquement mûres. Elles le sont en tout cas beaucoup plus que ne l'étaient les hommes en 1848 lorsqu'on leur a donné le droit de vote¹⁹⁵ ». Certains parlementaires rappellent, d'ailleurs, qu'à cette époque, l'avis des citoyens n'a jamais été requis pour l'octroi de ce nouveau droit et certains d'entre eux s'en seraient bien passés¹⁹⁶. Contrairement à la situation des hommes de l'époque, même si les femmes ne prennent pas une part active aux droits civiques, elles vivent et partagent, parfois, les débats qui entourent les votations. Par conséquent, l'entourage sociopolitique agit fortement sur elles d'où la nullité de l'argument d'immaturité politique, comme le relève d'ailleurs le conseiller fédéral Ludwig von Moos (OW/PDC) dans la même séance¹⁹⁷. En 1970, Jean-Jacques Cevey (VD/PLR) relève l'absurdité et la contradiction des devoirs d'enseignement civique, imposés aux femmes, en l'absence de droits civiques. A elles d'inculquer les valeurs démocratiques à leurs enfants, à les éduquer pour qu'ils deviennent de bons citoyens, responsables et indépendants. « La femme est-elle mûre pour l'exercice des droits civiques ? se demandent aussi certains adversaires de la cause féministe. A cette objection, on peut répondre par une autre question : le

¹⁹³ « Es ist ein gutes Stück Eigendünkel dabei, wenn gewisse Männer der Frau das Stimm- und Wahlrecht absprechen ; ja, sind denn wir Männer alles Idealfiguren ? » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 523).

¹⁹⁴ *BSOAF*, Conseil national 20 mars 1958, p. 290.

¹⁹⁵ *AFS*, E 1070, 1992/87, vol. 32, G-10476, protocole de la Commission du Conseil des Etats, 21 août 1971, p. 6.

¹⁹⁶ Selon les propos de Harald Huber (SG/PSS) : « Es fehlt aber auch nicht an Männern, die unsere Freiheit als eine Last betrachten, servile Naturen, die sich zum Beispiel im Kanton Bern gegen die Erteilung des allgemeinen Wahlrechtes wandten und lieber die Herrschaft der gnädigen Herren weiter über sich hätten erdulden wollen » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 523). Et le conseiller fédéral Markus Feldmann (BE/UDC) : « Die historische Wahrheit ist die : auch das Männerstimmrecht ist nicht mit lodernder Begeisterung aller Männer, die es bekommen haben, eingeführt worden. Es ist gegen Widerstände bei den Männern selbst durchgedrungen » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 404). Antoine Favre (VS/PDC) défend une opinion opposée : « On oublie souvent que le suffrage est une fonction publique avant d'être un droit. On oublie aussi que l'homme a conquis ce droit, parfois au prix de rudes combats » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 527).

¹⁹⁷ « Die Einwände der fehlenden Reife sind des weiteren wirklich aus der Luft gegriffen » (*AFS*, E 1070, 1992/87, vol. 32, G-10476, protocole de la Commission du Conseil des Etats, 21 août 1971, p. 9). Ludwig Daniöth (UR/PDC) estime que l'opinion, selon laquelle les femmes manquent de maturité politique, est totalement fausse, *AFS*, E 1070, 1992/87, vol. 32, G-10476, protocole de la Commission du Conseil des Etats, 21 août 1970, p. 5. Maurice Péquignot (BE/PLR) considère, lui aussi, que la femme est « parfaitement apte à prendre position. [...] Bref, je ne vois pas en quoi une femme serait moins bien préparée qu'un homme à déposer dans l'urne fédérale un vote aussi réfléchi et valable que le nôtre » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 277).

jeune homme de vingt ans, de dix-huit ans peut-être un jour, jouit-il d'une maturité civique, d'un sens des responsabilités et de l'intérêt général plus développé que la femme qui l'a élevé ?¹⁹⁸ ». Il est surprenant qu'en 1970, encore, les parlementaires, partisans du suffrage féminin, abordent aussi fréquemment la question de l'immaturité politique des femmes. Cette insistance prouverait que cet argument eût encore un impact puissant sur les citoyennes et les citoyens, même s'il n'est pas explicitement formulé.

Ainsi, la nature de l'activité politique helvétique et l'investissement réflexif, qu'elle exige, sont deux aspects mis en évidence par les partisans pour en démontrer le caractère argumentatif dépassé dans le but de refuser aux femmes les droits civiques. La permanence, cependant, de ces contre-arguments et la démonstration de leur illégitimité jusque dans le dernier débat, pourrait être une preuve de la persistance des schémas de pensée concernant la féminité et la masculinité. Illégitimité argumentaire ne signifie pas disparition et modification des représentations.

Il existe encore d'autres raisons, plus insidieuses, car insinuant l'ingratitude des femmes, qui semblent justifier leur maintien à l'écart.

4.6 La situation juridique exemplaire des femmes suisses

Comme l'affirme sentencieusement Karl Wick (LU/PDC), en 1951, les femmes suisses jouissent de toutes les prérogatives du droit naturel, à condition d'en soustraire le suffrage féminin, litige sur lequel les parlementaires ne s'entendent pas¹⁹⁹. Bien que la situation juridique des femmes laisse à désirer sous différents aspects, les parlementaires se plaisent à reconnaître leur travail favorable et respectueux envers les femmes. Jean-Pierre Dubois (NE/PdT) rappelle d'ailleurs, en 1970 : « Le rapport qui nous est soumis signale l'influence bénéfique exercé par le suffrage masculin sur la situation de la femme dans le domaine des assurances sociales et en matière de droit du travail²⁰⁰ ». Oui, mais tant qu'elles ne s'en mêlent pas, semblent présumer les paroles de Karl Wick (LU/PDC), en 1951 : « Gerade weil die Frau bei uns abseits des politischen Kampfes steht, wird auf sie viel mehr Rücksicht genommen, als wenn sie an den politischen

¹⁹⁸ *BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 444. Même constatation faite par Marius Lampert (VS/PDC), *BSOAF*, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 270. Albert Malche (GE/PLR) remarque, lui aussi, que les femmes sont les éducatrices des futures citoyennes et des futurs citoyens, *BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 390.

¹⁹⁹ Dans la séance du Conseil national du 13 juin 1951, Peter von Roten (VS/PDC) et Karl Wick (LU/PDC) ne s'accordent pas sur ce sujet. Le premier considère le suffrage féminin comme un droit naturel, comme un postulat de la plus haute légitimité, alors que le second ne considère le suffrage féminin que comme un simple développement du mécanisme politique et une question purement fonctionnelle, *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 519.

²⁰⁰ *BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 451.

Katzbalgereien teilnehmen würde²⁰¹ ». Et les femmes se comportent comme des personnes ingrates et gâtées, puisqu'elles ont reçu ces droits sans faire aucun effort²⁰² ! Alfred Clausen (VS/PDC) énumère les preuves de la bienveillance juridique des hommes à l'égard des femmes et estime que les femmes suisses n'ont pas été traitées comme des Cendrillons. Ils ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour la protéger. Les femmes doivent aussi accepter que tous leurs vœux ne puissent pas être exaucés²⁰³. Il leur demande donc un peu de bon sens et d'accepter le geste généreux du législateur. Finalement, il demande aux femmes un peu d'humilité, à l'instar des hommes. « Schliesslich muss auch der Mann hie und da seinen stolzen Nacken beugen vor dem Machtwort seiner Eehälfte²⁰⁴ ». Entre menaces et éveil de sentiments de culpabilité²⁰⁵, les adversaires ne reculent devant aucun stratagème pour défendre leurs opinions et leurs privilèges. Alors que la pratique de la comparaison avec l'étranger est refusée de façon véhémement par tous les parlementaires, elle est utilisée pour démontrer la supériorité de la législation sociale et civile en faveur des femmes suisses. L'incohérence idéologique apparaît dans cette stratégie argumentative dont le but est de défendre son opinion, en dépit des contradictions et des sophismes. Même les parlementaires favorables au suffrage féminin ne relèvent pas cette incohérence alors qu'ils n'hésitent généralement pas à remettre leurs adversaires idéologiques à l'ordre. Peut-être se laissent-ils amadouer par les compliments qui caressent leur amour-propre. Quoi de plus humain, en effet, que de se laisser encenser même si les louanges ne sont pas toujours justifiées ! En 1966, Fridolin Stucki (GL/Dém.) réalise une extrapolation quelque peu indélicate. Il considère la revendication du suffrage féminin comme une modification cosmétique. Le suffrage féminin n'apporterait qu'un fard très léger, une apparence plus lumineuse à une constitution solide. D'où la question : la Suisse a-t-elle besoin d'être fardée²⁰⁶ ? La réalité et l'essentiel sont ailleurs. Il rappelle le Message du Conseil fédéral : « [...] die rechtliche Stellung

²⁰¹ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 521.

²⁰² Selon les dires d'Alfred Clausen (VS/PDC) : « Nur mühsam erkämpfen sich diese [die Frauen der andern Ländern] dort die Stellung, die der Schweizerin vom Gesetzgeber geschenkt wurde » (BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 378).

²⁰³ « Wenn in der Gesetzgebung nicht immer alle Wünsche erfüllt werden können, ist das ein Grund, sich als unfrei und unterdrückt hinzustellen ? » (*Ibid.*).

²⁰⁴ *Ibid.*

²⁰⁵ Dès le début du XX^e siècle, Geneviève Fraisse reconnaît une culpabilisation réciproque : « dans une société où l'homme est le bénéficiaire évident de l'organisation des rapports entre les sexes, il culpabilise la femme pour que rien ne change ; tandis que la femme le met en accusation justement pour que tout change » (*Les femmes et leur histoire, op. cit.*, p. 313).

²⁰⁶ « Bei der Forderung auf Ausdehnung des uneingeschränkten Stimm- und Wahlrechts auf die Frauen geht es doch auch um Äusserlichkeiten ; [...] » (BSOAF, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 262). Etrange considération dans la mesure où la majorité des parlementaires estiment que la question du suffrage féminin est l'une des modifications les plus importantes depuis la création de l'Etat fédéral !

der Schweizerin mindestens gleich gut, in manchen Beziehungen noch besser ist als diejenige ihrer ausländischen Schwestern mit Stimmrecht²⁰⁷ ». Cette constatation est démontrée, selon lui, par la volonté des femmes suisses, épousant un étranger, de garder leur nationalité, mais aussi par le fait que de nombreuses étrangères « ausgerechnet in der Schweiz ihren Ehegatten suchen ». Par conséquent, « das schweizerische Bürgerrecht ist also auch ohne Stimmrecht für Frauen noch sehr attraktiv²⁰⁸ ». En 1970, Kurt von Arx (ZH/PDC) pousse l'acceptation de la comparaison à ses extrêmes limites en proposant l'équation suivante : « Schliesslich vermag die Schweizer Frau unsere Demokratie und die Einrichtungen unseres Rechtsstaates auch ohne Stimmrecht wohl zu werten, wenn sie sich mit Frauen feudaler oder totalitär regierter Staaten vergleicht, wo den Frauen das Stimmrecht zukommt²⁰⁹ ». Etrange affirmation d'un partisan du suffrage féminin lors du dernier débat à la limite de la légitimité intellectuelle et morale ! Finalement, le pouvoir masculin et la démocratie masculine ne sont pas aussi abominables que d'aucuns l'insinuent²¹⁰.

La position juridique favorable des femmes suisses ne semble pouvoir se réaliser qu'en la comparant à celle des femmes des pays étrangers. Dans ce processus, les adversaires du suffrage féminin considèrent cette législation en bloc ; ils en proposent une image générale qui semble toujours être plus favorable que celle des pays étrangers. Ils n'osent pas entrer dans les détails. C'est ce que font les partisans du suffrage féminin afin de démontrer que, sans comparaison avec les femmes des pays étrangers, mais en comparaison avec les hommes suisses, la législation n'est pas aussi « féministe » que les adversaires aiment à le prétendre. Dans ce cas de figure, la comparaison basée sur les critères biologiques paraît plus pertinente que celle prenant en compte les critères socioculturels : la prédominance biologique est identique pour toutes les femmes, et les législations, aussi distinctes soient-elles, établissent leur légitimité sur cet aspect irréductible et universel. Par ailleurs, la stratégie argumentative utilisée par les adversaires est fallacieuse : la situation juridique des femmes suisses compenserait l'absence de suffrage féminin, dans un cas

²⁰⁷ *Ibid.* Les parlementaires suivants réalisent ce même type de comparaison : Karl Wick (LU/PDC), *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 264 ; Jacques Chamorel (VD/PLR), *BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 295 ; Hans Nänny (AR/PLR), *BSOAF*, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 271.

²⁰⁸ *BSOAF*, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 262. De là à alléguer que les étrangères n'épousent des Suisses que par intérêt, il n'y a qu'un pas !

²⁰⁹ *BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 449.

²¹⁰ Selon Alfred Clausen (VS/PDC) : « So schrecklich ist es also nicht mit der Männerherrschaft » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 378). Et Karl Wick (LU/PDC) : « Die Schweiz ist die fortgeschrittenste Männerdemokratie, mit der fortgeschrittensten zivilrechtlichen Stellung der Frau » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 264).

même, elle n'aurait été rendue possible que par l'exclusion des femmes des droits politiques²¹¹. Certains hommes, de façon consciente ou non, se placent en protecteurs de personnes mineures qui ont besoin de soutien. Cela signifie que, si les femmes entraient en pleine possession de leurs droits, elles n'obtiendraient plus cette attention et ces égards !

Les partisans du suffrage féminin réagissent principalement de deux façons aux insinuations des opposants : d'une part, ils reconnaissent la prise en considération de l'élément féminin dans la législation, mais mettent en exergue de nombreux aspects qui demandent à être complétés et révisés ; d'autre part, cet avantage législatif, en comparaison des femmes étrangères, ne fait que souligner davantage leur infériorité civique.

Contrairement aux adversaires, qui se contentent d'envisager la législation dans son ensemble, les partisans s'efforcent de mettre en lumière les aspects particuliers. Ainsi, en 1951, Kurt Schoch (SH/PLR) se demande si le code civil suisse correspond véritablement aux considérations les plus modernes, et estime que le régime des biens est susceptible d'être révisé²¹². En 1970, Jean-Pierre Dubois (NE/PdT) se donne la peine d'interpréter différents aspects de la législation et d'en comparer les effets sur les femmes et les hommes (assurance chômage, assurance maladie et assurance accident). « En ce qui concerne l'AVS, la femme paie dans l'ensemble moins de cotisations que l'homme, mais cet état de fait est dû à des revenus plus modestes. Si ses perspectives de vie sont meilleures que celles de l'homme – on insiste beaucoup là-dessus – cela est peut-être dû au fait que la femme vit un peu moins sottement que l'homme. On ne saurait le lui reprocher²¹³ ». Au-delà de cette remarque narquoise, il aborde un sujet qui suscite, comme il l'explique, toujours beaucoup de malaise. « Passons enfin à la condition des très nombreuses femmes qui exercent une activité professionnelle, et plus particulièrement à la condition des salariées. Le principe « à travail égal salaire égal » est très loin d'être pratiqué en Suisse. [...] On a toujours tendance à laisser ce malheureux sujet à l'écart des discussions et, lorsqu'on est obligé d'en parler, c'est pour laisser entendre que, dans le domaine du salaire, la femme semble regagner le terrain jadis perdu. Or il n'en est rien²¹⁴ ». Jean-Pierre Dubois, représentant neuchâtelois du Parti du travail, fustige la tactique de l'autruche adoptée par certains,

²¹¹ Selon Karl Wick (LU/PDC), c'est bien parce que les femmes n'ont pas voix au processus politique que les hommes ont plus d'égard envers elles et que les politiciens sont plus attentifs à leur position juridique, *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 521.

²¹² *BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 394. Et Jean-Pierre Dubois (NE/PdT) : « Nous devons constater, après 11 ans, que nous n'avons guère avancé en Suisse en ce qui concerne les droits civils de la femme » (*BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 451).

²¹³ *Ibid.*

²¹⁴ *Ibid.*

si ce n'est par la majorité, de ses collègues. Au Conseil des Etats, Ferruccio Bolla (TI/PLR) propose une interprétation différente de la mauvaise volonté du législateur à remédier à des injustices criantes. Il admet que la législation helvétique paraît plus favorable aux femmes que celle d'autres pays, « bien qu'ici encore notre « suffisance » nous empêche de voir combien notre législation (surtout quant au régime des biens) est surannée²¹⁵ ». En fin de compte, il reste beaucoup à faire pour véritablement améliorer la situation juridique des femmes en Suisse ; d'abord, surmonter la tactique de l'autruche, puis, s'extraire quelque peu de cette « suffisance » qui aveugle et qui rend toute remise en question aléatoire et ardue. Mais surtout, donner une place aux femmes. « Il est bien entendu que ce n'est pas l'introduction du suffrage féminin qui, à elle seule, permettra de remédier à ces défauts et de mettre un terme aux inégalités juridiques, sociales et professionnelles dont la femme est victime. Il est par contre incontestable qu'elle pourra largement et efficacement y contribuer. Il est aussi évident que la seule entrée en vigueur du droit de vote des femmes permettra ou même imposera l'étude d'une série de questions ; elle accélèrera la solution à divers problèmes ; elle forcera l'attention sur certains domaines²¹⁶ ». Mais peut-être est-ce justement là que réside le problème : l'idée d'étudier et de résoudre certaines difficultés dans la perspective de l'égalité des sexes dans le droit n'enthousiasme pas les parlementaires, car ces sujets se révèlent épineux et complexes, mais surtout mettraient en évidence les inégalités flagrantes et appelleraient une inévitable tentative de résolution. Ce qui signifie également, une modification et un nouvel équilibre des relations entre les sexes aux niveaux social et privé.

Finalement, Ferruccio Bolla (TI/PLR), en 1970, et Kurt Schoch (SH/PLR), en 1951, estiment que, ce que certains parlementaires se targuent d'appeler, la supériorité législative des femmes suisses, ne souligne que plus douloureusement leur infériorité politique. « Mais, de cette prétendue supériorité sociale de la femme suisse à l'égard de la plupart des femmes étrangères, une seule déduction me paraît logique : la supériorité en question ne fait que souligner plus amèrement l'infériorité politique de la femme suisse, l'injustice de cette dégradation dont trop de femmes suisses ont souffert et souffrent, [...]»²¹⁷. Les partisans du suffrage féminin battent ainsi en brèche la tendance des adversaires à justifier et à minimiser l'absence de suffrage féminin, ou

²¹⁵ *BSOAF*, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 266.

²¹⁶ Jean-Pierre Dubois (NE/PdT), *BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 451.

²¹⁷ Ferruccio Bolla (TI/PLR), Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 266. Et Kurt Schoch (SH/PLR) : « Es mag richtig sein, dass ihre rechtliche Stellung eine bessere ist zivilrechtlich usw. als in andern Staaten, aber in politische Beziehung sind sie minderen Rechtes, und das ist es, was die Frauen als Zurücksetzung empfinden » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 394).

à se justifier eux-mêmes, par la mise en évidence de l'existence d'une législation sociale et civile exemplaire.

En fin de compte, si la situation juridique des femmes suisses semble si avantageuse, ne serait-ce pas pour mieux la maintenir à l'écart de l'activité politique ou serait-ce, comme certains l'affirment, parce que les femmes détiennent de toute façon une influence sur les hommes, et donc sur leurs décisions ? Les deux aspects ne se contredisent très certainement pas. Les femmes auraient-elles d'autant plus d'influence sur les hommes qu'elles se maintiennent à l'écart de la politique ? C'est ce que d'aucuns aiment à démontrer pour prouver l'inutilité du suffrage féminin et pour maintenir des relations entre femmes et hommes telles qu'elles existent.

4.7 Les femmes ont une influence sans suffrage féminin

Cet argument est principalement utilisé dans les années 1950, avec une exception en 1945, et est exclusivement l'apanage des opposants du suffrage féminin. Ils aiment à rappeler que, de tout temps, et bien avant les revendications en faveur du suffrage féminin, les femmes ont eu une influence sur les hommes de leur famille et, par conséquent, sur la société tout entière. En 1945, Joseph Schuler (SZ/BV) tire sa justification de l'histoire suisse en rappelant l'influence décisive que la Stauffacherin a eue sur Werner. « Die Frauen haben einen gewissen Einfluss auf die Männer gehabt, aber vom Stimmrecht haben die Frauen bis jetzt nicht viel wissen wollen. Sie sind unsere gute Frauen gewesen und wir waren mit ihnen zufrieden (Heiterkeit)²¹⁸ ». Depuis que les femmes ont l'audace de revendiquer le suffrage féminin, l'image idyllique de Joseph Schuler s'est étiolée. Elles détiennent cette parcelle de pouvoir que leur donnaient les hommes de leur entourage. Quant à savoir s'il s'agissait d'une influence certaine ou d'une certaine influence, ce jeu rhétorique dépendait uniquement de la bonne volonté des hommes en question. Elles ne détenaient, par conséquent, aucune liberté intrinsèque, mais toujours une influence médiate, subordonnée et qui, finalement, n'engage aucunement leur responsabilité, étant donné qu'elles ne répondaient pas de leur influence. Connaissant l'opinion de Karl Wick (LU/PDC) sur l'impossibilité des femmes à faire entendre leur voix dans le domaine politique et sur la nécessité de l'existence d'une puissance féminine hors et contre l'omnipotence politique masculine, il

²¹⁸ BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 726. Les parlementaires soulignent également l'existence de cette influence indirecte des femmes : Karl Wick (LU/PDC), Conseil national, 13 juin 1951, p. 519. Et Melchior Hefti (GL/Dém.), tout en louant les mères...supplantées par leurs filles féministes ? « Unsere Mütter brauchten auch kein schweizerisches Stimmrecht, aber ein Stimmrecht zu Hause, in der Familie, das auf uns von grossem Einfluss war, und diese Stellung wollen wir unseren Müttern beibehalten » (BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 383).

persiste, en 1951, en affirmant que les femmes ne peuvent et ne doivent exercer une influence que de façon indirecte. Ce n'est qu'ainsi qu'elles parviendraient à s'imposer, selon les critères présentés ci-dessus, et, en outre, ce maintien à l'écart aurait le grand avantage de les protéger de l'exécrable et l'incontrôlable esprit de masse²¹⁹. Selon cette logique, la nature et l'esprit féminins exigent qu'elles soient maintenues à l'écart, afin qu'elles puissent réaliser leurs devoirs biologiques et personnifier cet équilibre sociopolitique, mais aussi la communauté humaine dans son ensemble, dans la mesure où elles sont les éducatrices du futur citoyen. « Die Frau hat sozusagen eine grosse vorpolitische Aufgabe zu erfüllen²²⁰ ». Son devoir est de mettre au monde et d'éduquer le futur citoyen responsable et dévoué à sa patrie ; sa tâche se révèle donc hors politique et pré-politique²²¹. C'est là qu'elle peut et doit exercer son influence de façon la plus efficace et utile. En 1951, Melchior Hefti (GL/Dém.) insiste lui aussi sur une certaine contrainte qui est imposée aux femmes de réaliser leurs tâches et de résoudre les problèmes qui se posent à elles....sans suffrage féminin²²². Cette phraséologie contraignante est intéressante dans la mesure où elle agit de façon différente. En effet, avant les mouvements de revendications des droits des femmes, qui se sont amplifiés et généralisés, les femmes vquaient à leurs occupations et agissaient de façon tout aussi responsable qu'elles le font dans la société contemporaine. S'il y avait effectivement contrainte, elle n'était pas formulée de façon aussi explicite. Les devoirs et les tâches dont devaient s'acquitter les femmes étaient fortement valorisées et ressenties positivement par une majorité d'entre elles. Les conditions cadres ayant fortement évolué (politique, économique, sociale), la perception intime de l'attente d'autrui s'est également modifiée, pour se muer, peu à peu, en un sentiment de contrainte injustifiée et injuste. Les

²¹⁹ « Nicht auf direktem, sondern auf indirektem Wege kann die Frau einen massgeblichen Einfluss auf die Politik ausüben, ohne den kollektiven, mengenmässigen Vernunfttrübungen des Masseingeistes zu verfallen » (BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 521).

²²⁰ *Ibid.* C'est principalement le dimorphisme radical, développé par les penseurs de la fin du XVIII^e siècle, qui attribue aux femmes la responsabilité des mœurs. Selon Elisabeth Badinter : « Forte de son pouvoir de génération, elle règne en maître sur son foyer, préside à l'éducation des enfants et incarne sans conteste la loi morale qui décide des bonnes mœurs » (XY. *De l'identité masculine*, op.cit., p. 21).

²²¹ C'est bien ce que Marguerite Evard, docteur ès lettres et présidente de la Commission d'Education de l'Alliance nationale des Sociétés féminines suisses, se plaît à répéter. Elle parle d'« imprégnation du tout petit » par sa mère et estime que son «subconscient sera marqué affectivement, avant même son intelligence, et que son idéal patriotique d'homme aura l'allure d'une impulsion instinctive ». Finalement l'exorde habituelle qui apparaît comme mission féminine : « En qualité d'éducatrices de vos enfants dès leur âge le plus tendre, vous portez, mères de famille suisses, la plus lourde part de responsabilité, quant à leur avenir. La valeur et l'orientation de leurs sentiments civiques et patriotiques dépendent de vous, puisque – ne l'oubliez pas – les premières années de la vie sont décisives pour la formation du caractère » (« Education civique et nationale féminine », in : *La Suisse – un annuaire national pour 1939*, 10^e année, publié par la Nouvelle Société Helvétique, resp. pp. 118 et 119).

²²² « Solche [Haushalt] und noch viele andere Aufgaben und Ziele werden die Frauen zu lösen haben und zum guten Ende führen, ohne das Stimmrecht » (BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 383).

personnes qui regrettent ce temps passé, où chacun restait confiné dans son espace sans y réfléchir ou sans oser émettre de critiques, semblent se retrancher dans une idéologie basée sur des données irrécusables (physiologie) et ancestrales (coutumes) qui imposent une détermination contraignante. Ainsi, malgré une prise de conscience et un sentiment d'injustice, le rappel de ces déterminismes a pour but de les maintenir dans une sphère idéologique, en entière contradiction avec une certaine réalité, partielle et partiale. La rhétorique de la contrainte biologique est ressentie comme une entrave à la liberté individuelle, mais les deux parlementaires mentionnés ci-dessus ne semblent en avoir cure et réitèrent leurs attentes envers les femmes tout en persistant à les maintenir en-dehors de la sphère politique. Pourtant, cet espace masculin, de leur propre aveu, est déjà fortement imprégné par les femmes. Ils pensent aux efforts des femmes dans les organisations sociales²²³ qui, d'une part, de façon indirecte, influencent les décisions politiques par leurs activités dans la société, et, d'autre part, sont appelées à prendre position dans les projets de lois et dans les Commissions extra-parlementaires²²⁴. Compromis suffisant à leur avis. De cette façon, les femmes demeurent une entité extérieure dont la voix sera d'autant mieux prise en considération et entendue qu'elle est respectée ! L'importance de cette extériorité est soulignée par Max Albert Rohr (AG/PDC), en 1958. Il cite une femme, dont l'expérience politique d'un pays étranger est ici déterminante, selon laquelle les femmes ont perdu toute influence sur la politique depuis qu'elles y participent activement depuis l'intérieur²²⁵. La citation, coupée de son contexte et extraite d'un environnement spatioculturel différent, vise bien à effrayer et agit comme une menace avertissant les femmes, et leurs défenseurs parlementaires, que mieux vaut disposer d'une influence indirecte que pas d'influence du tout. En dernier recours argumentatif, Melchior Hefti (GL/Dém.) use, en 1951, de la menace qui touche directement les intérêts personnels des hommes. Son stratagème s'avère insidieux puisque, d'une part, il n'hésite pas, une fois de plus, à prendre les revendications féminines ouvertement en otage dans le but de sauvegarder un privilège masculin et personnel ; et, d'autre part, il explicite une croyance ou un préjugé associé à ses concitoyens romands. « Einen Vorteil sehe ich allerdings im Stimmrecht der Frauen : Es würde dann ein leichtes sein, bei der künftigen Finanzordnung eine Getränkesteuer einzubauen. Das möchte ich den Freunden französischer Zunge zu bedenken geben²²⁶ ». Alors que la majorité des parlementaires saluent les efforts des femmes, regroupées en associations,

²²³ Melchior Hefti (GL/Dém.), *BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 383.

²²⁴ Karl Wick (LU/PDC), *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 264.

²²⁵ *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 270.

²²⁶ *BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 383.

pour combattre des fléaux sociaux, certains fustigent ces mêmes efforts s'ils aboutissent. Cela signifie, en d'autres mots, que l'influence et les perspectives de réalisation concrète de ces associations apparaissent très maigres, que la définition des fléaux n'est pas évidente, que la nécessité et l'intensité de la lutte ne sont pas partagées unanimement, et que, finalement, ce n'est que la participation pleine et entière à l'activité politique qui conférerait aux femmes une influence effective. Encore faut-il qu'elles représentent effectivement une entité collective et homogène, poursuivant les mêmes buts et reconnaissant les mêmes fléaux à combattre, ce qui est loin d'être le cas.

Dans la mesure où cet argument est exclusivement utilisé par les adversaires du suffrage féminin, les partisans y réagissent en démontrant les illogismes et en percevant certains travers masculins. En 1951, Kurt Schoch (SH/PLR) répond à Melchior Hefti (GL/Dém.), qui affirme que les femmes disposent du droit de vote à la maison. « Ich glaube kaum, dass viele Schweizer bei ihrer Entschlussfassung darauf abstellen, was die Frauen für eine Meinung in politischen Dingen haben, denn die Auffassung besteht bei vielen Schweizern, dass die Frauen davon doch nichts verstehen²²⁷ ». L'idée largement répandue selon laquelle les femmes ne comprennent de toute façon rien à la politique en devient angoissante si l'on apprendait quelle influence effective les épouses ont sur leur mari. En 1958, Adelrich Jacob Schuler (ZH/PDC) aborde ce point qui affecte directement l'identité viril des hommes. « Zunächst ist zu sagen, dass nicht alle Frauen, nicht einmal die verheirateten, bei der ausgesprochenen Scheu vieler Schweizermänner, auch nur in den Verdacht zu kommen, sie hätten auf ihre Frau gehört, dieses indirekte Mitspracherecht haben²²⁸ ». Le soupçon de sujétion casanière est plus humiliant et dangereux que l'hypothèse selon laquelle, si tel était vraiment le cas, les choix politiques seraient effectivement pris par des personnes qui n'y comprennent rien ! L'honneur masculin doit rester sauf²²⁹. En 1957, le conseiller Markus Feldmann (BE/UDC) remarque judicieusement que, si les hommes reconnaissent aux femmes la capacité d'exercer une grande influence indirecte, cela signifie qu'ils leur accordent leur confiance, et qu'il n'existe plus aucune raison objective et raisonnable de ne pas leur assurer une influence directe. Markus Feldmann estime que cette demi-concession

²²⁷ BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 393.

²²⁸ BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 291.

²²⁹ Frédéric Fauquex (VD/PLS) a bien fait remarquer que la façon dont les hommes font usage de leur droit de vote est scandaleuse, BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 400.

est indigne des hommes²³⁰. Les femmes disposeraient donc de deux façons indirectes d'user de leur influence : à travers les associations et sur les membres de leur famille. Les partisans rebondissent, finalement, sur ce dernier aspect, de deux façons : d'abord, en affirmant qu'une femme, même si elle est mariée, ne se désintéresse pas forcément de la vie politique²³¹. Cela aboutirait à une conception différente de ces droits, qui n'est pas appliquée en Suisse, mais dont les prémisses furent déjà projetées : d'une part, que les droits civiques ne seraient l'apanage que des personnes seules, et que, d'autre part, ils ne constitueraient pas un droit individuel, mais un droit communautaire ou familial. Ensuite, en rappelant le nombre de femmes (célibataires, divorcées et veuves) dont les possibilités d'influence indirectes concrètes, sans parler des prédispositions des hommes, sont limitées, voire nulles. Telle est la remarque formulée par Jean-Jacques Cevey (VD/PLR), en 1970. « Cette manière de concevoir le problème néglige le sort de nombreuses femmes – elles sont près de 1 300 000 en Suisse – qui vivent en célibataires, gagnent leur vie, paient des impôts, sans pouvoir exprimer leur avis sur les choix parfois fondamentaux qui se posent en matière fédérale²³² ». Les parlementaires qui brandissent cet argument semblent ignorer et faire abstraction de la réalité personnelle et des choix des femmes et des hommes, dans une société où l'union matrimoniale ne représente plus une nécessité vitale pour les femmes, où les divorces ne les stigmatisent plus, et où l'individualisme supprime peu à peu le communautarisme familial.

Enfin, un dernier aspect préoccupe les parlementaires : il s'agit des femmes d'origine étrangère, obtenant la citoyenneté helvétique par le mariage. Souci contingent en regard de l'impact réel : entre 1951 et 1955, environ 5000 femmes d'origine étrangère épousent un Suisse. Ce chiffre aurait une incidence de 1,7‰ sur les effectifs du corps électoral²³³.

²³⁰ « [...] : Für den Mann wie für die Frau ist diese indirekte, ich möchte fast sagen, familiär getarnte Einflussnahme auf das politische Geschehen keine sehr stolze, würdige Situation. Wenn man den Frauen schon die Fähigkeit zutraut, auf dem Wege der indirekten Einflussnahme auf die politische Willensbildung einzuwirken, dann kann, ja soll man ihnen doch ebensogut das Recht geben, offen mitzureden » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 404).

²³¹ Albert-Edouard Picot (GE/PLS) remarque : « On ne peut pas admettre, comme on le dit souvent, que les femmes soient représentées au scrutin par leurs maris. La femme, personne humaine libre, a le droit d'avoir un autre point de vue que celui de son époux. [...] Au reste, il ne serait pas normal de penser que la femme mariée doit se désintéresser de la vie publique parce que son mari la représente » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 373).

²³² *BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 444.

²³³ Les parlementaires reconnaissent tous les mêmes chiffres. C'est Charles Primborgne (GE/PDC) qui suggère ce pourcentage d'incidence, *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 261.

4.8 Les femmes d'origine étrangère

En 1951, Alfred Clausen (VS/PDC), ici, se préoccupe de logique qu'il applique à deux problèmes distincts. D'abord, il lui semble évident que si le suffrage féminin est instauré, il faut l'étendre à ces nouvelles citoyennes par adoption. Ensuite, il se demande s'il est dans l'intérêt de la nation de s'exposer à un envahissement de cultures étrangères²³⁴. Ce repli identitaire, rappelant celui appliqué durant la Seconde guerre mondiale, illustre toutes les peurs encore vivaces et reproduit un système de défense culturel utilisé peu de temps auparavant, dans des circonstances dramatiques. Ce concept d'acculturation (*Überfremdung*) est ressenti comme une véritable menace par Alfred Clausen (VS/PDC), d'autant plus que ces femmes recevront une part active aux décisions concernant le pays, alors qu'elles ignorent tout de la culture et de la pratique politique, de l'histoire, des us et coutumes helvétiques et que les pensées anti-démocratiques poussent encore racines dans de nombreux esprits²³⁵. Craintes surprenantes dans la mesure où il est largement reconnu que les femmes votent comme les hommes (leur mari), que leur comportement civique s'apparente à celui des hommes (abstentionnisme) et que, par conséquent, leur incidence novatrice réelle sur la politique est négligeable. Crainte envisageable dans l'esprit conservateur d'un Alfred Clausen qui aime à croire à une homogénéité féminine, donc à un rassemblement du sexe féminin contre le sexe masculin, au-delà de la culture et des partis politiques. Craintes humiliantes, cependant, pour les citoyens suisses puisque cela signifierait que leur identité nationale ne serait qu'un vernis friable. Charles Primborgne (GE/PDC) estime, pour sa part, qu'un délai d'attente n'est pas nécessaire pour ces femmes puisque, d'une part, nombreuses sont celles qui sont déjà domiciliées en Suisse depuis un certain temps et, d'autre part, l'incidence qu'elles créeraient sur le corps électoral est minime²³⁶. Et c'est justement sur ces prétendants à la nationalité helvétique que s'applique le recours à la logique d'Alfred Clausen. Il remarque qu'il existe une grande injustice sexuée, cette fois en faveur des femmes, concernant l'octroi de la nationalité helvétique. Pour les hommes d'origine étrangère, le processus est beaucoup plus long et coûteux. « Mahnt diese Feststellung nicht zu aller Vorsicht bei Beantwortung der Frage, ob das Frauenstimmrecht, so wie die Verhältnisse bei uns in der

²³⁴ « Würde dadurch nicht der Überfremdung, der man ja mit allen Mitteln entgegenwirken will, Tür und Tor geöffnet ? » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 376).

²³⁵ « Der Geist Hitlers spuckt, wie die jüngsten Ereignisse beweisen, immer noch in vielen Köpfen. Auch der Faschismus ist noch nicht völlig erloschen, und der Kommunismus beherrscht heute einen grossen Teil der Welt. Werden unter den zahlreichen Neu-Schweizerinnen nicht auch solche sein, die den vorstehend erwähnten Ideologien huldigen ? » (*Ibid.*).

²³⁶ Il estime, en effet, à 1,7% leur influence sur le corps électoral, *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 261.

Schweiz liegen, so kurzerhand eingeführt werden soll ? Wäre das kluge und umsichtige Politik ? Mir scheint, die Frage stellen, heisst sie beantworten²³⁷ ». En 1958, Jacques Chamorel (VD/PLS) aboutit au même constat et demande au gouvernement des assurances formelles avant le vote de l'article constitutionnel sur le suffrage féminin, afin de ne pas avoir de mauvaises surprises a posteriori²³⁸. Malgré les préoccupations explicitées par le gouvernement à ce sujet, l'instauration du suffrage féminin bute contre un constat contingent, mais rendu important par sa problématisation.

Les opposants mettent bien en évidence les problèmes purement politiques que l'instauration du suffrage féminin fait surgir. Les partisans leur répondent en resituant les diverses problématiques dans une expérience issue de l'activité politique des hommes. Ils tentent d'établir une égalité entre femmes et hommes concernant les différents aspects abordés ici. L'émotion est fortement présente dans les réminiscences historiques de la Suisse, mais aussi dans l'existence structurelle des Landsgemeinde. La structure politique de la Suisse, issue d'une construction séculaire (la Landsgemeinde, le fédéralisme et la démocratie référendaire), ainsi que le développement des stratégies politiques sont autant de phénomènes qui semblent plaider contre le suffrage féminin. Il apparaît clairement qu'au fil des débats et à la fin des années 1950, cet appel émotionnel n'est plus justifié pour refuser le suffrage féminin. Il devient illégitime.

Un autre aspect du suffrage féminin suscite une grande émotion, peut-être plus puissante, car plus intime encore, que l'organisation politique de la Suisse. Il s'agit de la représentation des femmes et de leur féminité

.

²³⁷ *Ibid.*

²³⁸ BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 295. Le Message de 1957 ne prévoit pas de délai d'attente pour les femmes d'origine étrangère mariées à un Suisse. En revanche, il propose un délai d'attente pour l'éligibilité, mais il estime que cet aspect doit être réglé par une loi, et non pas être inscrit dans la Constitution, voir *Feuille fédérale*, « Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur l'institution du suffrage féminin en matière fédérale (Du 22 février 1957) », pp. 801 et 802.

5 Tout évolue, sauf « la femme » ou les femmes otages de l'opinion

« Les femmes sont soumises à une finalité sociale qui les transcende, que ce soit l'asservissement à leur rôle de reproductrice, ou la dépendance à l'égard d'une opinion qui les juge¹ ».

Pour plaider la cause du suffrage féminin, les partisans mettent en évidence un éventail de thèmes argumentatifs, basés sur l'évolution des structures économiques, sociales et étatiques qui modèlent les comportements des femmes et des hommes, et les valeurs fondamentales. Ces arguments représentent le fondement de leur stratégie offensive. Les adversaires recourent volontiers à l'inaltérabilité de la nature féminine et des devoirs qui lui incombent. A leurs yeux, le déterminisme biologique féminin demeure une permanence immuable en dépit de toute transformation extérieure. Non content de relever l'inadéquation des femmes avec les nouvelles structures, parfois contraignantes, ils érigent l'éventail de la perte et de la mise en danger de cette nature féminine, avec comme conséquences le moindre respect des hommes et un nouvel assujettissement des femmes aux hommes.

Plus que tout argument, ceux-ci sont directement liés à l'affect de chaque individu et suscitent de fortes émotions. Des opinions diamétralement opposées, avec toute la gamme intermédiaire, aboutissent à des solutions et des suggestions très différentes. Trois tendances idéologiques principales se dessinent : 1° la nature des femmes ne paraît pas adéquate à leur participation politique. 2° la nature et les caractères féminins représentent un riche complément à ceux des hommes en matière politique. En vertu de cette opinion, les parlementaires proposent soit un suffrage féminin limité, soit le suffrage féminin intégral dans une perspective de complémentarité. 3° il n'est pas fait allusion à la nature des femmes. Pour les tenants de cette dernière option, si caractères proprement féminins il y a, ils ne découlent pas de leur nature, mais de l'environnement social. Par conséquent, ils peuvent être modifiés, si nécessaire. Pour cette palette de parlementaires, l'égalité civique entre femmes et hommes va de soi, et ne dépend aucunement d'une quelconque nature.

¹ Geneviève Fraisse, *Muse de la raison*, op. cit., p. 190.

5.1 La nature

Le concept de nature, dans la relation sociale entre les sexes et dans la définition de la féminité et de la masculinité, a été l'objet de nombreuses recherches et analyses. Dans ce contexte, il est essentiel de mettre en évidence que la nature a reçu un signifié contraignant dans un projet de société². Brita Rang relève que la pensée dualiste, basée sur les caractères sexuels naturalisés, n'a pas été inventée au cours du XVIII^e siècle, mais qu'elle peut s'appuyer sur de riches antécédents³. La nouveauté au XVIII^e siècle réside, selon elle, dans la possibilité d'émettre des critiques concernant ce dualisme sexué. Il s'agit, dès lors, bien plus d'une reprise et d'une adaptation d'anciennes idées dans le moule d'un nouveau projet de société, dont les prémisses et les conséquences suscitent de nombreuses contestations et résistances. Les « médecins philosophes » de la fin du XVIII^e siècle⁴ et les praticiens du XIX^e siècle ont largement participé à l'élaboration intellectuelle et à la consolidation pratique de la définition de la féminité et de la masculinité. Eux-mêmes en recherche de légitimité⁵ et œuvrant à la consolidation de leur statut social⁶, ils ont favorablement soutenu l'intégration des femmes dans le projet de société

² Dans un article, Elisabeth List poursuit le but de démontrer ce volontarisme signifiant tant en sociobiologie que dans les sciences humaines. « Was heisst natürlich ? – Theorieproduktion und Geschlechterpolitik am Beispiel der Soziobiologie », in : Walter Herzog et Enrico Violi (éd.), *Beschreiblich weiblich. Aspekte feministischer Wissenschaft und Wissenschaftskritik*, pp. 135 et 136.

³ Elle cite les textes philosophiques d'Aristote, de Platon, de Plutarque et d'Épictète, mais aussi les textes médicaux d'Hippocrate, de Galien et d'Aristote ; les textes de droit romain et certains textes scholastiques, comme la *Summa Theologica* de Thomas d'Aquin. « Zur Geschichte des dualistischen Denkens über Mann und Frau... », in : Jutta Dalhoff et al., *Frauenmacht in der Geschichte*, Düsseldorf 1986.

⁴ « En fait, ce qui commence ici pour ces hommes [les médecins] assurés de leur vérité et de leur avenir (ils sont mâles, c'est-à-dire pleins ; parmi leurs pleins, le savoir, conforté par l'horizon des progrès de la science ; pour eux le monde est, sinon dans leur main, du moins à portée de leur main), c'est une exploration à la recherche de l'envers du monde ; autant dire de l'envers d'eux-mêmes » (Jean-Pierre Peter, « Entre femmes et médecins », *Violences et singularités dans les discours du corps et sur le corps d'après les manuscrits de la fin du XVIII^e siècle* », in : *Ethnologie française*, 1976, VI, 3-4, pp. 341-348, ici p. 341).

⁵ Carroll Smith Rosenberg et Charles Rosenberg mettent en évidence un aspect déterminant de la légitimité croissante des médecins : « the roles assigned women have attracted an elaborate body of medical and biological justification. This was especially true in the nineteenth century as the intellectual and emotional centrality of science increased steadily. Would-be scientific arguments were used in the rationalization and legitimization of almost every aspect of Victorian life, [...] » (« The female Animal » : Medical and Biological Views of Woman and Her Role in Nineteenth-Century America », in : *The Journal of American History*, Sept. 1973, pp. 332-356, ici p. 332). Kathrin Schmiersahl met aussi en évidence le lien étroit entre la professionnalisation des médecins, la diffusion des valeurs et des comportements rationnels, et le développement des normes bourgeoises de la définition de la santé et de la maladie, *Medizin und Geschlecht. Zur Konstruktion der Kategorie Geschlecht im medizinischen Diskurs des 19. Jahrhunderts*, Opladen 1998, p. 8.

⁶ Catherine Herzlich et Janine Pierret estiment : « Dans le dernier quart du XIX^e siècle, on assiste simultanément à l'épanouissement de la médecine comme discipline scientifique, à la professionnalisation des médecins qui s'organisent et se regroupent dans des associations, et à la mise en place des premières lois sociales » (*Malades d'hier, malades d'aujourd'hui. De la mort collective au devoir de guérison*, Paris 1984, p. 80).

bourgeoise⁷. Thomas Laqueur remarque à ce propos : « The immediate, political demands for the creation of biologically distinct sexes and the specific role of science in this enterprise are specially clear [...] »⁸. Et, selon Barbara Duden, c'est véritablement la société bourgeoise qui réalise la soumission des femmes de façon la plus aboutie⁹. De façon schématique, Than-Huyen Ballmer-Cao insiste bien sur la collusion de trois entités dans la régression de la position sociale des femmes à partir du XVIII^e siècle. Le contrôle accru du domaine privé et la naturalisation des femmes, renforcée par la scientificité médicale, aboutissent grâce à la « « collaboration » entre :

1. L'Etat-nation naissant, qui cherche à consolider son pouvoir, entre autres, sur la reproduction à travers les femmes ;
2. L'Eglise, qui vise à compenser les pertes d'influence suite à la sécularisation en déplaçant son champ d'action vers la sphère privée ;
3. L'économie en phase d'industrialisation, qui est également intéressée à la réglementation du marché du travail par le biais de l'Etat et en partie celui de l'Eglise¹⁰ ».

Brita Rang propose un tableau synoptique de la répartition des caractères sexuels dont l'élaboration de chaque paire antagoniste se réfère à une longue histoire et à de nombreuses références¹¹.

⁷ Comme le rappelle Ute Frevert, les médecins ont œuvré en faveur d'une perspective nataliste, sans beaucoup de succès jusqu'à la fin du XIX^e siècle, dans la mesure où : « Einer der wichtigsten Eckpfeiler absolutistischer Politik im 18. Jahrhundert war der Grundsatz, dass ein Staat nur dann reich und mächtig wäre, wenn er sich auf eine zahlreiche Bevölkerung stützen könnte » (« Frauen und Ärzte im späten 18. und frühen 19. Jahrhundert – Zur Sozialgeschichte eines Gewaltverhältnisses », in : *Frauen in der Geschichte II*, p. 179).

⁸ Il cite un docteur, Elizebeth Blackwell, qui démontre, dans son ouvrage *The Human Element in Sex*, paru en 1884, l'importance de l'œuvre des médecins dans la perspective de l'amélioration de la race, *Making Sex*, *op. cit.*, p. 205.

⁹ « Erst die Durchsetzung der bürgerlichen Gesellschaft hat eine bis in die Psyche hineinreichende Unterdrückung der Frau mit sich gebracht » (« Das schöne Eigentum ». Zur Herausbildung des bürgerlichen Frauenbildes an der Wende vom 18. zum 19. Jahrhundert », in : *Kursbuch*, 47, März 1977, pp. 125-140, ici p. 125).

¹⁰ *Changement social et rapports entre hommes et femmes. La question de l'égalité en Suisse*, Lausanne 2000, p. 34.

¹¹ Brita Rang, « Zur Geschichte des dualistischen Denkens über Mann und Frau... », in : *Frauenmacht in der Geschichte*, Düsseldorf 1986, *op. cit.*, p. 199. Interprété par nous.

Homme	Femme
Actif	Passive
Commandant	Obéissante
Chaud	Froide
Sec	Humide
Eloquence	Silence
Bon	Mauvaise
Fort/courageux	Faible/lâche
Rationalité	Esprit faible et inconstant
Vertu (virtus)	Vertus (pudeur/chasteté)

De façon symptomatique, les parlementaires ne se réfèrent à la nature qu'au féminin. De cette prémisse, il serait loisible d'en conclure que l'homme n'est pas un être de nature. Son corps physique disparaît en faveur de son être moral. Le corps de l'homme n'existe qu'à certains moments, choisis par l'homme, alors que la femme l'est toujours et en tout temps. « La femme n'est pas femme seulement par endroit, dit Roussel, mais par toutes les faces par lesquelles elle peut être envisagée ¹² ». Les hypothèses à l'origine de la connaissance humaine sont diamétralement opposées s'il s'agit de l'homme ou de la femme : l'homme est l'étalon de la perfection qui sert de support à la découverte scientifique et auquel tout est comparé ; la femme est le maillon faible de la comparaison puisqu'elle est celle qui est comparée à la perfection et elle est le support de la reconnaissance physique de présupposés idéologiques. Le mythe masculin contemporain veut que l'homme ne soit pas soumis aux aléas de son corps (pulsions, maux, décrépitude). Tout réside dans le contrôle, le mesurable, la prévision. Or, ce même mythe aime à ranger le corps de la femme dans l'exact contraire. Dans la mesure où les hommes ne le comprennent pas et ne parviennent pas à le gérer, les femmes non plus. Cette rhétorique masculine poursuit des buts qui se situent évidemment au-delà de la pure (mé)connaissance biologique : il s'agit d'un besoin de garder un pouvoir et de promouvoir une stratégie politique et économique. Michèle Riot-Sarcey estime que « la naturalisation des femmes servit de socle au dispositif hiérarchique de la démocratie représentative dont les règles furent admises par tous les

¹² « Les différences sexuelles ne sont point bornées aux seuls organes de la génération, chez l'homme et chez la femme, mais toutes les parties de leur corps, celles mêmes qui paraissent indifférentes aux sexes en éprouvent quelque influence » (Yvonne Knibiehler, « Les médecins et la « nature féminine » au temps du Code civil », in : *Annales HSS*, 1976, p. 829).

partis politiques. En conséquence, et bien au-delà des représentations identitaires et culturelles, la construction des différences a commandé l'ensemble des pratiques politiques [...]»¹³. D'où la nécessité d'outrepasser les simples méconnaissances et incertitudes biologiques et de leur imposer un sens contraignant : tout signe biologique de la femme est interprété symboliquement afin de la soumettre à l'image de ce que l'homme attend d'elle. En ce sens, « c'est la biologie qui définit, en dernière instance, l'essence masculine et féminine¹⁴ ». Cet enchaînement idéologique décrété comme un fait naturel¹⁵ aboutit à deux conséquences évidentes : d'abord, le corps détermine les devoirs sociaux et familiaux des femmes ; ensuite, la nature ayant une telle emprise sur la femme, elle enraye toute tentative de la femme de sortir des sillons naturels, au péril de la mettre en danger elle-même. L'identification de la femme ontologique avec sa nature naturalise ses capacités ; les caractères qui lui sont reconnus sont innés, déterminés par sa nature. Aucune contrainte intellectuelle ne lui est exigée, mais aucune échappatoire ne lui est offerte, non plus. Il est aisé de constater à quel point il est simple et évident d'être une femme, alors que la masculinité est un combat de chaque instant¹⁶.

¹³ « Si l'exclusion des femmes de la cité a pu se faire sans être dite, elle apparaît dans la domination symbolique dont les traces sont effacées au fur et à mesure de leur intégration sociale. La domination impose des règles de conduite, des obligations et des droits. Elle appartient à « l'impensé » du politique et au « refoulé » du conflit. Elle structure l'ensemble du système démocratique, mais ne lui est pas propre » (« L'historiographie française et le concept de « genre », in : *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 47-4, octobre-décembre 2000, p. 813).

¹⁴ Selon Elisabeth Badinter, cette idéologie prend un nouvel essor dans les années 1970 avec le développement de la sociobiologie qui est l'expression contemporaine des principes défendus par Charles Darwin : évolution et adaptation, *XY. De l'identité masculine*, op. cit., p. 42.

¹⁵ Steven Shapin et Simon Schaffer démontrent bien la puissance des faits : « Que ce soit dans le langage de tous les jours ou dans le domaine de la philosophie des sciences, la solidité et la pérennité des faits tiennent à l'absence d'intervention humaine dans leur genèse. [...] Mais les faits sont considérés comme de véritables « reflets de la nature ». [...] Montrer le rôle de l'intervention humaine dans l'élaboration d'une connaissance, c'est montrer que celle-ci pourrait être différente. Transférer les responsabilités à la réalité naturelle, c'est énoncer les bases d'un consensus universel et définitif » (*Leviathan et la pompe à air. Hobbes et Boyle entre science et politique*, Paris 1993 p. 30).

¹⁶ Voir à ce propos Elisabeth Badinter, principalement la première partie. Tout son ouvrage s'évertue à démontrer la complexité de la construction de la masculinité. Guy Corneau estime que : « Par opposition à « la femme qui est, l'homme, lui, doit être fait » » (*Père manquant, fils manqué. Que sont les hommes devenus ?*, Montréal 1989, p. 21, cité par Elisabeth Badinter, *XY. De l'identité masculine*, op. cit., p. 108). Cette thèse ajoute de l'eau au moulin de ceux qui estiment que les femmes sont telles de nature, alors que les hommes ne peuvent devenir hommes que par volonté. La dyade passivité/dynamisme est tirée à son extrême. Elle exprime bien la difficulté des hommes à devenir ce qu'ils doivent être, et qu'ils ne deviendront peut-être jamais, mais elle maintient les femmes dans cet état de nature passive. L'idée selon laquelle les femmes n'ont jamais dû se battre pour être ce qu'elles sont et accusent un retard en terme de volontarisme face aux hommes est implicite. Elles ont au contraire un combat de plus à mener que les hommes. Comme ceux-ci, elles doivent développer leur aspect masculin qui leur est demandé dans la société actuelle ; mais elles doivent souvent le faire contre les reproches de l'Un, cet autre qu'elles recherchent et désirent, qui perçoit en elle une concurrente.

Les tenants de la dichotomie naturelle de la féminité et de la masculinité tirent leur justification de deux systèmes idéologiques distincts. Premièrement, de celui découlant de la croyance religieuse judéo-chrétienne, déterminant clairement chacun des deux sexes et lui attribuant des droits et des devoirs distincts. Lors du dernier débat au Conseil national en 1970, Jean-Jacques Cevey (VD/PLR), rapporteur, rappelle sans ambages l'enseignement de la Bible, non pour refuser aux femmes les droits civiques, comme le firent de nombreux parlementaires, mais pour affirmer que : « Ils sont complémentaires, indispensables l'un à l'autre, destinés à accomplir des tâches particulières dans l'unité de leur collaboration. Ainsi, la femme doit accepter sa nature de femme, créée pour être l'aide de l'homme¹⁷ ». Cette interprétation contemporaine de l'Écriture rejoint les nombreuses citations sur l'égalité ontologique et l'égale dignité des femmes et des hommes devant Dieu. Seules les attributions de cette égalité et de cette dignité évoluent et se modifient avec le temps. Jean-Jacques Cevey (VD/PLR) insiste sur l'acceptation par les femmes de leur nature, comme pour rappeler la crainte de la confusion des sexes et l'idée selon laquelle il est impossible de se défaire de son sexe¹⁸. Il prône clairement une complémentarité entre femmes et hommes. Anne-Lise Maugue a reconnu cette angoisse de la confusion des sexes dès la fin du XIX^e siècle. Avec les revendications féministes, la disparition des possibilités de la mise en évidence des valeurs traditionnelles masculines et l'empiètement, notamment, économique des femmes sur le terrain des hommes, ils « ont le sentiment d'assister, plutôt qu'à une simple évolution, à une mutation véritable¹⁹ ». Le second système idéologique est celui provenant des sciences qui, depuis la fin du XVIII^e siècle, définit l'existence de deux sexes complémentaires et antagonistes²⁰, également déterminés à réaliser des activités différentes dans la société. Le lien qui établit l'immédiateté du corps et de l'esprit provient des débats philosophiques concernant le dualisme cartésien²¹ et de l'unicité médico-philosophique de la

¹⁷ Il poursuit : « Elle doit être prête à l'aider partout. De même, l'homme doit accepter et rechercher son aide. Il n'est pas « seigneur », il n'est pas seul, complet, indépendant. Il lui faut son vis-à-vis humain qui discerne avec lui le bien du mal, qui intervient avec lui pour que la volonté divine soit respectée » (BSOAF, Conseil national, 23 juin 1970, p. 446).

¹⁸ Eugen Bircher ne rappelle-t-il pas : « Goethe kann seine Männlichkeit nicht aufgeben, sowenig eine Frau ihre Weiblichkeit » ? (BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 531).

¹⁹ « L'Eve et le vieil Adam, identités sexuelles en crise » in : *Histoire des femmes*, sous la direction de Georges Duby et Michelle Perrot, le XIX^e siècle, tome 4, 1991, pp. 527-543, ici p. 528.

²⁰ Comme le démontre Thomas Laqueur dans son ouvrage *Making Sex. Body and Gender from the Greeks to Freud*, Cambridge/Londres 1990, le modèle unisexe domine la pensée sexuée jusqu'au XVIII^e siècle. Ensuite, la nouvelle science naissante détermine l'existence de deux sexes distincts et opposés.

²¹ « L'esprit n'a point de sexe » estime le cartésien Poulain de la Barre en 1673. Dès le dernier tiers du XVIII^e siècle, des médecins-philosophes, mais aussi des anthropologues cherchent à analyser l'âme et l'esprit. Pour y parvenir, ils entreprennent leur naturalisation et sexualisation, Claudia Honegger, *Die Ordnung der Geschlechter*, op. cit., p. 109.

seconde moitié du XVIII^e siècle. « Das neue Kenntnisinteresse zielte genau eine Zerstörung der « Maschinenwelt » des Cartesius, auf eine Überwindung des Dualismus – mit der « paradoxen » Folge einer « Resexualisierung » von Seele und Geist²² ». Il s'agit donc d'une « renaturalisation » du corps et de l'esprit, doublée d'une « resexualisation ». Evelyne Peyre et Joëlle Wiels remarquent que « cette « resexualisation du corps », comme la nomme Schiebinger, sert alors, entre autres, à fonder l'idée d'une nature féminine radicalement distincte de celle de l'homme. Cette « mise en nature » de l'espèce humaine a aussi pour conséquence de remplacer l'imperfection des femmes par de l'infériorité, en se fondant sur des caractères biologiques²³ ». Les médecins-philosophes français font la même constatation. « La femme morale est contenue toute entière dans la femme physique, c'est-à-dire, on l'a vu, dans le sexe, qui investit tout son être²⁴ ». Bien que ce système idéologique n'ait pas été considéré comme pertinent et évident au début, il s'impose au XIX^e siècle avec le besoin de schématisation et de justifications scientifiques pour le développement de la suprématie de l'homme de la bourgeoisie occidentale. En effet, cette pratique n'obtient pas l'aval de tous les penseurs de l'époque des Lumières. Il faut garder à l'esprit que ce processus a eu ses contradicteurs, mais que ses résultats se sont finalement imposés dans deux buts principaux : évacuer l'insoutenable doute, en faveur de convictions même si elles s'avèrent hasardeuses ; et promouvoir et soutenir un projet de société nouvelle basée sur la démocratisation. L'élargissement de cette responsabilité politique nécessitait néanmoins l'édification de nouveaux butoirs pour en éviter sa déliquescence et en contrôler l'expansion. Ainsi, Claudia Honegger rappelle que Theodor Gottlieb von Hippel, dans les années 1830, tenait un discours très sceptique quant à la possibilité d'explorer le psychisme humain grâce à la dissection et surtout de découvrir une prééminence d'un sexe sur l'autre²⁵. Le scepticisme ne fait, néanmoins, pas recette, et le savoir, scellé par l'objectivité scientifique, l'emporte. En 1888, Johann Jakob Schättli (ZH/FDP-Liberale), membre du Conseil national,

²² *Ibid.*, p. 87.

²³ « De la « nature des femmes » et de son incompatibilité avec l'expérience du pouvoir : le poids des discours scientifiques depuis le XVIII^e siècle », in : Eliane Viennot (dir.), *La démocratie à la française ou les femmes indésirables*, Paris 1996, p. 128.

²⁴ Yvonne Knibiehler, « Les médecins et la « nature féminin »... », *loc.cit.*, p. 835.

²⁵ « Die Natur scheint bei der Bildung der beiden Menschengeschlechter nicht beabsichtigt zu haben, weder einen merklichen Unterschied unter ihnen festzustellen, noch eins auf Kosten des andern zu begünstigen. – Der Geschlechtsunterschied kann nicht zur Antwort dienen, wenn die Frage ist : ob das männliche Geschlecht mit wesentlichen körperlichen und geistigen Vorzügen vor dem weiblichen ausgestattet worden sei ? Andere Unterschiede, als welche auf die Geschlechtsbestimmung gehen, zu entdecken, hat dem anatomischen Messer bis jetzt noch nicht gelingen wollen ; und doch behauptet dies Instrument bei der goldnen Regel : *Erkenne dich selbst*, einen unläugbaren Einfluss » (*Sämtliche Werke*, Berlin 1828-1839, vol. 6, p. 21, cité par Claudia Honegger, *Die Ordnung der Geschlechter*, *op. cit.*, p. 86. Voir aussi p. 89).

publie une réflexion sur les meilleurs moyens d'intégrer les femmes non mariées dans la société. Il consacre un chapitre de son ouvrage aux différences existantes entre les deux sexes en reproduisant les comparaisons et les attributions de caractères réalisés par les médecins. Selon leur exemple, il attribue certains caractères féminins à l'organisation corporelle, tout en estimant exagérée l'idée de relier un organe particulier à un caractère spécifique²⁶. Ainsi, tout en reconnaissant l'égalité et la dignité des femmes, révélées par le christianisme, Jean Gressot (BE/PDC) reconnaît, en 1945, le « principe de différenciation ». En effet, « égale à l'homme en tant que personne, la femme cependant s'en distingue par certains caractères propres à son sexe, à la fois physiques et psychiques²⁷ ». Bien que Jean Gressot (BE/PDC) n'induisse pas de lien de cause à conséquence, suivant le présupposé psychophysiologique mentionné ci-dessus, ces caractères féminins sont considérés comme innés et irréductibles, car induits par un physique sur un psychique, déterminé par la permanence et l'inaltérabilité de la nature sexuée des êtres humains. Comme le dit si joliment Karl Wick (LU/PDC), en 1951 : « Man ist nie Mensch an sich, sondern man ist immer Mann oder Frau, [...] »²⁸. Même si ce lien existe également chez les hommes, il n'est jamais mentionné. L'homme représente toujours la mesure à laquelle la femme est comparée, et il est toujours l'idéaltype auquel les femmes ne peuvent prétendre²⁹. Il est le « pôle lumineux », la « perfection³⁰ ». Par conséquent, elle ne peut être que moins parfaite et inférieure³¹ ! Malgré l'éducation mixte³² et l'évolution socioculturelle qui tend à harmoniser les

²⁶ « Gewiss ist, dass der Geschlechtsunterschied tief in die weibliche Natur eingreift. Gewisse Charaktereigenschaften des Weibes werden durch das Vorhandensein einer bestimmten körperlichen Organisation bedingt » (*Arbeit, Verdient, Besserstellung der unverheiratet bleibenden Frauen. Betrachtungen über das stetige Zunehmen der familienlosen Frauen und Ratschläge für Erweiterung der Erwerbsgebiete der ledigbleibenden Frauen zur Ermöglichung einer menschenwürdigen Existenz*, Zürich 1888, p. 18).

²⁷ BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 735.

²⁸ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 520. Cette rhétorique balise bien l'idéologie de la différence des sexes. Selon Caroline Arni : « Wer postulierte, dass die Frau « auch Mensch » sei, sagte damit in einem gewissen Sinn, dass sie auch Mann sei » (« Republikanismus und Männlichkeit in der Schweiz », in : *Le combat pour les droits égaux*, op. cit., p. 22).

²⁹ Selon Elisabeth Badinter : « Malgré ses dénégations, l'homme reste le critère auquel on mesure la femme. Il est l'Un, lisible, transparent, familier. La femme est l'Autre, étrangère et incompréhensible » (*XY. De l'identité masculine*, op. cit., p. 22).

³⁰ Elisabeth Badinter, *ibid.*, pp. 20 et 21.

³¹ Déjà les discours de Platon et d'Aristote placent les femmes en position d'infériorité. Voir à ce propos Yvonne Knibiehler et Catherine Fouquet, *La Femme et les médecins*, Paris 1983, notamment p. 34. Claudia Honegger remarque : « Bereits Fichte ist da eindeutig : « Das zweite Geschlecht steht der Natureinrichtung nach um eine Stufe tiefer, als das erste », heisst es lapidar in seiner *Grundlage des Naturrechts*. Und die Anthropologien nach 1800 bis hin zu Darwin werden sich an den Stufenturnereien ergötzen und die Frau unterschiedlich, aber tendenziell immer unten plazieren » (*Die Ordnung der Geschlechter*, op. cit., p. 89).

³² La mixité dans les écoles secondaires a été instaurée dans les années 1960-1970. Il semblerait bien que la crainte principale à cet égard fût la dévirilisation de l'homme ! Voir à ce propos Corinne et Martine Chaponnière, *La Mixité des hommes et des femmes*, op. cit., Gollion 2006.

activités sexuées sur une même échelle, les tenants d'une telle idéologie défendent leur opinion jusqu'à la fin des années 1950.

5.1.1 Les débats de 1945

Joseph Schuler (SZ/BV) aborde un aspect de la nature féminine, les menstruations. Il remarque, très sobrement, que cette fonction physiologique cause quelques tourments aux femmes. « Dann sind sie nicht gerne in der Öffentlichkeit, auf der Strasse. Sie sind lieber in ihren Mänteln oder daheim. Viele würden in diesen Umständen sagen : Ich gehe nicht stimmen, es passt mir nicht³³ ». Le recours à la nature des femmes pour expliquer leur abstentionnisme est un procédé quelque peu forcé, dans la mesure où ce droit n'est pas obligatoire, mais émane de la conscience personnelle. Cela étant reconnu, il n'est jamais demandé aux hommes la raison de leur abstentionnisme. Serait-ce le désintérêt, l'incapacité ou l'individualisme ? Tous les trois, probablement. Le lien opéré par Joseph Schuler (SZ/BV) entre nature et suffrage féminin renvoie à l'idée selon laquelle des circonstances insurmontables et invariables empêchent les femmes de s'engager et de participer de façon durable et consciencieuse aux décisions politiques helvétiques³⁴. Argument fallacieux pour certain, il renvoie cependant à l'idée largement répandue qui affuble les femmes de nombreuses entraves naturelles (grossesses, couches, garde des enfants)³⁵ à leur participation pleine et entière à l'édifice sociopolitique.

5.1.1.1 La nature selon Gina Ferro-Lombroso

Jean Gressot (BE/PDC) adhère, sans l'évoquer explicitement, à la thèse différentialiste, selon laquelle la biologie détermine la féminité et la masculinité, ainsi que leurs activités dans la communauté. En vertu de ce principe, il préconise « une division du travail dans le domaine politique³⁶ », en attribuant aux femmes des tâches pour lesquelles elles possèdent des dons naturels. L'attribution de dispositions innées s'opère tant pour les femmes que pour les hommes. Pour ces derniers, elles découlent des nécessités sociopolitiques d'une époque et d'un lieu donné ;

³³ BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 726.

³⁴ Jean-Pierre Peter analyse le lien existant entre la féminité et la maladie. « La lourde cavalerie des traités de médecine a tout uniment aimé cette rigueur d'équation : femmes, donc malades ; et malades parce que femmes » (« Les médecins et les femmes », in : *Misérable et glorieuse la femme du XIX^e siècle*, présenté par Jean-Paul Aron, Paris 1980, pp. 79-97, ici p. 81).

³⁵ De nombreux parlementaires ne parviennent pas à imaginer comment femmes et hommes peuvent participer conjointement aux assemblées communales, aux réunions de partis et aller aux urnes. Voir par exemple Christian Meier (GL/PSS), BSOAF, conseil national, 13 juin 1951, p. 526, et Joseph Odermatt (NW/PDC), BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 279.

³⁶ BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 736.

cela signifie principalement la capacité d'adaptation des qualités innées des hommes face à l'évolution. Les hommes disposent également de tout un éventail de dons naturels qui se répartissent selon des données socioculturelles et générationnelles. Leur palette est donc vaste, multifonctionnelle et dynamique. Même les caractères masculins, qui peuvent avoir une connotation négative ou dont la permanence spatiotemporelle s'avère indésirable, sont souvent considérés avec compréhension. Or, pour les femmes la situation est tout autre. Leurs dispositions innées émanent toujours de près ou de loin de leur capacité biologique à la reproduction et, par conséquent, à la nécessité de s'occuper des enfants qu'elles mettent au monde. Par extension, ces capacités innées s'émeuvent au contact de toutes autres personnes qui se trouveraient dans la situation physique et psychique d'un petit enfant³⁷. Ces dons naturels sont immuables et inadaptables, comme leur potentiel biologique à reproduire. Par conséquent, toute intrusion spatiotemporelle dans le sens d'une modification ou d'une entrave est interprétée négativement, perturbatrice de l'être profond de la femme. Avec des conséquences désastreuses tant pour la femme que pour la société dans son ensemble. Cette stratégie vise à défendre des intérêts particuliers. Il existe ainsi un lien puissant et réciproque entre les nouvelles prémisses scientifiques, la société industrielle, la démocratisation de la société et le maintien de la suprématie masculine.

Finalement, non content de mettre en exergue les caractères féminins qui sont propres aux femmes, Jean Gressot (BE/PDC) ne laisse aucun espace neutre de réflexion et de doute en y absorbant l'âme. Ainsi, la femme, cette espèce homogène et universelle, est réduite à son essence féminine ; le corps, l'esprit et l'âme sont imprégnés de cette irréductible féminité. A le lire, toutes les femmes ont la même âme opposée à celle des hommes, de la même façon que le physique et le psychisme féminins sont irrémédiablement différents de ceux des hommes. Il reconnaît néanmoins l'existence d'une âme à la femme, ce qui pourrait être mis en doute par la remarque d'Albert Malche (GE/PLR), formulée à l'encontre de Joseph Piller (VS/PDC), en 1951. « Je n'ai

³⁷ Ces qualités sont déjà présentes chez la jeune fille et les femmes sans enfants peuvent les utiliser à bon escient. « L'instinct maternel qui se manifeste déjà chez la fillette, au seuil de l'adolescence (lorsqu'elle s'affaire aux bébés et s'essaie au jeu maternel avec la « poupée vivante »), qui est très accusé dans les rêves des jeunes filles, voire chez l'épouse non-mère et les célibataires, doit être développé par l'éducation moderne, et non refoulé et atrophié, d'après les anciennes conceptions ; car l'œuvre social offre aux femmes « maternelles sans être mères » d'innombrables occasions de dévouement aux enfants sans parents, aux petits malades et déficients, aux adolescents abandonnés ou de belles vocations d'éducatrices de carrière auprès des enfants des autres qui sont autant de « maternités sans pronom possessif », comme l'a démontré Mme Pieczynska-Reichenbach » (*La Femme Suisse Educatrice dans la famille, l'école et la société*, Zurich et Leipzig, 1928, Editions de l'Exposition nationale suisse de travail féminin, p. 25).

pas besoin de rappeler ici à notre collègue qu'il n'est plus tout à fait contesté aujourd'hui que les femmes aient une âme, une âme à peu près aussi belle que la nôtre³⁸ ». Pour étayer sa conviction, Jean Gressot (BE/PDC) n'hésite pas à citer l'ouvrage de Gina Ferrero-Lombroso (1872-1944), *L'Âme de la femme*. Elle-même médecin, fille du célèbre anthropologue et criminologue italien, Cesare Lombroso, elle s'évertue, dans toute son œuvre, à démontrer la véritable nature des femmes. Le traducteur de son ouvrage, François le Hénaff, ne s'y trompe pas. « C'est de là [de son expérience de la guerre] qu'est sortie l'œuvre que nous publions aujourd'hui et il semble en vérité que la vie de l'auteur soit la meilleure preuve de l'idée maîtresse dont cette œuvre s'est inspirée, à savoir que, s'il existe entre l'homme et la femme des différences d'aptitudes et de qualités, ces différences ne sont pas le résultat de l'éducation spéciale que celle-ci reçoit, mais sont créées par la nature elle-même, et sont essentielles à l'harmonie de la société³⁹ ». Retournement total de la situation : alors que toujours davantage de voix s'élèvent pour critiquer l'éducation des femmes, qui les maintiendrait dans une sphère sexuée dont la pertinence jure de plus en plus avec la réalité sociale, rien n'y fait⁴⁰ ; les femmes seront toujours en mal d'enfants et définitivement soumises à leur nature⁴¹. Gina Ferrero-Lombroso, convaincue de la puissance de la nature, écrit ce livre comme un plaidoyer pour la défense des femmes « encore » naturelles⁴². Il n'y a qu'un pas à franchir pour en déduire que les femmes ne voulant pas d'enfant sont incapables d'aimer, dévient de leur mission providentielle et deviennent des êtres indéfinissables, à la dérive. Et c'est véritablement cette nature qui moule et détermine cette femme vraie, essentiellement opposée à l'homme. « Né de la persuasion que c'est ni l'éducation, ni la

³⁸ BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 390. Joseph Piller (VS/PDC) défend une opinion traditionaliste stéréotypée de la répartition des caractères sexuels et des tâches en découlant, *ibid.*, pp. 387 et 388. Bien que Joseph Piller ne fasse pas référence à une âme quelconque, il est probable qu'Albert Malche (GE/PLR) lui reproche de soustraire aux femmes toute possibilité de libre pensée et d'autodétermination.

³⁹ « Avertissement du traducteur », *L'âme de la femme*, édition entièrement refondue et considérablement augmentée, traduit de l'italien par François le Hénaff, Payot, Paris 1947 (*L'Anima della donna*, 1^{ère} édition en 1918), p. 9. Elle a publié en 1906, *L'Invasione degli uomini nel mondo delle donne* et en 1919, *Il pro e il contro. Il voto alle donne e i suoi pericoli*.

⁴⁰ En 1876, le Dr. Oskar Hartmann attribue la formation de l'esprit humain à deux éléments : la nature et l'environnement social. « Die geistigen Fähigkeiten eines Individuums sind das Produkt, aus dessen natürlichen Anlagen (a) und den äusseren Verhältnissen (b) (Erziehung im weitesten Sinne des Wortes), unter welchen sich jene entwickeln. (a + b) = (c) » (*Briefe an einer Studentin*, von Dr. Oskar Hartmann, Zürich 1876, 1^{ère} lettre, p. 5).

⁴¹ Yvonne Knibiehler rappelle que la majorité des médecins-philosophes « réfutent, sans les nommer, Helvétius et Condorcet, qui attribuaient la différence d'intelligence et de caractère entre les sexes, à la différence d'éducation qui leur était donnée » (« Les médecins et la « nature féminine »... », *loc.cit.*, p. 835).

⁴² « C'est surtout à vous que je m'adresse, timides mères renfermées et absorbées par votre humble mission, et à vous jeunes filles au cœur desquelles frémit la nostalgie de serrer dans vos bras un enfant. [...] C'est pour vous défendre que j'écris, pour démontrer que vous existez encore, et que le prétendu joug dont on veut vous libérer est précisément votre mission essentielle, l'aspiration universelle et commune à toutes les femmes qui savent aimer » (« Préface de la première édition », *L'âme de la femme*, *op. cit.*, p. 13).

contrainte, mais la passion et la mission à laquelle elle est destinée qui déterminent chez la femme des impulsions et des qualités qui constituent une figure féminine spéciale, distincte de la figure masculine – ce livre voudrait persuader les hommes et les femmes, voudrait combattre la tendance du monde moderne à masculiniser la femme, tendance qui privera la société d'une aide précieuse, sans donner à la femme ce bonheur qu'elle se flatte de lui procurer⁴³ ». En 1941, le Dr. Alfred Labhardt, gynécologue à Bâle abonde en ce sens. « La jeune-fille dont les fonctions organiques n'ont pas encore débuté est un individu neutre, elle n'est femme que lorsque ses organes ont accompli leur développement ; ce n'est que lorsque la femme a rempli sa mission naturelle, la maternité, que le but de sa vie a été atteint à vrai dire. S'il n'en est pas ainsi, elle se trouve seule dans la vie, avec son caractère particulier, voire ses marottes. L'extinction des fonctions génitales apporte à la femme une transformation que chacun remarque extérieurement déjà. Ces quelques traits montrent combien la femme dépend de ses organes. La science a montré que « la femme est telle que son ovaire est » et non pas que « son ovaire est tel qu'elle est »⁴⁴ ». Passion, mission, impulsions et qualités déterminent la vraie féminité, celle que la nature impose et offre aux femmes. Rien ni personne ne peut détourner les femmes de leur devoir providentiel. Le corps, l'esprit et l'âme de la femme en sont profondément imprégnés. Définitivement, la nature est fidèle à elle-même quoi qu'il arrive. En outre, la déviation de la femme de sa mission causerait du tort, non seulement à elle-même, mais aussi à la société tout entière, et ferait d'elle un androgyne⁴⁵, un être entre femme et homme, qui n'a pas vraiment de place dans la communauté. Cette crainte est comparable à celle exprimée par Karl Wick (LU/PDC) lorsqu'il brandit le spectre de la dégradation de la femme en un homme de seconde classe ou qu'il met en garde contre une « Gleichschaltung von Mann und Frau »⁴⁶. Mais surtout, Gina Ferrero-Lombroso fait planer la menace de perte de bien-être et de bonheur pour les femmes qui dévièrent de leur mission essentielle et providentielle. Certains parlementaires expriment ce même malaise, mais il est aisé d'en induire les causes auprès des hommes eux-mêmes. En effet,

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ Prof. Dr. Alfred Labhardt, *Enseignement et exhortations aux femmes et aux futures mères*, cinq causeries, Bâle 1941, pp. 27 et 28.

⁴⁵ Elisabeth Badinter rappelle que l'androgyne a toujours eu très mauvaise réputation et concerne tant les femmes que les hommes. Selon les époques et les circonstances, les opinions dénoncent soit une virilisation des femmes, soit une féminisation des hommes, soit la disparition de la dualité sexuelle, « le rien sexué » (p. 247). L'auteure plaide pour la reconnaissance de l'androgyne dans chaque être humain : « L'androgyne humain est un être sexué, distinct de l'autre, qui ne peut intégrer l'altérité que lorsqu'il s'est trouvé lui-même. Certes, jamais homme et femme n'ont été moins contrastés. Mais la ressemblance n'est pas l'identité et les *différences subtiles* subsistent » (*XY. De l'identité masculine*, op. cit., p. 250).

⁴⁶ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 265 et BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 520.

Karl Wick (LU/PDC) estime qu'un homme a plus de respect pour une femme qui ne participerait pas à la vie politique ; par conséquent, si les femmes obtenaient le suffrage féminin, elles ne pourraient plus compter sur les égards et le respect que les hommes portent traditionnellement aux femmes⁴⁷ ! Finalement, Gina Ferrero-Lombroso accuse le « monde moderne » de dévoyer les femmes. Là encore, le lien avec les discours de certains parlementaires est évident. L'industrialisation et la socialisation de la sphère privée imposent et proposent aux femmes une nouvelle façon de se considérer et de se mouvoir dans la société. Que ce soient la « surindustrialisation », la « sur-démocratisation » ou l'individualisme fustigés par Karl Wick (LU/PDC)⁴⁸, il demande aux femmes de se comporter de façon réactionnaire, de défendre les valeurs considérées comme traditionnelles des deux sphères sexuées afin de laisser s'épanouir leur nature profonde. C'est aux femmes de défaire ce que les hommes ont créé, non seulement pour les défendre d'eux-mêmes, mais également pour continuer d'adhérer à l'image de passivité, de conservatisme et d'exiguïté dont l'opinion aime à les affubler. Les exigences contradictoires demandées aux femmes, adaptation et réaction à la nouvelle réalité sociale, démontre toute la complexité des élans de refus et d'acceptation par les hommes eux-mêmes. Ces projections accusent le malaise masculin et indiquent auprès de qui les hommes recherchent refuge, protection et bien-être.

Les références à la nature des femmes paraissent bien sobres et limitées en 1945 comparées à celles utilisées dans les discours des années 1950. Ce débat de 1945 intervient peu de temps après la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Il est à supposer que les armes n'aient pas encore été affûtées pour combattre une proposition qui paraît saugrenue. D'autres préoccupations plus urgentes occupent les esprits. Contrairement à ce qui s'est passé dans les autres pays, les parlementaires n'étaient certainement pas prédisposés à offrir les droits civiques aux femmes, soit comme récompense, soit comme consolidation de la base démocratique. L'objectif principal consistait à rétablir tant bien que mal l'état tel qu'il existait avant le traumatisme belliqueux, et notamment le rétablissement des identités et des sphères sexuées. Ce but semblait d'autant plus aisé à atteindre que la Suisse a largement été épargnée par les effets de la guerre. Les années 1950 s'avèrent très intéressantes à cet égard dans la mesure où un retournement s'opère dans le Parlement. De ce point de vue, même si la raison politique force passablement la main aux parlementaires, elle n'entrave pas les discours des opposants, ni ne constitue une explication

⁴⁷ *Ibid.*, p. 521.

⁴⁸ *BSOAF*, Conseil national, resp. 13 juin 1951, p. 520 et 19 mars 1958, p. 265.

suffisante à ce retournement. La fraîcheur de la franchise des parlementaires, tant des opposants que des partisans, réserve des surprises, tant rhétoriques qu'idéologiques. Au début très frileux, les parlementaires décident néanmoins de soumettre le suffrage féminin au vote à la fin de la décennie. Evolution passionnante en si peu de temps qui se perçoit de façon exemplaire dans les prises de position concernant les représentations naturelles des femmes et des hommes. Les débats au Conseil national du 13 juin 1951 sont exemplaires à cet égard et friseraient, aujourd'hui, l'incongruité, voire l'injure⁴⁹. Grâce à la franchise et à la liberté rhétorique des parlementaires et à l'abondance de leur discours, les représentations de la féminité et de la masculinité, desquelles découle l'ordre sexué, sont tangibles et donnent accès à la mosaïque d'un inconscient puissant. Ces débats permettent aussi de percevoir le passage de la légitimité de certains arguments à l'illégitimité : après cette décennie, la nature n'est plus un argument recevable contre le suffrage féminin.

5.1.2 Les débats de 1951

En 1951, Alfred Clausen (VS/PDC) met bien en évidence le lien contraignant de cause à effet qu'il croit reconnaître entre la nature des femmes et, d'une part, ses particularités de caractère, et, d'autre part, sa mission dans la société. Des relations entre les caractères et sa mission sociale existent également, sans pour autant déterminer lequel des deux aspects détermine l'autre. Alors qu'il semble irréfutable que la nature ait voulu une différence physiologique entre femmes et hommes⁵⁰, Alfred Clausen (VS/PDC) en déduit des conséquences contraignantes, tant physiques, que psychiques et sociales⁵¹. Et cette prémisse induit obligatoirement la diversité des activités sociales entre femmes et hommes⁵². Enfin, en dépit du développement de la société, tant économique avec l'industrialisation, que politique avec la démocratisation, et mentale avec la réalisation d'une société d'information généralisée et de l'égalité des chances professionnelles, la nature est la plus forte. Tout comme Gina Ferrero-

⁴⁹ Il s'agit principalement du discours tenu par le Dr. Eugen Bircher qui paraît extrêmement abscons, disparate et forcé.

⁵⁰ « Die Natur selbst hat den Unterschied der Geschlechter gewollt » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 377). Alfred Clausen attribue une volonté indépendante à la nature ; il l'humanise, en quelque sorte, alors que le processus de la domination passe par la dénégation de toute possibilité de révolte du dominé. Il semblerait donc bien qu'il projetât ses propres états d'âme et opinions sur la nature pour la rendre irréductible et éternelle.

⁵¹ « Sie [die Natur] selbst hat die Frau nicht nur mit einer andern leiblichen Organisation und im Zusammenhang damit auch mit andern geistigen Fähigkeiten, Talenten, Neigungen und Charaktereigenschaften ausgestattet » (*Ibid.*).

⁵² « Diese geistige und leibliche Verschiedenheit ist ein klarer Fingerzeig dafür, dass den beiden Geschlechtern verschiedene Aufgaben im Leben gestellt sind und ihnen daher gemäss ihrer Bestimmung auch verschiedene Rechte und Pflichten zustehen » (*Ibid.*).

Lombroso, Alfred Clausen considère que chez la femme, les pulsions naturelles sont invincibles⁵³. Ainsi, le cycle de contraintes et de déterminismes est bouclé ! Difficile d'exprimer plus clairement le caractère rigide et perpétuel de la nature qui « anime » la femme. Cette conviction refuse également aux femmes toute possibilité d'une quelconque réaction, d'une étincelle d'âme et d'esprit qui, comme les hommes, leur permettrait d'ébranler le joug d'une nature mal supportée, d'une maternité pas forcément désirée. Il semble bien évident qu'Alfred Clausen rejette les mouvements d'émancipation des femmes pour se cantonner dans cette image rassurante de la femme dominée et passive. Malgré certaines preuves du contraire, difficile, avec Alfred Clausen, de rejeter plus nettement la responsabilité masculine de la situation des femmes dans la société. Il apparaît que les hommes offrent à la femme les possibilités et les moyens d'assouvir et d'épanouir leur nature. Pour revenir à une constatation faite dans un ordre d'idée différent, les hommes se considèrent comme les meilleurs défenseurs de la femme, comme ceux qui lui permettent de vivre pleinement cette existence féminine toute guidée par la nature et vouée à eux-mêmes. Lors des débats au Conseil national de 1951, Antoine Favre (VS/PDC) renchérit sur l'aspect contraignant et irréprouvable des devoirs imposés à la femme par sa nature. « Quelle que soit l'évolution des faits, la maternité reste l'élément qui domine tout le problème. On ne peut régler les droits de la femme sans prendre la condition de la mère de famille en particulière considération, sans tenir un compte exact de ses lourdes, de ses magnifiques obligations⁵⁴ ». Du potentiel biologique des femmes à enfanter découle son insertion dans la société en tant que mère de famille et épouse. Le choix de la maternité n'est pas encore une question qui fait débat. Il s'agit d'une obligation qui mobilise toutes les capacités et le temps des femmes, et elles ne disposent pas de ressources supplémentaires pour s'occuper d'affaires qui excèdent cette sphère d'action et de réflexion. Pour Joseph Piller (VS/PDC), la nature de la femme infère également sur ces capacités sociales, politiques et professionnelles. « La femme est essentiellement, foncièrement, de par sa nature même, éducatrice ; elle est l'éducatrice de l'espèce humaine ou, si vous préférez une autre formule, l'éducatrice de l'homme, cet éternel

⁵³ « Mögen die Anhänger des Frauenstimmrechtes noch so sehr in solchen Gedankengängen schwärmen, das ändert nichts an der Tatsache, dass weder die Frau noch ihre biologische Aufgabe, noch die der Frau angeborenen charakterlichen Eigenschaften sich geändert haben, noch sich ändern werden – Weder das intensivere Erwerbsleben noch der intellektuelle Aufstieg der Frau, weder die der Frau zugedachten militärischen Funktionen, noch der Umstand, dass sie Steuern bezahlt, ändert etwas an der der Frau vom Schöpfer primär zugewiesenen Naturaufgabe. Keine wirtschaftliche Umwälzung, kein Gesetz, kein Parteikurs vermag diese Bestimmung der Frau zu ändern » (*Ibid.*, p. 378).

⁵⁴ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 527.

barbare (*Rires*)⁵⁵ ». Par conséquent, elle a le droit de s'occuper d'une « façon prédominante » des questions relatives à l'éducation pour lesquelles elle dispose d'une prédisposition innée découlant de sa potentialité biologique à enfanter. Ainsi, la nature produit le caractère et le caractère en devient naturel. Tour de passe-passe qui enferme les femmes dans un cercle vicieux. En 1958, Karl Wick (LU/PDC) réalise également cet enfermement rhétorique. « So [mit der wirtschaftliche Entwicklung] wurde die Frau aus ihrer ursprünglichen, natürlichen Familienbestimmung herausgerissen und ins Erwerbsleben gestossen⁵⁶ ». Dans une prise de position antérieure, il a poussé la naturalisation un échelon plus loin. « Der Frau sollen in dieser Beziehung [der Gestaltung des Volkwohles] alle Rechte gegeben werden, die ihrer Natur nach und gemäss der Natur der menschlichen Gesellschaft zukommen⁵⁷ ». Il craint que les droits politiques ne parviennent pas à atteindre les buts poursuivis : la défense des intérêts féminins et la protection de la nature féminine⁵⁸. L'attribution d'une valeur supérieure aux femmes⁵⁹ est un stratagème qui tend à susciter une mauvaise conscience auprès des hommes. Non seulement, le suffrage féminin n'aboutira pas à l'égalité sexuée, mais il éradiquera cette supériorité féminine que les hommes aiment à leur reconnaître : le doux joug de la féminité que l'homme endure humblement. Il s'agit de la soumission du dominant au dominé dans la mesure où il sait qu'il a besoin du dominé pour demeurer dominant. Dès lors, il ne leur resterait plus rien : ni égalité, ni supériorité. D'autant plus, que Karl Wick (LU/PDC) joue sur les deux tableaux, de l'universalisme et du particularisme, pour démontrer l'impossibilité des femmes à obtenir la même reconnaissance par un autre chemin. En effet, selon lui, l'égalité n'existe qu'en considération de la nature ontologique des êtres humains. En revanche, pris en considération selon la nature individuelle des femmes et des hommes, les deux sexes n'ont pas la même valeur. Or, la valeur différente des femmes, plus haute et plus délicate, sera broyée au contact de celle des hommes, que ce soit en économie ou en politique⁶⁰. Il augure donc une disparition lente, mais inexorable, de la féminité.

⁵⁵ BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 387.

⁵⁶ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 265.

⁵⁷ « Auf dem politischen Kampffeld besteht sogar die Gefahr, dass die Gleichwertigkeit oder sogar Höherwertigkeit der Frau nach der persönlichen Seite hin statt gefestigt eher denaturiert wird » (BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 521).

⁵⁸ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 266.

⁵⁹ Barbara Duden estime même que cette stratégie permet de réaliser la soumission. « Um jemanden zum Schweigen zu bringen, gibt es zwei Möglichkeiten : entweder rohe Gewalt oder erstickendes Lob. In der Tat liegt gerade in der Erhöhung der Weiber ihre erneute Erniedrigung » (« Das schöne Eigentum ». Zur Herausbildung des bürgerlichen Frauenbildes an der Wende vom 18. zum 19. Jahrhundert », in : *Kursbuch*, 47, März 1977, pp. 125-140, *loc. cit.*, p. 126).

⁶⁰ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 266.

Cette théorie philosophique découle de sa perception de l'humanité, dans le sens où celle-ci est irréductiblement divisée en féminin et en masculin. L'abstraction ontologique ne sert qu'à l'inclusion des femmes dans l'humanité. La réalité concrète de la vie sociale, en revanche, ne fonctionne que dans la reconnaissance de cette bipolarité sexuelle irréductible. Et celle-ci produit et exige les représentations des attributions, des activités, des droits et des devoirs distincts selon les sexes. L'octroi de droits aux femmes doit, non seulement, correspondre à la nature de la femme, mais aussi à la nature de la société humaine. Cette image rappelle la « métaphore de l'organisation » qui, d'une part, transpose une découverte scientifique sur un construit humain et qui, d'autre part, naturalise un concept idéologique afin d'éviter toute suspicion d'interprétation intéressée⁶¹. A moins que Karl Wick (LU/PDC) n'utilise deux sens du même mot nature, d'une part, l'innéité d'un ordre, et, d'autre part, le principe actif d'organisation selon un certain ordre. Il n'en demeure pas moins que le premier se réfère à l'innéité féminine, à son essence, alors que le second définit l'élaboration masculine de la société, naturalisée à l'image du corps. Confusion malheureuse et révélatrice qui donne à penser que les hommes ont élaboré un ordre social conforme aux exigences de la nature, donc irréfutable et innocent, et qui laisse imaginer que les hommes ne font que reconnaître la vraie nature des femmes. L'artefact disparaît grâce à la reconnaissance de l'existence biologique opposée des femmes et des hommes, et à la conséquente répartition sexuée des tâches et des devoirs dans la société naturalisée. Il revient à la clairvoyance masculine d'avoir reconnu les invariables et d'avoir créé une société à l'image de la nature.

5.1.2.1 Le Dr. Eugen Bircher (AG/UDC)

Dans ce même débat de 1951, le discours du Dr. Eugen Bircher (AG/UDC) mérite une attention particulière. Le trait peut paraître forcé et passablement désuet ; il exprime à une puissance démesurée ce que d'aucuns pensent secrètement, mais n'osent pas ou hésitent, néanmoins, à exprimer. Il ne passe pas inaperçu auprès de ses collègues. Alois Grendelmeier (ZH/AdI.), offusqué, renvoie sa tirade comme irrecevable, d'autant plus que le Dr. Bircher semble s'exprimer de la hauteur de son savoir médical⁶². Or, c'est justement ce qui choque Alois

⁶¹ Karl M. Figlio affirme : « What is needed is the acknowledgement that science is a human activity dedicated to the *naturalization* of both experience and ideology, and to the expression of that achievement in language » (« The Metaphor of Organization : An Historiographical Perspective on the Bio-Medical Sciences of the Early Nineteenth Century », in : *History of Science*, 14 :1, March 1976, pp. 17-53, ici p. 19).

⁶² Christina Schlatter Gentinetta met en évidence les présomptions d'objectivité irrécusable du corps médical. « Ärzte verstehen sich als Wissenschaftler und fühlen sich als solche der reinen Rationalität verpflichtet. Das Handeln entlang objektiver, übertragbarer und studienüberprüfter Fakten und Richtlinien ist dem Schlagwort *evidence based medicine* (EBM) als wichtigstes Schlagwort der Medizin verpflichtend geworden » (« Signifikationen des Körpers.

Grendelmeier au milieu du XX^e siècle. « Unhaltbar und reichlich antiquiert sind sodann die weitem Argumente von Herrn Kollega Dr. Bircher. Herr Dr. Bircher beruft sich auf seine Stellung als Arzt. Ich will annehmen, dass er ein guter Arzt ist, aber wenn er sich als Arzt auftritt und ärztliche, anthropologische und physiologische Gründe anführt, weshalb die Frau für das Frauenstimmrecht nicht geschaffen sei, so muss ich seine Ausführungen einfach als unernsthaft zurückweisen⁶³ ». Walther Bringolf (SH/PC) regrette lui aussi la désuétude du discours d'Eugen Bircher : « Ich bedaure, dass sich der Geist des 18., nicht einmal des 19. Jahrhunderts durch ihn in dieser Frage – es gibt Fragen, wo die Wiederauferstehung dieses Geistes ihre Berechtigung haben mag – in einer geradezu erschütternder Weise manifestiert hat⁶⁴ ». Il semblerait qu'Eugen Bircher rassemblât pêle-mêle les discours et les opinions les plus misogynes qu'il soit pour en constituer un catalogue de toutes les raisons, principalement médicales, de continuer à exclure les femmes des droits politiques. Déjà lors de la séance de la Commission du Conseil national, il assène une vérité qui ne souffre ni mise en doute ni contestation, en englobant tous ses confrères médecins : « Als Arzt bin ich wie alle Ärzte aus physiologischen und psychologischen Gründe gegen das Frauenstimmrecht⁶⁵ ». Puis dans les débats du Conseil national, en tant que prolégomènes, il avertit que dans l'objet mis en discussion, l'octroi ou non des droits politiques aux femmes, la question décisive concerne l'amour et le sexe. Selon lui, il est indispensable de prendre en considération les aspects anthropologiques et historiques, et de réfléchir aux conséquences sociales d'une telle décision. La discussion semble cependant oiseuse lorsqu'il renvoie à une citation, qu'il fait sienne, d'un illustre Anglais, Sir Galahad. « Was die Bakterien beschliessen, kann nicht durch Parlamente umgestellt werden⁶⁶ ». Il se range ainsi aux côtés des sciences afin de démontrer, preuve à l'appui, que non seulement les « bactéries », mais également le sain raisonnement des philosophes plaident contre des stratégies politiques contre-natures. Il

Zur produktiven Macht des ärztlichen Blickes », in : Therese Frey Steffen, Caroline Rosenthal, Anke Väth (éd.), *Gender Studies. Wissenschaftstheorien und Gesellschaftskritik*, Würzburg 2004, pp. 163-171, ici p. 164).

⁶³ « Herr Dr. Bircher hat sich auf wissenschaftliche Erkenntnisse und dergleichen berufen. Ich muss aber annehmen, dass es ganz veraltete Schule sind, aus deren Herr Dr. Bircher sein Wissen hernimmt. Es wäre gut, wenn er seine wissenschaftlichen Argumente aus neueren, moderneren Schulen holen würde » (BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 533).

⁶⁴ *Ibid.*, p. 538.

⁶⁵ AFS, E 1070, 1969/10, vol. 48, G-05996, 14 mars 1951, p. 7. Il ajoute: « Die Mehrzahl der Ärzte ist aus naturwissenschaftlichen Gründen gegen das Frauenstimmrecht » (*Ibid.*).

⁶⁶ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 531. Il s'agit du pseudonyme de Bertha Eckstein-Diner, née à Vienne en 1874 et décédée à Genève en 1948, connue aux Etats-Unis sous le pseudonyme d'Helen Diner. Elle prit le pseudonyme de Galahad en tant que membre des Arthuriens, un groupe d'intellectuels européens actif dans les années 1930, dont chaque membre s'affuble d'un nom de la légende de la Table ronde. Cette historienne féministe est réputée pour son ouvrage *Mothers and Amazons*, publié en 1930.

cite deux des philosophes allemands parmi les plus célèbres : Arthur Schopenhauer (1788-1860) et Friedrich Nietzsche (1844-1900), ainsi que le dramaturge suédois August Strindberg (1849-1912), réputé pour sa misogynie. « Die Frau, dieser Knalleffekt der Natur⁶⁷, wie Schopenhauer nicht gerade freundlich gesagt hat – es gibt noch viel schlimmere Äusserungen, wenn Sie etwa Nietzsche oder Strindberg lesen, was ich nicht alles unterschreiben möchte – steht in ihrer anatomisch-geschichtlichen Entwicklung dem Kinde näher als dem Mann⁶⁸ ». Il admet sans conteste que ce rapprochement lui donne un droit naturel, mais lui impose aussi des devoirs. De considérations philosophiques, Eugen Bircher (AG/UDC) passe sans transition à des observations physiologiques, obtenus grâce à la dissection. Dans sa démonstration, elle sert à confirmer un présumé différentiel et à démontrer l'ampleur de la distinction entre l'Un et l'Autre, mais surtout la suprématie de l'Un sur l'Autre. Ainsi, à l'instar de ses nombreux ancêtres médecins-philosophes, Eugen Bircher établit une relation directe entre les différences biologiques et ses conséquences psychiques et sociales⁶⁹. Au milieu du XX^e siècle, le Dr. Eugen Bircher donne toute crédibilité aux découvertes scientifiques de ses prédécesseurs dont les hypothèses heuristiques et les interprétations subséquentes paraissent pour le moins hasardeuses. Dans cette logique ascendante, il cite également l'œuvre du Dr. Paul Julius Möbius, *Über den physiologischen Schwachsinn des Weibes*, qui, selon Claudia Honegger, représente le point

⁶⁷ « Mit den Mädchen hat es die Natur auf Das, was man, im dramaturgischen Sinne, einen Knalleffekt nennt, abgesehn, indem sie dieselben, auf wenige Jahre, mit überreichlicher Schönheit, Reiz und Fülle ausstattete, auf Kosten ihrer ganzen übrigen Lebenszeit, damit sie nämlich, während jener Jahre, der Phantasie eines Mannes sich in dem Maaße bemächtigen könnten, daß er hingerissen wird, die Sorge für sie auf Zeit Lebens, in irgend einer Form, ehrlich zu übernehmen ; zu welchem Schritte ihn zu vermögen, die bloße vernünftige Ueberlegung keine hinlänglich sichere Bürgschaft zu geben schien. Sonach hat die Natur das Weib, eben wie jedes andere ihrer Geschöpfe, mit den Waffen und Werkzeugen ausgerüstet, deren es zur Sicherung seines Daseyns bedarf, und auf die Zeit, da es ihrer bedarf ; wobei sie denn auch mit ihrer gewöhnlichen Sparsamkeit verfahren ist. Wie nämlich die weibliche Ameise, nach der Begattung, die fortan überflüssigen, ja, für das Brutverhältniß gefährlichen Flügel verliert ; so meistens, nach einem oder zwei Kindbetten, das Weib seine Schönheit; wahrscheinlich sogar aus dem selben Grunde. Dem entsprechend halten die jungen Mädchen ihre häuslichen, oder gewerblichen Geschäfte, in ihrem Herzen, für Nebensache, wohl gar für bloßen Spaaß: als ihren allein ernstlichen Beruf betrachten sie die Liebe, die Eroberungen und was damit in Verbindung steht, wie Toilette, Tanz u.s.w. » (« Ueber die Weiber », in : *Parerga und Paralipomena*, Berlin, A. W. Hayn, 1851, chapitre XXVII, §365).

⁶⁸ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 531. Selon Virey, « la femme reste proche de l'enfant parce qu'elle est privée de sperme » (Cité par Yvonne Knibiehler, « Les médecins et la « nature féminine » au temps du Code Civil » in : *Annales Histoire, Sciences Sociales*, op. cit., 1976, 31/4, pp. 824-845, ici p. 833).

⁶⁹ « Mann und Frau sind für denjenigen, der am Seziertisch gestanden hat, und zwar nicht nur am anatomischen, sondern auch am geistigen Seziertisch, zwei grundverschiedene Typen, zwei verschiedene Wesen. [...]. Durchschnittlich stehen die Verhältnisse aller Organe von Mann zu Frau wie 100:90. Alle Organe sind leichter und kleiner bei der Frau als beim Manne. Denken Sie nur an das Augenfälligste, die Stimme und den Kehlkopf, die sich in die Entwicklung noch mehr der Kindlichkeit nähern » (BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 531).

culminant du « dénigrement physiologique » des femmes⁷⁰. Eugen Bircher (AG/UDC) tente de réhabiliter le Dr. Möbius en expliquant qu'il s'agit d'un chercheur sérieux qui est souvent mal cité et pris à parti selon l'humeur des auteurs. En fait, Eugen Bircher réfute l'expression injurieuse « faiblesse d'esprit » pour ne retenir qu'une des caractéristiques propres aux femmes et aux enfants : « Bei der Frau steht das Unbewusste stärker im Vordergrund⁷¹ ». Rien de dénigrant, car « jedes ist in seiner Form vollendet, vollkommen⁷² » ; juste une constatation qui entraîne des conséquences sociales. En revanche, Paul Julius Möbius franchit un pas supplémentaire. « Der Instinkt nun macht das Weib thieränlich [sic], unselbständig, sicher und heiter. In ihm ruht ihre eigenthümliche [sic] Kraft, er macht sie bewundernswerth [sic] und anziehend ». Et selon lui, cette apparence induit de nombreuses caractéristiques féminines. « Mit dieser Thierähnlichkeit [sic] hängen sehr viele weibliche Eigenthümlichkeiten [sic] zusammen⁷³ ».

En comparaison des opinions extrêmes et sans appel exprimées ci-dessus, la position défendue par Ernst Bärtschi (BE/PLR) apparaît pleine de bon sens et équilibrée. Il réfute l'extrémisme des théories qui tendent à effacer toute différence entre les sexes, à promouvoir ce qu'il caractérise comme un nivellement schématique et dont les conséquences mèneraient à la disparition des répartitions sexuées des tâches et à la confusion des sexes et des rôles. Il soutient bien un certain féminisme, mais modéré⁷⁴. A l'autre extrême de l'échiquier, il rejette les thèses de ceux pour qui la nature déterminerait les capacités politiques⁷⁵. Ainsi, à son avis, les différences naturelles doivent être respectées et influencent jusqu'à un certain point les droits et les devoirs de chacun dans la société. De ce point de vue, il est bien un partisan de la complémentarité sexuelle ; celle-ci maintient malgré tout une différence définie selon les caractères attribués traditionnellement à chacun des deux sexes⁷⁶.

⁷⁰ Voir *Die Ordnung der Geschlechter*, op. cit., p. 198. Paru en 1900, le livre de Paul Julius Möbius connaît de nombreuses rééditions. Ce n'est que lentement que l'acharnement physiologique contre les femmes se tarit.

⁷¹ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 531.

⁷² *Ibid.*

⁷³ *Ueber den physiologischen Schwachsinn des Weibes*, Halle 1904, p. 17.

⁷⁴ « Mir sind auch nicht massgebend diejenigen, die in ihrer schematischen Gleichmacherei die Theorie von der Gleichheit der Geschlechter aufstellen und auch gleich den Schluss ziehen, diese Geschlechter müssten genau die gleichen Funktionen in der Öffentlichkeit erfüllen » (*Ibid.*, p. 535).

⁷⁵ « Aber eben so fremd sind mir diejenigen, welche glauben, die Frau, weil sie nun einmal von Natur anders geartet als der Mann sei, habe auf dem politischen Felde nichts zu tun » (*Ibid.*).

⁷⁶ Il semble évident que, d'après ce que laisse supposer son opinion, Ernst Bärtschi (BE/PLR) n'imagine à aucun moment bouleverser les conséquences des potentialités biologiques de chacun des sexes et se résoudre à donner aux hommes des tâches féminines et inversement.

Les partisans du suffrage féminin ne recourent pas à des considérations naturelles si ce n'est pour fustiger les interprétations qu'en font les opposants⁷⁷. Ils reconnaissent, en revanche, certains caractères propres aux femmes, sans pour autant les inférer directement de leur biologie, mais qui en découlent implicitement.

Alors qu'en 1951, les opposants recourent encore aux caractères biologiques pour légitimer l'exclusion des femmes du suffrage féminin, lors des débats suivants, celui du Conseil des Etats en 1957 et celui du Conseil national en 1958, plus que deux opposants usent explicitement de ces arguments. En un peu plus de six ans, les contraintes naturelles disparaissent au profit de la reconnaissance, certes, d'une différence, mais non d'une « incapacité congénitale de la femme » en y opposant une « compétence innée⁷⁸ » des hommes.

5.1.3 Les débats de 1957 et 1958

L'ancien juge fédéral Werner Stocker explicite probablement le plus clairement ce que la majorité des parlementaires pensent. « Die entscheidende Frage lautet auch hier : Sind die Frauen heute, im allgemeinen, zur Ausübung dieser Rechte nicht fähig, besteht eine natürliche Ungleichheit zwischen ihnen und den Männern (Unterschied an Intelligenz, Bildungsniveau oder körperliche Eignung) ? Das wagt heute kaum mehr jemand mit ernsthaften Argumenten zu behaupten⁷⁹ ». Il semble évident que cette opinion est encore profondément ancrée dans l'inconscient d'une grande partie de la population, femmes et hommes confondus. Mais il ressort aussi nettement des paroles de Werner Stocker que ces convictions ne peuvent plus légitimement servir à des fins d'exclusion des femmes de la vie politique au milieu du XX^e siècle. L'échelle de jugement et le seuil de tolérance se sont déplacés ; l'argument de la différence sexuée n'est plus valable. Il semblerait, qu'en quelques années, un système de valeurs ne s'écroulât. Lors du débat de la Commission du Conseil national, Charles Primborgne (GE/PDC) rappelle deux campagnes électorales concernant le suffrage féminin dans le canton de Genève, dont les débats lui sont apparus comme très limités et peu favorables à l'estime des hommes⁸⁰. « Le niveau des discussions auxquelles j'ai assisté dans mon canton n'était guère à l'honneur des hommes.

⁷⁷ Comme le fit Alois Grendelmeier (ZH/AdI.) dans le cas d'Eugen Bircher (AG/UDC).

⁷⁸ Expression utilisée par Charles Primborgne, *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 260.

⁷⁹ *AFS*, E 1070, 1992/87, vol. 32, G-10476, Brief von Bundesrichter Stocker an Regierungsratshalter Dr. Peter von Roten (VS/PDC), Raron/VS, 17 janvier 1957. Il répond à une lettre de Peter von Roten qui lui demande s'il est possible d'introduire le suffrage féminin en Valais par la voie de l'interprétation des lois cantonales.

⁸⁰ Les électeurs du canton de Genève se sont prononcés à six reprises sur la question. Les campagnes de votation auxquelles Charles Primborgne (GE/PDC) a participé sont certainement celles qui ont abouti aux résultats négatifs de 1946 et de 1953.

L'« imbecillitas sexus » en était l'argument dominant ; [...] ⁸¹ ». Comparant les arguments échangés lors de cette campagne et lors des débats de la Commission, il pense que le Message du Conseil fédéral a permis d'élever le niveau des discussions. Il s'agirait donc bien d'un manque ou d'un refus d'informations qui s'opposât au suffrage féminin. Quelques mois plus tard, au Conseil national, il soulève la véritable question qui, jusque-là, était sous-jacente et dont la réponse était tellement évidente qu'elle n'a jamais été posée ni problématisée. « En réalité, il s'agit uniquement de savoir si l'appartenance au sexe féminin est une inégalité de fait essentielle, dans le sens où l'entend le Tribunal fédéral, c'est-à-dire « d'après les principes reconnus de l'ordre juridique et étatique en vigueur » ⁸² ». La problématisation de cette évidence permet d'y apporter une réponse sans équivoque. Jean Gressot (BE/PDC) va même plus loin. Tout en posant la même question, il estime, d'une part, que la réponse n'est « fonction que du sentiment personnel » et, d'autre part, qu'elle implique un traitement égal des deux sexes. Proposition révolutionnaire et choquante en imaginant la réalisation et le résultat d'un tel procédé. D'abord, la mise en évidence du caractère intime de la représentation sexuée met en cause, d'une part, la scientificité des arguments naturels, auxquels les parlementaires recourent pour justifier leur rhétorique, et, d'autre part, insinue le processus d'incorporation de ces savoirs. Ils en deviennent inconscients, évidents et naturels. L'aboutissement en est la persuasion intime du bien-fondé des distinctions sexuées, naturelles et sociales. Ensuite, Jean Gressot (BE/PDC) juge femmes et hommes selon les mêmes critères. « Une chose paraît cependant évidente. Une différence de degré, même si elle existait, ne saurait fonder l'inégalité politique tant qu'un critère identique ne sera pas utilisé pour éliminer de la vie politique les hommes à niveau intellectuel inférieur ⁸³ ». L'absurdité de cette proposition ébranle néanmoins la conviction et la pérennité, rarement mises en doute, de la supériorité masculine en matière politique, notamment. Elle met également en évidence l'existence d'hommes peu préparés, voire carrément inaptes, à l'implication politique. Ainsi, les femmes ne sont, ici, plus comparées aux hommes, mais les hommes entre eux, voire même les hommes aux femmes. Renversement de la situation qui permet d'imaginer un autre point de vue, une comparaison équitable, et qui relativise fortement les préjugés d'incapacité naturelle des femmes à prendre part à la vie politique. Même si l'expression explicite de cette évidence n'est

⁸¹ AFS, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil national, 5 novembre 1957, p. 19.

⁸² BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 297.

⁸³ BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 289. Jean Gressot s'inspire fortement et cite parfois mots pour mots des passages de l'ouvrage de Francis Meyer, *Le suffrage féminin dans la perspective actuelle de la démocratie*, Zurich 1957-1958. Tiré à part de Civitas, N° 5, 13^e année. Cette citation est reprise de la page 4.

pas neuve, ce n'est qu'à la fin des années 1950 qu'elle semble véritablement prendre corps et mettre en évidence les incongruités d'ordre naturel énoncées à l'encontre du suffrage féminin. Adelrich Jacob Schuler (ZH/PDC) ajoute un autre aspect contre l'utilisation de la nature féminine. Et là, il remonte à une époque où les Etats étaient en phase d'expansion et de consolidation vers l'extérieur, et dont la guerre représentait le moyen de s'affirmer. La guerre permettait également de consolider l'identité nationale et sexuée. En ce sens, elle n'était qu'une affaire d'homme et justifiait la virilité⁸⁴. Luc Capdevila et ses collègues mettent en évidence l'élaboration de la relation entre l'identité politique et l'identité nationale qui « s'est en partie construite sur l'idée d'une « nation en armes » défendues par ses citoyens », et qu'ils font remonter, en France, à 1792 et à l'abolition de la royauté. « Une équation s'est ainsi formée, mettant en équivalence le citoyen comme soldat et le soldat comme citoyen⁸⁵ ». Ce lien étroit entre citoyenneté et hommes en armes est évidemment aussi très puissant en Suisse, à l'image des conditions de participation aux Landsgemeinde, dont les attributs marquent l'appartenance sexuée et délimitent clairement le rôle de chacun. Adelrich Jacob Schuler (ZH/PDC) adhère à cette image de citoyens en armes prêts en tout temps à défendre la patrie et reconnaît sans ambages que la nature féminine ne se prête pas à de tels exercices belliqueux. D'ailleurs, les femmes sont sur terre pour donner la vie et non pour la prendre⁸⁶ ! Sans entrer dans des considérations sur le bien-fondé de l'exclusion des femmes de la politique en raison de leur « incapacité » à porter les armes, il estime, cependant, que cette époque est définitivement révolue en Suisse⁸⁷. Même si un pendant un certain temps, la rhétorique de la nature féminine a pu justifier son exclusion des droits politiques⁸⁸, aujourd'hui elle n'est plus pertinente. La

⁸⁴ Elisabeth Badinter estime que « la crise de la masculinité est à son pic » au début du XX^e siècle. « C'est la guerre, hélas, qui mettra fin momentanément à l'angoisse masculine. Retrouvant leur rôle traditionnel de guerrier, ces pauvres jeunes recrues partiront au front la fleur au fusil, comme s'ils se réjouissaient de l'occasion donnée d'être enfin des hommes, des vrais... » (*XY. De l'identité masculine, op. cit.*, p. 32).

⁸⁵ Luc Capdevila, François Rouquet, Fabrice Virgili, Danièle Voldman, *Sexes, genre et guerres (France, 1914-1945)*, Paris 2010, p. 12.

⁸⁶ Telle est l'opinion exprimée par Heinrich Heer (GL/Dém.) : « Das ist eine krasse Missachtung der Sendung der Frau, die dazu da ist, Leben zu schenken und nicht solches zu vernichten » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 403).

⁸⁷ « Dass die aktive Mitbeteiligung an solchen Kämpfen der Natur der Frau kaum gemäss wäre, braucht man nicht lange darzulegen ; aber gegen eine Teilnahme der Frau am staatlichen Geschehen in einem Zeitpunkt, wo dieses Staatswesen weitgehend konsolidiert ist, wo es im Grunde genommen nicht mehr um innere und äussere Kämpfe geht, sondern mehr um die innere architektonische Ausgestaltung eines feststehenden Staatsgebäudes, lässt sich von der Natur der Frau her meines Erachtens nichts mehr einwenden » (*BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 290).

⁸⁸ Adelrich Jacob Schuler (ZH/PDC) ne discute pas de la pertinence du lien entre guerrier et citoyen, alors que cette relation ne représente également qu'une construction idéologique afin de justifier, notamment, la poursuite de l'exclusion des femmes dans une société démocratisée.

stratégie d'Adelrich Jacob Schuler est judicieuse : il semble adhérer aux arguments de ses adversaires, basés sur la nature, et démontre leur désuétude à une époque donnée.

En 1957, un seul opposant, Heinrich Heer (GL/Dém.), fait encore dépendre de la nature des distinctions fondamentales entre femmes et hommes. Il estime, d'abord, que jamais une égalité de droit complète ne pourra être réalisée entre femmes et hommes, justement à cause de leur nature différente⁸⁹. « Das verhindern schon das verschiedene Geschlecht und die verschiedenen Aufgaben, die Mann und Frau durch die Schöpfung zugeordnet sind und die dadurch begründete Differenzierung in psychischer Hinsicht⁹⁰ ». Les liens de causes à effets sont surprenants et la conviction selon laquelle les hommes n'ont que reconnu la volonté de la Création, tout en repoussant un interventionnisme humain quelconque, est fascinant. Ainsi, la Création a tout ourdi de façon à réaliser des êtres totalement opposés, tant du point de vue physique que psychique, ce qui impose des activités différentes. Cette vision de l'humanité semble approcher de la perfection si, effectivement, les êtres humains étaient bornés et sans imagination. C'est évidemment sans compter avec la montée de l'individualisme, qui prend son essor à la fin du XVIII^e siècle, et sans un ressort existentiel personnel à chaque être, qui lui permet de se développer, de s'adapter et d'entreprendre. Alors que ces caractéristiques, fondamentalement masculines, sont saluées auprès des hommes, elles sont refusées aux femmes. Le rappel de la Création de Heinrich Heer (GL/Dém.) jure avec l'évolution des mœurs, mais aussi avec celle des représentations de la féminité et de la masculinité. Il est cependant bien le dernier à réaliser un lien étroit et contraignant entre nature, sexe et devoirs. Par la suite, le terme « nature », sous son aspect biologique, disparaît des discours ; il demeure, cependant, sous-jacent et implicite. Des euphémismes, tels que « frauliche Eigenart », « frauliche Wesenart », « caractères féminins » remplacent et atténuent le terme précédent, tout en maintenant la même idéologie sexuée. Ainsi, le premier maillon de la chaîne « nature, caractères, tâches » disparaît, mais les parlementaires perpétuent néanmoins l'idée des caractères sexués bien définis entre femmes et hommes. Les conséquences n'aboutissent plus à une incapacité politique des femmes, mais à une complémentarité bienvenue, à une touche féminine bien particulière dont la politique a un grand besoin.

⁸⁹ « Auch der Ruf nach völliger Gleichstellung der Frau mit dem Manne im Privatrecht, vor allem im Familienrecht, übersieht oft die naturgegebenen Unterschiede zwischen Mann und Frau » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 403).

⁹⁰ *Ibid.*

5.1.4 Les débats de 1966

Deux parlementaires favorables au suffrage féminin abordent la rhétorique de la nature féminine pour en démontrer l'absurdité. Le recours à la nature ne semble désormais plus pertinent pour justifier l'exclusion des femmes. Cet argument disparaît de la panoplie des opposants. Le libéral-radical genevois, Henri Schmitt, raille l'exhaustivité du Message fédéral de 1957 concernant la nature et ses conclusions⁹¹. En effet, dans sa prétention d'aborder le suffrage féminin sous tous ses aspects, il aborde la thèse selon laquelle les femmes souffriraient d'une incapacité naturelle à s'occuper de la politique. Non seulement, il se distancie de cette supposition, mais aussi de ses conséquences, pour ne retenir que le processus de pensée distinct entre femmes et hommes. Henri Schmitt reproche au Conseil fédéral sa prise de position trop frileuse, voire sceptique, comme s'il doutait de ses convictions⁹². Beaucoup d'incertitudes transparaissent dans l'interprétation qu'Henri Schmitt (GE/PLR) fait de la position du Conseil fédéral concernant les aptitudes politiques féminines. Dans le second Message du Conseil fédéral, datant du 30 janvier 1970, beaucoup plus succinct, de telles considérations n'apparaissent plus. Treize années se sont écoulées depuis le premier Message, et il semble, effectivement, qu'il n'apparaît plus pertinent d'aborder ce sujet. Pour étayer son opinion à ce sujet, Henri Schmitt (GE/PLR) explicite qu'il rejette « l'argument basé sur la nature différente de l'homme et de la femme ». Au contraire, « plus on insiste sur cette différence, plus le suffrage féminin se justifie pour permettre à la moitié de notre peuple qui pense différemment les problèmes, qui les aborde sous un autre angle, de manifester son opinion⁹³ ». La différence de nature produit bel et bien une manière de penser différente, mais cette fois, cette distinction exige l'instauration du suffrage féminin. Mêmes prémisses que les opposants, mais conséquences diamétralement opposées ! La même année, un autre partisan du suffrage féminin, Werner Vogt (SO/PSS), repousse l'innéité de l'incapacité politique des femmes à l'appui des expériences. « Ihr Erfolg in den verschiedenen

⁹¹ « Le Conseil fédéral, citant le neurologue allemand Möbius, s'est même préoccupé du poids absolu et du poids spécifique du cerveau de la femme » (AFS, E 1070, 1974/32, vol. 146, G-09362, Conseil national, 23 juin 1966, p. 3).

⁹² « Il nous a parlé des tenants de la thèse de l'« imbecillitas sexus », et par une prudence presque traditionnelle, notre gouvernement concluait en ces termes : « On ne peut dire que seul l'homme pense d'une manière politique et utile à l'intérêt général ». D'une pierre, il faisait deux coups : il rendait indirectement hommage à notre parlement en admettant qu'il nous arrivait de penser d'une manière politique et quelquefois utile à l'intérêt général, mais il ne niait pas de prime abord que les femmes puissent agir de même ! » (*Ibid.*).

⁹³ *Ibid.*, p. 5.

Laufbahnen lässt die Behauptung nicht mehr zu, sie sei von Natur aus unfähig, die öffentlichen Angelegenheiten so zu führen, wie es sich gehört⁹⁴ ».

5.1.5 Les débats de 1970

Alors que dans les premiers débats, le recours à la science devait justifier l'exclusion des femmes, en 1970, cette même science permet de lever un pan de la rigidité idéologique des deux sexes. Jean-Pierre Dubois (NE/PdT) entre de plein pied dans la contemporanéité scientifique, non sans ironie. Il bouscule complaisamment les idées reçues et brouille encore un peu plus les distinctions sexuelles dans l'infiniment petit. Il ne recule pas devant l'exposé précis et méticuleux des découvertes de la science génétique depuis le premier Message du Conseil fédéral. Il fait sauter en éclat la croyance dans l'existence de deux sexes, seulement, et de quelques variantes rarissimes. Désormais, il en existe dix-sept ! Et ce qu'il y a de plus perturbants, c'est qu'ils ont toujours existé. « On a donc accordé des droits civiques à des hommes qui n'avaient que l'apparence extérieure de mâles, alors qu'on les a refusé à des individus ayant l'aspect de femmes, mais possédant tous les aspects anatomiques du sexe fort, y compris les fameux chromosomes Y, spécifiques de la qualité de mâle⁹⁵ ». Il estime que le refus du suffrage féminin jusqu'à présent et l'injustice faite aux femmes sont les « fruits de l'ignorance ». Ignorance ou mauvaise volonté, voire refus de mettre en question et en doute un état existant dont chacun, à sa mesure, peut tirer parti ? La force d'inertie, dont parlait Ferruccio Bolla (TI/PLR) à propos du refus de reconnaître une évolution dans la société⁹⁶, peut être transposée au refus de reconnaître l'évolution scientifique et ses découvertes. Nouveauté rime avec déstabilisation, recherche de nouveaux équilibres, mais aussi avec dynamisme. La votation de 1971 intervient à un moment où le chamboulement, provoqué par la contrainte d'adaptation à un nouvel équilibre entre les sexes, arrive à un point de maturation.

5.2 Les caractères des femmes

Pour certains parlementaires qui l'expriment explicitement, la nature induit des caractères sexués qui se développent dans les activités sociales, politiques et professionnelles. Pour d'autres, les caractères sexués existent, effectivement, mais ils ne les induisent pas directement de la nature. L'évolution des savoirs scientifiques ne permet plus de relier directement nature et

⁹⁴ BSOAF, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 266.

⁹⁵ BSOAF, Conseil national, 23 juin 1970, p. 450.

⁹⁶ BSOAF, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 266.

culture. L'habitude, l'expérience et les faits sociaux corroborent néanmoins encore l'idée d'une répartition sexuée des droits et des devoirs dans la société. Il s'agirait ici de la persistance d'une idée (ou d'un idéal ?) dont la justification ne pourrait plus être tirée d'une innéité quelconque, mais de la coutume et de l'incorporation de cette idée⁹⁷. Enfin, certains d'entre eux, estiment que les comportements, attribués traditionnellement à un sexe, découlent de l'éducation et des pressions sociales exercées sur l'être humain, selon son sexe.

Le florilège des caractères féminins traditionnels, principalement avancé par les opposants, reçoit un large consensus, auprès de certains partisans également. Ils aboutissent, cependant, à des conséquences très différentes, parfois opposées. Mais, certaines attributions surprennent dans la mesure où elles correspondraient plutôt à des caractères masculins. Elles surviennent dans des contextes particuliers et restreints, et aboutissent rarement à une reconnaissance de la capacité des femmes à s'occuper des affaires politiques.

5.2.1 Les débats de 1945

Dans le débat de 1945, les caractères féminins ne sont décrits que par des partisans et ne sont pas déduits explicitement de la nature des femmes. Une partie du discours du conseiller fédéral Eduard von Steiger (BE/UDC) est très ambivalente. D'une part, il met en évidence l'existence d'une atmosphère hautement émotive dans les débats et il la fait dépendre des discours des femmes elles-mêmes et, d'autre part, il attribue aux femmes des caractères dont la conséquence logique serait l'absence de débats sempiternels.

5.2.1.1 L'objectivité

Pour ce faire, il se réfère au rapport de l'Association Suisse pour le Suffrage Féminin (ASSF), envoyé au Conseil fédéral le 3 mai 1945. Il loue « die grosse Objektivität der Darstellung » dans sa présentation de la situation professionnelle et sociale des femmes, contrairement à certains parlementaires. Caractère réputé plutôt masculin, alors que les hommes

⁹⁷ Le discours d'Ulrich Binder, conseiller du Kantonsrat zurichois, confirme cet aspect. « In der Jugend spürt er die verschiedene Einstellung von Vater und Mutter zu den verschiedensten Problemen, sehr oft auch im Beruf, ja täglich auf der Strasse und im Tram formt er sich seine eigene Meinung über die Frau. Es sind diese in langer Zeit entstandenen Anschauungen, zum grossen Teil im Unterbewusstsein gespeicherte Erlebnisse, die bei der Antwort eine Rolle spielen. Man darf wohl sagen, dass die Einstellung des Einzelnen zum Frauenstimmrecht auch sein Verhältnis « zur Frau » zeige » (*Gosteli-Stiftung, Die Staatsbürgerin. Zeitschrift für politische Frauenbestrebung. Organ der Frauenstimmrechtsvereine Zürich, Winterthur, Zürcher Oberland. Nr. 7/8 (Juli-August) – 1966, p. 8*).

eux-mêmes semblent pécher à cet égard⁹⁸. Mais, c'est surtout le ton sobre et digne de la rhétorique utilisée par les femmes qui force le conseiller fédéral au respect. « Es gehört sich, dass ich das hier unterstreiche, um zu betonen, wie sachlich und ruhig diese Eingabe gehalten ist. Es ist mir deshalb eine Genugtuung, dass ich ebenfalls ruhig das Problem behandeln kann⁹⁹ ». Les femmes suisses ont bien intégré qu'il n'est d'aucune utilité d'acculer les hommes au mur et de leur asséner des revendications qu'ils pourraient ressentir comme des extorsions. Elles doivent être objectives, humbles et patientes. Il va sans dire que malgré leur adaptation à la culture politique helvétique, elles n'obtiennent pas plus rapidement gain de cause. Mais, surtout, les paroles d'Eduard von Steiger (BE/UDC) mettent en évidence l'aspect émotionnel de la question. Il fait dépendre la nature des débats des comportements féminins eux-mêmes, comme si le résultat des délibérations en dépendait. Et, en fait, il s'agit bien de cela ; mais, c'est aussi une façon de repousser, d'une part, la responsabilité d'assumer ses choix et ses opinions, et, d'autre part, la nécessité d'entamer une réflexion sur les représentations de la féminité et de la masculinité. De nombreux arguments favorables au suffrage féminin tentent de fléchir les appréhensions et les objections en décrivant les activités, l'intégration et les agissements des femmes. Parallèlement, les femmes doivent apporter la preuve qu'elles sont dignes et capables de remplir les devoirs qui sont attachés à la dignité du citoyen actif. Dans cet ordre d'idée, les hommes doivent juger l'aptitude des femmes. Or, ce qui semble rendre la tâche insurmontable, c'est qu'ils paraissent fortement influencés par l'attitude des femmes elles-mêmes alors que la prise de décision requerrait une autonomie et une objectivité sans faille. Par conséquent, l'absence d'homogénéité auprès des femmes les renvoie à eux-mêmes et les oblige à résoudre le problème selon leur propre conscience.

5.2.1.2 La raison

En 1945, Felix Moeschlin (ZH/AdI.) poursuit en accordant aux femmes un autre caractère traditionnellement masculin et en réalisant une comparaison peu flatteuse pour les hommes. « Eine Frau hat hin und wieder gescheitere Gedanken als ein Mann, weil eine Frau die Sache von einer andern Seite ansieht¹⁰⁰ ». Un large consensus se réalise pour reconnaître aux femmes une façon différente d'envisager, de penser et, par conséquent, de résoudre les problèmes, qui

⁹⁸ « Im Gegensatz zur Darstellung von Herrn Nationalrat Oprecht haben sich hierüber die Frauen objektiv ausgedrückt » (*BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, pp. 723 et 724).

⁹⁹ *Ibid.*, p. 724.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 729.

s'exprime par cette périphrase « saisir les problèmes par un autre bout ». Felix Moeschlin n'explique pas pourquoi et dans quelle mesure les pensées féminines sont plus sensées et raisonnables que celles des hommes, mais il exprime, par ailleurs, avec franchise, son opinion sur les hommes qui ne laisseraient pas de place aux femmes¹⁰¹. Il espère que cette bêtise, contre laquelle l'Etat ne peut intervenir dans la sphère privée, ne se répète pas au niveau de la nation. Vœu pieu puisque ce sont ces mêmes hommes qui ont le droit et le devoir de se prononcer sur le suffrage féminin¹⁰².

5.2.1.3 L'intelligence

A sa façon très imagée, Henri Perret (NE/PSS) tente d'anéantir un préjuger largement répandu selon lequel les hommes seraient plus intelligents que les femmes. Cette croyance provient très certainement des découvertes scientifiques concernant le poids et les dimensions comparatifs du cerveau des femmes et des hommes. Il partage avec ses collègues une conversation, réelle ou imaginaire, qu'il aurait eue avec un homme, censé être instruit et intelligent, puisqu'il enseigne dans une université. « Il me disait : « On doit reconnaître que les femmes sont moins intelligentes que les hommes. » A quoi j'ai répondu : « Si je vous comprends bien, vous êtes plus intelligent que votre mère ? ». Immédiatement, il me dit : « Ah, non ! ma mère est une femme d'élite ! » « La mienne aussi, répondis-je, et si les fils, à moins d'un orgueil incommensurable, ne peuvent prétendre être plus intelligent que leur mère, je ne vois pas comment les hommes seraient plus intelligents que les femmes¹⁰³ ». Cette anecdote dévoile le caractère trublion des émotions dont les conséquences aboutissent souvent à des pensées contradictoires, voire paralogiques si la mauvaise foi ne s'y mêle pas.

5.2.1.4 Le sentiment

Finalement, lors des mêmes débats de 1945, E. Jakob Kägi (ZH/PSS) attribue aux femmes un caractère qui influence, non seulement, toutes leurs actions, mais aussi leur façon de penser. C'est d'ailleurs un des attributs considéré comme le plus typique des femmes : le sentiment. « Sie wird das Gefühl in die Demokratie hineinbringen. Dadurch, dass sie mehr mit dem Gefühl als mit dem Verstand urteilt, wird sie ein Moment in die Politik tragen, das die Politik ehrlicher und

¹⁰¹ « Wenn ein Mann so dumm ist, einer Frau im eignen Haus nicht die Stellung einzuräumen, die ihr gebührt, so lassen wir ihm in Gottes Namen diese Dummheit » (*Ibid.*, p. 729).

¹⁰² « Wenn aber ein Staat so dumm ist, ihr diese Stellung nicht einzuräumen, ist es wirklich beklagenswert ! (Grosser Beifall auf der Tribüne) » (*Ibid.*).

¹⁰³ *Ibid.*, p. 730.

anständiger machen wird als bisher¹⁰⁴ ». En acceptant les femmes en politique, il attend d'elles une amélioration de l'activité politique, ce qui revient à leur demander, non seulement, une participation active, mais surtout une transformation des habitudes et des comportements de la part des hommes, dans un milieu et une activité typiquement masculins. Cette intégration n'apparaît, néanmoins, pas entière et il soumet les femmes à une pression implicite. « Die geschickte, die intelligente Frau wird am politischen Leben den Anteil nehmen, den man ihr gibt¹⁰⁵ ». E. Jakob Kägi n'explicite pas son assertion ; il apparaît, néanmoins, que les femmes demeureraient dépendantes de la volonté masculine concernant les domaines d'activité, qu'ils sont donc limités, par conséquent, qu'elles n'obtiennent pas une liberté politique absolue. Mais surtout, ce parlementaire semble apte à distinguer les femmes intelligentes et habiles des autres, dans la mesure où les premières se conformeraient aux diktats masculins. Il reste donc beaucoup de pression et de limitation dans l'octroi des droits politiques aux femmes dans l'imaginaire d'E. Jakob Kägi. Mais surtout, le sentiment semble exclusivement féminin, alors qu'il est aussi revendiqué par certains parlementaires. D'après les paroles de ce conseiller, nous pouvons en déduire que le sentiment est sexué : le sentiment féminin se réfère aux activités pratiques des femmes et est intégré selon celles-ci. Il s'agit d'un sentiment qui émane de la nature même des femmes, qui serait donc inné. Selon d'autres exemples, explicites dans les débats, le sentiment masculin est utilisé dans un contexte d'incorporation de concepts abstraits (justice, liberté, égalité, dignité). De l'esprit, ils deviennent corps. Les sentiments masculins gardent cet aspect élevé et supérieur, tout en étant le résultat d'une activité d'incorporation. Les sentiments féminins demeurent du ressort du déterminisme biologique, principalement de leur potentialité à enfanter qui entraîne une kyrielle de sentiments.

Il n'en demeure pas moins que les références aux caractères féminins dans le débat de 1945 demeurent favorables aux femmes. Les parlementaires leur reconnaissent des qualités, plutôt masculines, qui les rendent absolument capables de participer à la vie politique helvétique. Quant au sentiment, il ne les empêche pas de formuler une opinion, tout aussi pertinente que celle des hommes, bien que différente. Et ce sentiment permettrait aussi de rendre la politique meilleure.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 732.

¹⁰⁵ *Ibid.*

5.2.2 Les débats de 1951

Les abondants débats de 1951 proposent différents cas de figure : 1° les caractères féminins, induits par la nature des femmes, les empêchent de participer de façon pleine et entière à la vie politique. Ces parlementaires soit refusent le suffrage féminin, soit promeuvent un suffrage féminin limité. 2° les caractères féminins existent, mais ne constituent pas un empêchement à leur intégration politique intégrale.

Dans le premier cas de figure, le Dr. Eugen Bircher (AG/UDC) refuse aux femmes les droits politiques revendiqués en accord logique avec ses comparaisons physiologiques entre femmes et hommes dont il déduit les caractères sexués. Là également, le trait est forcé et tranché. Les conséquences psychologiques qu'Eugen Bircher déduit des différences physiologiques comprennent un grand nombre de représentations qu'il vaut la peine de citer, une fois encore, dans leur intégralité. « Der Mann lebt sein Leben in der Ebene, ruhig, streitbar, kämpfend, während der Frau durch die Physiologie augenscheinlich ein ganz anderes Leben gegeben worden ist. Der Wellenberg und das Wellental beherrschen ihre Persönlichkeit. Periodizität meistert ihr Leben. Das ergibt ihre Stellung im Menschengeschlecht. Der Mann hat geistig die grössere Aufnahmefähigkeit, die grössere Sensibilität, die Frau jedoch zeigt – das zeigt sich gerade bei den jetzigen Anhängerinnen des Herrn von Roten – die grössere Irritabilität. Sie errötet leichter. Sie hat die grössere Neigung zum Lachen, aber auch zum Weinen. Auch in der Mimik der Frau ist ein wesentlich lebendigerer Zug als beim Mann. Sie ist auch leichter beeinflussbar und suggestibel. Die Frau ist zweifellos auch rascher erschöpfbar. [...] Wir müssen uns darüber klar sein, der Mann ist der Verstandesmensch, die Frau ist der reine Gefühlsmensch und wird bei Abstimmungen, aber besonders bei Wahlen das sehr stark zum Ausdruck bringen. Es hat kein geringerer als der schweizerische Forscher Jung, der grosse Psychologe, gesagt, die Frau lebe in einer andern Welt, sie sei immer noch im kosmogonischen Urnebel (Heiterkeit), während der Mann an der Front gegen die Umwelt dasteht¹⁰⁶ ». Il semble évident que les convictions exprimées par Eugen Bircher (AG/UDC) rendent effectivement la participation féminine à la vie politique impossible, voire dangereuse, étant donné qu'il la situe hors de la réalité existentielle de la communauté humaine. La nature maintient les femmes dans une zone

¹⁰⁶ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, pp. 531 et 532.

indéfinissable et infranchissable, représentation mentale plus proche de l'enfant¹⁰⁷, dont l'irresponsabilité et l'inconscience obligent les hommes à les prendre en charge.

La définition des caractères féminins proposée par Antoine Favre (VS/PDC) est moins extrême, maintenant les femmes malgré tout dans la société des adultes. Mais ces attributions leur imposent des devoirs différents et complémentaires à ceux des hommes. « Non seulement la femme remplit un rôle social essentiellement différent de celui de l'homme. Elle possède aussi des qualités qui lui sont propres : puissance intuitive, tendance au concret, dévouement, sens des proportions et de l'harmonie, faculté d'adaptation aux circonstances les plus diverses. La femme est la conscience morale de la société¹⁰⁸ ». Il propose un droit de vote limité à l'éligibilité dans les domaines où les femmes disposent de capacités innées. Ce démocrate-chrétien valaisan est très attaché aux valeurs de la famille et semble soucieux de maintenir une différence claire entre les deux sexes, qui implique des tâches distinctes. D'ailleurs, il affirme sans ambages que l'activité des femmes ne doit pas doubler celle des hommes¹⁰⁹. Une confusion des sexes semble le préoccuper à laquelle il répond par une assertion dont la légitimité est proportionnelle à sa diffusion. Ainsi, Antoine Favre (VS/PDC) écrit : « Mais l'homme est plus citoyen que la femme, il est plus naturellement porté à se soucier des intérêts généraux. La femme est plus personnelle, parce qu'elle est plus sentiment¹¹⁰ ». La conviction d'Antoine Favre renvoie à l'idée selon laquelle l'Etat et son administration sont résolument de caractère masculin, ce qui en exclut les femmes. Elle génère également la représentation des deux sphères sexuées séparées, les affaires extérieures et les affaires intérieures, prises en charge de façon exclusive, la première par les hommes, la seconde par les femmes. L'opinion d'Antoine Favre est répandue dès l'instauration du système démocratique et se voit conforter tout au long du XIX^e siècle comme le confirme les

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 531. Bien que cette considération puisse paraître choquante, un certain courant féministe, appelé les éco-féministes, revendiquent la similitude entre les femmes et les animaux, notamment dans leur souffrance en tant que victimes des hommes dans le système patriarcal. « La différence entre la femme et l'animal n'est que de degré, alors qu'elle est de nature entre elle et l'homme ». Elisabeth Badinter rappelle que les sociobiologistes ont le même discours dans la mesure où ils « peuvent comparer une abeille et une femme, mais pas un homme et une femme » ! (XY. *De l'identité masculine*, op. cit., resp. pp. 47 et 48).

¹⁰⁸ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 527.

¹⁰⁹ Cette conviction peut être interprétée comme une crainte de concurrence entre les sexes, et soulève « la question de la rivalité entre les sexes, au cas où ils auraient les mêmes occupations et les mêmes fonctions », Geneviève Fraisse, *Les femmes et leur histoire*, Paris 2010, p. 162. D'autant plus que « la rivalité est nuisible aux relations entre les sexes » (Geneviève Fraisse, *Muse de la raison*, op. cit., p. 199). Pour que les relations entre femmes et hommes soient possibles, elles doivent rester hiérarchisées.

¹¹⁰ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 527. Gerda Stocker-Meyer surenchère : « L'homme agit selon sa raison, la femme selon sa sensibilité ; c'est pourquoi elle n'a pas le sens politique » (Gerda Stocker-Meyer, *Suffrage féminin : deux douzaines d'objections ... et ma réponse*, publié par la Communauté de travail des associations féminines pour les droits politiques de la femme, adaptation d'une brochure éditée par le Comité d'action pour la collaboration de la femme dans les affaires communales, Berne/Zurich, Hiver 1970, p. 10).

propos de juriste de Johann Jakob [sic] Bluntschli (1808-1881) : « Der Staat ist seinem Wesen nach von so entschieden männlichem Charakter, dass die Frauen nur einen mittelbaren Anteil an ihm haben können. Die Bestimmung der Frau weist sie nicht auf das öffentliche Leben der Politik hin, und ihre natürlichen Eigenschaften befähigen sie nicht, weder im Frieden noch im Kriege, für die schweren Aufgaben des Staates... Das Weib ist ausgeschlossen von der mittelbaren Teilnahme an der öffentlichen politischen Tätigkeit der Männer... Diese Regel ist allen Völkern und allen Ständen gemeinsam¹¹¹ ». Dans la tradition démocratique, confirmée par la biologie, la nature détermine les caractères nécessaires pour effectuer certaines tâches, ce qui est encore une fois confirmée par les coutumes. Ici, nature et coutumes sont alliées pour justifier et appliquer une exclusion qui semble opposée à la lettre même de la démocratie. Antoine Favre (VS/PDC) établit, en outre, un lien entre « être plus sentiment » et « être plus personnel ». Là aussi, il attribue aux femmes une plus grande sentimentalité, sans pourtant en définir sa provenance. Il en déduit un individu plus personnel, soit plus replié sur lui-même, soit plus préoccupé par lui-même, par conséquent, incapable de se préoccuper de problèmes généraux de la communauté et tout pétri de son soi, naturalisé et incorporé, sans aucune possibilité d'abstraction. Selon les dires d'Antoine Favre, l'homme est moins sentimental, donc moins personnel, par conséquent, plus abstrait et universel.

Joseph Piller (VS/PDC) abonde en ce sens et accentue la stricte dichotomie des capacités selon les sexes, conviction qui adhère parfaitement à l'idéologie bourgeoise. « Si d'une façon plus générale, je me demande quelle est la part de la femme et la part de l'homme dans l'œuvre de la civilisation, je souscris à l'opinion que j'ai trouvé exprimée dans un rapport et selon laquelle il y a un perfectionnement relevant de la raison raisonnante et qui se traduit dans des créations objectives telles que la technique, les sciences, le droit, la philosophie et, dans une certaine mesure aussi, l'art. Ceci est l'apport de l'homme. Mais il y a dans cette œuvre encore un perfectionnement qui relève du cœur ; ce sont les mœurs, la fraternité, la charité, la conservation et l'ennoblissement des formes de la vie. Ceci est la part de la femme¹¹² ». Cette répartition suit de près la ligne de fracture caractérisée par la raison et le sentiment, l'un étant résolument masculin, l'autre féminin, et dont les intersections apparaissent comme des exceptions, mais ne

¹¹¹ *Allgemeines Staatsrecht*, I, p. 157, cité par Alfred Clausen (VS/PDC), *BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 379.

¹¹² *Ibid.*, pp. 387 et 388.

peuvent ni ne doivent jamais devenir la règle¹¹³. D'ailleurs, pour le démocrate-chrétien fribourgeois, le potentiel naturel des femmes à enfanter induit ses caractères ; par conséquent, une fois encore, il paraît difficile d'y échapper, comme si la nature des femmes était irrépressible et immuable, la seule qu'on ne puisse ou ne veuille pas dompter et dépasser. Comme point d'orgue à cette conviction dichotomique, il assure que « s'il fallait assigner une primauté à l'un des deux facteurs, je dirais – et je dis – que cette primauté revient à la femme¹¹⁴ ». Cette indécatesse peine à consoler au milieu du XX^e siècle où les femmes ont déjà largement transgressé cette stricte répartition des tâches et empiété sur le champ réservé aux hommes. Et justement, l'affirmation de Joseph Piller (FR/PDC) agit comme un chant incantatoire qui cherche à réaffirmer un idéal et à convaincre les femmes elles-mêmes de se battre contre une évolution inexorable, contre la voie qui mène à une assimilation des deux sexes, contre cette confusion angoissante. D'où toute la difficulté des femmes à se rebeller et à s'opposer, qui induit le doute et la peur. Son compatriote cantonal et partisan, Alfred Clausen (VS/PDC), qui partage cette vision dichotomique, insiste sur le fait que c'est bien la nature elle-même qui a voulu cette distinction, et qu'elle n'émane pas d'une quelconque infériorité ontologique des femmes¹¹⁵. Par conséquent, les femmes, dignes et détenant une même capacité raisonnante que les hommes, peuvent et doivent elles aussi reconnaître la puissance du donné naturel. Il ne s'agit plus de femmes assommées par leur nature, mais de femmes conscientes, responsables et respectueuses d'une réalité inaltérable¹¹⁶.

¹¹³ Geneviève Fraisse met bien en évidence la problématique de la règle et l'exception. Venant des femmes, celle-ci est acceptée, voire admirée dans la mesure où elle confirme celle-là (masculine). Fréquente sous l'Ancien Régime, l'exception ne peut plus être tolérée dans une société démocratique où elle devrait être la règle. « Le XIX^e siècle fera tout pour maintenir l'exception dans sa fonction ancienne ; l'exception ne doit pas être exemplaire » (*Muse de la raison, op. cit.*, p. 330).

¹¹⁴ BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 388.

¹¹⁵ « Von vorneherein möchten die Mitglieder der Kommissionsminderheit die Erklärung abgeben, dass sie nicht zur Gruppe jener Leute gehören, die den Frauen das Stimmrecht deshalb vorenthalten wollen, weil etwa die Frauen intellektuell dem Manne nicht gewachsen wären und weil der Frau, wie etwa behauptet wird, Mangel an logischem Denken vorgeworfen werden könnte. Selbstverständlich betrachten wir die Frau als dem Manne in geistiger Hinsicht ebenbürtig » (*Ibid.*, p. 375).

¹¹⁶ La difficulté pour les féministes, poussées à bout, est de trouver une réaction adéquate, et elles aboutissent souvent à des extrémismes malheureux. Certaines, comme les féministes universalistes, en viennent à dénigrer leur potentiel naturel, car instrumentalisé, pour prôner une absolue similitude entre les sexes. D'autres, comme les sociobiologues ou les féministes différencialistes exacerbent un essentialisme biologique où « tout est inscrit à l'avance, sans possibilité de changements ou de création. Prisonniers d'un schéma prédéterminé et même surdéterminé, homme et femme se retrouvent condamnés à perpétuité à jouer les mêmes rôles » (Elisabeth Badinter, *XY. De l'identité masculine, op. cit.*, pp. 44 et 48).

Deux partisans du suffrage féminin abordent les caractères féminins sans les inférer de la nature des femmes. Tous deux constatent des différences. Pour Albert Malche (GE/PLR), femmes et hommes sont « dissemblables et égaux ». Quant à Kurt Schoch (SH/PLR), il estime que femmes et hommes réfléchissent et pensent de façon différente. Et si, comme le soutiennent les adversaires, les femmes se laissent trop guidées par le cœur et le sentiment, qu'à cela ne tienne. « Aber ich glaube, es würde unserem öffentlichen Leben nicht schaden, wenn hier gelegentlich einmal das Herz etwas mehr zum Recht käme und nicht immer nur der berechnende Verstand¹¹⁷ ». Albert Malche rappelle, tout de même, qu'en confiant l'éducation des enfants aux femmes, elles jouissent de certaines qualités d'intelligence. Par ailleurs, tout en reconnaissant une forte influence des femmes sur les hommes, même sans droit de vote, les hommes semblent craindre une autre ou une plus forte influence encore, si cela était possible. Or, Albert Malche désamorce cette crainte¹¹⁸. Quoi qu'il en soit, les paroles d'Albert Malche insinuent un doute sur l'autonomie intellectuelle des hommes et leur capacité à gérer leurs émotions, et sur leur suggestibilité, travers traditionnellement attribués aux femmes.

Les discours d'Eugen Bircher (AG/UDC), d'Antoine Favre (VS/PDC) et d'Alfred Clausen (VS/PDC), trois représentants de partis de droite, qui induisent les caractères directement de la nature afin de refuser aux femmes l'intégration entière en politique, contiennent une rhétorique d'une sincérité désarmante et parfois offusquante. Dans la suite des débats, les langues se nouent, les convictions, qui paraissent désobligeantes, se terrent au plus profond de la personne, et les caractères, déduits directement de la nature, disparaissent. Ces opinions demeurent cependant ; elles n'osent simplement plus être dites publiquement. Le résultat de la votation de 1959 en est une preuve éloquente. Cette transition démontre le passage des arguments de la légitimité à l'illégitimité, du déplacement du seuil de tolérance et du dicible au Parlement, sans pour autant induire une modification des représentations de la féminité et de la masculinité¹¹⁹. Alors que le Parlement demeure longtemps réfractaire au suffrage féminin, représentant ainsi l'opinion générale de la population, il y adhère à la fin des années 1950. Les citoyens, cependant, le repoussent lors du premier scrutin, ce qui tend à démontrer la mauvaise

¹¹⁷ Kurt Schoch (SH/PLR), *BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 393.

¹¹⁸ « Mais ils ne seront ni plus parfaits ni plus imparfaits dans leurs décisions lorsque les femmes leur apporteront le concours de leur bon sens, de leur intelligence, de leur patriotisme dans les consultations populaires et dans l'administration de la chose publique. Et, au moins, nous aurons mis fin à un privilège » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 390).

¹¹⁹ Il est également à prendre en compte que les parlementaires se succèdent, les uns disparaissant, d'autres faisant leur entrée au Parlement. Un changement de génération explique également la transformation de la réceptivité des arguments.

volonté en faveur d'une remise en question des relations entre les sexes et des représentations de la féminité et de la masculinité.

5.2.3 Les débats de 1957 et 1958

Dans les débats du Conseil des Etats en 1957, l'attribution des caractères sont indirectement déduits de la nature, en ce sens qu'elle se cristallise sur la potentialité féminine à enfanter. Donc nature contraignante, il y a toujours, mais ce sont les euphémismes familiaux qui sont utilisés pour démontrer la place des femmes dans la société et leur tâche principale. Quant aux partisans du suffrage féminin, ils rejettent à l'unanimité les incapacités d'ordre caractériel, traditionnellement attribuées aux femmes, pour justifier leur exclusion des droits politiques.

Heinrich Heer (GL/Dém.) est désormais le seul à faire dépendre les caractères des femmes de la Création et de la nature qui la contraignent à s'adapter à un rôle et à des activités biologiquement définis. Comme dernier ressort, il démontre l'absence d'autodétermination des femmes dans leur relation conjugale. Elles ont la responsabilité d'intégrer et de pérenniser le lien conjugal. Elles deviennent responsables de ce lien qu'elles doivent aux hommes, lien duquel dépendent les hommes et la société dans son intégrité. Et pour Heinrich Heer, ce lien n'est envisageable que dans une complémentarité de deux êtres psychiquement distincts, selon l'ordre établi par la Création et la nature¹²⁰. Les caractères des femmes et des hommes découlent de la complémentarité spirituelle dans cette cellule originelle pour, finalement, irradier toute la société. Il s'agit donc bien d'une vision traditionnelle de pérennisation de l'acquis sans remise en question de l'équilibre des forces ni de la répartition des tâches.

Pour les partisans du suffrage féminin, bien que des différences existent bel et bien dans la considération et la résolution des problèmes, elles ne sont pas prohibitives. Ils s'évertuent, en outre, à désamorcer l'idée d'un quelconque empêchement pour les femmes de participer aux scrutins en raison de ces différences. D'ailleurs, pour l'Urinais Emil Wipfli (PDC), ce genre de considérations ne devrait même pas être thématiqué. Le sexe des électeurs n'a aucune incidence sur l'octroi des droits démocratiques¹²¹. Il rejoint, par un autre bout, l'idée défendue par Jean Gressot (BE/PDC), en 1958, selon laquelle il n'existe pas de critères identiques pour exclure

¹²⁰ «Eines wird man aber auch hier nicht übersehen dürfen, nämlich, dass die Ehe vor allem eine seelische Gemeinschaft sein soll, in der psychisch verschiedene Wesen sich zu ergänzen haben » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 403).

¹²¹ «Die Frage der politischen Urteilsfähigkeit der Frau sollten wir überhaupt nicht in die Waagschale werfen, da auch wir Männer sehr oft grosse Mühe haben, die sich stellenden Probleme zu erfassen » (*AFS*, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil des Etats, 8 juillet 1957, p. 15).

femmes et hommes considérés comme incapables de remplir leurs devoirs civiques, étant entendu que le sexe ne peut en représenter un. Par conséquent, femmes et hommes sont égaux devant la difficulté de se forger une opinion. Le sexe de l'électeur ne représente aucun argument pertinent dans cette question¹²². Hans-Peter Tschudi (BS/PSS) abonde en ce sens : « Die intellektuellen Fähigkeiten und die charakterlichen Eigenschaften, die für die Mitarbeit in der Demokratie erforderlich sind, stehen in keiner Weise im Zusammenhang mit dem Geschlecht des Bürgers¹²³ ». Il reconnaît aux femmes une capacité de jugement et une conscience des responsabilités tout aussi développées que chez les hommes. Ernst Vaterlaus (ZH/PLR) ajoute que, selon son expérience, il n'existe pas de grande différence entre femmes et hommes dans leur capacité à penser de façon logique, qui est un grief fortement invalidant reproché aux femmes¹²⁴. Même constatation faite par Erich Ullmann (TG/UDC) qui tourne en dérision les capacités raisonnantes des politiciens. « Übrigens wäre es auch kein Schaden, wenn ab und zu auch männliche Politiker etwas mehr mit dem Herzen Politik treiben würden als immer nur mit ihrem sogenannten klaren Verstand (Heiterkeit)¹²⁵ ». Il appelle plus de cœur, donc de sentiment de type féminin, apporté par les femmes, et peut-être aussi par les hommes eux-mêmes.

Bien que tous les conseillers d'Etats reconnaissent des différences entre femmes et hommes dans le processus d'abstraction, la comparaison n'est plus utilisée dans la mesure où le statut de l'homme comme point de repère absolu a disparu. La comparaison est devenue impossible, non pas parce que femmes et hommes sont identiques, mais parce qu'un certain nombre de conseillers a reconnu l'inutilité et l'absurdité de comparer l'incomparable. Donc plus d'échelle de valeur, mais reconnaissance d'une appréhension différente des mêmes valeurs. Il y a un véritable déplacement de l'accueil de l'argument : les caractères différents ne sont plus invalidants, mais complémentaires, et ressentis comme essentiels. Il s'agit d'un premier pas vers

¹²² Les interprétations prohibitives issues des préjugés naturels paraissent à Ernst Vaterlaus (ZH/PLR) déplacées dans ces débats. « Die Ablehnung des Frauenstimmrechtes wird auch damit begründet, dass ihr ausser der Berufung auch die nötige Begabung zu dieser Aufgabe fehle ; es werden ihr politische Tugenden und politische Fähigkeiten abgesprochen. Es ist sicher richtig, dass es gewisse Unterschiede im Denken und Urteilen zwischen Mann und Frau gibt, die man als typisch, das heisst dem Geschlecht verbunden, ansprechen darf und muss. Daraus darf aber nicht der Schluss gezogen werden, die Frau sei politisch unbegabt oder unfähig. Dieses Urteil ist unhaltbar » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 391).

¹²³ *Ibid.*, p. 398.

¹²⁴ « Aus meinen Erfahrungen kann ich sagen, dass inbezug [sic] auf die Logik zwischen Mann und Frau gar kein grosser Unterschied besteht » (*AFS*, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil des Etats, 8 juillet 1957, p. 17).

¹²⁵ *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 400.

l'acceptation de l'exception dans les rapports démocratiques et d'un glissement vers l'illégitimité de l'argument de la différence rédhibitoire.

Dans les débats du Conseil national, trois parlementaires utilisent les caractères féminins pour justifier leur exclusion des droits politiques. Karl Wick (LU/PDC) est un des opposants les plus acharnés du suffrage féminin dans les débats de l'année 1958. Il déduit implicitement les caractères de la potentialité des femmes à la maternité. Comme il en ressort des extraits cités plus haut, pour lui, les femmes sont avant tout mères, et leur féminité est l'expression de cette maternité. Ce n'est que dans cette sphère particulière que l'expression féminine est vraie et que les hommes peuvent entendre et comprendre leurs paroles. D'où, également, l'expression d'une différence insurmontable entre femmes et hommes puisque ceux-ci ne peuvent pas connaître le langage de la maternité, ni les comportements ni les pensées qui en découlent ; il n'existe pas de langage humainement neutre. Dans cette interprétation, les hommes ne s'adressent et n'écoutent les femmes dans une prédisposition spirituelle qui ne parvient à les considérer que comme mères ou mères potentielles¹²⁶. L'opinion d'Alois Grendelmeier (ZH/AdI.), à ce propos, se situe à l'extrême opposé. « Wir alle – Männer oder Frauen – sind auf diese Welt gesetzt als Menschen und müssen beide als Menschen das Recht haben, unser Dasein gemeinsam zu regeln. Es kann nun doch niemals so gehalten werden, dass man eine Unterscheidung nur im Hinblick auf Rock und Hosen zu machen. Wenn wir es so tun, so handeln wir ungerecht¹²⁷ ». Particularisme contre universalisme, l'adhésion à l'un ou l'autre modèle de représentations contradictoires situent les parlementaires sur l'échiquier politique. Jean Gressot (BE/PDC) estime que « du point de vue de l'homme, on la [la femme] considère trop souvent comme une sorte de machine à faire des enfants et les élever, ou, si vous préférez, comme une sorte de meuble qui est devenu immeuble par destination et, par conséquent, est immuable dans son foyer¹²⁸ ». Cette représentation d'architecture intérieure illustre bien la construction bâtie par les hommes, statique et solide, dans laquelle les femmes constituent le mobilier intérieur, versatile et instable. D'où la nécessité d'une structure solide qui les entoure et l'impossibilité d'imaginer une concurrence et une quelconque équité générale. D'ailleurs, Karl Wick (LU/PDC) soutient fermement que l'être humain est toujours ou femme ou homme, et jamais neutre ou les deux à la fois. Il soutient ainsi que les femmes doivent participer à la formation législative du pays, mais à leur façon, c'est-à-dire de

¹²⁶ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, pp. 265 et 266.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 272.

¹²⁸ BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 288.

façon féminine, donc maternelle¹²⁹. Et c'est aux hommes de leur offrir cette possibilité, essentielle tant pour l'épanouissement des femmes que pour celui de la nation. L'agrarien bernois, Werner Meister, utilise un autre stratagème pour expliciter les caractères féminins : il donne la parole aux femmes qui exprime mieux que tout autre la vocation profonde des femmes. Il décrit une femme dont les plus belles heures consistent à se rendre à l'hôpital avec un sac rempli de cadeaux qu'elle offre aux malades et aux convalescents. Il ne peut s'empêcher de mettre en évidence que, outre ces personnes, cette action rend service à la communauté qui profite et délègue volontiers ces actions de bienfaisance désintéressées et bénévoles. Lors de la campagne de votation sur le suffrage féminin « par le bas », Werner Meister (BE/UDC) reproduit un entretien que cette femme a eu avec un inconnu. « Wie ist Ihre Auffassung, wollen Sie das Frauenstimmrecht? » da erklärte sie konsequent und kurz : « Um Gottes Willen nicht, nur das nicht ! Es genügt, dass schon mein Mann politisiert. Ihr Männer, lasst uns Frauen unsere Zeit für etwas Besseres und Schöneres !¹³⁰ ». Opinion largement répandue selon laquelle l'activité politique est une chose sale dont l'exercice corrompt, mais surtout, Werner Meister (BE/UDC) estime que c'était un cri du cœur. Donc très féminin (c'est encore une vraie femme) et pur (elle n'est pas corrompue par l'attrait d'une égalité illusoire et défend les valeurs sexuées traditionnelles). Rudolf Gnägi (BE/UDC) cite le texte du Message du Conseil fédéral qui aborde les différentes façons de penser et de juger qui caractérisent les femmes et les hommes¹³¹. L'objectivité et la neutralité avec lesquelles le Conseil fédéral a tenté d'appréhender ce problème dans son exhaustivité, permet aux opposants du suffrage féminin d'user de certains passages, sans s'engager personnellement, pour aboutir à des conclusions contraires à celles du Conseil fédéral.

Les partisans en font tout autant, dans la perspective défendue par le Conseil fédéral, cependant. Tel Charles Primborgne (GE/PDC), rapporteur de la majorité, qui fustige du même coup la tendance à la généralisation dans la reconnaissance de l'incompréhension et de l'incompétence des femmes en matière politique¹³². Walther Bringolf (SH/PC), rapporteur germanique de la majorité, relève, lui aussi, les paroles des opposants sur les incapacités

¹²⁹ « Die Frau soll aber in erster Linie frauliche und mütterliche Wesensart zum Ausdruck bringen » (AFS, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil national, 4 novembre 1957, p. 7).

¹³⁰ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 281.

¹³¹ « Auf Seite 105 der Botschaft gibt im übrigen der Bundesrat selber zu, dass « die Art des Denkens und Urteilens bei der Frau nicht gleich ist wie beim Manne. Ihr Denken ist im allgemeinen mehr auf das Persönliche als das Sachliche eingestellt und mehr vom Gefühl beeinflusst » » (AFS, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil national, 4 novembre 1957, p. 12). Il se répète en séance du Conseil, BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 268.

¹³² *Ibid.*, p. 260.

psychiques des femmes pour l'activité politique et met en évidence l'illogisme des caractères induits de la nature, pratique qui n'adhère à plus aucune théorie scientifique sérieuse. « Moderne Erkenntnisse teilen mit, dass es nicht auf das absolute Gewicht des Gehirns ankommt, wenn der Grad der Intelligenz, der logischen Handlungsfähigkeit und der Vernunft gemessen werden soll¹³³ ». Cet exemple démontre que le processus d'illégitimité des arguments repose également sur les références qui sont à leur origine. Le cas de Jean Gressot (BE/PDC) est édifiant : alors qu'en 1945 il s'était exprimé en faveur d'une stricte division du travail entre les sexes, et une répartition des tâches politiques basée sur les différences de nature entre femmes et hommes¹³⁴, en 1958, il aboutit à une autre réflexion. Bien sûr, femmes et hommes ont une activité psychique différente, mais, au lieu de suggérer une limitation des droits, il en conclut, au contraire, que cette différence est essentielle à la politique. « Si l'on s'accorde à reconnaître que la femme est moins que l'homme tournée vers la spéculation, vers l'abstraction, on ne lui conteste pas un sens pratique plus sûr, une meilleure adaptation aux choses concrètes. Or, c'est bien ce sens qui est le plus utile en politique. Pour juger des problèmes civiques, le point de vue féminin apporterait un complément non négligeable à celui de l'homme¹³⁵ ». Vision complémentaire, mais néanmoins égalitaire dans l'attribution des droits civiques. Finalement, le conseiller fédéral Markus Feldmann (BE/UDC) pose une question fondamentale : « [...] Ich weiss wohl: Gott hat Mann und Frau verschieden geschaffen ; der eine Teil soll den andern ergänzen. Die Frau ist Gemüt, Gefühl, Hingabe, Aufopferung, stille Arbeit, Menschenliebe. Der Mann ist Kraft, Verstand, Initiative, Mut und Herrschertrieb. Warum sollten aber bei dem Manne diese Eigenschaften das politische Recht begründen, während bei der Frau die genannten Eigenschaften das gleiche Recht ausschliesst ?¹³⁶ ». Il remet en cause des acquis intellectuels et philosophiques intéressés qui fondent la pensée politique. Les conséquences sont, non seulement, une problématisation de l'activité politique, de la façon dont elle est faite, mais aussi, des capacités requises pour faire de la politique. Bien que les caractères soient attribués de façon traditionnelle, Markus Feldmann n'exclut plus l'autre partie de l'activité politique au nom de critères sexués. Il laisse même entendre, au contraire, que les qualités de cet Autre sont tout aussi favorables à l'activité politique. Le pas suivant est la valorisation égale des caractères de l'Un et de l'Autre et, peut-être, sa reconnaissance dans une et même personne.

¹³³ *Ibid.*, p. 256.

¹³⁴ BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 736.

¹³⁵ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 289.

¹³⁶ BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 301.

5.2.4 Les débats de 1966

Les débats des années 1950 représentent une charnière dans l'histoire politique du suffrage féminin. Alors que les expressions utilisées témoignent encore d'une verueur rafraîchissante, les paroles s'apaisent, les voix se tarissent, sans pour autant convaincre. Dans la séance du Conseil des Etats, en 1966, suite à la motion d'Henri Schmitt (GE/PLR), le conseiller fédéral Ludwig von Moos (OW/PDC) exprime laconiquement que la différence de sexe a perdu de son importance¹³⁷. Le sexe n'est donc plus un argument pertinent pour exclure les femmes du suffrage féminin ; plus de sexe, mais encore des caractères. Et ces caractères provoquent des comportements qui, pour Gotthard Odermatt (NW/PDC), rendent les femmes, celles qui revendiquent le suffrage féminin, encore immatures pour celui-ci. Il ne semble pas apprécier que les femmes disent ce qu'elles pensent et émettent un avis qui peut contrevenir aux décisions gouvernementales ou simplement aux intérêts masculins¹³⁸. Dès que les femmes parlent en public et expriment leur avis, elles déplaisent et effraient, car elles outrepassent le cadre que les hommes leur ont imparti. De plus, comme elles revendiquent pour elles-mêmes, le danger existe qu'elles soient considérées comme des particularistes, dont les agissements et les pensées vont à l'encontre des intérêts de la communauté, et, par ce biais, les rendent inaptes au consensus. Antoine Favre (VS/PDC) témoigne de cette crainte en 1951. « Le citoyen – [...] – n'a le droit de se servir de son suffrage que pour l'intérêt général. Si la femme doit obtenir le droit de vote, ce n'est pas pour qu'elle l'utilise à des fins particulières, c'est pour le mettre au service de la communauté¹³⁹ ». Alors que beaucoup attendent des femmes qu'elles se sacrifient aux autres et prennent de leur temps pour s'occuper des besoins de la communauté, ils exigent d'elles une abnégation totale envers leurs propres volontés et désirs. Il s'agit donc ignorance intéressée de leur individualité par les hommes et d'une intériorisation par les femmes de cette attente qu'elles considèrent comme leur façon féminine de participer au bien commun. Evidemment, d'aucuns diraient que c'est pour le bien de la communauté, cette entité traditionnelle que l'évolution de la société fait trembler.

¹³⁷ AFS, E 1070, 1974/32, vol. 146, G-09362, protocole de la Commission du Conseil des Etats, 13 septembre 1966, p. 2.

¹³⁸ « Das sind einige Beispiele, die zeigen, dass die geistige Einstellung bei vielen das Stimmrecht begehrenden Frauen noch nicht die erforderliche staatsbürgerliche Reife und Konzilianz erreicht hat » (BSOAF, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 264).

¹³⁹ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 527.

5.2.5 Les débats de 1970

Les caractères féminins apparaissent, en 1970, comme un enrichissement pour la politique. Les orateurs qui s'y réfèrent, font l'éloge de ceux-ci et sont tous partisans du suffrage féminin ; ils soulignent fortement l'aspect complémentaire des femmes et assurent que leur insertion ne les fera pas dévier de leur « vocation fondamentale »¹⁴⁰. Ce n'est désormais plus une contrainte naturelle, mais une disposition et un goût prononcé pour certaines activités pour lesquelles les femmes auraient désormais opté librement. Discours démagogique qui fait disparaître la contrainte implicite¹⁴¹. Marius Lampert, démocrate-chrétien valaisan, estime qu'il faut « rejeter l'opinion encore largement répandue selon laquelle l'intelligence et la maturité politique de l'homme s'opposeraient à l'inaptitude politique de la femme »¹⁴². Evidemment, « son action est moins spectaculaire que celle de l'homme parce qu'elle se confine presque toujours dans l'humilité, mais elle n'en est pas moins efficiente sur le plan de la défense des intérêts de la communauté sociale ». Caractères propres aux femmes qui sont considérés comme des qualités comme celles de cœur et de bon sens¹⁴³. Eric Choisy (GE/PLS) peut se targuer de l'expérience genevoise. Il confirme le bon sens des femmes et leur attribue même la qualité de pondération, contrairement aux comportements inadéquats relevés par Gotthard Odermatt (NW/PDC) quatre ans plus tôt. Ce libéral estime qu'il n'est pas certain que les femmes ne se laissent pas emporter par leurs sentiments, mais même si c'était le cas, « serait-ce un mal alors qu'on sait bien que les mobiles secrets de l'électorat masculin ne sont pas toujours ceux qu'invoquent les partis¹⁴⁴ ». Aveu que les votes masculins ne sont pas toujours dénués d'intérêts particuliers et que, par conséquent, les hommes se laissent aussi parfois emportés par leurs passions et leurs émotions. Pour le démocrate-chrétien fribourgeois, Gustave-Laurent Roulin, la femme possède un don, « celui de l'intuition, et notre société en a un urgent besoin¹⁴⁵ ». Les femmes ont des valeurs « complémentaires, indispensables et irremplaçables » qui doivent trouver leur expression dans la société contemporaine. Alors que beaucoup expriment leur peur

¹⁴⁰ Marius Lampert (VS/PDC), *BSOAF*, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 271.

¹⁴¹ Bettina Heintz et Claudia Honegger mettent bien en évidence l'incorporation par les femmes bourgeoises du nouvel idéal de la féminité au XIX^e siècle dont elles énumèrent plusieurs causes : « la libération des lourds travaux physiques, la reconnaissance sociale comme mères, le manque d'alternatives et la possibilité d'instrumentalisation du stéréotype de la féminité pour atteindre des buts personnels » (« Zum Strukturwandel weiblicher Widerstandsformen im 19. Jahrhundert », in : Claudia Honegger et Bettina Heintz, *Listen der Ohnmacht. Zur Sozialgeschichte weiblicher Widerstandsformen*, Frankfurt a/M. 1984, pp. 7-68, ici p. 63). Interprété par nous.

¹⁴² *BSOAF*, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 270.

¹⁴³ *Ibid.*

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 272.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 275.

de voir les femmes corrompues et perverses par l'activité politique, le Fribourgeois est, au contraire, certain qu'elles garderont leur caractère. Ainsi, malgré l'évolution de la société et des humains qui la peuplent, les femmes ne changent pas¹⁴⁶. Retournement de situation époustouflant : alors qu'auparavant leurs caractères semblaient inadéquats à l'activité politique et que leur féminité courait le risque de se perdre au contact de la rugosité politique, maintenant, plus rien ne les en empêche, au contraire, et elles demeureront toujours l'âme du foyer. « Cela n'empêchera pas la femme de rester le cœur de la famille, la gardienne du foyer, celle qui préserve la cellule indispensable au maintien de la société¹⁴⁷ ». Ultime apaisement des esprits face à un avenir inexorable et incertain.

Quoi qu'il arrive, quoi qu'elles fassent et où qu'elles aillent, les femmes restent femmes, mais plus à leur détriment. Désormais, elles osent être femmes en politique aussi. Tel est du moins l'espoir des hommes et une promesse de leur part de leur y laisser de la place et de les écouter¹⁴⁸.

Ce vœu, pour être exaucé, doit, néanmoins, surmonter la cristallisation d'une localisation sexuée dans l'espace sociale, reflet de l'espace mental.

5.3 La répartition sexuée des lieux et des tâches

La détermination de deux sphères sexuelles distinctes prend naissance à la fin du XVIII^e siècle et s'impose dans la société industrielle européenne dès le milieu du XIX^e siècle. Sous l'Ancien Régime, femmes et hommes qui travaillaient, le faisaient généralement en commun, à la ferme, à la boutique, au marché. Même si les tâches comportaient déjà une certaine répartition sexuée, femmes et hommes travaillaient côte à côte, le travail de l'une et de l'autre étant tout aussi vital pour la survie du commerce et du ménage. Barbara Duden définit cette coresponsabilité comme l'« économie de la maisonnée¹⁴⁹ ». Dans ce système proto-industriel (Verlagsystem), les femmes travaillaient tout aussi durement que les hommes ; leur travail était

¹⁴⁶ « [...] ; elle apportera dans les affaires publiques son tact, sa douceur, son instinct maternel face à la rigidité de l'administration » (*Ibid.*).

¹⁴⁷ *Ibid.*

¹⁴⁸ C'est l'espoir de Franz-Xaver Leu (LU/PDC) qui attribue aux femmes un esprit responsable, à qui l'on peut faire confiance et qui sont dévouées. « Gerade auch diese Frauen sollen im Volke durch ihr Stimmrecht zur Geltung kommen » (*Ibid.*, p. 276).

¹⁴⁹ « Ökonomie des « ganzen Hauses ». [...] In der Arbeitsaufteilung der « alten Gesellschaft » brachte die Arbeit der Frau tatsächlich eine fast gleichberechtigte soziale Stellung ein, denn diese Arbeit war nicht auf das Haus und die Familie beschränkt, sondern trug unmittelbar zur Ernährung in der gemeinsamen Wirtschaft bei » (« Das schöne Eigentum. Zur Herausbildung des bürgerlichen Frauenbildes an der Wende vom 18. zum 19. Jahrhundert », in : *Kursbuch*, 47, März 1977, *loc. cit.*, p. 130).

reconnu et valorisé à l'égal de celui des hommes. « Die Frau hat keinen besonderen « Geschlechtscharakter », das heisst, ihre Sozialisation erfordert keine besondere psychische Zurichtung¹⁵⁰ ». Karin Hausen établit les différents liens concomitants entre le passage de la société d'Ancien Régime à la société industrielle, du principe de la répartition de la société d'états à la définition de caractères individuels, de l'autorité partagée entre mère et père à la définition de caractères sexués¹⁵¹. La nouvelle société industrielle contraint les hommes à trouver une occupation professionnelle principalement à l'extérieur de la maison, alors que les femmes sont désormais confinées à l'intérieur du foyer. Cette répartition sexuée des sphères correspond également et parallèlement à un des dogmes de la nouvelle bourgeoisie : aux hommes incombent les activités économiques et professionnelles, ainsi que l'entretien pécuniaire de la famille, aux femmes les charges de l'entretien du foyer et de l'éducation des enfants¹⁵². Albert Tanner caractérise la Suisse du XIX^e siècle comme un pays fortement imprégné par la bourgeoisie. La prégnance d'une industrialisation précoce, une politique dominée par des principes libéraux-radicaux et un développement socioculturel selon les valeurs bourgeoises donnent à penser que la Suisse représente un idéaltype de la bourgeoisie¹⁵³. Les contraintes industrielles, couplées d'une vision politique démocratique et de réflexions philosophiques sur l'homme et la femme qui tendent à forcer le trait de la distinction sexuée, entraînent une séparation stricte entre les sexes, leurs activités et les espaces. L'homme est déclaré individu de raison, inséré dans le corps social, alors que la femme est définie comme être de nature, placée sous le contrôle de la communauté familiale¹⁵⁴. Et en tout premier lieu, il fallait définir la femme comme un être de nature voué à la reproduction de l'espèce, opposé à l'homme, être de culture et de raison, voué à la production. Ensuite, il fallait le faire croire. L'exercice a réussi avec un succès inespéré en considération de la prégnance et de la pérennité des idées véhiculées, et de la difficulté à les modifier. L'éducation sexuée, qui commence dans la famille, est une des pierres angulaires de la production et de la

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 131.

¹⁵¹ « Die Polarisierung der « Geschlechtscharaktere » - Eine Spiegelung der Dissoziation von Erwerbs- und Familienleben », in : Werner Conze (éd.), *Sozialgeschichte der Familie in der Neuzeit Europas*, Stuttgart 1976, pp. 363-393, ici pp. 370 et 371.

¹⁵² Répartition mise en évidence par Elisabeth Badinter, *XY. De l'identité masculine*, *op.cit.*, p. 134.

¹⁵³ « Ob soviel Bürgerlichkeit und bürgerlicher « Strukturdominanz » (Lepsius) ist man im europäischen Vergleich geneigt, die Schweiz entweder als « Sonderfall » oder aber fast als « Idealtypus » einer bürgerlichen Gesellschaft, eines bürgerlich beherrschten Staates zu erklären » (« Bürgertum und Bürgerlichkeit in der Schweiz. Die « Mittelklasse » an der Macht », in : Jürgen Kocka (éd.), *Bürgertum im 19. Jahrhundert. Deutschland im europäischen Vergleich*, Göttingen 1987, pp. 193-223, ici p. 194).

¹⁵⁴ Corinne et Martine Chaponnière mettent en évidence que la « communauté naturelle de la femme, contrairement à celle de l'homme, n'est ni politique, ni juridique, ni même simplement civile mais familiale, et familiale seulement » (*La Mixité des hommes et des femmes*, *op. cit.*, Gollion 2006, p. 48).

reproduction de ce système. « La stratégie éducatives du XIX^e siècle visait à limiter l'être femme à un être de nature et de morale qui ne pouvait en aucun cas, sous peine de cataclysme, s'enrichir d'un être de société et de politique¹⁵⁵ ». Suivant les préceptes de nature de Rousseau, les femmes reçoivent une éducation différente de celle des hommes, qui leur est toute relative¹⁵⁶. En effet, « l'idée qu'il fallait éduquer les femmes spécifiquement en vue de leurs futurs rôles de mère et d'épouse perdura peu ou prou jusqu'au milieu du XX^e siècle¹⁵⁷ ». Le terrain est préparé par une vaste littérature dédiée à la féminité et par les ouvrages des médecins-philosophes et les philosophes des XVIII^e et XIX^e siècles, qui répartissent le corps et l'esprit entre les femmes et les hommes. A leur façon particulière, ils mettent en évidence et valorisent des caractères sexués naturalisés strictement répartis entre femmes et hommes, tout en mettant en garde contre la transgression des valeurs unilatéralement attribuées. Simultanément, dès le début du XIX^e siècle, la sphère privée est valorisée dans la mesure où elle se voit attribuer un rôle primordial dans la construction et la pérennité de la nation¹⁵⁸. Cette distinction s'accompagne d'une délimitation plus nette que jamais entre sphère privée et sphère publique, ainsi que d'une immixtion croissante de l'Etat.

Ce système de répartition sexuée peut être représenté comme des cercles concentriques. Ceux-ci tirent leur justification et se réfèrent toujours au noyau originel, la nature, tout en produisant et justifiant à leur tour les cercles suivants. La nature détermine les caractères, les caractères induisent la répartition sexuée des tâches qui détermine la localisation spatiale. Ces maillons construisent finalement une véritable chaîne de causes à conséquences extrêmement logiques et irréfutables, dont chaque élément justifie et accentue tous ceux qui le précède et tous ceux qui lui succède. Le potentiel féminin à enfanter, déterminisme biologique, représente l'élément crucial et la prémisse à tous les maillons ultérieurs de la caractérisation de l'être

¹⁵⁵ Geneviève Fraisse, *Les Femmes et leur histoire*, Paris 2010, p. 520.

¹⁵⁶ « De la bonne constitution des mères dépend d'abord celle des enfants ; du soin des femmes dépend la première éducation des hommes ; des femmes dépendent encore leurs mœurs, leurs passions, leurs goûts, leurs plaisirs, leur bonheur même. Ainsi toute l'éducation des femmes doit être relative aux hommes. Leur plaire, leur être utiles, se faire aimer et honorer d'eux, les élever jeunes, les soigner grands, les conseiller, les consoler, leur rendre la vie agréable et douce : voilà les devoirs des femmes dans tous les temps, et ce qu'on doit leur apprendre dès leur enfance » (*Emile ou de l'éducation*, Classique Garnier 1951, p. 455).

¹⁵⁷ Corinne et Martine Chaponnière, *La Mixité des hommes et des femmes*, op. cit., p. 73.

¹⁵⁸ Yvonne Knibiehler estime qu'au début de la Révolution française, les hommes encourageaient les « femmes à se mobiliser au service de la Liberté et de la Nation en tant que « mères des générations futures. Ensuite, tout s'est renversé : elles ont été exclues de l'espace publique en raison de l'importance de leur fonction maternelle » (*Mémoires d'une féministe iconoclaste*, Paris 2007, p. 239).

féminin¹⁵⁹. L'expression euphémistique de ce système de représentation, « die Frau gehört ins Haus » ou « la femme au foyer », est un argument utilisé par les opposants au suffrage féminin, en dépit des contradictions évidentes de la réalité socioéconomique. Cette structure idéologique ne souffre, par ailleurs, d'aucune concession. Le lien réalisé entre « la femme au foyer » et l'absence de droits civiques est exclusif et étroit, en ce sens qu'il ne permet pas l'émergence de l'idée d' « une femme au foyer » jouissant de ses droits civiques. Contrairement aux femmes, les hommes ont accès à toutes les sphères. Ainsi, même si la sphère privée est attribuée aux femmes, les hommes sont omniprésents en tant que chef de famille, époux et père. Les hommes délèguent une partie des responsabilités, mais ne perdent pas le pouvoir. L'extrémisme et l'inflexibilité de ce système idéologique rigidifient les positions antagonistes et mènent plus sûrement une partie à l'échec. Cette façon de réfléchir et d'analyser le problème mène les débats hors du sujet mis en discussion. En effet, il n'est plus strictement question de suffrage féminin, mais de la place des femmes dans la société et des représentations de la féminité et de la masculinité. Dans la structure idéologique en vigueur, ces deux aspects sont inextricablement liés. Ils produisent ainsi de nombreuses digressions dont les tenants et aboutissants n'ont parfois plus qu'un lien extrêmement ténu avec le sujet. Les parlementaires en sont d'ailleurs conscients et appelle à la rigueur intellectuelle, afin d'éviter de trop longues expositions d'ordre personnel et émotionnel. Il est intéressant de constater que cette problématique est abondamment débattue jusqu'à la fin des années 1950. Par la suite, elle n'apparaît plus.

5.3.1 Les débats de 1945

Lors des premiers débats à l'issue de la guerre, deux adversaires du suffrage féminin abordent cet aspect de la question. Hans Schuler (SZ/BV) provoque une grande hilarité en invoquant la confusion et la subversion des rôles. « Wenn sie also Nationalrat wird, muss sie hier den Sitzungen beiwohnen. Dann müsste der Mann daheim kochen und die Kinder hüten (grosse Heiterkeit) oder wer müsste denn das tun ?¹⁶⁰ ». Cette provocation et cet appel à l'imaginaire fait encore rire, tellement la concrétisation de cette image absurde semble lointaine, voire impossible. La peur de la confusion des sexes et des rôles n'a pas encore prise sur les esprits alors occupés

¹⁵⁹ Comme le rappelle Françoise Héritier : « Les femmes sont dominées non pas parce qu'elles sont sexuellement des femmes, non parce qu'elles ont une anatomie différente, non parce qu'elles auraient naturellement des manières de penser et d'agir différentes de celles des hommes, non pas parce qu'elles seraient fragiles ou incapables, mais parce qu'elles ont le privilège de la fécondité et de la reproduction des mâles » (« Privilège de la féminité et domination masculine », in : *Esprit*, mars-avril, pp. 77-95, ici p. 90).

¹⁶⁰ BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 726.

par la nécessité d'un retour « à la normalité », à la restauration des us et coutumes d'avant. A ce propos, l'appel de Karl Wick (LU/PDC) est emblématique. « Der Ruf jedes ernsten Staatsmannes lautet heute: « Gebt uns wieder gute Mütter », aber nicht « Gebt uns das Frauenstimmrecht »¹⁶¹ ». L'heure est sérieuse ; elle n'est pas à des transformations hasardeuses et burlesques. L'écart entre les opposants et les partisans du suffrage féminin, en 1945, n'a jamais été aussi grand¹⁶². Alors que les premiers ne désirent qu'une reconsolidation des valeurs d'antan et qu'une restauration des structures sexuelles qui préexistaient à la guerre, les partisans estiment le moment idoine pour proposer des changements et introduire certaines innovations. Bien qu'il se garde de réaliser une catégorisation claire et surtout de répondre à sa question, Karl Wick (LU/PDC) demande malgré tout : « Welche sind die besten Frauen ?¹⁶³ ». Celles qui revendiquent le suffrage féminin ou celles qui demeurent silencieuses dans leurs attributions providentielles ? Evidemment, pour Karl Wick, la seconde solution est la meilleure¹⁶⁴. Ainsi, la question fondamentale est mal posée. Ce ne doit pas être le partage de la responsabilité civique et, par conséquent, le partage d'une parcelle d'autodétermination masculine qui doit être débattu. Non. « Die Frage soll daher nicht lauten: Wie kann die Frau in möglichst ausgiebigem Masse der Segnungen der Demokratie teilhaftig werden, sondern: Wie kann die Demokratie in möglichst ausgiebigem Masse der Segnungen der Mütterlichkeit und Fraulichkeit teilhaftig werden ?¹⁶⁵ ». Retournement de la question qui cimente l'identité et la confusion intéressée démocratie-homme. Il propose donc aux hommes de chercher les meilleurs moyens de maintenir les femmes dans leurs attributions féminines. En somme, la démocratie politique, les hommes, n'a pas besoin des femmes et elle en

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 728. Le Cercle des femmes contre le suffrage féminin abonde en ce sens : « Ce qu'il faut à notre pays, ce ne sont pas des femmes faisant de la politique, mais des mères physiquement et spirituellement [leibliche und geistige Mütter], qui contribuent à surmonter les sentiments de haine et de méfiance » (AFS, E 1070, 1969/10, Frauenstimmrecht, 1950-1951, vol. 48, G-05996, Schweizerischer Kreis gegen das Frauenstimmrecht, Berne, date du timbre postal [inexistant]). Interprété par nous.

¹⁶² Tel est l'avis de Werner Christen (NW/PDC) : « Ich bedaure, und mit mir viele Mitbürger und Mitbürgerinnen, dass in einer Zeit der allgemein zunehmenden politischen und wirtschaftlichen Spannung über unsere Grenzen hinaus die Öffentlichkeit mit dieser sicher nicht absolut notwendigen Vorlage belastet werden muss » (BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 400). Dans la même veine, mais dans un sens contraire, Aloys Copt (VS/PLR) regrette aussi la perte de temps : « Certes, il est regrettable que nous ayons dû et que nous devions encore dépenser tant de temps et tant d'énergie pour faire aboutir un postulat de simple justice démocratique, postulat qui, sur le plan de la raison, va de soi. [...] Oui, dis-je, on dépense tant de temps, d'argent et d'énergie alors que d'autres tâches extrêmement urgentes nous attendent » (BSOAF, Conseil national, 23 juin 1970, p. 449).

¹⁶³ BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 727. Le concept de « meilleures femmes » renvoie, par association d'idées, aux « litanies des antiféministes » des « vraies femmes » qui, selon Simone de Beauvoir, représente l'« esclave et [le] miroir du mâle » (*Le Deuxième sexe I*, p. 197).

¹⁶⁴ « Aber es darf doch gesagt werden – darauf hat auch Herr Bundespräsident hingewiesen – dass die stille anonyme Arbeit der Frauen auch für die Gestaltung des staatlichen und sozialen Lebens etwas unendlich Wichtigeres sein kann als ihre Tätigkeit an der Urne » (BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, pp. 726 et 727).

¹⁶⁵ *Ibid.*, p. 728.

sont exclues dans la mesure où Karl Wick en fait une entité extérieure aux femmes qui veille à leur bien-être. Par conséquent, les femmes demeurent passives et doivent attendre les bienfaits du couple démocratie-homme, relation pour le moins adultère. Ces deux exemples explicitent l'idée largement répandue de la répartition sexuelle des sphères, accentuée par les tendances de l'époque post-belliqueuse à un retour volontaire à une situation antérieure glorifiée. L'effort semble d'autant plus grand que les bouleversements entre les sexes, que l'époque belliqueuse a fait miroiter, effraient et présagent une transformation relationnelle en profondeur. Dans la mesure, cependant, où Josef Schuler (SZ/BV) parvient encore à en plaisanter, et où Karl Wick (LU/PDC) explicite si clairement la dissociation spatiale et attributaire entre femmes et hommes, tout en se sentant dans son bon droit et sans craindre le ridicule, la revendication du suffrage féminin semble appartenir encore fortement au domaine de l'imaginaire.

5.3.2 Les débats de 1951

Cette situation perdure encore largement au début des années 1950. Ernst Bärtschi (BE/PLR), favorable au suffrage féminin, affirme que cette représentation de la répartition sexuée des sphères d'activité est largement répandue dans la population¹⁶⁶. Les partisans du suffrage féminin abordent aussi le sujet, principalement pour en démontrer l'incurie et ils mettent en évidence la responsabilité masculine dans un état de fait social. La séparation des sphères est souvent illustrée par la substitution euphémistique de la maison par la famille, le contenu définissant le contenant et renvoyant à une représentation symbolique qui se passe d'explications extensives.

Les démocrates-chrétiens fribourgeois Joseph Ackermann et valaisan Antoine Favre mettent en évidence une différence fondamentale de fonction sociale entre les femmes et les hommes. Pour le premier, ce qu'il appelle « l'égalité de la femme n'est qu'une conception théorique et abstraite », est, par conséquent, inapplicable dans la réalité concrète de l'existence¹⁶⁷. Quant à Antoine Favre, il estime que la maternité « reste l'élément qui domine tout le problème¹⁶⁸ ». Si l'on y ajoute l'opinion de l'agrarien argovien, Eugen Bircher, selon laquelle la

¹⁶⁶ « Doch unverändert ist in der Volksseele die Auffassung verankert, dass im Hause die erste und wichtigste Pflicht des Weibes liegt, dass der grösste Dienst, den die Frau dem Vaterland leisten kann, darin besteht, dass sie ihm die Kinder schenkt und dass sie die Kinder erzieht, dass sie auch im Haus das Departement des Innern verwaltet » (BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 536).

¹⁶⁷ AFS, E 1070, 1969/10, vol. 48, G-05996, protocole de la Commission du Conseil national, 15 mars 1951, p. 21.

¹⁶⁸ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 527.

politisation des femmes mène à la misère et les détournent de leur devoir maternel¹⁶⁹, on arrive à la conclusion énoncée par Melchior Hefti (GL/Dém.) : « Doch auch die Frauen von heute müssen erkennen, welch unerhört wichtige Aufgabe sie in der Erziehung unseres Volkes haben, und dass ihnen somit keine Zeit zum Politisieren zur Verfügung steht¹⁷⁰ ». Le procédé rhétorique de Melchior Hefti s'apparente à une véritable reconversion et re-conviction, le retour aux sources naturelles des femmes elles-mêmes. L'argument de la femme entièrement obnubilée par son déterminisme naturel pour l'enfantement est remplacé par l'absence de temps nécessaire pour réaliser d'autres tâches que celles que la nature lui impose. Par un détour conceptuel, le but est le même, augmenté par une responsabilisation outrancière attribuée aux femmes pour le bien de la communauté. « Die primäre und erste Aufgabe der Frau ist die Pflege und Sorge für die Familie, die den Grundpfeiler der menschlichen Gesellschaft bildet. Die Sorge für das Blühen und Gedeihen der Familie nimmt die volle Aufmerksamkeit und Hingabe der Hausmutter in Anspruch¹⁷¹ ». Si désertion il y avait, la misère de la société serait annoncée, et les femmes en porteraient seules la responsabilité. Car évidemment, imaginer qu'une seule et même femme puisse travailler, s'occuper de sa famille et de son foyer, et voter, dépasse les capacités d'entendement¹⁷². Ainsi, de vastes cercles de personnes agissent « als ob die moderne Zeit gewissermassen einen neuen Frauentypus hervorgebracht hätte, eine Art superfeminines Wesen, das mit der Frau aus der guten alten Zeit, mit unsern Müttern und unsern Grossmüttern nichts mehr zu tun haben¹⁷³ ». Alfred Clausen (VS/PDC) relève que ce sont les femmes contre le suffrage féminin, elles-mêmes, qui stigmatisent l'émergence d'une femme d'un nouveau type et regrettent ces femmes du temps passé. Et effectivement, le Cercle des femmes contre le suffrage féminin s'érige contre cette idée. « Un des slogans de notre époque consiste à prétendre que les temps nouveaux ont créé une femme nouvelle. Mais ni la femme, ni ses tâches biologiques ne se sont modifiées ni ne changeront jamais¹⁷⁴ ». Il s'agit d'un stratagème de ce parlementaire qui se réfugie derrière les femmes pour justifier son opinion personnelle. Outre une certaine

¹⁶⁹ « Die Politisierung der Frauen führt zu der Verelendung, sie führt zu Korruption in ihrer gottgewollten Aufgabe der Mutterschaft » (*Ibid.*, p. 532).

¹⁷⁰ BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 383.

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 375.

¹⁷² Alfred Clausen (VS/PDC) : « Mit Recht betonen daher die Frauen, die das Stimmrecht ablehnen : « Eine Mutter braucht heute alle Kraft, um eine gesunde, den Einflüssen der Zeit trotzende Erziehung durchzuführen. Ist sie gar noch nebenbei berufstätig oder im Berufe des Mannes mitarbeitend, so sind ihre Kräfte bis an die Grenze der Leistungsfähigkeit beansprucht » » (*Ibid.*).

¹⁷³ *Ibid.*, p. 378.

¹⁷⁴ AFS, E 1070, 1969/10, Frauenstimmrecht, 1950-1951, vol. 48, G-05996, Schweizerischer Kreis gegen das Frauenstimmrecht, Berne, date du timbre postal [inexistant]. Interprété par nous.

déresponsabilisation, son regret de la disparition des femmes d'antan est bien perceptible. Même si le conditionnel est encore de mise, il n'en demeure pas moins que le spectre de ces super-femmes apparaît au grand jour. Il s'agit donc, comme le suggère Konrad Hess (ZG/PDC), de tout mettre en œuvre afin d'éviter le dévoiement de la société et des femmes. « Der ureigene Wirkungskreis der Frau ist in der Familie, in der Erziehung. [...] Wahren wir ruhig unsere schweizerische Tradition und sorgen wir dafür, dass sie durch die nächsten Jahre unversehrt hindurchgerettet wird¹⁷⁵ ». Karl Wick (LU/PDC), abonde en ce sens. La femme est le véritable pilier moral de la famille et de la société¹⁷⁶. Son devoir est de rétablir un équilibre entre le pouvoir social et le pouvoir politique, et de démontrer, par ses actes et son comportement, l'importance du foyer et du rôle des femmes dans la transmission des vertus chrétiennes et citoyennes¹⁷⁷. Les femmes qui n'ont plus la possibilité d'agir en ce sens doivent, selon lui, demeurer une exception, et non pas devenir la règle. Cette affirmation précède la remarque d'Harald Huber (SG/PSS), partisan du suffrage féminin, qui reproche aux hommes d'accuser les femmes de ce dont elles ne sont pas responsables. « Wir selbst sind es gewesen, und unsere Vorfahren, die mit dem Ruf « die Frau gehört ins Haus » aufgeräumt haben. Es ist nicht möglich, das Rad der Geschichte heute zurückzudrehen¹⁷⁸ ». Il pointe du doigt l'incohérence des hommes qui encouragent les femmes, de gré ou de force, à intégrer le système économique, tout en redoutant les conséquences sociales et familiales. Une partie d'entre eux exhortent donc les femmes à s'opposer à cette hégémonie masculine afin qu'ils ne doivent pas, d'une part, accéder aux revendications de certain-e-s féministes et pour qu'ils puissent jouir, d'autre part, de la sécurité et du bien-être assurés par la femme au foyer. Cette position duale insoutenable démontre une fois de plus la voie étroite, inconfortable et inextricable sur laquelle les hommes se sont engagés, sans parler de la volonté de certaines femmes de s'y imposer. Quant à Alois Grendelmeier (ZH/AdI.), il s'en prend aux femmes contre le suffrage féminin, déjà cité par Alfred Clausen (VS/PDC), pour remarquer que femmes et hommes sont à la même enseigne. « [...] so mögen diese Gegnerinnen zur Kenntnis nehmen, dass auch die Männer Ehemänner und

¹⁷⁵ Extrait du BSOAF, Conseil national, 20 décembre 1950, p. 7.

¹⁷⁶ Comme le relève Elisabeth Badinter : « Forte de son pouvoir de génération, elle règne en maître sur son foyer, préside à l'éducation des enfants et incarne sans conteste la loi morale qui décide des bonnes mœurs. A lui, le reste du monde » (*XY. De l'identité masculine, op. cit.*, p. 21).

¹⁷⁷ « Die Frau begründet erst dann ein besseres politisches Leben, wenn sie den Geist des Heims von Seele zu Seele pflanzt und damit eine Rangordnung der Lebensgüter festsetzt. Viel wichtiger, als an den geschriebenen Gesetzen mitzuarbeiten, ist es für die Frau, in unbeugsamer Energie wieder die ungeschriebenen Gesetze zu Anerkennung zu bringen » (BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 520).

¹⁷⁸ *Ibid.*, p. 523.

Väter sind und dass auch die Männer ihre Hauptaufgabe nicht in der Politik, sondern in der Sorge um Frau und Kind finden. Gleichwohl stellen sie sich zur Verfügung, um Aufgaben für die Öffentlichkeit zu erfüllen¹⁷⁹ ». La stratégie de ces femmes consiste probablement, tout comme celle des hommes, à préserver leurs « privilèges » et leur « hégémonie » incontestés dans leur sphère particulière, même s'ils semblent être une illusion. Le manque de confiance¹⁸⁰ et les menaces à peine dissimulées de lutte acharnée entre les sexes achèvent de les convaincre de se maintenir à leur place¹⁸¹.

5.3.3 Les débats de 1957 et 1958

Lors des débats au Conseil des Etats en 1957, les positions sont encore bien tranchées, et parfois exprimées de façon très lapidaire qui laisse peu de place à la réplique. Werner Christen (NW/PDC), par exemple, dans son discours, aborde et clôt le sujet en affirmant : « Der Wirkungsbereich der Frau ist die Familie¹⁸² ». Pour le partisan Alois Grendelmeier (ZH/AdI.), la séparation sexuée des sphères¹⁸³ et la répartition des tâches qui s'y rattachent sont chronologiquement situées. Il considère l'époque des deux guerres mondiales comme la période charnière durant laquelle ce système se délite. Etant reconnu que les guerres ont suscité et promu, de gré ou de force, une certaine confusion des sexes¹⁸⁴, dans leurs attributions et leurs activités, il

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 533.

¹⁸⁰ En 1946, M. Kuhn, chef de la division de la justice du Département de justice et police cite Madame Hänni-Wyss qui a pris la parole en 1928, dans la *Tagwacht*. « Man hofft, die Frauen selbst würden dafür sorgen, dass die Stimmrechtsschnecke des Saffaumzuges ihre Gangart noch auf lange Zeit beibehalte. Man ist sich wohl bewusst, wie gut und wie lange Zeit den Frauen die Überzeugung ihrer eigenen Minderwertigkeit eingehämmert, wie sehr durch diese Überzeugung ihr Persönlichkeitsbewusstsein geschwächt worden ist » (AFS, E 4001 C, 1000/783, vol. 133, 1^{er} juin 1946, p. 5).

¹⁸¹ Bernd Simon et Bert Klandermans mettent bien évidence l'importance psychologique de l'appartenance à un groupe identitaire défini. Ils lui attribuent 5 avantages : « 1) l'identité collective confirme qu'un individu a une place particulière dans une société donnée ; 2) elle marque aussi la différence par rapport à d'autres groupes ; 3) elle permet une identification à d'autres personnes du même groupe et l'individu peut escompter le respect des membres de ce même groupe ; 4) l'identité collective donne une perspective sensée de la société grâce à laquelle elle peut être interprétée et comprise ; 5) elle permet de développer l'esprit grégaire, de ne pas se sentir seul et de pouvoir espérer le soutien et la solidarité des autres membres du même groupe identitaire, dans la perspective que le groupe est un agent social plus efficace que l'individu isolé » (« Politicized Collective Identity. A Social Psychological Analysis », in : *American Psychologist*, April 2001, pp. 319-331, ici p. 321). Interprété par nous. Dans le cas des relations entre les sexes, la différence sexuée peut être un motif de respect par les membres de l'autre groupe sexué.

¹⁸² BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 400.

¹⁸³ Qu'il définit comme suit : « Zwischen Mann und Frau bestand eine eigentliche Arbeitsteilung, der berufliche Erwerb ausser dem Hause war fast ausschliesslich Sache des Mannes ; das Heim war die eigentliche Welt der Frau, diese kam mit dem öffentlichen Leben und seinen Fragen kaum in Berührung » (*Ibid.*, p. 389).

¹⁸⁴ En Suisse peut-être moins qu'ailleurs, de nombreuses analyses témoignent de cette confusion. Voir notamment Luc Capdevila et al., *Sexes, genre et guerres (France, 1914-1945)*, *op.cit.* Elisabeth Badinter démontre, à l'exemple de l'Allemagne, que l'extrémisme nazi peut être interprété comme une quête de re-virilisation de l'homme face à la montée d'une femme nouvelle au tournant du XX^e siècle.

estime que la permanence volontariste d'une séparation stricte en devient anachronique¹⁸⁵. Il attribue aussi à l'exclusion idéologique des femmes de la politique ce qu'il appelle leur passivité politique. Mais là aussi, il situe chronologiquement cette passivité à une période antérieure aux deux guerres pour bien marquer le changement qui s'est opéré depuis lors¹⁸⁶.

Lors des derniers débats pendant lesquels cet aspect du suffrage féminin est abordé, au Conseil national, en 1958, les partisans, qui prennent la parole, sont numériquement supérieurs aux adversaires. Ils insistent principalement sur l'évolution de la société pour démontrer l'anachronisme de l'expression « la femme au foyer ». Ce retournement démontre la perte de légitimité et de pertinence d'une représentation, incorporée, sans pour autant amenuiser sa prégnance. Elle ne peut simplement plus être dite, du moins publiquement.

En 1958, Karl Wick (LU/PDC) rappelle ses propos déjà utilisés en 1951. Tout en admettant que les hommes devraient également s'investir dans la pérennité et la transmission des lois non-écrites, il estime cependant que les femmes sont les « gardiennes » naturelles de celles-ci. D'autant plus que les lois écrites perdent toute leur substance si elles ne sont pas soutenues et confirmées par les lois non-écrites¹⁸⁷. Par ailleurs, il bat la coulpe des hommes qui, à travers le développement de l'industrialisation, ont extrait les femmes de leur foyer et de leur prédestination naturelle. Dans ces circonstances, il admet sans ambages que les femmes devraient également détenir le pouvoir d'influencer la législation. Dans la mesure où il imagine qu'elles espèrent améliorer leur sort par ce biais, il considère ces espoirs comme illusoires. Elles ne parviendront pas à atteindre leur but parce que leur voix ne sera pas entendue. « Gefördert würde damit nur der fortschreitende Individualisierungs- und damit auch der Kollektivierungsprozess der Gesellschaft¹⁸⁸ ». Une fois de plus, Karl Wick (LU/PDC) exhorte les femmes à résister à l'emprise masculine sur la culture féminine, dont le suffrage féminin n'est qu'une prolongation, en refusant toute poursuite de la confusion des rôles et la remise en valeur des caractères proprement féminins, dans un monde féminin, séparé de celui des hommes. Dans l'utopie, cette illusion pourrait être réalisable dans la mesure où la nature et les caractères féminins n'aient pas été pas relégués en seconde position, ce qui implique la soumission, l'obéissance, l'humilité, et

¹⁸⁵ Il le rappelle encore dans le cours de son allocution et démontre à quel point la situation sociale des femmes s'est fondamentalement modifiée dès le début du XX^e siècle, *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 391.

¹⁸⁶ *Ibid.*, p. 389.

¹⁸⁷ « Der Mann sollte das selbstverständlich auch tun, aber die Frau ist in dieser Beziehung doch weit mehr die Hüterin dieser ungeschriebenen Gesetze. Ohne den Respekt dieser ungeschriebenen natürlichen, sittlichen, religiösen Gesetzen sind alle geschriebenen Gesetze Schall und Rauch, einzig von blosser Nützlichkeit, von blosser Staatsraison getragen » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 266).

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 265.

que le développement de la culture masculine n'eût pas eu la nécessité d'imposer sa domination qui s'exprime par une dichotomie de valeur exclusive et extrême, entre la lumière et l'ombre¹⁸⁹. Le second parlementaire, opposé au suffrage féminin, qui prend la parole est Max Albert Rohr (AG/PDC). Il use du même stratagème qu'Alfred Clausen (VS/PDC) en citant les paroles de femmes contre le suffrage féminin. L'une d'elles, originaire de l'Oberland bernois, estime aider et soutenir la patrie en consacrant toutes ses forces à la famille et au foyer, et surtout en éduquant les futurs citoyens dans le sens de l'humanité et du dévouement. Traits proprement féminins, mais qui semblent s'estomper auprès des hommes dès le moment où ils pénètrent le monde masculin. Max Albert Rohr n'est pas dupe, mais défend fermement sa position qui, peu à peu, devient insoutenable. « Ich weiss, dass diese Auffassung belächelt wird ; trotzdem ist sie richtig, und ich wage sie zu vertreten¹⁹⁰ ».

Désormais, à la fin des années 1950, certains opposants sont conscients que leur opinion n'adhère plus à la réalité. Un retour en arrière étant impossible, ils soutiennent donc une position de l'ordre de l'illusion et de l'utopie. Ce passage d'une opinion communément admise, affirmée, appliquée et largement répandue à un sentimentalisme anachronique marque bien la dissension entre la réalité sociale, qui n'a cure de psychologie, et les résistances mentales dont le développement se révèle douloureux, et bien plus lent que les développements structurels. D'un point de vue sociologique, les forces conservatrices du Parlement représentent l'opinion de la majorité des citoyennes et des citoyens. Leur abandon à la fin des années 1950, qui aboutit à la première votation sur le suffrage féminin en 1959, démontre, contradictoirement, leur forte implantation dans la population, puisque la première tentative d'introduction du suffrage féminin aboutit à un échec. Les réalités socioéconomiques de la culture masculine montrent aux femmes et aux hommes la voie à suivre, tout comme les parlementaires indiquent le chemin à la population. Mais les échecs, dans l'un et l'autre cas, prouvent la lenteur de l'adaptation, les réticences et les obstructions élevées contre des transformations qui semblent irrépressibles.

¹⁸⁹ En 1974, Sherry B. Ortner relève trois types de dévaluations culturelles des femmes : « (1) elements of cultural ideology and informants' statements that *explicitly* devalue women, according them, their roles, their tasks, their products, and their social milieux less prestige than are accorded men and the male correlates ; (2) symbolic devices, such as the attribution of defilement, which may be interpreted as *implicitly* making a statement of inferior valuation ; and (3) social-structural arrangements that exclude women from participation in or contact with some realm in which the highest powers of the society are felt to reside » (« Is female to male as nature is to culture ? », in: Michelle Zimbalist Rosaldo et Louise Lamphere (éd.), *Woman, Culture, and Society*, Stanford 1974, pp. 67-87, ici p. 69).

¹⁹⁰ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 270.

Les partisans expriment bien le caractère suranné de l'idéal de la femme au foyer¹⁹¹. Le suffrage féminin se révèle d'autant plus nécessaire pour Walo von Greyerz (BE/PLR) que « fast jeder Akt der Politik auch die Frau einschliesst¹⁹² ». Adelrich Jacob Schuler (ZH/PDC) exprime la distorsion entre la réalité sociale et le maintien des femmes dans une représentation désormais obsolète de ces activités. « Man braucht kein Gleichberechtigungs-Fanatiker zu sein, um festzustellen, dass man einerseits der Frau immer mehr Aufgaben und Pflichten überbunden hat und überbinden musste, dass aber andererseits ihre politischen Rechte seit über hundert Jahren praktisch dieselben geblieben sind¹⁹³ ». La tension, entre les nostalgiques de la société et des femmes d'antan, et les partisans d'une adaptation et d'une reconnaissance législatives de la nouvelle situation socioéconomique des femmes, est très perceptible. Pour les uns, il s'agit d'une concession et d'un deuil, alors que pour les autres, il ne s'agit que d'une mise à niveau logique. La dernière parole est au conseiller fédéral Markus Feldmann (BE/UDC) qui, malgré la présentation d'un idéal maternel, estime que les femmes peuvent mettre la famille en valeur grâce au suffrage féminin¹⁹⁴. Evidemment, le consensus fédéral l'oblige à représenter et à défendre une position qui ne correspond pas forcément à son opinion personnelle. Il prône ainsi un consensus au féminin qui prévoit les femmes au foyer, dans le meilleur des cas, et une égalité civique, pour la défense de la famille, des intérêts féminins et pour l'application de l'équité démocratique entre femmes et hommes.

La défense et le maintien des sphères sexuées, outre de correspondre à une représentation idéologique des caractères féminins et masculins, débordent, par ailleurs, sur un argumentaire sophistique dont la bonne foi est douteuse.

5.4 Le suffrage féminin, un danger pour la famille

La mise en équation « suffrage féminin = danger pour la famille » implique un fort engagement affectif et peut paraître hors sujet, dans la prise en considération stricte du suffrage féminin. Cet argument est utilisé dans les débats des années 1950, puis n'apparaît plus. Ce sont

¹⁹¹ Walo von Greyerz (BE/PLR) : « Es ist falsch, zumindest veraltet, heute zu glauben, das Gebiet der Frau sei nur dasjenige in Haus und Familie und das Gebiet der Politik sei für sie etwas ganz Fremdes » (*Ibid.*, p. 275). Et Adelrich Jacob Schuler (ZH/PDC) : « Das althergebrachte Ideal der Vorstellung von der im Haus waltenden Frau stimmt nicht mehr. Man mag es bedauern, aber man kann es nicht hindern » ; et Jean Gressot (BE/PDC) : « Le temps des jeunes filles consacrées à la dentelle ou au tricot en attendant un mari, le temps des jeunes femmes traînant leur oisiveté d'un salon à l'autre, ce temps-là est révolu » (*BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, resp. pp. 289 et 290, et 289).

¹⁹² *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 275.

¹⁹³ *BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 291.

¹⁹⁴ *Ibid.*, p. 301.

les opposants, appuyés pour certains d'entre eux sur les associations de femmes contre le suffrage féminin, qui relèvent le danger pour la famille.

En 1951, Antoine Favre (VS/PDC) défend une image traditionnaliste de la femme au foyer. « Ce que la femme demande en définitive, c'est la stabilité de la famille et surtout la solidité du lien conjugal. C'est ensuite la prospérité du ménage, le salaire vital du mari permettant à la femme de se vouer aux tâches du foyer, les allocations familiales, qu'il faudra bien un jour, en Suisse, faire qu'elles ne soient plus simplement symboliques¹⁹⁵ ». Il intègre dans sa représentation de « la » femme toutes les femmes suisses. L'usage de l'illusoire homogénéité féminine en faveur d'un statu quo démontre l'abus de la généralisation¹⁹⁶. Et de façon exemplaire, il fait preuve d'une empathie, caractère plutôt féminin, exceptionnelle envers les femmes, parvenant à se mettre à leur place. Surtout, il attribue à « cette » femme le maintien et la pérennité de toutes les prérogatives traditionnelles masculines, et leur opposent le suffrage féminin et les valeurs démocratiques qui deviennent le symbole d'un individualisme funeste¹⁹⁷. Ces femmes, favorables au suffrage féminin sont, pour une grande partie, rendues responsables de la distension du lien conjugal, voire de l'augmentation des divorces en Suisse. Son collègue, Alfred Clausen, comme lui démocrate-chrétien valaisan, mais du Haut, ne dit pas le contraire. « Unabwendbar würde sie ihrem hochwichtigen häuslichen Beruf als Mutter zum grossen Schaden der Familie entrissen¹⁹⁸ ». Il va plus loin même ; il estime que l'instauration du suffrage féminin va à l'encontre des efforts pour la protection de la famille inscrits dans la loi. Au nom de la minorité de la Commission, il affirme que le souci de l'intégrité de la famille est une raison essentielle pour refuser le suffrage féminin. Il pense ainsi : « Die politische Unabhängigkeit der Frau vom Mann wird aber nach aller menschlichen Voraussicht notwendig zur internen Konflikten und Auseinandersetzungen zwischen den Gatten führen¹⁹⁹ ». Et donc, augmenter le nombre de divorces, dont la Suisse détient déjà un triste record²⁰⁰. Il reconnaît que ces idées

¹⁹⁵ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 528.

¹⁹⁶ Un courant du féminisme radical met en évidence le concept universaliste erroné de l'homogénéité des femmes. Cette critique provient essentiellement des féministes lesbiennes et des féministes des minorités ethniques. Voir notamment Lorena Parini, *Le système de genre*, op. cit., pp. 89 et ss.

¹⁹⁷ « Or, chose étrange, bien des féministes, pénétrés d'un funeste individualisme, ne se soucient pas le moins du monde des ruines que cause la dislocation, aujourd'hui si fréquente, de la famille » (BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 528).

¹⁹⁸ BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 375.

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 376.

²⁰⁰ Charles Primborgne (GE/PDC), rapporteur romand de la majorité au Conseil national, rappelle : « Signalons, comme l'a fait M. Bourgnicht, conseiller aux Etats, « qu'en matière de divorce, nous enregistrons de tristes records, quand bien même la femme suisse ne vote pas » » (BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 261).

puissent paraître « démodées, réactionnaires et arriérées », mais le souci en faveur de la famille mérite tous les égards²⁰¹. Il pressent l'illégitimité de son discours, notamment si certaines de ses composantes étaient attribuées à ses sentiments personnels. En faisant référence à la loi, il tente de donner une légitimité supérieure et irréfutable à sa rhétorique. Parallèlement, dans sa représentation, il établit une échelle de valeur, subordonnant le suffrage féminin et les femmes à la loi et à la famille.

Au Conseil des Etats, en 1957, et au Conseil national, en 1958, les opposants discourent dans la même veine. Ils développent l'idée du danger de l'indépendance politique des femmes pour le maintien et le bien-être de la famille²⁰², et celle du devoir de l'Etat d'entreprendre tout ce qui se trouve en son pouvoir pour sauvegarder la cellule essentielle de la famille²⁰³. Pour ceux-ci, le suffrage féminin représente donc bien un danger important pour l'harmonie du couple et ils se soucient des répercussions sur les enfants. Kurt Schoch (SH/PLR) soutient, cependant le contraire. En accord avec son collègue Gottlieb Duttweiler (ZH/AdI.), il estime que le nombre de divorces pourrait même diminuer. Selon son expérience de juge, qui lui a permis d'assister à de nombreuses séparations, il considère le comportement des hommes comme despotique. Peut-être que le suffrage féminin revêtirait les femmes d'une nouvelle valeur et d'une nouvelle légitimité qui décourageraient les hommes de les traiter de façon humiliante et répressive²⁰⁴. Triste constat que l'institution du suffrage féminin, à lui seul, ne saurait améliorer. Pour Armand Droz (FR/PLR), ce type d'argument relève du sentiment. Il met malicieusement en évidence les qualités traditionnellement reconnues aux Helvètes pour éviter toute dissension familiale. « Si des malentendus se font jour, si des griefs sont avancés, nous comptons, pour réduire le mal au minimum, sur le bon sens que l'on prête si généreusement au peuple suisse et sur notre traditionnel respect des opinions d'autrui²⁰⁵ ». Stratégie judicieuse et révolutionnaire si l'on pense à élargir ces qualités aux relations entre les sexes, qui tend à faire accepter les opinions et les comportements féminins au même titre que ceux des hommes. En 1958, Charles Primborgne

²⁰¹ « Die hier vorgetragenen Ideen mögen vielleicht als unmodern, reaktionär und rückständig bezeichnet werden und manchem höchstens ein mitleidiges Lächeln abringen » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 376).

²⁰² Xaver Stöckli (AG/PDC), *AFS*, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil des Etats, 8 juillet 1957, p. 11 ; Werner Christen (NW/PDC), *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 400.

²⁰³ Xaver Stöckli (AG/PDC), *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 393 ; Max Albert Rohr (AG/PDC), *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 270.

²⁰⁴ « Da kann man feststellen, dass viele Frauen darunter leiden, dass viele Männer gegenüber ihren Frauen Despoten sind. Wenn die Stellung der Frau im politischen Leben etwas gehoben würde, so würde vielleicht die Einstellung mancher Männer gegenüber den Frauen etwas besser » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 394).

²⁰⁵ *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 514.

(GE/PDC), rapporteur romand de la majorité, découvre une nouvelle acceptation du sens et de la portée des droits civiques qui, avant, n'existait pas. Au moment de les partager avec les femmes, ces peurs et réticences apparaissent soudainement²⁰⁶. Bien que les femmes représentent le cœur de la famille, comme beaucoup se l'imaginent, les hommes sont aussi époux et pères, avant que d'être salariés et citoyens²⁰⁷. Charles Primborgne met en exergue la tendance à découvrir des obstacles et des dangers dans le seul but d'entamer la légitimité de la nouveauté et d'en empêcher la concrétisation. Le Vaudois André Muret (PdT) abonde en ce sens en explicitant son idée. Puisque les femmes votent majoritairement comme les hommes, les femmes auront une disposition envers le droit de vote analogue à celle des hommes : la « politique » ne représente qu'une « activité secondaire » qui ne prend qu'une « infime partie » du temps des citoyennes et des citoyens. « Il est donc parfaitement faux, sur le plan concret, de la vie quotidienne, de prétendre que le suffrage féminin porterait préjudice au « foyer » et que la femme ne pourrait exercer ses droits politiques sans négliger son activité familiale²⁰⁸ ». Du particularisme féminin, réduit à se consacrer qu'à une seule activité déterminée par sa nature, à l'universalisme humain, qui attribue aux individus l'autonomie et la capacité à placer judicieusement des priorités, André Muret déplace la limite jusque-là admise pour proposer l'acceptation d'un nouvel équilibre. La femme, humain comme l'homme, détient les privilèges ontologiques qui lui permettent d'intégrer à part entière le microcosme masculin.

La nouveauté du sujet, le suffrage féminin, dans les débats parlementaires rend les avis plutôt favorables en 1945. Les parlementaires qui s'y expriment semblent bien disposés et ouverts à l'intégration des femmes sous cet aspect de la question. La féminité, en tant que telle, ne représente pas un obstacle insurmontable, d'autant que certains caractères définitivement masculins sont reconnus aux femmes. La sortie toute récente d'une période de turbulences et la sensation liminale d'un nouveau départ peuvent expliquer cette entrée en matière positive. Au début des années 1950, la prédisposition favorable a disparu. Les préjugés, naturels et caractériels les plus tenaces s'expriment tous azimuts, tout en suscitant de grandes incompréhensions. Il semble évident que les femmes participent pleinement de ce besoin de restauration et de re-sécurisation, de la féminité et de la masculinité, tout autant que de la société, que la guerre a fortement ébranlée. Cette période se distingue par son indécision entre le refus total du suffrage

²⁰⁶ « Dire qu'ils [les droits civiques] constituent un danger pour la femme, pour la famille, n'est-ce pas attribuer à ces droits un sens que nous avons ignoré jusqu'à présent ? » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 261).

²⁰⁷ Telle est l'opinion d'Alois Grendelmeier (ZH/AdI.), *BSOAF*, Conseil national, le 13 juin 1951, p. 533.

²⁰⁸ *BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 292.

féminin et un droit limité qui met en évidence ce que les hommes, et les femmes, attendent de la féminité. Rudolf Gnägi (BE/UDC) se demande s'il est vraiment judicieux d'octroyer aux femmes, outre le droit d'élire, également celui de voter. « Für eine solche Ausdehnung ist die heutige Demokratie kaum geeignet²⁰⁹ ». Il y aurait trop de femmes qui génèreraient trop d'instabilité. Il exprime aussi le ressenti d'une société ébranlée qui semble encore avoir besoin d'une restauration traditionnelle des pouvoirs sexués. A l'opposé, Charles Primborgne (GE/PDC) réfute cette vision. « En accordant l'importance qu'il faut aux différences que présentent les sexes tant du point de vue intellectuel, psychique que caractériel, on ne peut conclure à un danger pour notre régime démocratique parce que les femmes collaborent avec les hommes sur le plan des droits civiques²¹⁰ ». A la fin des années 1950, malgré les dissensions, un consensus est atteint en faveur du suffrage féminin. Celui-ci est principalement à mettre sur le compte de la raison d'Etat. Les représentations sexuées ne se sont pas fondamentalement modifiées²¹¹. En revanche, leur expression est devenue plus difficile. Les arguments basés sur la nature des femmes passent du dicible à l'indicible. Ces débats, d'une très grande densité, atteignent tous les extrêmes pour finalement se dissoudre dans la nécessité des raisons politiques. Après la première votation, les raisons naturelles et caractérielles, susceptibles d'exclure les femmes des droits civiques, disparaissent. Evidemment, le Parlement ne peut pas désavouer sa prise de position, en dépit du refus cinglant des électeurs. Désormais, la nature invalidante disparaît, les femmes sont décrétées aptes à partager les responsabilités civiques avec les hommes et elles restent femmes à part entière. Âme du foyer, éducatrice des enfants, la répartition des sphères selon les sexes et la nature s'invitent par un détour significatif. La séparation sexuée n'est plus une contrainte implicite, mais un choix dans la mesure où les femmes détiennent le droit de s'exprimer au même titre que les hommes. Outre leurs qualités innées de femmes, elles doivent aussi développer et mettre en évidence leurs qualités de citoyennes selon les préceptes et les traditions de la démocratie helvétique : bon sens, intérêt général et pondération.

5.5 La nature féminine menacée

Pour de nombreux parlementaires, les qualités nécessaires à l'activité politique semblent s'opposer à la nature profonde des femmes. Par conséquent, si elles étaient astreintes à cette

²⁰⁹ AFS, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil national, 4 novembre 1957, p. 12.

²¹⁰ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 260.

²¹¹ D'une part, les schémas de pensée étant considérés comme incorporés, leur modification prend du temps ; d'autre part, il existe toujours des opposants au suffrage féminin qui soit utilisent d'autres arguments, soit se terrent dans le silence.

obligation, elles devraient renier et abjurer leur nature. Cette crainte induit un florilège de peurs perturbantes qu'il s'agisse de la concurrence entre femmes et hommes, non seulement économique²¹², mais aussi politique, de la virilisation des femmes, de la disparition de l'antagonisme sexuel, de la confusion des sexes et de la bisexualité. En 1929, Rosa Louis relève l'incongruité d'une telle menace. Elle estime que les dangers craints pour « la nature, la dignité et l'âme » des femmes, avec l'entrée en vigueur du suffrage féminin, sont déplacés. « Gestatten Sie mir nur zwei Gegenfragen: Halten Sie die Frauennatur für so mimosenhaft, für so wenig robust, nachdem sie von unserer Wirtschafts- und Gesellschaftsordnung doch längst in einen rücksichtslosen Existenzkampf hineingezogen wurde ? Haben Sie von Politik eine so niedrige Auffassung, dass sie in jedem Fall den Charakter eines Menschen verderben muss? Könnte nicht gerade die Frau eine versöhnlichere Note hineintragen ? Wollen Sie deshalb uns Frauen nicht ein wenig Vertrauen entgegenbringen ?²¹³ ». Les conséquences possibles, pour les femmes, sont un moindre respect et moins d'égard de la part des hommes ; pour les hommes, celles-ci sont une perte de privilèges, d'un sentiment de suprématie et de puissance, de tranquillité et de bien-être et de virilité.

En 1945, pour la défense de son postulat, Hans Oprecht (ZH/PSS) estime que l'activité politique, en tant que telle, n'est pas fondamentalement mauvaise ; en revanche, il soutient qu'une mauvaise politique est faite par des personnes mauvaises. Il renvoie, par conséquent, les parlementaires à eux-mêmes dans la mesure où leur opinion de la politique est liée à la façon dont ils la font²¹⁴. Si le jugement porté sur les femmes est si favorable, la politique ne peut pas la dénaturer, car ceux qui la font respecte les femmes et leur permettent d'y participer. Ce n'est que dans la mesure où les femmes ressentiraient un blâme ou des empêchements qu'elles pourraient imaginer se défendre avec les armes de leurs adversaires et, de la sorte, dévoyer le but même de la politique et la rendre inopérante. Il est possible que cette crainte masculine provienne de leur

²¹² Le *Rapport* du Conseil fédéral concernant la révision des arrêtés fédéraux sur l'enseignement professionnel estime, en 1900, que « des prestations équivalentes réclament un salaire analogue et la question du sexe est indifférente. La concurrence s'ennoblira du fait que l'un et l'autre sexes bénéficient du même degré de culture » (Cité par Catherine Fussinger, « Un parlement favorable aux femmes », Les débats de 1900 sur la révision des arrêtés fédéraux concernant la formation professionnelle », in : Brigitte Studer, Regina Wecker, Béatrice Ziegler (éd.), *Les femmes et l'Etat*, journée nationale des historiens suisses à Berne, octobre 1996, *Itinera*, fasc. 20, 1998, pp. 109-124, ici p. 114).

²¹³ *Gosteli-Stiftung*, « An einen Gegner des Frauenstimmrechts », Schachtel 945, Petitionen 1929 des Schweizerischen Aktionskomitee für das Frauenstimmrecht.

²¹⁴ « Darum sage ich jenen, die für den Charakter der Frau Befürchtungen haben, falls sie sich politisch betätigen sollte : Wenn Ihr das Wesen der Frau derart hoch einschätzt, wir Ihr behauptet, dann kann die Politik das Wesen der Frau auch nicht schlecht machen » (*BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 723).

expérience personnelle ; par conséquent, cette projection sur les femmes trahit l'existence de certains comportements déviants des politiciens. Ici, une fois de plus, les femmes portent indirectement la responsabilité de la « mauvaise politique » masculine, en ce sens que la crainte qu'elles ne s'y dévoient et ne détournent la politique à des fins personnelles agit comme un argument contre le suffrage féminin. Elles deviennent les otages de l'existence de mauvais procédés politiques.

Les discours consécutifs de Karl Wick (LU/PDC) méritent une attention particulière. Il craint la dénaturation des femmes dans les trois débats du Conseil national qui se suivent²¹⁵. Il répète certains arguments d'une année à l'autre, tout en les complétant. Sa vision de la place des femmes dans la société est fortement imprégnée par l'idéologie de la répartition sexuée des sphères selon la tradition bourgeoise. Tout ce qui est susceptible d'extraire ou de détourner les femmes de leur devoir naturel, la maternité, représente une perversion. Et Karl Wick estime que les femmes ont tout à y perdre selon le dogme de la répartition des caractères sexués. Et, elles sont doublement perdantes : étant plus faibles, à tous points de vue, elles seront toujours assujetties et soumises aux hommes, et elles perdront le respect de ceux-ci. Ainsi, dans les débats de 1945, il estime que l'extraction des femmes de leur milieu naturel est une capitulation de celles-ci face aux hommes²¹⁶. Elles se laissent envahir par les hommes et entraînent dans un monde qui n'est pas le leur : dénaturation et perte des prérogatives de l'instinct puisqu'elles pénètrent un nouvel hémisphère, où elles doivent tout apprendre. D'ailleurs, Karl Wick constate que le péril de l'invasion est déjà en branle. « Die weibliche Kultur wird heute sowieso gefährdet und von einer einseitig männlichen Kultur absorbiert, und das wird erst recht der Fall sein bei der Einführung des allgemeinen Stimm- und Wahlrecht²¹⁷ ». En somme, il regrette toute l'évolution socioéconomique qui contraint les femmes à s'adonner à des activités qui ne leur conviennent pas. Selon son expression, il s'agit, dans un premier temps, de l'absorption des femmes dans le monde des hommes, celui du développement économique et de l'industrialisation. Première dénaturation par la faute des hommes. La seconde intervient dans la revendication des droits politiques, compréhensible dans la mesure où les femmes cherchent à défendre leurs intérêts

²¹⁵ Il répète encore les mêmes propos dans la séance de la Commission du Conseil national, *AFS*, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil national, 4 novembre 1957, p. 7.

²¹⁶ « Sie [die Frauen] werden sich nur die unfeinen Manieren der Männer aneignen. Das politische Frauenstimmrecht ist im Grunde genommen eine Kapitulation der Frauen vor dem Mann, das Eingeständnis, dass das Parlament, die einseitige Demokratie, wichtiger ist als das Haus und der Herd und das Heim » (*BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 728).

²¹⁷ *Ibid.*

spécifiques dans le monde du travail. Or, c'est bien ce second pas que Karl Wick aimerait éviter en brandissant la menace d'une sujétion encore plus forte des femmes aux hommes. « Das bedeutet, letzten Endes aber nur eine neue Hörigkeit und eine neue Abhängigkeit der Frau. Sie wird dabei nur in die riesige Maschinerie der Männerkultur aufgenommen, wo ihre mütterliche und frauliche Eigenart ausgelöscht wird. [...] Die politische Konkurrenz mit dem Mann würde sich an der Frau selber rächen; denn bei dieser Konkurrenz gilt nicht das Feine, sondern das Robuste ²¹⁸ ». Cela reviendrait à maintenir les femmes dans un entredeux d'autant plus désagréable que les femmes sont désormais une main d'œuvre incontournable, tout en leur refusant le droit d'interférer dans la constitution législative de la défense de leurs droits d'employées. En somme, l'Argovien aimerait remonter le temps, renvoyer les femmes à leur foyer, colmater la brèche qu'il entrevoit dans la répartition sexuée de la société. Au lieu d'une libération, le suffrage féminin ne représente qu'une aliénation de plus puisque les femmes se proposent d'intégrer un nouveau cercle traditionnellement masculin, la politique, au lieu de défendre leurs intérêts à partir et du point de vue et des lieux de la culture féminine. De plus, il fait planer une lourde menace sur les femmes : la vengeance. Les femmes deviendraient victimes de leur revendication. Karl Wick (LU/PDC) charge les femmes de la responsabilité et des conséquences de leur intégration impossible. Il en disculpe d'emblée les hommes, et les renvoie, involontairement, à leur masculinité débordante, mais non contrôlée. Pour Karl Wick (LU/PDC), ce processus induit une dénaturation des femmes, et non pas une renaturation de l'homme. Les discours traitent toujours de pertes ou de gains pour les femmes ; les hommes disparaissent. Les conséquences pour la masculinité ne sont pas explicitées. En 1951, Karl Wick franchit un pas dont les conséquences produisent un résultat contradictoire. Il suggère une réflexion sur le particularisme humain et l'universalisme démocratique. Il estime que les valeurs universelles, telles que celles prônées par l'idéologie démocratique, doivent être rejetées au nom de la sauvegarde de particularismes. Cette distorsion de l'universel dissimule la défense du particularisme masculin, cependant, toujours élevé au rang d'universel. En revanche, les femmes sont un particularisme, malgré l'énoncé de l'universalisme naturel féminin, et ont de tout temps été exclues de l'universalisme, dont la supposée neutralité est un leurre ²¹⁹. Alors que

²¹⁸ *Ibid.*

²¹⁹ Il est très intéressant de constater que les femmes contre le suffrage féminin elles-mêmes reproduisent ce fantasme. « Die schöne versöhnende Neutralität der Frauen, die über die Verschiedenheit der Parteizugehörigkeit ihrer Männer hinweg manch gemeinsames Werk schufen, wäre schwer gefährdet » (Extrait d'une requête de

l'universalisme démocratique aurait en fait pour tâche d'intégrer tous les particularismes sur la base légale de l'égalité, l'idéologie en vigueur, créée par et pour les hommes, n'inclut que le particularisme masculin, élevé au rang d'universel, en rejetant tous les autres²²⁰. Les femmes contre le suffrage féminin induisent le doute en défendant cette attribution féminine naturelle. Non seulement leur tâche se réalise de façon prépondérante selon un processus particulariste, mais elle est caractérisée par une compréhension universelle du bien pour chaque être humain. Contradiction apparente qui constitue toute la problématique de la mesure inégale des concepts problématisés à l'aune différencié des sexes. « Wir glauben, dass es nicht auf die Vermassung und Vergottung des Staates ankomme, sondern auf das Wirken von Mensch zu Mensch, ohne Ansehen von Person und Stand, für das Gute und auf das Gute hinzuleiten²²¹ ». Cette déclaration ressemble à s'y méprendre à l'opinion que Karl Wick énonce en 1958. « Die Frau begründet erst dann ein höheres politisches Leben, wenn sie ihren fraulichen Geist von Seele zu Seele pflanzt und damit die Rangordnung der Lebensgüter festsetzt²²² ». Il s'agit bien du particularisme féminin qui permet d'établir et de pérenniser le bien universel. L'essence féminine doit confirmer l'échelle des valeurs mise en place par les hommes. Karl Wick rejette le principe d'égalité formelle extérieure, cette « Egalité » issue de la Révolution française, au nom de la constitution historique de la Suisse. Il semble logique qu'il privilégie le mythe helvétique à un mythe étranger, qui structure néanmoins sa compréhension de la démocratie. Et la démocratie a un sexe, elle est née homme. Egalité entre universaux masculins, oui, mais pas avec les particularismes féminins. La vraie démocratie n'est pas l'« Egalité », mais à « chacun le sien²²³ ». Ainsi, le

l'Association suisse contre le suffrage féminin, cité par Alfred Clausen (VS/PDC), *BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 375).

²²⁰ D'ailleurs, Antoine Favre (VS/PDC) rejette vigoureusement la perspective de la défense du particularisme féminin grâce à une base légale, alors que certains parlementaires reconnaissent la légitimité de cette pratique. « En conformité avec de tels principes [la philosophie de l'individualisme prônée par Jean-Jacques Rousseau], on demande que la femme jouisse du droit de vote afin de pouvoir défendre, par son suffrage, ses intérêts particuliers. Nous répudions la doctrine politique qui ramène l'intérêt général à la somme des intérêts particuliers. L'individualisme corrompt notre démocratie. Il conduit à l'écrasement des faibles par les forts. Il engendre le despotisme » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 527).

²²¹ « Hier wird für immer eine schöne weibliche Aufgabe zu lösen sein, für geistige Mütter, ohne dass sie den Stimmzettel dazu brauchen » (Extrait de la requête de l'Association suisse contre le suffrage féminin, cité par Melchior Hefti (GL/Dém.), *BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 383).

²²² *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 266.

²²³ « Wenn die Eigenart der Frau durch das Frauenstimmrecht beeinträchtigt wird, soll es abgelehnt werden, auch wenn äusserliche formale demokratische Gründe dafür sprechen. Wahre Demokratie ist mehr als ein äusserliches formales Gleichheitsprinzip. Auch unsere schweizerische Demokratie beruht nicht auf dieser Egalité, sondern auf einer reichen geschichtlichen Gliederung » (*BSOAF*, 13 juin 1951, p. 521). Dans les débats de 1958, il écrit : « Die Gerechtigkeit heisst ja nicht: Jedem das Gleiche, sondern: Jedem das Seine » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 265).

suffrage féminin est une extravagance à deux points de vue : « Das allgemeine Wahl- und Stimmrecht der Frauen in unserer Referendumsdemokratie ist eine Denaturierung des fraulichen Wesens und wäre auch eine Übertreibung unserer ausgedehnten Demokratie, [...] »²²⁴. Dans les débats de 1958, Karl Wick (LU/PDC) semble obsédé par la virilisation des femmes. L'égalité qu'il envisage entre femmes et hommes n'est qu'un effacement des caractères spécifiques de chacun en faveur d'une illusoire neutralité²²⁵. Il n'entrevoit que les aspects négatifs de ce qu'il considère comme une dilution des sexes dont l'expression spécifique à chacun implique obligatoirement des inégalités de fait. Il ne semble pas parvenir à s'extraire de la considération des particularités dans la supposition d'une égalité démocratique entre les deux sexes. Sa stratégie argumentative repose sur deux axes fondamentaux : la menace et la victimisation. Il décrit abondamment la menace que le suffrage féminin fait planer sur les femmes, et propose une vision des femmes victimes des hommes, mais surtout d'elles-mêmes. La prémisse de cette tactique est la perception de la mise en danger des sphères sexuées séparées par la politisation croissante de la société. Le suffrage féminin ne représente qu'un pas supplémentaire vers une démocratisation exagérée ou mal comprise de la société. Ce double procédé de démocratisation et de politisation ne fait qu'entériner la soumission des femmes aux hommes, selon Karl Wick. Etonnamment, lui qui n'a jamais réalisé un lien de causalité directe entre la nature des femmes et leurs capacités, il attribue cette nouvelle dépendance aux différences physiques entre femmes et hommes²²⁶. La référence à la supériorité physique des hommes dans les activités économiques et politiques rappellent un symbolisme belliqueux où la musculature et la corpulence déterraient effectivement un rôle primordial. Menaces, anachronisme ou craintes, Karl Wick parle néanmoins de combats, guerre des sexes et luttes concurrentielles²²⁷. « Volle Gleichberechtigung der Frau mit dem Manne heisst nur rechtliche Festlegung des vollen politischen und wirtschaftlichen Konkurrenzkampfes zwischen Mann und Frau, heisst nur, den ewig anhängigen

²²⁴ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 521.

²²⁵ « Gleichberechtigung ist nur ein anderer, euphemistischer Ausdruck für Gleichschaltung » (BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 265).

²²⁶ « Sie bringt keine Befreiung der Frau, sondern angesichts der physischen Überlegenheit des Mannes nur eine neue Hörigkeit und neue Abhängigkeit der Frau » (*Ibid.*). Et encore : « Der volle Einbezug der Frau ins politische Leben wird nicht eine Verfeinerung der politischen Sitten bringen, sondern kraft der robusteren Natur des Mannes nur eine Vermännlichung der Frau » (*Ibid.*, p. 266).

²²⁷ Adelrich Jacob Schuler (ZH/PDC) a bien relevé l'anachronisme de l'exclusion des femmes de la chose publique à un moment où l'Etat est constitué, où la force physique n'est plus requise dans les guerres d'annexion, de défense ou d'indépendance, et qu'il ne s'agit, en somme, plus que de gérer et d'administrer un Etat, BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 290.

Prozess der Geschlechter auf Kosten der Frau zu erhöhter Spannung zu führen²²⁸ ». La concurrence économique et politique, et la guerre des sexes ne peuvent se résoudre dans la culture dominante masculine que par la défaite des femmes²²⁹. L'égalité formelle entre femmes et hommes signifie, en quelque sorte, la guerre totale entre les sexes. Les femmes ayant désiré pénétrer la sphère masculine doivent aussi s'attendre à perdre leurs prérogatives féminines, soit la soumission volontaire des hommes sûrs de détenir l'hégémonie formelle. Cette bulle étant en train d'exploser, les hommes se retrouvent nus et vulnérables face à des femmes qui ne ressemblent plus à celles de leurs aïeux. Cet Autre si bien maîtrisé et enfermé dans un carcan psychophysiologique déterminé devient un être d'autant plus périlleux qu'il tend à se rapprocher de l'Un²³⁰. Karl Wick poursuit le filon de la rhétorique belliqueuse pour encourager les femmes et les hommes à se battre, mais pour la bonne cause. Fait intéressant, il reconnaît la domination masculine, mais pas celle qui est en vigueur dans la société, celle qui tend à émerger dans la nature féminine. « Der Kampf der Frau um die Befreiung von der männlichen Herrschaft ist berechtigt. Wichtiger aber ist der Kampf um die Befreiung vom männlichen Typus²³¹ ». Il semble évident que l'émergence et l'expression des caractères virils chez les femmes proviennent de leur intégration forcée dans le monde masculin, principalement à travers l'économie et l'industrialisation. Il appelle de ses vœux une guerre de libération contre l'hégémonie et la nature masculines. Les femmes doivent rejeter et renoncer à tout ce qui ressemble de près ou de loin à une culture et à des caractères masculins pour retrouver leur nature féminine profonde. En ce sens, les droits civiques ressortissant de caractères masculins, Karl Wick les considère comme inappropriés aux femmes et comme une nouvelle allégeance des femmes aux hommes²³². Il n'est pas question d'adaptation, de conciliation, de consensus, de rapprochement entre cultures féminine et masculine. Karl Wick campe sur sa représentation des deux sphères sexuées

²²⁸ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 265. Il estime encore : « Ihre Konkurrenz mit dem Manne würde sich an der Frau selber rächen, im politischen Leben so gut oder so schlecht, wie das bisher schon im wirtschaftlichen Leben der Fall war » (*Ibid.*, p. 266).

²²⁹ Cette conception est reprise et défendue par le féminisme radical gynocentriste. Dans le but de pouvoir manœuvrer sur le même terrain que les hommes, il estime que l'incorporation de valeurs dites masculines contraindrait les femmes à renier une partie d'elles-mêmes, qui ne leur correspondrait pas intimement et cimenterait une infériorité et une soumission existante, au lieu de l'éradiquer. Voir notamment Lorena Parini, *Le système de genre*, op. cit., p. 88.

²³⁰ Selon Simone de Beauvoir « à travers la sexualité et la maternité, le sujet peut revendiquer son autonomie ; la « vraie femme » est celle qui s'accepte comme Autre » (*Le Deuxième sexe I*, op. cit., p. 406).

²³¹ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 266.

²³² « Aber das politische Frauenstimmrecht bringt keine solche Befreiung, sondern nur eine Angleichung an diesen Typus. Nicht ein Kampf um die politische Gleichberechtigung ist notwendig, sondern, wie gesagt, ein Kampf um die Sicherung oder Wiederherstellung der weiblichen Eigenart, die von der männlichen Wirtschafts- und Maschinenkultur her gefährdet ist » (*Ibid.*).

strictement séparées comme meilleur rempart contre la confusion des sexes. Finalement, il se réfère au pouvoir pour désamorcer toutes velléités partisans et intéressées. « Gerade die Frauenfrage darf nicht eine Frage der Macht sein, sondern muss eine Frage der Sicherung der fraulichen Eigenart bleiben, die durch die volle politische Gleichberechtigung gefährdet würde²³³ ». Il semblerait encore une fois que les hommes aient été les meilleurs défenseurs des femmes, cette fois non pas dans la législation, mais contre elles-mêmes, contre le danger de perte de leur déterminisme naturel, ou du moins de ce qu'il en reste. Karl Wick use de cette rhétorique qui protège et juge selon ses propres critères. Or, justement, le suffrage féminin réifie les femmes plus que jamais. « Die Frauen werden mit dem Stimmrecht nicht Subjekte der Politik, sondern Objekte, mehr noch als bisher²³⁴ ». Aveu surprenant d'un homme dans le but d'assurer sa suprématie et ses privilèges masculins. Karl Wick (LU/PDC) semble jeter des pavés dans la mare, dire le non-dit et l'indicible, pour sauver et perpétuer les structures formelles et implicites de la domination masculine. Stratégie électrochoc qui, par sa virulence et la reconnaissance de travers masculins, semble se placer du côté des femmes et défendre leurs intérêts.

D'où l'existence d'une période charnière, les années 1950, enserrée entre deux époques où la concordance entre l'idéologie et les mœurs subit un glissement. Auparavant, les mœurs épousaient majoritairement l'idéologie ; la discussion était vaine, car elle était idéologique et loin de représenter une quelconque réalité envisageable. Ensuite, la discussion devient tout aussi vaine, car les mœurs s'écartent comme jamais auparavant de l'opinion qui elle-même doute, qui de dominante devient minoritaire, voire réactionnaire. L'indicible devient autre, exactement le contraire de ce qu'il était auparavant. Le cadre idéologique dans lequel se meut encore Karl Wick, et qui détermine son opinion, se disloque ; le dominant doute des prémisses et de la légitimité de sa domination. La masculinité entre en crise. La liberté rhétorique de Karl Wick est exemplaire à deux points de vue. D'abord, il exprime une opinion qui semble être celle de la majorité. La fraîcheur et la verdeur rhétoriques permettent de prendre conscience de la puissance

²³³ *Ibid.*

²³⁴ *Ibid.* En 1959, Emile Villard met en évidence la différence de représentation et de jugement entre une chose et un objet, et estime que, dans la question du suffrage féminin, la prise de considération des femmes comme sujets ne peut aboutir qu'à une seule conclusion. « Sosehr auch immer mit dem Begriff der Sachbestimmung operiert wurde, so haben doch die Gegner des Frauenstimmrechts, die diesen « Einwand » in die Waagschale warfen, sich der Einsicht verschlossen, dass es in diesem Fall keine Sachabstimmung war (die Frauen sind doch keine Sache !), in der man verschiedener Meinung sein kann, sondern dass es sich um eine unbedingt notwendige, demokratisch folgerichtig, von der obersten Exekutivbehörde unseres Landes [4] dem bisherigen Souverän vorgeschlagene und zur Sanktion empfohlene **Korrektur des in unserem gesetzgeberischen Leben faktisch zur Anwendung gelangenden Begriffs der Volkssouveränität** handelte » (*Frauenstimmrecht. Von einer Abstimmung zu einer Krise unserer Rechtsordnung*, Basel 1959, p. 5).

de l'idéologie de la séparation sexuée des sphères d'activités, et de la légitimité qui lui est attribuée, qui règne jusqu'en 1958 au moins. Ensuite, elle permet également de percevoir la fracture idéologique qui s'opère à la fin des années 1950. De tels discours sur les femmes ne sont plus possibles au-delà des années 1950. Même si l'attachement à une telle idéologie persiste encore, le seuil de tolérance rhétorique se déplace. Ce qui apparaissait comme légitime se transpose dans l'incongru, voire dans l'injure. Si l'opinion personnelle doit se murer dans le silence, elle perd de sa force de frappe et, par conséquent, de sa légitimité. L'indicible disparaît avec le temps, d'autant plus si le consensus général concernant le dicible s'effrite.

En 1970, le socialiste lucernois Anton Muheim met en évidence l'existence de cette évolution du dit au non-dit, de l'explicite à l'implicite. « In dieser Hinsicht ist eine gewisse Wandlung eingetreten, denn vor elf Jahren war noch eine offene Opposition vorhanden²³⁵ ». Cette conversion au silence introduit une pression, voire une violence symbolique d'autant plus forte que les attentes persistent sans pouvoir être dites. Avec Karl Wick (LU/PDC), Eugen Bircher (AG/UDC) est une autre personnalité qui aime à exposer crûment ses opinions. Il estime que le suffrage féminin instaure une concurrence entre femmes et hommes, et qu'il s'agit d'un emploi abusif des forces des femmes²³⁶. Suite à son discours sur la nature des femmes, il est évident que celles-ci ne disposent ni de la force physique ni de la puissance intellectuelle pour se mesurer aux hommes. Lui aussi n'envisage l'octroi des droits civiques que comme une guerre des sexes, une lutte pour le pouvoir et la suprématie politiques. Cette façon d'envisager ce changement implique inévitablement le sentiment de perte, de danger, d'insécurité étant donné qu'un partage équitable ne semble pas pouvoir être envisagé. Les femmes se rebellent et au lieu de mater l'insurrection, c'est aux nouveaux lésés de légitimer et consacrer les résultats de la rébellion. Situation pour le moins ambivalente et déstabilisante. Pour étayer son opinion, Eugen Bircher (AG/UDC) en appelle à Ellen Key (1849-1926) dont la référence semble quelque peu équivoque. Féministe suédoise, elle a écrit des livres sur l'éducation qui ont eu un large retentissement international. Pour elle, le rôle de la mère auprès de son enfant est primordial pour son développement sain et harmonieux²³⁷. Dans cette perspective, elle cimente l'idée selon

²³⁵ AFS, E 1070, 1992/87, vol. 32, G-10476, protocole de la Commission du Conseil national, 5 mai 1970, p. 10.

²³⁶ « Es ist ein Missbrauch der Kraft der Frau, mit dem Mann wetteifern zu wollen, nach dem Wort der berühmten Frau Ellen Key, ungesund und naturwidrig » (BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 532).

²³⁷ « Cela signifie nécessairement que notre esprit doit être constamment occupé par l'enfant, tout comme l'homme de science est possédé par sa recherche, l'artiste par son travail. L'enfant devrait être dans nos pensées, que nous soyons assises à la maison, en train de marcher sur la route, que nous soyons allongées ou debout » (Citation extraite de l'édition suédoise de *Psychologie et logique féminine*, Stockholm 1896, p. 102, cité par Thorbjörn Lengborn,

laquelle les mères ne peuvent et ne doivent pas être détournées de leur activité maternelle sous aucun prétexte pour le bien de l'enfant. Elle défend par ailleurs l'existence des caractères féminins et masculins déterminés par la nature, et celle d'un « principe féminin » essentiel pour le développement de la culture²³⁸. Cependant, cette vision dichotomique n'empêche pas Ellen Key de plaider en faveur de l'égalité des sexes et des droits civiques pour les femmes²³⁹. Ainsi, la pédagogue suédoise envisage parfaitement la coexistence du principe féminin, dont la maternité en est l'axe principal, avec une égalité formelle entre femmes et hommes dans la société. La lecture que fait Eugen Bircher (AG/UDC) des propos d'Ellen Key apparaît dès lors pour le moins partielle. Elle parle de reconnaissance et de partage, alors que lui imagine la guerre des sexes et la défense des intérêts sexuels.

En 1958 et 1966, deux parlementaires abordent encore la menace de la déviation de la nature féminine avec l'acceptation du suffrage féminin. L'agrarien bernois, Werner Meister estime que le suffrage féminin représente une perte de temps et un surcroît de désagrément pour les femmes qui, à la fin de leur journée épuisante de travail, sauraient l'utiliser en accord avec leur nature profonde²⁴⁰. Hans Nänny (AR/PLR) suggère lui aussi la dénaturation des femmes par un suffrage féminin qu'elles ne désirent pas²⁴¹. Il est remarquable que l'un comme l'autre abordent des aspects du suffrage qui sauraient tout aussi bien s'appliquer aux hommes, ce que font certains parlementaires, majoritairement partisans du suffrage féminin. Ils ne se préoccupent néanmoins pas du harcèlement professionnel ou du désir de politique des hommes. En somme, la question ne leur est même pas posée tant elle va de soi. Evidemment, l'activité politique peut être comprise comme une seconde nature des hommes. Quant à la prise de responsabilité pour le bien général, elle correspond aussi aux caractères masculins, que ce soit la capacité à porter des charges ou celle à penser objectivement.

« Ellen Key », in : *Perspectives : revue trimestrielle d'éducation comparée*, vol. XXIII, n° 3-4, 1993, pp. 849-861, ici p. 853).

²³⁸ Karl Wick parle aussi d'un principe féminin qui doit agir différemment que le principe masculin. Contrairement à Ellen Key, pour lui, la sauvegarde de l'expression de ce principe féminin entraîne l'exclusion des femmes de la participation politique tout en les confinant dans leur sphère sexuée, *AFS*, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil national, 4 novembre 1957, p. 7.

²³⁹ Thorbjörn Lengborn, « Ellen Key », *loc. cit.*, p. 854.

²⁴⁰ *BSOAF*, Conseil national 19 mars 1958, p. 281.

²⁴¹ « Der Schweizer Frau würden Pflichten auferlegt, die sie im Grunde genommen gar nicht begehrt und deren volle Übernahme man nur mit Wesensentfremdung der Frau umschreiben kann » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 264).

Dans les années 1957 et 1958, les partisans du suffrage féminin soutiennent évidemment une opinion diamétralement opposée à celle des opposants concernant le risque de « virilisation » des femmes. Charles Primborgne (GE/PDC) estime que la résolution de la question se situe dans la recherche d'un nouvel équilibre. Le démocrate-chrétien genevois se dit proche des milieux défendant les intérêts de la famille. Il estime, néanmoins, que le suffrage féminin contribue à asseoir un « féminisme équilibré » qui se situerait à l'opposé d'une « virilisation de la femme »²⁴². Il serait loisible, au contraire, d'en déduire que la persistance du refus inciterait les femmes à s'engager sur la voie d'un féminisme plus radical et belliqueux qui, lui, serait susceptible d'amener une virilisation. Charles Primborgne appuie, par ailleurs, sa conviction sur la situation socioéconomique des femmes. « Vu[es] les conditions qui sont actuellement celles de la femme dans la société, je ne pense pas qu'on porte atteinte à sa féminité en lui permettant de prendre une part active à la vie publique²⁴³ ». L'intégration économique des femmes, qui implique déjà une certaine concurrence professionnelle entre les sexes, apparaît un motif bien plus important dans le supposé processus de virilisation des femmes. Rapporteur romand de la majorité dans la séance de 1958, il réitère ses convictions malgré l'aveu d'un inconvénient qui n'est, cependant, pas lié au sexe du votant. « Qu'il [le droit de vote] puisse constituer un inconvénient pour certaines femmes, on peut l'admettre, mais nous pensons que nombreuses seront celles qui l'assumeront sans danger pour leur féminité, leurs tâches de ménagères et d'éducatrices²⁴⁴ ». Même son de cloche auprès du rapporteur alémanique de la majorité, Walther Bringolf (SH/PC), qui aborde ce sujet en énumérant les griefs des opposants pour ensuite les réfuter²⁴⁵. Lors de la même séance, Walo von Greyerz (BE/PLR) donne un tour novateur à l'idée selon laquelle les femmes seraient incapables de penser en faveur de la communauté et n'utiliseraient le suffrage féminin que pour défendre leurs intérêts particuliers. Selon lui, les intérêts particuliers des femmes se confondent, en fait, avec ceux de la communauté, et lorsqu'elles pourront s'engager politiquement pour ceux-ci, c'est toute la communauté qui en

²⁴² « On ne saurait, du reste, confondre ce phénomène [l'émancipation politique de la femme] avec une « masculinisation » ou encore une « virilisation » condamnable et fort éloignée d'un féminisme de bon aloi » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 258).

²⁴³ *AFS*, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil national, 4 novembre 1957, p. 19.

²⁴⁴ *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 261.

²⁴⁵ « Sie [die Gegner] warnen vor den Konsequenzen der politischen Gleichstellung der Frauen, ein Schritt, der die frauliche und mütterliche Wesensart gefährde. Der Weg zum Staat führe – so sagt man – über die Familie und die Mutter ; und in diesem Bereich müsse die Stimme der Frau gehört werden » (*Ibid.*, p. 255).

profitera²⁴⁶. Pour lui, cet investissement ne ternit ni ne menace en rien leur féminité. « [...], so braucht sie deshalb nicht ihre frauliche Denkungsart aufzugeben oder gefährden zu lassen. Sie wird auf ihre Art in der Politik mitwirken und damit eine neue politische Note hineinbringen, die dem Ganzen sicher gar nicht schadet²⁴⁷ ». Les opposants au suffrage féminin caractériseraient cette projection de pure illusion étant donné que, pour eux, les caractères de la culture féminine ne parviendraient jamais à s'imposer face à ceux de la culture masculine. Cette problématique introduit, par ailleurs, la disponibilité et la prédisposition des hommes à permettre aux femmes de paraître et d'agir « fémininement ». Pour clore ce débat, le conseiller fédéral Markus Feldmann (BE/UDC) cite le conseiller fédéral Giuseppe Motta (TI/PDC) qui, en 1939, prédit le renforcement de la démocratie, son extension et son parachèvement grâce au suffrage féminin²⁴⁸. Markus Feldmann estime que les craintes liées à la perte de la nature féminine sont déplacées et que, finalement, tout dépend de l'idée que l'on se fait de l'activité politique. « Die politischen Rechte dienen in ihrer letzten und obersten Zielsetzung der Gemeinschaft²⁴⁹ ». En somme, les femmes semblent tout aussi capables que les hommes de penser et d'agir en faveur de la communauté (selon l'exemple des années de guerre) et de reconnaître quels sont ses intérêts. Elles ne sont pas plus aveuglées que les hommes par leurs intérêts particuliers.

5.6 La place privilégiée des femmes

Mais, il n'y a pas que la nature des femmes qui semble menacée. Toute transformation susceptible de modifier et de dévier ce que le consensus général jusqu'à la fin des années 1950 appelle la nature des femmes entraîne une conséquence subséquente immédiate : la redéfinition du comportement et des attentes des hommes envers les femmes. Loin de représenter un défi

²⁴⁶ Joseph Piller (VS/PDC), opposant au suffrage féminin, abonde néanmoins en ce sens, mais estime que ces intérêts ne doivent pas être du ressort de la politique. Par conséquent, les femmes doivent agir en faveur de la communauté, mais maintenir cette sphère opposée au politique qui équilibre la société. Tout comme Karl Wick (LU/PDC), il s'oppose énergiquement à l'étatisme. Et le suffrage féminin représente un empiètement de plus de l'Etat sur le privé, en politisant les femmes, *BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 389.

²⁴⁷ *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 275.

²⁴⁸ « Ich stelle mir zum Beispiel vor, dass unsere Demokratie, gereift durch natürliche Entwicklungen, langsam und fortschreitend, es sich zur Ehre anrechnen wird, auch die politische Gleichberechtigung der Frauen anzuerkennen. Seit dem Tage, als wir sahen, wie sich unsere Töchter und Schwestern militärisch organisierten, um unser Land zu schützen, besteht kein triftiger Grund mehr, der Frau das zu verweigern, was ihr aus Billigkeit und Verdienst zukommt » (Extrait de l'œuvre de Giuseppe Motta « Die Schweiz im Spiegel der Landesausstellung », du 31 décembre 1939, cité par Markus Feldmann, *BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 301). Corinne Dallerà relève, néanmoins, que Giuseppe Motta refuse l'invitation du comité d'organisation du 8^e Congrès de l'AISF, qui se tient à Genève, alors que des représentants officiels des autres pays participants sont présents, « La création et les débuts des premiers groupes suffragistes en Suisse romande : entre élans et résistances », in : *Le combat pour les droits égaux*, Bâle 2009, pp. 58-66, ici p. 65.

²⁴⁹ *BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 302.

stimulant et dynamique, elle provoque, au contraire, des réactions menaçantes imprégnées de statisme. Ces mises en garde apparaissent dans les débats des années 1950, avec deux incursions en 1966 et en 1970. Il semble superflu d'ajouter que ce sont les opposants qui brandissent ces menaces, les partisans démontrant leur exagération. Un cas recensé en 1970 démontre l'ambivalence qui règne entre l'émotion et la raison.

Le débat sur ce sujet prend son essor avec cette assertion de Karl Wick (LU/PDC). « Der Respekt des Mannes vor der nichtpolitisierten Frau ist grösser als der Respekt vor der Frau, die in der politischen Arena auftritt²⁵⁰ ». Il s'agit du respect dû à un inégal, à un plus faible, à un être digne de protection paternaliste. Passé le stade du sentiment de supériorité condescendante, les femmes apparaissent comme des concurrentes, mais aussi comme celles qui empêchent les hommes de démontrer cet esprit protecteur et bienveillant. Alois Grendelmeier (ZH/AdI.) réagit à la rhétorique de Karl Wick et la considère comme des réminiscences du plus profond moyen âge. Il met, en outre, en évidence que ce type de réflexions émane d'un jugement erroné de la question. En effet, quoi de plus éloigné que l'examen du comportement des hommes envers les femmes et le suffrage féminin ? Enfin, il ne comprend pas comment son collègue peut dédaigner les femmes qui désirent s'investir pour la communauté. « Es ist unglaublich, wenn Herr Kollega Wick, den ich im übrigen schätze, erklären kann, Frauen, die sich politisch um das Wohl des Staates interessieren und den Sinn für den Allgemeinheit noch nicht verloren haben, würden von den Männern weniger geachtet²⁵¹ ». Si l'interprétation était poussée à son ultime expression, et en faisant abstraction des intérêts personnels des hommes, cela reviendrait à choir dans une contradiction où les hommes renieraient les femmes qui se préoccuperaient des intérêts généraux. Le libéral-radical bernois, Ernst Bärtschi, s'interroge aussi sur la pertinence du lien réalisé entre le suffrage féminin et le maintien ou la perte du respect des hommes envers les femmes. « Ich habe mich, auch nach der heutigen Diskussion, immer wieder gefragt : Ist es richtig, was man so oft hört, dass die Achtung vor der Frau, die Achtung vor der Würde der Frau, einfach verbunden sei mit der Stellungnahme für oder gegen das Frauenstimmrecht ?²⁵² ». Il éprouve beaucoup de compréhension envers les parlementaires qui craignent un quelconque désagrément pour les femmes avec l'entrée en vigueur du suffrage féminin. Notamment la crainte que le suffrage

²⁵⁰ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 521.

²⁵¹ *Ibid.*, p. 533.

²⁵² *Ibid.*, p. 535.

féminin n'entame des droits naturels et particuliers des femmes²⁵³. Mais comme le remarque Jean-Jacques Cevey (VD/PLR), en 1970, « la bonne foi [des ces craintes] n'est pas toujours des plus évidentes », mais celles-ci sont, néanmoins, toujours mentionnées et renvoient probablement davantage aux pertes subies par les hommes eux-mêmes. Kurt Schoch, libéral-radical schaffousois, tente de relativiser la menace, non seulement, de déni, mais aussi de destitution royale des femmes. « Man stellt die Sache irgendwie so dar, dass der Frau gleichsam ihre Krone genommen würde, wenn ihr das aktive Bürgerrecht gegeben würde. So schlimm kann die Sache wohl nicht sein²⁵⁴ ». L'aspect négatif de cette idéalisation royale des femmes est proposé par Carlo Grosjean (NE/PLR), en 1970, lorsqu'il réalise un survol historique de la place des femmes dans la société. « Il y aura encore un moment difficile : l'époque victorienne ; la femme va être presque divinisée à l'état de potiche de salon. On la place, certes, sur un piédestal, mais potiche quand même²⁵⁵ ». Les femmes obtiennent tous les honneurs et le respect tant qu'elles demeurent passives et se soumettent à la réification opérée par les hommes²⁵⁶. Kurt Schoch (SH/PLR) démontre, ensuite, le paradoxe du jugement inégal réalisé à l'aune de la différence des sexes. Quand les valeurs démocratiques plébiscitent le citoyen libre, maître de sa destinée et maillon essentiel de celle de son pays, l'activité politique est décrite de façon élogieuse et constitutive de l'identité de tout individu. En revanche, lorsqu'il s'agit d'en partager les responsabilités et la dignité avec les femmes, « spricht man nur von garstiger Politik, Streit und Vermassung, Totalisierung des Staates usw.²⁵⁷ ».

²⁵³ « Es gibt sehr viele Männer, Sie haben das heute aus der Diskussion auch gehört, die aus hochachtbaren Motiven Bedenken gegen die Einführung der gleichen politischen Rechte für die Frau haben, Bedenken, weil es ihnen widerstrebt, die Frauen in die politische Arena, in die Sphäre der politischen Leidenschaften hinuntersteigen zu sehen, Bedenken, weil sie auch die Befürchtung hegen, die politischen Rechte möchten allzu teuer durch den Verlust eines natürlichen Sonderrechtes der Frau erkaufte werden » (*Ibid.*).

²⁵⁴ BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 393.

²⁵⁵ BSOAF, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 276. Selon Barbara Duden : « Und so wurde ein wunderbarer verklärtes und idealisches Bild der Frau entworfen, sie selbst auf ein Podest gestellt, an dessen Grundfesten Stein für Stein gebaut wurde. [...] In der Tat liegt gerade in der Erhöhung der Weiber ihre neue Erniedrigung, [...] » (« Das schöne Eigentum. Zur Herausbildung des bürgerlichen Frauenbildes an der Wende vom 18. zum 19. Jahrhundert », in : *Kursbuch*, 47, März 1977, *loc. cit.*, p. 126).

²⁵⁶ Karl Wick (LU/PDC) avoue indirectement qu'il existe une certaine réification des femmes par les hommes, BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 266. Tout comme Jean Gressot (BE/PDC) qui estime que les hommes, et certaines femmes, considèrent les femmes comme des « machines à faire des enfants », qu'elles représentent des « meubles » que l'on place dans son intérieur, et une fois l'endroit bien choisi, elles deviennent un bien immobilier, inaltérable et inaliénable (BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 288).

²⁵⁷ BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 393.

Dans les débats de 1958, Max Albert Rohr (AG/PDC) dépeint avec ferveur l'image de la féminité triomphante octroyée et reconnue par les hommes. Avant de décrire son idéal féminin²⁵⁸, il reproduit la rhétorique de la virilisation des femmes, citoyennes à part entière²⁵⁹. L'idée de la femme reine malgré elle démontre le fantasme de la passivité féminine et l'orgueil masculin qui s'octroie les droits divins d'adoubement royal. Sans vouloir le généraliser, cet exemple démontre le pouvoir que les hommes s'octroient sur les femmes, avec l'assentiment des soumises²⁶⁰. Cette description de l'idéal féminin apparaît, en 1958, anachronique et en contradiction avec les réalités socioéconomiques. Elle illustre, cependant, bien l'attente et le besoin des hommes envers les femmes, et le décalage entre les réminiscences et les désirs, et la réalité contemporaine, entre le privé et le public, entre les émotions et les réflexions désintéressées. Les désirs, exprimés par Max Albert Rohr (AG/PDC), illustrent les deux principaux niveaux où se meuvent les débats sur le suffrage féminin : les fantasmes issus du ressenti subjectif de tout individu et les pensées dépassionnés issus de la tentative d'une analyse et d'une réflexion objectives et « raisonnables ». Le registre émotionnel, pouvant effectivement constituer un ressort intéressant, est néanmoins susceptible d'être rapidement démasqué et être la cible de critiques acerbes. D'autant qu'il est naturellement attribué aux femmes ! Karl Hackhofer (ZH/PDC) s'en distancie pour faire valoir le bien commun. Passage du particulier à l'universel qui réduit à néant les critiques sur l'intérêt particulier et les émotions. Son universalisme se teinte aussi de particularisme, mais celui-ci en faveur des femmes dont l'exclusion des droits politiques est à leur avantage. « Ich stelle im Gegenteil dieser Behauptung [selon laquelle la différence des droits représente une discrimination envers les femmes] die These gegenüber, dass diese Differenzierung der politischen Rechte in unserem Lande nicht nur im Interesse unserer Demokratie, sondern auch unserer Frauen liegt und deshalb beibehalten werden muss²⁶¹ ». Il s'agit d'empêcher que la démocratie helvétique ne soit mise en danger, voire ne périsse par un développement excessif dans la même perspective

²⁵⁸ « Ich möchte die Frau nicht als Kämpferin in die politische Arena hinabsteigen sehen, sondern stelle sie mir vor als Stauffacherin, die den Mann ermuntert, die ihm durch ihre Häuslichkeit die Gemeinde und das Land lieb macht, in dem er als stimmberechtigter Bürger etwas zu sagen hat. Ich möchte sie als Mutter sehen, die auf ihren Knien ihre Söhne zu verantwortungsbewussten Menschen gegenüber Gott und Vaterland erzieht. Ich möchte sie sehen als königliche Frau, die herrscht, ohne es zu wollen » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 271).

²⁵⁹ « Eine Frau, die in die politische Arena steigt, hat für mich immer etwas Unfräuliches. So sehr ich Frauen begrüße in einem Schulrat, in einem Kirchenrat, in einer Armenpflege, in einem Erziehungsrat, in einer Vormundschaftsbehörde, in einem Jugendstrafgericht, so unsympathisch wäre mir eine Frau in einer politischen Versammlung » (*Ibid.*, p. 270).

²⁶⁰ Cette acceptation n'est pas généralisable à toutes les femmes. Elle obtient, néanmoins, un large consensus dans la mesure où femmes et hommes baignent et se nourrissent des mêmes substrats culturels et agissent selon de même codes sociaux formels et informels.

²⁶¹ *BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 285.

défendue par Karl Wick (LU/PDC) lorsqu'il parle de « sur-démocratisation²⁶² ». Mais l'absence de l'égalité politique entre femmes et hommes est aussi dans l'intérêt des femmes probablement dans l'optique de maintenir une nette distinction entre les sexes et d'assurer aux femmes les hommages des hommes. Le suffrage féminin apparaît ainsi comme un des derniers remparts contre la confusion des sexes, une certaine perte de symboles virilisants et l'androgynie redoutée. Le démocrate-chrétien obwaldien, Werner Christen, fait planer un avertissement lourd de menaces au cas où les femmes s'engageaient davantage dans les affaires politiques. Il rappelle que les hommes ont offert aux femmes une position sociale qui leur assure estime et respect. « Durch deren vermehrten Einbezug in die politischen Auseinandersetzungen hat die Schweizer Frau nichts zu gewinnen, sondern nur zu verlieren. Der Wirkungsbereich der Frau ist die Familie²⁶³ ». Cette insinuation reproduit l'idée développée par Karl Wick et Eugen Bircher de la concurrence entre les sexes dès le moment où l'égalité unit femmes et hommes dans une même bataille. Cette perception induit également l'idée erronée, mais historiquement puissante, de l'homogénéité et de la complicité féminines au-delà de toute autre forme d'appartenance²⁶⁴. La concurrence ne serait pas néfaste si elle n'était toujours accompagnée de la menace de l'insurmontable infériorité des femmes en toutes circonstances et, par conséquent, de leur inévitable défaite. Les femmes ont donc tout à perdre, leur place « privilégiée » dans la société et le respect des hommes²⁶⁵. Xaver Stöckli, démocrate-chrétien argovien, met en branle l'affect et aborde le sujet par un détour émotionnel. « Wir Männer wünschen, dass die Frau in ihrem ganzen Wesen, in ihrem Charakter, in dem, was wir Männer zu schätzen wissen, erhalten bleibt²⁶⁶ ». Entendez, si les femmes ont le malheur de modifier l'image que les hommes se font d'elles et qu'ils n'obtiennent plus ce que leurs grands-pères recevaient d'elles, elles ne seront plus chéries par les hommes. Lourdes menaces qui démontrent simultanément la dépendance des hommes

²⁶² « Man kann einen Staat zutode demokratisieren » (*BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 728).

²⁶³ *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, pp. 399 et 400.

²⁶⁴ Charles Primborgne (GE/PDC) rappelle à ce propos : « Le suffrage féminin ne consacrerait pas une hégémonie des femmes. On ne doit pas penser à « une unité politique des femmes s'opposant aux hommes » » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 261). Le seul fait que l'orateur aborde le sujet démontre l'existence d'une préoccupation à cet égard.

²⁶⁵ Dans sa postface, Geneviève Fraisse décrit une société idéale pour les femmes, où leurs différences n'appelleraient ni dénigrement ni exclusion, mais liberté d'expression et orgueil de la différence, *Muse de la raison*, op. cit., p. 341. O. Julliard met lui aussi en exergue le danger de l'égalité citoyenne concernant la place privilégiée des femmes : « Si les hommes ont le privilège du droit de vote (qui est un grand privilège, je vous l'accorde), les femmes jouissent, elles, d'une préséance constante que personne ne songe même à mettre en question. Or il est clair que les partisans du suffrage féminin n'ont pas su voir que donner le droit de vote aux femmes, c'était les faire redescendre au rang de simples citoyens, et non le contraire. Les femmes, vous me l'accorderez, auraient certainement avantage à maintenir le « statu-quo » ! » (*Gazette de Lausanne*, 27 janvier 1959, p. 5).

²⁶⁶ *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 393.

envers les femmes. Cette dépendance signifie aussi angoisse de la perte et du changement. La libération des femmes de la culture masculine, comme la suggérait Karl Wick, appelle, paradoxalement, la poursuite de l'autonomisation et de l'individualisation des hommes et le maintien des femmes dans l'état de nature. Le seul partisan à rebondir sur cet aspect dans les débats du Conseil national de 1958 est Walther Bringolf (SH/PC), rapporteur alémanique de la majorité. A deux reprises, il déconstruit l'image romantique de la femme idéalisée par les opposants. A sa façon ironique et percutante, il imagine un monde où les hommes seraient tous des gentlemen et traiteraient les femmes avec tous les égards dus à leur sexe, comme le décrivent les adversaires avec dithyrambe. Si tel était réellement le cas et en faisant abstraction des droits individuels et de la dignité de citoyen véhiculés par l'idée démocratique, le suffrage féminin ne serait pas absolument nécessaire. Il estime, cependant, que la réalité ne correspond pas à cette image d'Epinal ; elle renvoie plutôt à une vérité proportionnellement opposée à celle défendue par les opposants au suffrage féminin. Les femmes ne sont pas partout chéries et respectées par les hommes, leurs droits et volontés ne sont pas pris en considération et leurs moyens d'action se révèlent limités. En somme, pour Walther Bringolf, les hommes ne respectent pas leurs engagements envers les femmes, dans cette considération particulière de la question²⁶⁷. Dans la perspective de l'idéalisation des femmes, Paul Haefelin, libéral-radical soleurois, 68 ans, rappelle lui aussi cet amour et ce respect chevaleresque pour les femmes auxquels il adhère. Il accepte, néanmoins, l'écoulement du temps et l'évolution de la société pour reconnaître un genre de relation tout autre, plus égalitaire, entre les femmes et les hommes de la nouvelle génération. Au nom de ces transformations, il se déclare résolument partisan du suffrage féminin²⁶⁸. Pour Walo von Greyerz (BE/PLR), les hommes n'ont pas vraiment le choix : ils devront, qu'ils le veuillent ou non, garder les égards et le respect qu'ils ont eu, ou qu'ils assurent avoir eu, jusqu'à présent pour les femmes. Il loue et met en évidence l'autre facette de la féminité, celle qui s'affirme tout en gardant son charme et son sens profond. En effet, en réponse à la crainte de Karl Wick (LU/PDC), il pense impossible la régression de la femme en un homme de seconde classe²⁶⁹.

En 1966, le libéral-radical genevois Alfred Borel remarque que les inégalités socioéconomiques dont souffrent les femmes se répercutent au niveau politique. Et même là, où elles détiennent déjà les droits civiques cantonaux, le fossé n'est pas comblé. Il attribue cette

²⁶⁷ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 296.

²⁶⁸ Il s'agit du cantique *Gaudeamus igitur* : « Vivant omnes, virgines, faciles, formosae, vivant et mulieres, tenerae, amabiles, bonae, laboriosae » (BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 394).

²⁶⁹ AFS, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil national, 4 novembre 1957, p. 14.

mauvaise volonté au manque de respect des hommes envers les femmes, citoyennes à part entière. Il adhère à l'expression de Gaston Bouthoul qu'il cite : « Si l'on veut que les femmes participent en tant que telles à la conduite de l'Etat, il faudrait cesser de considérer leurs votes et leurs opinions comme des sous-produits de comportements masculins »²⁷⁰. Son interprétation, si elle se révélait exacte, corroborerait l'idée, exposée ci-dessus, selon laquelle le suffrage féminin diminuerait le respect des hommes envers les femmes, dans la mesure où il ravalerait les femmes à des hommes de seconde catégorie. Il semblerait que l'imaginaire, principalement masculin, ne pût concevoir le respect de la féminité à laquelle s'ajouteraient certains attributs traditionnellement attribués aux hommes. C'est la reconnaissance de l'Un dans l'Autre, et vice et versa, qui permettrait de reconnaître une équité entre femmes et hommes, sans pour autant renier, mépriser et détruire le ressenti de la différence individuelle. A l'encontre de l'image idyllique des femmes respectées et honorées au nom de l'essence même de leur féminité passive, en 1966, le démocrate-chrétien obwaldien Gotthard Odermatt, propose une interprétation bien plus triviale. Il estime que les femmes ont forcé, plus qu'auparavant, le respect des hommes sans pour autant avoir obtenu le suffrage féminin. Il attribue cet accroissement de reconnaissance aux agissements conscients et responsables des femmes dans tous les domaines où elles sont présentes : la famille, le soin aux malades, le monde du travail. Il lie le développement de l'estime des hommes à la capacité des femmes à s'intégrer dans les nouvelles contraintes socioéconomiques de la vie tout en gardant leur féminité et en se maintenant dans le rôle que les hommes leur attribuent traditionnellement. Par conséquent, la revendication du suffrage féminin émane de femmes insatisfaites, voire frustrées²⁷¹. D'où l'insinuation que les femmes revendiquant l'égalité politique dévient du concept bien entendu de la féminité à laquelle est liée un certains nombres de droits et de devoirs.

En 1970, deux partisans traitent encore de ce sujet. De façon ambivalente, le démocrate-chrétien urinois Ludwig Danioth se prononce en faveur du suffrage féminin, mais exprime une certitude négative. « Ich bin überzeugt, nicht nur wegen des Drucks von aussen, dass die Frau gleichberechtigt sein soll, auch wenn sie ohne Stimmrecht glücklicher wäre²⁷² ». Le refus pur et

²⁷⁰ Extrait de *Sociologie de la politique*, cité par Alfred Borel (GE/PLR), *BSOAF*, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 259.

²⁷¹ « In der Regel sind es nicht die still wirkenden Frauen und Töchter, die nach dem Stimmrecht rufen, sondern jene Frauen, die in den angestammten, dem mütterlichen und weiblichen Wesen entsprechenden Aufgaben zu wenig Befriedigung finden » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 263).

²⁷² *AFS*, E 1070, 1992/87, vol. 32, G-10476, protocole de la Commission du Conseil des Etats, 21 août 1970, pp. 5 et 6.

simple du suffrage féminin n'est plus recevable en 1970. Plus aucun argument contre celui-ci ne semble pouvoir être émis de façon raisonnable. Ainsi, le recours aux émotions est une façon non contraignante et non réactionnaire d'exprimer encore un certain malaise à l'encontre du suffrage féminin. D'arguments légitimes à valeur universelle, les parlementaires se voient contraints de se concentrer sur leur particularisme afin d'éveiller, dans le meilleur des cas, de la compréhension, dans le pire, un hochement de tête compatissant²⁷³. Enfin, Jean-Jacques Cevey (VD/PLR) met en doute, non seulement, la loyauté, mais aussi la bonne foi des parlementaires. « Une autre objection volontiers formulée à l'encontre du suffrage féminin a trait au danger que l'on ferait courir à la femme de perdre sa place « privilégiée » dans la société, en l'incitant à se mêler au jeu des politiciens, ce terme étant bien entendu employé dans son sens le plus péjoratif²⁷⁴ ». Il met véritablement en doute la qualité du privilège que les hommes reconnaissent aux femmes dans la société. Au contraire, cet état avantageux serait plutôt à mettre sur le compte des hommes eux-mêmes qui, par un procédé d'occultation délibérée, le projette sur les femmes. Tout en mettant en doute la bonne foi de ceux qui émettent de telles menaces, il détourne les effets dangereux que la politique fait peser sur les femmes. En effet, si la politique était vraiment si malsaine, « la participation féminine ne saurait être considérée comme un facteur d'aggravation²⁷⁵ ». Il fait ainsi volontairement abstraction d'un danger énoncé par les opposants, retourne le problème, et affirme ironiquement qu'il ne faut pas avoir peur des femmes, qu'elles ne rendront pas la politique des hommes plus mauvaise !

De véritable danger dans les années 1950, abondamment documenté, la problématique de la perte de la place privilégiée des femmes dans la société et, par extension, de celle du respect des hommes, se délite rapidement pour céder la place au doute quant à l'honnêteté de tels arguments. Elle permet d'entrevoir la pérennité de l'image idéalisée de la femme. Elle fait, simultanément, planer la menace que cette femme-là, fantasmée, irréelle et anachronique, que les hommes aiment et respectent, perdrait ses « prérogatives » si elle s'aventurait plus avant dans la sphère masculine. Si les femmes venaient à déchoir de cette image, les hommes ne seraient plus tenus d'exprimer leurs égards envers les femmes. Il en ressort la véritable complexité des émotions qu'éveille le suffrage féminin. Il ne s'agit pas véritablement d'arguments raisonnables,

²⁷³ En 1970, seul Hans Nänny, libéral-radical originaire du canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures, s'abstient expressément de voter en faveur du suffrage féminin, eu égard au danger qu'encourt la Landsgemeinde. Il s'agit donc ici aussi d'une raison issue du registre émotionnel, ce qu'il reconnaît sans ambages.

²⁷⁴ BSOAF, Conseil national, 23 juin 1970, pp. 444 et 445.

²⁷⁵ *Ibid.*, p. 445.

mais de l'ensemble des fantasmes et des craintes de perte et d'abandon exprimés implicitement par les hommes. Il va sans dire qu'un certain nombre de femmes partage cet éventail idéologique avec les hommes.

Même si femmes et hommes vivent dans la même culture et en partagent les valeurs fondamentales, personne ne sait vraiment ce que pensent les femmes, comprises comme un ensemble homogène. C'est la raison pour laquelle, la question du sondage se pose de façon récurrente au Parlement.

5.7 Le sondage

Comme le relèvent certains parlementaires, la question, à savoir si les femmes désirent ou non le droit de vote, semble représenter la dernière impulsion nécessaire pour l'instaurer²⁷⁶. Tel est l'avis d'Armand Droz (FR/PLR) qui doute, effectivement, que le suffrage féminin réponde aux aspirations de la majorité des femmes. Selon lui : « L'introduction du suffrage féminin ne peut avoir de véritable sens et de portée pratique que s'il correspond aux vœux et aux aspirations d'une nette majorité des femmes suisses²⁷⁷ ». Délicatesse loyale ou ultime dérobade à la charge des femmes, la levée de cette incertitude paraît, pour certains, d'une importance tout à fait secondaire. Tel est l'avis de Hans Oprecht (ZH/PSS), malgré la requête soutenue par un grand nombre de femmes contre le suffrage féminin²⁷⁸. Paradoxalement, dans la question du suffrage féminin, l'opinion des femmes semble primordiale, alors que leur avis est rarement pris en considération, ou de façon accessoire et non contraignante, sur d'autres questions. Ernst Vaterlaus (ZH/PLR) rappelle que, nulle part, l'instauration du suffrage féminin n'a dépendu du consentement des femmes, et qu'il s'agissait, la plupart du temps, du résultat d'un acte révolutionnaire²⁷⁹. Or, justement, lors de l'introduction du suffrage dit universel, les hommes n'ont pas été consultés²⁸⁰ ! « L'instauration du suffrage universel n'éveilla pas au début un

²⁷⁶ Notamment Charles Primborgne (GE/PDC), rapporteur romand de la majorité, *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 260.

²⁷⁷ *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 513.

²⁷⁸ « Mir scheint dabei die Frage, ob die Frauen das Stimmrecht wollen, von sekundärer Bedeutung zu sein, obschon dazu schliesslich auf die Eingabe der 38 Frauenorganisationen, die einen grossen Teil der Frauen in der Schweiz erfassen, hingewiesen werden könnte » (*BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 722). Pour Armand Droz (FR/PLR), cet aspect des choses « ne constitue du reste pas un critère [...] » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 513). Et Jean-Jacques Cevey (VD/PLR), rapporteur : « J'ajouterai, pour compléter cette argumentation, que la question n'est pas tant de savoir si la majorité des femmes tiennent ou non à participer à la vie civique » (*BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 444). L'essentiel, à son avis, est de permettre à celles qui le désirent de le faire.

²⁷⁹ *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 390.

²⁸⁰ Hans Oprecht (ZH/PSS) le dit bien : « Wir fragen den jungen Mann, wenn er mündig wird, auch nicht, ob er stimmen wolle. Wir untersuchen auch nicht, ob er politisch reif und befähigt sei, stimmen zu können » (*BSOAF*,

enthousiasme délirant parmi la masse des citoyens, qui se voyaient ainsi invités à participer directement à la conduite des affaires publiques. Ce n'est qu'avec le temps et la pratique que le peuple s'intéressa activement à cette importante innovation²⁸¹ ». Alors que le respect de la volonté féminine, pour extraordinaire qu'il soit, apparaît comme une délicatesse et un intérêt masculin en faveur des femmes, il insinue, néanmoins, un sentiment de mauvaise volonté. Étonnamment, la question du sondage auprès des femmes est uniquement soulevée par les partisans, alors que même Walther Bringolf (SH/PC), fervent partisan du suffrage féminin, est persuadé que la majorité des femmes suisses est contre le droit de vote²⁸². Elle induit, d'une part, un report *sine die* de l'introduction du suffrage féminin²⁸³ et, d'autre part, elle semble avantager les adversaires. Or, l'enquête est encore demandée en 1951 et son absence encore regrettée par la suite, malgré la décision d'abandon du Conseil fédéral²⁸⁴. Ce sondage est demandé dès les débats de 1945, par Ernst Reinhard (BE/PSS), qui réagit énergiquement à l'assurance exprimée par Josef Schuler (SZ/BV). « Herr Schuler, der unter die Propheten gegangen ist, hat erklärt, die Frauen wollen das Stimmrecht überhaupt nicht. Woher kommt Ihnen denn diese Kunde Herr Schuler?²⁸⁵ ». En 1951, Armand Droz (FR/PLR) rappelle que les gouvernements cantonaux furent consultés à ce sujet le 28 juillet 1950. Quatre cantons se montrent favorables (VD, UR, SZ, BL), tous les autres donnent des réponses négatives ou évasives. Au-delà des difficultés pratiques et des coûts, ces cantons font « remarquer qu'un tel scrutin ne refléterait pas la situation exacte puisqu'il serait à prévoir qu'une grande partie des femmes adversaires du droit de vote ne se

Conseil national, 12 décembre 1945, p. 722). En outre, d'une part, Jean-Jacques Cevey (VD/PLR), rappelle : « En réalité, le suffrage dit universel a été introduit contre la volonté de beaucoup d'hommes et sans qu'on ait jugé nécessaire de les consulter » (BSOAF, Conseil national, 23 juin 1970, p. 444). Même avis exprimé par le conseiller fédéral Markus Feldmann (BE/UDC) et Aloys Copt (VS/PLR), BSOAF, resp. Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 404 et Conseil national, 23 juin 1970, p. 449. D'autre part, selon Charles Primborgne (GE/PDC) : « S'il fallait que soit requise la conviction de la majorité, il est clair que le suffrage exclusivement masculin serait lui-même mis en question si l'on considère la participation à certains scrutins, signe d'une indifférence malheureusement trop évidente de la part de nombreux citoyens » (BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 260).

²⁸¹ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 513.

²⁸² « Er [der Gegner] kann sich auch darauf berufen, das ist uns nicht unbekannt, dass wenn eine solche Abstimmung [über das Frauenstimmrecht] stattfinden würde, die Mehrheit der Frauen sich gegen das Stimmrecht, das aktive und passive, aussprechen würde » (BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 539).

²⁸³ Cette constatation est exprimée par Armand Droz (FR/PLR) : « Si une telle votation indiquait qu'une large majorité de femmes désirent obtenir le droit de vote, une révision de la constitution dans ce sens ne pourrait ni ne devrait être différée ; si, au contraire, la votation d'essai donnait un résultat nettement négatif, la question perdrait de son urgence pour quelques années encore » (*Ibid.*, p. 513).

²⁸⁴ Dans son rapport du 2 février 1951, le Conseil fédéral décide de renoncer à la réalisation d'un sondage dans la mesure où la majorité des cantons donne un avis négatif, *Feuille fédérale*, vol. I, n° 6, 8 février 1951, p. 359.

²⁸⁵ Et il n'hésite pas à lui lancer une pique. « Deswegen, weil Sie bei sich zu Hause vielleicht eine Stimmung erzeugt haben, die Ihrer Frau einen andern Gedanken unmöglich gemacht hätte, wenn sie nicht den Zorn des Eheherrn auf sich laden will ? » (BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 732).

rendraient pas aux urnes, [...]»²⁸⁶. Et pourtant, le socialiste genevois, Léon Nicole, propose encore de permettre aux femmes de s'exprimer à ce sujet, d'une part, pour convaincre les réticents et, d'autre part, pour contredire la conviction des opposants²⁸⁷. Il estime que personne ne sait ce que pensent réellement les femmes suisses à ce sujet. Malgré, et selon toute probabilité, le résultat négatif, il veut sans doute rendre hommage à toutes ces femmes suisses « qui ont consacré leur vie entière à cette question, qui ont fait des sacrifices énormes souvent même au détriment de leur santé »²⁸⁸. Bien que les organisations de femmes contre le suffrage féminin se soient mobilisées en réaction à celles en faveur du suffrage féminin, la majorité silencieuse des femmes a un impact bien plus puissant que les femmes qui se prononcent. En effet, entre 1954 et 1957, les villes de Genève, Bâle et Zurich ont demandé aux femmes de donner leur avis concernant l'instauration du suffrage féminin. Les résultats sont éloquents : respectivement, 85%, 72,9% et 79,5% des femmes, ayant participé à la votation, se sont prononcées en sa faveur²⁸⁹. Finalement, les hommes doivent prendre une décision dont la responsabilité leur incombe entièrement. En l'absence d'opinion féminine clairement déclarée, dont la représentativité serait acceptable, le choix masculin repose, pour une grande partie, sur leur sentiment personnel. Et celui-ci est influencé par une multitude de critères, notamment par l'expérience personnelle²⁹⁰. En 1970, alors que les dés sont pratiquement jetés, le zurichois James Schwarzenbach, représentant des démocrates suisses, pose une dernière proposition selon laquelle l'arrêté du Conseil national « sera soumis au vote des Suissesses en âge de voter » et « s'il est accepté par la majorité des votantes, l'arrêté sera soumis au vote du peuple et des cantons »²⁹¹. Il estime que le changement d'opinion au Parlement, en faveur du suffrage féminin, est principalement motivé par une pression venant d'au-delà des frontières. Alors qu'il doute de la loyauté des hommes, il présente sa proposition de façon à rendre hommage aux femmes, puisqu'elles seraient appelées à une votation consultative sur le suffrage féminin dont le résultat influencerait, avec toute

²⁸⁶ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 513.

²⁸⁷ *Ibid.*, p. 540.

²⁸⁸ *Ibid.* « Je pense, par exemple, à Mlle Emilie Gourde, à Genève, avec laquelle je n'ai pas toujours été d'accord sur certaines questions politiques mais dont j'ai toujours admiré la fidélité aux idées qu'elle défendait au sujet du suffrage féminin » (*Ibid.*).

²⁸⁹ Ernst Vaterlaus (ZH/PLR), BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 391 et Alois Grendelmeier (ZH/AdI.), BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 272, y font référence.

²⁹⁰ Ernst Vaterlaus (ZH/PLR) remarque que les opposants disposent d'un argument émotionnellement très puissant, mais non vérifié, BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 272.

²⁹¹ BSOAF, Conseil national, 23 juin 1970, p. 456.

probabilité, le choix des hommes²⁹². Il semble, par ailleurs, reconnaître un sens des responsabilités bien plus développé auprès des femmes qu'auprès des hommes qui lui semblent bien plus opportunistes²⁹³. Cette ultime tentative de sondage auprès des femmes provoque une levée de bouclier généralisée et les parlementaires s'expriment très violemment. En regard du résultat négatif que son initiative a essuyé le 7 mars 1970, Ernst Bieri (ZH/PLR), reproche à James Schwarzenbach d'y jeter un œil rétrospectif opportuniste, en ce sens qu'elle aurait passé la rampe avec le soutien des femmes. Il conclut : « Wer ist hier, Kollege Schwarzenbach, der Opportunist ?²⁹⁴ ». Le rapporteur socialiste, Ulrich Götsch, de Zurich, y répond : « [...] : der Opportunist heisst Schwarzenbach ». Outre la mise en évidence de la duplicité à peine voilée de James Schwarzenbach²⁹⁵, Ulrich Götsch lui reproche de vouloir retarder indûment l'inévitable²⁹⁶.

5.7.1 Les femmes ne veulent pas le droit de vote

Ainsi, appuyé sur sa supposition, selon laquelle la majorité des femmes ne veut rien savoir du suffrage féminin, Josef Schuler (SZ/BV) suggère de laisser les femmes à leur foyer²⁹⁷. L'ultime volonté féminine, reconnue et saluée par les hommes, est leur propre refus du suffrage féminin. Tous les arguments avancés par les parlementaires, pro et contra, sont partagés par les femmes, pro et contra. D'où la preuve de la grande homogénéité de la nature humaine environnée d'une même culture et d'une même structure, indépendamment de la différence des sexes. Que ce soit les hommes qui aient élaboré cette idéologie de la domination masculine et que les femmes se soient laissées convaincre, sans toujours avoir le choix²⁹⁸, n'apparaît que secondaire face au résultat de la concordance des opinions. Car il semble évident que la majorité des hommes n'a jamais ou peu réfléchi à cette domination, à leurs privilèges, à leurs origines respectives, ni à un changement quelconque. Cet aveuglement et cette inconscience sont une clé de plus pour la compréhension de la naturalisation de la domination masculine. Finalement, le « problème » et sa

²⁹² « Herr Schwarzenbach versucht seine Disteln in Rosen zu verwandeln, indem er sagt : Zuerst fragen wir die Frauen und nicht die Männer ; und er tut dergleichen, er gebe damit den Frauen das Vorrecht » (*Ibid.*, p. 458).

²⁹³ Suite à l'initiative Schwarzenbach à propos du surpeuplement étranger, il estime que « [...] unsere Stauffacherinnen von altem Schrot und Korn den opportunistischen Sirenengesänge der Wirtschaft und des blossen Geldsackdenkens weit weniger leicht verfallen als viele tapfere Männer, [...] » (*BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 456).

²⁹⁴ *Ibid.*, p. 457.

²⁹⁵ « Ich habe selten gesehen, dass jemand so offen hier erklärt hat : Vor zwei Jahren war ich dagegen, jetzt bin ich dafür, weil die Frauen für mich und meine komischen Auffassungen stimmen werden » (*Ibid.*).

²⁹⁶ « Es würde also am Ablauf überhaupt nichts geändert, ausser dem, dass es einem noch halb mutigen Gegner des Frauenstimmrechtes gelänge, vielleicht ein oder zwei Jahre Zeit zu gewinnen » (*Ibid.*, p. 458).

²⁹⁷ *BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 726.

²⁹⁸ Peter Frey estime que les femmes sont « conditionnées par le contexte culturel et les valeurs de la société masculine » (*L'opinion publique et les élites face au suffrage féminin en Suisse*, Genève 1970, *op. cit.*, p. 201).

résolution ne surgissent qu'au moment d'une remise en question, par les femmes et les hommes, par l'évolution structurelle de la société, par le sentiment d'un nécessaire développement de la démocratie. L'étincelle n'émane pas d'un élan grégaire²⁹⁹ ; l'éveil face à une nouvelle donne n'est pas sexué. Il se réalise selon des critères très différents selon le statut social, la perception et les réalités spatiotemporelles. Ainsi, au-delà de la concrétisation d'une idéologie sexiste³⁰⁰ chronologiquement située, la pérennité provient d'une habitude qui confond femmes et hommes dans leur identité socioculturelle³⁰¹. D'où la réalité assez surprenante de l'existence de femmes qui se battent contre le suffrage féminin.

Ainsi, Alfred Clausen (VS/PDC), au-delà de sa prise de position opposée au suffrage féminin, renforce sa bonne conscience en étant persuadé que la majorité des femmes ne désire pas le suffrage féminin. « Wir lehnen diese Motion [des Nationalrates] mit umso grösserer Entschlossenheit ab, als ein Grossteil der Schweizerfrauen selbst das ihnen zugedachte Frauenstimmrecht kategorisch ablehnen und davon nichts wissen wollen³⁰² ». Eugen Bircher (AG/UDC), gynécologue pendant une trentaine d'années, déduit de son expérience professionnelle une connaissance intime des femmes, tant concrète qu'abstraite. Il conclut de ses fréquentations que la majorité de ses patientes est contre le suffrage féminin. Dans cette suite argumentative, il confie des renseignements personnels. « Ich habe selber eine grosse Familie – ich darf das hier einmal sagen – ich habe 6 Kinder und 16 Grosskinder. Das ist für einen Nationalrat sicherlich eine ganz schöne Zahl (Heiterkeit)³⁰³ ». Ces indications, insérées dans un débat argumentaire, démontrent le passage de la logique objective aux émotions. Par ailleurs, le lien opéré entre les femmes qui refusent le droit de vote et l'existence de familles nombreuses indique la mission providentielle des femmes. Bien qu'il semble avouer ces détails personnels avec fierté, ils déclenchent néanmoins un accès d'hilarité auprès de ses collègues. L'expression de cette joie marque l'inconfort des parlementaires, leur gêne, et l'aveu d'une suite inappropriée dans l'enchaînement argumentatif. Pour appuyer ses convictions intimes et professionnelles,

²⁹⁹ Pour Peter Frey, les « révolutions [...] qui ont été le produit d'aspirations idéales, ont, la plupart du temps, jailli des idées d'une classe dirigeante, d'une élite cultivée, d'une intelligentsia » (*Ibid.*, p. 200).

³⁰⁰ Max Liniger estime, de façon quelque peu étriqué, que l'antiféministe se complaît dans cette idéologie parce qu'il est « élevé dans l'aisance helvétique, avachi par notre confort matériel et spirituel » (*Réflexions sur l'antiféminisme suisse*, Genève 1959, p. 62).

³⁰¹ Karl Wick (LU/PDC) : « [...] ; auch die Frauen seien in ihrer Art traditionsgebunden und unterordnen sich als freie Individuen den von ihnen erkannten Bedürfnissen der Gemeinschaft » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 519).

³⁰² *BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 379.

³⁰³ *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 531.

Eugen Bircher cite l'article du gynécologue bâlois, Alfred Labhardt, qui affirme que les femmes ne veulent pas le droit de vote en raison de leur devoir de procréation³⁰⁴. Dans les débats du Conseil national en 1958, Max Albert Rohr (AG/PDC) se réfère, lui aussi, à ce gynécologue³⁰⁵. Il est significatif que, d'une question qui a pour but d'octroyer aux femmes une égalité de droits imprescriptibles et de développer l'idée démocratique, deux parlementaires n'hésitent pas à rabattre le débat à un niveau purement physiologique en citant un gynécologue, dont l'expérience professionnelle apparaît plus pertinente que l'égalité civique. Ce déplacement rhétorique de l'abstraction au concret le plus intime illustre les stratégies argumentatives de confusion. A force de s'extraire du noyau même du problème, les discussions s'éloignent du sujet. Walo von Greyerz (BE/PLR) tente, d'ailleurs, d'en montrer l'absurdité. « Das [die Resultate der Befragung in GE, BS und ZH] ist immerhin ausschlaggebender als die Aussage eines Frauenarztes, in dessen Konsultationszimmer die Frauen naturgemäss andere Sorgen vorzubringen haben als die des fehlenden Stimmrechts³⁰⁶ ». Quant à Gottlieb Duttweiler (ZH/AdI.), il regrette la passivité des femmes. En réponse à l'opinion généralement admise selon laquelle les femmes elles-mêmes ne désirent pas voter, il estime, en effet, qu'elles détiennent une grande part de responsabilité. Mais il en impute la faute à une certaine culture helvétique quelque peu oppressante, voire opprimante. « Dadurch die Frau einfach nicht genug emanzipiert ist, ich meine im guten Sinne. Daher kämpft sie nicht, wie sie in England gekämpft hat. Ein Küchenstreik oder etwas ähnliches würde auch individuell eine grosse Wirkung auslösen. Es wären Mittel vorhanden, wenn sie sehr entschlossen wären, aber sie sind es nicht³⁰⁷ ». Les manifestations révolutionnaires, que Gottlieb Duttweiler aimerait découvrir davantage auprès des femmes suisses ne correspondent pas à la culture helvétique. Mais, surtout, son témoignage explicite les différents seuils de tolérance à cet

³⁰⁴ *Ibid.*, p. 532. Alfred Labhardt a, notamment, publié un petit fascicule dans lequel il décrit la complémentarité entre femmes et hommes, ainsi que les tâches et devoirs de chacun des deux. Son opinion s'exprime clairement dans ces citations, notamment : « Bei der Frau ist tatsächlich nicht nur körperlich, anatomisch und funktionell, sondern auch psychisch alles auf das eine Ziel der Reproduktion eingestellt. [...] Dieser körperlichen Einstellung zur Reproduktion entspricht eine sinngemässe psychische Einstellung der Frau. Mit Recht sagt Sellheim ; « Jedes gesund empfindenden Weib braucht im Gegensatz zum Mann ein Kind zum vollen Ausleben der Individualität und findet nur in ihm seine höchste Glücksquelle ». Wenn auch nur dunkel, oft uneingestanden, oft sogar nur im Unterbewusstsein, so schwebt doch stets dem normalen weiblichen Gemüte dieses höchste Ziel, die Mutterschaft, vor » (*Die natürliche Rolle der Frau im Menschheitsproblem und ihre Beeinflussung durch die Kultur*, Rektoratsrede gehalten am 16. November 1934, pp. 5 et 6).

³⁰⁵ « Ich bin überzeugt – und das Resultat der Enquete hat es mit bestätigt – dass die Majorität der Frauen, im Bewusstsein ihrer natürlichen Bestimmung, nicht den Wunsch hat, unter Führung einer männlichen orientierten Minorität, sich zur politischen Mitarbeit zwingen zu lassen. Warum ihnen da etwas aufdrängen, das die meisten, und gerade die natürlich und weiblich Begabten, nicht wollen ? » (Extrait de l'article « Wollen die Frauen die politische Gleichberechtigung ? », cité par Max Albert Rohr (AG/PDC), *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 270).

³⁰⁶ *Ibid.*, p. 276.

³⁰⁷ *BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 392.

égard. En effet, Jean Bourgknecht (FR/PDC), favorable au suffrage féminin, se plaint, quant à lui, de l'agitation excessive des « suffragettes » helvétiques. « On ne peut, dans cet ordre d'idées, que regretter l'attitude et l'agitation de certaines de nos féministes. Elles perdent de vue qu'elles font à leur cause beaucoup plus de mal que de bien. [...] Bien que partisan du suffrage féminin, je tiens à déclarer que nous ne sommes pas mûrs pour la mentalité et les ukases des Frauenvereine³⁰⁸ ». Il leur demande d'être moins agitées et plus raisonnables, et surtout de mesurer leurs interventions³⁰⁹. Il estime lui aussi que les partisans doivent tout entreprendre pour raccourcir le chemin qui mène au suffrage féminin et qu'ils en ont les moyens. Ainsi, les femmes ne veulent-elles vraiment pas le droit de vote ou n'osent-elles pas l'exiger avec les moyens qui sont à leur disposition ? La voie de la respectabilité et de l'adhésion est étroite entre les requêtes jugées culturellement convenables en Suisse, mais qui n'ont aucune force contraignante, et les manifestations jugées « violentes », qui surprennent, effraient et repoussent, et dont les résultats sont incertains. Peut-être que l'absence coutumière de cette flamme d'excès et d'effervescence, auprès de la majorité des femmes, mais également des hommes suisses, explique-t-elle une certaine lenteur proverbiale qui caractérise les changements en Suisse. Comme l'exprime Alfred Borel (GE/PLR), en 1966 : « L'institution du suffrage féminin doit avoir fait ses preuves à l'instar d'autres institutions de notre démocratie directe, sur le plan communal et cantonal, avant d'être adopté, à coup sûr, sur le plan fédéral. Jusqu'à ces dernières années, cette évolution a été relativement lente³¹⁰ ». D'ailleurs, toute nouveauté, en Suisse, doit d'abord renverser une barrière psychologique faite de répulsion et de statisme³¹¹. En 1966, Gotthard Odermatt (OW/PDC), soulève une dernière fois cet argument tout en se référant à un symbole helvétique puissant, exposé dans la salle des débats même. « Die anmutigen Nidwaldnerinnen haben ihr Gesicht dem Landsgemeinding abgekehrt, mit andern Worten, sie begehren noch keinen Einlass in den Ring der Männer³¹² ». Comme le relève Jean-Jacques Cevey (VD/PLR), en 1970, cet argument est le plus fréquemment utilisé par les opposants pour justifier le refus de l'instauration du suffrage

³⁰⁸ *Ibid.*, p. 401.

³⁰⁹ « Elles ont mieux à faire qu'à intervenir à tous propos, et, surtout, hors propos » (*Ibid.*).

³¹⁰ BSOAF, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 260.

³¹¹ Les paroles de Harald Huber (SG/PSS) sont éloquentes : « Wir wissen, dass der Fortschritt in der Schweiz langsam geht, dass man manchmal zwei-, drei-, viermal vorstossen muss, bis man beim fünften Mal vielleicht durchdringt » (BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 525).

³¹² BSOAF, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 264.

féminin³¹³. Mais il rappelle également que les innovations ont presque toujours été proposées « par une minorité, une élite », alors que « la masse reste indifférente³¹⁴ ».

Expression de duplicité ou de loyauté, les opposants expriment leur souci de respecter la volonté de la majorité des femmes. Les partisans, quant à eux, estiment que le suffrage féminin relève d'une question d'équité démocratique, dont la responsabilité est indépendante du ressenti individuel.

5.8 Les scissions féminines

Paradoxalement, la nature féminine, qui semble déterminer ontologiquement la femme, est susceptible de distorsion dans l'usage abusif de certains arguments. Ceux-ci tendent à réaliser une classification des femmes, dans le sens d'une adhésion plus ou moins forte à cette nature déterminante. Ainsi, même si Karl Wick (LU/PDC) ne l'exprime pas explicitement, les femmes, qui revendiquent un partage des droits et des responsabilités masculins, dérogent à l'idéal féminin³¹⁵. Et cette femme idéale est généralement incarnée par les femmes paysannes. De nombreux parlementaires réalisent une distinction d'ordre culturel entre les femmes des campagnes et celles des villes, qui aboutit à une inégalité, voire à une injustice entre elles. La belle homogénéité des femmes pourrait être profondément transformée et mise en danger par le suffrage féminin. Karl Hackhofer (ZH/PDC) se fait le représentant de la voix des femmes contre le suffrage féminin dont la préoccupation est bien la dissension entre les femmes qu'il ferait immanquablement naître. « Die schöne, versöhnende Neutralität der Frauen, die über die Verschiedenheit der Parteizugehörigkeit ihrer Männer hinweg manch gemeinsames Werk schufen, wäre schwer gefährdet³¹⁶ ». La « belle neutralité des femmes » est évidemment une illusion que la réalité ne manque pas de mettre en évidence. Cet exemple démontre, néanmoins, que les femmes sont tout aussi aptes à se faire illusion elles-mêmes et n'hésitent pas à user d'arguments démagogiques pour s'attirer la bienveillance de la majorité des hommes au pouvoir.

³¹³ « De plus, comme le notent les auteurs d'une brochure publiée par l'Association vaudoise pour le suffrage féminin, s'il est vrai que beaucoup de femmes sont encore indifférentes à ce progrès, cela n'enlève rien à sa valeur » (BSOAF, Conseil national, 23 juin 1970, p. 444).

³¹⁴ *Ibid.*

³¹⁵ Il se demande : « Welche sind die besten Frauen ? » (BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 727). Celles qui revendiquent l'égalité civique ou celles qui réalisent leur labeur dans le silence et l'anonymat ?

³¹⁶ Extrait de la requête des femmes contre le suffrage féminin, E 4001 (D), 1973/125, vol. 71, Frauenstimmrecht. Allgemeines ab 01.02.1959 (nach der Ablehnung der Vorlage 1957 durch Volk und Stände am 1. Februar 1959, «Schweizerischer Frauenkreis gegen das Frauenstimmrecht », également cité par Karl Hackhofer (ZH/PDC), BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 285.

Une fois encore, femmes et hommes détiennent les mêmes pouvoirs d'automystification et usent de mêmes stratagèmes culturellement acceptables pour atteindre leurs objectifs.

5.8.1 Femmes des campagnes, femmes des villes

Dans les débats de 1945, le Zougois Joseph Schuler (BV) relève deux différences pratiques entre les femmes rurales et les femmes citadines, si le suffrage féminin était introduit. D'abord, les femmes des campagnes doivent se déplacer pendant une, deux heures, voire plus, pour se rendre aux urnes, alors que les citadines n'ont besoin que de quelques minutes. Il provoque l'hilarité de ses collègues lorsqu'il insinue que c'est l'homme qui doit rester à la maison pour garder les enfants lorsque la femme va voter³¹⁷ ! Joseph Schuler remarque ainsi que les femmes des campagnes ont souvent bien plus d'enfants que les citadines. « Das Ereignis einer Geburt kommt auf dem Land viel öfters, 5, 6-10mal im Leben der Frau vor, in der Stadt geschieht es vielleicht nie oder ein- oder höchstens zweimal. Das ist eine gewaltige Ungleichheit zwischen Stadt und Land³¹⁸ ». Ernst Reinhard (BE/PSS) lui rétorque : « Ich weiss wiederum nicht, woher Herr Schuler diese Weisheit hat ; sie wird heute überall gedankenlos gepredigt³¹⁹ ». En effet, il présente les fières paysannes suédoises et danoises qui se faisaient un honneur d'aller aux urnes sans pour autant que leurs opinions politiques, parfois opposées, n'aient provoqué de dissensions insurmontables entre femmes. Il laisse entendre, ensuite, que la crainte de l'intensification des griefs entre villes et campagnes, imputée au suffrage féminin, est un détournement du problème. Il estime, en revanche, que la représentation des mères au Parlement ne peut qu'améliorer leur statut et leur reconnaissance³²⁰. Pour contrecarrer le danger de scission féminine, mis en évidence, il réalise une nouvelle homogénéité féminine : celles des mères politisées. En 1951, Eugen Bircher (AG/UDC) émet son opposition sur les opinions des paysannes elles-mêmes, pour affirmer que celles-ci ne veulent pas le droit de vote³²¹. Stratégie largement répandue, principalement dans le camp des opposants, qui, outre le fait de donner quelque peu corps aux femmes absentes et muettes, n'empêche pas d'insinuer une certaine mauvaise conscience auprès

³¹⁷ BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 726.

³¹⁸ *Ibid.*

³¹⁹ *Ibid.*, p. 733.

³²⁰ Ernst Reinhard (BE/PSS) fait ici implicitement référence à l'appel de Karl Wick (LU/PDC) : « Der Ruf jedes ernstesten Staatsmannes lautet heute : « Gebt uns wieder gute Mütter », aber nicht « Gebt uns das Frauenstimmrecht » (BSOAF, 12 décembre 1945, p. 728), que Karl Wick exprime peu avant le discours de Ernst Reinhard.

³²¹ « Nein, die Bauernfrauen wollen kein Stimmrecht, in einer Landfrauenversammlung haben von 100 deren 98 dagegen gestimmt, in einer andern, als ich überhaupt anfang, davon zu sprechen, haben sie mich ausgelacht, sie hätten wahrhaftig Gescheiteres zu tun, als sich mit diesen Sachen zu beschäftigen » (BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 532).

des partisans, « accusés » de charger les femmes de nouveaux devoirs. Dans les derniers débats des années 1950, Werner Meister (BE/UDC) n'hésite pas à rendre explicitement les partisans responsables d'une injustice. Il rappelle lui aussi les conditions pratiques défavorables à l'exercice du droit de vote dans les campagnes (longs déplacements et mauvaises conditions des chemins à parcourir), et estime qu'un fossé se creusera entre villes et campagnes. Pour lui, le fossé est encore inexistant, mais apparaîtra avec le suffrage féminin. « Bedenken die Befürworter, dass sie mit der Einführung dieses vermeintlichen Rechtes für Tausende Frauen in unserem Lande ein Unrecht statuieren. Warum? Weil die Frauen gar nicht in die Lage kommen, dieses Recht ausüben zu können³²² ». Afin d'éviter un tel désagrément aux paysannes, il combat le suffrage féminin. Il soulève encore la question qui consiste à savoir qui des deux, épouse ou mari, doit rester à la maison pendant que l'autre s'acquitte de ses devoirs civiques, alors que le même problème peut également se poser auprès des citoyens³²³. Par ailleurs, la question du temps à disposition pour s'acquitter de ce devoir est toujours soulevée. En effet, Xaver Stöckli (AG/PDC) s'étend longuement sur la description des lourdes tâches des gens de la campagne, femmes et hommes, qui se partagent les durs labeurs ruraux. « Glaubt jemand, dass diese Frauen [im Lande] noch ein Verlangen nach zusätzlicher Arbeit mit dem Stimm- und Wahlrecht haben werden? Sie sehnen sich nach Ruhe und finden diese am Sonntagnachmittag wiederum im Kreise der Familie. Sie sind die Stille im Lande³²⁴ ». Il reconnaît déjà une certaine fatigue et un ennui auprès des citoyens actifs ; combien seraient-ils plus vivaces auprès des femmes ? Finalement, les paysannes représentent encore l'idéal des femmes d'antan, d'avant le développement de ces revendications féministes incongrues. « Die Bauernfrau hat im allgemeinen kein Verlangen nach dem Stimm- und Wahlrecht. Sie schenkt ihrem Mann das Zutrauen, dass er das schon recht mache und ist froh, dass sie damit nicht zusätzlich belastet ist³²⁵ ». Max Albert Rohr (AG/PDC) déplore également le renforcement de la prédominance des villes sur la campagne, si le suffrage féminin était instauré, et dévalorise l'engagement politique des femmes, qu'il considère, dès lors, un sport³²⁶. Et, pour appuyer sa démonstration, il n'hésite pas à contredire un présupposé généralement admis, soit

³²² BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 281.

³²³ « Wer muss da zuhause bleiben, wenn man das Recht hat, auszuziehen an diese Versammlungen ? Diese Frage kann niemand entscheiden. Das gleiche Recht für alle ist hier eine Theorie, ein Trugschluss » (*Ibid.*).

³²⁴ BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 394.

³²⁵ *Ibid.*, p. 393.

³²⁶ « Auch das Übergewicht der Stadt über das Land würde wiederum verstärkt, denn die Bauernfrau hat viel weniger Zeit, sich der Politik zu widmen und an die Urne zu gehen als die Direktionssekretärin in der Stadt, die den Samstag und Sonntag frei hat und sich dann neben dem Skisport auch noch dem « politischen Sport » widmen kann » (BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 271).

que le droit de vote est une dignité qui est l'apanage du citoyen de la démocratie helvétique, et dont l'exercice relève d'une responsabilisation et d'un engagement en faveur de la communauté. Représentation fort éloignée de celle des loisirs, qui est un délassément individuel, voire individualiste. Il met, évidemment, en exergue une réalité non équivoque selon laquelle les ruraux ne peuvent se permettre de s'adonner aux plaisirs de la société de consommation, par manque de temps évident. Peut-être, là aussi, représentent-ils cet idéal romantique et conservateur du refus et de frein au développement indécent de l'individualisme et de l'hédonisme, derniers représentants de la représentation du vrai Helvète mythique.

Les différences et les problèmes que soulèvent les opposants existent et perdurent ; mais cette mise en évidence de deux réalités distinctes, mais pas opposées, enferment les ruraux dans une représentation stigmatisée de conservatisme qui ne reflète pas la réalité. La généralisation abusive et dichotomique entre paysannes et citadines est une exagération qui incite d'autant plus à un regard méfiant et désapprouvateur des unes envers les autres. Elle projette, néanmoins, une conception de la féminité généralement admise, nuancée de romantisme et d'idéalisme.

5.8.2 Femmes mariées, femmes célibataires

Une grande inégalité semble aussi se dessiner entre les femmes qui ont la responsabilité d'un foyer et d'une famille, et celles qui n'ont pas ce genre de charges. Là aussi surgit le problème de manque de temps des premières à se consacrer, en plus des tâches quotidiennes, au devoir civique. Max Albert Rohr (AG/PDC) y découvre une surreprésentation inique des secondes sur les premières qui s'exprimera dans les urnes. Cette supposition induit des priorités et des préoccupations distinctes qui brisent, une fois de plus, l'illusion d'une homogénéité féminine. « Man kann sich nun noch fragen: Ist es wünschbar, dass den unverheirateten Frauen über die Mütter und Hausfrauen, die doch eine ganz andere Verantwortung zu tragen haben, ein solches faktisches Übergewicht in der Politik eingeräumt wird. Das wäre dann nach meiner Auffassung wirklich ein Unrecht³²⁷ ». En réalité, l'expression de la volonté et des opinions féminines permet de mettre en évidence une réalité que la grande majorité ne veut pas voir : l'inexistence d'une essence féminine homogène, la construction idéologique d'une entité naturelle et mentale qui est « la femme ». Au-delà des particularités féminines, les inégalités supposées entre femmes, avec l'entrée en vigueur du suffrage féminin, paraissent bien plus choquantes et révoltantes que les inégalités existantes entre femmes et hommes. Elles font voler

³²⁷ *Ibid.*

en éclats, non seulement, l'homogénéité féminine, mais exigent aussi une réévaluation de la notion d'équité entre sexes et à l'intérieur d'un même sexe.

Les arguments sur la nature et les caractères des femmes détiennent une importance cruciale dans notre analyse. En effet, ils ressortissent principalement d'une appréciation et d'une expérience personnelles à chaque parlementaire, bien que certains d'entre eux soient justifiés par une littérature considérée comme scientifique à l'époque qui nous concerne. L'enchaînement nature, caractères et répartition sexuée des lieux et des tâches trouve toute son ampleur dans ces discours. Tous les ressorts émotifs sont mis à contribution pour démontrer l'aberration du suffrage féminin. A l'exception de quelques parlementaires, cette stratégie argumentative, hautement émotive, perd son acuité et sa justification au moment où le Parlement accepte le principe du suffrage féminin et se doit de défendre le Message du Conseil fédéral dès 1957. Une forte résistance émotive est brisée face à la réalité socioéconomique et à une incompréhension croissante des citoyennes et citoyens helvétiques, mais aussi face à un regard extérieur de plus en plus ironique et dépréciatif.

6 Les hommes et les émotions-arguments

« Par instinct, les électeurs sont opposés au suffrage féminin, mais ceux qui résonnent sont pour nous¹ ».

Dès les premiers débats parlementaires, le socialiste bâlois Carl Miville met en évidence la complexité de la position des partisans du suffrage féminin. En effet, il fait sienne l'expression du conseiller national Oeri, partisan du suffrage féminin, devant le Grand conseil bâlois, selon laquelle il peine à défendre son opinion dans la mesure où il estime qu'il n'existe pas d'arguments contre le suffrage féminin². Se trouver dans la nécessité de défendre quelque chose qui va de soi demande un effort de rationalisation, de flexibilité mentale et de l'empathie. Les sentiments de justice, d'égalité, de confiance et de partage font partie d'une idéologie et d'une conception du monde dont les prémisses sont d'abord inconscientes, puisqu'elles proviennent d'une éducation et de la fréquentation d'un milieu³. La conscientisation prend son essor avec la confrontation. La rencontre avec une autre conception du monde nécessite l'affûtage d'arguments qui permettent de défendre son opinion. La flexibilité émerge de la nécessité d'entendre les arguments contraires, de les intégrer, afin d'y trouver un contre-argument. Les partisans du suffrage féminin ont particulièrement souffert et se sont parfois perdus dans ce mouvement de va-et-vient, puisque, souvent, les niveaux argumentatifs étaient distincts. Une fois tous les arguments en faveur du suffrage féminin disséqués, analysés et exposés, la mire est manquée ; les opposants se situent à un niveau différent⁴. Telle semble être le reproche des partisans fait aux adversaires. En effet, alors que les partisans affirment se situer sur le terrain de la raison et du bon sens, ils

¹ Mademoiselle Quinche, 1^{ère} vice-présidente de l'Association suisse pour le suffrage féminin, *AFS*, E 1070, 1969/10, vol. 48, G-05996, protocole de la Commission du Conseil national, 15 mars 1951, p. 10.

² *BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 736.

³ Le conseiller fédéral Markus Feldmann (BE/UDC) met en évidence que certains adversaires du suffrage féminin, Karl Wick (LU/PDC), Max Albert Rohr (AG/PDC) et Karl Hackhofer (ZH/PDC), s'y sont opposés sur la base d'une certaine conception du monde. « Man kann aber gerade aus weltanschaulichen Gründen auch zu gegenteiligen Schlüssen gelangen » (*BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 301). Il s'agit bien de la confrontation de deux conceptions du monde opposées.

⁴ Geneviève Fraisse remarque que les partisans du suffrage féminin n'ont cessé de mettre en évidence deux niveaux de discussion : celui de la provocation et celui de la défense. « Or tous les efforts des partisans de l'égalité des sexes consistent à distinguer ces deux niveaux, puis à privilégier la rigueur argumentative, la preuve au détriment de la passion » (*Muse de la raison*, *op. cit.*, p. 300).

situent les adversaires, sur le terrain des émotions⁵. Telle est l'opinion de Charles Primborgne (GE/PDC). Pour lui, le suffrage féminin est principalement un problème de justice, d'égalité de traitement et de démocratie. « Ceux qui ont déjà fait campagne pour cette cause dans leur canton, estiment que le développement des ces arguments l'emporte de beaucoup sur l'énumération fastidieuse des objections et des réponses classiques auxquelles nous sommes tenus ! Ils attestent que l'aspect sentimental du problème est beaucoup moins le fait des partisans que des adversaires du suffrage féminin⁶ ». Il reconnaît même un développement auprès des partisans qui semblent s'éloigner toujours davantage des arguments d'ordre émotionnel, « alors qu'il reste facilement discernable dans une partie de l'argumentation qui prétend s'y opposer⁷ ». Le Vaudois André Muret (PdT) propose un enchaînement rhétorique qui pourrait induire l'existence d'arguments prétextes. En parlant du débat au Conseil des Etats, il se réfère à Xaver Stöckli (AG/PDC) dont l'intervention concentre « toutes les espèces de faux motifs et d'arguments irrationnels qui sont à la base de l'opposition au suffrage féminin, y compris – chose admirable – le « travail supplémentaire » qu'imposerait le suffrage féminin à la malheureuse femme suisse !⁸ ». Bien sûr, opposants et partisans franchissent le seuil de l'autre, abordent leur terrain afin de se faire entendre. Mais les différentes conceptions du monde, influençant toutes les analyses et tout le discours, ils se manquent la plupart du temps, les flèches allant se ficher dans le mur adverse, sans ébranler, ni même effleurer les idéologies. Cette vision duelle de la situation est mise en évidence par les partisans, comme s'ils se sentaient impuissants à toucher leurs adversaires. Quant à ces derniers, ils relèvent rarement l'existence de ces niveaux distincts. Et même, à quelques exceptions près, ils gardent fermement leur position au nom de valeurs, généralement partagées, mais envisagées de façon différente. « Wir Gegner müssen uns gefallen lassen, nicht nur als Hinterwäldler, sondern sogar als irgendwie Deformierte bezeichnet zu werden. Eine echte Sorge um die Zukunft unseres Landes hat mich aber bewogen, auf einige mich beunruhigende Konsequenzen hinzuweisen, Konsequenzen, die für unser Staatswesen tiefgreifende Folgen

⁵ Les partisans s'attribuent l'exclusivité de l'objectivité et rejettent la majorité des arguments de leurs adversaires dans la subjectivité. Cette catégorisation argumentative, réalisée par les partisans, fait partie d'une stratégie de dénigrement. La dévalorisation des arguments adverses dans la subjectivité prête un aspect d'illégitimité généralisée de ceux-ci dans la mesure où les débats sont supposés se dérouler sous l'égide de l'objectivité et de la raison. Il va sans dire que les émotions-arguments, attribués aux adversaires, participent, eux aussi, d'une stratégie argumentative selon les mêmes critères et règles inhérents au discours argumentatif en vigueur dans les débats politiques.

⁶ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 259.

⁷ *Ibid.*

⁸ BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 292.

haben können⁹ ». Tel est aussi le cas de Hans Nänny (AR/PLR), en 1970, encore, en faveur de la sauvegarde des Landsgemeinde¹⁰. Les effets néfastes de l'entrée en vigueur du suffrage féminin, qui semblent vivement préoccuper les adversaires, apparaissent comme secondaires, voire opportunistes, aux partisans qui considèrent ces arguments comme dépassés et anachroniques. C'est bien la conception de l'ancien juge du Tribunal fédéral, Werner Stocker. L'absence de l'égalité civique est un privilège basé sur des préjugés et des conceptions surannées¹¹. Il est évident que ces griefs sont le fait de la confrontation de deux conceptions du monde opposées, et que chaque concept prête à des réflexions qui aboutissent à des positions contradictoires. Il n'en demeure pas moins très intéressant de constater que la façon dont les opposants présentent leurs arguments ressortit, pour les partisans, de la sphère des émotions.

6.1 Les émotions et le sentimentalisme

Pour Armand Droz (FR/PLR), la crainte soulevée par les opposants, selon laquelle le suffrage féminin poussera les femmes hors de leur foyer, ressortit de l'affect. « Nous rejoignons là les arguments d'ordre sentimental avancés par les adversaires du suffrage féminin¹² ». Bien sûr, la peur, la crainte et l'angoisse sont des émotions non contrôlées qui surgissent du plus profond de l'être. Par conséquent, tous les arguments qui en appellent à ce genre d'émotions, ou qu'elles suscitent, peuvent être considérés comme incontrôlés, irréfléchis, par conséquent, irraisonnés. Mais l'absence de raison s'oppose aussi simplement à ce qui est appelé « le bon sens ». « Je voudrais simplement dire à M. Piller que, sans être du tout sectaire, sans avoir gardé, de ma jeunesse, tout mon enthousiasme pour le suffrage féminin, je ne trouve aucun argument de bon sens à opposer à ceux et à celles qui nous proposent d'associer la femme à notre vie politique, avec tous les droits qui sont actuellement réservés à l'homme seul¹³ ». Bon sens, sens commun, sagesse et raison sont généralement reconnus aux gens simples, sans artifices. Mais il est probable que la peur trouble ces aspects de la personnalité. Albert Malche (GE/PLR) aborde encore l'aspect de l'impact du sentimentalisme sur autrui. Il affirme, en effet, que le meilleur de

⁹ Fridolin Stucki (GL/Dém.), *BSOAF*, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 262.

¹⁰ Il parle de son sentiment démocratique le plus intime dans sa lutte en faveur du maintien de la Landsgemeinde, *BSOAF*, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, pp. 271 et 272.

¹¹ « Die Privilegierung des Mannes und die Rechtslosigkeit der Frau könnten heute nur noch gestützt auf « Vorurteile und veraltete Ansichten » verteidigt werden; [...] » (*AFS*, E 1070, 1992/87, vol. 32, G-10476, Konzeption des verstorbenen Bundesrichter Dr. Werner Stocker. Zur rechtlichen Stellung der Frau (Einige Hinweise). Abschrift aus der Neuen Bund, Juni 1950, p. 8).

¹² *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 514.

¹³ Albert Malche (GE/PLR), *BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 390.

chacun d'entre eux leur vient de leur mère. « C'est là une thèse qu'il serait trop facile de développer en touchant le cœur de chacun. N'importe qui d'entre nous sait que ce qu'il a de meilleur en lui vient de sa mère¹⁴ ». Il estime donc que son usage est déloyal et fallacieux, car tous sont contraints, au nom d'une valeur irraisonnée, d'admettre certaines prémisses dont les développements ultérieurs aboutissent à une conclusion à laquelle ils ne peuvent adhérer. Par ailleurs, il semblerait aussi que les opposants se soient mis du côté des femmes. D'une part, en usant de leur voix et, d'autre part, en affirmant se battre pour la sauvegarde de leur féminité, telle qu'elle est traditionnellement imaginée et généralement vécue au milieu du XX^e siècle encore. Simultanément, les opposants semblent accuser les partisans d'un manque flagrant d'empathie envers les femmes¹⁵. Tel est du moins le sentiment dont témoigne ironiquement Walther Bringolf (SH/PC). Il déduit, des critiques des opposants, que les partisans ne sont pas capables d'imaginer et de se couler dans la vie affective des femmes, de comprendre leur être profond et leurs particularités féminines, leurs besoins et leurs envies, dans la mesure où ils désirent les entraîner dans les profondeurs boueuses de la politique. « Da habe ich mich natürlich in der vergangenen Nacht ernstlich an die Brust geklopft und mir gesagt : Du bist doch wahrscheinlich schon ganz tief hinabgestiegen in die Abgründe unseres eidgenössischen Alltags, und vielleicht findest du den Weg gar nicht mehr hinauf in die Höhen, in die uns die Gegner des Eintretens führen wollen! ¹⁶ ». Frédéric Fauquex (VD/PLS) présente l'aspect fallacieux de l'usage du sentimentalisme : en effet, il pose symétriquement l'expression « faire du sentiment » à celle « rechercher la popularité ». Il induit un lien direct entre l'expression d'une émotion et l'adhésion à une personne et à ses opinions politiques. Même s'il semble répudier cette stratégie, il l'utilise lui-même¹⁷. En reprochant le sentimentalisme et les accès d'émotions aux adversaires, les partisans paraissent se complaire dans une certaine supériorité qui découle de l'usage de la raison, même s'ils n'en récoltent pas de véritables fruits. Walo von Greyer (BE/PLR), cependant, tient à ne pas en laisser l'apanage exclusif aux adversaires. Pour décrire la nature des arguments utilisés

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Werner Meister (BE/UDC) : « Wenn wir uns nun als Gegner des Bundesbeschlusses äussern, so sind wir selbstverständlich nicht etwa Gegner der Frauen, ganz im Gegenteil ! (Heiterkeit.) Gerade weil wir die Frauen achten und sie in vieler Hinsicht höher schätzen als uns selbst, wollen wir sie ganz einfach vor neuen Sorgen, die ihnen durch die Wahl- und Stimmpflicht erwachsen, bewahren (Heiterkeit.) » (BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 280).

¹⁶ BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 296.

¹⁷ « Si je suis partisan du suffrage féminin, ce n'est pas par sentimentalité mais par esprit de justice. Si je voulais faire du sentiment et rechercher la popularité, étant donné l'élégante garniture de la tribune publique, je dirais bien haut ce que je pense dans le fond de mon cœur : la femme n'est pas l'égale de l'homme, elle lui est bien supérieure (Rires) » (BSOAF, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 400).

par les opposants, il parle d'un sentiment de rejet (« das ablehnende Gefühl »), provoqué par la peur ou l'égoïsme. « Aber dieser gefühlsmässiger Ablehnung gegenüber gibt es nun nicht nur Argumente des Verstandes, mit denen man wohl vergeblich gegen diese Wand ankämpft, sondern es gibt meines Erachtens auch im Gefühl verankerte Gegenmotive¹⁸ ». L'un d'eux est le sentiment de justice. Il met, par ailleurs, bien en évidence l'existence des deux niveaux rhétoriques, l'émotion et la raison, dont l'usage simultané provoque de l'incompréhension. Les arguments qui semblent issus de la raison n'entament jamais les arguments qui, eux, semblent provenir des émotions, et vice et versa. Le Vaudois André Muret (PdT) découvre « un léger parfum moyenâgeux¹⁹ » dans les échanges. De plus, il retrouve une homogénéité dans les arguments et les objections contre le suffrage féminin : « c'est leur extraordinaire inconsistance, c'est l'absence de fondement sur le plan de la raison²⁰ ». En 1970, Aloys Copt (VS/PLR) regrette la perte de temps pour une idée qui, selon lui, va de soi. « Tous les arguments sont connus et il n'existe pas d'arguments raisonnables contre l'introduction du suffrage féminin²¹ ». Pour Armand Bochatay (VS/ODC), « il faudra vaincre le côté passionnel de l'opposition qui n'a pas de raisonnement logique » au moment de soumettre la question du suffrage féminin à la perspicacité des citoyens²². Lors du dernier débat en 1970, le Neuchâtelois Jean-Pierre Dubois (PdT) rappelle l'« inconsistance » et l'« absence de fondement sur le plan de la raison » des arguments des adversaires²³. Finalement, dans le dernier débat au Conseil des Etats, en dépit de la victoire du suffrage féminin qui semble assurée, Maurice Péquignot (BE/PLR) relève l'existence d'un front d'opposition uni dont les partisans ne peuvent se désintéresser au risque de se laisser aveugler par une trop grande confiance. Il reconnaît, par ailleurs, la faiblesse des arguments issus de la raison face à l'expression exacerbée de l'émotion. « De récents exemples prouvent que, quand la mauvaise information, la subjectivité et la passion s'emparent d'un problème, les arguments péremptoires d'équité, de droit ou de logique développés ici et admis dans la sérénité et le calme

¹⁸ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 275.

¹⁹ « Et d'ici très peu d'années nos enfants trouveront sans doute un léger parfum moyenâgeux aux savants débats auxquels le Parlement de la plus vieille démocratie du monde se sera livré sans rire, dans la seconde moitié du vingtième siècle, sur le caractère de la femme, sur son sexe, sur sa constitution physique et psychique, sur sa nature plus ou moins sentimentale, et ainsi de suite ! » (BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 291).

²⁰ « Car les objections d'aujourd'hui, si elles ne sont plus les mêmes que celles d'il y a un demi-siècle, n'ont pas plus de valeur raisonnable qu'à l'époque où l'on s'opposait gravement au suffrage féminin au nom d'une prétendue différence de poids entre le cerveau masculin et le cerveau féminin » (*Ibid.*).

²¹ AFS, E 1070, 1992/87, vol. 32, G-10476, protocole de la Commission du Conseil national, 5 mai 1970, p. 9.

²² *Ibid.*, p. 13.

²³ Il cite les paroles que son collègue de parti, André Muret (VD), prononça en 1958, BSOAF, Conseil national, 23 juin 1970, p. 450.

ne pèsent pas lourd dans la balance émotionnelle qui détermine les votes²⁴ ». Il semblerait qu'il existât encore un palier entre les discussions, qui suscitent les passions, mais qui sont domptées en plenum, et la dernière introspection au moment de délivrer son vote, dans la solitude de l'isolement.

L'énumération de l'opinion d'un grand nombre de partisans démontre bien leur ressenti face à cette opposition qui les désarçonne et les accule à des discours de défense qui leur semblent superflus, puisqu'une émotion ne peut être combattue par la raison. De plus, tout au long de la période, la relégation constante des discours des opposants dans le registre émotionnel s'apparente à un certain déni des stratégies argumentatives de l'adversaire, au nom de l'objectivité et de la saine réflexion qui devraient caractériser les représentants politiques. De là à affirmer que toute la rhétorique argumentative des opposants est contournée et spécieuse est un pas qu'il est osé de franchir. Or, bien malgré eux, les partisans ont été contraints de s'aventurer dans la pensée adverse afin de réfuter son bon sens et sa légitimité. L'impression de se lancer dans une bataille perdue d'avance peut aussi encourager les opposants à user d'arguments de l'ordre de l'émotion, dans la mesure où ils semblent irréfutables. Une émotion n'est jamais fautive puisqu'elle décrit un ressenti dont l'origine est inconsciente ; elle peut paraître déplacée et malvenue dans certaines circonstances²⁵. Tout comme les adversaires, les partisans sont aussi pétris d'affects divers. Ceux-ci leur paraissent cependant légitimes et pertinents dans la mesure où ils s'accordent à un ensemble de valeurs supérieures qui dépassent l'individu : la démocratie. La période des débats du suffrage féminin apparaît comme un moment de consolidation et d'affirmation de cette démocratie. Il n'est pas à mésestimer l'importance du regard et de l'exemple venus de l'étranger dans la fortification d'un système politique qui a subi de puissants bouleversements. Il s'agit aussi de l'aboutissement d'un processus d'individualisation et d'auto-responsabilisation de chaque individu envers la communauté. Les sentiments de cette nature défendus par les partisans se voient donc confirmés par cette mouvance d'après-guerre. Schématiquement, leurs sentiments se situent dans une idée de modernité, de développement et d'avenir, alors que ceux des opposants semblent perpétuer un monde suranné, pétri de

²⁴ *BSOAF*, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 276.

²⁵ Mais l'instrumentalisation du sentiment devient une stratégie à partir du moment où elle est utilisée sciemment. Et les discours parlementaires sont, par définition, le résultat de réflexions et de raisonnements organisés selon les règles de la rhétorique politique.

conservatisme, d'inégalités obsolètes et de traditionalisme²⁶. En admettant que les raisonnements des partisans ressortissent tout autant de l'affect que les allégations des opposants, les premiers peuvent, néanmoins, se prévaloir d'une ambiance propice à leurs sentiments. Au milieu du XX^e siècle, ils envisagent un nouvel avenir alors que les sentiments des seconds préfigurent un repli.

Au-delà de tous les arguments présentés de façon raisonnée par les adversaires, exposés ci-dessus, les partisans du suffrage féminin dévoilent des aspects cachés qui sous-tendent, selon eux, les opinions adverses. Et d'abord, ils mettent en doute la possibilité des adversaires à mesurer la véritable importance du suffrage féminin, mais aussi à continuer de justifier une démocratie exclusivement masculine.

6.2 La capacité de jugement des hommes

Dans les débats de 1945, Ernst Reinhard (BE/PSS) reconnaît sans ambages l'existence de faux pas de la démocratie helvétique, en l'occurrence dans l'affaire de l'assurance vieillesse. « Wir sollen uns gar nichts vormachen, auch unsere Demokratie hat ihre redlichen Unklugheiten und Dummheiten schon begangen²⁷ ». Comme dans l'affaire du suffrage féminin, il estime que les citoyens ne prennent pas la mesure de l'importance des développements suggérés, en faveur des citoyens eux-mêmes, mais refusés par ceux-ci, en dépit d'un soutien majoritaire parmi les parlementaires²⁸. « Es ist eben schon so, dass die Männerdemokratie Einflüssen zugänglich ist,

²⁶ Eric Choisy (GE/PLS) et Gustave-Laurent Roulin (FR/PDC) estiment, le premier, qu'il existe « suffisamment de raisons objectives » pour que le peuple et les cantons puissent s'exprimer en faveur du suffrage féminin et, le second, qu'il « ne voit guère quelles raisons objectives peuvent être invoquées en Suisse à l'encontre de l'égalité politique de la femme ». Le premier considère l'acceptation du suffrage féminin comme l'ultime pas vers « une nation moderne sur le plan politique », alors que le second considère que l'égalité politique « est devenue un principe de droit constitutionnel commun aux Etats modernes » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, resp. pp. 272 et 274).

²⁷ « Wir brauchen nur daran zu denken, wie wir uns heute bemühen, in unserer Männerdemokratie, um endlich eine Altersversicherung zustande zu bringen, wobei wir eine Vorlage schon im Jahre 1930 hatten, die von der Männerreferendumsdemokratie abgelehnt wurde gegen ein fast einstimmiges Parlament » (*BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 733).

²⁸ Cet aspect d'un problème particulier, soit celui d'un écart croissant entre le peuple et ses représentants politiques, est aussi mentionné dans les débats concernant le suffrage féminin. Armand Bochatay (VS/PDC) met en garde : « Nous devons tenir compte du fait qu'un fossé a tendance à se creuser entre le peuple et les autorités » (*AFS*, E 1070, 1992/87, vol. 32, G-10476, protocole de la Commission du Conseil national, 5 mai 1970, p. 13). Il reconnaît une certaine méfiance du premier envers les seconds, dans ce cas, concernant la question de l'interprétation de la Constitution. La Chancellerie fédérale répond à la Commission de gestion du Conseil national concernant l'existence d'un malaise entre le gouvernement et le peuple. Elle estime : « L'homme moderne attend trop de l'Etat sans être pour autant prêt à faire le sacrifice nécessaire pour mettre l'Etat en mesure de faire ce qu'il attend. Le mécontentement qui en résulte se manifeste à l'égard de l'administration ou des autorités, qui n'y peuvent cependant rien, en tant que l'ordre juridique lui-même, les institutions sont en cause ». Elle impute la faute, principalement, aux médias dont « les critiques et le mode de présentation des faits dépassent parfois les limites de l'objectivité » (*AFS*, 1010 (A), 1973/88, Allgemeines, 1961-1967, Bundesversammlung, n° 310, Nationalrat, Allgemeines, Notice pour M. le Président de la Confédération, pp. 1 et 2). La Chancellerie fédérale propose une information plus judicieuse du public pour y remédier.

die auch nicht zu den nobelsten und besten unseres Landes gehören. Wir brauchen nicht allzu stolz darauf zu sein, was wir bis dahin geleistet haben, aber wir wollen uns auch kein x für ein u vormachen²⁹ ». D'où un manque important d'information, de formation et d'autonomie intellectuelle reconnues chez les hommes. Hans-Peter Tschudi (BS/PSS) reconnaît, lui aussi, un manque d'éclaircissement et d'enthousiasme flagrant pour le suffrage féminin dont témoignent les citoyens votant pour le parti socialiste, alors que les élus socialistes sont les partisans les plus constants du suffrage féminin. « Gerade wir Sozialdemokraten haben daher noch erhebliche Aufklärungsarbeit zu leisten³⁰ ». D'autres parlementaires relèvent le manque de maturité des citoyens³¹, leur manque d'autonomie intellectuelle et l'absence d'une véritable pénétration des objets mis en consultation³². A sa façon provocante, Harald Huber SG/PSS) force le trait sur l'incapacité des citoyens à élire des personnes dignes et responsables de les représenter et de diriger le pays. Il émet conjointement une autocritique acerbe. « Offenbar werden meistens unfähige Dummköpfe und schlechte Kerle in die Parlamente gewählt ; wenigstens wenn man die Wahlbroschüren der Gegner daraufhin untersucht³³ ». Le Zurichois James Schwarzenbach (DS) discrédite le vote masculin, tout en défendant une thèse des plus alambiquées³⁴. Il imagine déjà la présence de femmes dans les rangs du Parlement. « Wir werden also verwaltungsratslose Parlamentarier in unseren Reihen zählen, und das ist etwas Schönes und Beglückendes – während die Männer mit ihrem überwiegend praktischen Nützlichkeitsdenken meistens doch auch nach

²⁹ Il reproche, par ailleurs, à Karl Wick (LU/PDC) les références à la culture masculine, dont il se serait gardé, lui-même, d'en parler dans les débats sur le suffrage féminin. Il les considère comme une louange d'une culture de héros dont il découvre les effets dans l'Europe dévastée par les guerres et dans les générations décimées, *BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 733.

³⁰ *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 398.

³¹ Harald Huber (SG/PSS): « Vielleicht wird das Frauenstimmrecht abgelehnt, weil die Mehrheit unserer stimmenden Männer noch nicht reif ist, auf ein Privileg zu verzichten » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 525). Frédéric Fauquex (VD/PLS) se demande, à l'aube de la première votation, si les citoyens sont déjà prêts à accepter le suffrage féminin. « Je l'ignore mais je suppose que notre peuple n'est peut-être pas encore assez mûr pour se prononcer maintenant déjà d'une façon affirmative. Qu'importe ! Même si le peuple repousse cette fois le suffrage féminin, nous aurons une précieuse indication sur la « Stimmung » des Confédérés » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 400).

³² Selon le conseiller fédéral Markus Feldmann (BE/UDC) : « Und eidgenössisch wird niemand behaupten wollen, dass der männliche Stimmbürger, in allen seinen Urnengängen von profunder Sachkenntnis durchdrungen und frei von jeder Beeinflussung durch Schlagworte der Propaganda, mit hundertprozentiger sachlicher Zuverlässigkeit seine Stimme in die Urne lege » (*Ibid.*, p. 405). Même Rudolf Gnägi (BE/UDC), opposant au suffrage féminin, le reconnaît : « Wer die Verhältnisse des Funktionierens in unserer Demokratie genau ansieht, wird feststellen, dass gerade auf dem Gebiete der Sachenentscheidungen unsere Demokratie nicht immer so funktioniert, wie es man gerne darstellt. Es darf auch nicht verschwiegen werden, dass die Sachfragen, die dem Staatsbürger unterbreitet werden, immer komplizierter werden » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 268).

³³ *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 523.

³⁴ Il préconise, en 1970, un vote préalable des femmes pour orienter celui des hommes. Ses adversaires lui reprochent un comportement opportuniste et déloyal.

privaten Interessen ihre politischen Entscheidungen treffen³⁵ ». Et il loue l'expression future des émotions magnanimes et nobles des femmes, face aux émotions intéressées des hommes, « Emotionen die nicht zur Anbetung des Goldenen Kalbes gehören³⁶ ». Outre l'aspect intellectuel et raisonnable, les hommes devraient également atteindre les tréfonds de leur conscience pour prendre position³⁷. Dans son plaidoyer en faveur du suffrage féminin, le communiste schaffousois Walther Bringolf, rapporteur alémanique de la majorité, estime que tout un chacun devrait entreprendre un travail de conscience qu'il résume par la question suivante : « Habe ich wirklich das Recht, in dieser Art und Weise Stellung zu nehmen gleichgültig ob dafür oder dagegen ? Wenn man dann vor seinem eigenen Gewissen diese Frage bejahen kann, um so besser, um so erfreulicher³⁸ ». Mais les opposants font tout autant appel que les partisans à la conscience et au for intérieur. La conviction intime de Max Albert Rohr (AG/PDC) lui inspire l'idée de l'existence d'un effort contre-nature réalisé par les parlementaires pour se prononcer en faveur du suffrage féminin. « Ich bin überzeugt, dass, wenn Sie alle Ihrer inneren Überzeugung hier freien Lauf lassen wollten, dann das Schweizervolk nicht zur Urne gehen müsste³⁹ ». Gottlieb Duttweiler (ZH/AdI.) exprime lui aussi son sentiment profond, diamétralement opposé à celui de Max Albert Rohr, et qui contredit, d'une certaine façon, ses allégations. « Irgendwie fehlt etwas in Räten, wenn die Frau nicht da ist. Das ist meine ganz ursprüngliche Empfindung. Es fehlt einfach die andere Hälfte⁴⁰ ». Il s'agit, ici, d'une autre expression d'un ressenti originel. Bien que les partisans se targuent de développer le raisonnement dans les débats, tout en déclarant l'adversité comme la résultante de pulsions émotionnelles incontrôlées et irraisonnées, certains admettent volontiers l'existence d'un sentiment profond à l'origine de leur opinion. La critique de la suprématie de la déraison chez les opposants les renvoie à un processus décisionnel intuitif qui est souvent attribué aux femmes. Il semblerait aussi que les adversaires aient été plus proches des femmes, non dans les déductions logiques de leurs émotions, mais dans le processus réflexif qui

³⁵ BSOAF, Conseil national, 23 juin 1970, p. 456.

³⁶ *Ibid.*, p. 457.

³⁷ Lors des débats du Kantonsrat de Zurich, concernant le suffrage féminin, en 1966, Ernst Lehmann, rapporteur de la majorité de la Commission, met en exergue l'importance du retour sur soi dans cette question. « Ohne Zweifel kommt bei der Entscheidung für oder gegen das Frauenstimmrecht eine bedauerliche Ichbezogenheit zur Auswirkung » (*Gosteli-Stiftung*, Schachtel 910: Kantonale Frauenstimmrechtsverbände Baselland und Basel Stadt, 1919-1963, Dossiers 350-05-04, *Die Staatsbürgerin*. Zeitschrift für politische Frauenbestrebung. Organ der Frauenstimmrechtsvereine Zürich, Winterthur, Zürcher Oberland. Nr. 7/8 (Juli-August) – 1966, p. 4).

³⁸ BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 296.

³⁹ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 271.

⁴⁰ BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 391.

aboutit à une opinion⁴¹. Partisans et opposants usent de la force de frappe de l'affect. Bien qu'il soit superflu et inutile de distinguer ce que l'on peut sentir de ce que l'on ne peut pas ou plus, le seuil de la légitimité se déplace selon une échelle des émotions du dicible à l'indicible, et à partir desquelles les personnes doivent se forger une opinion.

Un autre aspect, que relèvent les parlementaires, est l'usage d'indélicatesse, voire de goujaterie, envers les femmes, dans les premiers débats sur le suffrage féminin. Cette tendance à la dérision et à une certaine forme de supériorité déclarée démontrent, d'une part, l'aspect profondément émotionnel des débats et, d'autre part, la crainte des hommes de se voir supplantés par les femmes.

6.3 Les indélicatesses masculines

Lors des premiers débats en 1945, le Schwyzois Joseph Schuler (BV) se plaît à imaginer la pleine égalité politique entre femmes et hommes. Il peint une réalité, qui semble inconcevable au milieu du XX^e siècle, et qui provoque une grande hilarité auprès de ses collègues. Il joue sur la valeur symbolique des charges politiques qu'il met en parallèle avec des aspects triviaux de la vie quotidienne. D'où l'impression d'une forte tension entre l'abstrait et le concret, et l'impossibilité de les unir. « Wenn so eine Frau auf dem Land eine, zwei oder noch mehr Stunden laufen muss bis zur Urne, bleibt sie daheim, oder dann muss der Mann daheim bleiben, wenn die Frau stimmen will (Heiterkeit.) [...] Dann kommt das Kindbett, das je nach der Gesundheit der Frau ein, zwei oder drei Wochen dauern kann. Wie soll sie in dieser Zeit das Stimmrecht ausüben? Muss etwa für die Hebamme ein Schein ausgefertigt werden und diese stimmen gehen? (Heiterkeit.) [...] Wenn jetzt so ein Mann Ratsherr, Gemeinderat, Kantonsrat oder sogar Nationalrat geworden ist, hat bis jetzt die Frau einen gewissen Stolz gehabt und gesagt: Mein Mann ist etwas. (Heiterkeit.) Wenn nun aber die Frau Gemeinderat, Kantonsrat oder sogar Nationalrat wird, der Mann aber nicht, wie muss man dann dem Man sagen? (Grosse Heiterkeit.) Ich glaube, das würde den Mann geradezu erniedrigen⁴² ». Non content de démontrer l'absurdité de cette égalité, et de ses conséquences immédiates, il avoue sans ambages que les hommes ressentiraient une humiliation de se voir supplantés par leurs épouses⁴³. Il reconnaît ainsi

⁴¹ Quoique les représentations communément admises refusent aux femmes cette capacité raisonnante, ce sont l'intellectualisation et l'objectivation des émotions qui permettent de les communiquer selon les règles de la rhétorique, et non plus seulement selon les impulsions de la nature.

⁴² BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 726.

⁴³ Walo von Greyerz (BE/PLR) met bien en évidence cette peur des hommes de devoir finalement reconnaître la possibilité que les femmes soient bonnes, voire meilleures qu'eux-mêmes dans l'activité politique. « Oder es bewegt

clairement l'impossible acceptation par les hommes d'un franchissement quelconque par les femmes de leur sphère particulière et réservée, sans le ressenti désagréable de la peur, du partage, de la destitution. L'existence de cette crainte démontre un fort enracinement dans les traditions qui portent à eux seuls tout le symbolisme, essentiel à la constitution et au ressenti de la masculinité, de privilèges marqués par le sexe⁴⁴. Dans les débats de l'année 1951, Hermann Häberlin (ZH/PLR) reproche à Harald Huber (SG/PSS) un manque d'esprit chevaleresque à l'égard des Bülacherinnen, opposées aux Stauffacherinnen, qui se sont battues témérairement et avec conviction pour leurs idéaux⁴⁵. Manque de respect envers les femmes, mais surtout envers celles qui défendent une position opposée à celle de Harald Huber. Une autre remarque qui appartient à ce registre est celle Joseph Piller (FR/PDC). Il utilise une phraséologie et un ton qui dénotent une certaine supériorité. D'une part, il se réfère à un manque d'intuition, caractère très féminin, des femmes qui patronnent le suffrage féminin, et estime qu'il est nécessaire de leur faire intégrer quelques considérations qui leur ont échappé⁴⁶. Façon de dénier à certaines femmes des caractères, communément admis, qui font que les femmes soient considérées comme femmes. A travers cette remarque, elles perdent une parcelle de leur féminité et, par conséquent, de considération d'une partie des hommes. D'autre part, il aimerait enseigner aux femmes une façon adéquate d'utiliser les droits dont elles disposent déjà afin d'améliorer leur situation⁴⁷. Par conséquent, à son avis, le suffrage féminin est inutile, non seulement, parce qu'il ne résout pas les problèmes énoncés par les partisans du suffrage féminin, mais aussi, parce qu'elles disposent de tous les moyens nécessaires pour obtenir ce qu'elles revendiquent.

Finalement, il existe une forme d'indélicatesse qui accompagne les débats sur le suffrage féminin tout au long de la période : il s'agit de la propension à provoquer l'hilarité et la gaieté à travers les discours sur le suffrage féminin, mais surtout sur les femmes.

den Mann ein weniger egoistisches Gefühl, nämlich – wie es hier auch gesagt worden ist – dass die Frau für die Politik zu gut sei » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 275).

⁴⁴ Or, par antinomie, certains parlementaires se plaisent à considérer l'essence féminine bien supérieure à l'essence masculine. Il s'agit de la stratégie du puissant qui peut se permettre de se déconsidérer lui-même aux yeux du soumis pour lui démontrer son importance et le maintenir dans son état inférieur. Evidemment, dans le cas des femmes, il est d'autant plus aisé de les considérer supérieures qu'il n'existe pas de dénominateurs communs pour réaliser une comparaison quelconque. Stratégie consciemment utilisée par le partisan Frédéric Fauquex (VD/PLS), *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 400, *op. cit.*

⁴⁵ Harald Huber (SG/PSS) s'y réfère peu auparavant dans les débats. Il estime notamment : « Die Stauffacherin wies uns nach vorwärts, die Bülacherin möchte uns nach rückwärts führen » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, pp. 523 et 530 pour la remarque de Hermann Häberlin).

⁴⁶ « J'estime qu'il n'est pas inutile de soumettre dès maintenant, à la réflexion des dames qui patronnent le suffrage féminin, quelques considérations qui me paraissent avoir échappé jusqu'ici à leur intuition » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 387).

⁴⁷ *Ibid.*, p. 388.

6.4 L'hilarité et la gaieté⁴⁸

Outre les réactions impulsives des parlementaires à leurs discours réciproques, notées dans les protocoles, l'expression de ces émotions fait partie de manifestations instantanées, c'est-à-dire pas ou peu contrôlées par la raison. Au lieu de détendre l'atmosphère, cette gaieté dénote bien plus un sentiment de malaise et de nervosité, tout en détournant l'attention. Mais cette hilarité est aussi provoquée par des remarques et des piques entre les parlementaires eux-mêmes, dans le but de tourner leurs prises de position publique en dérision ou d'en démontrer l'ineptie et l'absurdité. Suite à la tirade du Dr. Eugen Bircher (AG/UDC), Alois Grendelmeier (ZH/AdI.) relève le malaise dans lequel choit le Conseil, tiraillé entre l'hilarité et la nécessité de prendre leurs collègues au sérieux. « Wäre ich nicht so viel jünger als Herr Dr. Bircher, so würde ich mich anders ausdrücken. Wir sind nicht in einem Lustspielhaus, wo es darauf ankommt, die Lacher auf seine Seite zu bringen; wir sind in einem Parlament, das sich ernsthaft mit einer Sachfrage zu befassen hat⁴⁹ ». Il dévoile aussi une stratégie de séduction à travers l'hilarité. C'est un appel à l'émotion, à l'inconscient, dont un des mérites est justement de faire basculer la raison de l'individu dans l'irraisonné. C'est évidemment aussi une façon de tenter de détendre l'atmosphère en dépit de l'importance du sujet. Peut-être justement, la tentation de l'hilarité est de rendre le sujet trivial et secondaire. Et pourtant, tel n'est pas l'avis d'Ernst Bärtschi (BE/PLR). « Wir kommen nicht mit einem Lächeln und nicht mit einem schlechten Witz darum herum⁵⁰ ». Lorsqu'elle est provoquée par les partisans, c'est aussi une façon de rabattre les arguments adverses dans l'émotivité. Ainsi, l'hilarité peut être provoquée aux dépends des femmes, aux dépends des parlementaires eux-mêmes à travers la formulation d'idées ou de situations incongrues. Il n'en demeure pas moins que les lectrices et les lecteurs des protocoles des débats aux Chambres reconnaissent l'expression de la dérision et de la boutade⁵¹.

6.5 L'hilarité aux dépends des femmes

Dès le premier débat, le Zurichois Gottlieb Duttweiler (AdI.) ne s'y trompe pas et exprime clairement son ressenti. « Was mich sehr berührt hat, ist die traditionelle Heiterkeit, die

⁴⁸ Certaines expressions de ces émotions ont déjà été mentionnées plus haut, insérées dans le thème général qui leur correspondait.

⁴⁹ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 532.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 538. Il ajoute : « Es ist männlich und richtig, dass wir uns nicht darum herumdrücken. Die Frage ist gestellt » (*Ibid.*).

⁵¹ Voir, par exemple, l'historique de la condition des femmes proposé par Gustave-Laurent Roulin (FR/PDC) ou la supposition de Maurice Péquignot (BE/PLR) selon laquelle « il se trouvera bien quelqu'un pour écrire un livre sur l'art de devenir conseillère nationale ! » (BSOAF, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, resp. pp. 276 et 277).

sich so gelegentlich spürbar macht, wenn man vom Frauenstimmrecht spricht. Dieses Schmunzel muss irgendwie für die Frau verletzend sein. Ich kann mir nicht vorstellen, dass man einer Frau ins Angesicht die Gründe dieses Schmunzelns ehrlich erklären könnte. Aber es ist schweizerische Tradition. [...] Es ist irgendwie etwas Schlimmes hinter dieser Heiterkeit⁵² ». Hilarité traditionnelle lorsque les hommes parlent des femmes, la plupart du temps en leur absence. Et cette gaieté semble d'autant plus licencieuse qu'il semblerait que les paroles, qui les aient provoquées, ne puissent pas être prononcées en présence des femmes. Il existe, par conséquent, des idées incongrues, des formulations qui heurtent la sensibilité, qui peuvent parfois être injurieuse. Il s'agit, ici encore, des différents seuils de tolérance envers ces procédés ; celui de Gottlieb Duttweiler semble plus étroit que celui d'autres parlementaires qui, soit, jouent le jeu de l'interlocuteur en agissant selon son attente, soit, s'adonnent à la provocation dans le but de s'attirer la bienveillance et l'adhésion de leurs collègues. Henri Perret (NE/PSS) ressent également le caractère humiliant des plaisanteries échangées dans le Parlement aux dépens des femmes. « Cet important sujet a prêté à certaines boutades, qui trouveraient peut-être un cadre approprié dans certains cabarets, mais qui n'ont rien à faire dans cette enceinte⁵³ ». Il reconnaît une façon de rendre le sujet trivial et suggère une association d'idées qui permettrait de traiter les femmes selon les mêmes critères que celles qui se produisent dans les cabarets. D'une façon très subtile, Joseph Piller (FR/PDC) provoque l'hilarité aux dépens des hommes, mais dans le but de maintenir les femmes dans leurs attributs traditionnels. En tournant l'homme en dérision, il ne manque pas de démontrer une certaine supériorité de l'espèce masculine qui, tout en faisant accroire qu'il se laisse domestiquer, démontre son indépendance, son autonomie et son individualité. « La femme est essentiellement, foncièrement, de par sa nature même, éducatrice ; elle est l'éducatrice de l'espèce humaine ou, si vous préférez une autre formule, l'éducatrice de l'homme, cet éternel barbare (Rires)⁵⁴ ». Selon ses paroles, ce n'est que l'homme qui est barbare, et il l'est éternellement, par conséquent, les velléités éducatrices des femmes, que Joseph Piller désire leur réserver en exclusivité, sont inutiles. D'où la mise en évidence d'un travail incessant, répétitif et insatisfaisant dans la mesure où les résultats ne sont pas à la hauteur des attentes. En 1958, l'expression de Karl Wick (LU/PDC), concernant la dégradation de la femme en un

⁵² BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 729.

⁵³ *Ibid.*, p. 731.

⁵⁴ BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 387. Il déclare plus loin : « Je sais bien que les grands mots de démocratie, liberté, autorité et quantité d'autres dont les hommes se gargarisent et qui, soit dit en passant, sont tous féminins (*Rires*) je sais bien que ces mots sont susceptibles de diverses interprétations » (*Ibid.*, p. 388).

homme de seconde classe, provoque, elle aussi, une hilarité généralisée auprès de ses collègues⁵⁵. L'imagination des attributs physiques des femmes complétée des attributs psychiques des hommes aboutit à une représentation d'un improbable androgyne qui effraie. Evidemment, il ne viendrait pas à l'idée de Karl Wick d'imaginer positivement des caractères de la féminité et de la masculinité en un seul être humain. Ainsi, les fantasmes de Karl Wick demeurent dans le carcan de la supériorité masculine, ne donnant aucune chance aux femmes de se dépasser elles-mêmes en développant tous les aspects de leur individualité. Les paroles de Werner Meister (BE/UDC) démontrent l'ambiguïté et la complexité des opinions concernant la relation entre le suffrage féminin et les femmes. « Wenn wir uns nun als Gegner des Bundesbeschlusses äussern, so sind wir selbstverständlich nicht etwa Gegner der Frauen, ganz im Gegenteil ! (Heiterkeit.) Gerade weil wir die Frauen achten und sie in vieler Hinsicht höher schätzen als uns selbst, wollen wir sie ganz einfach vor neuen Sorgen, die ihnen durch die Wahl- und Stimmpflicht erwachsen, bewahren (Heiterkeit)⁵⁶ ». Si son équation équivoque n'avait pas suscité l'hilarité, peut-être eût-elle pu être prise au sérieux. Il semble, néanmoins, que, selon la réaction joyeuse de ses collègues, le contraire de son assertion soit vraie, c'est-à-dire que les hommes en faveur du suffrage féminin soient pour et avec les femmes. Il en ressort une grande incertitude de l'espace existant entre son opinion et la fidélité de son expression publique : a-t-il vraiment désiré susciter l'hilarité ? Ou les rires désarment-ils la sincérité de ses paroles contre son gré ? Quoi qu'il en soit, les rires de ses collègues renvoient les paroles de Werner Meister dans la déloyauté.

6.6 L'hilarité aux dépends des parlementaires⁵⁷ et des hommes en général

Les piques entre parlementaires tournent en dérision la rhétorique de l'émotion. Il s'agit d'une autre façon d'en démontrer l'illégitimité. André Muret (VD/PdT) se gausse de l'exclamation « pathétique et significative » de l'angoisse de certains hommes, prononcée par Xaver Stöckli (AG/PDC), au Conseil des Etats⁵⁸. Selon André Muret, il a eu le mérite de résumer les « faux motifs » et de concentrer de façon exemplaire les « arguments irrationnels », pour clore

⁵⁵ « Angesichts der heutigen Situation besteht bei voller politischer Gleichberechtigung für die Frau nur die Gefahr, zu einem Mann zweiter Klasse degradiert zu werden (Heiterkeit.) » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 265).

⁵⁶ *Ibid.*, p. 280.

⁵⁷ De nombreuses piques d'ordre personnel entre parlementaires ne sont pas mentionnées ici. Voir, notamment, la remarque de Hans Oprecht (ZH/PSS) à l'encontre de Joseph Schuler (SZ/BV), *BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 737 ; celle de Johann Schmucki (SG/PDC) à l'encontre d'Ernst Flükiger (SG/PLR), *BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 386 ; ou encore celle du socialiste genevois Léon Nicole adressée à Walther Bringolf, *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 540.

⁵⁸ *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, pp. 393 et 394.

son discours sur un « Que Dieu nous garde, nous autres Argoviens, des conséquences d’une telle extension de la démocratie ⁵⁹ ». En 1966, Eduard Zellweger (ZH/PSS) relève, lui aussi, l’expression d’une peur irrationnelle auprès de son collègue Fridolin Stucki (GL/Dém.). Selon ce dernier, en effet, les fondements de l’Etat pourraient être déstabilisés si les femmes participaient activement à la politique. « Was sind wir für Helden geworden (Heiterkeit), wenn die Grundlagen des Staates berührt würden, falls die Frauen anfangen zu politisieren. Wir Männer sollten uns nun doch zutrauen, die Grundlagen des Staates wirksam schützen zu können, auch wenn wir den Frauen gestatten zu politisieren (Heiterkeit) ⁶⁰ ». Il met ainsi en exergue des craintes irrationnelles de déstabilisation et d’effondrement d’un Etat si une partie, majoritaire, de ses citoyens prenait activement part à son bien-être et à sa pérennité. Car il ne fait aucun doute que les femmes poursuivent les mêmes buts que les hommes dans la perspective de bien-être de la communauté. L’imaginaire effroyable que dépeint Fridolin Stucki semble donc bien surprenante et induit une idée et une représentation des femmes bien particulière. Une image non moins désolante, mais qui provoque l’hilarité générale, justement peut-être par le malaise qu’elle provoque, est présentée par le conseiller fédéral Markus Feldmann (BE/UDC), dans les débats de 1958. Il reproduit une conversation qu’il aurait eue avec une femme à qui il a demandé ce qu’elle pensait du suffrage féminin. « Sie hat mir geantwortet : « Nur das nicht ! » Ich fragte : « Warum ? » « ein Vater ist auch nie stimmen gegangen ; ich weiss deshalb nicht, weshalb ich nun stimmen sollte » (Heiterkeit) ⁶¹ ». Bien que cet exemple ne soit pas élogieux pour les citoyens helvétiques, il ne l’est pas beaucoup plus pour cette femme en particulier, quoique la remarque puisse être étendue à d’autres, dans la mesure où sa réflexion ne dépasse pas le cadre traditionnel de la famille et des habitudes, et dénote une certaine exigüité intellectuelle. Il démontre surtout la même allégeance des femmes aux us et coutumes et, par conséquent, l’emprise d’une culture particulière et de ses habitudes tant sur les femmes que les hommes.

La provocation de cette hilarité humiliante aux dépends des femmes, comme l’a relevé Gottlieb Duttweiler (ZH/AdI.), est le fait des opposants. Elle existe dès le début des débats, en 1945, prend son essor dans les années 1950, pour disparaître par la suite. L’ambiance générale supporte de moins en moins ce genre de boutades désobligeantes. Les partisans, quant à eux, usent de l’hilarité, principalement, pour démontrer l’absurdité, l’indignité et parfois l’hypocrisie

⁵⁹ BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 292.

⁶⁰ BSOAF, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 267. Le démocrate Fridolin Stucki s’est exprimé dans le même débat, *ibid.*, p. 262.

⁶¹ BSOAF, Conseil national, 20 mars 1958, p. 300.

de telles hypothèses. Ils tendent aussi à s'en prendre aux citoyens eux-mêmes, comme à leurs collègues parlementaires.

Les partisans déduisent des propos des opposants des manifestations émotives qui traduisent des peurs. Elles sont la plupart du temps corrélées à une perte de privilèges et de pouvoir pour les hommes dont l'introduction du suffrage féminin semble être porteuse.

6.7 Les peurs

C'est ce qu'exprime de façon très générale, en 1951, Alois Grendelmeier (ZH/AdI.). « M. E. [Meines Erachtens] gibt es nur einen Grund, aus dem man gegen das Frauenstimmrecht sein kann : die Angst vor einem Machtverlust⁶² ». Nombreux sont les parlementaires favorables au suffrage féminin qui reconnaissent la peur de leurs adversaires dans la supériorité numérique des femmes suisses. Les hommes ressentiraient ainsi la peur de se faire supplanter par les femmes et de devoir se soumettre aux décisions politiques féminines⁶³. La constatation de cette crainte est faite, en 1945, par Gottlieb Duttweiler⁶⁴ (ZH/AdI.) et, en 1970 encore, de façon très provocatrice et ironique par Paul Aebischer (BE/PEV). Elle est donc palpable pendant toute la période des débats. « Sie sehen, dass das früher an die Wand gemalte Schreckgespenst der Suffragette schon ganz verblasst ist und die Angst, die Frauen könnten in ihrer Mehrheit [...] den Männern einmal das Stimm- und Wahlrecht entziehen, unbegründet ist⁶⁵ ». En 1958, Charles Primborgne (GE/PDC), faisant le même constat, rappelle une évidence qui contredit les fantasmes essentialistes de nombreuses personnes. « Le suffrage féminin ne consacrerait pas une hégémonie des femmes. On ne doit pas penser à « une unité politique des femmes s'opposant aux hommes »⁶⁶ ». Il s'agit donc bien de la peur d'une hégémonie féminine qui supplanterait l'hégémonie masculine existante. De ce point de vue, et contrairement à toutes les croyances et à

⁶² AFS, E 1070, 1969/10, vol. 48, G-05996, protocole de la Commission du Conseil national, 15 mars 1951, p. 22. En 1945, le Bâlois Albert Oeri (PLS) reconnaît, lui aussi, une terrible peur du suffrage féminin, dont il situe l'origine dans le conservatisme helvétique. « Nun haben, obschon das eine moderne Tatsache ist, viele Leute eine furchtbare Angst vor dem Frauenstimmrecht, und der alte Appenzeller Grundsatz « Nütz Neus » macht sich wieder mit Wucht bemerkbar » (BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 735).

⁶³ En 1929, Fridolin Störi envoie une lettre aux autorités fédérales contre le suffrage féminin dans laquelle cette peur est clairement exprimée : « Soll der Mann *sein* Stimmrecht unnütz dem Verlieren aussetzen ? Wann die Frau erst das Stimmrecht hätte, und sie ist in der Mehrzahl, dann könnte die, bei ihren unberechenbaren Launen, dem Manne sein eigenes kraft ihres Stimmenmeh's entziehen ! Ihn völlig entmündigen » (AFS, E 1070, 1000/34, vol. 70, Petition Fridolin Störi, Fridolin Störi-Frattini, in Basel, vom 16. Juli 1929, Petition gegen das Frauenstimmrecht, p. 3).

⁶⁴ « Ich behaupte, dass die Luft, die draussen herrscht, von der Frau hier einigermassen zur Geltung gebracht würde. Die Angst, dass die Frau so rasch die Mehrheit in unserem Rate oder in Kantons- und Gemeinderäten bekäme, ist übertrieben. Auf jeden Fall käme eine andere Stimmung auch hier hinein » (*Ibid.*, p. 730).

⁶⁵ BSOAF, Conseil national, 23 juin 1970, pp. 446 et 447.

⁶⁶ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 261.

tous les présupposés, les hommes forment un corps essentialiste bien plus soudé et efficace que les femmes.

6.8 La perte de privilèges et de supériorité

Les partisans reconnaissent, tout au long de la période prise en considération, une peur de perte de pouvoir et de privilèges de la part des opposants au suffrage féminin⁶⁷. Selon leurs dires, les droits civiques représentent donc bien une marque de distinction, un droit qui rehausse la représentation individuelle d'un ensemble de personnes par rapport à un autre. Et la ligne de faille est sexuée. Carl Miville constate le même ressenti lors des différentes votations dans le canton de Bâle-Ville. Non seulement, les arguments avancés par les détracteurs du suffrage féminin ont des racines psychologiques, mais surtout : « Die Einführung des Wahl- und Stimmrechts der Frauen bedeutet allerdings die Aufgabe eines Teiles der Macht im Staate, die bisher von den Männern allein ausgeübt wurde und vielleicht einen Einbruch in ein gewisses Überlegenheitsgefühl des Mannes⁶⁸ ». A partir du moment où la légitimité de cette distinction sexuée est mise en doute, de juste et légitime, cette marque devient injuste et illégitime. Karin Hausen remarque que la définition des caractères sexués sert à justifier et à cimenter cette domination⁶⁹.

En 1945, le socialiste neuchâtelois Henri Perret estime : « Les hommes commettent un abus en privant les femmes de leurs droits⁷⁰ » ; abus de pouvoir de ceux qui détiennent le privilège de trancher en dernier ressort. Cette interprétation est partagée, en 1966, par Max Arnold (ZH/PSS) qui considère le résultat négatif de la votation de 1959 comme une parole hégémonique des hommes, illégitime à son avis⁷¹. Malgré l'insinuation du doute concernant la

⁶⁷ En 1946, le journaliste Robert de Traz affirme : « Si l'homme, dans notre pays, refuse à sa moitié (devenue les trois-quarts) le droit de vote, ce n'est pas tant pour les motifs qu'il affiche. C'est parce qu'il voit dans les affaires politiques le dernier refuge où il conserve sa priorité. Il est antiféministe parce qu'il souffre vis-à-vis de la femme d'un complexe d'infériorité. Au profond de son inconscient héréditaire, il gémit d'être majorisé, frustré de sa fonction ancestrale de chef » (*Journal de Genève*, 15 octobre 1946, p. 1). Citation reprise en 1960 par Albert Dussoix, *Journal de Genève*, 5 mars 1960, p. 12.

⁶⁸ *Gosteli-Stiftung*, Schachtel 910 : Kantonale Frauenstimmrechtsverbände Baselland und Basel Stadt, 1919-1963, Dossiers 350-05-04, 4995, Bericht des Regierungsrates zum Anzug C. Miville und Konsorten sowie Ratschlag betreffend Änderung der §§ 26 und 44 der Kantonsverfassung (Einführung des Frauen- Wahl- und Stimmrechts), Dem Grossen Rate des Kantons Basel-Stadt vorgelegt am 18. März 1954, pp. 8 et 9.

⁶⁹ L'article « Geschlechtsverhältnisse » du *Staatslexikon* de Carl Theodor Welcker, par exemple, admet cet objectif dans son argumentation, « Die Polarisierung der « Geschlechtscharaktere » - Eine Spiegelung der Dissoziation von Erwerbs- und Familienleben », in : Werner Conze (éd.), *Sozialgeschichte der Familie in der Neuzeit Europas*, Stuttgart 1976, pp. 363-393, *op. cit.*, ici p. 375.

⁷⁰ BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 731.

⁷¹ Écœuré par la lenteur de la procédure, le 17 juin 1969, Max Arnold pose une motion en faveur de l'interprétation de la Constitution, bien que cette voie eût été déclarée comme impossible en 1951 déjà. « Die Abstimmung von 1959

légitimité du privilège, le renoncement et le partage d'un avantage ne sont pas encore acquis. En 1950, Peter von Roten (VS/PDC) reconnaît, de façon désabusée, la difficulté du renoncement. «[...] ; im Gegenteil, es wäre sogar höchst verwunderlich gewesen, wenn eine Kollektivität, in diesem Falle die der privilegierten Schicht der Männer, freiwillig auf ein Vorrecht verzichtet hätte, das sie seit Jahrhunderten besessen hat und zu dessen Stützung sie sich auf ethische, moralische, historische und allerlei andere Erklärungen beruft⁷² ». Et Harald Huber (SG/PSS) estime que l'électeur masculin n'est pas encore mûr pour renoncer à un privilège, qui semble être un élément essentiel de son autoreprésentation et de sa dignité masculine⁷³. D'autant moins que ce privilège conforte un sentiment de supériorité et assure un bien-être pratique, si ce n'est un réconfort spirituel⁷⁴. Lorsque les premiers cantons romands et Bâle-Ville adhèrent à l'idée du suffrage féminin, Werner Vogt (SO/PSS) leur attribue le privilège d'avoir réalisé un acte historique. Non seulement, parce qu'ils sont les premiers, mais surtout, parce que les citoyens de ces cantons sont parvenus à se dépasser et à dominer leurs instincts⁷⁵. Il attribue cette victoire à un effort d'abstraction, au dépassement de l'intérêt individuel en faveur de l'intérêt général, en particulier, de celui des femmes. Il s'agit d'un glissement de la compréhension et de la représentation de la justice sexuée, dont l'exclusion des femmes passe dans le camp de l'illégitimité. Enfin, Gustave-Laurent Roulin (FR/PDC) se réjouit de l'acte de renoncement des « prérogatives de mâles » en faveur des femmes, victoire sur soi-même « d'autant plus belle que difficile⁷⁶ ». Selon ses dires, il ne s'agit presque plus d'un renoncement, d'une destitution des

war nicht eine Interpretation der Bundesverfassung – so war die Frage nicht gestellt. Diese Abstimmung war ein Machtspruch der Männer gegen die Grundrechte der Frauen » (*BSOAF*, Conseil national, 22 juin 1970, p. 433).

⁷² Extrait du *BSOAF*, Conseil national, 20 décembre 1950, p. 4. En 1951, Peter von Roten défend son postulat en faveur de droits limités pour les femmes. Il estime que ce postulat réserve encore un certain privilège aux hommes. Mais sa critique à l'encontre de l'égoïsme masculin demeure néanmoins acerbe. « Können Sie nicht begreifen, dass die politisch interessierten Frauen sich an das höchste politische Gremium der Schweiz wenden und von Ihnen einen Entscheid verlangen, der nicht von der Mentalität des Eigentümers von Privilegien diktiert ist, sondern einen Entscheid, den Sie als Vertreter der ganzen Volksgemeinschaft, welche aus Männern und Frauen besteht, fällen » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 518).

⁷³ « Die Frauen sind heute in ihrer ganzen Stellung selbständig, mit Ausnahme der politischen Rechte gleichberechtigt wie die Männer geworden, mag das manch einem auf seine Manneswürde erpichten Haustyrannen auch noch so unangenehm erscheinen » et « Vielleicht wird das Frauenstimmrecht abgelehnt, weil die Mehrheit unserer stimmenden Männer noch nicht reif ist, auf ein Privileg zu verzichten, hinter dem kein vernünftiger Sinn mehr steht » (*Ibid.*, resp. pp. 523 et 525).

⁷⁴ Walther Bringolf (SH/PC) estime : « Die Zeit, da man mit dem simplen Schlagwort, « die Frau gehört ins Haus » an die Bequemlichkeit der Männer und gleichzeitig an ihr Gefühl der Überlegenheit gegenüber den Frauen appellierte, dürfte doch beinahe überall vorbei sein » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 256).

⁷⁵ « Mit diesem [...] historischen Akt haben unsere welschen Confédérés, und Basel-Stadt, nicht nur freiwillig auf ihnen zustehenden Vorrechte verzichtet und zähleibige Vorurteile überwunden, sie haben – und das ist es, was vor allem zählt – sich selber überwunden » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 265).

⁷⁶ *BSOAF*, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 275.

prérogatives de la virilité dans la mesure où le geste démontre, à lui seul, la force de caractère des hommes et leurs capacités à se surmonter. Il s'agit donc, bien plus, d'une nouvelle preuve de leur virilité. De l'illusion de la perte, l'accession des femmes au droit de vote renforce les hommes dans leurs attributs traditionnels.

L'agrarien argovien Eugen Bircher, opposé au suffrage féminin, prête aux femmes le désir de reconquérir le pouvoir et d'instaurer un nouveau matriarcat⁷⁷. Cette insinuation suppose donc, non pas un partage, mais une reconquête, le soupçon d'un retournement radical du pouvoir d'un sexe sur l'autre. D'où l'émergence de la peur de soumission du sexe fort au sexe faible. Harald Huber (SG/PSS) et Alois Grendelmeier (ZH/AdI.) reconnaissent cette peur dans les paroles d'Eugen Bircher. Le premier estime que ce soupçon n'est absolument pas confirmé. Les femmes ne se sont jamais imposées ni n'ont jamais remporté une majorité sexuée quelconque⁷⁸. Quant au second, il n'hésite pas à se gausser des pronostics fantasques du Dr. Bircher et de l'acculer dans les recoins de son émotivité. « Schliesslich kommt Herr Dr. Bircher noch zu dem bereits in der Kommission angedeuteten Argument von « Willen zur Macht ». Herr Dr. Bircher, fürchten Sie sich etwa vor den Frauen? Dann läge es offenbar an Ihnen⁷⁹ ».

L'égalité civique paraît atténuer une forme de supériorité masculine et une virilité dont la citoyenneté active est un attribut et un privilège. Cette destitution masculine accompagnée d'une promotion féminine peut apparaître comme le passage d'une nature à une autre. Ainsi, derrière le suffrage féminin se dissimule aussi la peur de la confusion des sexes ou de l'a-sexuation, voire de l'androgynie.

6.9 La confusion des sexes

Geneviève Fraisse émet l'hypothèse selon laquelle « la rigidité imposée dans la représentation de la différences des sexes, dans l'affirmation de distinctions strictes entre hommes et femmes, est une réaction conjuratoire, l'expression d'une peur fondamentale, celle qui imaginerait une confusion possible entre les deux sexes, la fin d'une nécessaire différence⁸⁰ ». Quant à Simone de Beauvoir, elle estime que l'homme « a de l'hostilité pour les femmes parce qu'il a peur d'elles, et il a peur d'elles parce qu'il a peur du personnage avec lequel il se

⁷⁷ « Jetzt spüren die Frauen, die heute diese Forderungen stellen, dass die Zeiten des Matriarchates wieder heraufgekommen zu sein scheinen, wie dies überdies vorausgesagt wurde » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 532).

⁷⁸ *AFS*, E 1070, 1969/10, vol. 48, G-05996, protocole de la Commission du Conseil national, 15 mars 1951, p. 18.

⁷⁹ *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 533. Edgar Woog, représentant zurichois du Parti du Travail, considère, lui aussi, les paroles du Dr. Bircher sans fondement, *ibid.*, p. 534.

⁸⁰ Geneviève Fraisse, *Les Femmes et leur histoire*, op. cit., p. 199.

confond⁸¹ ». Dans un autre ordre d'idées, Rachel Sauvé avance l'idée selon laquelle les hommes désirent garder, d'une part, l'exclusivité et, d'autre part, la liberté d'appréhender l'autre sexe en eux-mêmes. Par conséquent, « toute masculinité, dans une femme, doit être marquée du sceau de l'anormalité⁸² ». La confusion des sexes apparaît donc comme un thème reconnu, déjà bien documenté et analysé dans les rapports entre les sexes et les représentations de la féminité et de la masculinité.

Le suffrage féminin apparaît l'aboutissement d'un processus d'égalitarisme socioéconomique entre femmes et hommes qui a débuté avec l'entrée massive des femmes sur le marché du travail. Un ensemble d'éléments disparates accompagnent cette impression de nivellement. Parmi les symptômes, les crises conjoncturelles sont considérables. En 1945, le socialiste neuchâtelois Henri Perret, rappelle de façon plaisante, une situation extrêmement déplaisante de l'exploitation de la main-d'œuvre féminine. Les femmes étant employée à l'usine, puisque leur travail est meilleur marché que celui réalisé par les hommes, ceux-ci se retrouvaient à prendre la place de leurs épouses au foyer⁸³. Les guerres, ensuite. Là aussi, pour des raisons extérieures à la volonté des individus, la réalisation des activités selon la tradition et les habitudes sexuées est bouleversée. Les femmes remplacent les hommes dans les activités de la société civile pendant que les hommes s'adonnent à la guerre. Outre le sentiment d'humiliation et les traumatismes humains, causés par la guerre, il existe cet autre pressentiment selon lequel les femmes ont la capacité de remplacer les hommes dans toutes les circonstances. Par conséquent, un premier ébranlement de la persuasion de la supériorité masculine est réalisé. Ensuite, les revendications féministes, bien que décriées, balayées et moquées, provoquent nécessairement un retour sur le soi masculin, soit pour le confirmer, soit pour le mettre en doute. Il n'en demeure pas moins que ce qui est appelé l'émancipation féminine induit, si ce n'est une remise en question, pour le moins un questionnement, aussi rudimentaire soit-il. Le premier choc est la prise de conscience que les femmes remplacent les hommes ; le second, que les femmes imposent leur présence comme des individualités qui ont des revendications et des buts. A travers ces deux constats, elles se rapprochent des hommes à s'y confondre en tant qu'êtres responsables et déterminés, autonomes et individualisés. Elles n'ont jamais autant ressemblés aux hommes. Mais la reconnaissance de cette égalité fondamentalement ontologique cause une grande angoisse

⁸¹ Simone de Beauvoir, *Le Deuxième sexe II*, op. cit., p. 638.

⁸² Rachel Sauvé, *De l'éloge à l'exclusion. Les femmes auteurs et leurs préfaciers au XIX^e siècle*, Saint-Denis 2000, p. 62.

⁸³ BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 731.

auprès de nombreux hommes. Angoisse de perte. Au fur et à mesure que les femmes se hissent à la hauteur du canon de l'humain-homme, reconnu comme parfait, les hommes perdent une partie essentielle de leur personnalité. Il fallait que la femme fût bien différente pour provoquer un tel choc. Il fallait que la construction de l'identité masculine fût bien dépendante du miroir de cet Autre imparfait pour déployer toute son envergure. Mais le miroir est désormais égratigné ; il est définitivement rayé et ébréché au milieu du XX^e siècle. Les effets de la corrélation de tous ces éléments sont la peur et le rejet. Par conséquent, dès que la situation politique et économique le permet, un vent de conservatisme tente de restaurer l'état des relations humaines tel qu'il existait avant les bouleversements. Cependant, du simple questionnement à l'adhésion à la cause féministe, le mouvement est en branle. Ce rapprochement égalitaire est alors dénigré et calomnié, outrageusement caractérisé de virilisation, qui elle préfigure la dénaturation. L'expression directe de ces craintes et affabulations de virilisation et de dénaturation des femmes sont énoncées à la fin des années 1950⁸⁴. Les paroles, désormais célèbres et connues, de Karl Wick (LU/PDC), selon lesquelles l'égalité politique risque de dégrader les femmes en des hommes de seconde classe, indiquent, non seulement, la peur de déplacement des femmes dans l'ordre de la nature, mais aussi, la peur de la ressemblance croissante des femmes aux hommes⁸⁵. L'une comme l'autre éventualité exige un effort d'adaptation de la part des hommes à cette nouvelle femme qui semble émerger de l'égalité politique. Evidemment, Karl Wick considère la transformation des femmes comme une dégradation. Non seulement, elle s'éloigne de sa nature propre et innée, mais en plus, elle ne parvient pas à atteindre la perfection masculine ; elle n'en est que le miroir déformant, que la pâle copie, comme si elle ne pouvait acquérir que les aspects négatifs des hommes. Ou plus simplement, il est probable que sa nature l'empêche d'intégrer les hautes valeurs masculines. Donc, arrachement à soi-même, à la perfection féminine, et alignement raté et incomplet à l'Un, qui aboutissent à un double échec⁸⁶. Selon les paroles de Karl Wick, le dénigrement de la femme qui tente de s'approcher de l'homme, sans y parvenir pourtant, ne

⁸⁴ Au Parlement bâlois, Carl Miville fait la même constatation. « Man fürchtet auch, die Frau werde durch die Politik vermännlicht, sie verliere das typische Frauliche » (*Gosteli-Stiftung*, Schachtel 910 : Kantonale Frauenstimmrechtsverbände Baselland und Basel Stadt, 1919-1963, Dossiers 350-05-04, 4995, Bericht des Regierungsrates zum Anzug C. Miville und Konsorten sowie Ratschlag betreffend Änderung der §§ 26 und 44 der Kantonsverfassung (Einführung des Frauen- Wahl- und Stimmrechts), Dem Grossen Rate des Kantons Basel-Stadt vorgelegt am 18. März 1954, p. 9).

⁸⁵ *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, pp. 265 et 266.

⁸⁶ Le dilemme de nombreuses féministes est de choisir entre la revendication de la participation des femmes aux activités masculines, de tout temps valorisées, et, celle, qui s'oppose diamétralement à la première, de la valorisation des activités proprement et traditionnellement féminines qui ont toujours été marginalisées dans la culture masculine. Voir Nathalie Heinich, « Les contradictions actuelles du féminisme », in: *Esprit*, 2001, pp. 203-219.

devrait en aucun cas représenter un danger pour les hommes. Il est cependant évident que ce changement, aussi incomplet et raté soit-il, contraint les hommes à une adaptation et, probablement, à une renégociation et redistribution des droits et devoirs, selon l'exemple du suffrage féminin. L'ébranlement des répartitions traditionnelles selon les caractères immuables de la nature peut promouvoir une certaine peur de la confusion des sexes. Karl Wick est, par ailleurs, absolument conscient que ce sont les hommes eux-mêmes qui ont engagé le processus d'une virilisation des femmes en les attirant dans les usines et les travaux rémunérés hors du foyer. C'est pourquoi, il dit comprendre et soutenir la libération des femmes de ce genre de domination masculine. Mais cette domination, extérieure, lui semble dérisoire face à l'infusion perverse, car cachée, à l'intérieure des femmes, du type masculin⁸⁷. La virilisation des femmes débute et se développe à travers la réalisation des activités masculines par les femmes. Par conséquent, la confusion extérieure de la répartition des activités selon les sexes produit la confusion intérieure de l'attribution des caractères clairement sexués⁸⁸. Cette chaîne agit comme un cercle vicieux dans la mesure où chaque partie de l'équation se développe et se confirme réciproquement. En 1951, Karl Wick estime que le suffrage féminin induit une dénaturation de l'être féminin⁸⁹ ; en 1958, il développe son idée. Ces conclusions proviennent d'une opinion bien tranchée sur la nature des êtres, selon laquelle la féminité et la masculinité précèdent et dominent l'humanité⁹⁰. Au-delà de ce carcan idéologique, il semble évident que Karl Wick se voit dans l'impossibilité intellectuelle d'imaginer une nouvelle et autre relation sexuée, sur laquelle les droits et les devoirs pourraient être adaptés. Ce statisme conservateur doublé d'un profond dénigrement envers l'émancipation féminine produit une impression d'angoisse face à l'ébranlement de convictions intimes, face à une évolution inimaginable, mais irrépressible. Sans vouloir généraliser, les paroles de Karl Wick dépeignent, cependant, une opinion et une vision du monde d'une partie des personnes opposées au suffrage féminin. Il reproduit, selon les règles de la rhétorique et des stratégies argumentatives, des convictions intimes qu'il expose avec sincérité et

⁸⁷ « Der Kampf der Frau um die Befreiung von der männlichen Herrschaft ist berechtigt. Wichtiger aber ist der Kampf um die Befreiung vom männlichen Typus. Aber das politische Frauenstimmrecht bringt keine solche Befreiung, sondern nur eine Angleichung an diesen Typus » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 266).

⁸⁸ C'est bien la thèse défendue par Fabienne Malbois et Magdalena Rosende selon laquelle c'est l'activité qui détermine l'appartenance à un sexe, et non le contraire, « Peut-on être une chirurgienne sans être une femme ? Peut-on être une agricultrice sans être un agriculteur ? », in : *Swiss Journal of Sociology*, 31 (3), 2005, pp. 507-522, *loc. cit.*, voir particulièrement pp. 509 et 510.

⁸⁹ « Das allgemeine Wahl- und Stimmrecht der Frauen in unserer Referendumsdemokratie ist eine Denaturierung des fraulichen Wesens [...] » (*BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 521).

⁹⁰ « Bei der Berufung auf die abstrakten Menschenrechte vergisst man immer, dass man nie Mensch an sich ist, sondern immer Mann oder Frau » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 264).

une certaine témérité. Bien que les années 1950 puissent encore leur force dans un traditionalisme puissant, le vent tourne, et très rapidement. En moins de dix ans, la cause du suffrage féminin est entendue au Parlement⁹¹, même si elle ne l'est pas auprès de la majorité des citoyens. Qu'à cela ne tienne ; il exprime, à sa façon relevée et très colorée, une peur profondément ancrée dans la population.

Contrairement à Karl Wick qui a conscience de l'évolution de la société et du développement des activités et de la conscience féminines, et qui tente de les combattre, les paroles du Dr. Eugen Bircher (AG/UDC) semblent prendre leur source dans une fantasmagorie en absolue contradiction avec la réalité⁹². Il refuse de prendre en considération les faits extérieurs, à moins qu'il n'en fasse délibérément abstraction, pour ancrer plus que jamais les femmes dans un déterminisme naturel qui aliènerait leur esprit. Son discours, d'une grande érudition, demeure dans une complète abstraction et, de ce fait, apparaît anachronique et déplacé⁹³. Ainsi, ce n'est pas la crainte ni la confusion des sexes qui donnent naissance à ses paroles, mais une véritable conviction désarmante à laquelle il s'avère extrêmement difficile de s'attaquer, tellement elle paraît peu pertinente dans le véritable thème de la discussion. Ceci est également perceptible à travers l'incompréhension et les piques loufoques de ses collègues à son encontre. Max Albert Rohr (AG/PDC) reconnaît chez les femmes, qui pénètrent l'arène politique, quelque chose d'anti-féminin⁹⁴. L'impression de perte de féminité chez une femme est souvent considérée comme la prémisse à une masculinisation. Par conséquent, il s'agit du premier pas vers l'attribution ou l'intériorisation, selon le point de vue, de caractères dits masculins, vers le rapprochement dangereux de l'homme, et, finalement, vers la première étincelle de la confusion des sexes. En 1970, encore, Gerda Stocker-Meyer abonde en ce sens en mettant bien en évidence les dangers du suffrage féminin. « Le suffrage féminin « masculinise » la femme et « féminise » l'homme, il

⁹¹ Etant entendu que des intérêts purement politiques influencent également la prise de position parlementaire.

⁹² BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, pp. 531 et 532. De larges extraits de son discours sont disséminés dans ce travail. En 1951, le Dr. Eugen Bircher est âgé de 69 ans ; il siège au Conseil national jusqu'en 1955, et décède l'année suivante.

⁹³ Daniel Heller met lui aussi en évidence le caractère obsolète des références utilisées par Eugen Bircher. « In der Tat scheint Bircher in seinen mit dem Anspruch auf Wissenschaftlichkeit vorgetragenen Gedanken auf längst überholte Werke im Sinne etwa von Otto Weiningers « Geschlecht und Charakter », in welchem dieser die These der geistigen und seelischen Minderwertigkeit der Frau zu belegen versucht hatte, abgestützt zu haben » (*Eugen Bircher. Arzt, Militär, Politiker. Ein Beitrag zur Zeitgeschichte*, Zürich 1990, p. 320).

⁹⁴ « Eine Frau, die in die politische Arena steigt, hat für mich immer etwas Unfräuliches » (BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 270).

« dévalorise » son statut et ses responsabilités⁹⁵ ». Même si elle affirme que le renoncement à des privilèges n'affaiblit pas une position, elle plaide en faveur d'une complémentarité entre les sexes en politique et repousse une substitution quelconque.

Walo von Greyerz (BE/PLR) et Charles Primborgne (GE/PDC) réagissent tous deux aux déclarations des opposants cités ci-dessus. Le premier estime, d'une part, que la crainte de la dégradation des femmes n'est pas justifiée⁹⁶ et, d'autre part, que les femmes ne subiront pas de virilisation à travers le suffrage féminin. Au contraire, il plaide en faveur d'une profonde modification des agissements politiques⁹⁷. Pour le second, l'émancipation des femmes est une réalité mondialement reconnue et vécue, et, de ce fait, elle ne représente pas un cas exceptionnel. « On ne saurait, du reste, confondre ce phénomène avec une « masculinisation » ou encore une « virilisation » condamnable et fort éloignée d'un féminisme de bon aloi⁹⁸ ». Ainsi, nivellement égalitaire ne signifie pas rapprochement et confusion avec le type masculin, selon le concept de Karl Wick, mais, bien au contraire, affirmation et individuation de la féminité. Celles-ci permettraient de faire éclore, au contraire, une féminité consciente et intégrale dans le sens d'un rapport foncièrement égal dans les représentations de la féminité et de la masculinité. Elles ne seraient plus comparées l'une à l'autre, et soupesées selon des mesures univoques et équivoques, mais égales et partagées selon les circonstances spatiotemporelles.

Malgré l'expression de ces opinions d'un certain extrémisme, soit en faveur d'un retour impossible vers un passé définitivement révolu, soit trahissant un refus pur et simple d'une réalité qui évolue, le Parlement se prononce en faveur du suffrage féminin à la fin des années 1950. Suite au refus des citoyens helvétiques, les débats se poursuivent, mais ils ont changé de nature. D'une part, ces personnages ne siègent plus aux Conseils, d'autre part, le suffrage féminin est désormais une affaire entendue parmi les politiciens, même s'il ne suscite pas l'enthousiasme. Il semble ainsi que les débats des années 1950 conjuguent de façon surprenante conservatisme et libéralisme, aveuglement et acuité, statisme et dynamisme. C'est une solution explosive qui donne naissance à des débats extraordinaires par leur consistance intellectuelle, émotionnelle et interindividuelle.

⁹⁵ Gerda Stocker-Meyer, *Suffrage féminin : deux douzaines d'objections ... et ma réponse*, publié par la Communauté de travail des associations féminines pour les droits politiques de la femme, adaptation d'une brochure éditée par le Comité d'action pour la collaboration de la femme dans les affaires communales, Berne/Zurich, Hiver 1970, *op. cit.*, pp. 9 et 10.

⁹⁶ AFS, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil national, 5 novembre 1957, p. 14.

⁹⁷ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 276.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 258.

7 Les arguments

Les arguments invoqués de part et d'autre sont la résultante d'un ensemble de valeurs, de représentations, de convictions et de constatations qui déterminent l'opinion de chaque individu sur la question du suffrage féminin. Ils sont exposés selon des règles et une procédure stricte, édictées par les us et coutumes des débats du Parlement helvétique. L'exposé des arguments pro et contra et les discussions qui s'ensuivent doivent aboutir à un consensus acceptable pour la majorité des deux Chambres. Ces arguments sont aussi le miroir des représentations personnelles et d'une vision du monde, propre à chaque conseiller. Ces dernières sont constituées d'un ensemble de valeurs, de croyances, d'habitudes, d'expériences réalisées, intégrées et incorporées dans une situation spatiotemporelle précise. Les représentations de la féminité et de la masculinité en sont un élément essentiel et originel dans la mesure où elles sont fondamentalement constitutives de chaque être humain¹. Cependant, au fil du temps et des débats, un glissement du seuil de tolérance se dessine : non que les représentations de la féminité et de la masculinité aient disparu, mais certaines d'entre elles ne sont plus dicibles. De publiquement légitimes, elles deviennent illégitimes. Elles maintiennent probablement une légitimité intime, intérieure, enfouie et indicibles, mais combien de temps ? L'ambiance récalcitrante entame la crédibilité envers l'extérieur, mais, lentement et insidieusement, aussi envers l'intérieur.

7.1 Buts, portée et pertinence des arguments

Cela étant convenu, il est intéressant, d'abord, de découvrir quelle est l'importance et le but que les parlementaires eux-mêmes assignent à l'exposé argumentatif. Nous verrons que les règles rhétoriques du discours parlementaire que Kari Palonen² a décrites sont à tempérées en regard de l'interprétation que les parlementaires font eux-mêmes de la force de frappe et de la portée d'un argument.

Dès les premiers débats, Carl Miville (BS/PSS), partisan du suffrage féminin, donne un éclairage plutôt pessimiste, si ce n'est réaliste, de la portée des arguments. « Der eine oder andere wird mir entgegen, die Meinungen seien ja gemacht und es habe sich im Grunde nicht gelohnt,

¹ Bettina Heintz montre bien à quel point l'être humain a incorporé la vision sexuelle dichotomique. « Die Resultate des Experiments machen deutlich, wie sehr wir in binären Geschlechtskategorien denken und wie androzentratisch die Geschlechtswahrnehmung ist » (« Die Auflösung der Geschlechterdifferenz ». *Entwicklungstendenzen in der Theorie der Geschlechter* », in : Elisabeth Bühler et al., *Ortssuche. Zur Geographie der Geschlechterdifferenz*, Zurich 1994, pp. 17-48, *op. cit.*, ici p. 28).

² « *Objektivität* » als *faïres Spiel*, Baden-Baden 2010, *op. cit.*, p 46.

sich über diese Frage auszusprechen³ ». Cela signifie que l'exposé des arguments ne sert pas à convaincre ou à inciter ses collègues à adhérer à une opinion différente de la leur. En un certain sens, Carl Miville explique que les discussions sont peu utiles, puisque les opinions sont déjà faites et qu'elles ne se modifieront pas⁴. Charles Primborgne (GE/PDC) renchérit : « C'est là question de conscience et il serait déplacé de prétendre convaincre ! »⁵. Dès lors, l'exposé argumentatif est un exercice rhétorique qui permet à chaque individu de se profiler de façon particulière, de se dévoiler et de s'exposer, intellectuellement et personnellement, face à ses collègues et, peut-être, face à certains de ses électeurs⁶.

Albert-Edouard Picot (GE/PLS) regrette et critique l'usage excessif de la rhétorique discursive de Joseph Piller (FR/PDC) qui avance des arguments spécieux sous le couvert d'une dialectique irréprochable et éloquente⁷. « M. Piller a recouru aux grands moyens de la rhétorique française, qui sont mieux connus dans son canton que dans le mien. Mais il ne nous a pas convaincu. Sa démonstration était certes brillante mais quelque peu sophistiquée⁸ ». En somme, la faconde discursive semble couvrir et justifier des opinions fallacieuses lorsque le décorum disparaît. Mais elle suscite aussi la méfiance.

Alois Grendelmeier (ZH/AdI.) exprime ce qu'il ressent comme une perte de légitimité et de pertinence des arguments contre le suffrage féminin. Il met ainsi en évidence l'écoulement du temps et les modifications qu'il imprime sur les esprits. « Es ist allerdings festzustellen, dass der Widerstand vielerorts nachgegeben hat, ganz einfach deshalb, weil die Argumente gegen das Frauenstimmrecht beim aufgeschlossenen Bürger nachgerade nicht mehr verfangen können⁹ ». Sa spéculation est encore osée et optimiste en 1958, en considération du résultat négatif de la

³ BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 736.

⁴ Fritz Nehrwein, conseiller au Kantonsrat de Zurich, abonde en ce sens en 1966 : « Das Gespräch über das Frauenstimmrecht ist auch immer sehr bemügend ; auch das liegt am Thema ; denn es geht ja nie um die Bildung eines Urteils, sondern um die Beseitigung von Vorurteilen » (*Gosteli-Stiftung*, Schachtel 910 : Kantonale Frauenstimmrechtsverbände Baselland und Basel Stadt, 1919-1963, Dossiers 350-05-04, *Die Staatsbürgerin*. Zeitschrift für politische Frauenbestrebung. Organ der Frauenstimmrechtsvereine Zürich, Winterthur, Zürcher Oberland. Nr. 7/8 (Juli-August) – 1966, p. 24).

⁵ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 259. A la fin de ces débats, il dit encore : « [...] le débat auquel nous avons assisté n'a certainement pas beaucoup modifié nos convictions réciproques » (*Ibid.*, p. 297).

⁶ Reconnaissons un certain courage de s'exprimer sur un sujet si épineux, dans la mesure où la majorité des locuteurs doivent être conscients du caractère personnel de certaines prises de positions. La preuve en est que la majorité des parlementaires ne s'exposent pas, en ce sens qu'ils ne prennent simplement pas la parole.

⁷ Kari Palonen remarque que pour les adversaires des débats parlementaires, « eloquence is seen as either an irrelevant waste of time or a dangerously effective means of emotional persuasion, preventing well-founded decisions » (*The Politics of Limited Times*, op. cit., p. 158).

⁸ BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 395.

⁹ BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, p. 271.

votation de 1959. Il pressent, néanmoins, un glissement de la légitimité des arguments contre le suffrage féminin vers l'illégitimité.

7.2 La récurrence argumentative

Le conseiller fédéral Ludwig von Moos (OW/PDC) rappelle l'importance de la prise en considération des arguments pour et contre, de leur analyse et de la prise de position du locuteur en considération de ces arguments et de son opinion personnelle¹⁰. Cette procédure apparaît fastidieuse et sans fin, surtout à la fin des débats de la période prise en considération, car elle implique la répétition de tous les arguments déjà énoncés dans les séances précédentes. Il s'agit, en fait, de la procédure argumentative en vigueur au Parlement et met en évidence l'importance du respect du déroulement implicite prévu, en dépit de la lassitude. Cette impression de répétition est donc, principalement, due à la longueur du processus parlementaire concernant le suffrage féminin, car, en fin de compte, les arguments sont connus depuis le début des débats parlementaires. Par ailleurs, les conseillers relèvent la difficulté d'apporter un nouveau souffle argumentatif au débat, considération susceptible de confirmer la thèse la plus répandue de l'inaltérabilité des arguments¹¹. En 1970, Ulrich Götsch (ZH/PSS) rappelle le point de départ parlementaire de la discussion et l'inutilité de revenir aux arguments traditionnels. « Die Argumente für und gegen das Frauenstimmrecht wurden seit dem Vorstoss von Johannes Huber [SG/PSS] im Jahre 1913 immer wieder vorgetragen. Ihnen ist nichts beizufügen, soweit es sich um juristische, philosophische oder politische Argumente handelt¹² ». Il met en évidence, d'une part, la lenteur de la procédure et le caractère secondaire que représente le suffrage féminin pendant plus d'un demi-siècle, et, d'autre part, le caractère purement rhétorique des discours parlementaires, qui ne semble pas poursuivre un but agissant. En fin de compte, il semblerait bien qu'il fallût, selon l'expression consacrée, « laisser le temps au temps », laisser le temps aux développements sociaux d'influencer les représentations et les attentes¹³. Dans le cas du suffrage féminin, les débats semblent être, dès lors, une occupation qui paraît, mais qui agit peu ; comme une façon de faire passer le temps jusqu'à ce que les esprits se soient adaptés et soient disposés à

¹⁰ Il accepte la motion d'Henri Schmitt (GE/PLR), au nom du Conseil fédéral, en explicitant clairement la façon dont le motionnaire s'est plié à la procédure, *BSOAF*, Conseil des Etats, 4 octobre 1966, p. 268.

¹¹ En 1951, Gottlieb Duttweiler (ZH/AdI.) reconnaît déjà : « Es ist schwierig, in dieser Debatte etwas Neues zu sagen » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 390).

¹² *BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 443.

¹³ Le conseiller fédéral Eduard von Steiger (BE/UDC) estime : « [...] ; die Entwicklung geht vorwärts und es wird so kommen. Das Frauenstimmrecht wird eines Tages eingeführt werden » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 384).

prendre une décision, ou s'y sentent obligés¹⁴. Finalement, en 1970, non seulement, aucun argument nouveau n'a été présenté, mais, de plus, les arguments traditionnels n'ont plus été explicités¹⁵ ; les règles inhérentes aux discours n'exigent pas un traitement de ce qui n'a pas été abordé. Ferruccio Bolla (TI/PLR), rapporteur de la Commission, démontre les changements d'opinion qui se sont opérés avec l'instauration du suffrage féminin dans de nombreux cantons. « Dans ces conditions, et en tenant compte aussi que, dans votre Commission, personne n'a avancé les arguments traditionnels ni de nouveaux arguments pour justifier l'exclusion de la femme des droits politiques, je considère superflu de faire une critique des arguments traditionnels¹⁶ ». Il se contente donc de présenter, principalement, l'évolution des mœurs qui encourage l'instauration du suffrage féminin. Il semble évident que, d'une part, tous les parlementaires connaissent l'éventail des arguments rabâchés pendant un quart de siècle. Dans les circonstances de 1970, les débats semblent inutiles, voire illégitimes. D'autre part, les arguments dits traditionnels ont perdu toute légitimité : ils ne peuvent plus être dits et servir de justification à l'exclusion des femmes des droits civiques.

7.3 La lassitude et l'exaspération

Charles Primborgne (GE/PDC) montre bien le jeu qui s'instaure entre partisans et opposants du suffrage féminin. Il avoue, également, ce qu'il ressent en tant que partisan, face aux objections des opposants. « Ceux qui ont déjà fait campagne pour cette cause dans leur canton, estiment que le développement de ces arguments [justice, égalité de traitement et démocratie] l'emporte de beaucoup sur l'énumération fastidieuse des objections et des réponses classiques auxquelles nous sommes tenus !¹⁷ ». Une certaine exaspération se fait jour dans la nécessité de suivre les opposants et de trouver incessamment de nouveaux subterfuges argumentatifs pour contrer leurs arguments. Les partisans semblent pousser à leurs limites dans la mesure où le jeu subtil de l'argumentation paraît inefficace, répétitif et inutile. Or, malgré cette impression de statisme, le suffrage féminin s'impose malgré tout, sous la pression croissante de l'« illégitimité » démontrée, et progressivement ressentie, par les opposants dans l'exposé de leurs arguments. Alois Grendelmeier (ZH/AdI.) reconnaît aussi une certaine impasse dans laquelle se trouvent les

¹⁴ Aloys Copt (VS/PLR) estime : « Tout cela [les arguments pour et contre] est connu. Il n'est donc plus nécessaire de rabâcher ces arguments. Chacun les connaît et chacun doit maintenant décider » (*BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 450).

¹⁵ A l'exception de Hans Nänny (AR/PLR).

¹⁶ *BSOAF*, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 267.

¹⁷ *BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 259.

partisans. Il récuse l'affirmation des opposants selon laquelle la Suisse est, malgré tout, une véritable démocratie en dépit de l'absence du suffrage féminin. « Hier befinden wir uns in einem unlösbaren Widerspruch, der nirgends in der zivilisierten Welt verstanden wird und für den wir auch keine Argumente mehr besitzen¹⁸ ». Les partisans sont à court d'arguments qui ne servent de toute façon pas à convaincre. Alors, probablement, en dernier ressort, l'exposé de l'argument sert à sauver la face, en ce sens qu'il faut toujours répondre malgré l'impression d'insanité et d'absurdité de l'affirmation.

7.4 Les arguments prétextes

De façon générale, tous les arguments peuvent apparaître comme des prétextes contre l'instauration du suffrage féminin si l'on se situe au niveau de « la justice, de l'égalité de traitement et de la démocratie ». Tel pourrait être le point de vue des partisans. De question fondamentale, Emile Villard estime, en 1959, que les débats sur le suffrage féminin ont déchu à des problèmes secondaires, qui sont largement abordés dans les discours parlementaires¹⁹. Les partisans répètent à plusieurs reprises cette impression d'inconsistance argumentative des opposants. La nature et les caractères des femmes, leur insertion sociale et économique, leur éducation, etc., avancés par une majorité d'opposants contre le suffrage féminin, peuvent, effet, sembler dérisoires et fallacieux face à ces valeurs fondamentales. En fait, rien ne s'opposait fondamentalement à l'instauration du suffrage féminin si ce n'est les représentations personnelles et intimes de la féminité et de masculinité, et les conséquences supputées sur celles-ci avec l'instauration du suffrage féminin. Et, finalement, le passage du suffrage « universel » au suffrage des femmes et des hommes s'est réalisé sans heurts ni conséquences néfastes²⁰.

Les arguments, appelés prétextes, sont aussi soumis à la pression du temps et à l'évolution. Hans Nänny (AR/PLR) donne une image précieuse du développement de la

¹⁸ *Ibid.*, p. 272.

¹⁹ « So ist die Frage der Gewährung des Stimm- und Wahlrechts an die Frauen von der hohen Warte einer grundsätzlichen Frage der Demokratie in Niederungen abgeglitten, wo sie zu einer Frage der reinen Zweckmässigkeit wurde, oder der Eignung der Frauen zur politischen Tätigkeit (das heisst ihrer politischen Reife), der weltanschaulichen (und wie oft der dilettantisch weltanschaulichen!) Anschauungen über das Wesen der Frau (wie wenn das Männerstimmrecht von einer weltanschaulichen Auffassung vom Wesen des Mannes abhängig wäre!), der Gleichmacherei (die ja Gegner und Befürworter ablehnen), des Sonderfalles der Schweiz, des einzuschlagenden Weges, des Willen der Frauen zum Stimmrecht – alles Gesichtspunkte, die an und für sich nicht ohne Wichtigkeit sind und die Gemüter unmittelbarer bewegen als eine staatsrechtliche Erörterung, die aber am entscheidenden Kern der Frage vorbeigehen, vorbeiführen » (*Frauenstimmrecht. Von einer Abstimmung zu einer Krise unserer Rechtsordnung*, Basel 1959, *op. cit.*, p. 4).

²⁰ Si ce n'est la décision contraignante du Tribunal fédéral à l'encontre des irréductibles Appenzellois Rhodes-Intérieures, le 26 novembre 1990, d'instaurer le suffrage féminin au niveau cantonal.

légitimité d'un argument à son illégitimité, et, par conséquent, du déplacement du seuil de tolérance de ce qui est susceptible d'être accepté comme un argument pertinent ou non. Hans Nänny, représentant du demi-canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures, de 1963 à 1975 au Conseil des Etats, s'est opposé au suffrage féminin en 1966 et en 1970, par crainte de la disparition de la Landsgemeinde. Alors qu'en 1966, il ne cède pas de terrain, sa position personnelle change en 1970. Non qu'il abandonne sa cause profonde, mais il admet que sa position est désormais surannée et vouée à l'échec. Il croit, d'abord, que les représentations se sont modifiées depuis la dernière votation en 1959²¹. Mais, en 1970, il reconnaît, surtout, que les arguments en faveur du suffrage féminin sont considérables et irréfutables²². Même si Hans Nänny ne déroge pas à ses opinions, il dit se résigner pour ne pas apparaître réactionnaire, dans une bataille, désormais, inutile et perdue d'avance. Cet exemple démontre comment un argument – la défense de la Landsgemeinde – pendant longtemps considéré comme légitime et pertinent, passe le seuil de l'illégitimité, et devient absurde et déplacé.

En 1957, le conseiller fédéral Markus Feldmann (BE/UDC) reconnaît deux stratégies de blocage en défaveur de l'avancement de la cause du suffrage féminin. La première peut être appelée procédurale dans la mesure où certains partisans du suffrage féminin votent contre la proposition de la Commission parlementaire, qui suggère l'entrée en matière sur le rapport du Conseil fédéral, car ils répugnent à prendre une décision volontariste contraire aux traditions nationales²³. Paul Haefelin (SO/PLR), par exemple, se déclarant partisan du suffrage féminin, ne peut, néanmoins, s'y résoudre selon le chemin proposé par le rapport du Conseil fédéral²⁴. Ainsi, le refus de la décision volontariste de soumettre le sujet aux électeurs, en passant outre les prérogatives communales et cantonales, peut être perçu comme un prétexte. Finalement, même si Paul Haefelin a dit ne pouvoir entrer en matière, la proposition de la Commission est votée à

²¹ « Ich gebe zu, dass sich seit 1959 die Auffassungen über die politische Gleichstellung von Mann und Frau ganz allgemein, besonders aber auch in Kreisen der damaligen Gegner, merklich gewandelt haben » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 23 septembre 1970, p. 271).

²² « Ich räume auch ohne weiteres ein – und erkläre dies hier ausdrücklich – dass auch für mich persönlich die befürwortenden Gründe beachtlich sind und grösstenteils als nicht widerlegbar und als überzeugend gelten » (*Ibid.*).

²³ « Es ist mir bei den Herren, die den Antrag auf Nichteintreten gestellt haben, aufgefallen, dass sie alle im Prinzip sich für die politische Gleichberechtigung der Frau ausgesprochen haben. Aber sie zeigen uns keinen Weg, wie wir einmal in dieser Sache vorwärts kommen sollen » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 405).

²⁴ « Dagegen weiss ich, dass es viele Freunde des Frauenstimmrechtes gibt, die mit mir dem Bundesrat auf dem vorgeschlagenen Wege nicht folgen können, weil sie ihn als unschweizerisch und der guten Sache abträglich empfinden » (*Ibid.*, p. 395). Gaston Clottu (NE/PLS) estime, en 1958, que le gouvernement fédéral inflige « une contrainte morale » aux cantons en regard de sa décision volontariste. Il qualifie la proposition du Conseil fédéral et de la Commission parlementaire d'« opération brutale et générale » (*BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 282).

l'unanimité. La seconde stratégie est attribuée au Conseil fédéral par Paul Haefelin qui estime que le refus certain du suffrage féminin constituerait un alibi pour l'enterrer un certain temps encore²⁵. Ainsi, même la volonté de soumettre le suffrage féminin à la perspicacité des citoyens helvétiques peut apparaître comme un prétexte puisque le refus est alors certain et démontrerait l'inutilité de l'engagement de temps et de moyens pour une cause perdue d'avance²⁶.

En 1958, un autre argument contre le suffrage féminin, considéré comme prétexte est relevé par Walther Bringolf (SH/PC), rapporteur alémanique de la majorité. Il s'agit de la nécessité d'élever le nombre des signatures requises pour les initiatives et les referenda avec l'entrée en vigueur du suffrage féminin²⁷. Il attribue une véritable hypocrisie à certains parlementaires qui semblent ne pas oser exposer clairement leur opinion défavorable au suffrage féminin.

En 1970, James Schwarzenbach (ZH/DS), et sa proposition de sondage auprès des femmes, est virulemment pris à parti par certains de ses collègues qui le traitent d'opportuniste²⁸. A leur avis, le sondage est une ultime façon de repousser la décision du votant qui, cette fois, semble déterminé à accepter le suffrage féminin.

Certains parlementaires mettent en évidence la distorsion argumentative. Certains arguments sont avancés dont l'origine, la teneur et les attentes ne concernent pas directement le suffrage féminin. En 1951, Kurt Schoch (SH/PLR), partisan du suffrage féminin, reconnaît qu'il peut exister des arguments valables contre celui-ci. Or, il démontre la distorsion opérée par Joseph Piller (FR/PDC) lorsqu'il augure une « totalisation de l'Etat » avec l'instauration du suffrage féminin. « Ich glaube, dass das, was er ausgeführt hat, meines Erachtens, weitgehend eine Kritik dessen war, was die Männer bisher geleistet haben, [...] »²⁹. De façon semblable, Karl Wick (LU/PDC) craint un certain nombre d'excès (sur-démocratisation, sur-étatisme,

²⁵ « Herr Ständerat Haefelin hat angedeutet, vielleicht sei es dem Bundesrat einfach darum zutun, durch eine Art von « Volksbefragung » mehr oder weniger ein Alibi dafür zu bekommen, dass in dieser Sache eben nichts mehr weiter geschehen soll » (*Ibid.*, p. 405).

²⁶ Pourtant, comme le rappelle Harald Huber (SG/PSS), les citoyens suisses n'aiment pas à être bousculés et certaines décisions, soutenues par le Parlement, nécessitent deux, voire trois votations jusqu'à ce qu'elles soient acceptées, *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 525.

²⁷ « Zahlreiche Gegner der Einführung des Frauenstimmrechtes könnten sich leicht (aus Mangel an Zivilcourage) hinter der Erhöhung des Quorums für Initiative und Referendum verschanzen, obwohl sie im Grunde in der Hauptsache selbst nein sagen wollen » (*BSOAF*, Conseil national, 19 mars 1958, p. 257).

²⁸ Il s'agit d'Ernst Bieri (ZH/PLR) et d'Ulrich Götsch (ZH/PSS), rapporteur, *BSOAF*, Conseil national, 23 juin 1970, p. 457.

²⁹ *BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, pp. 392 et 393.

dénaturation et domination des femmes)³⁰ avec l'entrée en vigueur du suffrage féminin. Il s'y oppose véhémentement dans le but, notamment, de limiter et de résorber ces excès. En somme, il se propose d'utiliser les femmes suisses, comprises comme un groupe homogène, pour pallier à cette distorsion, dans le but d'agir comme une contre-culture à la culture masculine dominante. Il s'agit d'une utilisation des femmes pour remédier aux distorsions politiques, économiques et sociales provoquées par la culture masculine en maintenant les femmes en-dehors de cette culture à travers le refus du suffrage féminin.

7.5 Le « hors sujet »

Chaque débat a lieu et se construit dans la perspective d'un objectif précis : la discussion d'une motion ou d'un postulat, ou encore d'un Rapport ou d'un Message fédéral. L'émotion des parlementaires apparaît souvent dans leur difficulté à se tenir au thème de la séance. Leurs discours débordent sur des considérations qui n'y ont pas leur place. Ils abordent ainsi souvent des aspects étant du ressort du contenu alors que l'impulsion parlementaire se contente souvent des aspects du contenant. Ici apparaît de façon exemplaire la difficulté de distinguer l'« intérieur » de l'« extérieur » dans la question du suffrage féminin. La majorité des parlementaires ressent la nécessité de prendre position sur la question de fond et d'exposer son opinion concernant le suffrage féminin, alors que son opinion personnelle n'est pas requise. En 1945, Ernst Reinhard (BE/PSS) remarque que la discussion s'est déplacée. « Wir fragen uns heute nicht, ob wir über die materielle Berechtigung des Frauenstimmrechts abzustimmen haben oder nicht. Es steht ein Postulat Oprecht zur Diskussion, das den Bundesrat einlädt, die Prüfung dieser Frage vorzunehmen³¹ ». En 1951, il est question de débattre du Rapport du Conseil fédéral concernant la procédure à suivre pour instaurer le suffrage féminin. Suite au discours du Dr. Eugen Bircher (AG/UDC), Alois Grendelmeier (ZH/AdI.) estime un recentrage de la question nécessaire, tellement les propos d'Eugen Bircher semblent s'écarter du sujet³². D'une part, il peut s'agir d'une stratégie de dénégation et de dénigrement d'Alois Grendelmeier et, d'autre part, la

³⁰ Karl Wick s'exprime de façon remarquée dans les trois premiers débats, *BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, pp. 726-729, 13 juin 1951, pp. 518-522 et 19 mars 1958, pp. 263-267, où il développe la même argumentation contre le suffrage féminin.

³¹ *BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 732. Paul Zigerli (ZH/PEV) remarque la même déviation discursive, *ibid.*, p. 737.

³² *BSOAF*, Conseil national, 13 juin 1951, p. 532. Alois Grendelmeier s'est dit impatient et curieux d'entendre le discours d'Eugen Bircher dans la mesure où il a déjà donné un premier aperçu de son opinion en Commission. Le *Rapport* sur la procédure à suivre pour l'introduction du suffrage féminin, du 2 février 1951, explique : « De très longs débats ont eu lieu, qui ont débordé le cadre du rapport par le fait que de nombreux orateurs ont traité la question de principe du suffrage féminin » (*BSOAF*, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 373).

puissance de frappe discursive montre à quel point elle peut détourner le sujet, ébranler le stoïcisme parlementaire et suggérer des réactions émotives et spontanées. En 1951, encore, Georges Moeckli (BE/PSS) estime qu'il ne s'agit pas de se prononcer sur le suffrage féminin, mais qu'il s'agit « d'un débat purement académique³³ », par conséquent, dans lequel les opinions personnelles ne sont pas requises. Les « dérapages » discursifs démontrent la difficulté de s'extraire des opinions intimement ressenties et des représentations personnelles que suscitent les réflexions sur le suffrage féminin. Le sujet semble toucher chaque conseiller de tellement près qu'une distance personnelle semble impossible. D'où la difficulté, par analogie, de distinguer sa position personnelle (son intérieur) de la portée générale du suffrage féminin (l'extérieur). La frontière est extrêmement perméable et diffuse

7.6 Les changements d'opinion

Même si nous reconnaissons, comme prémisse, l'inutilité de l'usage des arguments dans le but de convaincre et d'infléchir une opinion arrêtée, il n'en demeure pas moins que de réticente, la majorité de la population est devenue favorable au suffrage féminin. Ce développement s'est également réalisé au Parlement. Jean Bourgknecht (FR/PDC) avoue le parcours d'un chemin personnel concernant le suffrage féminin. Il reconnaît un intérêt pour les arguments présentés par les opposants. « Je suis tout simplement de ceux qui pensent que, malgré tout, le poids des arguments positifs l'emporte sur celui d'objections auxquelles, durant nombre d'années, je n'ai pas été insensible³⁴ ». Jean Gressot (BE/PDC) réalise également un développement personnel concernant le suffrage féminin. En 1945, il vote en faveur du postulat Oprecht, tout en défendant une vision différencialiste des activités des femmes et des hommes³⁵. En 1958, il estime que plus rien ne justifie « l'inégalité politique des sexes », en se positionnant fermement dans une optique féministe³⁶. Ainsi, pour les indécis ou les plus « perméables » d'entre les parlementaires, la limite entre une position favorable et une position opposée peut sembler poreuse. Dans ces circonstances, la présentation des arguments agit peut-être de façon convaincante et permet un basculement, de l'un ou de l'autre côté. En revanche, pour les plus

³³ *Ibid.*, p. 381.

³⁴ *BSOAF*, Conseil des Etats, 2 octobre 1957, p. 401.

³⁵ Il imagine parfaitement les femmes s'occuper « des problèmes d'hygiène, d'assistance, d'éducation, d'instruction et de famille » (*BSOAF*, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 736), mais n'imagine pas, dès 1945, des droits plus étendus.

³⁶ C'est lui qui ose cette magnifique tirade : « [...], on la [la femme] considère trop souvent comme une sorte de machine à faire des enfants et les élever, ou, si vous préférez, comme une sorte de meuble qui est devenu immeuble par destination et, par conséquent, est immuable dans son foyer » (*BSOAF*, Conseil national, 20 mars 1958, p. 288).

convaincus, les arguments ne possèdent aucune influence de retournement de conviction. Finalement, il se réalise malgré tout, mais principalement en raison du processus d'illégitimation des arguments.

7.7 L'hypocrisie attribuée

Le jeu des attributions se développe également dans le sens d'une reconnaissance réciproque de la duplicité des parlementaires. Ce stratagème est utilisé par les partisans qui reprochent aux opposants d'user de double-jeu ou de prétextes pour repousser la décision concernant le suffrage féminin. En 1951, Georges Moeckli (BE/PSS) donne un bel exemple d'attribution indirecte pour bien démontrer qu'il n'est pas dupe sans pour autant accuser un de ses collègues en particulier. Parallèlement, il démontre sa méfiance à l'encontre de la bonne foi de ses collègues, en insinuant qu'aucun argument ne se profile contre le suffrage féminin. Petite histoire vraie ou inventée pour les besoins de la cause, il cite le dialogue qu'il aurait eu avec un représentant cantonal, par conséquent, une instance inférieure à celle que nous prenons en considération. « Je discutais il y a quelque temps avec un collègue d'un gouvernement cantonal qui, je le précise, ne fait pas partie de ce Conseil ni du Conseil national. Nous parlions du suffrage féminin et ce collègue me déclara : « Je suis partisan du suffrage féminin. » Je lui dis : « Cela me fait plaisir. » Mais – rétorqua-t-il – tu ne me demandes pas pourquoi je suis partisan du suffrage féminin... « Non, pourquoi ? » « Eh bien, répondit-il, tout simplement parce que je sais que cela n'arrivera jamais ! » (Rires.) ». Il clôt en répétant qu'il ne prête à personne dans la salle « des desseins aussi machiavéliques³⁷ ».

Dans la même séance, Ernst Flükiger (SG/PLS) est bien moins prudent et diplomate. Il accuse certains opposants du suffrage féminin de l'autre Chambre de voter en faveur de la motion du Conseil national, qui demande au Conseil fédéral un projet dans le but d'intégrer le suffrage féminin dans la Constitution, dans la perspective de l'enterrer un certain temps encore. Accusation indirecte et lointaine, puisqu'il s'agit de l'autre Chambre, mais qui attribue une

³⁷ BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 381. Peter Frey attribue au citoyen un autre aspect de l'hypocrisie dont le mécanisme consiste en un retour de pulsion instinctive dans la solitude de l'isoloir : « Nous sommes convaincus que beaucoup de personnes (surtout les hommes) qui se déclarent favorables au suffrage féminin lorsqu'elles sont prises sur le vif par des enquêteurs et qu'elles doivent motiver leur position, se prononcent contre le droit de vote des femmes dans le secret de l'isoloir. On connaît maint exemple d'un tel retour à l'irrationnel et à l'instinctif. C'est souvent une des raisons pour lesquelles le résultat d'une votation est souvent moins la manifestation d'une opinion proprement dite que d'une attitude irraisonnée » (*L'opinion publique et les élites face au suffrage féminin en Suisse*, Genève 1970, op. cit., p. 52). Opinion pour le moins hasardeuse et quelque peu prompte.

hypocrisie qu'Ernst Flükiger a déduite en confrontant les opinions et les résultats de vote de certains conseillers nationaux. « In unserer Kommission hat erfreulicherweise diese etwas macchiavellistisch [sic] anmutende Taktik keine Unterstützung gefunden; [...] »³⁸.

Et justement, au Conseil national, Walther Bringolf (SH/PC), partisan du suffrage féminin, reproche une certaine hypocrisie à ses collègues. Il s'en prend, d'abord, personnellement à Hermann Häberlin (ZH/PLR), dont il goûte l'érudition, mais qui aboutit à des conclusions spécieuses. « Er ist dafür [suffrage féminin] und stimmt dagegen, er spricht für das Frauenstimmrecht, stimmt aber gegen die Motion. [Et il clôt ironiquement] Das ist sein gutes Recht, und ich zweifle nicht daran, dass dieser Standpunkt reiflich überlegt, wohl durchdacht und entsprechend garniert und serviert zustande gekommen ist »³⁹. Mais l'érudition et l'excellence rhétorique agissent parfois comme un soporifique ou un aphrodisiaque, et permettent à l'orateur peu scrupuleux de circonvenir son auditoire. Ensuite, en tant que partisan convaincu du suffrage féminin, il semble que les arguments, avancés par les opposants, lui soient apparus tous fallacieux. « Ich bedaure nur, dass die Diskussion über die Einführung des Frauenstimmrechtes nie frei wird von einer gewissen, nach meiner Meinung etwas oberflächlichen, ja sogar unwahren Sentimentalität, um nicht zu sagen Heuchelei »⁴⁰. Attribution claire, aux opposants, d'hypocrisie et de sentimentalisme dans le but de défendre des intérêts douteux et des représentations surannées⁴¹.

Cette stratégie de dénigrement des arguments des opposants dans la sphère des émotions tend, d'une part, à accorder aux partisans une position personnelle absolument désintéressée qui leur permet, d'autre part, de tirer leur justification de valeurs fondamentales et irrécusables. Etant entendu que ces valeurs fondamentales, incorporées, deviennent l'expression d'un sentiment, une catégorisation qualitative entre émotions et sentiments est réalisée. Partisans et opposants ont incorporé les valeurs fondamentales que nous résumerons, selon les expressions des parlementaires eux-mêmes, par « justice, égalité de traitement et démocratie ». Selon la compréhension, la représentation et les objectifs assignés à ces valeurs, les premiers les conçoivent et les appliquent de façon universelle aux femmes et aux hommes, alors que les

³⁸ BSOAF, Conseil des Etats, 20 septembre 1951, p. 386.

³⁹ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 538.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ Il prend comme exemple « das Hohelied der Mutter im Hause, die für ihre Kinder, für die Familie sorgt, wirkt und kämpft, man hört nie das Hohelied der Mutter, die Kinder zu Hause hat, für die sie sorgen muss, und um derenwillen sie gezwungen ist, weil das Einkommen des Mannes nicht ausreicht, als Putzerin, Wäscherin, Büroaushilfe für Reinigungsarbeiten oder gar als Fabrikarbeiterin Verdienst zu suchen, um die Existenz der Familie und Kinder sichern zu können » (*Ibid.*).

seconds les attribuent selon une contingence sexuelle. De manière générale, les opposants reprochent aux partisans leurs illusions universalistes et humanistes, en ce sens que le suffrage féminin ne résout pas les questions d'égalité/inégalités entre les sexes. Bien que les partisans argumentent également à partir de la réalité qu'ils observent (leur réalité), les opposants leur reprochent une abstraction qui jure avec les faits concrets. Comme si les partisans voulaient réaliser l'opération impossible de couler une abstraction dans une réalité palpable. Les opposants partiraient, eux aussi, d'une réalité qu'ils observent (leur réalité), mais en la rendant déformée et pectées par leurs émotions. Dans la mesure où la perception du présent et les projections respectives ont des prémisses différentes, les discours des partisans et des opposants aboutissent à une incompréhension permanente. Seule une transformation lentement perceptible d'un passage des arguments de la légitimité à l'illégitimité permet d'aboutir, finalement, à un consensus. Mais, il ne s'agit plus d'un choix volontariste, mais d'une pression extérieure (sociale, internationale, idéologique) sur l'intérieur (émotions, sentiments, représentations) qui impose l'instauration du suffrage féminin. Quant à l'expression émotive expérimentée dans les débats, en se souvenant qu'elle est attribuée par les partisans aux opposants, elle agit dans une relation d'action/réaction. Les opposants agissent en exposant leurs émotions, alors que les partisans sont toujours en position de réaction à ces émotions, qu'ils expriment parfois aussi par des émotions (colère, exaspération, appel, etc.). Alors que les premières sont raisonnées et intégrées dans les règles rhétoriques du discours, les secondes sont souvent spontanées. Par ailleurs, les partisans s'auto-attribuent et usent de sentiments (justice, égalité, dignité, etc.), qui apparaissent plus élevés et désintéressés, par conséquent, justifiés et légitimes.

Dans la mesure où l'émotion « est une réaction élémentaire intense et brève », et le sentiment la résultante de « réactions plus durables, diffuses et élaborées », ces concepts peuvent être attribués, le premier aux opposants, le second aux partisans. Cependant, selon les règles du discours parlementaire, tous deux ont passé par le filtre cérébral, par le simple fait qu'ils aient été considérés comme argumentables et argumentés, et ressentis comme pertinents et susceptibles de défendre une cause juste et bonne. Ces agitations, étant toutes deux « intérieures », peuvent être replacées dans les cercles concentriques, l'émotion se situant dans le noyau, alors que le sentiment étant plus « extérieur ». Les émotions et les sentiments sont suscités par le bouleversement des représentations sexuées et des schémas de pensée, incorporés, occasionné par la revendication du suffrage féminin. Ces mouvements intimes sont vifs dans la mesure où la réalisation de l'égalité civique entre femmes et hommes semble remettre en cause et déstabiliser

un équilibre intérieur à chaque individu. Les émotions ne disparaissent pas, tout comme ne disparaissent pas les représentations sexuées des activités et des rôles. Mais le passage au suffrage féminin exige une désolidarisation de ces émotions et une extériorisation qui permettent la constitution, en premier lieu, d'un nouvel équilibre intérieur en rapport avec la nouvelle donne. Cet équilibre passe, en second lieu, par une redéfinition des rapports de sexes et, par conséquent, une adaptation de la masculinité. Ce détachement émotif⁴² est le résultat de la lente illégitimisation des arguments à connotation émotive. Les arguments se reproduisent, mais ne sont pas pérennes. L'illégitimité, cependant, n'anéantit pas les représentations, mais elles sont devenues irrecevables et indicibles⁴³. Cette situation nécessite une renégociation intime et personnelle avec une nouvelle légitimité concernant l'Autre, l'éducation à la masculinité et son incorporation. Ce processus est facilité par l'écoulement du temps et la réalité sociale d'un nouveau rapport effectif entre les sexes.

⁴² Un certain nombre de parlementaire parle de « résignation ».

⁴³ Le conseiller fédéral Ueli Maurer (ZH/UDC), chef du DDPS, montre bien que les cadres de pensée sexués ne disparaissent pas mais, contrairement à d'autres, il ne se gêne pas de les exprimer. Dans une entrevue consacrée à l'armée de milice, il explique : « L'armée suisse est une partie intégrante du pays. Elle se compose de bien plus que de soldats. Elle est l'expression de la volonté de défense de la population tout entière. Nous devons maintenir cette idée que chacun de nous est, à sa place, un élément du système de milice. *Les soldats accomplissent leur service, les femmes s'occupent de la maison et des enfants*, etc. » (*Le Temps*, 6 juillet 2011, p. 6. C'est nous qui soulignons). Non seulement, les représentations se perpétuent, mais, comme le relèvent les journalistes Paul Ackermann et Sonia Arnal, « la politique familiale est en Suisse une véritable machine à renvoyer les femmes à la maison ». Ils reconnaissent l'existence d'un « retour en grâce de la maternité » avec la publication de nombreux ouvrages qui en chantent les louanges. D'une part, cette réalité rassure les femmes ne désirant pas autre chose que la maternité, mais suscite, d'autre part, une véritable mauvaise conscience auprès des femmes qui sont contraintes ou désirent travailler. Sylvie Durrer, cheffe du Bureau de l'égalité du canton de Vaud estime : « Cette multitude de livres et d'articles tiennent plus de l'injonction que de la constatation : on dit aux femmes de s'occuper de leurs enfants plutôt que de travailler. Le bien-être des jeunes générations en dépendrait ! Cette culpabilisation est le dernier soubresaut du patriarcat, un soubresaut qui, comme on le voit, peut très être le fait de femmes » (« Retour au foyer. Pourquoi les femmes tombent dans le piège », in : *L'Hebdo*, 9 novembre 2006, resp. pp. 26 et 30).

8 Conclusion

Alors que la question du suffrage féminin occupe sporadiquement et avec une intensité variable l'espace public, elle prend définitivement pied au Parlement en 1945. Les tentatives malheureuses après la Première guerre mondiale s'expliquent principalement par un manque d'intérêt volontariste des responsables politiques et par son caractère alors ressenti encore comme inutile et précipité. Bien que les circonstances puissent paraître semblables en 1919 et 1945 (période post-belliqueuse immédiate), la faiblesse de la force de frappe des partisans du suffrage féminin, les bouleversements dus aux insatisfactions et revendications sociales et la conjoncture économique défavorable entravent un accueil bienveillant en 1919. Le dynamisme et le souffle novateur, qu'inspire une période post-belliqueuse, n'ouvrent la voie politique qu'à la fin de la Seconde guerre mondiale.

Les débats parlementaires apparaissent plutôt favorables au suffrage féminin en 1945. Les opposants, qui s'expriment, sont moins nombreux que dans les années ultérieures, et les discours paraissent prometteurs pour la cause du suffrage féminin. Il semble évident que le suffrage féminin soit une question de justice, d'égalité et de fortification de la démocratie. L'ambiance des débats s'aligne sur la nécessité générale de réunification et de consensus pour permettre au pays de sortir de la guerre. Cette perspective est soutenue par l'idée de reconnaissance et de remerciement de l'engagement des femmes pendant la guerre, et même par l'attribution aux femmes de caractères dits masculins propres à leur permettre de partager les responsabilités civiques.

La situation et l'ambiance se modifient diamétralement dans les années 1950. L'idéologie dominante du retour des femmes au foyer et de la division stricte des sexes s'exprime librement dans les débats. La nature des femmes devient le centre de tous les arguments à l'encontre du suffrage féminin. Elle induit, de façon contraignante, la capacité des femmes à enfanter. Ce déterminisme biologique décrit et situe dans son intégrité l'être femme. Les caractères des femmes ne sont pas adaptés à l'activité politique, bien au contraire, celle-ci entraînerait une dénaturation des femmes, défavorable tant pour les femmes elles-mêmes que pour la société. Les parlementaires rappellent les femmes à leur nature et démontrent l'impossibilité de la mêler à la culture politique. Les parties 4 et 5 développent les arguments que les opposants mobilisent à l'encontre du suffrage féminin. Les partisans s'efforcent de démontrer l'incongruité de tels

propos en réinscrivant les femmes dans leur quotidien professionnel et familial, et en démontrant les gains que la démocratie pourrait gagner avec la participation active des femmes en politique.

Il semblerait que les opposants se soient maintenus dans une perspective passéiste et conservatrice, et soient demeurés aveugles à une certaine réalité sociale. L'idéologie traditionnelle de la représentation de la féminité et de la masculinité qu'ils défendent, prend le pas sur la réalité. Les débats des années 1950 aboutissent, néanmoins, à la première votation sur le suffrage féminin en 1959. La raison d'Etat l'emporte très probablement sur la volonté et l'illusion de maintenir une idéologie surannée, indéfendable envers les pays étrangers. La majorité du Parlement bascule dans le consensus d'une nécessaire complémentarité entre les sexes, même en politique.

Suite au refus du peuple en 1959, un certain laps de temps s'écoule. Evidemment, lors des débats des années 1966 et 1970, l'affaire est entendue au Parlement ; il ne rétrocedera pas. Désormais, le déterminisme biologique des femmes et leurs caractères particuliers ne sont plus des facteurs invalidants. Bien au contraire ; ils deviennent nécessaires et essentiels à la représentativité de la population dans son intégrité et à l'équilibre entre les sexes, en politique aussi. Les valeurs démocratiques, développées dans la partie 2, l'emportent sur les particularismes. La démocratie helvétique semble désormais prête à intégrer les femmes pour son plus grand profit. Les quelques parlementaires qui s'opposent encore au suffrage féminin sont conscients de l'inutilité de leur réaction et agissent par respect pour eux-mêmes et peut-être pour des raisons électoralistes.

Les questions posées dans l'introduction sont reprises ici de façon systématique. Elles sont abordées, symboliquement, de l'extérieur à l'intérieur. Elles se complètent et aboutissent à la compréhension du problème majeur à laquelle cette analyse apporte une nouvelle compréhension.

Quel est le but attribué à un argument ?

Contrairement à ce que nous supposons, les arguments ne permettent généralement pas d'influencer et de modifier l'opinion d'un individu, ce dont les parlementaires sont bien conscients (partie 7). Au contraire, le processus argumentatif induit une réflexion sur soi-même et une rationalisation de ses opinions, afin qu'elles soient compréhensibles et légitimes pour autrui. Il s'agit ainsi principalement d'une mise au point personnelle dans une situation particulière qui exige une justification idéologique. Les débats des années 1945, 1951 et 1957-1958 démontrent bien que l'échange d'arguments n'a pas fondamentalement modifié l'opinion des conseillers. Ils

campent, pour la plupart, sur leur position et défendent, de façon consciente et disciplinée, leur vision du monde. La répétition des mêmes arguments plaide également en faveur de cette caractéristique des arguments et de l'inutilité de les exposer, dans une perspective agissante, dans le but de convaincre et d'infléchir des positions adverses. A contrario, l'exposé argumentatif devient agissant dans la mobilisation et la mise en évidence de structures de pensée et de cadres idéologiques qui sont portés par une modification du contexte social. Ce caractère agissant, cependant, nécessite du temps pour porter ses fruits, car il doit donner une nouvelle légitimité à des concepts préexistants qui possèdent un contenu sémantique différent.

Pourquoi les débats sont-ils pétris d'émotions ?

A l'issue de l'exposé des arguments sur le suffrage féminin, l'expression du sentiment et des émotions est évidente. Elle est perceptible par l'implication personnelle, c'est-à-dire par l'énumération des effets, positifs et négatifs, de l'introduction du suffrage féminin sur les différents aspects de la vie, donc sur soi aussi. Et c'est dans cette perception de soi, reflétée notamment dans le miroir de l'autre, qui provoque auprès des parlementaires, tous des hommes, une remise en question et une renégociation des représentations de la féminité et de la masculinité, et de leurs interrelations. La prise de conscience de la prévisible déstabilisation des schémas de représentation de la féminité et de la masculinité, intégrés, produit différentes réactions émotionnelles (la peur, l'espoir, la colère, le ressentiment, etc.).

Insérée dans les stratégies argumentatives, comment l'émotion agit-elle ? Et quel est l'impact de l'émotion dans les discours ?

Les parlementaires reconnaissent, d'ailleurs, eux-mêmes la présence du sentiment et de l'émotion dans les débats, et sa mise en évidence est une des stratégies de dénigrement des arguments des opposants utilisée par les partisans. L'action de l'émotion est déstabilisatrice : d'une part, elle est difficilement réfutable dans la mesure où une émotion, même rationalisée pour les besoins du discours, est rarement touchée par la raison adverse, car raisonnable et adverse. Mais même le choix d'une réponse sur le même niveau rhétorique, l'émotion, en l'occurrence, ne ferait qu'accroître la distance et les dissensions. Ainsi, l'allocutaire mesure à sa façon où se situe l'argument (émotion ou raison) et doit opérer un choix stratégique de réponse basée sur l'émotion ou la raison. Il s'agit évidemment d'un jeu subtil de reconnaissance, d'attribution et de réfutation puisque toute émotion argumentée, par définition, est raisonnée. D'autre part, les partisans accusent les opposants de se maintenir à un niveau purement émotionnel et ils se font un point

d'honneur de ne pas s'aligner sur cette pente glissante. Par conséquent, l'échange argumentatif s'opère sur des niveaux différents ; opposants et partisans ne parlent pas la même langue et ne se comprennent pas.

En l'occurrence, peu importe, puisqu'il ne s'agit pas de communiquer. Mais l'échange et le jeu discursif (politique) sont complexifiés et rendus impertinents par l'usage de registres différents. Certains partisans, cependant, agissent aussi dans le répertoire de l'affect, mais ils s'attribuent des sentiments, qui semblent plus élevés et légitimes, afin d'empiéter sur la stratégie rhétorique de leurs adversaires et de ne pas leur en laisser l'apanage et l'entier profit. Cette stratégie du malentendu soigné et cultivé pouvait durer indéfiniment, si une nouvelle circonstance n'était intervenue.

Comment est-il possible de répéter sans cesse les mêmes arguments, concernant le même thème, pendant 25 ans ? Et, comment expliquer qu'en dépit de cette répétition statique, le suffrage féminin s'impose malgré tout ?

Les arguments se sont répétées, de part et d'autre, mais certains ont soudainement disparu, et ce sont ceux des opposants au suffrage féminin et les plus défavorables aux revendications féministes, en général. Bien sûr, certains conseillers disparaissent, de nouveaux apparaissent. L'équilibre n'est pas pour autant rompu. Un autre phénomène est intervenu. Comme l'explique Raymond Boudon, les jugements de valeurs et les sentiments doivent pouvoir « être défendus par des argumentaires acceptables¹ » afin qu'un individu quelconque puisse « normalement [en] reconnaître la solidité² ». Or, les développements argumentatifs utilisés par les adversaires perdent peu à peu la possibilité d'obtenir cette acceptation. Autrement dit, de recevables, justifiés et légitimes, leurs arguments deviennent indicibles, incongrus et illégitimes. La transgression du seuil de tolérance et d'acceptation se situe dans les années 1950. Ce passage est aisément perceptible dans les thèmes développés dans les parties 4 et 5. Les déductions de caractères, d'espaces et de capacités de la femme en nature, pour justifier son exclusion des droits civiques, ne sont plus recevables. En nature, la femme le demeurera encore ; mais les liens entre la nature des femmes et leurs caractéristiques sont implicites, et ces spécificités féminines innées sont désormais définies comme hautement nécessaires et favorables au développement politique et démocratique helvétiques. Autrement dit, les références n'ont pas disparues, les conséquences sont toujours existantes et agissantes, mais elles sont, d'une part, implicites, car indicibles et,

¹ Raymond Boudon, « La logique des sentiments moraux », in : *L'Année sociologique*, loc. cit., p. 24.

² *Ibid.*

d'autre part, valorisées. Par conséquent, les femmes intègrent entièrement l'égalité politique, partagée avec les hommes, mais affublées de leurs caractères féminins, dont l'esprit a coupé la filiation naturelle, dans la perspective d'une complémentarité entre les sexes. Implicitement encore, les femmes comprennent qu'elles obtiennent l'égalité politique dans la mesure où elles demeurent femmes, apportent leur contribution en tant que femmes, qu'elles sont les premières à défendre leur féminité qui, selon les espoirs et les promesses masculins, doivent être valorisées et permettre la stimulation de la politique helvétique. Désormais, les thèmes développés dans les parties 2 et 3 obtiennent un consensus général et justifient l'intégration des femmes dans la sphère politique. Les valeurs fondamentales sont passées d'une représentation partielle et distinctive selon les sexes à une reconnaissance équitable aux deux sexes. L'intégration économique des femmes et le regard extérieur soutiennent fortement les revendications féministes.

L'expression de l'émotion argumentée n'est pas une preuve d'illégitimité. Il s'agit là d'une tactique des partisans du suffrage féminin : rejeter l'émotion des adversaires dans l'illégitimité. Au contraire, cette émotion est légitime tant qu'elle correspond aux représentations communément admises par la majorité. Ce n'est qu'à partir du moment où ces représentations ne sont plus comprises et partagées, donc légitimées par une majorité, qu'elles basculent dans l'indicible et l'illégitimité.

Pourquoi a-t-il fallu tant de temps pour accorder aux femmes suisses le droit de vote ? Quelles sont les raisons, explicites et implicites, pour justifier le délai suisse ?

Plusieurs éléments, présentés par diverses analyses, expliquent le délai helvétique :

Une mauvaise volonté politique est perceptible. Les premières impulsions parlementaires, en 1919, sont acceptées, mais non traitées. D'autres préoccupations plus urgentes occupent les dirigeants politiques. Et il faut une nouvelle impulsion pour que les débats débutent en 1945. Le suffrage féminin n'est pas une priorité.

La nécessité d'une révision constitutionnelle pour introduire le suffrage féminin, décidée par les autorités politiques, représente un frein à une instauration rapide. L'interprétation volontariste de la Constitution, comme ce fut le cas dans la majorité des pays, a été reconnue comme non-constitutionnelle et, par conséquent, irréalisable en Suisse. Par conséquent, la présentation du suffrage féminin au jugement des citoyens et des cantons implique un travail supplémentaire d'information et de conviction.

En comparaison des pays européens, qui ont instauré le suffrage féminin à l'issue de périodes belliqueuses, dans une perspective de consolidation de la base démocratique et de reconnaissance de l'engagement féminin, la Suisse, passablement épargnée par les guerres, n'en a pas ressenti le besoin. Cette particularité appuie le sentiment de stabilité et de pérennité des institutions helvétiques, tout en confortant l'idée d'une spécificité suisse, affublée du nom de « Sonderfall ». La Suisse et les Suisses ne sont pas comme les autres, par conséquent, ils n'agissent et ne pensent pas comme les autres.

Les circonstances particulières, qui ont permis à la Suisse de sortir quasiment indemne des guerres, ont favorisé un développement économique exponentiel. La haute conjoncture, que vit la Suisse, malgré ses variations cycliques, donne un sentiment de bien-être consumériste auquel participent toutes les couches de la population. La revendication du suffrage féminin se noie quelque peu dans ce bien-être.

Parallèlement, les années 1950 sont caractérisées par un conservatisme sexué qui rétablit et cimente les représentations de la féminité et de la masculinité. Elles étaient, d'ailleurs, encore vivaces dans l'imaginaire des individus. D'autant plus que les guerres ont provoqué une certaine déstabilisation dans la mesure où elles ont révélé la possibilité d'une confusion des sexes.

Finalement, notre propos est de mettre en évidence un élément essentiel du délai helvétique : l'influence des représentations de la féminité et de la masculinité. Nous faisons remonter la consolidation de ces représentations à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle et leur attribuons une force de persuasion comme elles n'en n'avaient jamais eu auparavant dans la mesure où elles participent pleinement d'un projet de société et en constituent une pierre angulaire. L'individu indépendant, rationnel et maître de sa destinée prend son essor sous la plume des philosophes. Dans une société d'Ancien Régime, fortement hiérarchisée, ces caractéristiques étaient pensées pour des individus particuliers, supérieurs, tant pour les femmes que pour les hommes. Le jeu de l'exception et de la règle jouait alors en faveur de certaines femmes exceptionnelles, acceptées et admirées. La distinction sexuée existe cependant déjà. Les velléités démocratiques qui s'imposent, peu à peu, entraînent la constitution de nouvelles structures sociales, dont la stricte séparation des sexes est l'élément essentiel. Dorénavant, les différences ne sont plus sociales, mais sexuelles. Dans cette mouvance idéologique homodémocratique, les médecins-philosophes contribuent à développer et cimenter les différences entre les sexes en ancrant clairement les femmes dans la nature. Les femmes naturalisées sont toutes identiques, en nature, et sont soumises à un même déterminisme naturel.

Cette femme en nature permet à l'homme de se distinguer, de s'individualiser et de bâtir un nouvel édifice politique pseudo-égalitaire, dans la mesure où tous les individus sexuellement semblables sont désormais égaux en droits. L'invention de cette idéologie sexuée et politique est couplée au développement, lent et conjoncturel, d'un idéal familial et économique qui distingue l'un de l'autre, l'extérieur de l'intérieur, le producteur de la reproductrice, sur les bases déterministes naturelles.

Cette lente élaboration intellectuelle et idéologique, cimentée et jamais démentie au fil du temps, a une histoire d'environ 150 ans au moment des premiers débats parlementaires en Suisse. Nous estimons que la conceptualisation et l'élaboration de cette idéologie de la représentation de la féminité et de la masculinité, et de la répartition stricte des tâches, des devoirs et des lieux sont, selon les paroles de Pierre Bourdieu une « histoire incorporée, faite nature, et par là oubliée en tant que telle³ ». Les structures sexuées vécues, confortées par le temps et transmises de générations en générations, deviennent normales, logiques, impensables : elles deviennent des habitudes. Et selon l'expression de Michael Meuser, « der geschlechtliche Habitus ist verkörperte und naturalisierte Praxis par excellence⁴ ».

L'incorporation de ce système de représentation de la féminité et de la masculinité et la difficulté d'y réfléchir apparaissent dans les sources analysées. Dans la partie 2, les valeurs fondamentales de la démocratie, égalité, justice, liberté, dignité, ont des acceptations partiales, en rapport avec le sexe de l'individu. L'expression de Karl Wick (LU/PDC) résume clairement la vision dichotomique du droit basé sur le sexe : « Das Prinzip der Gleichberechtigung bedeutet nicht « Jedem das Gleiche », sondern « Jedem das Seine »⁵ ». La partie 5 démontre la force de la représentation de la femme en nature qui implique des caractères et des espaces déterminés. Les caractères féminins énumérés par les parlementaires, déduits de la nature, qui déterminent leurs droits et leurs devoirs, sont identiques à ceux mis en évidence par les médecins-philosophes à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle. D'où l'idée, reprise dans l'intitulé de cette partie, que tout évolue, sauf la femme. Et encore une fois, cette partie démontre de façon emblématique la puissance des représentations de la féminité et de la masculinité, incorporées, dé-historicisées, considérées comme un fait de nature et non comme une élaboration idéologique. Les caractères féminins influencent les opinions concernant l'utilité, la nécessité et les dangers supposés de

³ Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, op. cit. p. 94

⁴ Michael Meuser, *Geschlecht und Männlichkeit*, op. cit., p. 118.

⁵ AFS, E 1070, 1974/32, vol. 16, protocole de la Commission du Conseil national, 5 novembre 1957, p. 7.

l'intégration des femmes en politique. Les parties 4 et 5 mettent en évidence ces doutes, notamment la suggestibilité, la force de caractère, l'indépendance intellectuelle et les capacités civiques des femmes. Malgré la description minutieuse des transformations sociales, culturelles et économiques vécues par les femmes durant le début du XX^e siècle, et l'adaptation des femmes aux modifications de la société helvétique (partie 3), les représentations de la féminité demeurent identiques et pérennes.

L'incorporation des représentations de la féminité et de la masculinité, et des relations établies entre les sexes, est également perceptible dans les différentes émotions exprimées par les parlementaires. Ils démontrent leurs résistances, d'une part, en pétrifiant une image surannée de la femme et, d'autre part, en exposant une série d'émotions, utilisée comme arguments, suscitée par un possible, voire irrésistible, changement des relations entre les sexes qui entraînerait, en conséquence, une modification des représentations. En dépit de l'existence de la stratégie argumentative de l'attribution, utilisée par les partisans à l'encontre des opposants, un certain nombre d'expressions trahit un malaise (cité dans les différentes parties de cette analyse), si ce n'est une peur, comme l'expose la partie 6. Le malaise peut être exprimé par un simple déni de l'importance du suffrage féminin. En 1945, Karl Wick (LU/PDC) s'écrit : « Der Ruf jedes ernstesten Staatsmannes lautet heute : « Gebt uns wieder gute Mütter », aber nicht « Gebt uns das Frauenstimmrecht »⁶ ». Il est aussi perceptible dans la propension à susciter l'hilarité en imaginant une nouvelle, mais encore impossible, répartition des rôles, si les femmes allaient voter : « Dann müsste der Mann daheim kochen und die Kinder hüten (grosse Heiterkeit) oder wer müsste denn das tun ?⁷ ». Ce malaise s'exprime aussi dans la description de l'humiliation masculine : « Wenn nun aber die Frau Gemeinderat, Kantonsrat oder sogar Nationalrat wird, der Mann aber nicht, wie muss man dann dem Mann sagen ? Ich glaube, das würde den Mann geradezu erniedrigen⁸ ». Et encore dans la dégradation des femmes affublées de la dignité de citoyennes à part entière : « Angesichts der heutigen Situation besteht bei voller politischer Gleichberechtigung für die Frau nur die Gefahr, zu einem Mann zweiter Klasse degradiert zu werden (Heiterkeit)⁹ ». La peur d'une perturbation des relations existantes entre les sexes s'exprime par divers types de menaces, comme celle de dénaturation, de perte de respect et d'hommage de la part des hommes, de vengeance, de concurrence et de lutte acharnée et sans

⁶ BSOAF, Conseil national, 12 décembre 1945, p. 728.

⁷ Josef Schuler (SZ/BV), *ibid.*, p. 726.

⁸ *Ibid.*

⁹ Karl Wick (LU/PDC), BSOAF, Conseil national, 19 mars 1958, pp. 265 et 266.

merci entre les sexes. L'idée de rivalité entre les sexes est induite par celle de confusion des sexes puisque ne peuvent se mesurer que des individus dont les bases de départ sont équitables. Et la peur que provoque cette confusion peut être déduite des paroles de certains parlementaires. Le dénigrement de la femme, réalisé par Karl Wick (LU/PDC) en la rabaisant en un homme de seconde classe, démontre cette crainte. La femme se rapproche de l'homme, à s'y confondre, même si ce parlementaire fait bien comprendre qu'elle n'atteindra jamais l'excellence masculine. Les paroles d'Antoine Favre (VS/PDC) expriment également une certaine peur de confusion lorsqu'il affirme : « Si la femme doit exercer une influence dans la société, ce ne doit pas être pour doubler celle de l'homme, mais c'est pour y apporter un élément complémentaire¹⁰ ». Le mot de la fin est lâché : la femme doit jouer un rôle complémentaire à celui de l'homme. La femme est à côté de l'homme pour le compléter grâce à ses dons particuliers. En fin de compte, si le suffrage féminin est instauré, c'est également dans la prétention de maintenir les femmes dans ce rôle complémentaire. Expression quelque peu humiliante dans la mesure où il assoit les femmes dans ce rôle secondaire, de et par nature, pour compléter l'imperfection masculine. En ce sens, une égalité universelle est inimaginable et inatteignable et, par conséquent, la confusion des sexes ne se réalisera pas.

En fin de compte, ces diverses émotions de malaise et de peur sont présentes dans les débats jusqu'à la fin des années 1950. Par la suite, elles disparaissent. Non seulement parce que la raison d'Etat et le regard extérieur exercent une pression palpable, mais aussi parce que ces émotions ne sont plus dicibles. Ainsi, tout pertinent et justifié que puisse être un argument, selon un certain point de vue, il ne modifie pas, à lui seul, une conviction intime ni une vision du monde. Cette constatation tempère quelque peu les éléments constitutifs de la rhétorique que Kari Palonen attribue au discours parlementaire¹¹. Non qu'ils soient absents ou inopérants ; les débats sont fondamentalement modelés par ces trois aspects principaux qui leur donnent la dynamique nécessaire à leur existence. Bien sûr, intellectuellement, un individu, participant à ce genre de débat, ne peut y trouver de sens qu'en détenant la possibilité, du moins abstraite, de persuader un opposant. Il est aussi conscient qu'il peut l'être par celui-ci. Néanmoins, les confidences des parlementaires, concernant le pouvoir de persuasion des arguments échangés, donnent l'image d'une réalité qui confine à la résistance intellectuelle et à la paresse des arguments. Les opposants

¹⁰ BSOAF, Conseil national, 13 juin 1951, p. 527.

¹¹ L'examen des alternatives *pro* et *contra* du sujet mis en discussion ; 2) la possibilité d'être persuadé par les arguments adverses ; 3) et la possibilité de persuader ses adversaires, « *Objektivität* » als *faïres Spiel*, Baden-Baden 2010, *op. cit.*, p. 46.

au suffrage féminin ont résisté le plus longtemps possible à l'aide d'arguments dicibles et légitimes. Par la suite, la résistance a changé de nature, car leurs arguments, basés sur la nature des femmes, sont devenus indicibles, donc illégitimes. La stratégie de légitimation, qui « consiste à démontrer que, malgré les apparences, des concepts, qui sont communément admis comme positifs, sont aussi appropriés à décrire des agissements apparemment inappropriés¹² », proposée par Quentin Skinner, peut être interprétée dans ce cas de figure. Les partisans du suffrage féminin n'ont eu de cesse de démontrer le développement de l'insertion grandissante des femmes dans des champs toujours plus variés de la société et de l'économie. Parallèlement, les partisans ont insinué l'existence, réelle ou espérée, d'une transformation du ressenti de l'égalité entre les sexes, qui entraînerait une modification des représentations de la féminité et de la masculinité. Ce faisant, ils ont tenté d'insuffler chez les opposants le sentiment de ce que Quentin Skinner appelle une « erreur empirique » qui découle de leur « insensibilité¹³ » et de leur distanciation de la réalité sociale. Cette abstraction sociale les entraîne aussi à refuser l'application de concepts, communément admis comme favorables, aux femmes dans cette nouvelle réalité. Alors que les comportements et les qualités, considérés comme typiquement féminins, sont loués et appréciés dans la « sphère féminine », ils sont dénigrés et rejetés dès qu'ils s'expriment dans la « sphère masculine ». D'un côté, ils sont positifs, de l'autre, ils deviennent négatifs. Ainsi, les opposants au suffrage féminin les condamnent comme étant un dévoiement des qualités féminines. Les partisans démontrent, quant à eux, que le suffrage féminin contient un champ sémantique fondamentalement positif, communément partagé, et attribué aux femmes, comme l'abnégation, le dévouement, l'intérêt pour la communauté, et ainsi de suite. Par conséquent, les droits civiques contiennent des valeurs positives qui sont aussi attribuées aux femmes. Ainsi, l'illégitimité du suffrage féminin, décrétée par les opposants, devient elle-même inopérante dans la mesure où des valeurs féminines, admises comme positives, trouvent à s'exprimer à travers ce même suffrage féminin. Ce ne serait donc pas le suffrage féminin en lui-même qui est illégitime, mais la transgression symbolique par les femmes de la sphère masculine. Le résultat tangible du processus de légitimation du suffrage féminin est son acceptation. Il s'avère, cependant, difficile d'en retrouver et d'en démontrer le processus auprès des individus. Il se réalise à l'« intérieur » des personnes qui se targuent rarement d'avoir changé d'opinion. Il existe, néanmoins, deux

¹² Quentin Skinner, « Some Problems in the Analysis of Political Thought and Action », in : *Political Theory*, vol. 2, n° 3 (Aug. 1974), pp. 277-303, *loc. cit.*, ici p. 298. Interprété par nous.

¹³ *Ibid.*

exemples concrets. Les discours de Jean Gressot (BE/PDC) exposent clairement le passage du refus du suffrage féminin à son adhésion à celui-ci¹⁴. La position idéologique du journal *Appenzeller Zeitung* en est un autre. En 1959, avant la première votation, elle défend le « non », au nom du développement organique de « bas en haut » et de la répartition sexuée des tâches¹⁵. En 1970, elle prône le « oui »¹⁶. En fin de compte, ce passage du seuil de l'illégitime au légitime est conforté par l'idée de la complémentarité politique des deux sexes qui s'impose finalement. Dans ce processus, la résistance est devenue, peu à peu, silencieuse et cachée, voire même sournoise, dans la mesure où les représentations n'ont pas changé. De ce point de vue, les paroles de Ludwig Danioth (UR/PDC), en 1970, sont emblématiques : « Ich bin überzeugt, nicht nur wegen des Drucks von aussen, dass die Frau gleichberechtigt sein soll, auch wenn sie ohne Stimmrecht glücklicher wäre »¹⁷. Il s'agit bien d'une capitulation et d'une résignation de la part de certains parlementaires opposés au suffrage féminin. C'est essentiellement l'environnement idéologique et moral qui contraint certaines opinions, à un certain moment, à se murer dans le silence. La perception du passage d'un seuil à un autre, d'un environnement réceptif à un environnement récalcitrant, rend une rhétorique argumentative illégitime. La disparition d'une ambiance favorable force le passage de l'extériorisation à l'intériorisation. Nous suggérons que la capacité et la légitimité de dire, ainsi que le pouvoir du dit induisent un effet contradictoire. Les opposants sont peu à peu acculés au silence, au « non-dit », qui implique une perte de légitimité de leurs arguments, mais aussi d'eux-mêmes. Bien loin de leur attribuer un véritable changement d'opinion, ils s'alignent néanmoins sur les arguments de leurs opposants, les partisans du suffrage féminin. Ainsi, le silence des uns légitime, de façon quasi automatique, la parole des autres. En effet, le débat rhétorique parlementaire, tel que décrit par Kari Palonen, ne comprend plus les conditions minimales nécessaires à la discussion. Elle est rompue, notamment, parce que le

¹⁴ Ce changement d'opinion se réalise entre 1945 et 1958, *BSOAF*, Conseil national, resp. 12 décembre 1945 et 20 mars 1958.

¹⁵ Voir notamment l'article « Eidgenössisches Frauenstimm- und Wahlrecht », du 16 janvier 1959, p. 1. Le journal, qui se prononce alors contre le suffrage féminin, publie certains articles en sa faveur, par exemple, *Appenzeller Zeitung*, « Die Frau gehört ins Haus ? », du 28 janvier 1959, p. 7. Un article de 1971 rappelle que le journal était contre le projet en 1959 en raison de la pression illicite de la Confédération sur l'autonomie et l'indépendance des cantons, *Appenzeller Zeitung*, « Der lange Weg seit 1919 », du 23 janvier 1971, p. 1.

¹⁶ Les raisons évoquées, pour soutenir le suffrage féminin, sont celles contenues dans la rhétorique argumentative des partisans du suffrage féminin au Parlement (les expériences sont faites à l'étranger et dans certains cantons suisses, justice, etc.). H. P. Eisengut parle en faveur de la nouvelle génération pour qui le résultat aura un impact bien plus important que pour l'ancienne. De plus, la participation active des femmes ne sera pas superflue pour affronter l'avenir, *Appenzeller Zeitung*, « Aus der Sicht der jüngeren », du 26 janvier 1971, p. 5.

¹⁷ *AFS*, E 1070, 1992/87, vol. 32, G-10476, protocole de la Commission du Conseil des Etats, 21 août 1970, pp. 5 et 6.

processus de déduction liée à la femme en nature n'est plus légitime, c'est-à-dire n'est plus justifié par la raison et le bon sens. Peut-être, les conseillers, usant de tels arguments, se rendent-ils aussi compte que ceux-là trahissent une vision androcentrique devenue intenable, qui place leurs intérêts personnels au centre de leurs griefs contre le suffrage féminin. En somme, ils attribuent au suffrage féminin une radicalisation et un aboutissement juridique d'une transformation réelle des relations entre les sexes qui se réalisent dans la société. Ces modifications, cependant, n'entament que très lentement et irrégulièrement les représentations de la féminité et de la masculinité. La permanence de ces représentations peuvent non seulement expliquer le délai suisse dans l'institution du suffrage féminin, mais aussi l'écart existant entre l'égalité de fait et l'égalité vécue¹⁸. La force de l'habitude et l'incorporation de la dualité sexuée impriment une pérennité à ces représentations en dépit de l'expérience vécue et de la caducité d'un environnement qui légitimaient celles-ci.

¹⁸ A l'appui de cette hypothèse, Irene Rehmann écrit, en 2004, après avoir énuméré tous les acquis formels obtenus par les femmes : « Noch kann aber nicht von einer wirklich gleichberechtigten Teilhabe der Frauen im Bereich von Lehre und Forschung oder der Forschungspolitik gesprochen werden. Trotz der postulierten und auf juristischer Ebene formell vorgeschriebenen Gleichberechtigung zwischen den Geschlechtern ist die tatsächliche Gleichstellung noch nicht erreicht » (« Frauen in der Wissenschaft », Helsinki-Gruppe. Länderbericht Schweiz, Bundesamt für Bildung und Wissenschaft, Berne juin 2004, pp. 1-34, ici p. 7). Et comme le rappellent Candice West et Don H. Zimmerman : « To be sure, equality under the law does not guarantee equality in other arenas » (« Doing Gender », in : *Gender & Society*, juin 1987, pp. 125-148, ici p. 146).

9 Sources

9.1 Archives fédérales suisses (AFS)

E 1 (-), vol. 115, n° 660, Beschwerde Dr. L. Jenni, Genf betr. Frauenstimmrecht. « Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil fédéral suisse », 18 mai 1928, Droit de vote des femmes, [Jenni].

J. 1. 106, 1969/42, vol. 4, [Eugen Bircher] Presseauschnitte.

E 1070, 1000/34, vol. 70, Petition Fridolin Störi, Fridolin Störi-Frattini, in Basel, vom 16. Juli 1929, Petition gegen das Frauenstimmrecht.

E 1070, 1969/10, Frauenstimmrecht, 1950-1951, vol. 48, G-05996, « Einige Bemerkungen zum Erwachsenenstimmrecht von Prof. Dr. Max Huber », Separatdruck aus : *Die Staatsbürgerin*, Nr. 5, 1951.

E 1070, 1969/10, Frauenstimmrecht, 1950-1951, vol. 48, G-05996, « Protocole de la Commission du Conseil national chargée d'examiner le Rapport du Conseil fédéral concernant la procédure à suivre pour instaurer le suffrage féminin », 14-15 mars 1951, Lugano.

E 1070 (-), 1974/32, Frauenstimmrecht. Einführung, vol 16, « Protocole des délibérations de la Commission du Conseil des Etats chargée d'examiner le Message du Conseil fédéral concernant l'institution du suffrage féminin en matière fédérale », 8-10 juillet 1957, Les Rasses s/Ste Croix.

E 1070, 1974/32 Volksabstimmung vom 1. Februar 1959 (Frauenstimmrecht). Erwahrung, 1959, vol. 40, G-07792, « Message du Conseil fédéral l'Assemblée fédérale sur le résultat de la votation populaire du 1^{er} février 1959 concernant l'institution du suffrage féminin en matière fédérale ».

E 1070 (-), 1974/32, Einführung des Frauenstimmrechts. Motion des Nationalrates, 1966, vol. 146, G-09362, « Motion du Conseil national. Institution du suffrage féminin », Conseil national, séance du 23 juin 1966.

E 1070 (-), 1974/32, Einführung des Frauenstimmrechts. Motion des Nationalrates, 1966, vol. 146, G-09362, « Protocole des délibérations de la Commission du Conseil des Etats

chargée d'examiner la motion du Conseil national concernant l'institution du suffrage féminin », séance du 13 septembre 1966, Palais du Parlement, Berne.

- E 1070, 1992/87, Frauenstimmrecht. Einführung, 1970, vol. 32, G-10476, « Einführung des Frauenstimm- und Wahlrechts. Konzeption des verstorbenen Bundesrichter Dr. Werner Stocker. Zur rechtlichen Stellung der Frau », Einige Hinweise. Abschrift aus dem Neuen Bund, Juni 1950.
- E 1070, 1992/87, Frauenstimmrecht. Einführung, 1970, vol. 32, G-10476, « Einführung des Frauenstimm- und Wahlrechts. Brief von Bundesrichter Stocker an Regierungstatthalter Dr. Peter von Roten », Raron/Wallis, 17. Januar 1957.
- E 1070 (-), 1992/87, Frauenstimmrecht. Einführung, 1970, vol. 32, G-10476, « Protocole de la Commission du Conseil national chargée d'examiner le projet du Conseil fédéral relatif à l'introduction du suffrage féminin en matière fédérale », 5 mai 1970, Parlamentsgebäude.
- E 1070 (-), 1992/87, Frauenstimmrecht. Einführung, 1970, vol. 32, G-10476, « Protocole de la Commission du Conseil des Etats chargée d'examiner le projet du Conseil fédéral relatif à l'introduction du suffrage féminin en matière fédérale », 21 août 1970, Berne.
- E 4001 (C), 1000/783, vol. 133. Vorsteher und Departements-Sekretariat, 1941-1951. Postulat Oprecht. Frauenstimm- und Wahlrecht. 1944-1950. Eid. Justiz- und Polizeidepartement, Justizabteilung.
- E 4001 (D), 1973/125, vol. 70, « Motion Schmitt vom 30. November 1965 betreffend Einführung des Frauenstimmrechtes angenommen im Nationalrat am 23. Juni 1966, im Ständerat am 4. Oktober 1966 », Conseil national, 23 juin 1966.
- E 4001 (D), 1973/125, vol. 70, Pressekommentare, Département politique fédéral, information et presse. La Suisse vue par la presse étrangère.
- E 4001 (D), 1973/125, vol. 71, Frauenstimmrecht. Allgemeines ab 01.02.1959 (nach der Ablehnung der Vorlage 1957 durch Volk und Stände am 1. Februar 1959, « Schweizerischer Frauenkreis gegen das Frauenstimmrecht », Datum des Poststempels.

E 4001 (D), 1973/125, vol. 72, Besserstellung der Schweizerfrau, 62/3. Département politique fédéral. « An den Bundesrat. Soziologische Untersuchung über die Stellung der Schweizerfrau : Finanzierung und Mitarbeit des Bundes», Bern, le 21 février 1969.

E 4001 (D), 1973/125, vol. 72, neue Vorlage, Presse, Pressestimmen vor der Abstimmung.

E 4001 (D), 1973/125, vol. 72, neue Vorlage, Frauenstimmrecht. Ausländische Pressekommentare.

E 4110 (A), 1000/1813, vol. 39, « Plainte adressée à l'Assemblée fédérale suisse concernant le droit de vote des femmes suisses et l'interprétation de la loi suisse existante », composée par Léonard Jenni, docteur en droit, Bellevue, Canton de Genève, Genève 1928. Gutachten an Bundeskanzlei. Frauenstimmrecht.

E 4110 (B), 1982/53, vol. 2, ONU, Conseil économique et social. L'année de la femme, 1968-1976, « Le travail des femmes dans un monde en évolution ».

E 4110 (B), 1982/53, vol. 2, Commission de la condition de la femme. Rapport sur la 22^e session, 27 janvier – 12 février 1969. Conseil économique et social, documents officiels : 44^e session.

9.2 Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale (BSOAF)

Séance du Conseil national, du 6 décembre 1945, pp. 721-738.

Séance du Conseil national, du 13 juin 1951, pp. 508-542.

Séance du Conseil des Etats, du 20 septembre 1951, pp. 372-397.

Séance du Conseil des Etats, du 2 octobre 1957, pp. 388-408.

Séance du Conseil national, des 19 et 20 mars 1958, pp. 254-307.

Séance du Conseil des Etats, du 4 octobre 1966, pp. 258-269.

Séance du Conseil national, des 22 et 23 juin 1970, pp. 432-458.

Séance du Conseil des Etats, séance du 23 septembre 1970, pp. 265-280.

9.3 Feuille fédérale

« Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la procédure à suivre pour instituer le suffrage féminin », n° 6, vol. I, 8 février 1951, pp. 357-366.

« Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur l'institution du suffrage féminin en matière fédérale (Du 22 février 1957) », n° 10, vol. I, 7 mars 1957, pp. 693-825.

« Arrêté fédérale relatif au résultat de la votation populaire du 3 mars 1957 concernant l'insertion dans la constitution d'un article 22 bis sur la protection civile (Du 1^{er} juillet 1957) », vol. II, 11 juillet 1957, pp. 173-174.

« Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur l'institution du suffrage féminin en matière fédérale (Du 23 décembre 1969) », n° 4, vol. I, 30 janvier 1970, pp. 61-104.

9.4 Gosteli-Stiftung

Schachtel 910: Kantonale Frauenstimmrechtsverbände Baselland und Basel Stadt, 1919-1963, Dossiers 350-05-04, 4995, Bericht des Regierungsrates zum Anzug C. Miville und Konsorten sowie Ratschlag betreffend Änderung der §§ 26 und 44 der Kantonsverfassung (Einführung des Frauen- Wahl- und Stimmrechts). Dem Grossen Rate des Kantons Basel-Stadt vorgelegt am 18. März 1954.

Schachtel 910 : Kantonale Frauenstimmrechtsverbände Baselland und Basel Stadt, 1919-1963, Dossiers 350-05-04, Die Staatsbürgerin. Zeitschrift für politische Frauenbestrebung. Organ der Frauenstimmrechtsvereine Zürich, Winterthur, Zürcher Oberland. Nr. 7/8 (Juli-August) – 1966. Aus den Verhandlungen des Zürcher Kantonsrates über das Frauenstimmrecht (Notizen einer Tribünenbesucherin während der Sitzungen vom 9., 16. und 23. Mai 1966).

Schachtel 945 : Petitionen 1929 des Schweizerischen Aktionskomitee für das Frauenstimmrecht (Korrespondenz Bundeshaus, Resolution, Statistiken kantonale Vereine, Referate Frau Dr. Leuch, Korrespondenz Frauenstimmrechts-, Frauenartikel, 1928-1929. Korrespondenz Bundeshaus, vom Aktionskomitee und Vertrauenspersonen, Dossier 350-00-04.

9.5 Périodiques

La Nation. Ordre et tradition, du 24 décembre 1958 au 5 février 1959.

Gazette de Lausanne, du 3 janvier 1959 au 3 février 1959.

Gazette de Lausanne, du 9 janvier 1971 au 9 février 1971.

Appenzeller Zeitung, du 7 janvier 1959 au 31 janvier 1959.

Appenzeller Zeitung, du 6 janvier 1971 au 8 février 1971.

Journal de Genève, expression de recherche « suffrage féminin », des années 1920 aux années 1990, en ligne.

L'Hebdo, « Retour au foyer. Pourquoi les femmes tombent dans le piège », dossier réalisé par Paul Ackermann et Sonia Arnal, avec la collaboration de Maurine Boutin Mercier, 9 novembre 2006, n°45, pp. 23-32.

Le Temps, entrevue avec Ueli Maurer, « L'achat anticipé d'avions nous revient trop cher », par Yves Petignat, 6 juillet 2011, p. 6.

10 Bibliographie

Actualités Office fédéral de la statistique, « Temps consacré au travail domestique et familial : évolution de 1997 à 2007 », Neuchâtel 2009.

Regula ARGAST, *Staatbürgerschaft und Nation. Ausschluss und Integration in der Schweiz 1848-1933*, Göttingen 2007.

Caroline ARNI, « Republikanismus und Männlichkeit in der Schweiz », in : Association suisse pour les droits de la femme (éd.), *Le combat pour les droits égaux*, Bâle 2009, pp. 20-31.

Elisabeth BADINTER, *XY. De l'identité masculine*, Paris 1992.

Than-Huyen BALLMER-CAO, *Changement social et rapports entre hommes et femmes. La question de l'égalité en Suisse*, Lausanne 2000.

Michèle BARETT, « Words and Things : Materialism and Method in Contemporary Feminist Analysis », in : Michèle Barrett et Anne Phillips (éd.), *Destabilizing Theory. Contemporary Feminist Debates*, Cambridge 1998, pp. 201-219.

Simone de BEAUVOIR, *Le deuxième sexe I. Les faits et les mythes*, Paris 1976.

Simone de BEAUVOIR, *Le deuxième sexe II. L'expérience vécue*, Paris 1976.

Margrith BIGLER-EGGENBERGER, « Stimmrecht – ein Menschenrecht : Zur Diskussion um das Frauenstimm- und Wahlrecht in den 1960er Jahren », in : Association suisse pour les droits de la femme (éd.), *Le combat pour les droits égaux*, Bâle 2009, pp. 144-154.

Ruth BLEIER, « Science and Gender », in : Sneja Gunew (éd.), *A Reader in Feminist Knowledge*, Londres/New York 1992, pp. 249-256.

Ruth BLEIER, *Science and Gender : A Critique of Biology and its Theories of Women*, New York 1994.

Hans Erich BÖDEKER, « Ausprägungen der historischen Semantik in den historischen Kulturwissenschaften », in : Hans Erich Bödeker (éd.), *Begriffsgeschichte, Diskursgeschichte, Metapherngeschichte*, Göttingen 2002, pp. 9-27.

- Nadine BOUCHERIN, « De bas en haut – Eglise, école, service sociaux », in : Association suisse pour les droits de la femme (éd.), *Le combat pour les droits égaux*, Bâle 2009, pp. 80-87.
- Raymond BOUDON, « La logique des sentiments moraux », in : *L'Année sociologique*, 1994, n° 44, pp. 19-51.
- Pierre BOURDIEU, *Le sens pratique*, Paris 1980.
- Pierre BOURDIEU, *La domination masculine*, Paris 2002.
- Rudolf BRAUN, « Zur Professionalisierung des Ärztstandes in der Schweiz », in : Werner Conze et Jürgen Kocka (éd.), *Bildungsbürgertum im 19. Jahrhundert*, Stuttgart 1985, pp. 332-357.
- Judith BUTLER, *Das Unbehagen der Geschlechter*, Frankfurt a/M. 1991.
- Luc CAPDEVILA, François ROUQUET, Fabrice VIRGILI, Danièle VOLDMAN, *Sexes, genre et guerres (France, 1914-1945)*, Payot 2010.
- Corinne CHAPONNIERE et Martine CHAPONNIERE, *La mixité des hommes et des femmes*, Gollion 2006.
- Françoise COLLIN, « Différence et différend. La question des femmes en philosophie » in : Georges Duby et Michelle Perrot (éd.), *Histoire des femmes. Le XX^e siècle*, sous la direction de Françoise Thébaud, Paris 1992, pp. 243-273.
- Marc DELEPLACE, « Apprentissages conceptuels et analyse du discours en histoire dans une perspective interdisciplinaire », in : *Actes du 9^e colloque de l'AIRDF*, Québec, 26 au 28 août 2004, pp. 1-15.
- Christine DELPHY, « Penser le genre : quels problèmes ? », in : Marie-Claude Hurtig, Michèle Kail et Hélène Rouch (éd.), *Sexe et genre. De la hiérarchie entre les sexes*, Paris 2002, pp. 89-101.
- Dictionnaire historique de la Suisse* (en ligne).
- Barbara DUDEN, « Das schöne Eigentum. Zur Herausbildung des bürgerlichen Frauenbildes an der Wende vom 18. zum 19. Jahrhundert », in : *Kursbuch*, 47, März 1977, pp. 125-140.

Barbara DUDEN, *Geschichte unter der Haut*, Stuttgart 1987.

Nicole EDELMAN, « Culture, croyances et médecine (XIX^e-XX^e siècles) », in : *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 2002, 25, mis en ligne le 19 juin 2004. URL : <http://rh19.revues.org/index453.html>, pp. 1-9.

Norbert ELIAS, *La civilisation des mœurs*, Paris 1973.

Norbert ELIAS, *La dynamique de l'Occident*, Paris 1975.

Marguerite EVARD, *La Femme Suisse Educatrice dans la famille, l'école et la société*, Zurich et Leipzig, 1928, Editions de l'Exposition nationale suisse de travail féminin.

Marguerite EVARD, « Education civique et nationale féminine », in : *La Suisse – un annuaire national pour 1939*, 10^e année, publié par la Nouvelle Société Helvétique, pp. 113-122.

Eric FASSIN, « Dans des genres différents : le féminisme au miroir transatlantique », in : *Esprit*, n°11, novembre 1993, pp. 99-112.

Markus FELDMANN, *Tagebuch 1923-1939*, Band XIII/1, Basel 2001.

Markus FELDMANN, *Tagebuch 1956-1958*, Band XIII/5, Basel 2001.

Femmes, Pouvoir, Histoire. Événement de l'histoire des femmes et de l'égalité des sexes en Suisse de 1848 à 1998, Publications de la Commission fédérale pour les questions féminines, Berne 1998. Partie I, 2.1. « Le long chemin menant au droit de vote et d'éligibilité des femmes », pp. 1-13 et 2.2. « Droits politiques partiels des femmes dans les cantons et les communes », pp. 1-9.

Gina FERRERO-LOMBROSO, *L'âme de la femme*, traduit de l'italien par François le Hénaff, Payot, Paris 1947 (L'Anima della donna, 1^{ère} édition en 1918).

Karl M. FIGLIO, « The Metaphor of Organization : An Historiographical Perspective on the Bio-Medical Sciences of the Early Nineteenth Century », in : *History of Science*, 14 :1, March 1976, pp. 17-53.

Michel FOUCAULT, *L'Archéologie du savoir*, Paris 1969.

- Evelyn FOX KELLER, », « Feminism and Science », in : Evelyn Fox Keller et Helen E. Longino (éd.), *Feminism and Science*, Oxford 2001, pp. 28-40.
- Geneviève FRAISSE, *Muse de la raison. Démocratie et exclusion des femmes en France*, Paris 1995.
- Geneviève FRAISSE, *Les femmes et leur histoire*, Paris 2010.
- Ute FREVERT, « Frauen und Ärzte im späten 18. und frühen 19. Jahrhundert – Zur Sozialgeschichte eines Gewaltverhältnisses », in: Annette Kuhn und Jörn Rüsen (éd.), *Frauen in der Geschichte II. Fachwissenschaftliche und fachdidaktische Beiträge zur Sozialgeschichte der Frauen vom frühen Mittelalter bis zur Gegenwart*, Düsseldorf 1982, pp. 177-209.
- Peter FREY, *L'opinion publique et les élites face au suffrage féminin en Suisse*, Genève 1970.
- Catherine FUSSINGER, « Un parlement favorable aux femmes. Les débats de 1900 sur la révision des arrêtés fédéraux concernant la formation professionnelle », in : Brigitte Studer, Regina Wecker, Béatrice Ziegler (éd.), *Les femmes et l'Etat*, journée nationale des historiens suisses à Berne, octobre 1996, *Itinera*, fasc. 20, 1998, pp. 109-124.
- Delphine GARDEY et Ilana LÖWY (dir.), *L'invention du naturel. Les sciences et la fabrication du féminin et du masculin*, Paris 2000.
- Maira GATENS, « A Critique of the Sex/Gender Distinction », in : Sneja Gunew, *A Reader in Feminist Knowledge*, London/New York 1991, pp. 139-157.
- Peter GILG et Peter HABLÜTZEL, « Une course accélérée vers l'avenir (1945-...) », in : *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne 1998, pp. 771-912.
- Ben GRIFFIN, « Class, Gender and Liberalism in Parliament, 1868-1882 : the Case of the Married Women's Property Acts », in : *The Historical Journal*, 46, I (2003), pp. 59-87.
- Jacques GUILHAUMOU, « De l'histoire des concepts à l'histoire des usages conceptuels », in : *Genèses* 38, mars 2000, pp. 105-118.

- Sandra HARDING, « Rethinking Standpoint Epistemology : What Is « Strong Objectivity » ? », in : Evelyn Fox Keller et Helen E. Longino (éd.), *Feminism and Science*, Oxford 2001, pp. 235-248.
- Sibylle HARDMEIER, *Frühe Frauenstimmrechtsbewegung in der Schweiz (1890-1930). Argumente, Strategien, Netzwerk und Gegenbewegung*, Zürich 1997.
- Sibylle HARDMEIER, « Die Vereine in der Deutschschweiz und die Gründung des schweizerischen Verbandes », in : Association suisse pour les droits de la femme (éd.), *Le combat pour les droits égaux*, Bâle 2009, pp. 67-78.
- Sibylle HARDMEIER, « 1918 bis 1921 – Enttäuschte Erwartungen », in : Association suisse pour les droits de la femme (éd.), *Le combat pour les droits égaux*, Bâle 2009, pp. 112-122.
- Dr. Oskar HARTMANN, *Briefe an einer Studentin*, Zürich 1876.
- Karin HAUSEN, « Die Polarisierung der « Geschlechtercharaktere » - Eine Spiegelung der Dissoziation von Erwerbs- und Familienleben », in : Werner Conze (éd.), *Sozialgeschichte der Familie in der Neuzeit Europas*, Stuttgart 1976, pp. 363-393.
- Nathalie HEINICH, « Les contradictions actuelles du féminisme », in: *Esprit*, 2001, pp. 203 à 219.
- Bettina HEINTZ et Claudia HONEGGER, « Zum Strukturwandel weiblicher Widerstandsformen im 19. Jahrhundert », in : Claudia Honegger et Bettina Heintz, *Listen der Ohnmacht. Zur Sozialgeschichte weiblicher Widerstandsformen*, Frankfurt a/M. 1984, pp. 7-68.
- Bettina HEINTZ, « Die Auflösung der Geschlechterdifferenz. Entwicklungstendenzen in der Theorie der Geschlechter », in : Elisabeth Bühler, Heidi Meyer, Dagmar Reichert, Andrea Scheller (éd.), *Ortssuche. Zur Geographie der Geschlechterdifferenz*, Zurich 1994, pp. 17 à 48.
- Daniel HELLER, *Eugen Bircher. Arzt, Militär, Politiker. Ein Beitrag zur Zeitgeschichte*, Zürich 1990, NZZ, 2. Auflage (1988).

- Françoise HERITIER, « Privilège de la féminité et domination masculine », in : *Esprit*, mars-avril, pp. 77-95.
- Irène HERRMANN, « Changement conceptuel et continuité rhétorique. La séparation de l'Eglise et de l'Etat à travers le débat parlementaire genevois », in : Michel Grandjean et Sarah Scholl (éd.), *L'Etat sans confession. La laïcité à Genève (1907) et dans le contexte suisse et français*, Genève 2010, pp. 53-63.
- Catherine HERZLICH et Janine PIERRET, *Malades d'hier, malades d'aujourd'hui. De la mort collective au devoir de guérison*, Paris 1984.
- Claudia HONEGGER, *Die Ordnung der Geschlechter. Die Wissenschaften vom Menschen und das Weib (1750-1850)*, Frankfurt a/M, New York 1992.
- Werner KÄGI, *Le droit de la femme suisse à l'égalité politique*. Avis de droit du professeur Werner Kägi, à Zurich, avec une préface du professeur Max Huber, à Zurich, traduction de Bernard Hofstetter, avocat à Genève, 1956.
- Duncan KENNEDY, *Sexy dressing. Violences sexuelles et érotisation de la domination*, traduit de l'anglais par Mikhaïl Xifaras (1993), Paris 2008.
- Yvonne KNIBIEHLER, « Le discours médical sur la femme : Constantes et ruptures », in : *Romantisme*, 13-14 (1976) pp. 41-55.
- Yvonne KNIBIEHLER, « Les médecins et la « nature féminine » au temps du Code civil », in : *Annales E. S. C.*, juillet-août 1976, pp. 824-845.
- Yvonne KNIBIEHLER et Catherine FOUQUET, *Les femmes et les médecins. Analyse historique*, Paris 1983.
- Reinhart KOSELLECK, « Hinweise auf die temporalen Strukturen begriffsgeschichtlichen Wandels », in : Hans Erich Bödeker (éd.), *Begriffsgeschichte, Diskursgeschichte, Metapherngeschichte*, Göttingen 2002, pp. 31-47.
- Reinhart KOSELLECK, *Begriffsgeschichten*, Frankfurt a/M. 2006

- Cynthia KRAUS, « La bicatégorisation par sexe à l'« épreuve de la science ». Le cas des recherches en biologie sur la détermination du sexe chez les Humains », in : Delphine Gardey et Ilana Löwy (dir.), *L'invention du naturel. Les sciences et la fabrication du féminin et du masculin*, Paris 2000, pp. 187 à 213.
- Alfred LABHARDT, « Die natürliche Rolle der Frau im Menschheitsproblem und ihre Beeinflussung durch die Kultur », Rektoratsrede gehalten am 16. November 1934, in : *Basler Universitätsreden*, 6. Heft, Bâle 1935.
- Alfred LABHARDT, *Enseignement et exhortations aux femmes et aux futures mères, cinq causeries*, Bâle 1941.
- Thomas LAQUEUR, *Making Sex. Body and Gender from the Greeks to Freud*, Cambridge/London, 1992.
- Thorbjörn LENGBORN, « Ellen Key », in : *Perspectives : revue trimestrielle d'éducation comparée*, vol. XXIII, n° 3-4, 1993, pp. 849-861.
- Max LINIGER, *Réflexions sur l'antiféminisme suisse*, Genève 1959.
- Elisabeth LIST, « Was heisst natürlich ? – Theorieproduktion und Geschlechterpolitik am Beispiel der Soziobiologie », in: Walter Herzog et Enrico Violi (éd.), *Beschreiblich weiblich. Aspekte feministischer Wissenschaft und Wissenschaftskritik*, Coire 1991, pp. 135-152.
- Dominique MAINGUENEAU, *L'analyse du discours. Introduction aux lectures de l'archive*, Paris 1991.
- Thomas MAISSEN, *Geschichte der Schweiz*, Baden 2010.
- Fabienne MALBOIS et Magdalena ROSENDE, « Peut-on être chirurgienne sans être une femme ? Peut-on être une agricultrice sans être un agriculteur ? », in : *Swiss Journal of Sociology*, 31 (3), 2005, pp. 507-522.
- Emily MARTIN, « The Egg and the Sperm : How Science has constructed a Romance based on Stereotypical Male-Female Roles », in : *Signs*, 16 :3, (1991 : Spring), pp. 485-501.

- Anne-Lise MAUGUE, « L'Eve et le vieil Adam, identités sexuelles en crise » in : Georges Duby et Michelle Perrot (éd.), *Histoire des femmes. Le XIX^e siècle*, tome 4, 1991, pp. 527-543.
- Marietta MEIER, « La pragmatique des émotions aux 19^e et 20^e siècles. Introduction », in : *Traverse*, 2007/2, pp. 11-14.
- Beatrix MESMER, *Ausgeklammert – Eingeklammert. Frauen und Frauenorganisationen in der Schweiz des 19. Jahrhunderts*, Basel 1988.
- Beatrix MESMER, *Staatsbürgerinnen ohne Stimmrecht. Die Politik der schweizerischen Frauenverbände 1914-1971*, Zurich 2007.
- Beatrix MESMER, « Verfassungsrevision oder Interpretationsweg ? », in : Association suisse pour les droits de la femme (éd.), *Le combat pour les droits égaux*, Bâle 2009, pp. 88-100.
- Michael MEUSER, *Geschlecht und Männlichkeit. Soziologische Theorie und kulturelle Deutungsmuster*, Wiesbaden 2006.
- Francis MEYER, *Le suffrage féminin dans la perspective actuelle de la démocratie*, Zurich 1957-1958. Tiré à part de *Civitas*, N° 5, 13^e année.
- Raphaël MICHELI, *L'émotion argumentée. L'abolition de la peine de mort dans le débat parlementaire français*, Paris 2010.
- Patrick R. MILLER, « The Emotional Citizen : Emotion as a Function of Political Sophistication », in : *Political Psychology*, vol. 32, n° 4, 2011, pp. 575-600.
- Dr. Paul Julius MÖBIUS, *Ueber den physiologischen Schwachsinn des Weibes*, Halle 1904, 6. veränderte Auflage.
- Serge MOSCOVICI, « Des représentations collectives aux représentations sociales : éléments pour une histoire », in : Denise Jodelet (dir.), *Les représentations sociales*, Paris 1989, pp. 79-103.
- Elisabeth NEUMAYER, *Schweiz und Frauenstimmrecht*, Mannheim 1932.
- Gérard NOIRIEL, *A quoi sert « l'identité nationale » ?*, Marseille 2007.

Ann OAKLEY, *Sex, Gender and Society*, London 1972.

Sherry B. ORTNER, « Is Female to Male as Nature to Culture ? », in : Michelle Zimbalist Rosaldo et Louise Lamphere (éd.), *Woman, Culture, and Society*, Stanford 1974, pp. 67-87.

Kari PALONEN, *The Politics of Limited Times. The Rhetoric of Temporal Judgment in Parliamentary Democracies*, Baden-Baden 2008.

Kari PALONEN, « *Objektivität* » als faire Spiel. *Wissenschaft als Politik bei Max Weber*, Baden-Baden 2010.

Lorena PARINI, *Le système de genre. Introduction aux concepts et théories*, Zurich 2006.

Carole PATEMAN, « Gleichheit, Differenz, Unterordnung. Die Mutterschaftspolitik und die Frauen in ihrer Rolle als Staatsbürgerinnen », in: *Feministische Studien*, 10:1 (1992:Mai), pp. 54-69.

Jean-Pierre PETER, « Entre femmes et médecins. Violences et singularités dans les discours du corps et sur le corps d'après les manuscrits de la fin du XVIII^e siècle », in : *Ethnologie française*, 1976, VI, 3-4, pp. 341-348.

Jean-Pierre PETER, « Les médecins et les femmes », in : *Misérable et glorieuse la femme du XIX^e siècle*, présenté par Jean-Paul Aron, Paris 1980, pp. 79-97.

Evelyne PEYRE et Joëlle WIELS, « De la « nature des femmes » et de son incompatibilité avec l'expérience du pouvoir : le poids des discours scientifiques depuis le XVIII^e siècle », in : Eliane Viennot (dir.), *La démocratie à la française ou les femmes indésirables*, Paris 1996, pp.

Pascal PICQ, « L'éternel féminin en paléontologie et en préhistoire », in : Catherine Vidal (dir.), *Féminin – Masculin. Mythes et idéologies*, Paris 2006, pp. 95-110.

Brita RANG, « Zur Geschichte des dualistischen Denkens über Mann und Frau. Kritische Anmerkungen zu den Thesen von Karin Hausen zur Herausbildung der Geschlechtscharaktere im 18. und 19. Jahrhundert », in : Jutta Dalhoff, Uschi Frey,

- Ingrid Schöll (éd.), *Frauenmacht in der Geschichte*, Beiträge des Historikerinnentreffens 1985 zur Frauengeschichtsforschung, Düsseldorf 1986, pp. 194-204.
- Irene REHMANN, *Frauen in der Wissenschaft*, Helsinki-Gruppe. Länderbericht Schweiz, Bundesamt für Bildung und Wissenschaft, Berne juin 2004, pp. 1-34.
- Résumé des délibérations de l'Assemblée fédérale*, Berne 1920.
- Michèle RIOT-SARCEY, « L'historiographie française et le concept de « genre », in : *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 47-4, octobre-décembre 2000, pp. 805-814.
- Jean-Jacques ROUSSEAU, *Emile ou de l'éducation*, Classique Garnier, Paris 1951.
- Jean-Jacques ROUSSEAU, *Du contrat social*, Garnier, Paris 1962.
- Lotti RUCKSTUHL, *Vers la majorité politique : histoire du suffrage féminin en Suisse*, traduction de Catherine Bécour, en collaboration avec Florence Schwed Mayor, Bonstetten 1990.
- Rachel SAUVÉ, *De l'éloge à l'exclusion. Les femmes auteurs et leurs préfaciers au XIX^e siècle*, Saint-Denis 2000.
- Daniela SAXER, « Mit Gefühl handeln. Ansätze der Emotionsgeschichte », in : *Traverse* 2007/2, pp. 15-29.
- Johann Jakob SCHÄPPI, *Arbeit, Verdienst, Besserstellung der unverheiratet bleibenden Frauen. Betrachtungen über das stetige Zunehmen der familienlosen Frauen und Ratschläge für Erweiterung der Erwerbsgebiete der ledigbleibenden Frauen zur Ermöglichung einer menschenwürdigen Existenz*, Zürich 1888.
- Christina SCHLATTER GENTINETTA, « Signifikationen des Körpers. Zur produktiven Macht des ärztlichen Blickes », in : Therese Frey Steffen, Caroline Rosenthal, Anke Väth (éd.), *Gender Studies. Wissenschaftstheorien und Gesellschaftskritik*, Würzburg 2004, pp. 163-171.
- Kathrin SCHMERSAHL, *Medizin und Geschlecht. Zur Konstruktion der Kategorie Geschlecht im medizinischen Diskurs des 19. Jahrhunderts*, Opladen 1998.

- Joan W. SCOTT, *Only Paradoxes to offer. French Feminists and the Rights of Man*, Harvard 1998.
- Joan W. SCOTT, « Deconstructing Equality-versus-Difference : or, the Uses of Poststructuralist Theory of Feminism », in : *Feminist Studies*, vol. 14 (1988), n° 1, Spring, pp. 33 à 50.
- Joan W. SCOTT, « Gender : A Useful Category of Historical Analysis » in : *American Historical Review*, vol. 91, n° 5, décembre 1986, pp. 1053-1075.
- Joan W. SCOTT, « Millenial Fantasies. The Future of « Gender » in the 21st Century », in : Claudia Honegger et Caroline Arni (éd.), *Gender – die Tücken einer Kategorie*, Zurich 2001, pp. 19-37.
- Réjane SÉNAC-SLAWINSKI, *L'ordre sexué. La perception des inégalités femmes-hommes*, Paris 2007.
- Steven SHAPIN et Simon SCHAFFER, *Leviathan et la pompe à air. Hobbes et Boyle entre science et politique*, traduit de l'anglais par Thierry Piélat avec la collaboration de Sylvie Barjansky, Paris 1993.
- Alan SHERIDAN, *Discours, sexualité et pouvoir. Initiation à Michel Foucault*, traduction et présentation par Philip Miller, Lièges 1980.
- Bernd SIMON et Bert KLANDERMANS, « Politicized Collective Identity. A Social Psychological Analysis », in : *American Psychologist*, April 2001, pp. 319-331.
- Mariette SINEAU, « Droit et démocratie », in : Georges Duby et Michelle Perrot (éd.), *Histoire des femmes. Le XX^e siècle*, Paris 1992, pp. 471-497.
- Quentin SKINNER, « Some Problems in the Analysis of Political Thought and Action », in : *Political Theory*, vol. 2, n° 3 (Aug. 1974), pp. 277-303
- Carroll SMITH-ROSENBERG et Charles ROSENBERG, « The Female Animal : Medical and Biological Views of Woman and Her Role in Nineteenth-Century America », in : *The Journal of American History*, Sept. 1973, pp. 332-356.

- Gerda STOCKER-MEYER, *Suffrage féminin : deux douzaines d'objections ... et ma réponse*, publié par la Communauté de travail des associations féminines pour les droits politiques de la femme, adaptation d'une brochure éditée par le Comité d'action pour la collaboration de la femme dans les affaires communales, Berne/Zurich, Hiver 1970.
- Brigitte STUDER, « « L'Etat c'est l'homme » : politique, citoyenneté et genre dans le débat autour du suffrage féminin après 1945 », in : *Revue suisse d'histoire*, 46 (1996), pp. 357-382.
- Albert TANNER, « Bürgertum und Bürgerlichkeit in der Schweiz. Die « Mittelklasse » an der Macht », in : Jürgen Kocka (éd.), *Bürgertum im 19. Jahrhundert. Deutschland im europäischen Vergleich*, Göttingen 1987, pp. 193-223.
- Françoise THEBAUD, *Ecrire l'histoire des femmes*, Paris 1998.
- Mathilde VAERTING, *Neubegründung der Psychologie von Mann und Weib. II. Band : Wahrheit und Irrtum der Geschlechterpsychologie*, Karlsruhe i. B. 1923.
- Anne VERJUS, « Vote familialiste et vote familiale. Contribution à l'étude du processus d'individualisation des femmes dans la première partie du XIX^e siècle », in : *Genèses* 31, juin 1998, pp. 29-47.
- Anne VERJUS, *Le cens de la famille. Les femmes et le vote, 1789-1848*, Paris 2002.
- Anne VERJUS, « Le suffrage universel, le chef de famille et la question de l'exclusion des femmes en 1848 », in : Alain Corbin, Jacqueline Lalouette, Michèle Riot-Sarcey (dir.), *Femmes dans la Cité, 1815-1871*, Grâne 1997, pp. 401-413.
- Catherine VIDAL, « Cerveau, sexe et idéologie », in : Catherine Vidal (dir.), *Féminin-Masculin. Mythes et idéologies*, Paris 2006, pp. 49-57.
- Emile Villard, *Frauenstimmrecht. Von einer Abstimmung zu einer Krise unserer Rechtsordnung*, Basel 1959.
- Yvonne VOEGELI, *Zwischen Hausrat und Rathaus. Auseinandersetzungen um die politische Gleichberechtigung der Frauen in der Schweiz 1945-1971*, Zurich 1997.

- Yvonne VOEGELI, « Der Marsch nach Bern », in : Association suisse pour les droits de la femme (éd.), *Le combat pour les droits égaux*, Bâle 2009, pp. 155-164.
- François WALTER, *Histoire de la Suisse. La création de la Suisse moderne (1830-1930)*, tome 4, Neuchâtel 2010.
- François WALTER, *Histoire de la Suisse. Certitudes et incertitudes du temps présent (de 1930 à nos jours)*, tome 5, Neuchâtel 2010.
- Regina WECKER, *Frauen in der Schweiz. Von den Problemen einer Mehrheit. Materialien zur Geschichte und Politik der Schweiz*, Zug 1983.
- Regina WECKER, Brigitte STUDER, Gaby SUTTER, *Die « schutzbedürftige » Frau. Zur Konstruktion von Geschlecht durch Mutterschaftsversicherung, Nachtarbeitsverbot und Sonderschutzgesetzgebung*, Zurich 2001.
- Candice WEST et Don. H. ZIMMERMAN, « Doing Gender », in : *Gender & Society*, juin 1987, pp. 125-148.
- Susanna WOODTLI, *Du féminisme à l'égalité politique. Un siècle de lutte en Suisse, 1868-1971*, Lausanne 1977, traduit de l'édition originale allemande *Gleichberechtigung : Der Kampf um die politischen Rechte der Frau in der Schweiz*, Frauenfeld 1975.

11 Annexe

11.1 Abréviations des partis

PRD	Parti radical suisse
PDC	Parti démocrate-chrétien suisse
PSS	Parti socialiste suisse
UDC	Union démocratique du centre
PLS	Parti libéral suisse
AdI	Alliance des Indépendants
PEV	Parti évangélique populaire suisse
PCS	Parti chrétien-social
PEL	Parti écologiste-libéral
PST	Parti suisse du travail
Sol.	SolidaritéS
PSA	Parti socialiste autonome
POCH	Organisations progressistes suisses
ASV 1)	Alternative socialiste verte (AVF)
PES	Parti écologiste suisse
Rép.	Mouvement national d'action républicaine et sociale suisse
DS	Démocrates Suisses
UDF	Union démocratique fédérale
PSL	Parti suisse de la liberté
Lega	Lega dei Ticinesi
PSD	Parti social-démocrate
VA-F 1)	Liste de femmes (AVF)
LS	Parti d'économie franche
Grut	Grutléens
JB	Jeunes paysans
Front	Front national
Dém	Démocrates
Autres	Autres/groupes épars

- 1) AVF: Etiquette commune pour l'Alternative socialiste verte et groupements féministes.

Dém.: En 1971, les démocrates zurichois ont renoué avec le PRD, alors que les démocrates de Glaris et des Grisons fusionnaient avec le Parti des paysans, artisans et bourgeois (PAB) sous le nom d'UDC.

Office fédéral de la statistique, Statistique des élections au Conseil national